

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES.

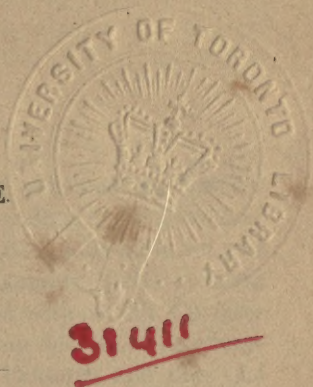
BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
///
DES CHARTES

REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE PRINCIPALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN ÂGE.

TOME QUATRIÈME.

DEUXIÈME SÉRIE.



PARIS,

J. B. DUMOULIN,

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES,

QUAI DES AUGUSTINS, 13.

1847-1848.



D
III
B5
t9

FRAGMENTS

DES

MÉMOIRES INÉDITS

DE DUBOIS,

GENTILHOMME SERVANT DU ROI,

VALET DE CHAMBRE DE LOUIS XIII ET DE LOUIS XIV.

La collection de mémoires de Petitot contient un journal très-détaillé des choses qui se passèrent pendant la dernière maladie de Louis XIII, depuis le 21 février 1643, jour où le roi prit le lit, jusqu'à sa mort arrivée le 14 mai suivant. Cette relation parut pour la première fois dans le second volume des *Curiosités historiques*, sous le nom de Dubois, l'un des valets de chambre du roi. Nul autre renseignement sur l'auteur, non plus que sur la source d'où l'on avait extrait sa relation. Or il se trouve que le récit de la mort de Louis XIII n'est qu'un fragment de mémoires assez volumineux, écrits par le même Dubois, pour l'instruction de sa postérité. M. Achille Dubois, de Rouen, possède aujourd'hui, à titre héréditaire, non pas les mémoires complets, mais une partie, qui s'étend de 1647 à 1674. Cela forme un grand registre in-folio de 194 pages. Il commence ainsi :

« *In nomine Patris † et Filii † et Spiritus sancti †. Amen.*

« JESUS † MARIA † JOSEPH †.

« Mon premier livre estant ramplý, j'ay désiré, avec l'aide de mon Dieu, continuer mes petites curiosités affin de rendre

« compte à ceux, qu'il plaira à Dieu de laisser après moy, de ce
 « que je fais et de ce que je voy, soit auprès de Sa Majesté, ici,
 « ou ailleurs qui mérite d'estre escrit. » Mais l'auteur ne s'est pas
 astreint à enregistrer jour par jour les faits dont il était témoin, et
 souvent la rédaction de ses mémoires n'a eu lieu que longtemps
 après les événements; on en trouvera la preuve dans une allu-
 sion au mariage de Louis XIV, faite sous la date de 1648. Dubois
 ne se fait pas faute non plus de revenir à chaque instant sur le
 passé. Aussi, grâce à ces redites, on peut avoir, sur sa vie an-
 térieure à 1647, une somme de notions suffisantes pour composer
 une notice biographique. Une analyse et des extraits du ma-
 nuscrit indiqué ci-dessus apprendront à la fois et ce qu'était
 Dubois et quel cas il y a à faire des renseignements recueillis
 par lui. Nos citations porteront de préférence sur ce qui a trait à
 l'enfance de Louis XIV et à celle du Dauphin, son fils. Mais
 pour bien établir d'abord que c'est à notre auteur qu'on doit la
 relation de la mort de Louis XIII publiée par Petitot, nous
 donnerons tout de suite le passage de son manuscrit où il parle
 de cette relation. C'est sous la date de 1663 :

« Le dimanche 10 juing, le Roy estant à son petit coucher, sur sa
 « chaise percée, j'avois ung flambeau : je luy esclérais. Ung de ses
 « barbiens le peignoit. Je tenay ung papier doré, bien escrit à la main,
 « attaché avec des rubans bleus, et dis au Roy : Syre, m'estant trouvé
 « de quartier à la mort du feu Roy, je fis ung mémoire jour par jour de
 « ses dernières actions, que j'ai gardé bien chèrement pour le pré-
 « senter à Votre Majesté avec autant de respect que d'humilité. Le
 « Roy prend mon mémoire et lut toute la première feuille et puis le
 « baille à M. de Vielle, premier valet de chambre de quartier, quy
 « tenoit le bougeoir, et luy dit : Vielle, serrez-moy cela et me le don-
 « nez demain matin, je serey bien aise de le voir. M. de Vielle le prit
 « et le mit dans sa poche. Le lendemain 11 juing, jour de S. Barnabé
 « apostre, le Roy prit médecine. Après qu'il l'eut rendue, entendu la
 « messe et diné, la Reyne prit ung fauteuil au chevet de son lit, Mon-
 « sieur le Prince au pied du lit, Messieurs de Mortemart, du Lude,
 « de St. Agnan, de Villeroy et autres estant autour du lit, le Roy
 « s'assit sur son lit, sa robe d'ouatte sur ses espauls, et commanda à
 « M. de Vielle de luy donner mon mémoire et dit tout hault : Hier au
 « soir, ung de mes vallets de chambre me donna ung mémoire qu'il a
 « faict à la mort du Roy mon Père, j'en veulx estre le lecteur : es-

« coutez-moi. Et il commenca et le lut tout : il contenoit douze feuilles.

« Ce jour là je n'estois pas de garde, et il y avoit ordre du Roy
 « qu'il n'entreroit que les deux valets de chambre de garde et ung
 « huissier. Je ne me présentai qu'à l'heure qu'il falloit relever mes
 « compagnons ; en entrant, Monsieur me dit : Dubois j'ay lu tout
 « vostre livre (comme de faict il estoit venu après, et, le Roy lui en ayant
 « parlé, il le lut tout du long). M. le Prince demanda au Roy sy c'es-
 « toit moy quy eus fait ce mémoire. Le Roy luy ayant dit que ouy,
 « il se tourna vers moi et me tesmoigna qu'il eut esté bien aise d'en
 « avoir une copie, ce que je luy accorday de bon cœur. »

I.

Marie Dubois, écuyer, sieur de Lestourmière, gentilhomme servant et valet de chambre du roi, commissaire ordinaire de l'artillerie, était né en 1599. Il avait d'abord suivi en Savoie madame Chrétienne de France, sœur du roi, quand elle fut mariée en 1619 à Victor-Amédée, duc de Piémont, qui succéda en 1637 à son père Charles-Emmanuel I^{er}. Dubois resta en Savoie jusqu'en 1629 : il y prit part à divers combats, reçut quelques blessures et fit maintes prouesses. Il était encore au service de la duchesse de Piémont lors de l'attaque du Pas de Suse, et se trouvait sans doute au nombre de ces Français auxquels le duc Charles-Emmanuel disait, en s'échappant de la ville : Laissez-moi passer, Messieurs, vos gens sont en colère. Les brouilles de la couronne de France avec le duché de Savoie devenant plus vives, et le duc Charles-Emmanuel inclinant de plus en plus à la politique espagnole, on en vint à faire des avanies aux Français qui avaient suivi Madame ; Dubois prit alors son congé du prince Thomas, fils du duc Charles-Emmanuel, sous le commandement duquel il servait dans une compagnie de gendarmes, et s'en revint en France. Il y fut rétabli en la charge de commissaire ordinaire de l'artillerie, que son père avait tenue au temps du roi Henri IV, et que son grand-père avait possédée précédemment. Ce grand-père se nommait Mathurin ; il était fils de Jean, fils d'Ivon Dubois. Il avait eu six enfants, tous braves comme l'épée, dont un des cadets, René, mourut en 1661, âgé de plus de quatre-vingts ans. René Dubois avait été chef du gobelet de M. le duc d'Orléans, frère de

Louis XIII; mais n'ayant pas suivi ce prince lorsqu'il quitta la France, en 1632, après l'exécution du duc de Montmorency, René perdit sa charge, et n'étant plus officier, se trouva soumis aux tailles; son neveu Marie lui obtint en 1648, par l'entremise du comte d'Harcourt, une charge de porte-manteau de la grande écurie qui le fit désormais appartenir au roi et l'exempta par conséquent de toute taxe. Nous ne savons pas le nom du père de Dubois; mais en voyant la considération que tous les membres de sa famille professaient pour l'auteur de nos Mémoires, on peut supposer qu'il en était chef, et que son père était l'aîné des six fils de Mathurin. Ce père dut mourir assez jeune, car sa veuve se remaria, et un de ses enfants du second lit, qui avait été mousquetaire du roi, fut tué en 1647 au siège de Lérida. Outre deux sœurs, Dubois avait un frère, Claude Dubois, qui était mort et dont les enfants résidaient encore en Savoie en 1648. Marie Dubois avait épousé Anne Fredureau, déjà veuve et chargée de trois enfants. Il maria la fille et obtint des charges dans les armées pour les fils. Anne Fredureau mourut en 1659, après avoir donné à Dubois une fille et un fils, auquel dans ses loisirs Dubois enseignait les langues latine, italienne et espagnole. On lui conseillait d'y joindre l'enseignement des mathématiques, mais l'ignorance du père en ce point fit l'ignorance du fils.

Je ne sais en quelle année Marie Dubois obtint une charge de valet de chambre du roi. Ces charges étaient sujettes à se diviser : la plupart de ceux qui y servaient n'avaient que des demi-charges. Lorsqu'une charge entière venait à vaquer, elle se partageait ordinairement entre les deux plus anciens valets de chambre, pourvus de demi-charge. Le plus ancien n'avait rien à payer; le second donnait aux héritiers du défunt une somme fixée par les premiers gentilshommes de la chambre. Dubois avait une demi-charge, et, en 1647, il en obtint, par l'entremise de M. de Souvré, la survivance pour son fils Joseph Dubois, qui était à peu près de même âge que le roi. Deux ans après, pendant que M. de Souvré était à Courtanvaux, Dubois le pria de vouloir bien, en sa qualité de premier gentilhomme de la chambre, recevoir le serment de Joseph. Voici comment les choses se passèrent : « Je luy presentai mon fils qu'il connoissoit fort bien, dit Dubois, et luy montray mes lettres de « survivance qu'il lut; après, il fit lever la main à mon fils et luy

« dit : Ne promettez-vous pas à Dieu de bien et fidèlement servir le Roy ? Mon fils dit : Ouy Monsieur. — Et s'il vient quelque chose à votre cognoissance qui soit contre son service de m'en avertir moy ou mes compagnons ? Mon fils dit aussy : Ouy Monsieur. Alors, M. de Souvré le regardant toujours luy dit : Dieu vous en fasse la grâce. » M. de Souvré fit ensuite antidater ce serment, et le reporta à l'époque des lettres de survivance. Ceci était important, car on prenait rang d'ancienneté du jour du serment, et c'était cette cérémonie qui constituait véritablement les officiers. Ce jour-là même, quand vint l'heure du dîner, M. de Souvré commanda à Dubois de se mettre à table avec lui et voulut que l'enfant s'y mît aussi. Comme le père refusait cet honneur et disait que son fils pouvait bien aller dîner avec *M. le maistre*, M. de Souvré repartit : Je veux qu'il s'y mette, il est aussi bien officier que vous. L'enfant s'assit donc, et, dit Dubois, il s'y comporta assez bien.

En 1648, Dubois était en position de disputer le titre d'un des plus anciens valets de chambre du roi : son droit n'était pourtant pas très-évident et il n'obtint rien alors ; mais en 1652 il eut une seconde demi-charge pour laquelle il n'eut rien à payer. Possédant donc la charge entière, il demanda à la reine, en 1653, de lui accorder la survivance de la seconde demi-charge pour son gendre, M. de Montigny, écuyer du roi. La reine lui refusa cette grâce, et Dubois, voulant égaliser ses deux enfants, se démit en faveur de son gendre de cette demi-charge, au risque de la voir sortir de la famille et perdue pour les siens, si ce dernier venait à mourir. Mais en 1655 le roi en accorda la survivance au fils de M. de Montigny, âgé alors de trois ans. C'est en compagnie de cet enfant que nous verrons plus tard Dubois servir le dauphin.

C'est le père de Louis XIV que notre auteur eut d'abord à servir. Il s'était attiré les bonnes grâces de Louis XIII, et il conserva toujours à la mémoire de ce roi un fidèle et pieux souvenir dont les *Journaux* font foi en plus d'une rencontre. Louis XIII, on le sait, aimait la musique et il composait des airs qu'il se plaisait à entendre chanter. Dubois, doué d'une assez jolie voix, faisait parfois sa partie dans la musique du roi, et surtout répétait souvent les airs que le roi avait composés. Cela lui procurait, auprès du monarque, de petits agréments qu'il s'étudia à conserver auprès de Louis XIV. Le grand roi, sans être

aussi habile ni aussi fin connaisseur que son père en de telles matières , n'avait pas moins un goût très-prononcé pour la musique, comme pour tous les arts du reste , auxquels il se plaisait si volontiers , et dont il fut si bien servi. Il avait , dans son enfance , formé une compagnie de violons , qu'on appelait les petits violons du roi , qu'il prenait grand plaisir à entendre , et qui jouaient en effet fort joliment. La musique était alors entrée dans le luxe et les plaisirs des grands. Chacun se composait des corps de concertants , et les *Journaux* de Dubois citent entre autres la musique de la duchesse de Chaulnes. A Amiens , quand le roi , la reine , le cardinal et les princes allaient le soir , en carrosse , se promener sur le Cours , ils étaient accompagnés d'un carrosse dans lequel se trouvait la musique qui chantait et jouait pour divertir Leurs Majestés.

Un goût bien sévère ne présidait pas toujours à ses délasséments. Le roi , voulant donner une sérénade à la reine et aux dames , avait ordonné (1648) à Dumanoir , l'un de ses vingt-quatre violons , « de composer plusieurs airs jolis et d'y mêler quelques « instruments bizarres. » Les petits violons se présentèrent donc un soir devant Leurs Majestés et exécutèrent trois airs « intitulés « *les Charivaris* , où se mêlaient des violons , des vielles , flûtes « douces , castagnettes , flageolets , orgue de Perse , un petit ros- « signol de terre plein d'eau , et une saulnière de bois qu'un d'eux « avait attachée à sa ceinture , et sur laquelle il battait avec des « baguettes de tambour et faisait des fredons , mais le tout extrê- « mement joli et qui donna un grand plaisir à tous ceux qui étaient « là. » On semblait bien loin de Lulli. Nos journaux , toutefois , trouvent l'occasion de faire mention de lui. En 1664 , le roi s'étant informé de Dubois s'il chantait encore , lui demanda aussi quel motet passait pour le meilleur du temps de Louis XIII. Dubois cita le *Nonne Deo subjecta erit anima mea* du *bonhomme Formé* , que le cardinal de Richelieu avait voulu entendre , et que la musique du roi , venue exprès à Paris de Saint-Germain , lui fit entendre par deux fois dans la chapelle du Palais-Royal. Dubois ajouta qu'il avait eu l'honneur d'être de la musique et d'un magnifique dîner que le cardinal avait fait apprêter , mais qu'il n'eut point de part à la distribution des deniers. « Comment , « interrompit le roi , il leur donna de l'argent ? — Ouy , Sire , il « leur donna dix mille livres. — De son argent , dit le Roy ? — « Non , Sire , de celluy du Roy , par ung acquit patent. — Cela

« estoit bien aisé dans ce temps-là ; mais à présent cela ne se fait plus, dit le Roy.

« Le Roy me fit encore l'honneur de me demander sy j'avois entendu sa musique et ce qu'il m'en sembloit. Je luy dis que j'avois entendu un mottet de *Veni Creator* que j'avois trouvé fort beau , et que Sa Majesté avoit augmenté sa musique des deux tiers depuis la mort du défunt Roy, et que sa grandeur n'y paraissoit pas moins que dans ses armées. Alors le Roy me dit : Il faut que vous entendiez le *Miserere* de Baptiste. Ce que je fis le jour de Pâques-Fleurie ; et le lendemain, que je fus de garde à son petit coucher, le Roy me fit l'honneur de me demander, en présence de grand monde, sy j'avois entendu la musique. Je luy dis ces mesmes paroles : Sire, je m'en donnai hier jusques aux gardes : j'eus l'honneur d'entendre la messe et les vespres de Votre Majesté, et le *Miserere* du seigneur Baptiste. Le roy me dit : Lequel trouvez-vous le plus beau du *Laudate*, de l'*In exitu* ou du *Miserere*? Je lui dis : Sire, la diversité du mouvement du *Miserere* m'emporte. Le lendemain le Roy dit à M. de Paris (1) que je m'expliquois bien, luy racontant ce que je luy avois dit. »

Les obligations de la charge de Dubois ne le retenaient pas toujours à la cour. Les valets de chambre ne servaient qu'à tour de rôle et par quartiers de trois mois. Lorsque Dubois s'était acquitté de son service, il se retirait chez lui sur les bords du Loir, à Montoire (2) d'abord , et plus tard à Couture (3), en descendant de quelques lieues le cours de la rivière. Les événements de Montoire, de Couture et des autres lieux circonvoisins, Vendôme (4), Le Lude (5), Châteauregnault (6), sont inscrits au *Journal* avec un non moindre détail et un non moindre intérêt que ceux de la cour. Avouerai-je que je ne voudrais pas m'en plaindre ? La manière dont vivait à cette époque en province un gentilhomme de condition médiocre, ses occupations, son influence, les intérêts qui le touchaient, qu'il embrassait, qu'il soutenait, peuvent offrir à la curiosité des aliments solides. Et en vé-

(1) Hardouin de Péréfixe, qui avait été précepteur du roi.

(2) Département de Loir-et-Cher.

(3) Loir-et-Cher.

(4) Loir-et-Cher.

(5) Sarthe.

(6) Indre-et-Loire.

rité ce monde des bords du Loir n'est pas dépourvu de charmes. On vivait là honorablement, utile à tous, respecté de tous et plein de vénération et de soumission pour ses supérieurs. On se rendait parfois à Vendôme voir Son Altesse (1), dans le duché de laquelle on habitait, et solliciter de sa générosité quelques avantages pour la paroisse ou pour son église. On était galant avec tout ce qui l'entourait, parce qu'on savait qu'on pouvait avoir besoin de chacun, et que la politesse était alors dans les mœurs de la bonne compagnie. Le secrétaire, l'intendant, tout ce qui touchait à Monseigneur, madame Mouanier même, première femme de chambre de la duchesse, avaient part aux honnêtetés. A l'aide de ce soin à entretenir de bons rapports avec tout ce qui approchait de Son Altesse, quand on se présentait à Vendôme on était reçu d'une manière flatteuse et distinguée, dont le *Journal* fait foi. Quand on allait ainsi rendre ses hommages, ou que quelque autre obligation conduisait à plusieurs lieues de chez soi, on montait à cheval et on prenait sa femme en croupe. Pour que la ressemblance avec le Destin et la charmante de l'Estoile fût parfaite, on rencontrait parfois des partisans de MM. les princes ou un parti de l'armée du roi (1652). Dans l'un ou l'autre cas il fallait vider sa bourse, et s'estimer bien heureux encore de n'avoir pas été, comme plusieurs de ses compagnons, forcé de rendre les armes. Quand les troubles furent passés, les chemins n'étaient pas beaucoup plus sûrs, et il s'y faisait d'étranges entreprises. Un soir, à la brune, madame de la Giraudière, se rendant au Lude, dans son carrosse, en compagnie de mademoiselle de la Tessonnière, sa fille, et de deux autres damoiselles, se vit tout à coup abordée par cinq ou six cavaliers, à la tête desquels était M. de Fontenaille (2). Malgré les cris des femmes, ils arrachèrent des bras de sa mère la pauvre damoiselle de la Tessonnière. M. de Fontenaille la prit sur l'arçon de sa selle, *sur ung oreiller qu'il avoit disposé pour cela*, et partit au galop. On courut toute la nuit. La damoiselle poussait des cris perçants. M. de Fontenaille la consola de son mieux, et l'assura qu'il ne voulait rien entreprendre sur sa personne. Comme il ne connaissait pas beaucoup les chemins, il s'égara, et n'arriva que le

(1) César de Vendôme, fils de Henri IV. °

(2) Il se nommait de Lestrelle, et avait deux frères, ainsi que lui, au service du comte du Lude.

lendemain à Jarzé, qui n'est qu'à huit lieues du Lude. Cependant la bonne dame de la Giraudière, outrée et pleurante, dans l'état où se trouvait la pauvre La Caverne après le ravissement d'Angélique, rentrait au Lude. Les habitants partirent aussitôt à pied ou à cheval, pour secourir la damoiselle. Un de ses oncles, qui se trouvait à quelques lieues du Lude, donna des ordres pour rassembler des hommes. Le bruit de ce rapt se répandit, et chacun s'arma pour les dames. Dubois partit avec ses voisins, aussitôt qu'il eut reçu la nouvelle. Ils passèrent par le Lude, où ils virent madame de la Giraudière, *qui leur tira les larmes des yeux et les soupirs du cœur*. Ils trouvèrent là d'autres personnages qui étaient venus à même dessein. On dina de compagnie, tristement, mais enfin on dina, pour ne pas oublier sans doute qu'on était en *pays de haulte graisse*. Toute la contrée s'était émue. Les amis de la dame de la Giraudière et de sa famille faisaient des levées de tous côtés. M. le marquis de Sainte-Suzanne avait envoyé sa compagnie de quarante mestres, et s'était tout d'abord emparé du Plessis-Bouré, qui était une maison forte appartenant au marquis de Jarzé. Quand Dubois et ses compagnons arrivèrent à Jarzé, tout était déjà fini. M. de Fontenaille avait reconnu qu'il lui était impossible de résister à tout cet effort, et il avait rendu la damoiselle. Elle déclara, en présence de ses oncle, parents et amis, avec autant de naïveté que d'innocence, que, hors que M. de Fontenaille l'avait ravie d'entre les bras de madame sa mère, elle n'avait qu'à se louer de lui, et qu'il l'avait traitée avec tout l'honneur et tout le respect qu'elle pouvait souhaiter. En arrivant à Jarzé, en effet, il l'avait remise entre les mains d'une vieille damoiselle, et de deux filles de condition, qui l'avaient servie pendant tout le temps qu'elle était restée là. En conséquence, on fit grâce de la vie au ravisseur, et on ramena la damoiselle dans le carrosse de madame de Contades. Le lendemain, après avoir entendu la messe à La Flèche, on arriva au Lude, où on fut accueilli avec une acclamation de joie non pareille. Quand la fille de la maison du Lude auroit été enlevée, dit Dubois, on ne pouvoit pas mieux faire, et il faut louer Dieu d'avoir remporté tant d'honneur dans une affaire où il pouvoit arriver des déplaisirs qui ne reçoivent jamais de consolation.

Pour compléter ce que nous pouvons dire sur cette damoiselle de la Tessonnière, il faut ajouter qu'à quelque temps de là elle épousa le marquis de Château-Regnault, François de Rousselet,

frère aîné du vice-amiral de Château-Regnault , maréchal de France. Le marquis et la marquise de Château-Regnault visitèrent Couture en 1658. Ils y furent reçus et traités des plus apparens. On les régala de la comédie du *Menteur* , jouée dans une grange , à la satisfaction de toute l'assemblée , par des gens de Couture. Tout cela est pour prouver que Scarron n'était pas un sot, et que le *Roman comique* ne manque point de vérité. Les dames ne prirent part à la fête que comme spectatrices. C'était le fils de Dubois, garçon de vingt et un ans, un peu moustachu peut-être, qui remplissait le rôle de Clarisse dans la comédie.

Dans un pays où l'on était exposé à des aventures pareilles à celle de la damoiselle de la Tessonnière, sans qu'aucune autorité publique n'intervint, il faisait bon d'avoir beaucoup d'amis. Cette nécessité se faisait sentir d'ailleurs au dix-septième siècle dans toutes les relations de la vie. Elle était surtout dans la conscience de chacun, et les plus grands personnages ne tentaient pas de s'en affranchir. Elle entraînait pour beaucoup sans doute dans l'aménité de leurs manières, et contribuait pour quelque chose à répandre dans la société cet agrément et cette politesse qui sont devenus si célèbres.

Quand Dubois arrivait à Paris, il ne manquait pas de se présenter chez tous les grands dont il pouvait être connu. Il donne sur cette matière les vrais principes d'une bonne conduite, pour ne pas manquer aux devoirs de la déférence, pour se rendre agréable, et en même temps pour éviter d'être importun. Quand quelqu'un d'entre ces puissants, M. le Prince, par exemple, M. le comte d'Harcourt, ou M. de Schomberg étaient à l'armée, Dubois n'oubliait pas, pendant tout le temps de son quartier, de leur écrire, avec leur permission, à eux ou à leurs secrétaires, pour leur mander des nouvelles de la cour, dont chacun était toujours friand. Aussi, à son retour à Montoire, trouvait-il les lettres de remerciement de M. de Schomberg, qui lui mandait en même temps la manière dont il avait reçu son beau-fils, auquel le roi avait accordé une lieutenance au régiment de Champagne; M. le Prince lui serrait la main, se disait son serviteur, et, en sa qualité de grand mestre de la maison du roi, lui accordait un quartier de gentilhomme servant; M. d'Harcourt l'accueillait à sa table, le faisait monter en carrosse avec la compagnie, en dépit de tous ses efforts pour se dérober à un pareil honneur et se contenter du cheval qui l'avait amené; il le

présentait à la comtesse en l'appelant *notre cher ami M. Dubois*; et lorsque Dubois voulait baiser le bas de la robe, il avait grand-peine à se défendre de l'honneur d'être baisé par la bonne dame : tout cela, sans contester l'autorité de César, n'était pas uniquement à cause des nouvelles de la cour que Dubois avait mandées.

A son tour, Dubois rendait, à ceux qu'il était en position d'obliger, les services et les honneurs qu'il recevait des princes. Il faisait décharger les tailles de Saint-Austrille (1). Il n'y avait pas de quartier où il n'obtint du roi, de la reine, ou de quelque autre, une faveur et un don pour sa paroisse. Quand il était à Montoire ou à Couture, il s'occupait à apaiser et à accommoder les différends de ses voisins. Toutes les affaires de la paroisse, de la ville, de la contrée, le touchaient. Il allait voir l'évêque du Mans pour se plaindre du curé, dont la conduite était loin d'être irréprochable. Il obtenait du duc et de la duchesse de Vendôme la concession d'un four banal qui incommodait l'église. C'est surtout en 1652 qu'il déploie toute son activité. La guerre des princes était à son plus fort. M. de Rohan, gouverneur d'Anjou, embrassa leur parti. Comme le roi assiégeait Angers, M. de Beaufort entra en Beauce, pénétra dans le Maine et voulut s'assurer des passages du Loir. M. de Vendôme, père du duc de Beaufort, tenait le parti du roi. Il ordonna d'intercepter les passages et de couper les ponts. En même temps il remettait à Dubois une lettre adressée à son fils, où il lui recommandait d'épargner Couture : « Mon fils, lui disait-il, sy vos troupes passent
 « aux environs de mon duché de Vandomois, je vous prie d'em-
 « pescher les désordres que les débandés pourroient faire dans
 « les villes et les villages de mondit duché, et particulièrement
 « dans celui de Cousture, quy est un lieu où il y a quantité de
 « gens que j'affectionne. Le sieur Dubois vous en va prier de
 « bouche de ma part, et vous rendre la présente, par laquelle
 « je vous assure que je suis, mon fils, vostre passionné père,
 « CÉSAR DE VANDOSME. »

Muni de cette lettre, comme d'une sûreté dernière, Dubois n'en exécuta pas moins les ordres du duc de Vendôme. Il avait

(1) Saint-Austrille était une paroisse de Montoire, sur la rive gauche du Loir, qui la sépare du reste de la ville. C'est sur la paroisse de Saint-Austrille que Dubois demeurait avant de faire bâtir sa maison du *Poirier*, à Couture.

d'abord envoyé sa femme et ses enfants à Montoire, Couture étant un lieu tout ouvert. Il rompit les divers ponts sur le Loir, il se saisit des *charrières* (1), qu'il fit couler à fond, il posta des hommes. J'imagine que tous ses efforts n'auraient pas empêché les troupes des princes, qui avaient déjà chassé un de ses postes, d'occuper tout le cours de la rivière; mais Angers s'étant rendu au roi, M. de Beaufort rappela et rassembla son armée. Dans cette émotion, ce n'étaient pas seulement les troupes aux gages des princes qu'on avait à redouter. Chacun s'armait dans la contrée, qui pour le roi, qui pour les princes. On formait alors des entreprises pour s'emparer de quelques postes, ou même pour faire quelque butin. Dubois et les gens de Couture eurent à se mettre en garde ainsi contre plusieurs gentilshommes du voisinage. Ils en furent quittes pour la peur, à cette fois. Mais on n'était pas encore remis de ces alarmes, quand l'armée du roi quitta Angers et s'en vint passer par le pays d'entre les rivières de la Loire et du Loir. Il fallut encore envoyer sa femme et ses enfants en lieux fermés, transporter ses meubles dans les églises et prendre garde d'être surpris. Je crois que l'appréhension de l'armée du roi était plus forte que celle de l'armée des princes. Elle était fondée, du reste, car on sait quels dégâts l'armée du maréchal d'Hocquincourt, qui commandait pour le roi, commit dans le Blaisois et l'Orléanais. Quelques hommes, parmi lesquels était Dubois, que son activité portait toujours en avant, et dont l'importance d'ailleurs pouvait prévenir de grands malheurs, montaient à cheval et couraient aux nouvelles. On apprit enfin qu'un gros de cavalerie arrivait du côté de la Chartre (2). Dubois y courut et trouva pour commandant de l'avant-garde un colonel de Cravattes, nommé Rabbe, auquel autrefois, à Saint-Germain, il avait rendu quelques services auprès de M. le Prince et de M. Letellier. Il le pria de rappeler ses hommes, qui se débandaient, dérobaient et pillaient tout le pays. Il obtint du colonel quelques cavaliers pour protéger des charrettes portant les meubles de plusieurs gens du voisinage qui avaient été trop paresseux à déloger, pour garder sa maison du Poirier, et pour défendre le bourg de Couture. Il tira parole encore qu'on ménagerait quelques gentilshommes de la

(1) Mot du pays pour signifier un bac.

(2) Sarthe.

contrée, ses amis. Il passa tout le jour à courir par tout le voisinage, cherchant à arrêter, autant qu'il lui était possible, les pillages des valets et des *picoureux*. Le lendemain, il put encore faire épargner la ville de Montoire, qu'un autre commandant allemand, qui avait déjà pillé la Chartre, voulait houspiller un peu, parce que, disait-il, les bourgeois sont insolents derrière leurs remparts, et qu'il avait peur qu'ils ne tombassent sur les bagages de ses cavaliers. Dubois se porta fort du respect des habitants de Montoire, ainsi que de la sûreté des bagages, et il obtint de la sorte que les troupes passeraient en bataille devant les remparts de Saint-Austrille, sans entrer dans la ville.

Heureusement Dubois ne trouvait pas toujours occasion de rendre de pareils services, mais il se prêtait avec autant d'activité à toutes les exigences de la vie. En temps de disette (1661-1662), il organisait les secours à donner aux pauvres. Je ne parle pas de ses charités ordinaires, qui étaient larges et inspirées par un esprit chrétien. Il réparait les chemins, surtout il faisait travailler aux églises. Les rives du Loir avaient été assez saccagées au temps des guerres de religion. L'église de Saint-Austrille avait été dévastée, et on l'avait même enterrée presque entièrement pour faciliter la défense de la ville. Dubois la fit déblayer, réparer et orner. Un sculpteur de Tours, Claude Vinet, fit les figures. L'église de Couture avait été brûlée : Dubois la fit réparer et agrandir. Il parlait de tous ses plans à Louis XIV, lui faisait voir les devis, lui expliquait ses projets, lui portait même des échantillons des pierres dont il usait. Ce goût des bâtiments ne le servait pas moins que le goût de la musique, auprès du monarque, qui faisait quelques dons volontiers pour l'érection des chapelles et l'ornementation des églises. Dubois bâtissait aussi pour son propre compte ; et je n'ai pas besoin de dire que le détail de ses bâtiments est raconté tout au long dans le Journal. Les événements de la famille y tiennent aussi une grande place. Les naissances, les décès sont racontés en détail : Dubois remplissait exactement, dans ces dernières circonstances, tous les tristes et douloureux devoirs que la religion impose, et qu'elle donne aussi la force d'accomplir avec ces courages fermes et attendris qu'elle seule peut inspirer et soutenir.

Esprit honnête, actif, pratique, Dubois, si jaloux ou plutôt si heureux de remplir tous ses devoirs envers les hommes, n'ou-

bliait donc non plus aucune de ses obligations envers Dieu. Ce cœur simple était ouvert à toutes les joies de la religion et n'en négligeait aucun devoir. Les belles et modestes pompes du culte catholique le transportaient. C'était pour faciliter le passage des processions et pour les rendre plus belles et plus majestueuses, qu'il faisait travailler aux chemins de Montoire. Il ne se mettait jamais en voyage sans avoir communiqué. Il s'arrêtait volontiers, en passant à Chartres, pour s'y recommander à la sainte Vierge et y faire ses dévotions. Se trouvant à Amiens (1647), comme il sortait de son logis un dimanche matin, il entra dans une église, et n'avait d'autre dessein, dit-il, que d'entendre la messe. Il lit tout au travers du rétable d'autel en grosses lettres d'or : *Venite, comedite, bibite et inebriamini in Domino*. Ruminant en son esprit ces paroles de l'Écriture, il se mit à pourpenser qu'il était *convié d'ung banquet avantageux et trop délicieux pour être refusé*. Songeant aussi qu'il ne faut jamais rejeter la grâce, mais au contraire aller au-devant d'elle, il résolut de se servir de l'occasion, et, après avoir fait quelque préparation en sa conscience, il s'alla présenter à un confesseur, et ne se retira qu'après avoir fait ses dévotions, fort satisfait de ce qui lui était arrivé. Les pratiques de dévotion les plus simples et les plus humbles entraient ainsi dans les habitudes de sa vie. Allant de Ruel à Saint-Cloud et passant par le mont Valérien, il s'arrêtait pour admirer le Calvaire que les religieux venaient d'y élever, et aussi pour descendre de cheval, s'agenouiller et faire sa prière.

Quand il eut achevé de construire sa maison du Poirier (à Couture), il fit bénir les bâtiments avant de s'y installer, et le premier repas qu'on y prépara, y fut servi par sa femme aux pauvres de la paroisse.

De pareilles mœurs sont respectables ; elles conservaient chez les hommes de cet âge ce fonds d'honnêteté et de probité que nous retrouvons avec toutes ses richesses chez notre ami Dubois. Il était naïf et s'accommodait volontiers, nous avons vu, et sans réflexion aux abus de son temps. Il recevait et attirait avec soin sur lui et sur les siens les faveurs et les dons du roi. Toutefois, il savait faire le discernement et engageait ses enfants à ne jamais se mêler de certains avantages que les courtisans pouvaient obtenir et qui étaient *à la foule des peuples*. Ainsi, à la naissance d'un dauphin, « il y a le joyeux evene-

« ment à la couronne, dit-il, qu'y est ung don que le Roy fait
 « qui vaut toujours beaucoup. Mais comme c'est une chose qu'y
 « se lève sur le peuple, et qu'y est comme une taille qu'y sur-
 « charge les pauvres, je ne donnerois pas avis aux miens de se
 « mettre la dedans, quand même ils seroient assez puissants pour
 « le pouvoir obtenir pour, puis après, s'en accommoder avec un
 « trestant qu'y exige cela sur le peuple : je puis mesme leur dire
 « que je cognois très bien ceux qu'y l'ont eu et que j'ay très bien
 « remarqué que cet argent ne leur a pas profité. »

Sa franchise lui fait enregistrer ses déplaisirs aussi bien que ses avantages. Si le roi, encore enfant, dit en regardant tous ceux qui l'entourent, qu'il souhaiterait être un jour de la taille de Dubois ; si, quand il annonce à la reine qu'il a deux garçons aussi grands que lui (1), la reine l'interrompt en disant : « Alors ils ne sont pas de taille mauvaise, » sans doute Dubois ne manquera pas de noter ces dires importants : mais si le duc de Vendôme, impatienté des difficultés qu'il trouvait et des observations qu'il faisait à un ordre qu'avait donné le duc pour s'emparer de certains postes sur le Loir, lui dit en le raillant avec colère : « Si vous aviez Milan à prendre, vous y feriez bien des difficultés, » Dubois couche le mot par écrit et l'enregistre scrupuleusement.

On s'étonne, par exemple, de ne trouver aucun renseignement dans les Journaux sur la position des églises réformées de France. Montoire était une des villes désignées aux huguenots : ils y avaient un prêche et un cimetière. Mais Dubois qui, par son testament, recommande et défend sur toutes choses à sa postérité d'avoir aucune relation et de contracter aucune amitié avec les hérétiques, paraît avoir lui-même pratiqué ce conseil. Il ne parle des calvinistes que pour annoncer la fermeture de leur prêche à Montoire, qui eut lieu dès 1663. Seulement, en 1649, il se livre à toute l'expansion de la joie, lorsqu'il apprit la conversion de M. Martin, ministre à Montoire, « ung homme de beaucoup de bonnes qualités au-dessus du commun. » Et avec cette ardeur qu'il mettait si volontiers à rendre service, Dubois, sans que personne le lui eût demandé, s'employa pour obtenir de la reine une pension à ce nouveau converti.

Dubois partageait pour la personne royale l'admiration, la vénération, l'adoration, dirait-on presque, qui étaient dans les

(1) Il parlait des deux fils de sa femme.

mœurs du siècle et que Louis XIV sut porter jusqu'à son comble. « En 1667, quand le Roy partoît pour la guerre de Flandre, « au moment où il sortoit de la chapelle pour monter en carrosse avec la Reine et plusieurs princesses et dames, je me jetai à genoux, dit Dubois, et luy embrassai la cuisse. Le Roy « me regarda et monta en carrosse : je me retirai pour pleurer à « mon particulier, voyant que mon âge ny mes forces ne me permettoient pas de suivre mon bon maistre à l'armée. » Ces manifestations, on le sait, ne déplaisaient pas à Louis XIV, qui aimait à voir les effets de sa grandeur. Il savait cependant se soumettre à la majesté divine : le Journal en donne quelques exemples. « Un jour, revenant de la chasse (1663), le Roy rencontra le vicaire de S. Merry qui portoit le bon Dieu à ung « malade. Le Roy s'arresta, fit mettre ses gardes, ses gendarmes, « cheveau-legers, mousquetiers et tous les gens de sa suite en « haye : luy se mit à genoux sur ung juste-au-corps d'ung de « ses valets de pied, dans la boue, et n'en bougea tant qu'il vit « le saint sacrement. Quelqu'un de la cour luy dit : Syre, je m'estonne que le vicaire de S. Merry, quand il a passé devant Vostre Majesté, ne luy aie pas fait la révérence. Le Roy dit : Il a « fait son devoir; il avoit devant luy ung objet bien plus précieux « que moy. »

De l'humeur dont nous avons montré Dubois, on pense que toutes les paroles et les actions de piété du roi sont scrupuleusement rapportées dans le Journal. Quand Louis XIV était au Louvre, s'il entendait passer le saint sacrement, il se tenait à genoux, la tête nue, tant qu'il entendait la clochette qui précédait le prêtre. Enfant, il gourmandait ceux qui assistaient à son coucher sans se mettre à genoux pendant qu'il faisait sa prière. Il donnait ses ordres pour faire instruire un petit postillon qu'il avait, et qu'il avait interrogé lui-même sur sa connaissance de la religion. Il ne commençait jamais son travail sans se découvrir d'abord et faire un signe de croix. Étant à Amiens en 1647, le jour des processions de la Fête-Dieu, il se fit apporter des fleurs et prépara un bouquet. Quand la procession fut venue et que le saint sacrement se fut arrêté au reposoir préparé dans la cour du logis du roi, « le Roy dit au curé, qu'y estoit un bonhomme tout « blanc comme un saint Siméon : Tenez, M. le curé, ostez le bouquet qu'y est sur le saint sacrement et me le donnez et y portez « celui là : luy mettant celui qu'il avoit fait dans la main. Tout

« le monde observoit et admiroit cette action du Roy. Et quand
 « Leurs Majestés furent revenues de l'église, où elles avoient con-
 « duit le saint sacrement à pied, le Roy voulut voir ce bouquet
 « quy estoit une couronne formée d'assez belles fleurs. » Dubois
 l'attacha au chevet du lit, au milieu, justement au dessus de la
 tête du roi, en lui disant : « Syre, cette couronne-là portera bon-
 heur à celle de Vostre Majesté. »

La position de Dubois à la cour, les fonctions qu'il y tenait, la considération que le roi portait à ceux de ses officiers qui avaient vieilli à son service, le mettaient à même de connaître bien des détails et de citer bien des anecdotes que nous ne voulons pas trop multiplier. Il y en a quelques-unes, sans doute, dont on se soucie médiocrement. Voici une date, par exemple, que personne n'avait donnée : « Le 5 mars 1648, Monseigneur
 « d'Anjou a commencé à porter des chausses. » Il était né au mois de septembre 1640. Aujourd'hui les fils de bourgeois quittent les jupes beaucoup plus tôt que ne faisaient naguère les enfants des reines : c'est un progrès que tous les cœurs paternels apprécieront.

On nous saura gré, peut-être, de rapporter ici la plus ancienne, sans aucun doute, qu'on puisse citer, des lettres de Louis XIV (1). Il n'avait pas encore neuf ans, lorsqu'il l'écrivit à son frère, auquel Dubois fut chargé de la porter. Le duc d'Anjou, après l'avoir lue, la donna à ce fidèle messenger, qui l'avait égayé de quelque conte, en lui disant : « Je les garde toutes, mais je veux bien
 « vous donner celle-ci, quoique je n'en aye encore donné à per-
 « sonne. Je la reçus avec joie, ajoute Dubois, et suis bien aise
 « d'en insérer ici la copie. »

Copie d'une lettre de la main du Roy à monseigneur le duc d'Anjou son unique frère. Le dessus : A mon frère.

Mon frère, je vous escravis hier et vous mandai la bonne santé de maman et la mienne. Je vous en assurerai encore par celle ici. Mandez-moi l'estat de la vostre et me croyez toujours vostre affectionné frère et bon petit papa. Louis. A Amiens ce premier juillet 1647.

(1) La lettre de Louis XIV à Pierre Corneille (14 octobre 1645) est évidemment une pièce de chancellerie : mais elle peut servir à prouver combien ceux qui entourèrent la jeunesse de Louis XIV s'appliquaient à lui apprendre cette politesse et cette honnêteté de manières qui plus tard donnèrent tant de prix aux moindres faveurs du roi.

Nous laisserons Dubois raconter quelques anecdotes relatives à l'époque de la régence d'Anne d'Autriche :

1647. Le mercredi 15 mai, Leurs Majestés partirent de Compiègne pour aller coucher à Montdidier. Et le lendemain matin au lever du Roy Sa Majesté regarde M. le marquis de Montglat maître de la garde-robe et luy dit : Que l'on ne me demande point quel habit je veux, je ne veux que celuy-cy. M. le marquis luy dit : Syre, pour faire vostre entrée dans Amiens, il vous en fault un autre ou il y aie de l'or. Celuy-là est trop simple. — Pourquoi, dit le Roy; je suis aussy hardy dans celuy-cy que dans le plus beau que j'aie.

Le samedi premier juing (à Amiens), M. de Jarzé allant courre le cerf avec M. avoit un pourpoint de toile blanche tout simple, sans doublure, avec de la dentelle de fil blanc. Le Roy en prit envie et en fit faire un avec un empressement très grand : J'en veux ung tout à cette heure, dit-il; cent pistolles de plus, je ne m'en soucie gueres pourvu que je l'aye dans deux heures. Aussy fust-il faict assez tost.

Le 20, le jour de la feste du très adorable sacrement, le Roy fut à la messe aux Capucins et la Reine aux Célestins (à Amiens). A leur retour le Roy à son ordinaire s'est mis à la fenestre du petit cabinet de la Reine pour voir promener les chevaux de la petite escurie. Le Roy se jouant avec sa nourrice quy est femme de chambre de la Reine, une petite crois de reliques, que le Roy porte toujours en escharpe, pendue d'un ruban sur sa chemise, se desfit et tomba. La Reine me commanda de faire venir du ruban de la garde-robe du Roy. Ce que je fis. Sitost que le ruban fut venu, le Roy osta son pourpoint et la Reine ses gants pour reprendre la crois. Comme la Reine mesuroit ce ruban de bonne longueur pour que le Roy la mit et l'ostât sans peine, le Roy lui dit : Maman il le fault plus court. La Reine ne le vouloit pas; de sorte qu'il y eut conteste jusqu'au point que le Roy tranchât le mot et dit : Je le veux comme cela moy. Ce qui facha la Reine jusqu'au point qu'elle en rougit et lui dit : Je vous feray bien voir que vous n'avez point de pouvoir et que j'en ai ung. Il y a trop longtemps que vous n'avez été fouetté, je veux vous faire voir que l'on fesse (1) à Amiens comme à Paris. Et s'adressant à nous autres : Je ne veux pas que vous fassiez ce que le Roy

(1) Nous verrons, à l'éducation du dauphin, qu'on ne *fessait* plus que fort peu à Saint-Germain, mais en revanche on y usait abondamment de la férule. Sans discuter ici de l'excellence et de la prééminence d'un de ces deux respectables moyens de correction, nous pouvons dire qu'à en juger par les résultats que les *Journaux* nous montrent, la férule paraîtrait un progrès médiocre.

vous commande. Allez vous en trouver M. le maréchal (1), lorsque le Roy vous dira quelque chose, s'il le trouve à propos faites-le : sinon, n'en faites rien. C'estoit toucher le Roy au vif puisqu'il sait très bien qu'il est né pour commander. Les larmes donnèrent des marques de son ressentiment. Cela dura quelque peu de temps. Cela me touchoit vivement de voir pleurer mon maistre si amèrement comme il faisoit. Et tout d'un coup, sans que personne lui dise rien, il part et s'en va se jeter aux genoux de la Reine, quy estoit toute rêveuse dans sa chaire et lui dit : Maman, je vous demande pardon; je vous promets de n'avoir jamais d'autre volonté que la vostre. La Reine le baisa tendrement et demeurèrent fort bons amis, Dieu mercy.

La Reine s'en alla disner : le Roy ne bougea cependant de la fenestre, d'où il regardoit un soldat quy jouoit de l'espée à deux mains. Le Roy dit à M. le Maréchal : Monsieur, voyez-vous ce soldat-là ? Il ne fait pas cela pour rien. — Non Syre, dit M. le maréchal, il faut luy donner quelque chose. Disant cela il se retourne vers nous et dit : Quy a une demie-pistole ? qu'il la preste au Roy, je la lui ferai rendre. Le Roy dit : Oh ! ce n'est pas assez, Monsieur, il luy fault donner davantage. M. le maréchal repartit : Syre, Vostre Majesté luy donne souvent, il n'aura que cela pour cette fois. Le Roy, quy est charmant et agréable et auquel on ne peut rien refuser, luy dit avec une grace toute particulière : — Voulez-vous que je vous die, pour ce soldat c'est véritablement assez qu'une demie-pistole et pour vous, si c'estoit vous quy la donnassiez, mais pour moy ce n'est pas assez, il faut qu'il aye la pistole toute entière. M. le maréchal dit : Syre, je me rands à la force de vos raisonnements, il fault que le soldat aye la pistole toute entière. Ainsy fut faict : pour moy, j'estois si aise de voir ce cher maistre raisonner de la sorte que j'en pleurois.

De là à un peu de temps, la Reine estant de retour de son dîner, le Roy estoit toujours à cette fenestre regardant ses chevaux ramenés par les palefreniers. Le Roy se ressouvint que, le jour précédent, il leur avoit promis quelque chose, il leur dit tout devant la Reine : « A propos, vous autres, n'auriez vous pas besoin d'argent ? Je jouai hier au soir à la petite prime, je gagnai huit pistoles que voila. Partagez-les entre vous autres. » Ce disant, il leur jeta. La Reine trouva cela fort bon que le Roy demandât à ses palefreniers s'ils n'avoient point besoin d'argent et estoit très aise que le Roy fit des libéralités.

Le dimanche 30 juing, Leurs Majestés revenant de voir passer des

(1) De Villeroy, gouverneur de Louis XIV.

troupes de l'Irlande, qu'y estoient débarquées depuis peu et qu'y passaient pour aller joindre l'armée, le Roy estoit à cheval sur son *Admiral*, un bidet blanc, fort aisé, mais la bouche trop délicate; comme le Roy marchoit à la portière du carrosse de la Reine, ce petit cheval se cabra par trois fois, mais la dernière se cabra et se tint droit. La Reine, Mademoiselle (1) et les autres dames, qu'y estoient dans le carrosse, qu'y voyoient ce cher trésor en danger, jettoient des cris d'effroy. Le Roy sans s'estonner se tenoit ferme, la bride toute avallée et avoit osté sans émotion les pieds hors des estriers. Cependant M. le comte de Charrost, capitaine des gardes, qu'y estoit derrière le Roy, à cheval, heut le temps de descendre et de prendre le Roy entre ses bras et le porta à la Reine et luy dit : Tenez, madame, voila le Roy sans mal, Dieu merci. Le Roy embrassa la Reine qu'y estoit quasi pasmée d'appréhension et luy dit : Maman vous avez eu peur et moy point du tout. La Reine luy diet : Vous ne monterez plus ce cheval là, mon fils. Le Roy lui dit : Maman ce n'est pas sa faute. Ce sont mes valets de pied qu'y luy ont gourmandé la bouche; je le remonteray quand il vous plaira.

Dubois étoit à Paris lors de la journée des Barricades (1648), et il a fait un long récit de ces événements, dont je ne veux rien extraire qu'un petit passage concernant le roi. On sait qu'après que la reine eut rendu la liberté à Broussel et que tout eut été calmé, l'alarme reprit tout à coup le 28 août, sur le soir, sous le prétexte de deux charrettes de munitions qui voulurent sortir par la porte Saint-Antoine : en un instant tout Paris se retrouva en armes. On ordonna d'allumer des chandelles à toutes les fenêtres. Il ne s'étoit jamais vu de nuict, dit Dubois, une alarme si allumée. Le Palais-Royal, qui connaissait le danger un peu mieux qu'il n'avoit fait la veille, fut dans un grand émoi. « Le petit monsieur « d'Anjou estant auprès du Roy fut saisi de peur. Le Roy le rassuroit de son mieulx; enfin il ne trouva point de lieu de sureté « que d'obliger le Roy à prendre son espée. Ce que le Roy fit « d'une grace admirable, flattant cet enfant, le tenant auprès de « luy et luy disant les plus jolies choses du monde, mais d'un « air qu'un grand général peut parler dans de vives alarmes, « sans s'esmouvoir, et d'un discours qu'y donnoit cœur et rassuroit ceux qu'y l'entendoient. Le Roy eut la bonté de ramener « monsieur son frère dans sa chambre et le fit retirer, aussy « estoit-il heurre pour cela. »

(1) De Montpensier, fille de Gaston d'Orléans.

Comme c'est plus dans le récit des affaires de la chambre que dans celui des révolutions politiques que réside l'importance des Journaux de Dubois, nous extrairons de cette même année 1648 une manière de jugement solennel, qui fut rendu par les premiers gentilshommes de la chambre, portant règlement sur un différend survenu entre les premiers valets de chambre et les valets de chambre du roi.

Le soir, monseigneur le duc de Créquy premier gentilhomme de la chambre étant en année, se mit dans le balustre du lit du Roy et demanda à mes compagnons (les valets de chambre) où estoit M. de la Porte (1) premier valet de chambre. Mes compagnons lui ayant répondu qu'il n'y estoit pas et qu'il estoit allé souper, il leur dit : « Messieurs, « touchant le différend survenu entre vous et Jacquinot valet de chambre, couchant à la chambre et ayant les clefs des coffres (voilà les termes de messeigneurs les premiers gentilshommes de la chambre lorsqu'ils parlent de MM. les premiers valets de chambre) nous avons « arrêté, messieurs mes compagnons et moi, que quand les valets de « chambre couchant à la chambre voudroient présenter quelque « chose, comme la serviette, vous la leur devez préparer au buffet et « la leur laisser prendre, et ils la doivent aussy reporter au buffet : s'ils « veulent aussy présenter le pot de chambre, vous ne devez pas courre « sur eux, non plus que d'autre chose ; mais vous le tenant, vous ne « devez pas le leur donner, pour présenter au Roy, et eux ne le doivent « pas prétendre. Pour la robe de chambre, vous la devez donner en- « semble, eux d'un côté et vous de l'autre, comme vous avez toujours « fait. » Et après que M. de la Porte fut revenu quy servoit à la place de M. Jacquinot, il luy dit après estre rantré dans le balustre, qui est le lieu où se doivent prononcer telles sentences et après l'avoir appelé par son nom : « Nous vous défendons de rien oster aux valets de chambre, « vos compagnons, pour présenter au Roy, ny de leur rendre après l'a- « voir présenté à Sa Majesté ; mais reportez le au buffet ou ailleurs, où « sera sa place. Nous leur défendons de courir sur vous lorsque le Roy « demandera quelque chose, au contraire nous leur commandons, sy « vous voulez présenter la serviette au Roy, de vous la tenir preste « pour que vous l'alliez quérir au buffet : mais tout ce que le Roy de-

(1) C'est celui qui fut emprisonné au temps du ministère de Richelieu, pour les affaires de la reine Anne d'Autriche. Il a laissé des Mémoires qui sont fort injurieux au cardinal Mazarin, et dont l'esprit et l'inspiration contredisent sur la jeunesse de Louis XIV assez directement le sens de ceux de Dubois.

« mandera , et quy est besoing pour son^s service, nous voulons qu'en
 « nos absences ils le présentent au Roy et non pas à vous, qui les devez
 « trestrester comme vos compagnons et non autrement. » Il fault remar-
 quer que le ton que prit monseigneur de Créquy parlant à M. de la
 Porte fut un peu esgre. La raison est que messeigneurs les premiers
 gentilshommes de la chambre se sentent choqués de l'autorité, que
 veulent prendre dans la chambre MM. les premiers valets de cham-
 bre : et de fait ce sont leurs charges, après le grand chambellan, dont
 ils ont entre eux quelque jalousie : mais ce n'est pas à nous de regar-
 der à ces choses-là, mais bien de faire bien exactement nostre devoir.

Voici d'autres détails sur l'adolescence de Louis XIV :

1651. Le Roy se divertissoit souvent à son petit fort, à l'attaquer ou à le défendre ou à faire faire l'exercice à sa compagnie de mousquetaires, quy estoit composée de tous les jeunes princes et seigneurs de la cour. Il avoit aussy un ballet qu'il recordoit et estudioit souvent afin de le danser où estoient la plupart des jeunes gens de condition.

Le 30 avril, le Roy se divertissoit à mener son petit carrosse dans le jardin (au Palais-Royal) et tomba entre les deux chevaux et s'attacha fermement au col du plus vicieux. Les chevaux s'arrêtèrent tout court et ne branlèrent pas, ce quy est fort à remarquer, les chevaux étant vicieux.

Le 2 may. Le Roy dansa son ballet, quy estoit fort beau, aussy y avoit-il grande foule. Le Roy se divertissoit donc à danser et à voir danser des ballets, mangeoit souvent hors de chez luy comme chez la Reyne, chez monsieur le maréchal de Villeroy son gouverneur, au Pallès Brion où il faisoit toujours porter là une partie de sa viande. Il faisoit ses estudes le matin : après avoir prié Dieu, il dansoit, faisoit des armes, rompoit la lance dans la visière du faquin ; après, il desjeusnoit, où estoit toujours sa bande de petits violons, au nombre de dix, quy jouoient assez joliment, ce quy faisoit que plusieurs gens le venoient voir desjeusner. Apres lequel desjeuner, il alloit souvent à l'estude jusqu'à ce que la Reine fut esveillée. Son estude estoit les Commentaires de César en latin qu'il traduisoit en françois. Il escrivoit, il lisoit dans l'histoire de France, il estudioit la langue italienne et les cartes et les mathématiques.

Les divertissements du Roy estoient les promenades qu'il faisoit aux maisons autour de Paris, ses petites chasses, son fort dans le jardin du Palais-Royal, où il faisoit faire à sa compagnie de tous les jeunes princes et seigneurs des attaques, des défenses, des sorties et l'exercice.

Le 19 juing. Madame de Lansac, première gouvernante du Roy et quy avoit toujours grande amour pour Sa Majesté et beaucoup d'envie de le voir savant et avancé dans son éducation, luy fit present, entrant à l'estude, de trois lettres que Caterinne de Médicis escrivoit à Henry III, son fils, aussy pour son éducation. Monsieur de Rhodès (1) les leut toutes troys, quoyque longues, mais belles et très nécessaires pour le Roy quy les entendit avecq beaucoup d'attantion : et après quelques discours sur ce sujet, il montra à sa bonne amye, madame de Lansac ung paquet tout entier des Commentères de César, qu'il avoit traduits du latin en françois, tant Sa Majesté estoit avancée, n'ayant pas encore treize ans, ce que le Roy avoit traduit en l'absence de monsieur de Rhodès son précepteur.

Le 23. M. le chancelier Seguier vint voir estudier le Roy, dont il fut très satisfait et exhorta Sa Majesté de continuer, luy faisant voir l'avantage que c'est à ung roy de joindre les lettres avecques les armes.

Le premier juillet le Roy estant à l'estude, monsieur de Rhodès luy faisant voir que les siens ne le servoient pas par interest et que c'estoit par amour et pure affection et qu'ils avoient beaucoup d'espérances en sa personne, le Roy dit : Ils verront dans deux mois (2) et quelques jours de quelle façon je m'y prendrai.

1655. — Comme le Roy Louis XIV, mon cher maistre, passoit les heures du jour. En cette présente année Pasques fut le 22 mars, et je partis le lendemain pour mon cartier : le Roy estoit à Paris et pour n'avoir que dix et sept ans et quelques mois, je le trouvai sy accomply que jen fus comblé de joye. J'observai tout le changement dès mon premier jour de garde et je veux mettre icy comme il employoit la journée.

Sytost qu'il s'esveilloit, il récitait l'office du Saint-Esprit et son cha-pelet : cela fait, son précepteur entroit et le faisoit estudier, c'est à dire dans la sainte escriture ou dans l'ystoire de France. Cela fait, il sortoit du liet : alors nous entrions, les deux de jour seulement et l'huissier d'ordinere : sortant du liet, il se mettoit sur sa chère percée, dans sa mesme chambre de l'alcôve, où il couchoit ; il y demeuroit une demie heure plus ou moins. Après, il entroit dans sa grande chambre où d'ordinaire il y avoit des princes et de grands seigneurs, quy l'attendoient, pour estre à son lever. Il estoit en robe de chambre et alloit droit à eux, leur parloit sy familièrement, les ungs après les autres, qu'il les ravissoit.

(1) Hardouin de Péréfixe, précepteur du roi, plus tard archevêque de Paris.

(2) La majorité du roi fut déclarée le 7 septembre 1651.

Après, il se mettoit dans sa chère et se lavoit les mains, la bouche et le visage. Après s'estre essuyé, il destachoit son bonnet quy estoit lié autour de sa teste à cause de ses cheveux, quy estoyent dessous. Il prioit Dieu dans sa ruelle de liet avecque ses aumoniers, tout le monde à genoux et nul sy osé d'estre debout, ny de causer, ny de faire aucun bruit. L'huissier de la chambre les eut mis dehors. La prière du Roy finie, il se mettoit dans sa chère, où se peignoit et luy donnoit-on un petit habit, les chausses de petite sergette et la camisolle de Hollande, et passoit dans ung grand cabinet, quy est derrière son antichambre, où il faisoit ses exercices : il voltigeoit mais d'une légèreté admirable, il faisoit mettre son cheval au plus hault point et alloit là dessus comme ung oiseau et ne faisoit pas plus de bruit en tombant sur la selle que sy l'on y eut posé ung oreiller. Après, il faisoit des armes et de la pique et repassoit dans sa chambre de l'alcosve, où il dansoit, et rentroit dans sa grande chambre, où il changeoit d'habit et desjeusnoit. Après, il sortoit de sa chambre, faisant toujours chaque matin le sygne de la crois, montoit chez M. le cardinal de Mazarin, quy estoit son premier ministre d'estat et quy logeoit au dessus de sa chambre, et se mettoit en particulier, où il faisoit chaque jour entrer ung secretaire d'estat, quy faisoit ses rapports sur lesquels et sur d'autres affaires plus secretes le Roy s'instruisoit de ses affaires le temps d'une heure ou une heure et demie.

Cela fait, le Roy descendoit et alloit donner le bonjour à la Reine, et de là s'en alloit en Bourbon monter à cheval jusques à ce que la Reyne sa mère y vint à la messe, où il assistoit. La messe dite, il la reconduisoit chez elle avec beaucoup de déférence et de respect. Le Roy remontoit dans sa chambre et changeoit d'habits, ou pour aller à la chasse, ou pour demeurer sur les lieux. S'il alloit à la chasse c'estoit un habit assez ordinaire, mes s'il demouroit c'estoit ung habit modeste et estoit ung peu mieux, avecque peu de cérémonie et nulle affeterie. Il estoit fort aisé à parer et il se paroît de luy mesme. Sa personne estant sy merveilleusement bien faite qu'il ne se peut dire de mieux. Estoit-il habillé, il alloit disner, souvent avec la Reyne : si l'après dinée il y avoit quelque audience d'ambassadeurs, il leur donnoit si attentivement qu'il ne se pouvoit pas davantage et, leurs discours finis, il les entretenoit, ung petit quart d'heure, fort familièrement des choses quy regardoient l'affection de leurs mestres ou de leurs pays, des alliances et des amitiés qu'il y avoit eues dès longtemps, des maisons et des royaumes. Enfin j'en ai vu donner à plusieurs et mesme, dans ce présent cartier dont je parle, à l'ambassadeur de Savoye nommé l'abbé Dallier, mon ancien amy, que je fus voir après, quy me fit voir que le Roy l'avoit ravy, m'obligea de me dire la

plus grande partie des jolies choses que le Roy luy avoit dites et s'en retourna en Piedmont raconter les merveilles qu'il avoit remarquées dans la personne sacrée du Roy. En effet c'est ung charme que d'avoir l'honneur d'estre auprès de sa personne pour voir et entendre les choses admirables quy sont en lui, et mérite qu'une reine de Saba vienne pour voir et pour entendre ce que Dieu a mis dans ce vaisseau d'élection.

Les après dinées se passent soit à cela ou aux autres divertissements honnestes. J'ay remarqué une sy haulte vertu au Roy que nul de ceux quy ont l'honneur d'approcher de sa personne n'oseroit avoir juré ny proféré une parole deshonnête : enfin c'est ung saint Louis en piété et ung César en bonté. Sur la fin de l'après dinée le Roy va au cours, où il se fait voir et parle en passant aux honnestes gens de condition, soit aux hommes soit aux femmes. Le cours fini, il entre au conseil, s'il est jour pour cela : souvent il y a comédie de pièce sérieuse ; la comédie finie, où tout ce qu'il y a de beau paroît et quy recoivent toutes quelques civilités de luy, Leurs Majestés s'en vont souper, à l'issue duquel le Roy danse, les petits violons s'y trouvent, les filles de la Reyne et quelques autres. Cela fait, on joue aux petits jeux comme aux romans. L'on s'assied en rond. L'un commence un sujet de roman et suit jusqu'à ce qu'il soit dans quelque embarras. Cela estant, celui quy est proche prend la parole et suit de mesme, ainsy de l'ung à l'autre les aventures se trouvent, où il y en a quelquefois de bien plaisantes. Minuit estant proche, le Roy donne le bonsoir à la Reine et entre dans sa chambre et prie Dieu et se déshabille devant tous ceux quy s'y trouvent et s'entretient avec eux de la jolie manière : après, donne le bonsoir et se retire dans sa chambre de l'alcosve où il couche. Il s'assied, en y entrant, sur sa chère percée où ses plus familiers l'entretiennent comme messieurs les premiers gentilshommes et quelques autres quy ont le pouvoir d'y entrer.

Nous ne pousserons pas plus loin nos citations sur Louis XIV : il nous reste à recueillir les renseignements que Dubois peut donner sur le Dauphin et sur le rôle de Bossuet auprès du royal enfant.

II.

Dans sa lettre à Innocent XI sur l'éducation du Dauphin, Bossuet a expliqué son système, ses vues, ses intentions ; mais il n'a point dévoilé les obstacles que les défauts de son élève mettaient à ses efforts ; il s'est tu sur les dégoûts et les peines

qu'il trouvait à sa fastidieuse besogne ; il n'a pas dit un seul mot des tentatives qu'il a dû faire pour découvrir et faire jouer quelque ressort dans l'âme de son élève , pour vaincre la légèreté de son âge et de son caractère , pour prendre à l'avance des garanties contre l'apathie et la paresse qui devaient absorber toute la vie du Dauphin : il s'est contenté d'expliquer sa méthode d'enseignement et la marche qu'il avait suivie. Peut-être le Saint-Père ne lui demandait-il pas davantage ?

Il est permis de croire que, si Fénelon avait eu à s'expliquer sur l'éducation du duc de Bourgogne, il ne se fût pas seulement attaché à raconter son mode d'instruction, et qu'il eût eu quelque chose à dire de la lutte si vive et si pleine de péripéties qu'il entreprit contre le caractère de son élève, qu'il voulut surtout briser, dresser, diriger et dominer.

Esprit souple et délié, Fénelon naturellement tournait toutes ses séductions et toutes ses grâces vers un but de domination. Il a soumis à son joug tout ce qui l'a entouré, et il est entré dans des luttes implacables avec tout ce qui lui a fait résistance. Bossuet et Louis XIV en ont su quelque chose. Bossuet, au contraire, était surtout un homme de doctrine ; il fut toute sa vie dans les discussions et les controverses, et il ne parut lutter et se débattre que quand il se trouva en présence de cet archevêque de Cambrai, *qui avait de l'esprit à faire peur*. Quelle que fût l'autorité qu'il s'était acquise et dont il usait en toute simplicité, comme un roi fait de sa puissance, il ne semble point, durant tout le cours de sa longue carrière, avoir cherché à dominer. Il dogmatise : sa raison haute, calme et sereine, bien comparable à l'aigle qui est devenu son symbole, se joue et se complait dans des régions lumineuses, élevées et inaccessibles ; elle y plane en toute liberté, solitaire, au-dessus de tous obstacles et de tous rivaux. Mais elle paraît convenir aux débats chétifs, qu'on peut avoir à démêler avec un enfant, beaucoup moins que ne faisait l'esprit flexible et subtil, pénétrant et ardent de Fénelon. On sait comment l'influence que ce dernier s'était acquise sur son élève, persista malgré tout, et combien l'éloignement et la disgrâce avaient peu entamé la vénération du duc de Bourgogne pour son maître. Il n'en va pas ainsi entre Bossuet et le Dauphin. Une fois l'éducation terminée, les relations, qu'il leur était si facile de garder, sont à peine entretenues. Il semblerait même que Bossuet ne se soit plié au soin de cette édu-

cation qu'avec une sorte de fatigue et de répugnance. A la fin d'une longue lettre au maréchal de Bellefonds, écrite de Versailles le 9 septembre 1672, il disait avec une simplicité et un abandon qui étonnent : « Je ne finirois pas si je ne me « retenois. *Je ne parle point ici* : il faut bien que j'écrive , « et que j'écrive , et que j'écrive. Hé ! ne voilà-t-il pas un beau « style pour un si grand prédicateur ! Riez de ma simplicité et « de mon enfance qui cherche encore *des jeux*. » Les jeux de Bossuet ! je crois qu'il ne lui est arrivé qu'une fois dans sa vie d'en réclamer : c'est lorsqu'il s'est trouvé mêlé à tout l'insipide ménage d'un enfant. Ce n'était pas la cour qui le gênait , il y était habitué et savait y parler ; mais il ne se trouvait point à l'aise au milieu du monde enfantin où il était relégué. Le *Journal* dont nous avons commencé à publier des extraits peut donner à connaître les dégoûts qu'il rencontrait, et sans vouloir exagérer la valeur d'un pareil document , il semble que c'est au moins un spectacle curieux que de voir Bossuet aux prises avec les caprices et les mutineries d'un enfant, corrigeant des thèmes, infligeant des fêrules et baisant des petits chiens. L'importance du but ne devait pas sauver tout à fait à un tel évêque les désagréments d'une pareille compagnie.

Les magnifiques ouvrages dont elle a été l'occasion et le prétexte, suffisent bien sans doute à illustrer à jamais cette éducation du Dauphin. Cependant, si on admire le maître, on ignore comment il accommodait toutes ses sublimités à la faiblesse d'intelligence d'un enfant. On raisonne et on imagine, il est vrai, à cette occasion, mais les faits ne sont constatés nulle part. La lettre à Innocent XI dit seulement que d'habiles et fréquentes alternatives de jeux et de travaux avaient éloigné toute fatigue des études du prince, et qu'il revenait volontiers à ses livres, après s'être délassé quelques instants. Malheureusement les anecdotes que nous allons reproduire démentent tout à fait cette assertion, et Bossuet lui-même, dans sa correspondance avec le maréchal de Bellefonds, marque combien il avait à déplorer l'inapplication de l'esprit du Dauphin. Malgré toute l'affection et tout le respect qu'il portait à son élève et au fils du roi, il ne pouvait s'empêcher de confier ses inquiétudes. « Il faut que je « vous dise un mot de monseigneur le Dauphin », écrit-il en 1672. « Je vois, ce me semble, en lui des commencements de grandes « grâces, une simplicité, une droiture et un principe de bonté ;

« parmi ses rapidités , une attention aux mystères ; je ne sais quoi
 « qui se jette au milieu des distractions pour le rappeler à Dieu.
 « Vous seriez ravi si je vous disois les questions qu'il me fait et
 « le désir qu'il me fait paroître de bien servir Dieu. Mais le
 « monde , le monde , le monde , les plaisirs , les mauvais conseils ,
 « les mauvais exemples. Sauvez-nous , Seigneur , sauvez-nous ;
 « j'espère en votre bonté et en votre grâce : vous avez bien pré-
 « servé les enfants de la fournaise , mais vous envoyâtes votre
 « ange ; et moi , hélas ! qui suis-je ? Humilité , tremblement , en-
 « foncement dans son néant propre , confiance , persévérance ,
 « travail assidu , patience. Abandonnons-nous à Dieu sans ré-
 « serve et tâchons de vivre selon l'Évangile. Écoutons sans cesse
 « cette parole : *Porro unum est necessarium.* »

On voit quel zèle il mettait à épier les bonnes dispositions de son élève , et quels secours il invoquait pour les développer. Quelle défiance en même temps de lui-même , et quel sentiment du besoin de l'application et de l'assiduité à son entreprise ! Si ses efforts n'ont pas été couronnés du même succès que ceux de Fénelon , il faut reconnaître que les soins d'un maître illustre , son dévouement et sa jalouse sollicitude , ont été prodigués au Dauphin tout aussi bien qu'à son fils. Diverses circonstances , le monde dont il se défiait tellement , les exemples , la nature peut-être , ont mis des obstacles invincibles aux efforts de Bossuet. En 1673 , il se berçait encore d'espérances : « Monseigneur le Dauphin , » écrivait-il à son confident , « Monseigneur le Dauphin se fait tous les jours fort joli. J'espère que le Roi et la Reine le trouveront fort avancé à leur retour. » Mais en 1677 , à la veille de quitter son élève , et admirant le peu de résultats de toutes ses fatigues , il ne peut s'empêcher de confier au maréchal de Bellefonds l'amère humiliation qu'il en ressentait. « Me voilà quasi à la fin de mon travail. Monseigneur le Dauphin est si grand qu'il ne peut pas être longtemps sous notre conduite. Il y a bien à souffrir avec un esprit si inappliqué ; on n'a nulle consolation sensible , et on marche , comme dit saint Paul , en espérance contre l'espérance même. Car encore qu'il se commence d'assez bonnes choses , tout est encore si peu affermi , que le moindre effort du monde peut tout renverser. Je voudrais bien voir quelque chose de plus fondé ; mais Dieu le fera peut-être sans nous. Priez Dieu que , sur la fin de la course , je sois en effet aussi indifférent que je m'imagine l'être. »

A ces renseignements si vagues et si peu abondants que fournit Bossuet lui-même, il faut joindre désormais les confidences de Dubois. Le style et la pensée ne sont plus les mêmes sans doute ; mais un témoin oculaire écrivant jour par jour, pendant trois mois consécutifs, tout ce qui se passe entre un tel maître et son élève, ne peut manquer d'offrir quelque intérêt. L'important, pour bien apprécier un témoignage de cette nature, est de se rendre compte de la disposition d'esprit dans laquelle il a été rendu. La vénération que Dubois portait au roi, rejaillissait sur toute la famille royale, et elle s'augmentait encore, pour le Dauphin, de toute l'affection attendrie et larmoyante d'un vieux serviteur. Dubois avait servi Louis XIII, il l'avait vu à sa dernière heure, il avait vu son fils s'élever et devenir le grand roi ; il le voyait renaître maintenant dans ses fils, et ressentait pour le Dauphin surtout cette tendresse émue et facilement alarmée, touchant mélange de regrets et d'espérances, que la Providence met dans le cœur des vieillards pour les rapprocher si singulièrement des enfants. Dubois, pendant qu'il était de quartier, avait chanté et endormi le Dauphin plusieurs fois, et il se glorifiait de ce que Monseigneur n'était pas le premier de sa maison pour qui il en eût fait autant. Mais c'était le premier sans doute pour lequel le cœur du vieux valet de chambre ressentait à ce point cette tendresse aveugle et admirative qui semble être le privilège des nourrices et des mies. Il ne peut se taire sur les merveilles de cet enfant. Il se prête à tous ses caprices, et lorsque madame la maréchale de la Motte veut y mettre des limites, Dubois est volontiers de complot avec l'enfant pour vaincre la résistance de la gouvernante. On conçoit alors que plus tard Dubois ne sera pas un témoin impartial de l'éducation de son cher petit maître. Bossuet et M. de Montausier, qui voulaient imposer une discipline et qui infligeaient des corrections, ne sont à ses yeux que deux barbares conjurés contre la joie et le repos de Monseigneur, et cette vision grotesque est un peu bien apparente peut-être dans les récits du *Journal*. Si exagérée qu'elle soit, elle est cependant assez conforme à l'opinion générale des contemporains : « Si on considère le mérite et la vertu de M. de Montausier, disait Madame de Caylus, l'esprit et le savoir de M. de Meaux, quelle haute idée n'aura-t-on pas du Roi qui a fait élever si dignement son fils, et du Dauphin qu'on croira savant et habile parce qu'il le devoit être ? On ignorera les détails qui nous ont fait connaître

l'humeur de M. de Montausier et qui nous l'ont fait voir plus propre à rebuter un enfant tel que Monseigneur, né doux, paresseux et opiniâtre, qu'à lui inspirer les sentiments qu'il devoit avoir. La manière rude avec laquelle on le forçoit d'étudier lui donna un si grand dégoût pour les livres, qu'il prit la résolution de n'en jamais ouvrir quand il seroit son maître. Il a tenu parole. »

Dubois rend Bossuet complice et complaisant des torts et des violences de M. de Montausier. Il ne faut pas oublier la position trop partielle qu'il avait prise, et à travers ses ressentiments outrés et un peu comiques on pourra distinguer l'exacte vérité; malgré les apitoiements et les condoléances du vieux valet de chambre on démêlera facilement la mutinerie, la paresse opiniâtre et rusée de l'enfant.

Avant qu'il ne soit remis entre les mains de Bossuet, les Journaux font surtout remarquer dans le jeune prince son respect pour le Roi, la grande idée qu'on lui en donne et la soumission que ce nom-là seul lui impose. Bossuet n'était pas homme à combattre ce qu'il pouvait y avoir d'excessif dans ces sentiments. On sait que Fénelon l'entreprit auprès de son élève; cependant, malgré tous ses défauts, un père comme Louis XIV devait naturellement être présenté comme modèle à ses enfants. Un jour (1665), la maréchale de la Motte tenait entre ses bras le Dauphin, alors âgé de trois ans et demi. L'enfant promenait ses mains sur les collerettes de cette dame, et disait à un des courtisans d'en faire autant : « Comment, Monseigneur, lui dit la maréchale, il n'y a que vous en France qui puissiez prendre cette liberté; le Roi lui-même ne la prendrait pas. » — « Oh ! dit le Dauphin, le Roi est le maître. » Cette réponse était bonne à tout, mais elle devait rendre fort difficile l'éducation de celui qui savait fort bien qu'il serait un jour le Roi.

M. de Montausier avait été nommé gouverneur du Dauphin en 1668; dès 1667, M. le président de Périgny était précepteur. Cette année, le 16 mai, Louis XIV était parti pour les Flandres, pour la guerre des *Droits de la Reine*, plein de magnificence, dit Dubois, où les trompettes et les timbales et tambours faisaient merveilles. Le Roi s'en alla coucher d'abord à Champlastreux, et laissa à Saint-Germain le Dauphin, qui devait partir le lendemain, et suivre la même route pour se rendre à Compiègne, où il devait rester tout le temps de la campagne. Dubois accompagna le Dauphin :

Comme nous habillions Monseigneur, il me commanda d'emplir de l'eau, qu'il buvoit ordinairement, son flacon d'argent doré, quy estoit ung peu plus gros qu'une noix, pour mettre dans sa poche pour boire par les chemins, s'il avoit soif. Voilà toute la provision qu'il fit pour son voyage. Bazin et Montigny, l'ung son maistre pour luy apprendre à jouer au volant et à la paulme, l'autre vallet de chambre du Roy mon petit fils, entrèrent dans sa chambre, la botte levée et le fouet de postillon à la main. Voilà la première joie du voyage. Il voulut manier leurs fouets et savoir comme ils estoient montés. La trousse du corps estant faite, je dis à Monseigneur le Dauphin que je voulois le servir comme le fils du Roy mon maistre, et que j'allois partir devant afin qu'il trouvât son lit prêt lorsqu'il arriveroit à Champlastreux. Il trouva cette proposition rude; mais comme il estoit déjà fort raisonnable quoi-qu'il n'eût que cinq ans et demi, il se contanta de mes raisons et nous laissa partir à condition que nous luy baisierions la main. Ce que nous fîmes en prenant congé de luy, quy monta en carrosse avec Madame sa sœur quy n'avoit que six mois (1), sur les onze heures.

Nous arrivâmes à Andilly dans la vallée de Montmorency, une maison située en beau sol et dans un excellent fonds, aussy produit-elle des fruits merveilleux et beaux et bons. Comme le carrosse venoit au petit pas, nous avions eu assez de temps, les charrettes avec les meubles estant encore derrière. Nous eusmes le temps de faire notre petit repas, quy fut de chacun deux œufs durs : et de l'avoine à nos chevaux. Beaucoup d'autres, quy arrivèrent après, n'en eurent pas autant, n'estant qu'ung fort petit village. Nous nous trouvâmes à la descente du carrosse. Après que Madame eust été remuée, Monseigneur le Dauphin disna, où j'eus l'honneur de le servir. Le disner fait, Monseigneur en se promenant dit sa leçon, quy estoit certains mots latins que M. le président de Périgny, son précepteur, luy apprenoit.

Cela estant fait, nous partîmes pour Champlastreux où le maistre de la maison, M. le président de Champlastreux estoit, quy avoit le jour précédent reçu et traité le Roy et la Reine et en fit de mesme à Monseigneur et à tous ceux quy voulurent boire et manger. Une maison assez belle, de belles issues, force eaux, ung grand parc, de beaux appartements et bien meublés. Nous y arrivâmes d'assez bonne heure. Monseigneur conduisit Madame sa sœur dans son appartement, visita tous les autres, et entrant dans le sien, d'ung œillade il voyoit tout, il mit le

(1) Marie-Thérèse de France. Elle n'avait pas encore cinq mois, étant née le 2 janvier 1657. Elle mourut le 1^{er} mars 1672.

chapeau à la main, fit une petite révérence et dit : « Voilà le Roy. » C'estoit ung fort grand tableau du Roy ayant son manteau royal et le sceptre en sa main quy estoit sur la cheminée. L'on luy apporta son souper. Après il se divertit quelque peu et l'on commença à le deshabiller.

Le lendemain 18 mai, Monseigneur estant esveillé, comme il vouloit estre informé de tout à l'imitation du defunct roy son grand père, il me demanda des nouvelles de Bazin et de Montigny quy estoient tous deux fort bien dans son esprit. Je luy dis que dans le logis que j'avois, il s'étoit trouvé deux petits lits; que j'en avois pris ung et que je leur avois donné l'autre, dans lequel ils avoient fait mettre des draps blancs, et qu'ils estoient venus se deshabiller dans ma chambre; que, dans cet instant, deux gardes du Roy s'y estoient couchés et qu'ils estoient venus coucher avec moy et qu'ils m'avoient tout meurtry de coups, et qu'à la dianne Bazin, croyant jouer au volant avec luy, m'avoit donné ung coup de poing sur le nez, que j'en avois saigné un quart d'heure, et de plus qu'ils couroient leurs chevaux, qu'ils les tueroient et que je le priois de leur défendre. Monseigneur prit la parole : « Laissez les faire; s'ils les tuent, je leur en donneray d'autres. » Sur ces paroles Montigny arriva quy fit à Monseigneur la description du logement et du lit et de l'esquipage de nostre marche. Monseigneur dit qu'il la vouloit voir et qu'il ne partirot pas plutôt que luy.

Pendant ce petit entretien, l'on fit du feu et l'on apporta Monseigneur dans son fauteuil pour l'habiller. Il faisoit froid et il y avoit assez grand monde à son lever. Comme le feu estoit grand, je me tenois entre le feu et Monseigneur quy me surprit me disant : « Dubois, vous tournez le dos au Roy, » parlant de ce tableau au dessus de la cheminée. Je luy dis : « Monseigneur, ce n'est pas manque de respect, mais de crainte que le feu ne vous fasse mal. » Il me commanda de me mettre à costé. Estant habillé, il dit à M. le Président : « Allons estudier; » et après entendit la messe, mangea et partit, et fut disner à l'abbaye de la Victoire, esvitant de passer à Senlis à cause de la rougeole quy y estoit en abondance.

Dubois continue le récit du voyage, et mentionne le plaisir que prit le prince à voir les *sautriaux* de Verberie. Arrivé à Compiègne, Monseigneur se mit dans le grand fauteuil, où il reçut toutes les harangues des corps de la ville *avec une patience et une douceur admirables*. Il entra ensuite sur cette belle et charmante terrasse sablée, d'où l'on jouit d'une vue admirable

sur la forêt, et qui, placée sur une éminence, semble être dans un air admirable ; mais Dubois affirme que l'air de ces contrées est des plus pernicioeux, et qu'à cause de ce mauvais air la plupart des habitants de Compiègne ont la gale.

Comme Monseigneur estoit, graces à Dieu, en bonne santé, il fit sur la terrasse un tour ou deux à saults et à bonds. On luy apporta de grands gasteaux comme du pain béni. Madame la maréchale (1) luy en donna ung morceau et il luy demanda sy elle treuveroit bon de les séparer à tous ceux quy avoient l'honneur d'estre auprès de luy. Ce qu'il fit fort libéralement, me commandant de les couper par de gros morceaux qu'il distribuoit luy-mesme. Il voulut aussy que les sentinelles françoises et suisses, quy estoient de l'autre costé de la porte du rempart, quy entre sur la terrasse, en eussent, et il me commanda de leur en jeter à chascun un gros morceau par dessus la porte et la muraille et il leur dit : « Sentinelles remerciez moy. »

Il y avoit une bande de gens de village, quy estoient venus pour avoir l'honneur de le voir à son entrée dans la ville : pour s'en retourner, ils passoient sur le rempart, n'y ayant que le fossé de la ville entre deux ; Monseigneur s'arresta pour se faire voir à eux, et leur dit d'ung ton plaing de douceur : « Adieu, mes pauvres gens. »

Le vendredy 20, il fut fort visité. Le samedy 21, madame la maréchale ne voullant plus qu'il priast Dieu dans son liet, me commenda de mettre ung carreau au pied du liet. S'estant mis à genoux il commença et dit : *Nostre Perre quy es es cieux, ton nom soit sanctifié*, et dit : « Maman aurai-je du gasteau ? » — « Ouy Monsieur, » luy dit la maréchale. Il continua : « *Ta volonté soit faite à la terre et au ciel*, et s'arresta encore et dit : « Maman en aurai-je ung gros morceau ? » Je tenois le bougeouer, je suis un insupportable rieux, je me prans à rire sans me pouvoir arrester. Il prit son sérieux et dit à madame la maréchale que je me moquois de luy et que je rioys toujours. Je luy dis que le Roy ne prioit point Dieu comme cela.

Le lundy 23, Monseigneur estant à table, il commanda à M. Durable qui enseignoit la philosophie françoise, de l'entretenir de quelque beau discours. Ce quy fut fait.

Le 24, le père directeur des jésuites assista à la leçon de Monseigneur et en fut très satisfait. Ce fut M. de Fontaine, gouverneur des enfants d'honneur de Monseigneur, quy est homme fort sage, savant, quy a la parole fort douce, luy n'estant que douceur, quy fit la leçon ; et

(1) Madame la maréchale de la Motte, gouvernante des enfants de France.

ce fut à cause de l'absence de M. le président de Périgny, précepteur de Monseigneur, qui estoit allé à Paris pour peu de jours.

Je laisse Dubois raconter ensuite la maladie du Dauphin à Compiègne et tous ses détails, les artifices qu'on employait pour faire prendre au Dauphin les médicaments, lavements, etc. Ce sont ceux qui sont encore de mise aujourd'hui avec un enfant gâté et suffisamment volontaire : j'arrive enfin au quartier de 1671.

Le lecteur a hâte de voir Bossuet en fonctions. Le président de Périgny était mort; Bossuet lui avait succédé dans la charge de précepteur. Le Dauphin était dans sa dixième année. Son éducation devait être sérieusement poursuivie dès lors.

Je partis à l'ordinaire, après m'estre confessé et communé, le jour de Saint-Jean, et fus coucher à Montoire et le lendemain à Chasteaudun, pour partir avec le carrosse et pour me trouver le dernier juing à coucher à Saint-Germain, où estoient demeurés Monseigneur le Dauphin, Monsieur d'Anjou et Madame. Le Roy et la Reine estant en Flandres. J'avois pour compétiteur du quartier de service auprès de Monseigneur le Dauphin l'ung de mes camarades, nommé Laplanche, qui estoit de ces certains fils assez esgres sur toutes choses et contredisant sans cesse. Il avoit déjà servi ung quartier Monseigneur le Dauphin, depuis qu'il estoit entre les mains des hommes : néanmoins comme il estoit de ceux qui prétendent tout et ne font rien, il disoit qu'il servoit tous les ans, et que je ne servois que de deux ans l'un, et que par conséquent il devoit servir deux quartiers contre moy ung. Nous dismes toutes nos raisons à M. le duc de Gesvres auquel je dis : Si je ne suis mort ou malade, je serai au premier juillet auprès de Monseigneur le Dauphin. Je suis l'ancien du corps des valets de chambre. Ce droit m'appartient. Ainsy fut dit, ainsy fut fait. Sitot que je fus arrivé, j'en donnai avis à M. le duc de Gesvres, qui estoit en année.

Le premier de juillet, je m'establis avec les cérémonies ordinaires, estant au lever de M. le duc de Montausier et faisant toutes les choses qui se font en semblables rencontres. Je relevai Moreau du quartier de janvier, qui avoit servi avril, et qui tesmoigna bien de la joie d'en sortir. Ce jour se passa à faire mon établissement, il fallut changer de logement et de façon de vivre, faisant ordinaire dans ma chambre, ayant ung escu du Roy par jour pour ma nourriture. Mon valet me tenoit à onze heures mon disner pret, à six heures mon souper. Je ne demanday jamais à MM. de la Chesnardière et de la Faye, avec lesquels

je servoye, que la messe du Roy qu'ils m'accordèrent; ayant uniquement la musique du Roy, quy est belle et bonne à merveille. La Chesnardière estant vallet de chambre ordinaire à cause de ses haultes sciences soit des langues latines, grecques, hebreues, et la Faye servoit six mois à cause de ses langues latines. Le premier jour je ne metins pas à l'estude, j'avois trop d'affaires pour m'establir, quoique Monseigneur le Dauphin m'eut fait voir par sa vue qu'il eut esté bien aise que je lui eusse vu faire son thesme.

2.—Je commençai ce jour à prendre mon poste derrière la chèse de Monseigneur le Dauphin et perdis très peu ma place pendant les trois mois de quartier, au point que je surprinois les plus forts d'estre environ trois heures le matin et autant le soir debout, à soixante et douze ans. Ce quy surprinois beaucoup de gens. Je me ressouvenois du service que j'avois rendu au Roy, l'ayant servi à ses estudes que luy faisoit feu Monseigneur de Paris son précepteur. Ce mesme jour donc, quy estoit le 2, Messeigneurs les princes de Conty, agés de dix à douze ans, vinrent à l'estude de Monseigneur, quy expliqua en latin et en françois la chute de David avec Betsabée, la mort d'Uri, comme Absalon tua son frère et la raison du viol de sa sœur Thamar, la révolte d'Absalon, sa mort, la vanité de David dans le dénombrement de ses troupes, sa pénitance. L'estude finie, ils entendirent la messe et dinèrent avec Monseigneur. L'après dinée ils furent longtemps sur la terrasse teste nue. Monseigneur logeoit au vieu chasteau du costé du nord. Ils prirent congé de Monseigneur, quy rentra à sa seconde estude et, estant derrière sa chaise, il me commanda d'ouvrir le chassis. Le vent estoit du nord, grand et froid. Je luy dis que le vent luy feroit mal et qu'il avoit esté avec MM. les princes de Conti sur la terrasse et qu'il se souvint que l'air de la terrasse de Compiègne lui avoit causé tant de mal, et de fait il se trouva mal sur le soir d'une esbullition, et prit ung lavement, et soupa dans son lit, où mesdames de Lange et de Lavalette, avec leurs luths et leurs voix, le vinrent divertir jusques à dix heures du soir qu'elles prirent congé.

Ce mesme jour, je luy appris à cognoistre les lièvres au giste et à discerner les malles d'avec les femelles, quy ont les oreilles avallées sur les deux espauls, et les malles les ont colées sur les reins: et d'autres aventures de chasse qu'il fut bien aise d'apprendre.

Le 3, il n'y eut point d'estude. Il y eut promenade. Le soir ung lavement. Le 4, il y eut de l'estude, et le 5, il prit medecine. Mademoiselle le vint voir, à laquelle il donna collation dans l'antichambre, mais Monseigneur n'y fut pas. Le 6, il commença ses bains délicieux pour l'abon-

dance des fleurs d'oranger, d'œillets et autres, quy estoient quatre doigts d'épais sur l'eau, et force bouquets attachés dedans son pavillon. Dans le commencement il y avoit luths ou violons, mais ils (1) le faisoient estudier et chassèrent tous ces beaux divertissements. Le 7 et le 8, il continua et me commanda, estant dans le bain, d'aller voir Madame de sa part. L'après dinée, il estudia et eut bien de la peine à faire son thesme, disant : Vous me gardez ici un bon solescisme ou deux ; et prit grand soin pour s'en esclaircir, disant à M. de Condom, son précepteur : Vous m'avez dit que vous me soulageriez en tout ce que vous pourriez et vous ne le faites pas. Ce reproche fut très à propos, voyant qu'il avoit assez peu de tendresse pour mon petit maistre quy recevoit souvent des férulles que M. de Condom luy eut pu éviter.

Le 9, le bain continua et l'après dinée, à la leçon, il eut quelques démelés avec M. de Condom, ce quy se passa, Monseigneur luy présentant la main luy disant : Monsieur raccommodez-nous.

Le vendredy 10 juillet, entrant dans le bain, messieurs les barbiers et garçons de la chambre avoient fait une couronne quy pendoit sur la teste de Monseigneur, M. de Montausier dit : Il faut attendre à cinquante ans d'icy. Monseigneur repartit : Je ne la souhaite qu'à cent, priant Dieu qu'il conserve le Roy. Sortant du bain, il essaya un fort bel habit pour aller audevant du Roy, quy devoit arriver le lendemain de son voyage de Flandre, il devoit aller audevant jusqu'à la disnée. M. de Condom luy demanda comment il aborderoit le Roy et la Reyne. Luy ayant dit que ce seroit avec les carresses les plus passionnées qu'il se pourroit, M. de Condom luy dit : Lorsque le Roy sera dans son carrosse et que vous y serez aussy, il vous fera des questions sur vos estudes : et lors il dit en latin qu'il prieroit le Roy de luy faire des propositions en latin qu'il luy répondroit. Ensuite il fit collation. Et avant que d'aller à la promenade, il alla dire adieu à M. d'Anjou, son frère, quy estoit malade depuis six mois. Après cette visite, Monseigneur s'en revint tout réjoui : Bon, bon, mon frère se porte beaucoup mieux. Sur les six heures du soir cependant, à cause de l'arrivée de Leurs Majestés, nous avions commandement d'aller préparer le lit et l'appartement de Monseigneur le Dauphin au chasteau neuf. Faisant ce remue ménage, on nous vint dire que M. d'Anjou se mouroit, comme, de fait, mourut sur les sept heures du soir Philippe de Bourbon, duc d'Anjou, par ung temps d'ecclairs et de tonnerres : et l'on remarqua que dans le temps de sa naissance il plut à verse.

(1) M. de Condom et M. de Montausier.

Machinet, garçon de la garderobe de Monseigneur le Dauphin, fut à toutes jambes porter ses nouvelles à M. le duc de Montausier, gouverneur de Monseigneur le Dauphin, auquel il les annonça en secret. M. de Montausier dit à M. Millet soubsgouverneur d'amener Monseigneur doucement et qu'il alloit devant. Monseigneur le Dauphin estant de retour, auquel on avoit célé la mort de Monsieur, nous dit : Lorsque Machinet est venu à toutes jambes parler en particulier à M. de Montausier, j'ay eu envie de pleurer et je croy que l'on me celle quelque chose. M. de Montausier, madame la maréchale de la Motte, première dame d'honneur et gouvernante des Enfants de France, trouvèrent à propos que M. l'evesque de Condom, précepteur de Monseigneur le Dauphin, allat au devant du Roy porter cette triste nouvelle. Il marcha toute la nuit et arriva à Luzarche au lever du Roy, lequel le voyant luy dit : Il n'y a donc pas eu moyen de sauver ce pauvre enfant. Après quelques raisons le Roy dit : Pour moy, je veulx ce que Dieu veut, mais allons voir la Reine; quy leur dit qu'elle estoit résignée à la volonté de Dieu, mais qu'elle les prioit de la laisser pleurer tout son saoul. Cependant on ne dit cette triste nouvelle à Monseigneur que le samedy 11, après son réveil. Il pleura amèrement et nous reçut dans sa chaise, les mains croisées et les yeux baignés de larmes. Il fut question de prendre ung habit de deuil et de partir pour Franconville, où Leurs Majestés venoient disner, où Monseigneur les fut trouver; où les ungs et les autres respandirent force larmes. Ils vinrent coucher à Me-sons, où nous eusmes l'ordre d'aller pour y servir Monseigneur : ce quy fut fait; nous y trouvâmes Leurs Majestés bien affligées. Le lendemain 12, nous revinmes coucher à S. Germain et Leurs Majestés à Versailles, où ils menèrent Monseigneur jusques là dedans leur carrosse et il revint dans le sien coucher à S. Germain : le mesme jour, à dix et onze heures du soir, l'on fit le convoi et les funérailles de M. d'Anjou.

Le 13, M. de Joyeuse premier valet de chambre nestoyant les dents de Monseigneur, quy remuoit toujours, parlant aux ungs et aux autres, je luy dis que, lorsque le Roy se faisoit nettoyer les dents, il se tenoit ferme comme ung rocher. Monseigneur repartit : Le Roy n'est-il pas ung rocher sur la terre? Ce mesme jour à son lever, madame la maréchale de la Motte, première dame d'honneur et gouvernante des Enfants de France, vint, accompagnée de toutes les femmes et nourrices de feu Monseigneur d'Anjou, voir M. le Dauphin et luy demandant sa protection, estant dans la dernière affliction. Ses leçons à l'ordinaire, au soir la promenade; et, après souper, la musique, où fut la Reine avec les dames.

Le 14, il continua ses bains et à l'ordinaire on le pressa pour ses leçons au point qu'entrant dans son lit on le fit habiller, et en priant Dieu, il luy prit une foiblesse ; au lieu de le remettre dans son lit, on le pressa de s'habiller. Il eut besoin d'aller à la chaise percée, où il luy prit une foiblesse. Il tomba entre mes bras. Nous luy fismes prendre du vin. Il revint. Le voyant dans cet estat, je dis à M. de Montausier et à ceux quy estoient là, que j'allois raccommoder son lit et qu'il falloit l'y remettre. Le lit raccommodé, ils se moquèrent de moy et me dirent que je ne cognoissois pas M. le Dauphin et que tout ce que je voyois, n'estoit que pour éviter les estudes, et l'y poussèrent, et ne luy firent non plus de quartier que les autres jours. Néanmoins il se trouva mal tout le jour, et ne dormit pas bien la nuit ensuivante. Ce quy obligea M. Vallat et les autres médecins à luy faire prendre médecine le lendemain 15. Il faut dire une vérité : c'est que je n'ai jamais vu enfant, ny personne quy les prenne avec plus de facilité que fait Monseigneur. Toute la cour le vint visiter et comme il faisoit beau, il ne laissa pas que de sortir le soir du mesme jour.

Le 16, il prit un lavement, et toujours ses estudes ordinaires, où fut le P. Février, confesseur du Roy. Il continua assez bien ses estudes et ses exercices jusqu'au 26, qu'il commença à faire ses thèmes tout seul.

Le 29, toute la cour partit pour Versailles, où j'arrivai fort à propos pour les estudes de Monseigneur le Dauphin. Comme M. de Montausier continuoit ses rigueurs sur la personne de Monseigneur le Dauphin, le 30, estant allé manger, à mon retour, Monseigneur fut à la chaise percée et là me fit l'honneur de me dire : Dubois, pendant vostre absence, M. de Montausier m'a donné ung si grand coup de férule par le bras que je l'ai encore tout engourdy. Il me maltraite si fort qu'il n'y a plus moyen de durer.

Le samedi premier aout, Monseigneur mouroit de soif dans sa seconde estude, l'on ne vouloit point luy donner à boire. J'en dis mes sentiments et j'en eus quelques paroles avec M. de Condom, pourtant on luy en donna. Le dimanche 2, l'estude se passa assez bien. Le lundi 3, nous partimes de Versailles pour Fontainebleau tout en un jour. La place que j'eus dans un carrosse de louage me couta 8 liv. Ce jour il n'y eut point d'estudes. Monseigneur fit le voyage, dans le carrosse, avec le Roy et la Reine, et, au soir, nous conta tout ce quy s'y estoit passé.

Le mardi 4, au matin, à l'estude, M. de Montausier le battit de quatre ou cinq coups de férules cruelles au point qu'il estropioit ce

cher enfant. L'après dinée fut encore pire. Point de collation, point de promenade ; et le soir, comme la planète cruelle dominoit toujours l'esprit de M. de Montausier, au prier Dieu, où estoit tout le monde à l'ordinaire, ce précieux enfant disoit l'oraison dominicale en françois, il manqua ung mot, M. de Montausier se jeta dessus luy à coups de poing de toute sa force, je croyois qu'il l'assommeroit. M. de Joyeuse dit seulement : Eh ! Monsieur de Montausier ? Cela fait, il le fit recommencer et ce cher enfant fit encore la mesme faute, quy n'estoit rien. M. de Montausier se leva, luy prit les deux mains dans sa droite, le traina dans le grand cabinet, où il faisoit ses estudes et là luy donna cinq férules de toute sa force dans chacune de ses belles mains. C'estoient des cris espouvantables que faisoit ce cher enfant. M. de Montausier l'avoit tiré de force, au travers de la presse quy estoit dans la chambre, au point que mon camarade de la Chesnardière me dit qu'en passant, il l'avoit heurté et qu'il luy avoit fait grand mal. Le soir, donnant le bon soir à ce cher enfant, il luy dit : Eh bien ! Monsieur, n'avez-vous pas esté bien tappé aujourd'hui ? Monseigneur luy dit : Ouy Monsieur. Pendant qu'il le maltrestoit sy fort, je m'estois mis à genoux, au chevet du lit, afin de tenir les choses prestes pour le coucher et pour prier Dieu, où je pleurai tout mon soul, voyant une semblable cruauté.

Cet appartement bas de la conciergerie de Fontainebleau est funeste à ce précieux enfant. Pendant qu'il estoit petit entre les mains des femmes, j'y ai vu Lacoste, sa première femme de chambre, le deshabillant pour le coucher, le battre comme plâtre.

Pour revenir à mon sujet, M. de Crussol, gendre de M. de Montausier, quy avoit esté tesmoin de ce cruel emportement, et d'autres dirent leurs sentiments à M. de Montausier, quy ne dort point, non plus que moy, et, le lendemain, ne vit personne, au matin ; ayant connu qu'il avoit fait une très grande faute, il employa tous ceux qui le pouvoient servir, comme messieurs de Condom, Millet, Huet, particulièrement M. de Joyeuse, quy persuadèrent sy bien ce précieux enfant, qu'il résolut de n'en rien dire et d'en porter toute la faute sur soy : chose admirable ! j'approchai de ce cher maître quy me dit : Dubois, j'ay demandé à Dieu de tout mon cœur pardon des fautes que je fis hier. Et il me montra ses mains toutes violettes et quatre ou cinq meurtrissures au bras gauche des férules et des coups de poing, qu'il avoit reçus et dont il a porté les marques au bras jusques à Versailles, ung mois après. Ce quy sauva la vie à ce cher enfant, ce fut ung corps piqué de balles, pour luy tenir la taille ferme, quy para les coups de poing de

la force et de la colère de M. de Montausier. Ces choses se passèrent le plus doucement et le plus secrètement qu'il se pouvoit, et comme ce petit corps délicat ne pouvoit pas supporter cet excès de coups, sans que sa santé en fut endommagée, il fut tresté cinq ou six jours bien plus doucement que de coutume pour deux raisons : l'une pour ménager sa santé, l'autre pour empescher que Leurs Majestés ne sussent le destail de ce cruel emportement, où le *hazard* étoit évident. Le 5 se passa dans toutes les douceurs qu'ils purent. Le secret eut esté de luy tirer ung peu de sang, mais il n'y avoit pas moyen : c'auroit esté esclatter et découvrir toute l'affaire. Le 6, Monseigneur le Dauphin, à la fin de la messe, se trouva tout en sueur et se plaignit d'un grand mal de reins et par bonheur il luy prist ung dévoïement. Nonobstant il fallut estudier, quoiqu'on vit qu'il se trouvoit mal. On le fit souper à 5 heures, où il se trouva peu de gens : point de gentilhomme servant. Le maitre d'hôtel et le controleur se disputèrent du service. Il se retira de bonne heure.

Le 7, Monseigneur prit ung sirop et le soir ung lavement. Il eut fort mal à l'œil gauche et ung peu au droit. Le soir, M. Felix, premier chirurgien, le fils, luy mit dans les deux yeux de l'eau de monsieur Vallot, et, nonobstant tout cela, point de quartier pour les estudes. Sy on les eut cessées, c'auroit esté descouvrir tout le secret. Au soir, il fut à la promenade dans son carrosse vitré.

Le 8, Monseigneur continua son sirop, fit ses leçons, prit ung lavement et estant dans son lit, M. Félix lui continua de cette eau dans les yeux. Ce mesme jour, le P. Février vint à la seconde estude. Le 9, Monseigneur se trouva un peu mieux après ses leçons et fut à la promenade. Le 10 et le 11, les leçons se firent à l'ordinaire et le soir la promenade. Le 12, les leçons, la chasse du lièvre avec les chiens de M. de Cellincourt : le matin le sirop, le soir l'eau dans les yeux.

Le 13 aoust 1671, jour que l'on doit marquer pour avoir osté à Monseigneur le Dauphin les bouillons qu'il prenoit tous les matins et quy estoient sy préjudiciables à sa santé, aussy les prenoit-il avec tant de répugnance que cela est incroyable. Ce jour après la mort de M. Vallot, premier medecin du Roy, quy ne les luy avoit jamais voulu oster, il commença à déjeuner d'ung morceau de pain et d'ung peu de vin et d'eau, et nous avons remarqué que sa santé a toujours augmenté et il a commencé à croistre et à enforcer : ce quy nous donnoit tant de joye ! Le 14, il continua encore son sirop et desjeuna de son morceau de pain et de son doigt de vin. Ses leçons : et fut courre un lièvre le soir.

Le 15, le révérend père Février, confesseur du Roy, fut au lever de Monseigneur et à cause de la bonne feste de l'Assomption, il se confessa ; fit ses leçons et fut à la promenade.

Le 16, on reçut des nouvelles de la mort de M. le cardinal Antoine Barberin, grand aumônier de France et archevêque de Rheims. M. l'abbé Letellier, son coadjuteur, lui succéda avec bien de la joie.

Le 23, il y eut différent entre Monseigneur et monsieur de Condom quy me dit par deux fois d'aller chercher M. de Montausier, ce que je n'ay jamais voulu faire. Il rompit un feuillet du thème ; Monseigneur le pria de luy montrer, ce qu'il ne voulut pas faire : à peu de temps M. de Montausier arriva ; M. de Condom luy ayant dit ce quy s'estoit passé : M. de Montausier luy dit : Monsieur vous pouvez tout ; pour moy, je ne suis que l'exécuteur des hautes œuvres. Ses paroles me percèrent le cœur et me firent ung si rude effet que je fus obligé de quitter le derrière de la chaise de ce cher enfant pour m'appuyer contre la tapisserie. Une sueur froide se répandit sur tout mon corps quy m'obligea presque de sortir, mais comme j'estois seul je n'osai, et fus fort longtemps sans pouvoir m'en remettre. Ayant vu ce quy s'estoit passé le 4, sy je n'avois entendu proférer ces paroles, elles me seroient incroyables.

Monsieur avoit eu le pain béni, il en envoya à Monseigneur. Comme il estoit interdit des menaces qu'on venoit de luy faire, il ne répondit pas au gentilhomme et reçut une ou deux férules, et encore une autre dans la leçon, et au soir deux. Et il estoit toujours gourmandé et traité de *fripon* et de *gallopin*.

Le 24, Monseigneur eut un hocquet tout le jour et je fis tout mon pouvoir pour luy faire donner à boire. On lui rompit encore son thème, et il fut battu, et il ne but qu'à la fin, à force que j'en eusse prié : on me disoit qu'il avoit accoustumé d'avoir cela. On luy avoit fait espérer qu'il iroit à la courre pour la chasse du loup, et il n'eut qu'une petite promenade.

Le 25, 26, 27 et 28 toutes journées facheuses, à toutes des férules et les autres ne furent pas plus heureuses.

Le 29, Monseigneur allant commencer l'estude du matin, M. de Montausier luy présenta deux lignes escrites en latin, et aussitost, ce cher enfant n'ayant pas eu seulement le temps de les considérer, M. de Montausier luy dit : Vous ne les expliquez pas et lui donna devant tout le monde deux rudes férules, et puis commanda que tout le monde sortit. Monseigneur, quy cognoist son monde, vit bien qu'il n'en seroit pas quitte pour cela, et disoit tout pleurant : Eh ! Monsieur je vous demande

pardon. Tout cela ne fit rien, il luy donna encore deux épouvantables férules ; et défenses de pleurer, et ordre d'estudier. Tout le reste de la leçon fut rude ; et le soir encore guerre, mais plus douce. Au soir le Roy le mena à la chasse dans sa calèche et ils prirent ung lièvre avec les chiens de Monseigneur.

Le 30, quy estoit le dimanche, nous partismes après le coucher du Roy dans le carrosse de louage et n'arrivâmes le lendemain à Versailles qu'à six heures du soir.

Le premier jour de septembre, mardy, les leçons ne furent pas fort douces.

Le 2, il y eut désordre le matin à l'estude, où il n'y avoit que M. de Condom et M. Millet.

Le 3, l'on brouilla Monseigneur au point qu'il fit feinte de frapper M. de Condom. Le soir alla mieux. Le 4, Monseigneur fit assez bien et ne lessa pas que d'avoir trois férules. On luy faisoit souvent des querelles d'allemand. Le 5, jour de la naissance du Roy, quy fit grande feste dans le parc. A médianoche, Monseigneur prit médecine.

Le 6, aux leçons, férules sempiternelles.

Le 7, les leçons à l'ordinaire, toujours battu.

Le 8 et le 9 tout de mesme. Ce dernier jour, M. de Montausier estant party pour Paris, ce cher enfant, commençant sa dernière estude, tesmoigna quelque joie. Ils rappelèrent M. de Montausier, quy revint et luy donna trois férules, et puis partit. Tout cela me faisoit enrager.

Le 10, M. de Gentilly (1), père de messieurs d'Arnault et de Pom-pone (2), piliés du Port Royal, grand janséniste, vint voir Monseigneur à l'estude. Tout alloit assez bien lorsqu'il y avoit quelqu'un de considération auquel on vouloit faire paroître les belles choses.

Le 11, les leçons furent à l'ordinaire très rudes. Le soir trois férules. L'estude estant finie et voyant que les rigueurs ne cessoient point, mon camarade de la Faye et moy ne pusmes pas nous empêcher de tesmoigner nos sentiments à M. de Condom, luy disant que c'estoit une chose inouïe de voir ce cher enfant battu et maltraité incessamment au point qu'il y avoit toute apparence qu'on luy estropieroit les mains. Nous n'eusmes pas grande consolation et en sortismes assez mal satisfaits.

Le 12, le 13, le 14 mesme batterie.

Le 15, il y eut trois férules ; le soir point. Il alla à la chasse avec le Roi, y tua deux faisans qu'il envoya à madame de Montausier.

(1) D'Andilly.

(2) Qui venait d'être nommé ministre d'Etat et secrétaire ayant les affaires étrangères, en remplacement de M. de Lionne, décédé le 1^{er} septembre précédent.

Le 16, point de férules. La Reine le vint prendre et le mena à la promenade.

Le 17, tout alla assez bien. Il y eut ung peu d'offense à la dernière leçon, et comme ils estoient de serment de ne luy rien pardonner, au soir M. de Montausier, estant de retour de Paris, il luy donna dans son lit deux férules.

Le 18, la première leçon alla bien : vers le soir il eut trois férules, et, voulant donner la quatrième, M. de Montausier donna sur ung coin de la table et y rompit la férule, seulement ung peu esclatée. Le lendemain Reney la racommoda par ordre de M. de Montausier.

Le 20, M. Ménage vint voir Monseigneur à l'estude : tout alla assez bien. Au soir deux férules.

Le 21, férules le matin et le soir. La nuit, il fit un vent sy espouvantable qu'il abattit les deux murailles des deux costés de l'aile gauche en entrant. Elle estoit de haulteur d'y poser la charpante. Nous passions tous par là et y venions de passer : cela se fit entre le coucher de Monseigneur le Dauphin et celuy du Roy. Graces à Dieu, il n'y eut personne de pris la dessous.

Le 22, au matin, férules : l'après dinée point, mais nous eusmes grand peur.

Le 23, l'estude du matin se passa assez bien. J'avois mis Berge-reine (1) dans le fauteuil de la ruelle, ce que je dis à Monseigneur et qu'il ne falloit pas la regarder de peur que cela ne le divertit de son estude et luy fit faire quelques fautes. Ce cher enfant, quy aimoit cette petite chienne au point qu'il vit qu'il ne pourroit pas se passer de la regarder, me commanda de la porter dans sa loge, quy estoit dans l'antichambre. Je cognus en cela une conduite très grande pour son âge, quy n'estoit pas dix ans faicts. Il sortit de l'estude pour venir à sa chaise percée, où il me dit que le Roy luy avoit donné force avis : me regardant dans le visage, il me dit que tout viel que j'estois, ayant eu l'honneur de servir le défunt Roy, le Roy son père, et luy, que je verrois encore deux de ses enfants, que la Reine lui avoit dit que le Roy d'Espagne défunt et le défunt Roy aussy avoient esté mariés de bonne heure et qu'il le seroit aussy. La dernière estude fut sans faute.

Le 24, le matin, Monseigneur fit son thème tout seul à merveilles. Il quitta pour venir à sa chaise percée : j'estois ravy de ce qu'il avoit si bien fait, je luy dis : Monseigneur, sy vous faites sy bien, on vous adorera. Il me dit qu'on n'adoroit que Dieu et quelquefois le Roy, à cause

(1) Petite chienne donnée au dauphin par la reine.

qu'il estoit sa vivante image. Et sur ce que je luy avois donné ces louanges qu'il méritoit, mon camarade de la Faye fit ung espigramme sur moy en latin où Monseigneur y voulut aussi ajouter, me raillant, disant que je l'avois flatté. Je garde cet escrit bien chèrement, que j'ai attaché icy (1) et prétends que mes enfants en fassent grand cas, estant sorti de l'esprit et de la main de ce grand prince. La dernière leçon fut belle comme la première. Le soir, Monseigneur fit une mascarade avec ses enfants d'honneur, ses pages et quelques autres et furent divertir le Roy et la Reine.

Le 25 au matin, M. de Montausier luy donna une très rude fêrule au point que Monseigneur avoit la main enflée, douloureuse et tremblante, qu'il ne pouvoit achever ny continuer son thème. Pour me donner encore une plus rude atteinte, M. de Montausier revint à peu de temps là et s'adressant à moy, me demanda pourquoy il avoit donné ceste fêrule à mon cher maistre. Cette parole me pressa le cœur et je ne luy respondis rien.

Le 26, fêrules au matin, le soir alla mieux : et le 27, M. de Montausier partit pour Rambouillet, les leçons furent assez bien ; le 28 assez bien ; le 29, entrant à l'estude du matin, Monseigneur estant très gai pour l'absence de M. de Montausier, tenoit sa petite chienne qu'il fit baiser à M. de Condom. Son chapeau tomba dans cette carresse innocente, ce que M. de Condom ne trouva pas bon et luy en garda une dent de lait. L'estude commença passablement, la Reine vint le voir estudier. Tant qu'elle y fut, cela alla le mieux du monde. Mais estant sortie, tout alla très mal. On luy fit une grande querelle d'allemand au point que M. de Condom quitta l'estude et voulut sortir pour aller trouver le Roy, quy estoit au conseil. Il n'y avoit que M. Millet et moi. Monseigneur pleuroit amèrement en me disant : Dubois, je vous prie de ne pas le laisser sortir. Je quittai le derrière de sa chaise, et tins la porte, et dis à M. de Condom : Monsieur, vous ne sortirez pas, mais s'il vous plait de vous raccommodez avec Monseigneur, c'est la grâce que je vous demande. En effet il ne sortit pas, et reprit sa place, et acheva sa leçon sans estre satisfait. Je m'en allai manger : estant de retour, je trouvai Monseigneur

(1) *In gratiam Domini DUBOIS qui non jam amplius adulatur.*

EPIGRAMMA.

Blandus adulandi cessat modus inclyte princeps
Laus oritur meritis debita jure tuis.

Au bas de ces vers est écrit par le prince, avec plusieurs ratures et surcharges, d'une grande écriture très-peu réglée : *Dominus Dubois adulatur principi, si rex id sciret eum expelleret domo.* LUDOVICUS.

seul dans sa chambre avec M. Millet, son sousgouverneur, quy me dit en entrant : Monsieur Dubois voilà un prisonnier, je regardai mon petit maistre et luy dis : Voilà le plus beau prisonnier que j'aie jamais vu ! et m'aprochant de luy, je luy baisai la main, et me retournant vers M. Millet, je luy dis : Monsieur permettez-moy d'aller quérir la petite chienne, ce qu'il m'octroya. Monseigneur se divertit avec elle. A peu de temps de là, je dis à M. Millet que la Reine estoit chez Madame et que Monseigneur avoit de coutume de l'aller voir à pareille heure. M. Millet y alla se concerter avec la Reine. De sorte que Monseigneur le Dauphin alla à la porte de la chambre de Madame et se tint derrière une petite tapisserie, sans entrer dans la chambre, et entendoit ce que l'on disoit. Madame (1) se jeta à genoux devant la Reine et luy dit : Belle maman, je vous demande pardon pour mon petit papa, il ne sera plus méchant. Je vous prie de le voir. La Reine luy dit : Ma fille, je ne saurois voir ce meschant garson là, quy ne veut point apprendre ses leçons. Ne m'en parlez plus. Madame ne se rebuta point et, pour une seconde fois, se mit à genoux devant la Reine et luy dit : Belle maman, je vous demande encore pardon pour mon petit papa, quy ne sera plus meschant, et, en cas qu'il le soit, je m'offre d'estre fouettée pour luy. La Reine luy dit : Ma fille prenez garde à l'offre que vous me faites ; car vous paierez pour luy : eh bien je le veux bien voir à cette condition. Monseigneur le Dauphin parut et, baisant la Reine, il pleura. Sur ses larmes, chacun fit sa cour. Le soir, à son estude, il fit bien. Madame la maréchale y fut présente, et, le soir, Monseigneur fut chez la Reine, assez mortifié. Il y fut peu. Il alla prendre congé du Roy quy lui dit : Tellement que je veux que vous soyez honneste homme et que vous ne le voulez pas. Nous verrons de nous deux celui quy l'emportera. Oh bien ! sy vous faites bien ce soir à votre catéchisme (quy estoit la leçon du lit qu'il faisoit tous les soirs) et demain matin à votre leçon, je verrai si vous vous en viendrez demain dans mon carrosse avec la Reine ou bien sy vous irez seul dans le vostre à S. Germain.

Après le coucher de Monseigneur, je montai chez la Reine quy jouoit. Le Roy y vint et dit à la Reine : Eh bien, madame, nostre homme n'est-il pas bien mortifié. J'ay mis le voyage de demain en balance. La Reine dit : Ouy je l'ay trouvé tout retenu.

Le lendemain, quy estoit le dernier du quartier, l'estude du matin fut assez bonne : et Monseigneur s'en vint à S. Germain en carrosse avec Leurs Majestés.

(1) Elle avait quatre ans.

NOTES

D'UN

VOYAGE ARCHÉOLOGIQUE

DANS LE SUD-OUEST DE LA FRANCE (1).

(Deuxième article.)

IV.

PÉRIGUEUX.

Périgueux se compose de deux parties distinctes, appelées encore maintenant la *Cité* et le *Bourg*, et séparées l'une de l'autre par un vaste espace longtemps vide, que couvrent aujourd'hui les constructions élégantes de la ville moderne. La première, qui occupe l'emplacement de l'antique cité romaine et au centre de laquelle s'élève l'ancienne cathédrale de Saint-Étienne, s'étend à l'ouest, au milieu de la plaine que traverse la petite rivière d'Isle. Elle conservait encore, au siècle dernier, son enceinte complète, dont la construction, d'après les descriptions qui nous en ont été laissées, devait remonter au troisième ou au quatrième siècle. L'abbé Lebeuf nous apprend (2) que les murailles étaient bâties de pierres brutes, entremêlées de cordons de briques, et qu'elles reposaient sur une première et large assise, entièrement composée de débris de monuments romains, fûts de colonnes, chapiteaux, statues, etc. ; d'où il conclut fort judicieusement qu'elles dataient d'une époque postérieure à l'in-

(1) Voyez la livraison de janvier-février 1847, t. III, deuxième série, p. 177.

(2) Mémoire sur quelques antiquités de Périgueux, dans l'*Histoire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XXIII, p. 201.

troduction du christianisme dans le pays. En l'absence même de la dernière circonstance, qui ne laisse place à aucun doute sur ce point, la présence des cordons de briques alternant avec les assises de pierres suffirait pour fixer aux derniers temps de l'empire l'époque de la construction. Comme toutes les villes romaines de quelque importance, *Vésone* avait un amphithéâtre et des aqueducs, dont les ruines étaient encore debout, il y a moins de cent ans. De toutes ces richesses archéologiques, il ne nous reste que quelques pans de murs, épars çà et là dans la campagne et dénués de tout intérêt ; la Cité elle-même n'est plus qu'un faubourg presque désert, qui, des témoins de son brillant passé, n'a conservé qu'un seul monument, fort curieux, dont je m'occuperai avec détail tout à l'heure.

Le Bourg est bâti sur une petite éminence qui domine, du côté de l'ouest, la cité antique. Au point culminant du mamelon, s'élève la célèbre église abbatiale de Saint-Front, devenue cathédrale au seizième siècle : elle est comme le nœud auquel viennent aboutir toutes les rues étroites et tortueuses de la ville du moyen âge, dont les maisons, resserrées dans un espace étroit, semblent s'abriter à son ombre. Le Bourg, comme la Cité, était fermé de murailles ; mais il n'en subsiste plus que deux tours rondes, couronnées de mâchicoulis et reliées entre elles par une courtine, dont la construction, en appareil très-régulier, me semble devoir être reportée au quatorzième siècle. Pendant le moyen âge, la Cité et le Bourg Saint-Front, relevant, la première de l'évêque, le second de l'abbé, vécurent indépendants l'un de l'autre ; à ce point même que, jusqu'au milieu du quatorzième siècle, chacune de ces portions de la même ville jouit d'un régime municipal séparé.

Tour de Vésone. — Au milieu des vastes jardins qui coupent la Cité, s'élève un monument d'origine romaine, dont la destination est restée jusqu'ici un problème insoluble. Les habitants lui ont donné le nom de *Tour de Vésone*. Comme son nom l'indique, c'est un vaste édifice, de forme circulaire, mais d'une circonférence et d'une hauteur telles, qu'on ne saurait raisonnablement en faire ni un temple, ni une partie des fortifications. D'ailleurs, sa position au centre de la cité antique ne permet pas de le rattacher à l'enceinte extérieure. Il est construit en petit appareil, dont la parfaite régularité est seulement interrompue, à deux ou trois mètres au-dessus du sol, par une ran-

gée de grosses pierres cubiques, faisant saillie sur le reste de la muraille. Le revêtement extérieur a disparu ; mais l'état de la construction de ce côté ne laisse aucun doute sur son existence dans l'origine. A l'intérieur, plusieurs rangées de trous carrés, symétriquement espacés, indiquent que l'édifice était divisé en plusieurs étages. Aux deux tiers environ de la hauteur totale, règne, à l'entour du monument, une rangée d'ouvertures carrées, de dimension fort étroite, et surmontées d'archivoltes, dont les claveaux sont formés alternativement de pierres et de briques. A partir de là seulement et jusqu'au sommet, des cordons de briques, régulièrement espacés, interrompent de distance en distance les assises de pierres. Ce changement de mode de construction dans la partie supérieure de l'édifice semblerait indiquer que le monument, conçu et exécuté dans l'origine suivant des proportions plus restreintes, aurait été, par suite de nécessités inconnues, dénaturé à une époque postérieure. S'il en était ainsi, ne pourrait-on pas supposer qu'au temps de la domination romaine, la tour de Vésone était un temple, comme l'ont prétendu, d'ailleurs, plusieurs antiquaires du siècle dernier ; puis, que plus tard, à la suite de l'invasion des barbares, par exemple, on l'aurait exhaussée et divisée en plusieurs étages pour en faire, soit un lieu de refuge, soit une tour d'observation ? L'appropriation des monuments civils ou religieux à la défense des villes est un fait qui s'est fréquemment produit dans ces temps de troubles continuels, et les quatre tours élevées au sixième siècle sur les gradins de l'amphithéâtre d'Arles en sont un éclatant exemple. A l'exception d'une brèche, du côté du midi, les murailles de l'édifice sont encore en bon état de conservation.

Saint-Front.—La cathédrale de Périgueux passe avec raison, parmi les archéologues, pour l'un des plus curieux et des plus rares monuments que nous ait légués la période romane. Par un contraste piquant, cette église, dont la construction rude et grossière rappelle les temps de la plus grande barbarie dans l'art, est un produit direct de l'architecture byzantine de Venise et de Ravenne. Le plan et la disposition générale, évidemment calqués sur le plan et la disposition de Saint-Marc de Venise, ne laissent aucun doute quant à l'origine italienne de l'édifice. Seulement, les mains encore peu exercées qui ont transplanté sur notre sol ce fruit d'un art exotique, l'ont dé-

pouillé de tout le luxe d'ornementation qui fait la beauté principale du style byzantin, et ne nous ont apporté, pour ainsi dire, que le squelette du brillant modèle dont il procède. L'introduction d'un type nouveau dans l'art manque rarement de porter ses fruits. Aussi, l'église byzantine de Périgueux exerçait-elle une influence très-sensible sur le développement de l'architecture dans l'ouest de la France, au douzième siècle. Saint-Front, il est vrai, n'a, nulle part en France, été reproduit d'une manière complète; mais, pour être déguisés, les emprunts qu'on lui a faits n'en sont pas moins réels, et des yeux attentifs en trouveraient la preuve dans tout le pays au delà de la Loire. Sans parler des cathédrales voisines de Cahors et d'Angoulême, pour lesquelles l'imitation est évidente, je crois que ce n'est point ailleurs qu'à Périgueux qu'ont été s'inspirer les architectes qui ont élevé l'église de Loches ou les voûtes élégantes de la cathédrale de Poitiers.

L'abbaye de Saint-Front, de l'ordre de Saint-Benoît, avait été fondée, vers 620, par Chronopius, évêque de Périgueux. L'église primitive ayant été détruite à la fin du dixième siècle, on commença, vers 1010 environ, la construction de celle qui devait la remplacer. Les travaux achevés, l'église nouvelle fut consacrée, le xii des kalendes d'avril (21 mars 1047), par Aimon de Bourbon, archevêque de Bourges. Tels sont les renseignements que l'histoire nous fournit : voyons s'ils concordent avec les résultats de l'étude archéologique du monument.

L'église, bâtie en forme de croix grecque, comprend dans son ensemble quatre vastes travées, ou, pour mieux dire, quatre compartiments carrés, symétriquement disposés sur les quatre faces d'un cinquième compartiment central ou chalcidique, de même forme que les premiers. Chaque compartiment est surmonté d'une coupole ovoïde, très-hardie et très-élancée de forme, que supportent quatre grandes arcades ogivales, de la construction la plus grossière. Ces arcades reposent sur d'énormes massifs carrés, qui forment la division des travées, et dont l'épaisseur démesurée conviendrait plutôt à des tours qu'à des piliers. Un simple larmier, dépourvu de tout ornement, leur sert de couronnement, ou, si l'on veut, de chapiteau. Chaque massif est percé, dans sa partie inférieure, de trois arcades cintrées, disposées sur les trois côtés intérieurs, de façon à ménager, sur les flancs de l'édifice, deux couloirs bas et étroits, prati-

qués dans l'épaisseur de la muraille et faisant l'office de collatéraux. A chacune des trois arcades correspondent, dans la partie supérieure du massif, deux petites lucarnes cintrées, grossière imitation des tribunes qu'on rencontre, à la même place, dans les églises latines. Tous ces couloirs sont voûtés en plein cintre, à l'exception de ceux qui sont pratiqués dans les deux massifs orientaux de la dernière travée du côté de l'est ; pour ceux-ci, l'architecte a remplacé les voûtes par deux petites coupoles, creusées dans la maçonnerie et imitées de celles dont j'ai parlé plus haut. Tout le long des murs latéraux de l'église, règne une haute et lourde arcature cintrée, portée par de grossiers pieds-droits couronnés, les uns de larmiers, les autres de chapiteaux d'un travail médiocre, mais dont les ornements sont manifestement imités de l'antique. Au-dessus de l'arcature qui repose immédiatement sur le sol, les deux côtés extérieurs de chacune des travées sont percés de trois fenêtres cintrées accouplées, une grande entre deux petites. Ces fenêtres sont les seules qui éclairent l'édifice. Sur le flanc oriental de la travée qui forme le bras droit de la croix, est appliquée une chapelle en cul-de-four, dont l'ouverture s'amortit en une haute arcade ogivale, semblable aux arcades maitresses(1). Cette chapelle, qui n'a pas de pendant dans la travée correspondante, est certainement postérieure au reste de l'édifice, et je pense que la construction n'en remonte pas au delà de la fin du douzième siècle.

L'église, comme toutes celles de la même époque, se terminait, dans l'origine, du côté de l'orient, par une abside en cul-de-four ; et l'on distingue encore aujourd'hui, sur les parois de la dernière travée, les traces de l'arcade cintrée qui y donnait accès. Cette abside a disparu au quatorzième siècle, pour faire place à un chœur de petite dimension et à une abside pentagonale, élevés en 1374, et repris, en 1583, sous l'épiscopat de François de Bourdeilles.

L'extérieur de Saint-Front est absolument dénué d'intérêt. Entouré de tous côtés par d'ignobles masures qui en masquent les abords, dépourvu même de portail principal, le monument ne se laisse deviner du dehors que par la haute tour carrée qui en domine l'extrémité occidentale. Cette tour, qui a servi de type à celle de la cathédrale d'Angoulême, est composée de trois

(1) Cette arcade a été refaite il y a peu de temps.

étages, s'élevant en retraite l'un au-dessus de l'autre. L'étage inférieur n'est autre chose qu'un massif de maçonnerie grossière, dans lequel est percée la porte basse, qui conduit dans l'intérieur de l'église. Les quatre faces de l'étage qui suit sont percées chacune de trois fenêtres cintrées, que séparent des pilastres cannelés, sur les chapiteaux desquels on retrouve une imitation maladroite du chapiteau corinthien : malheureusement les forces de l'artiste sont loin d'avoir répondu à sa bonne intention. Le troisième étage enfin présente deux rangées superposées de petites arcades cintrées, entre lesquelles s'élèvent des colonnettes engagées, qui correspondent aux pilastres cannelés de l'étage inférieur. La tour est terminée, à son sommet, par un tourillon rond, que couronne une petite pyramide en pierre, de même forme : à la base de ce tourillon, et à la place occupée d'habitude par les fenêtres, règne une sorte de colonnade, analogue à celle que j'ai mentionnée plus haut dans la décoration extérieure des chapelles absidales de Saint-Eutrope de Saintes (1). Les minces colonnettes à chapiteaux fantastiques dont elle est composée sont tellement serrées les unes contre les autres, qu'il n'y a de séparation entre elles que celle qui résulte de la saillie des chapiteaux sur les fûts. Quant à la construction même de la tour, on y retrouve encore exagérés les défauts que j'ai signalés dans la tour de la cathédrale d'Angoulême (2). Non-seulement les différentes rangées d'arcades ne se correspondent pas exactement d'étage à étage ; mais, de plus, les arcades du même étage varient entre elles de dimensions. C'est, en un mot, le modèle achevé de l'ignorance des procédés les plus élémentaires de l'art de bâtir.

Sous la cathédrale et les maisons voisines, s'étendent de vastes souterrains, creusés dans le roc vif et distribués sans ordre : l'un d'eux, placé sous le chœur actuel, paraît avoir autrefois servi de crypte. Du reste, aucun caractère architectural ne les distingue.

Maintenant, est-on en droit de conclure, de tout ce qui précède, que l'église actuelle est bien celle qui fut élevée de 1010 à 1047 ? A cette grave question, la réponse, il faut l'avouer, paraît d'abord embarrassante. Car si, d'une part, le style général

(1) Livraison déjà citée, p. 182.

(2) P. 201.

du monument, considéré dans son ensemble, concorde parfaitement avec l'époque assignée à la construction, d'autre part, la présence de l'ogive, quelque grossière qu'elle soit, dans les grandes arcades qui enferment les travées, paraît une réfutation victorieuse des données historiques. Pourtant cette objection, grave au premier abord, perd de son importance quand on l'approfondit. En effet, il est facile, après un examen attentif du monument, de s'apercevoir que ces arcs ogivaux, isolés au milieu des formes romanes les mieux accusées, ne sont qu'un pur accident, motivé par la nécessité de donner plus de force aux parties de l'édifice qui devaient supporter le poids des coupoles. D'ailleurs, quelque bonne volonté qu'on y mette, il est impossible de reculer la construction de la cathédrale actuelle plus loin que le milieu du douzième siècle. Or comment supposer que l'église, consacrée en 1047, ait été renversée moins d'un siècle après son achèvement, remplacée par une église nouvelle; et cela, sans que l'histoire ait gardé le souvenir d'un événement aussi extraordinaire? L'hypothèse, on en conviendra, n'offre guère de vraisemblance. Aussi, n'hésité-je pas, en dépit de l'ogive, à voir, dans l'église debout aujourd'hui, l'église même dédiée, au onzième siècle, par l'archevêque de Bourges.

Périgueux possédait, il y a peu d'années encore, les restes mutilés de l'église primitive de Saint-Front, dont l'antiquité était attestée par la présence du petit appareil romain dans la construction. M. l'abbé Bourassé, à qui j'emprunte ces détails, dit (1) qu'on voyait encore debout une partie de la façade, deux travées de la nef, enfin deux petits édicules, de forme carrée, élevés, suivant la tradition, sur le lieu même où saint Front et ses disciples avaient été inhumés. Ces précieux débris, dont l'étude eût offert tant d'intérêt, ont été, m'a-t-on dit, récemment détruits par un incendie.

Saint-Étienne. — Saint-Étienne, ancienne cathédrale de Périgueux, s'élève au centre même de la cité romaine. Horriblement saccagée par les protestants, au seizième siècle, elle perdit à cette époque son titre épiscopal, ou plutôt elle le partagea avec la collégiale de Saint-Front, qui devint *co-cathédrale*. Dans son état actuel, l'église se compose de deux travées seu-

(1) Description de Saint-Front de Périgueux, dans *les Cathédrales de France*.

lement, copiées sur les travées de Saint-Front, et couronnées, comme celles-ci, de coupes ovoïdes. Mais ces deux compartiments carrés, dont le plan à l'extérieur est absolument le même qu'à l'intérieur, appartiennent à des époques différentes. Le premier, du côté de l'occident, fidèle reproduction du monument type, est, ou peu s'en faut, contemporain de l'église abbatiale. On y retrouve la même grossièreté de construction, la même simplicité ou plutôt la même absence d'ornements. Cette simplicité est peut-être même poussée à Saint-Étienne plus loin encore qu'à Saint-Front. Car, dans la lourde arcature cintrée qui règne le long des murailles, les pieds-droits sont dépourvus de ces quelques chapiteaux imités de l'antique, que j'ai signalés dans la description précédente, et dont la sculpture, quelque grossière qu'elle soit, sert au moins à déguiser la triste nudité des parois. L'architecte de Saint-Étienne n'a pas reproduit davantage les bizarres couloirs qui, à Saint-Front, ont été creusés dans l'épaisseur des massifs.

La seconde travée, bâtie sur le même plan que la première, mais avec des dimensions plus vastes, est postérieure d'un siècle à celle-ci : le style annonce le milieu du douzième siècle. Les murs extérieurs, bâtis en grand appareil et d'une construction soignée dans les moindres détails, sont entourés par une ceinture de hautes arcades cintrées, dont les arcs portent pour ornement des étoiles taillées en pointes de diamant. Le même motif d'ornementation est reproduit sur l'arc des fenêtres inscrites dans ces arcades, et les colonnettes qui les accompagnent sont surmontées de petits chapiteaux historiés, d'une exécution fort habile. A l'intérieur de l'église, le même progrès se manifeste. Les arcs des fenêtres, ceux des arcades appliquées sont dessinés par des cordons d'étoiles à facettes; et, dans l'arcature comme aux fenêtres, les grossiers pieds-droits de la travée primitive sont remplacés par de hautes colonnes engagées, dont les chapiteaux, d'une forme déjà élégante, sont simplement épannelés. Enfin, des colonnes semblables, appliquées sur les flancs des massifs, en dissimulent habilement l'épaisseur. Quant aux quatre arcades maîtresses au-dessus desquelles s'élève la coupole, elles ont été manifestement refaites au quinzième siècle.

L'église s'étendait autrefois à l'occident beaucoup plus loin qu'elle ne le fait aujourd'hui. Les arrachements encore considérables, qu'on voit sur le mur de la façade actuelle, et les sou-

venirs du seizième siècle ne laissent aucun doute à cet égard. A en juger par le caractère architectural très-appréciabie de ces débris, la partie détruite était plus ancienne que la partie conservée, et il n'y a pas de témérité, je crois, à affirmer qu'elle remontait au dixième siècle. Mais quel était le style de cette partie de l'édifice? Appartenait-elle déjà à ce curieux type byzantino-vénitien, dont l'église voisine porte l'incontestable cachet? Dans cette hypothèse, Saint-Front, au lieu d'être le monument modèle, ne serait-il plus que la copie de la cathédrale primitive? Les protestants ont rendu à tout jamais impossible la solution d'un problème si intéressant pour l'histoire de l'art, et, grâce à eux peut-être, Saint-Front est en possession d'un honneur que nul monument ne saurait lui contester aujourd'hui.

Saint-Étienne possède deux monuments lapidaires d'un grand intérêt. Le premier, placé dans la travée occidentale, est le tombeau de Jean I^{er} d'Assida, évêque de Périgueux, mort le 3 mai 1169. Ce tombeau, élevé dans le courant du quatorzième siècle, est accompagné d'une inscription en belle capitale qui commence par ces mots : *Constantinus de Jarnaco hoc opus fecit*. La signature de l'auteur sur un monument d'art du moyen âge est un fait si rare, qu'on ne saurait, quand on le rencontre, négliger de le constater. Le second monument, encastré dans le mur méridional de la deuxième travée, est une table pascalle perpétuelle, gravée sur pierre, dont le cycle embrasse un espace de quatre-vingt-dix ans. L'abbé Lebeuf, qui en a donné le texte et qui consacre à son explication la plus grande partie du mémoire cité plus haut (1), établit que cette table a été dressée en 1163, précisément sous l'épiscopat de Jean d'Assida, inhumé à côté. Les deux inscriptions ayant été plusieurs fois publiées, je crois inutile de les reproduire ici.

V.

BORDEAUX.

A Bordeaux, les magnificences de la ville moderne ont fait tort aux monuments du moyen âge. A force d'entendre vanter l'aspect grandiose de ces quais bordés d'édifices somptueux, de

(1) *Histoire de l'Acad. des inscript. et belles-lettres*, t. XXIII, p. 208.

ces rues d'une largeur imposante, de ces places entourées de palais, de ces promenades dont les longues avenues semblent attendre la nombreuse population d'une grande capitale, on en est presque venu, sinon à oublier complètement tout le reste, au moins à en tenir peu de compte, et à n'en parler en quelque sorte que par grâce. Il n'y a guère que le beau portail septentrional de la cathédrale qui ait échappé à cet oubli dédaigneux, et qui ait conservé le privilège d'être signalé à la curiosité des voyageurs. Ce n'est certes pas que je veuille m'élever contre ce concert unanime d'éloges donnés aux étonnantes créations de l'intendant de Tourny, de cet administrateur habile, je dirais presque de cet homme de génie, qui, dans l'espace de quelques années, et avec les ressources de la seule province de Guyenne, a conçu et exécuté le projet d'élever, à côté de la ville ancienne, une ville nouvelle, encore aujourd'hui la plus belle de France après Paris. Les éloges des étrangers, comme l'orgueil des Bordelais, sont chose parfaitement légitime. Mais, en devenant exclusive, l'admiration cesse d'être juste. Il faut faire à chaque temps sa part, et, tout en partageant l'enthousiasme des touristes pour le Bordeaux du dix-huitième siècle, reconnaître que le Bordeaux du moyen âge n'en a pas moins des titres à l'étude et à l'intérêt sérieux des archéologues.

Monuments gallo-romains.— On sait quelle était l'importance de Bordeaux sous la domination romaine. Les nombreux fragments de sculpture, recueillis aujourd'hui dans le musée et provenant presque tous des fouilles opérées à différentes époques dans l'intérieur de la ville, attestent que les éloges pompeux donnés par Ausone à sa ville natale (1) n'étaient pas une exagération poétique. De tous les monuments de ce temps, le plus remarquable était le temple consacré aux dieux tutélaires de la cité, et conservé dans la mémoire du peuple sous le nom de *Temple de Tutèle*. Il en restait encore, au dix-septième siècle, dix-huit colonnes, que Louis XIV fit impitoyablement abattre pour augmenter les fortifications du château Trompette. Depuis, la célèbre forteresse a subi le même sort que le temple de Tutèle, et, sur leur commun emplacement, s'élève aujourd'hui le Grand-Théâtre.

Les ruines de l'amphithéâtre, connu sous le nom de *Palais-*

(1) *Ausonii Burdigalensis Claræ urbes.*

Gallien, sont, avec les débris de jour en jour moins considérables de l'enceinte de la ville, les seuls restes antiques que Bordeaux ait conservés. On en attribue vulgairement la construction à Tétricus, qui aurait élevé l'un et l'autre sous le règne de Gallien (260-268). L'étude archéologique de ces débris, dont la parfaite analogie atteste qu'ils sont contemporains, ne contredit pas le témoignage de la tradition historique. En effet, la grossièreté relative de la construction, qui appartient au genre connu des anciens sous le nom d'*opus incertum*, l'emploi multiplié de la brique, qu'on trouve constamment disposée par assises très-rapprochées dans le massif des murailles et alternant avec les claveaux de pierre dans les archivoltes des arcades de l'amphithéâtre, sont autant de caractères qui annoncent clairement l'architecture déjà en décadence du troisième ou du quatrième siècle. Les restes de l'amphithéâtre consistent en sept arcades cintrées, disposées en deux groupes, l'un de quatre, l'autre de trois, et placées aux deux extrémités du grand arc de l'ellipse. Les proportions énormes de ces arcades, le développement de l'ellipse, dont, par leur position, elles déterminent clairement la longueur, peuvent donner une idée approximative des dimensions de l'édifice, qui devait être au moins aussi vaste que l'amphithéâtre d'Arles. L'arène seule avait 370 pieds de long sur 230 pieds de large. Des sept arcades encore debout, deux, de plus grande dimension que les autres et correspondant aux deux extrémités de l'arène prise dans le sens de la longueur, servaient de portes d'entrée au monument. La porte du côté de l'est, la seule qui ait conservé au moins en partie sa décoration primitive, consiste en un beau portique, dont la façade extérieure comprend deux ordonnances superposées. L'ordonnance inférieure se compose d'une grande arcade cintrée, qu'accompagnent quatre pilastres d'ordre dorique, soutenant un entablement complet. Trois arcades plus petites, séparées par des pilastres et surmontées d'une frise et d'une corniche, forment l'ordonnance supérieure, que couronnait dans l'origine un fronton. Des trois arcades de cette ordonnance, celle du milieu seule est ouverte : les deux autres, creusées en niches, étaient vraisemblablement occupées par des statues. En arrière du portique, trois arcades, placées l'une à la suite de l'autre et à des distances égales, forment le passage qui conduisait dans l'arène : elles vont en dégradant de hauteur, de l'extérieur à l'intérieur, et soutenaient les

voûtes, aujourd'hui détruites, sur lesquelles reposaient les gradins. Ces ruines, malgré leur état de dégradation si avancé, conservent encore un caractère imposant. La pierre a pris cette belle couleur de bronze doré que le soleil et le temps donnent aux monuments du Midi ; et lorsque, placé à quelques pas en avant du portique, on suit de l'œil, à travers l'arc de la porte, la série d'arcades inclinées qui se dirigent vers l'intérieur de l'enceinte, et le groupe de constructions plus éloignées qui s'élèvent à l'autre extrémité de l'arène, l'effet produit par l'ensemble est plein de grandeur et de majesté.

Enceinte du moyen âge.— Pendant le cours du moyen âge, Bordeaux a été entouré, à trois reprises différentes, de fortifications, successivement détruites pour faire place aux agrandissements de la ville. La dernière de ces enceintes, la seule qui ait laissé des traces, date du quinzième siècle. Il en reste plusieurs portes, comprises aujourd'hui dans l'intérieur de la ville, et formant à elles seules autant de petits monuments de l'effet le plus pittoresque. Chacune d'elles se compose d'une grande voûte ogivale, que flanquent deux grosses tours rondes, percées de meurtrières et surmontées de clochetons très-aigus. Au-dessus de la grande voûte qui sert de passage, s'élève le beffroi, dont l'intérieur est occupé par un petit réduit d'où l'on faisait manœuvrer la herse. Une arcade ogivale, large et basse, percée dans le mur extérieur et placée exactement au-dessus de la porte, servait à la fois à éclairer le réduit et, en cas d'attaque, à lancer des projectiles sur les assaillants.

Le fort de Hâ, destiné à tenir la ville en respect du côté du sud-est, s'élevait sur l'emplacement actuel du Palais de Justice. Il n'en reste plus que deux énormes tours, l'une carrée, l'autre ronde et couronnée de mâchicoulis, qui servent aujourd'hui de prisons. Ainsi isolées et détachées du système de fortifications auquel elles se reliaient, défigurées d'ailleurs par les réparations nombreuses qu'elles ont subies, ces tours ne présentent plus qu'un médiocre intérêt.

Sainte-Croix. — L'église de Sainte-Croix, le monument religieux le plus ancien de Bordeaux, appartenait autrefois à une célèbre abbaye de bénédictins, dont la fondation, attribuée au roi Clovis II, remontait, suivant la tradition historique, à l'an 650. Détruite au huitième siècle par les Sarrasins, relevée par Charlemagne, ruinée de nouveau, en 848, par les Normands,

l'abbaye fut rétablie pour la seconde fois par Guillaume le Pieux, duc d'Aquitaine, au commencement du dixième siècle, et, plus tard, considérablement augmentée et enrichie par les ducs Guillaume IX (1086-1127) et Guillaume X (1127-1137) (1).

Au nombre des embellissements dus à la pieuse prodigalité des deux derniers ducs, il faut, sans nul doute, compter le plus important de tous, c'est-à-dire, la construction de l'église actuelle, dont les parties les plus anciennes et les plus intéressantes, la façade et l'abside, annoncent clairement par leur style le commencement du douzième siècle. La façade appartient à un type dont j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de m'occuper, au type romano-poitevin si fécond dans tout l'ouest de la France, et la ressemblance caractéristique qu'elle présente avec les portails de Saint-Nicolas de Civray et de Sainte-Marie-des-Dames de Saintes, ne laisse aucun doute sur la communauté d'origine de ces différents édifices. Le fait, peu surprenant en soi, paraîtra d'ailleurs bien naturel, si l'on pense aux rapports politiques qui unissaient, au douzième siècle, la Guyenne et le Poitou, soumis depuis longtemps aux mêmes princes.

Le portail de Sainte-Croix, comme ceux des églises que je viens de rappeler, se compose de deux ordonnances. L'ordonnance inférieure, qui s'avance en très-forte saillie sur le reste de la façade, présente une grande porte cintrée qu'accompagne à droite et à gauche deux arcades, de même forme, mais beaucoup plus basses. L'arc de la porte est dessiné par quatre rangées de larges archivoltes, qui retombent sur huit colonnes groupées en faisceaux aux deux côtés de l'arcade. Archivoltes, bandeaux, chapiteaux et tailloirs sont couverts d'arabesques et d'entrelacs d'une richesse inouïe, et découpés avec une finesse de ciseau qui rappelle les merveilles d'ornementation du portail de Sainte-Marie-des-Dames (2). Les deux arcades latérales, dont la base, comme à Saint-Pierre d'Angoulême (3), repose sur un haut stéréobate, n'ont jamais été ouvertes. Leurs archivoltes, portées par de minces colonnettes à chapiteaux fantastiques, se composent de deux bandeaux plats, dont l'un est orné de dents de scie, et l'autre d'une suite de sujets emblématiques d'un grand intérêt

(1) *Gallia christiana*, t. II, col. 858-859.

(2) Voyez l'article précédent, pag. 187 et 188.

(3) Même article, p. 197.

pour l'iconographie du moyen âge. A l'arcade de droite, le même sujet, répété quatre fois, représente la Luxure sous l'image d'une femme dont les seins sont dévorés par des reptiles, pendant qu'un démon, placé à côté d'elle, lui serre fortement le cou. Le sujet correspondant à l'arcade de gauche, et disposé de la même manière, est l'Avarice. Chacun des cinq groupes qui couvrent l'archivolte présente un homme debout, vêtu d'une longue robe et portant une énorme bourse suspendue à son cou. Le démon qui l'accompagne saisit les cordons de la bourse, dont il semble se servir pour étrangler l'Avare (1). Chacune des arcades que je viens de décrire est surmontée de deux petites arcades cintrées, au-dessus desquelles règne, dans toute la longueur de la façade, une corniche à modillons grimaçants qui clôt l'ordonnance. Cette partie du portail est, de plus, flanquée, aux deux angles extrêmes, de deux faisceaux de hautes colonnes faisant l'office de contre-forts, dont les fûts sont cannelés en spirales et en zig-zags, et les chapiteaux décorés d'ornements fantastiques. L'ordonnance supérieure, qui s'élève en retraite sur la précédente, est fort gâtée. La partie de droite, percée de trois arcades cintrées, a seule conservé sa disposition primitive. Tout le reste de l'ordonnance a été défiguré ou plutôt détruit au quatorzième siècle, et remplacé, à gauche, par une fenêtre ogivale, au centre, par une petite rose d'un effet déplorable.

A droite du portail, s'élève une lourde tour carrée, dont le sommet ne dépasse guère la hauteur du toit de l'église. Les trois étages qui la divisent sont entourés d'arcades cintrées, dont les archivolttes, sculptées en dents de scie, reposent sur des colonnettes à chapiteaux fantastiques. Entre ces arcades, s'élèvent, en guise de contre-forts, de hautes colonnes engagées.

Pour compléter la description du portail, et en même temps pour achever de démontrer ce fait de l'origine poitevine de Sainte-Croix, que j'énonçais tout à l'heure, je dois ajouter que la façade était autrefois décorée du grand cavalier symbolique dont je me suis longuement occupé à propos de Sainte-Marie de Saintes (2). On le voyait encore très-distinctement dans la partie supérieure du portail, à la fin du siècle dernier : mais aujour-

(1) Voyez, sur les bas-reliefs emblématiques de Sainte-Croix de Bordeaux, deux articles de M. Ch. Desmoulins, imprimés dans le *Bulletin monumental de la société française*, t. XI, pag. 195 et 260.

(2) Voyez l'article précédent, p. 189.

d'hui il n'en reste pas la moindre trace, et son existence n'est plus indiquée sur l'édifice que par la nudité de la muraille à la place qu'il occupait. L'abbé Venuti, qui a donné un dessin et une description de ce curieux bas-relief, n'hésite pas à y voir la représentation du roi Pépin triomphant du duc Waïfre, et, suivant lui, le monument aurait été exécuté en souvenir de l'entrée triomphale du roi des Francs à Bordeaux. J'ai dit quelle était la valeur de cette opinion généralement adoptée au dix-huitième siècle. Heureusement la description donnée par l'antiquaire italien vaut mieux que le commentaire qui l'accompagne. En voici les termes : « Ce monument est un grand bas-relief en « pierre, appliqué au mur de la façade de Sainte-Croix. Il peut « avoir dix à douze pieds de hauteur sur autant de largeur ; il « est renfermé dans une espèce d'arceau orné de feuillages et « soutenu par deux petites colonnes. On y voit Pépin à cheval, « de grandeur presque naturelle, armé d'une cotte de mailles : « il a sur la tête la couronne de perles propre aux rois de la pre- « mière race. Il lève la main droite, en attitude d'un roi pacifi- « cateur ; avec la gauche, il tient la bride de son cheval qui foule « aux pieds un homme assis, couvert d'un casque et armé d'une « cuirasse. Cet homme est à mon avis l'infortuné prince Waïfre, « en attitude de vaincu... Il est aisé de reconnaître que la figure « de femme qu'on y remarque y a été ajoutée dans des temps « postérieurs (1). » Comme on le voit, le cavalier de Sainte-Croix était la reproduction exacte des monuments du même genre qui sont parvenus jusqu'à nous.

L'abside, contemporaine du portail, est à onze pans et flanquée de trois chapelles semi-circulaires. Des fenêtres cintrées, dont les archivoltas sont ornées de têtes de clous, de hautes colonnes engagées servant de contre-forts ; enfin, une corniche à modillons grimaçants qui supporte la retombée du toit, telle est la décoration traditionnelle de cette partie de l'église. Quant à la nef et aux transsepts, rebâtis, agrandis à vingt reprises différentes, c'est un mélange incohérent de tous les styles qui se

(1) *Dissertations sur les anciens monuments de la ville de Bordeaux*, par l'abbé Venuti, p. 110. — On voit effectivement sur le dessin une figure de femme fort mutilée, représentée debout et placée à quelque distance en avant du cavalier. Le costume que porte cette femme, s'il est exactement rendu, annonce la fin du treizième siècle. Cette addition très-postérieure, quel qu'en soit le motif que j'ignore, ne change donc rien à la signification primitive du bas-relief.

sont succédé pendant la longue période ogivale du douzième au seizième siècle.

Avant de terminer, je dois dire quelques mots d'une curieuse inscription tumulaire du septième siècle, qu'on voyait autrefois encadrée dans un des piliers de la nef, et qui a malheureusement disparu à l'époque de la révolution, sans qu'on sache ce qu'elle est devenue depuis. L'extrême intérêt qu'elle présente m'a déterminé à compléter la description de Sainte-Croix par la reproduction d'un monument qui soulève d'ailleurs une importante question chronologique. Cette inscription était consacrée à la mémoire de saint Mummolin, deuxième abbé de Fleury-sur-Loire, qui mourut dans le monastère de Sainte-Croix de Bordeaux, au retour d'un pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle. Le texte que je reproduis a déjà été publié par Mabillon (1) et par l'abbé Venuti (2):

Hic requiescit bonae recordationes
Humilis Christi Mummolenus,
Qui vixit annus plus minus septuaginta;
Apud quem nullus fuit dolus malus,
Qui fuit sene ira jocundus.
Hoc est accepit transitum
Sub diae VI Idus Augustus,
Ubi fecit Augustos dies septem,
Anno V regnum domni nostri
Chlodovei regis.

La mort de saint Mummolin, mentionnée de la même manière dans les obituaires des deux abbayes, ne laisse aucun doute sur l'identité du personnage enterré dans l'église de Sainte-Croix : mais la date de cette mort n'est connue que très-approximativement, et malheureusement le nom du roi qui figure dans l'inscription n'est pas de nature à nous tirer d'embarras. Mabillon incline à voir, dans le Clovis dont il est question, ce prétendu fils de Clotaire III, supposé en 673 ou 674 par le maire du palais Ébroin, pour remplacer Thierry III sur le trône, et il fixe en conséquence la date de l'inscription à l'an 679. Quant à l'abbé Venuti, il répugne, non sans raison, il faut en convenir, à admettre que le nom de ce roi d'occasion, abandonné d'ailleurs par son protecteur dès 675, ait pu être accepté jusqu'en Aquitaine, et il pré-

(1) *Annales ord. s. Benedicti*, t. I, p. 546.

(2) Dissertation déjà citée, p. 51.

fère voir Clovis II dans le *Chlodoveus rex* de l'inscription. Or, Clovis II étant monté sur le trône en 638, la cinquième année de son règne, date de la mort de saint Mummolin, correspondrait à l'année 643 ou 644. Mais, si l'on accepte cette hypothèse, que deviendra la date de la fondation de l'abbaye de Sainte-Croix assignée à l'an 650 ? Faudra-t-il, sur une simple conjecture, la reporter à une époque antérieure, et dépouiller du même coup Clovis II du titre de fondateur qui lui est généralement attribué ? Entre ces deux opinions, également contestables, il est, on le sent, bien difficile, sinon impossible de prononcer. Aussi, me contenterai-je d'avoir posé la question, et me garderai-je d'opter pour l'une ou l'autre solution, que les deux antiquaires n'ont d'ailleurs proposées qu'avec une prudente réserve.

Saint-André. — La métropole de Bordeaux est un vaste et imposant édifice, à la construction duquel tous les styles du moyen âge ont successivement apporté leur contingent. Le manque d'unité, frappant surtout dans la nef, où la confusion des styles devient un véritable chaos, serait peut-être choquant dans une église de petite dimension : mais ici la grandeur des proportions donne à l'édifice, quand on l'embrasse d'un coup d'œil et qu'on néglige d'en étudier les détails, une harmonie qui n'existe pas en réalité, et, par un effet singulier, la discordance des diverses parties, prises une à une, ne détruit pas la majesté de l'ensemble.

L'église est bâtie en forme de croix latine, et terminée, du côté de l'orient, par une abside à cinq pans. La nef, d'une largeur extraordinaire, comprend sept travées dans sa longueur : elle n'a ni collatéraux, ni chapelles. Les parties inférieures des sept travées datent de la fin du onzième siècle, et présentent, suivant les habitudes de l'époque, une haute arcature cintrée, qui se continue sans interruption d'un bout à l'autre de la nef. Les archivoltes des arcades qui la composent, découpées en dents de scie très-saillantes, reposent sur des colonnettes, dont les chapiteaux n'ont pour ornement qu'une simple volute de peu de relief. Au-dessus de cette première ordonnance, qui constitue la part du style roman dans l'église, les murs latéraux sont percés de deux étages de fenêtres ogivales. Dans les trois premières travées du côté de l'occident, ces fenêtres, très-simples de forme, se composent de deux ogives accouplées et surmontées d'une

petite rosace sans découpures intérieures : mais, dans les quatre travées qui suivent, bien que la disposition générale reste la même, l'ornementation devient plus riche. Les deux ogives, qui forment la division intérieure de chaque fenêtre, sont couronnées alternativement d'un quatre-feuilles et d'un trèfle, et les arcs de ces ogives reposent sur d'élégantes colonnettes, dont les chapiteaux sont ornés de deux rangs de feuilles épanouies. Je crois en conséquence devoir attribuer les trois premières travées au commencement, et les quatre travées suivantes à la fin du treizième siècle.

A cette époque, la nef était dépourvue de contre-forts extérieurs. Les murs latéraux, privés d'appui, ne pouvaient donc opposer qu'une résistance insuffisante à la poussée de la voûte, poussée qui, dans un vaisseau aussi démesurément large, devait être énorme. Afin de parer à ce grave inconvénient et de prévenir un écartement inévitable, on imagina un moyen assez singulier : ce fut de flanquer l'intérieur de la nef d'énormes piliers, au-dessus desquels on éleva deux étages d'arcades ogivales, destinées à soutenir la voûte et à en diminuer l'action sur les murailles latérales. Cette importante réparation, exécutée dans toute la longueur de la nef, date du quatorzième siècle. Mais un grave accident, survenu dans le cours du siècle suivant, nécessita plus tard de nouveaux travaux de consolidation. Le 2 février 1427, un tremblement de terre, dont les effets furent ressentis dans plusieurs quartiers de la ville, fit écrouler la voûte des quatre travées occidentales de la nef, et ébranla les piliers et les arcades de cette partie de l'église, jusqu'à la hauteur de l'arcature romane qui forme l'ordonnance inférieure. L'église resta pendant cinquante-deux ans dans cet état de dégradation. Les travaux de restauration, entrepris en 1479 seulement, par l'archevêque Jean de Foix, ne furent achevés que sous l'épiscopat de Charles de Gramont, qui siégea de 1530 à 1544. On commença par élever à l'extérieur une suite de contre-forts, dont jusqu'alors la nef avait été privée; puis, vers 1520 environ, on rétablit les voûtes ainsi que le double étage des arcades de soutènement. Ce travail intérieur n'était point encore achevé en 1530 (1). Dans

(1) *Dissertation sur l'édifice de l'église primatiale de Saint-André de Bordeaux*, par l'abbé Xaupi. — La date exacte du commencement des travaux de reconstruction est fournie par l'inscription suivante, qui, d'après l'abbé Xaupi, est gravée sur l'un des contre-forts de la nef : « Anno M.CCCC.LXX.IX., mense Augusti,

les trois travées, respectées par le tremblement de terre de 1427, les piliers se composent de colonnes réunies en faisceaux, dont les chapiteaux sont ornés de bouquets de feuilles, sculptés avec ce goût exquis qui est propre au gothique fleuri. La voûte, qui date du quinzième siècle, est ogivale et soutenue par de belles nervures prismatiques, dont les rinceaux se croisent sous de larges clefs fleuronées. Mais, dans les quatre travées restaurées au seizième siècle, l'architecte, tout en se conformant à la disposition primitive, s'est malheureusement gardé d'imiter l'élégante sobriété de ses devanciers. Les sveltes faisceaux de colonnes de l'époque antérieure sont remplacés par de lourds piliers cylindriques, sans chapiteaux, dont le sommet va se confondre avec la retombée des nervures de la voûte qui le *pénètrent* jusqu'au tiers de sa hauteur. La voûte elle-même, sillonnée de maigres rinceaux, qui se croisent dans tous les sens, alourdie par d'énormes clefs, dont les culs-de-lampe prolongés au delà de toute mesure semblent toujours prêts à tomber sur la tête de ceux qui les regardent; la voûte est un modèle achevé de cette richesse de mauvais aloi, de cette ornementation surchargée de détails inutiles, qu'on retrouve si fréquemment dans les monuments de la période ogivale voisine de la renaissance.

Une fois arrivé aux transsepts, ce pêle-mêle de styles échelonnés les uns sur les autres dans la nef disparaît, pour faire place à un monument d'une unité parfaite et d'un aspect entièrement nouveau. L'ampleur des proportions et l'abondance des parties accessoires dans le plan de cette seconde partie de l'édifice, dont le développement ne concorde nullement avec la simplicité primitive du plan de la nef, donneraient même lieu de croire que les architectes qui ont achevé la cathédrale se proposaient de rebâtir l'église tout entière. Élevés sans interruption pendant le cours du quatorzième siècle, les transsepts, le chœur et l'abside méritent d'être comptés parmi les plus beaux monuments de cette époque que nous possédions en France. Le style qui y domine est le gothique fleuri, mélangé de détails empruntés au style connu des archéologues sous le nom de *style anglais*. Maîtres de la Guyenne pendant toute la durée de la grande période ogivale, les Anglais ont dû nécessairement imprimer aux

« christianissimo principe Ludovico Francorum rege, hujus pilaris lapis primus, positus in rupe, lapidum congeriem interea pedum XXX fundaliter gerit. »

monuments de ce pays et de ce temps les caractères de leur architecture nationale; aussi, en poursuivant la description des églises de Bordeaux, aurai-je plus d'une fois l'occasion de signaler, comme à Saint-André, ce côté intéressant de l'influence étrangère.

Le chœur est accompagné d'un double rang de collatéraux; mais, autour de l'abside, le collatéral extérieur est remplacé par cinq vastes chapelles de forme pentagonale, comme l'abside elle-même. Ces chapelles, faisant saillie sur le corps de l'édifice et entièrement détachées les unes des autres, produisent extérieurement l'effet de tourelles appliquées aux flancs du pourtour, pour en défendre les abords. Vue de l'extrémité de la place qui s'étend en arrière de la cathédrale, toute cette partie du monument est d'une incomparable beauté. Le chœur, l'abside et la double couronne de collatéraux et de chapelles qui les entoure, sont flanqués par trois étages de contre-forts, couverts de sculptures (1), surmontés d'aiguilles crochetées et reliés entre eux par une double rangée d'arcs-boutants, dont les massifs sont découpés en ogives trilobées. Un large balcon, orné de quatre-feuilles sculptés à jour, borde le toit des chapelles. Toutes les fenêtres, tant hautes que basses, se divisent en lancettes trilobées, surmontées de trèfles et de quatre-feuilles : ces lancettes, au nombre de quatre dans les fenêtres du chœur, se réduisent à deux dans les fenêtres de l'abside.

A l'intérieur, on retrouve la même richesse et la même élégance. Les hautes arcades ogivales, qui séparent le chœur et l'abside du pourtour, et le pourtour des chapelles absidales, reposent sur des faisceaux de colonnes très-élancées, dont les chapiteaux, réunis sous un tailloir commun, sont ornés de deux rangs de feuilles épanouies. Sur la face antérieure de chacun des faisceaux, un groupe de trois colonnes, du même style, s'élève d'un seul jût du sol jusqu'à la voûte, et reçoit les retombées des nervures qui la traversent. Quant à la voûte elle-même, elle date du quinzième siècle, et présente absolument les mêmes caractères que celle qui surmonte les trois travées orientales de la nef, et que j'ai décrite plus haut. Dans toute l'étendue des trans-

(1) Au milieu de ces sculptures, figurent plusieurs bas-reliefs symboliques, pour l'explication desquels je renvoie aux deux articles déjà cités de M. Ch. Desmoulin (*Bullet. monum.*, t. XI, pp. 201 et 275).

septs, du chœur et de l'abside, règne sans interruption, entre le sommet des grandes arcades inférieures et la base des fenêtres hautes, une galerie simulée, dont les arcades, de forme trilobée, sont au nombre de quatre par travée. Chaque arcade est enfermée dans un cadre formé de quatre minces baguettes qui se coupent à angle droit et qui se *pénètrent* réciproquement aux angles. On sait que cette disposition bizarre est d'origine anglaise, et qu'elle forme le caractère principal du style auquel les archéologues anglais ont donné le nom de *style perpendiculaire*. Une haute arcature trilobée, surmontée de triangles crochétés et accompagnés d'aiguilles découpées à jour, tapisse toute la partie inférieure des murailles, dans les transepts, les collatéraux et les chapelles. Dans la chapelle de la Vierge, cette arcature est plus riche de décoration encore que dans les autres, et, sous les arcades qui la composent, sont rangées de grandes statues représentant les principaux prophètes de l'ancienne loi.

La cathédrale de Bordeaux est dépourvue de façade à l'occident, et, de ce côté, un pâté de maisons cache entièrement la vue de l'église. Mais, en revanche, deux beaux portails s'élèvent aux extrémités des transepts. Le portail du midi, contemporain de cette partie de l'édifice, date du commencement du quatorzième siècle; le portail du nord a été érigé dans le cours du siècle suivant. L'un et l'autre se composent d'une grande porte ogivale, dont les voussures, portées par des faisceaux de colonnettes, sont couvertes de statuette d'anges et de saints, placées sous une suite de petits dais découpés à jour. Une grande rose, au-dessous de laquelle règne une rangée de lancettes trilobées, forme l'ordonnance supérieure, que termine un gable très-aigu et garni de crochets. Mais si la disposition générale des deux portails est identique, il n'en est pas de même des détails de l'ornementation. Tandis que le portail du midi a fidèlement conservé la sobriété d'ornements propre au style ogival primitif, le portail du nord étale tout le luxe de décoration qui convient au style flamboyant. Dans ce dernier, les voussours sont occupés par six grandes statues d'évêques posées sur des consoles richement sculptées; une septième, de dimension plus élevée que les autres, et représentant un pape, surmonte le trumeau qui sépare les deux vantaux de la porte. Le tympan est divisé en trois compartiments, dont chacun reproduit une des phases de la vie de Jésus-Christ. Dans le compartiment inférieur est représentée

la Cène ; dans le compartiment intermédiaire , l'Ascension ; enfin Jésus-Christ , entouré d'anges et trônant dans sa gloire , occupe le sommet du tableau. Deux tours carrées et flanquées de contre-forts accompagnent chaque portail. Ces tours , inachevées au portail du midi , sont , à celui du nord , surmontées de magnifiques flèches en pierre , dont la hauteur et l'élégance signalent au voyageur l'approche de Bordeaux à plusieurs lieues de distance. Elles sont de forme octogonale , et leur base est accompagnée de hauts clochetons surmontés d'aiguilles.

Saint-André renferme plusieurs monuments funéraires , la plupart d'origine moderne. Le plus intéressant de tous , encasté dans le mur du pourtour du chœur , du côté du nord , est celui de Pierre Berland (Pey Berland dans le langage du pays) , qui occupa le siège de Bordeaux , de 1430 à 1456. Il consiste simplement en une petite statuette d'albâtre , du travail le plus délicat , représentant le prélat défunt debout et revêtu des ornements pontificaux. Au-dessous , on lit l'inscription suivante , gravée en caractères gothiques sur une plaque de marbre :

« Hic jacet , haud procul a cineribus S. Macarii , in Christo
 « pater Petrus Berlandus , medulica plebe ortus , hujus ecclesie
 « primum canonicus , mox autem archipresul electus et firmatus.
 « Universitatem burdigalensem constituit , ac de suo collegium
 « S. Raphaelis fundavit , et majorem turrim campanariam erexit :
 « fidei pacisque assertor , pauperibus largus , sibi parcus , pa-
 « trie amor et decus. Obiit die XIII kalendarum (sic) februarii ,
 « anno domini M.CCCC.LVII. »

Puis , comme si cette inscription , pourtant bien explicite , n'était pas suffisante , on a ajouté plus bas sur une seconde plaque : « Imaginem parvam venerabilis Petri aspice supra. » Ces mots sont tracés sur une bandelette circulaire , au centre de laquelle on voit gravée une croix avec le monogramme du Christ pour accompagnement.

Un vaste cloître , dans le style du quatorzième siècle , est appuyé au mur de la nef , du côté du midi. Les quatre galeries qui le composent sont voûtées en ogive , et séparées du préau intérieur par de jolies arcades trilobées , que supportent des faisceaux de quatre colonnettes cantonnées en croix. Les chapiteaux de ces colonnettes , imités de ceux des colonnes du chœur , sont ornés de deux rangs de feuilles épanouies.

Tour de Pey Berland.— A quelques pas en arrière de l'église ,

s'élève, isolée au milieu de la place Saint-André, la haute et belle tour construite en 1448 par l'archevêque Pierre Berland, dont elle a retenu le nom, et mentionnée dans l'inscription du prélat avec la désignation de tour des cloches (*turris campanaria*). Elle se compose de six étages, dont les cinq premiers sont carrés et le sixième octogone. De nombreux contre-forts, surmontés de clochetons crochétés, en flanquent les angles, et une multitude d'ornements, appartenant sans exception au style flamboyant, en couvrent les parois du haut en bas, comme un vaste réseau de dentelle. Les fenêtres qui éclairent la tour, et même les arcades appliquées qui ne servent qu'à la décoration, sont toutes scrupuleusement encadrées par ces baguettes, empruntées au style perpendiculaire anglais, que je signalais plus haut dans la galerie du chœur de la cathédrale.

Saint-Seurin. — Au temps de Grégoire de Tours, Saint-Seurin était un monastère, situé hors de l'enceinte de la ville (1). Louis-le-Débonnaire en confirma les possessions. Plus tard, vers le onzième siècle, les moines furent remplacés par des chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, qui cédèrent à leur tour à un chapitre de chanoines séculiers (2). Aujourd'hui, Saint-Seurin a le rang de paroisse.

L'église semble porter dans sa construction, où presque tous les styles sont représentés, les traces de ses fortunes successives. Elle est précédée à l'occident d'un long porche ou vestibule, qui date du milieu du onzième siècle. Ce porche comprend dans sa longueur trois travées, que séparent les unes des autres de lourds arcs doubleaux, portés par des colonnes trapues, dont les chapiteaux, tous historiés, sont d'une grosseur disproportionnée avec le module des fûts. Rien n'égale la grossièreté des sculptures en demi-relief qui couvrent la surface de ces chapiteaux; pour le dessin, on ne saurait les comparer qu'aux barbouillages informes dont les enfants charbonnent les murs. L'un des sujets représentés est le sacrifice d'Abraham : mais si le sculpteur n'avait eu la prudente attention de graver en grandes capitales les mots ABRAHAM ET YSAHAC, au-dessus de la tête des personnages, il serait à peu près impossible de deviner de

(1) Habet et Burdegalensis urbs patronos venerabiles.... sanctum Severinum episcopum, suburbano murorum, summa excolens fide. (*De gloria confessorum*, cap. XLV.)

(2) *Gall. christ.*, t. II, col. 857.

quoi il s'agit ; et encore , malgré le secours de l'inscription , n'est-il guère facile de distinguer Isaac du béliet. Des autres chapiteaux , le plus intelligible représente les colombes becquetant la grappe mystique , sujet très-affectionné , comme on sait , par les artistes de l'époque romane. Les voûtes , basses et grossières , sont construites en berceau. Au fond de la dernière travée s'ouvre la porte qui donne accès dans l'église. Elle est en plein cintre , et son archivolt est ornée de dents de scie. Audessus du porche s'élève une tour carrée , à deux étages , flanquée de colonnes engagées en guise de contre-forts. Les fenêtres cintrées qui l'éclairent sont simples à l'étage inférieur et géminées à l'étage supérieur. La façade , refaite il y a peu d'années dans le style roman primitif , a été traitée avec un goût et une intelligence des exigences archéologiques du monument , qui font le plus grand honneur à l'architecte chargé de la restauration.

Mais la partie la plus intéressante de Saint-Seurin , c'est un délicieux portail de la fin du treizième siècle , véritable bijou gothique , adossé au mur méridional de la nef. La porte ogivale qui en occupe le milieu est accompagnée à droite et à gauche par deux arcades de même forme , dont les baies , peu profondes et murées dès l'origine , sont creusées en niches. Chacune des trois arcades est surmontée d'une triple archivolt , dont les bandeaux , séparés par des guirlandes de feuillage , portent pour ornement des statuettes d'anges et de saints. Deux rangées superposées de colonnes à chapiteaux feuillus garnissent les parois des voussours et reçoivent les retombées des voussures. Dans les interstices des colonnes sont posées , sur des consoles sculptées , quatorze grandes statues , dont la réunion ne forme qu'une seule et même série de personnages , continuée d'une arcade à l'autre : il y a même ceci de remarquable , que le fond de chacune des deux arcades latérales , au lieu d'être vide , est rempli en entier par une statue qui occupe la place ordinaire du trumeau. Bien que d'une exécution fort médiocre , ces statues produisent comme ensemble un très-bel effet. Elles représentent les douze apôtres accompagnés des attributs qui les distinguent , et de plus la synagogue et l'Église. Par un symbolisme aussi ingénieux que profond , l'artiste a figuré la première sous les traits d'une femme aveugle , à qui un serpent parle à l'oreille. L'arc de la porte , trilobé à la moresque et dessiné par un gracieux rinceau de vigne qui suit le contour des lobes , est sur-

monté d'un tympan où figure la représentation du jugement dernier, divisée en deux scènes. Le pèsement des âmes avec les détails ordinaires remplit le compartiment inférieur, et Jésus-Christ dans sa gloire forme le sommet du tableau. Ce beau portail est abrité par un vaste porche du seizième siècle, et accompagné à droite par une tour romane, contemporaine de celle du portail occidental.

Le reste de l'église est loin d'offrir le même intérêt, et ne mérite pas une description détaillée. Le chœur, le chevet terminé par un mur droit percé de trois fenêtres ogivales, le transept du sud, enfin la travée de la nef qui touche au chalcidique, appartiennent au gothique primitif du commencement du treizième siècle; le transept du nord et toute la partie occidentale de la nef, ainsi que les étroits collatéraux qui l'accompagnent, datent du milieu du quinzième siècle, et portent tous les caractères de la première période du style flamboyant. Plusieurs bas-reliefs en pierre, du treizième et du quatorzième siècle, sont encastrés dans les murs de l'église. Le plus curieux de tous, donné par le pape Clément V, représente la messe solennelle qu'il célébra à Saint-Seurin en 1305.

Saint-Michel. — Saint-Michel est une vaste et fort belle église, élevée pendant la seconde moitié du quinzième siècle et le premier quart du siècle suivant. Le style qui y domine exclusivement est le gothique flamboyant de la dernière période, mélangé, dans les portails seulement, de quelques détails empruntés au style de la renaissance. Le plan est celui d'une croix latine, terminée à l'orient par un chevet droit, au mur duquel sont appuyées trois chapelles pentagonales, placées dans l'axe de la nef et des deux collatéraux. Ceux-ci ne tournent pas autour du chevet, et sont accompagnés d'un double rang de vastes chapelles, régnant sans interruption dans toute la longueur de l'église.

Le portail principal, enfermé entre deux énormes contreforts couverts de clochetons crochetés, présente, dans la partie inférieure, une grande arcade, amortie en ogive contre-courbée et garnie dans sa profondeur par trois rangées de voussures, dont les bandeaux sont ornés de statuettes d'anges et de saints, que surmontent de petits dais découpés à jour; ces voussures sont séparées les unes des autres par des nervures prismatiques, dont les brins délics descendent sans interruption du sommet de

l'arc jusqu'au sol. Une seconde arcade, semblable à la première et occupée en entier par une grande rose flamboyante, forme la partie supérieure de la façade, que termine un fronton surélevé, dans le style de la renaissance. A droite et à gauche du portail s'avancent, comme deux ailes plus basses destinées à flanquer le corps principal, les collatéraux et les chapelles. Le grand balcon découpé à jour qui les couronne forme à la partie centrale un accompagnement du plus heureux effet. Les portails des transepts présentent, pour l'ensemble et pour les détails, les mêmes caractères que celui que je viens de décrire, à cette double différence près, que la grande rose centrale y est remplacée par des fenêtres flamboyantes, et qu'au lieu du petit fronton terminal, des gables très-aigus et garnis de crochets en forment le couronnement. Des bas-reliefs, dont le style maniéré annonce le commencement du dix-septième siècle, et d'une exécution déplorable, occupent les tympans des trois portes. Celle du transept du nord a en outre reçu un supplément de décoration qui manque aux deux autres. Quatre belles statues, traitées avec cette habileté de ciseau qui caractérise les artistes de la renaissance, et représentant David, Salomon, Daniel et Ézéchiël, occupent les voussoirs du portail. Plus haut, règne une suite d'arcades appliquées, dans l'intérieur desquelles sont placées quatre autres statues, plus petites que les premières, mais du même style qu'elles. Deux étages de contre-forts clochetonnés, et réunis par des arcs-boutants découpés en ogives flamboyantes, butent la nef et les bas-côtés. Enfin, un balcon à jour règne tout autour de l'église, à la hauteur du toit des chapelles, dont chacune est surmontée de son gable particulier : celles du chevet seules sont couvertes en terrasses.

L'intérieur de l'église est d'une exécution plus achevée que l'extérieur, et le vaisseau de la grande nef, par sa hauteur, par son élégance, par son extrême légèreté, rappelle Saint-Ouen de Rouen. Bien que le style flamboyant soit le seul qui figure dans les différentes parties de l'édifice, il est cependant facile de s'apercevoir que le chœur et la nef n'ont pas été bâtis d'un seul jet, et qu'un quart de siècle à peu près s'est écoulé entre la construction de l'un et la construction de l'autre. Dans le chœur, qui est la partie la plus ancienne, et que j'estime avoir été élevé de 1450 à 1480, les arcades ogivales qui donnent accès aux collatéraux reposent sur des faisceaux de colonnes rondes,

dont les chapiteaux très-étroits sont ornés d'une guirlande de feuilles de chardon. Sur la face antérieure des faisceaux sont groupées trois colonnes semblables, dont les fûts minces et élancés s'élèvent d'un jet jusqu'à la naissance de la voûte. Les proportions grêles de ces colonnes, le raccourci exagéré des chapiteaux, la sécheresse du ciseau dans la sculpture des ornements végétaux, décèlent clairement ces tendances funestes de l'art du quinzième siècle, qui devaient avoir pour dernière conséquence la mort de l'architecture gothique. Mais dans la nef, dont la construction ne doit pas être reculée au delà de 1500, l'altération des formes a fait un pas de plus. Ici les chapiteaux, les colonnes même ont disparu pour faire place à de simples nervures, dont les arêtes aiguës descendent, comme des fils de pierre, du sommet des arcades ou des hauteurs de la voûte jusqu'au niveau du sol. L'église est éclairée par de grandes fenêtres, dont les nombreux meneaux vont se perdre au sommet en une foule d'ornements contournés, d'une variété de formes infinie. Plusieurs d'entre elles sont ornées de jolies verrières du seizième siècle; la fenêtre du chevet, placée immédiatement au-dessus du maître-autel, et celle d'une chapelle du collatéral nord du chœur, sont les plus remarquables sous ce dernier rapport. A la base des fenêtres hautes règne, dans toute la longueur de l'édifice, une corniche étroite, ou plutôt un simple cordon de pierre, qui, en passant, soit sur les colonnettes du chœur, soit sur les nervures de la nef, les *pénètre*, suivant le procédé du style anglais. De plus, la partie inférieure des fenêtres du chœur et des transepts est murée et couverte par une application d'arcades trilobées, enfermées dans un encadrement rectangulaire, auxquelles la galerie simulée du chœur de Saint-André a servi de modèle. Les voûtes sont ogivales et séparées en travées par des arcs formés de moulures rondes extrêmement minces: dans chaque travée, les arêtes qui soutiennent le berceau dessinent une étoile à huit branches, dont les extrémités, se *pénétrant* réciproquement, viennent se réunir au centre sous une clef fleuronée.

Des retables précieux des seizième et dix-septième siècles ornent les autels de toutes les chapelles. Le plus remarquable de tous, et le seul que je citerai, est placé dans une chapelle du collatéral du nord. Il se compose de trois grandes statues, représentant la sainte Vierge entre sainte Catherine et sainte Barbe.

Les consoles qui supportent les personnages, les dais qui les recouvrent sont de véritables merveilles de sculpture. Dans le mur d'une chapelle voisine est encastré un grand bas-relief en pierre, dans les compartiments duquel sont représentés l'Adoration des mages, la Résurrection, l'Ascension et le Couronnement de la Vierge. Le dessin est médiocre, mais l'exécution est d'une admirable perfection. Je crois ce morceau du commencement du quinzième siècle (1).

L'église est bâtie au milieu d'un vaste enclos, qui a servi de cimetière jusqu'à l'époque de la révolution, et dans lequel on pénètre par deux portes du seizième siècle, d'une architecture pleine d'élégance. A quarante pas en avant du portail occidental, et dans l'axe même de l'église, s'élève, isolée de toutes parts, une haute tour quadrangulaire, du même temps et du même style que la nef, mais malheureusement aujourd'hui fort mutilée. Les fenêtres qui l'éclairent présentent cette disposition bizarre, qu'elles sont de forme carrée, et que la partie supérieure en est ornée de meneaux flamboyants. Cette forme plus singulière qu'heureusement imaginée, et dont je ne connais pas d'autre exemple en France, au moins dans des monuments religieux, est encore un emprunt fait à l'architecture anglaise. L'intérieur de la tour est occupé tout entier par une vaste chapelle, dont la voûte s'élève en immense entonnoir jusqu'au sommet de l'édifice. Un escalier tournant, pratiqué dans la muraille, conduit à un caveau profond, dont le lugubre contenu passe dans les *Guides du Voyageur* pour une des plus grandes curiosités de la ville. Le sol de ce caveau est aujourd'hui composé, à une profondeur de plusieurs mètres, d'ossements exhumés du cimetière, lors de sa suppression en 1793; puis, sur cette couche de débris humains, sont dressés côte à côte, le long des murailles, des squelettes dont l'état de conservation, dû à la nature particulière du sol de l'ancien cimetière, est vraiment extraordinaire. Le cicerone, qui fait les honneurs de ce musée de la mort, affirme imperturbablement que plusieurs des cadavres remontent au quatorzième et même au treizième siècle; et, pour appuyer ces dates hypothéti-

(1) Cette richesse d'ameublements anciens ne se retrouve pas seulement à Saint-Michel: elle est commune à toutes les églises de Bordeaux, dont le luxe contraste singulièrement avec la nudité de nos églises du Nord. A voir la quantité de sculptures et d'ornements de toute sorte qui les décorent, on comprend que la révolution n'a pas sévi à Bordeaux comme dans le reste de la France.

ques, il ne manque pas de raconter aux visiteurs une foule d'histoires dramatiques dont les morts de sa collection ont été les héros. Quoi qu'il en soit de ces récits légendaires, l'étude anatomique des cadavres a prouvé que le plus grand nombre remon-
 tait à une époque déjà reculée ; et bien des traditions, qui pas-
 sent encore pour authentiques, n'ont pas même en leur faveur le
 témoignage d'une aussi respectable autorité.

Saint-Éloi. — Saint-Éloi est une petite église à deux nefs et
 abside pentagonale, qui date, comme Saint-Michel, de la fin du
 quinzième siècle. Le portail présente cette singularité, remar-
 quable pour l'époque, qu'il est bâti en forme de carré long,
 comme le serait celui d'une église romane. Il se compose de trois
 portes ogivales, dont les arcs, amortis en accolade, sont bordés
 intérieurement de crêtes festonnées. Au-dessus de cette première
 ordonnance règne une galerie simulée, dont les arcades trilobées
 sont surmontées de triangles crochetés ; puis la façade se ter-
 mine brusquement par un amortissement horizontal. L'église
 était, dans l'origine, située sur le bord même des fossés de l'en-
 ceinte, et elle est encore aujourd'hui contiguë à l'une des plus
 jolies portes de l'ancienne ville.

Sainte-Eulalie. — Sainte-Eulalie est une basilique à trois nefs,
 de la fin du quinzième siècle, bien inférieure sous tous les rap-
 ports aux églises de la même époque qu'on rencontre à Bordeaux.
 La construction en est lourde, et l'ornementation fort pauvre. La
 seule chose digne d'être citée qu'elle renferme est un bas-relief
 d'un travail exquis, placé dans le tympan de la porte latérale du
 côté du nord.

Saint-Bruno. — Saint-Bruno, ancienne église de la Chartreuse,
 aujourd'hui chapelle du cimetière, a été bâtie par le cardinal de
 Sourdis, archevêque de Bordeaux, en 1630. La décoration du
 sanctuaire, composée de marbres de différentes couleurs et ornée
 au-dessus de l'entablement de grandes statues représentant les
 évangélistes et les principales vertus du christianisme, est un
 modèle de richesse et de bon goût. Ce magnifique travail a été
 exécuté en 1673.

Saint-Paul. — Petite église de la fin du dix-septième siècle,
 bâtie dans le style des chapelles de Jésuites, et qui n'a de remar-
 quable qu'une fort belle statue de saint François-Xavier, placée
 au centre du retable du maître-autel. Cette statue est l'œuvre de
 Coustou.

JULES MARION.

(La suite prochainement.)

EXAMENS

DE

L'ÉCOLE DES CHARTES.

Nous publions, suivant notre coutume, les pièces qui ont servi de texte aux examens de l'École des Chartes. Ces examens ont eu lieu au mois d'août dernier, dans la forme prescrite par la nouvelle ordonnance. Pour les épreuves orales, les élèves ont été interrogés par MM. les membres du conseil de perfectionnement, dans la salle des cours, ouverte au public ce jour-là comme à l'ordinaire. Les matières de l'examen oral étaient, pour les élèves de première année, la lecture et le commentaire paléographique d'une charte latine de 1238 (ci-après, n° 1), ainsi que d'une charte française de 1268 (n° 2); pour les élèves de seconde année, une série de questions sur la diplomatique, questions arrêtées à l'avance par le conseil de perfectionnement. En tenant les élèves enfermés dans une même salle, sans aucune communication avec le dehors, et en les faisant paraître l'un après l'autre devant le conseil, il a été possible d'adresser à chacun les mêmes questions, et de rendre ainsi les conditions de l'examen absolument égales pour tous.

Les épreuves écrites ont eu lieu, les élèves de chaque année étant réunis dans une salle à part, sous la surveillance de l'un de MM. les répétiteurs. Elles se sont faites au moyen de fac-simile de chartes qui ont été mis entre les mains de chacun des élèves. Ceux de première année avaient à transcrire, à traduire et à commenter au point de vue de la chronologie et de la philologie, 1° une charte latine de 1297 (ci-après, n° 3); 2° une charte romane de l'an 1151 (n° 4). Le travail des élèves de seconde année consistait à analyser, critiquer et expliquer dans tous ses détails un acte latin de l'an 1347 (n° 5).

Voici le texte de ces différentes pièces.

I.

Reconnaissance des droits de relief appartenant à l'archevêque de Reims sur la châtellenie de Mouson. 1238.

J. dei gratia Suessionensis episcopus, D. Sancti Remigii et
L. Sancti Dyonisii Remensis abbates, omnibus presentes litteras

inspecturis salutem in domino. Noverit universitas vestra quod dominus Nicholaus, castellanus de Mosomo, recognovit in presentia nostra, Remis, in camera reverendi patris et domini Remensis archiepiscopi, ad palacium suum, quod ipse debebat eidem archiepiscopo relevamen pro castellania de Mosomo, quam ab ipso tenet per manuburniam; et relevamen illud gagiavit in manu dicti archiepiscopi, et de eo fecit creantum ad plenum ipsi archiepiscopo coram nobis. Hec autem acta fuerunt in presentia nostra et plurium aliorum, anno Domini m°. cc°. tricesimo octavo, feria tertia post festum beati Barnabe apostoli.

II.

Amortissement d'une dime de vin accordé aux Templiers par le seigneur suzerain du concédant. 1268.

A touz cez qui verront cez presentes lestres, nos Raous li Boutelliers de Sanliz, chevaliers, et Margarite, sa famme, saluz en nostre Segnor. Nos fesuns a savoir que nos, de nostre volanté et à la requeste de Jehan de Seint-Port, chevalier, avons amorti et otroions à tenir à toujorz mes en mein morte au freres de la chevalerie dou Tample toute la dime dou vin que li devant dit frère ont et prennent à Seint-Port entre Seint-Acire et le terrouer que l'en apele Chieveroche; laquelle li devant dit Jehans tenoit jadis de nos en fié. Et prometons en bone foi, nos et nos heirs, que encontre cest amortissement par nos ne par autre ne vendrons dès ore en avant. Et en tesmoing de ceste chose, nous avons fet mestre noz propres sacaus en cez presentes lestres. L'an de l'incarnaciun nostre Segnor mil ij° lx. viij, ou mais de novembre.

III.

Aveu et dénombrement de fiefs dépendants de l'archevêché de Reims, et situés à Mouson et aux environs. 1297.

Universis presentes litteras inspecturis, magister Petrus de Luporum-viis, officialis curie domini Alberti de Lavau(na) Remensis archidiaconi, salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia propter hoc personaliter constitutus Johannes dictus *Li moines*, de Nevent, armiger, recognovit se recepisse

in feodo et hommagio ligio a reverendo in Christo patre ac domino, nostro domino P., dei gratia Remensi archiepiscopo, domum suam magnam cum pourprisio et appendiciis dicte domus; item viginti octo falcheyas prati; item triginta quinque journalia terre arabilis sita in territorio de Lestanne; item, apud Mossum, domum suam; item sex modios bladi in molendinis; item quinque falcheyas prati; promittens bona fide dicto domino Remensi archiepiscopo servire tanquam domino suo ligio. In cujus rei testimonium, sigillum curie predictae presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo, feria quarta post nativitatem beate Marie virginis.

IV.

Cession faite au prieuré de Ségur en Albigeois d'une dime qui était tenue de cette maison en franc fief. 1151.

In nomine domini nostri Ihesu Christi, anno ab incarnatione ejusdem M. C. L. I. Eu Daide Grimals e P. Grimals, nos esems, donam e solvem e guipem e desamparam a Deu et a S. Peire dal Segur, et a la maiso, et a P. lo prior, et als abitadors de la maiso ad aquels que aras i so ni per adenant i serau, tot lo dreg que nos avem ni aver devem el deme de Guavauzas, zo es asaber de meig moig de blat, iiij. sesters de froment et iiij. de mestura; los quals tenian del prior et de la maiso a feu franc. El priors receub nos per fraires el be faig de la maiso, e donet ne a nos per nom de caritat lxx. sol. de R(odez). S. Pontz Bertrañ. En Guillem de Granollet, En Guillem de la Vaiseira, e R. Sio-cart, e P. de Isartels lo capella.

V.

Transport fait au procureur d'un couvent de Louvain d'un cens assis sur une maison de cette ville. 1347.

Notum sit universis quod Elizabeth, relicta Walteri quondam, dicti Scaudeman, superportavit cum debita effestucatione usum fructum suum super quatuor libris decem et septem solidis cum tribus denariis annui census, monete quolibet termino solutionis communiter in Bursa currentis; quem quidem censum ipsa tenens

erat ad domum et curtem, cum suis pertinentiis, Henrici dicti de Wynghe, sitos in Scrinii strata, inter bona domini Henrici dicti de Betlemode, presbyteri, et Egidii scrinificis; ipsaque Elizabeth per juris ordinem inde exposita et penitus abjudicata, et Johanne dicto Peender, ejus genero, in hereditatem ipsius usus fructus modo debito imposito et inheredato, reportavit idem Johannes hanc eandem hereditatem predicti census in manus domini fundi, debito modo inde effestucando; ipsoque Johanne rite inde exposito et penitus abjudicato, impositus est jure hereditario Gosuwinus dictus Craye, per monitionem et licentiam domini fundi et sententiam scabinorum, nomine et ad opus conventus monasterii de Periculo Dominarum. Et hec omnia acta sunt de consensu et voluntate Yde, uxoris predicti Johannis; et si quid minus sufficienter in premissis ipsi Gosuwino factum esset, hoc semper ad suam monitionem predicti, videlicet Elizabeth de usufructu et Johannes de hereditate, perficere promiserunt, prout eidem Gosuwino ad opus predicti monasterii debito modo possit valere. Testes Henricus Abraen et Walterus Eucloeghe, scabini Lovanienses. Datum anno Domini mccc. quadragesimo septimo, die decima octava mensis junii.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

COLLECTION GÉNÉRALE DES DOCUMENTS FRANÇAIS QUI SE TROUVENT EN ANGLETERRE, *recueillis et publiés par Jules Delpit. Tom. 1^{er}. Paris, J.-B. Dumoulin, 1847, in-4^o de CCXLVIII et 352 pages.*

Le livre dont nous allons rendre compte devait, dans le principe, être publié par le gouvernement. L'auteur, déjà connu par la publication qu'il a faite (avec M. Martial Delpit) d'un document important sur l'histoire de la Guyenne, que l'Institut daigna couronner, avait été, à deux reprises, envoyé en Angleterre par M. le ministre de l'instruction publique, pour recueillir, dans les dépôts publics, les documents qui pouvaient intéresser l'histoire de France, compléter la collection rapportée de Londres par Bréquigny à la fin du dix-huitième siècle, et préparer ainsi les matériaux d'un recueil qui promettait à la science de vives lumières. Mais le travail préparé, le ministre en a, sous divers prétextes, ajourné la publication, et l'a soumise à des conditions que M. J. Delpit n'a point cru devoir accepter. Abandonné ainsi à ses propres forces, ce jeune explorateur a pensé que les intérêts de la science et ceux de sa réputation personnelle lui faisaient un devoir de mettre sous les yeux du public les résultats de ses deux voyages à Londres. Le volume qui vient de paraître justifie en tout point une pareille résolution.

Dans une introduction étendue et intéressante, M. Jules Delpit a donné des détails sur les missions historiques en Angleterre qui ont été confiées à des français avant Bréquigny, sur celle de Bréquigny lui-même (1761-1767), sur les missions de MM. Francisque Michel, Léon de Wailly, etc., et sur la sienne. A ces renseignements sont joints une description des archives de Guild-Hall, des notes et remarques sur Londres, ou plutôt une histoire municipale de cette ville écrite d'après les titres anciens, une description des archives du duché de Lancastre, de la bibliothèque des avocats de Londres, d'une partie des archives de l'échiquier (Chapter-House), et enfin des analyses ou résumés de tous les renseignements historiques que contient le volume. L'auteur, dans le cours de cette introduction, a été amené à examiner jusqu'à quel point il est vrai, comme on le répète depuis longtemps, que nos archives de France, celles de la couronne et celles des provinces, aient été enlevées par les Anglais, pendant leurs guerres sur le continent, et transportées dans les dépôts de leur pays. Cet enlèvement, suivant M. J. Delpit, n'est prouvé par aucun témoignage contemporain; on n'en trouve point de trace dans les dépôts de Londres, et ce n'est qu'un préjugé populaire, partagé longtemps par Bréquigny, et que la découverte faite à Londres par ce savant d'un grand nombre de documents relatifs à l'histoire de France, a accrédité sans lui donner la force d'un fait réel.

Quoi qu'il en soit, le travail de Bréquigny, entrepris pour retrouver à

Londres les archives de la France, a ouvert aux recherches historiques une voie nouvelle, et celui qui en est l'auteur a droit à toute la reconnaissance des érudits. Si ce travail n'a pas produit tous les fruits qu'on devait en attendre, si la collection de l'illustre académicien est encore en partie inédite et assez difficile à consulter, c'est qu'elle a été faite d'après une donnée trop étroite, et qu'elle n'a point été classée d'une manière satisfaisante. Dans la masse des documents qu'il avait découverts, et dont il pouvait prendre copie, Bréquigny a voulu faire un choix ; il a choisi au point de vue de la science de son époque, à son point de vue personnel, et il a négligé et laissé dans l'oubli des actes que la science moderne regarde comme les plus précieux. De plus, ses tentatives de classification n'ont abouti à aucun ordre méthodique et susceptible de rendre les recherches faciles. Le recueil commencé par M. Champollion-Figeac, sous le titre de : *Lettres des rois, et reines*, et qui fait partie de la collection de monuments inédits relatifs à l'histoire de France publiée par le gouvernement, n'est lui-même qu'un choix nouveau fait parmi les pièces rapportées d'Angleterre par Bréquigny. M. Delpit a procédé autrement : ayant sous les yeux une quantité considérable de documents qui intéressent, sous différents rapports, l'histoire de France, il ne s'est pas permis, eu égard à l'importance relative qu'ils paraissaient avoir, d'accepter les uns et de rejeter les autres ; il a copié indistinctement tout ce qu'il a rencontré, il a classé chronologiquement ses matériaux, il les a expliqués et commentés, et il les a liés par des tables de matières.

Le volume que nous analysons se compose de renseignements recueillis dans les archives de la mairie de Londres, du duché de Lancastre, de la bibliothèque des avocats, et d'une partie des archives de l'échiquier. Le plus ancien document qui y soit mentionné est une charte de Guillaume le Conquérant, datée de l'an 1066. Mais les actes ne commencent à être nombreux que depuis la seconde moitié du treizième siècle. Parmi eux, on remarque particulièrement : les fragments d'une correspondance écrite de Guyenne (vers 1325 ou 1326) à Hugues Despenser, dernier favori d'Édouard II, au sujet de l'état de la province, les dispositions des esprits, les mesures à prendre pour assurer la domination anglaise sur le continent ; — des lettres des rois d'Angleterre et de la commune de Londres ; des bulles papales concernant les guerres, les trêves, les traités de paix entre la Grande-Bretagne et la France ; une lettre d'Édouard III (28 juin 1340) ; une autre du même prince sur ses succès en France (3 août 1346) ; des actes qui se rapportent à la prise de Calais ; — le procès-verbal des hommages rendus au prince de Galles par les seigneurs et villes de l'Aquitaine, rédigé par Richard Filongleye (1363-1364) ; les comptes des revenus et dépenses des sénéchaussées de cette province (1363-1370) ; le compte de l'administration de l'Aquitaine, et principalement du monnayage (1362-1370), qui contiennent une statistique si intéressante de la noblesse et des localités aquitaines, et qui font connaître le système de comptabilité de l'époque ; la cor-

respondance de Henri V avec la ville de Londres, au sujet de ses expéditions en France, et dans laquelle il est question de la prise d'Harfleur, de Caen, de Louviers, de Pont-de-l'Arche, du siège de Rouen, de la prise de Pontoise; — une relation de l'entrée de Henri VI à Paris, et une autre de l'entrée du même prince à Londres; quelques lettres des principaux personnages du seizième siècle et des agents anglais sur ce qui se passait en France, etc. Les documents qui intéressent l'histoire particulière des provinces de France, et surtout ceux qui se rattachent aux relations commerciales de nos villes avec la commune de Londres occupent une grande place dans la collection de M. Delpit: Bordeaux, Bayonne, Amiens, Abbeville, le Crotoy, les villes de la Flandre, les gardiens des foires de Champagne, y figurent tour à tour dès la première moitié du treizième siècle.

Telle est en résumé la composition du livre de M. Jules Delpit. L'auteur, outre les pièces inédites qu'il publie, a donné une analyse succincte de celles qu'il a rencontrées dans les dépôts d'archives soumis à son examen, et qui avaient déjà été publiées ailleurs; il a indiqué les ouvrages où elles se trouvent imprimées. Son travail est terminé par une table chronologique et une table des matières. Quelque opinion qu'on adopte sur les idées émises par l'auteur dans sa laborieuse introduction, on lui doit la justice de proclamer qu'il a fait un livre intéressant et utile, dont la science pourra profiter. Pour notre part, nous exprimons le vœu que le volume qui vient de paraître ait une suite, et que M. Jules Delpit applique à la publication des archives anglaises, qu'il n'a point encore fait connaître, le soin et l'intelligence qui signalent ce volumineux travail.

F. B.

NOTICE SUR UN CACHET D'OCULISTE ROMAIN, par M. Ch. Dufour, administrateur du musée d'antiquités d'Amiens.— *Broch. in-8°. Amiens, 1847.*

En annonçant les mémoires contenus dans le volume récemment publié par la Société des antiquaires de France (voir le tome précédent, page 260), nous avons fait ressortir, autant que le permettait la sécheresse d'une énumération, l'importance d'un travail de M. Duchalais sur les cachets des anciens oculistes. Véritable traité sur la matière, avons-nous dit, ce mémoire éclaircit divers points restés jusqu'ici douteux; et, comme exemple, nous avons cru pouvoir alléguer la démonstration faite par M. Duchalais, que les noms gravés sur les cachets sont ceux des médecins inventeurs des collyres, et non ceux des débitants. Nous avons dit aussi qu'il avait augmenté de cinq pierres inédites (il fallait dire six) la catégorie de monuments analogues publiés jusqu'à ce jour. La notice que nous annonçons procède directement de ce mémoire; du moins elle en est une suite. L'auteur, faisant connaître une pièce nouvelle trouvée dans les fouilles de chemin de fer, à l'embarcadère d'Amiens, profite de l'occasion pour contester quelques-uns des points de la doctrine émise par M. Duchalais. Ainsi, celui-ci avait conjecturé que les cachets d'oculistes s'appliquaient non pas sur les collyres eux-mêmes, mais sur les vases destinés à les contenir. M. Dufour

soutient l'application immédiate sur les médicaments, parce qu'un certain nombre de passages des anciens médecins donnent à penser que les collyres se débitaient dans le commerce à l'état solide. Cette opinion a été déjà professée par M. Rever. Elle a un défaut : c'est de ne pouvoir s'accorder avec l'un des textes sur lesquels M. Rever l'appuie. Il s'agit d'un passage de Marcus qui dit qu'il faut sceller toutes les préparations médicinales, à mesure qu'on les prépare, pour que ni l'air ni la fraude ne les altèrent. Comment, en appliquant le cachet sur les pâtes pour les yeux, les aurait-on mises à l'abri de l'évent ou des falsifications ? M. Duchalais s'est certainement plus conformé aux données de ce texte, en supposant le cachet appliqué sur certains vases qui contenaient le collyre. Mais, dira-t-on, tout collyre ne se mettait pas en bouteille. Cela est vrai. Aussi M. Duchalais se serait-il mis à l'abri de toute objection, si, au lieu de s'arrêter à un cas particulier, il avait dit d'une manière générale : Les cachets d'oculistes servaient à marquer la cire qui scellait le papyrus, le linge, la boîte, le flacon dans lesquels on mettait le collyre pour qu'il ne s'altérât pas. Le cas signalé par lui d'une bouteille fabriquée avec la marque, ouvrirait une série particulière de monuments.

M. Dufour n'admet pas non plus que les noms propres gravés sur les cachets d'oculistes sont ceux des médecins. Si cela était, dit-il, pourquoi les quatre tranches des cachets reproduiraient-elles presque toujours le même nom ? Il nous semble à nous que cette circonstance milite en faveur de M. Duchalais, loin de nuire à sa conjecture, M. Dufour n'a pas remarqué que les spécifiques indiqués sur les tranches des cachets, à côté des noms propres, répondent aux quatre périodes de l'ophthalmie reconnues par les théoriciens de l'antiquité. Y a-t-il lieu de s'étonner que les oculistes, qui apparemment entreprenaient la guérison de tous les maux concernant leur partie, aient donné des formules de médicaments applicables aux cas les plus fréquents ? Cela d'ailleurs pouvait être une coutume, mais n'était pas une règle. Tel pouvait recommander son médicament pour un cas, et pour un autre renvoyer au médicament d'un confrère. Les pharmaciens de leur côté pouvaient, suivant la mode, ne tenir que des collyres d'un seul auteur pour toutes les maladies, ou bien en avoir d'oculistes différents pour les cas particuliers. Les monuments confirment cette hypothèse. Quelques-uns des cachets publiés offrent deux noms propres pour quatre remèdes. Cette exception est un nouvel argument pour M. Duchalais ; car si les noms propres sont ceux des débitants, il faudra donc admettre qu'un seul cachet a pu être fabriqué pour l'usage de deux apothicaires ? J. Q.

DISSERTATION SUR DE NOUVEAUX DOCUMENTS *trouvés dans les archives du département du Nord, concernant l'église de Brou depuis 1505 jusqu'en 1527, par J.-C. Dufay.*—Brochure in-8° de 74 pag. Bourg, 1847.

Nous avons rendu compte, il y a trois ans (1), d'un ouvrage important

(1) Tom. VI, pag. 82.

de M. Baux sur l'église de Brou. Ce savant, en compulsant les archives de Bourg, avait trouvé de quoi induire que le beau monument de Brou était l'ouvrage de l'architecte flamand Loys van Boghen : résultat, il est vrai, qui contrariait une pièce des archives de Lille, attestant que le plan de l'église aurait été donné par le Parisien Jean Perreal, et le modèle des tombeaux exécuté par Michel Colombe sur les croquis du même Perreal. Mais les documents de Bourg s'exprimaient pour Van Boghen d'une manière en apparence si formelle, que M. Baux avait pu réduire le rôle des deux autres à celui de simples concurrents, dont le travail serait resté à l'état de projet.

De nouvelles recherches, faites par M. Dufay aux archives du département du Nord, ont amené la découverte d'autres pièces qui prouvent décidément que la coopération des deux artistes français à l'église et aux tombeaux de Brou a été effective. C'est à la publication et à la mise en œuvre de ces documents qu'est consacré l'opuscule de M. Dufay. Peut-être l'auteur s'est-il montré un peu trop animé de l'esprit de réaction. Il a immolé Van Boghen là où il n'avait que le droit de lui retirer la conception première des beaux monuments exécutés par ses soins. Mais, tout en notant ce qu'une pareille conclusion a d'exagéré, c'est un devoir pour la critique de signaler les nouveaux éléments introduits dans la discussion par M. Dufay, et de se réjouir de ce que ses recherches tournent à l'honneur de notre art national.

Le point capital et incontestable établi par M. Dufay, c'est que Jean Perreal, non-seulement composa les dessins du couvent et de l'église de Brou en 1505, mais que, depuis 1505 jusqu'en 1512, il dirigea et mena à son entier achèvement la construction des bâtiments claustraux. Il commençait celle de l'église, lorsque, appelé au service du roi, il fut forcé de demander à l'archiduchesse son remplacement. C'est alors que Van Boghen fut mandé de Flandre, et il est prouvé que cet architecte, acceptant tout d'abord les plans de son devancier, se borna à reculer de quelques pieds le tracé déjà fait pour creuser les fondations. Quant aux autres modifications qu'il se permit par la suite, on doit juger qu'elles ne furent pas très-considérables, d'après ce fait que Marguerite d'Autriche était si éprise des dessins de Perreal, qu'elle ordonna, par une clause spéciale de son testament, de les suivre après sa mort, au cas où elle ne vivrait pas assez pour les faire exécuter elle-même.

A l'égard des tombeaux, les termes d'un marché passé en 1526 avec le sculpteur suisse Conrad Meyt, avaient fait croire à M. Baux que, les modèles fournis par Michel Colombe ayant été abandonnés, Van Boghen en avait fait d'autres à la place. Or M. Dufay produit une lettre de 1509 qui représente le mausolée de Philibert comme étant en voie d'exécution. Là-dessus, il va encore trop loin. Comme le marché de 1525 parle de travaux à faire aux sépultures, *selon le pourtrait pour ce fait par maître Loys Van Boghen*, il prétend que ces termes n'impliquent pas autre chose que

l'exécution graphique de l'œuvre collective de Perreal et de Colombe. Cette interprétation est trop restreinte, et nous nous permettrons d'en proposer une qui, nous l'espérons, mettra d'accord M. Baux et M. Dufay.

En lisant attentivement l'acte de 1526, on s'aperçoit qu'il n'y est question que de statuaire ; ainsi personne n'est en droit de soutenir, quant à présent, que les mausolées de Brou s'éloignent, pour l'ordonnance et la décoration, des modèles envoyés par le sculpteur français. Quant au *pour-trait* fait par Van Boghen, il n'y a pas moyen d'entendre, par cette expression, autre chose que des modèles en terre des figures à exécuter. Mais l'intervention d'un nouveau sculpteur, pour cette dernière partie de l'œuvre, n'était-elle pas indispensable ? Il fallait des figures à la grandeur de l'exécution, et Colombe, mort depuis quatorze ans, n'avait envoyé que des maquettes. Van Boghen fut chargé du travail. Pour l'honneur de l'artiste français, on pourra mettre en avant que son successeur ne fit que traduire en grand sa pensée. Cela est possible pour une partie des statues ; le contraire est prouvé pour une autre. En effet, le tombeau du duc Philibert, d'après l'idée de Colombe, devait offrir deux figures du prince, l'une *en plate forme*, l'autre *en élévation*, c'est-à-dire, l'une couchée dans l'état de la mort, l'autre à genoux et en prière. C'est la disposition de tous les beaux mausolées du commencement du seizième siècle. Van Boghen fit autrement ; à la statue agenouillée, il en substitua une couchée comme l'autre, mais représentant le duc dans son costume d'apparat. Pour être juste, il faudra donc maintenir à la fois sur les mausolées de Brou les noms de Perreal, de Colombe et de Van Boghen. J. Q.

NOTICE SUR L'ANCIENNE VILLE DE CRÈVECŒUR, ses dépendances et l'abbaye de Vaucelles, par M. A. Bruyelle. — Brochure in-8°. Cambrai, 1847.

Monographie sur un petit coin de la vallée de l'Escaut, où se sont passés de très-grands événements ; car, outre que les plus grandes probabilités se réunissent pour qu'on fixe là l'emplacement de la terrible bataille où César défit les Nerviens, la ferme de Vinchy, près de laquelle la monarchie des Mérovingiens perdit son dernier prestige, se voit encore au pied de la montagne de Crèvecœur. L'abbaye cistercienne de Vaucelles, dont saint Bernard posa la première pierre, n'est pas moins féconde en souvenirs. Les mémoires de la Société d'émulation de Cambrai contenaient déjà, sur ces localités, des recherches auxquelles M. Bruyelle n'a eu que peu de chose à ajouter. Il ne donne d'inédit que deux actes modernes sur l'hôpital de Crèvecœur. Cependant ses descriptions topographiques faites *de visu* ne sont pas sans utilité, et les archéologues pourront recourir à une ancienne vue cavalière de l'abbaye de Vaucelles, qui accompagne l'ouvrage.

NOTICE SUR LA CATHÉDRALE DE METZ, par le comte de Coetlosquet. Brochure in-8°, chez de Péronne, à Metz.

Résumé clair et succinct des ouvrages les plus considérables qui ont été composés sur la célèbre église de Metz. Il est accompagné d'une vue du monument prise du côté de la Moselle.

COLLECTION DES DOCUMENTS INÉDITS RELATIFS A L'HISTOIRE DE FRANCE, publiée par les ordres du Roi et par les soins de M. le Ministre de l'instruction publique. — Imprimerie royale; in-4°.

Dans le courant de l'année 1840, nous avons donné quelques renseignements à nos lecteurs sur cette belle et précieuse collection; nous leur avons fait connaître ce qui en avait paru jusqu'alors (1). Nous n'avons pas oublié la promesse que nous leur avons donnée en même temps de continuer à les entretenir des progrès de cette publication, si importante pour l'histoire de notre pays. Une occasion bien naturelle de le faire maintenant nous est fournie par le rapport qui a été présenté cette année au Roi sur ce sujet par M. de Salvandy (2). Malheureusement pour nous, le nombre et l'étendue des volumes qui composent cette collection sont si grands, que les analyser dépasse le pouvoir de notre recueil, et qu'il faut nous contenter de faire seulement l'énumération des ouvrages nouveaux qui sont venus l'accroître depuis notre dernier article.

M. Mignet a augmenté les *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV* de deux volumes (T. III et IV), qui contiennent les négociations suivies par le grand roi pour la dissolution de l'alliance formée contre la France par la Hollande, l'Angleterre et la Suède; l'histoire de l'invasion de la Hollande; de la chute et de la mort des deux frères Jean et Corneille de Witt, et de la guerre qui fut terminée par la paix de Nimègue (1668-1678). — M. le lieutenant-général Pelet a continué le recueil des *Mémoires relatifs à la succession d'Espagne*, qui présente le côté militaire de la grande lutte dont on trouve le côté diplomatique dans le travail de M. Mignet. Les tomes IV, V et VI ont paru, et sont consacrés aux campagnes de Flandre, d'Italie et d'Allemagne, de 1704 à 1706. — M. Fr. Michel a publié le troisième et dernier volume de la *Chronique des ducs de Normandie*; il y a joint un poème anglo-normand de Jordan Fantosme sur les démêlés des Anglais avec les Écossais au douzième siècle. — Les *Archives administratives et législatives de la ville de Reims*, recueil important qui a pour objet de faire connaître, par les pièces originales, les institutions municipales qui régirent pendant tout le cours du moyen âge l'une de nos cités

(1) Voy. le 1^{er} vol. de la *Bibliothèque*, p. 315.

(2) Ce rapport, daté du 15 avril 1847, a été publié dans le journal *le Moniteur* du 26 juin suivant. La *Collection des documents* avait déjà été l'objet de trois rapports présentés au roi par les ministres de l'instruction publique; ces rapports sont datés du 27 novembre 1834, 2 décembre 1835, et janvier 1839.

les plus importantes, se composent déjà de six volumes; l'éditeur, M. Varin, s'occupe de l'impression des deux derniers. — La *Chronique du religieux anonyme de Saint-Denis*, contenant le règne de Charles VI, publiée en latin pour la première fois et traduite par L. Bellaguet, est arrivée à son cinquième et avant-dernier volume. — Les *Olim*, registres des arrêts du parlement de Paris, de 1254 à 1273, publiés par M. Beugnot, contiennent trois volumes; le quatrième sera prochainement terminé; le cinquième sera mis sous presse en 1848. — *Négociations, lettres et pièces diverses relatives au règne de François II*, tirées du portefeuille de Sébastien de l'Aubespine, évêque de Limoges, et publiées par M. Louis Paris. — M. Michelet a publié le premier volume du *Procès des Templiers*; ce volume renferme l'interrogatoire que le grand-maître et deux cent trente et un chevaliers ou frères servants subirent à Paris. — *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*; les papiers de ce ministre célèbre forment quatre-vingt-deux volumes in-folio que l'on conserve à la bibliothèque de la ville de Besançon; une commission dirigée par M. Weiss a choisi et annoté ce qui s'y trouvait de plus digne de voir le jour, et le résultat de son travail forme déjà six volumes; la collection entière en aura douze. Les documents dont elle se compose touchent l'histoire de presque tout le seizième siècle; ils fournissent des détails précieux sur la rivalité de la France et de l'Autriche; la réforme religieuse et ses progrès en Allemagne, en France et en Suisse; le divorce de Henri VIII, le mariage de sa fille Marie avec Philippe II, la conquête du Portugal, l'insurrection des Pays-Bas, les guerres de la Ligue, et, en premier lieu, sur tous les secrets du cabinet espagnol pendant cette grande époque où son influence était toute-puissante. — M. Champollion-Figeac (jusqu'à présent avec la collaboration de MM. Claude et Quicherat) a publié un ouvrage qui, sous le titre de *Mélanges historiques*, renferme : 1° un choix de notices et de rapports adressés au ministère par ses correspondants pour les travaux historiques; 2° une suite de documents inédits provenant de la Bibliothèque royale et des Archives ou des bibliothèques des départements, qui par leur peu d'étendue ne sont pas susceptibles de former une publication séparée. Deux volumes de ce recueil ont déjà paru. — M. B. Guérard a ouvert la grande collection des *Cartulaires de France*, qui a été confiée à ses soins, par la publication de deux monuments importants : le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Père de Chartres* et celui de *l'abbaye de Saint-Bertin*. Paraîtront ensuite les cartulaires de *Notre-Dame de Paris*, de *Saint-Victor de Marseille* et de *Saint-Hugues de Grenoble*. — *Procès-verbaux des États généraux de 1593*, publiés par M. Auguste Bernard. — *Recueil des lettres missives de Henri IV*, publié par M. Berger de Xivrey; trois volumes de cet ouvrage ont paru. — *Les quatre livres des Rois*, en français du douzième siècle, publiés d'après un manuscrit du temps par M. Le Roux de Lincy. L'éditeur a joint à ce texte précieux un *fragment de moralités sur Job* et un choix des *sermons de S. Bernard*, qui présentent réunis dans le même volume les trois morceaux de prose française les plus

anciens qu'on connaisse. — *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les trente premières années du seizième siècle*. Ces documents, publiés par M. Leglay, sont extraits, pour la plupart, du riche dépôt des archives de Flandre à Lille; ils sont intéressants pour l'histoire de la ligue de Cambrai, celle de la sainte ligue organisée contre Louis XII, l'élection de Charles-Quint, les affaires de la Suisse, la bataille de Pavie, la captivité de François I^{er}. — *Documents relatifs à la captivité de François I^{er}*, publiés par M. Aimé Champollion; ce recueil sert de complément à celui qui précède.

Les autres ouvrages de la collection dont on attend le plus prochainement l'apparition sont les suivants : *Correspondance des ambassadeurs de France dans le Levant, de 1530 à 1640*; publiée par M. Charrière. — *Monuments de l'histoire du tiers état* (1^o Amiens, 2 vol.), publiés par M. Augustin Thierry. — *Le livre de justice et de plet*, publié par M. Rappetti. — *Chroniques d'Angleterre de Jean de Waurin* (quinzième siècle), publiées par mademoiselle Dupont. — *Documents relatifs à l'histoire des sciences en France*, publiés par M. Libri. — *Chronique rimée de Martin de Cotignies*, relative au règne de Charles VI, publiée par M. Yanoski. — *Documents concernant l'histoire de l'administration publique sous Louis XIV*, publiés par M. Depping.

La collection qui enrichit le domaine historique de si vastes résultats, embrasse également un autre ordre de travaux, ceux qui regardent l'histoire des arts et des monuments de la France. Le comité des arts et monuments s'est proposé dès l'origine d'étudier tous les monuments qui ont existé ou qui existent encore sur le sol de la France, et d'en donner des notices descriptives avec des plans et dessins. De là, trois sortes de travaux : des statistiques pour tous les monuments sans exception; des monographies pour les monuments les plus importants, et des instructions imprimées, accompagnées de gravures, adressées par le comité à ses correspondants des départements pour les diriger dans leurs recherches, et qui forment des ouvrages fort utiles pour tout le monde. Cet ensemble de vues a produit jusqu'à présent les travaux suivants : *Monuments des arrondissements de Nancy et de Toul*, par M. Grille de Beuzelin. — *Statistique monumentale de Paris*, par M. Albert Lenoir (arrivée à la 19^e liv.; contient déjà 150 planches). — *La Cathédrale de Noyon*, par M. L. Vitet, avec planches par M. Ramée. — *La Cathédrale de Chartres*, par M. Didron, avec planches par MM. Lassus et Am. Duval (jusqu'à présent 3 liv., 24 pl.). — *Iconographie chrétienne*, instructions sur les représentations religieuses sculptées ou peintes; texte par M. Didron, planches par M. P. Durand. — *Fresques (du onzième siècle) de l'église de Saint-Savin* (département de la Vienne), publiées par M. Mérimée, planches par M. Gérard-Séguin (jusqu'à présent 3 liv.). — *Instructions du comité sur les monuments gaulois, grecs, romains, de la France; sur les monuments meubles de l'époque antique; sur les styles d'architecture latin, byzantin, roman, gothi-*

que; enfin sur la musique. Ces instructions sont rédigées par MM. Alb. Lenoir, Aug. Leprevost, Mérimée, Ch. Lenormant et Bottée de Toulmont.

CHRONIQUE.

Septembre-Octobre 1847.

Notre confrère M. Vallet de Viriville, qui a exercé les fonctions d'archiviste du département de l'Aube, nous communique la note suivante que tout le monde approuvera :

Le conseil général du département de l'Aube, dans la session de 1846, avait alloué une somme de 70,000 francs pour la construction d'un bâtiment spécial destiné à recevoir ses riches et importantes archives. Nous avons annoncé ce fait à nos lecteurs avec une satisfaction qu'ont sans doute partagée tous ceux qui s'intéressent à la conservation de nos titres publics. Nous apprenons que, cette année, le conseil, revenant sur sa récente décision, et guidé par des motifs d'une économie peut-être trop sévère, a, malgré les efforts du préfet, M. Barthélemy, résolu par un vote que cette construction n'aurait pas lieu, et qu'une partie de cette collection de documents serait enlevée des combles de la préfecture, dont la solidité est compromise par le poids qu'elle supporte, pour être déposée au rez-de-chaussée du même bâtiment. Or, indépendamment des inconvénients de cette scission, il est constant, pour quiconque connaît l'état des lieux, que cette décision, si elle était exécutée, ne pourrait manquer d'être funeste à la portion du dépôt à laquelle elle s'applique. La préfecture de l'Aube, en effet, est construite sur un fonds tellement humide, que les caves de l'hôtel sont périodiquement inondées, et que la conservation des titres à l'étage inférieur est réellement impossible. Nous faisons des vœux pour que M. le ministre de l'intérieur, animé d'une sollicitude si éclairée pour cette branche des services qui relèvent de son autorité, refuse sa sanction à cette mesure désastreuse, et ramène le conseil du département de l'Aube dans la voie salutaire que ce conseil lui-même avait précédemment suivie.

— M. Cl. Dareste est nommé professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Grenoble.

— Un de nos lecteurs, du comté de Sussex, en Angleterre, nous fait espérer le catalogue des manuscrits de M. Libri, qui ont été transportés dans ce pays et dont l'acquéreur est lord Ashburnham. Nous serons heureux de pouvoir fournir aux savants français quelques renseignements sur le contenu de cette précieuse collection, dont l'accès ne leur a pas été ouvert.

NOTICE

SUR

JEAN BOUTILLIER,

AUTEUR DE LA SOMME RURALE.

I.

BIOGRAPHIE DE BOUTILLIER.

La France, depuis la conquête franque jusqu'à la rédaction du Code civil, a eu cinq grandes époques juridiques : l'ère des lois barbares, celle des capitulaires, celle des jurisconsultes du moyen âge, la grande rédaction des coutumes, et enfin la promulgation des ordonnances et des codes de Henri II, de Louis XIV et Louis XV, qui établissent la transition entre la multiplicité des usages locaux et la grande unité de nos codes.

Après que sur ces fondements épars se fut élevé l'imposant édifice des lois de la nouvelle France, on crut un instant que la nation pouvait impunément oublier son passé juridique, et qu'il suffisait pour les besoins de la société de commenter et de discuter la lettre des codes. Mais bientôt il fut facile de voir que la science du droit allait s'abîmer et se perdre dans la logomachie et le fétichisme des arrêts. La jurisprudence s'arrêta sur la pente qui l'entraînait, et la science des lois rajeunit parmi nous, retrempée à deux sources généreuses, l'histoire et l'économie politique, la science du passé et celle de l'avenir.

Ce mouvement d'idées explique l'accueil empressé fait, dans ces derniers temps, à tous les travaux qui ont eu pour but de remettre en lumière les monuments de ce passé législatif, si riche en enseignements de toutes sortes.

Déjà plusieurs parties des vieilles annales du droit français ont été explorées avec éclat ou bonheur. Les publications de M. Pardessus, le père de la jeune école qui a restauré en France l'étude des origines; celles de MM. Beugnot et Victor Foucher, les recherches de M. Guérard, les travaux de M. Laferrière et de M. Giraud ont jeté un grand jour sur la législation des Francs et de l'époque féodale. La même pensée a présidé aux éditions des coutumes, entreprises par MM. Marnier et Bouthors, aux ingénieuses dissertations de MM. Klimrath, Laboulaye et Tailliar. Quelque temps encore, et l'érudition aura mis à nu tous les monuments oubliés de cet ancien droit, dont la connaissance intime a fait la gloire de Merlin et a si bien servi le génie des Troplong et des Dupin.

Dès à présent, on peut considérer comme complets les matériaux de l'histoire du droit français sous les deux premières races. Les coutumiers du treizième siècle sont également connus. A peine reste-t-il à grouper autour des monuments principaux quelques textes secondaires.

Il m'a semblé qu'il était temps d'appeler sur les juriscultes du quatorzième siècle l'attention des savants, jusqu'ici concentrée sur les établissements de saint Louis et les œuvres qui les ont préparés ou en sont dérivées.

Le quatorzième siècle est un des plus remarquables dans l'histoire de nos institutions. Il s'ouvre par la lutte de la royauté et de la papauté, qui sécularise le pouvoir, et par la première convocation du tiers aux états généraux, qui constitue le peuple comme puissance politique. Les démêlés des Valois avec l'Angleterre assurent l'individualité de la France; la charte d'affranchissement de Louis le Hutin proclame l'imprescriptible droit de l'homme à la liberté civile. La monarchie se superpose à la féodalité et commence à l'absorber. C'est un temps de grands désastres et de grandes idées: Crécy, Poitiers, la Jacquerie d'un côté; de l'autre, l'organisation définitive du Parlement, la célèbre ordonnance de réformation des états de 1355. Temps de douleur et d'épreuve, où se dégagent du chaos tous les éléments de la France actuelle, la royauté qui *sort de page*, la justice

qui s'assoit, la nationalité qui se fixe, le peuple qui rentre dans ses droits.

La jurisprudence ne pouvait demeurer étrangère à cette sourde mais puissante révolution sociale. Quand commençait l'anéantissement de la féodalité, quand le pouvoir temporel s'émancipait, quand la couronne se transformait, quand le tiers état, né de la veille, dominait par-dessus nobles et clercs, dans le royaume en feu ; quand tout enfin tendait à se régulariser, il fallait bien qu'elle aussi, miroir de son temps, reflétât ces grands changements, et que, comme toutes les institutions, elle se fixât, en se faisant monarchique, séculière et bourgeoise. C'est ce qui arriva.

La place des barons législateurs est tout à coup prise par les gens de robe, classe nouvelle, roturière par les pieds, monarchique par la tête, instinctivement jalouse de l'Église comme de la noblesse, par-dessus tout adoratrice fervente de la royauté.

Les grands codes de la féodalité souveraine, les Assises de Jérusalem, les lois anglo-normandes, le Livre des fiefs, avaient été inspirés par trois rois, trois chefs de la chevalerie, Guillaume le Conquérant, roi d'Angleterre, Godefroy de Bouillon, roi de Jérusalem, Frédéric II, empereur d'Allemagne.

Dans les lois du treizième siècle, on retrouve encore la main de noble, la main de roi : Louis IX et ses Établissements ; Alphonse le Sage et son corps de lois. Après Philippe le Bel, il n'y a plus de codes royaux ; des commentaires seulement où l'on discute pratique et chicane : plus de princes législateurs ; des baillis, des procureurs rassemblant leurs souvenirs de greffe : l'Ancien style du Parlement, le Coutumier de France, la Pratique de Masuer, les Décisions de Jean Desmares, la Somme rurale de Boutillier.

Nous avons cru qu'une analyse de ce dernier ouvrage, autrefois le manuel obligé du juge, aujourd'hui tombé dans l'oubli, pouvait ne point être sans utilité. Cette œuvre si modeste n'est rien moins dans sa forme concise que le recueil le plus complet des usages du moyen âge, le code, si l'on peut donner ce nom ambitieux aux écrits d'un jurisconsulte du quatorzième siècle, le plus sensé de notre vieux droit laïque.

La *Somme rurale* est donc, à ce titre, pour le jurisconsulte, un précieux sujet d'études ; pour l'historien, c'est quelque

chose de plus. Des livres du même temps, il n'en est guère où se voie aussi clairement ce parti pris des jurisconsultes du quatorzième siècle, d'assimiler de gré ou de force les institutions barbares et celles de Rome, la coutume et le Digeste, la raison écrite et le droit haineux : alliance monstrueuse dans laquelle l'élément nouveau devait inévitablement étouffer l'élément ancien.

A cette étude, la biographie de Boutillier doit naturellement servir de préface. L'histoire de sa vie n'a point encore été écrite d'une manière complète (1), et pour l'esquisser, en dehors de la *Somme rurale* elle-même, nous n'avons trouvé que de bien rares documents. Mais, tel que le temps nous l'a laissé, peut-être le portrait de l'homme servira-t-il à mieux faire comprendre la pensée de l'œuvre.

Jean Boutillier naquit dans la seconde moitié du quatorzième siècle.

Son nom se trouve écrit, dans les auteurs qui ont parlé de lui, de différentes façons : *Bouthillier*, *Boutiller*, *Le Bouteillier*, *Boteiller*, et dans les éditions flamandes *Botelgier*, *Botelger*. Cette incertitude se conçoit facilement, lorsqu'il s'agit d'une époque où l'orthographe des noms propres était si mal fixée, que, dans les monuments authentiques émanés de la main de Boutillier lui-même, son nom est écrit à chaque fois d'une manière différente. Dans une articulation de défenses par écrit, reproduite dans la *Somme rurale*, il prend le nom de *Jean*

(1) Valère André (*Biblioth. Belgic.*, p. 464, Lovan. 1623, in-8°); Foppens, qui a refondu en 1739 le livre de Dessel; La Croix du Maine (*Bibl. Franç.*, p. 210); du Verdier (*Bibl. Franç.*, p. 658 et 463, éd. de Rigoley de Juvigny); Naudé (*Add. à l'hist. de Louis XI*, p. 85); du Cange (*Prolog. Gloss. Lat.*, p. 177); Simon (*Bib. des Aut. de Droit*, t. I, p. 61); Pacquot (*Mém. pour servir à l'hist. litt. des dix-sept provinces des Pays-Bas*, t. IV, Louvain, 1764, p. 45), ont donné moins des biographies que des notes sur la vie de Boutillier, en général fort incomplètes et fort inexactes. L'article qui lui a été consacré dans la *Biographie universelle* n'a pas plus de valeur.

Le premier biographe qui ait accordé une large place dans son livre à l'auteur de la *Somme rurale* est Prosper Marchand (*Dictionn. hist.*, La Haye, 1758, t. I, p. 144). Mais sa notice, assez bien faite d'ailleurs pour avoir mérité les éloges de M. Dupin (*Biblioth. de Dr., notices bibliog.*), est plutôt bibliographique que biographique.

Boutillier n'a donc eu jusqu'à ce jour de véritables biographes que M. Paulin Paris (*Manusc. franç. de la Bibl. du Roi*, t. II, p. 187 s.) et M. Dinaux (*Trouvères de la Flandre et du Tournesis*, p. 287 s.). Ce dernier surtout nous a fourni d'excellents documents : son article sur Jean Boutillier est fort curieux et éclairé par une saine critique.

Boutiller ; dans une charte de 1372, celui de *Boutellier* ; il signe des documents de l'an 1383 et de 1390, *Jean Bouteillier*, et enfin, dans son testament et sur son sceau, il s'appelle *Jean Boutillier*, orthographe à laquelle nous croyons devoir nous arrêter.

Même incertitude sur le lieu où il prit naissance. Les uns le disent originaire de Tournay, les autres de Mortagne, petite ville du Hainaut français, entre Saint-Amand-les-Eaux et Tournay. Les citations multipliées de Saint-Amand, de Lille, de Mortagne surtout et de Tournay, que renferme la *Somme rurale*; la mention que Boutillier y fait à chaque instant des faits qui se sont passés sous ses yeux à Tournay et à Mortagne, ne permettent pas de douter qu'il n'ait dû le jour à l'humble village ou à la ville voisine, si française alors de cœur et de langage. Mais il n'est pas impossible d'arriver à une donnée plus précise. L'ordonnance de 1356, ravivant les prescriptions de l'édit de 1291, avait interdit aux baillis, sénéchaux et vicomtes, d'être juges dans les pays où ils étaient nés. Il est donc difficile de supposer que, par une exception sans motifs à cette règle, rappelée par Boutillier lui-même (1), il eût pu exercer à Mortagne les fonctions de bailli, s'il avait été natif de cette juridiction. D'autre part, que de probabilités se réunissent pour le faire regarder comme originaire de la ville de Tournay, où se passa la plus grande partie de sa vie, où il obtint la charge de conseiller pensionnaire de la ville, où nous le verrons figurer parmi les bourgeois dans un des jours mémorables de la cité d'où est daté son testament, où enfin, par sa dernière volonté, il voulut être enterré à côté de sa fille ! Il faudrait moins de preuves pour placer à Tournay le berceau du jurisconsulte dont nous écrivons l'histoire, et un faux amour-propre national pourrait seul s'obstiner, en présence de ces faits, à le chercher de ce côté de la frontière.

Nous ne savons rien de précis sur la famille de l'auteur de la *Somme rurale*. Des biographes ont pensé qu'il était de race noble. Ils appuient cette opinion sur un passage de son testament, où il parle, aussi fièrement qu'un homme d'armes, *de l'artillerie et du harnas de défense qui est en sa porte au Ploich, de toutes*

(1) Item, ne doit nul homme, en la jurisdiction dont il est natif, estre juge. (*Somme rur.*, liv. II, fol. 182.)

ses armes et de xx. livres parisis qu'il laisse à Jacques, son fils, pour *un cheval, comme à noble homme doit appartenir*. On est même allé jusqu'à supposer qu'il pouvait être un des descendants de Colars Le Bouthillier, trouvère artésien du treizième siècle, qui portait pour armes un écu de gueules à trois flacons à double ventre d'or. L'analogie de ces armes parlantes avec celles de Boutillier autorise en effet, jusqu'à un certain point, cet ingénieux rapprochement. Les armes du jurisculte sont gravées sur son sceau, placé au bas d'un procès-verbal passé devant lui à Tournay, en février 1390, et qui se trouve à la Bibliothèque royale de Paris. Ce sceau, bien conservé, porte quatre bouteilles au large ventre, séparées par un sautoir, au cimier d'un sauvage armé de la massue. C'est, on le voit, à quelques différences près, l'écu aux flacons pansus du poète artésien (1).

Malgré ces inductions assez plausibles, j'ai quelque peine à croire à la prétendue noblesse de Boutillier, si l'on attache à ce mot l'idée de distinction de race que nous sommes habitués à regarder comme en étant inséparable.

Je pense que le legs de Boutillier à son fils n'a pas toute la portée qu'on lui a attribuée, et la donation faite à Jacques par son père, du destrier et de la cuirasse, n'emporte pas plus nécessairement à mes yeux la preuve de chevalerie que les mots de *noble homme*, expressions pompeuses qu'il ne faut pas toujours prendre à la lettre.

Je suis disposé à croire que par là il n'entendait que cette distinction personnelle, cette espèce d'*ingénuité* qu'avaient su s'attribuer les clercs et les légistes, et dont l'institution des *chevaliers ès lois* est la vive expression.

Le droit de porter l'armure de fer et de combattre à cheval était le privilège de la bourgeoisie comme de la noblesse. Moins exclusive peut-être en sa toute-puissance qu'aux jours de sa décadence, la féodalité n'avait pas encore privé les hommes des bonnes villes de ce droit de port d'armes, qui constituait une espèce de noblesse secondaire. On vit même plus d'une fois, dans le cours du moyen âge, le pouvoir féodal, plus préoccupé du soin de sa domination que des puérilités vaniteuses qui

(1) Paulin Paris, *Manusc. fr.*, tome 2, p. 190. — Arth. Dinaux, *Trouv. de la Flandre et du Tournesis*, art. *Jehan Boutiller*, p. 287.

consolèrent sa décadence, conférer à des populations entières, à des villes, à des corporations en masse, ce titre de *nobles*, dont l'aristocratie devint si jalouse lorsqu'elle eut perdu l'autorité réelle. Les bourgeois de Tournay, au quatorzième siècle, jouissaient de cet honneur. Charles VI, par sa lettre du 29 août 1404, en conférant à ses bonnes gens de Tournay la garde de son corps, *en champs*, à *ost*, leur impute cette charge à *noblesse*, et l'exemption de tailles, accordée le 23 décembre 1434 aux Tournésiens, à *raison de leur noblesse*, montre assez que la lettre de 1404 n'était point une pure flatterie du roi envers ses sujets.

Que Boutillier, bourgeois de Tournay, ait pris avec soin sa part des lettres de noblesse octroyées à toute une ville; qu'il revendique comme savant, comme juriste, ces honneurs de la chevalerie affectés par les décrétales à la connaissance des lois, rien de plus aisé à concevoir (1). *Fait d'avocacerie*, au quatorzième siècle, est tenu pour chevalerie : l'avocat porte d'or comme le chevalier. Qu'est-ce du juge, du bailli, bien plus que l'avocat, obligés *de combattre pour le droit de science et de justice*? Qu'est-ce surtout du conseiller du roi, titre que porte l'auteur de la *Somme rurale* au temps de la confection de son testament?

Mais du noble homme, qui doit ce titre au métier de juge ou d'avocat, au noble héréditaire; du chevalier ès lois au chevalier à l'éperon d'or, il y a loin, et la distance, Boutillier lui-même nous apprend qu'il ne l'a pas franchie. Un chapitre curieux de son livre, sur lequel nous reviendrons tout à l'heure, contient un mémoire, adressé par lui aux hommes de fief de Mortagne, dans une cause où il plaidait, comme bailli de cette chàtellenie, contre le sire du Locron. Au début de cette pièce, le bailli, avec une précision qui nous paraît trancher la question de sa prétendue noblesse, avec l'exactitude rigoureuse de la procédure, établit les qualités respectives des parties. Son adversaire, le noble, le chevalier, c'est *noble homme monseigneur de Locron*, *noble homme monsieur Alard*, *seigneur du Locron*, *chevalier*, le fils de feu *monseigneur Jean du Locron*. Boutillier, lui, l'homme de robe, l'officier royal, c'est tout simplement *l'honorable et sage Jean Bouteillier*, *baillif de la chastellenie et terre*

(1) *Somme rurale*, liv. II, tit. 2.

de Mortagne. Certes, il est difficile de mieux marquer la différence du juge, à demi anobli par ses fonctions, au noble de race, du bourgeois au seigneur, du véritable noble homme au bailli qui partage, avec les bons hommes des communautés rurales, le titre modeste d'*honorable homme et sage*.

En sorte que je serais fort porté à croire que les familles rustiques du nom de *Bouteiller*, *Bouthillier*, qui de nos jours peuplent les villages de Mortagne, Nivelles et lieux avoisinants, peuvent, à bien plus juste titre que la noble famille du trouvère artésien, réclamer l'honneur d'appartenir à notre jurisconsulte.

Et cette conclusion me plaît, je l'avoue. J'avais peine à croire que le sang des barons de Baudouin, des croisés de Godefroy, coulât dans les veines de ce juge, si studieux amateur du droit coutumier et du droit romain, si amoureux de formules, d'arrêts et de procédures; que l'*home rural*, qui modestement se cachait sous ce nom en commençant son livre, s'excusant *si rurales*ment l'avait mis et sommé selon son petit sentiment, fût un des rudes compagnons de du Guesclin et de Clisson. A la fin du quatorzième siècle, lorsque la noblesse désertait la chaise curule illustrée par Jean d'Ibelin et Philippe de Navarre, je comprendrais mal un baron se vantant d'être *enclin à la noble pratique et patrocination de stille de court laye*, et sa place naturelle me semble parmi ces légistes, plus fiers de leur roture que les chevaliers de leur épée, les Desmares, les Canart, les Lefèvre, les Jouvenel, sentinelles avancées de la royauté dans sa lutte contre la noblesse.

Si je me suis étendu sur ce point, c'est d'abord que je vois à regret cette tendance renaissante de nos jours à augmenter le prestige de la noblesse. Elle a bien assez de ses gloires sans dépouiller de ses ancêtres notre gloire roturière. C'est aussi qu'il m'a paru nécessaire de rendre à Boutillier sa véritable physionomie, pour bien concevoir l'influence exclusive qu'il donne dans son livre au droit civil et à la pratique, la brièveté jalouse avec laquelle il traite les matières purement féodales, le silence absolu sous lequel il passe le droit canonique. Par ses développements, par ses lacunes plus significatives encore peut-être, le livre révèle l'homme. Partout, j'y retrouve le bourgeois de Tournay, hostile aux clercs, envieux de la noblesse, souple envers le monarque : nulle part, il n'y a place pour cette figure de convention de Boutillier, noble seigneur, homme de cheval et d'épée.

Nous n'avons aucuns renseignements sur la jeunesse de notre jurisconsulte jusqu'en 1370.

Le droit romain avait fait la base de ses études et excité dans son esprit, comme chez tous les doctes de son époque, un enthousiasme profond. Les plaidoiries et les sentences, émanées de Boutillier, portent aussi la vive empreinte de cette logique péripatéticienne qui fut la passion des contemporains de Gerson, d'Oresme et de Pierre d'Ailly. Les coutumes du nord de la France, du Vermandois, du Tournesis, du Hainaut et de la Flandre lui étaient familières. Mais, jusqu'au moment où il prit part aux fonctions publiques, les applications de la jurisprudence tinrent peu de place dans ses préoccupations. Parmi les nombreux arrêts qu'il cite dans son livre de la *Somme rurale*, douze à peine portent une date antérieure à l'an 1370; tandis que dans les années qui suivent nous voyons l'exact compilateur annoter, pour ainsi dire jour par jour, toutes les décisions rendues sur les appels des justiciables du ressort de Vermandois. Une différence assez singulière, et qui peut mettre sur la voie des premières études juridiques de Boutillier, distingue ces citations d'arrêts : ceux de la première moitié du quatorzième siècle sont accompagnés d'une brève annotation latine, tirée des Recueils du parlement, ou de quelque ancien arrêteste, premier maître de l'auteur de la *Somme*, ce qu'on ne retrouve pas dans les décisions postérieures à 1370, recueillies de première main par Boutillier.

C'est donc à l'an 1370 qu'on peut rapporter l'entrée aux affaires de Jean Boutillier. Originaire du Tournesis, il ne s'éloigna jamais de son pays, et exerça successivement à Tournay et à Mortagne les diverses charges dont il fut revêtu. Depuis l'année 1187, époque à laquelle elle s'était, par acclamation, donnée à Philippe-Auguste, la ville de Tournay était toujours restée fidèle et dévouée à la France. Flamands, Hainuyers, Anglais, Ferrand, Édouard, Arteveldt, tour à tour étaient venus échouer au pied des murs de l'héroïque cité. Contre tous, elle avait maintenu la bannière des *Lys*(1). Les rois appelaient Tournay leur *Chambre royale*, et ses enfants étaient leurs gardes du corps nés. Le Tournesis avait suivi le sort de sa métropole. Mortagne, qui, à ce titre, ne pouvait échapper à la couronne de France, en

(1) On sait que le parti de la France s'appelait à Tournay les *Liliards*, Liliardi.

relevait encore plus immédiatement par suite d'autres événements. En 1313, Baudouin de Landas, dernier seigneur particulier de la terre et de l'écroëte de Mortagne, les vendit à Philippe le Bel, dont les descendants conservèrent précieusement ce poste avancé de leur domination.

Mais le régime de cette petite ville et celui de Tournay n'étaient pas les mêmes. Tournay, cité libre, se gouvernant elle-même, avait tout ce qui constitue un État organisé : magistrature élective, armée municipale, fortifications entretenues par les habitants, impôts levés par les magistrats populaires, justice rendue par eux. Le tribunal des prévôt-jurés jugeait en premier ressort, et ne reconnaissait d'autre intermédiaire entre le parlement et lui que le grand bailliage de Vermandois, l'un des quatre grands bailliages royaux établis en 1264 par saint Louis.

Mortagne, au contraire, dont le roi était seigneur féodal en même temps que souverain, avait un châtelain institué par le monarque, qui faisait rendre la justice par un bailli assisté des hommes de loi. Les appels de ce tribunal inférieur étaient également portés au bailli de Saint-Quentin, et du bailli au parlement de Paris.

Le Tournesis enfin, considéré comme seigneurie distincte, avait, comme Mortagne, son petit bailli royal, dont la juridiction, suivant une ordonnance expresse de Philippe-Auguste, rendue l'an 1215, ne pouvait, sous aucun prétexte, s'étendre sur Tournay.

Dans cet état de morcellement, il n'existait pour toutes ces juridictions inférieures qu'un chef commun, le bailli de Vermandois, à la fortune duquel Jean Boutillier résolut d'attacher la sienne. La connaissance profonde du droit qu'il possédait devait le faire distinguer : il fut bientôt nommé lieutenant du bailli de Vermandois en la souveraineté de Tournesis. Les charges de lieutenants, à la fin du quatorzième siècle, commençaient à prendre la haute importance qu'elles conservèrent par la suite. Quoique des édits publiés coup sur coup, en 1302, 1318, 1351, fissent défense aux baillis et sénéchaux d'avoir des lieutenants permanents à moins de congé spécial du roi, la force des choses, plus puissante que les lois, obligeait les baillis à abandonner successivement à ces délégués un démembrement d'une autorité trop étendue, et à les établir dans les villes autres que celles de leur résidence. Le temps approchait où les lieutenants, supplan-

tant les baillis, rendraient seuls la justice, ne laissant plus à ces derniers que le prestige d'un vain titre et l'honneur de s'entendre appeler *seigneurs et maîtres* par leurs substituts.

Le lieutenant du grand bailli en Tournesis résidait à Maire, dans le faubourg de Tournay, où il tenait sa cour. Il jouissait dans toute leur étendue des prérogatives du bailli de Vermandois, et exerçait en cette qualité autorité sur le bailli inférieur de Tournesis.

Dans cette position, Boutillier, juge royal, se trouvait en contact, d'une part, avec la justice municipale des jurés bourgeois; de l'autre, avec la juridiction ecclésiastique du chapitre de Tournay. Entre les baillis royaux et les juges de la bourgeoisie tournésienne les rivalités étaient fréquentes, et, de la part des hommes du roi, les tentatives d'empiétement continuelles. Mais il ne paraît pas que Boutillier s'y soit jamais trouvé mêlé. Il fut moins prudent avec le clergé; et, en 1372, le premier monument qui nous révèle son nom nous le montre engagé dans un de ces conflits par lesquels le pouvoir judiciaire harcelait et battait en brèche l'autorité temporelle de l'Église.

Un assassinat venait d'être commis dans le cimetière de l'église de Froyennes, village voisin de Tournay. Olivier Bosquet y avait été mis à mort par Hanekin Fremin et une bande de malfaiteurs. Le délit était encore flagrant, le cadavre à peine refroidi et gisant dans son sang, lorsque Jean de Ronchin, sergent du roi, accourut, s'empara du meurtrier et le conduisit dans la prison du bailliage de Tournesis, au faubourg de Maire.

C'était un double attentat aux droits du clergé. Hanekin Fremin était clerc, et, de plus, l'église de Froyennes, dans l'âtre de laquelle le crime avait été commis, était un des membres de l'église Notre-Dame de Tournay, et relevait de sa juridiction. Aussi, le chapitre intervint, et, sans faire valoir le privilège de clergie violé dans la personne de l'homicide, il requit la réintégration du prisonnier sous la main ecclésiastique, et réclama la connaissance exclusive de l'affaire.

La protestation était adressée à Boutillier, représentant du bailli de Vermandois. Trop habile pour nier brutalement des droits fondés sur les bulles des papes et les ordonnances des rois de France, mais trop plein de l'esprit des gens de robe pour céder sans combat, Boutillier recourut à l'une de ces pétitions de principes, avec lesquelles les baillis royaux s'habituèrent in-

sensiblement à confisquer tour à tour justices seigneuriales et justices ecclésiastiques. Il commence par reconnaître que le cimetière et l'âtre de Froyennes sont de la juridiction de Notre-Dame de Tournay. Mais, aussitôt, échappant par un brusque détour aux conséquences des prémisses qu'il vient de poser, le digne juge fait savoir au chapitre que, par cela même que le lieu du crime ressortit de la cathédrale de Tournay, il est sous la protection et sauvegarde spéciales du roi, et que, par vertu de cette sauvegarde, la connaissance en doit appartenir à monsieur le bailli de Vermandois ou à son lieutenant, *comme au plus proche juge royal et ordinaire du lieu*. Partant de là, il fait défenses expresses au bailli de Tournesis de délivrer le prisonnier qu'à ce ne soit présent et appelé le procureur substitut du roi, et pareille inhibition au bailli seigneurial de Froyennes, Jean de Havé, de se dégarnir des deniers appartenant à l'un des meurtriers, qui avaient été saisis par ce magistrat.

L'étrange paralogisme de Boutillier déconcerta le chapitre sans le convaincre. Mais, pendant qu'il cherchait une bonne raison à opposer aux échappatoires du madré lieutenant, l'évêque de Tournay intervient, et envoie Pierre de Douay notifier au juge royal les lettres de monition par lesquelles l'official dit être informé qu'Hanekin Fremin est clerc, réclame la délivrance du prisonnier en ses mains, et fait commandement au bailli et à son lieutenant de n'attenter à ses biens ni à sa personne.

La partie était trop forte pour que Boutillier songeât à lutter. Il consentit à remettre le prisonnier. Mais, en cédant, fidèle à la tactique de la magistrature royale, qui, dans ces escarmouches journalières avec les suppôts de l'Église, n'abandonnait le terrain qu'en emportant une part du butin, il stipula que bonne justice serait faite du meurtrier, et se réserva de dire et proposer tout ce qui appartiendrait, pour qu'il ne pût jouir du bénéfice de clergie.

Sous la réserve de ces protestations, la remise du prisonnier eut lieu en effet, et Boutillier en était réduit à souhaiter, sans trop y compter, l'occasion d'une revanche contre l'évêque, lorsque le chapitre vint la lui fournir de lui-même. Les chanoines de Notre-Dame n'avaient pas vu sans colère l'official se jeter entre le roi et eux pour enlever le prix du combat. Ils renouvelèrent leurs doléances, et cette fois Boutillier n'eut garde de les éconduire. Trop heureux de faire pièce à l'évêque en se ca-

chant derrière messeigneurs du chapitre, il donne à ceux-ci jour à comparoir en la cour du roi, à Maire, au 11 avril 1372.

Au jour indiqué, on informe, on délibère, on recueille les avis de plusieurs sages du conseil du roi et des notables de la cité, en présence des bailli et procureur du chapitre de Notre-Dame. Sentence est rendue au profit de ces derniers : Le bailli de Froyennes donne mainlevée des deniers saisis, et le coupable, retiré des prisons de l'official, est rétabli en la main de Jacques Paillon, lieutenant du bailli de Tournesis, en la garde duquel le chapitre avait déclaré mettre Hanekin Fremin *comme par prison empruntée* (1).

La ténacité cauteleuse dont Boutillier avait fait preuve dans cette vive agression contre le clergé tournaisien, n'avait été couronnée que d'un demi-succès : mais, onze années plus tard, il fut largement vengé par un événement qui, en apportant une sensible modification dans la juridiction du bailliage de Saint-Quentin, consumma la dépendance judiciaire du chapitre.

Le 20 juin 1383, le roi Charles VI, *pour la paix et proufit de la ville de Tournay et des habitans d'icelle*, détacha du bailliage de Vermandois les bailliages inférieurs de Tournay, Tournesis, Mortagne et Saint-Amand, qu'il réunit dans les mains d'un bailli royal, investi des mêmes attributions que le bailli royal de Vermandois. Les causes du chapitre de Tournay, des terres de Mortagne et de Saint-Amand, les appels des prévôt-jurés de Tournay, sauf la juridiction domaniale, sont attribués par cet acte au nouveau bailliage, qui ne relève que du souverain parlement de Paris. Le bailli de Tournay et Tournesis devait tenir son siège en la halle de Tournay.

Pour ce nouvel ordre de choses il fallait de nouveaux agents. Messire Tristan du Bos, chevalier, conseiller du roi, seigneur de Famechon et Raincheval, et qui, à deux reprises différen-

(1) Le texte de cette sentence fut invoqué en 1706 devant le parlement de Tournay par le chapitre de cette ville, et une copie authentique en fut plus tard faite par le notaire royal, P. Hayoit. Cette copie est extraite du *Rec. des Placards* qui a appartenu à M. Derasse. (Herscap, t. II, p. 471-476). M. Overlandt de Bauwelaere, dans son *Essai chronolog. sur l'hist. de Tournay* (t. XIV, p. 45, et XV, p. 77), cite des fragments d'une autre expédition de la même sentence, qui se trouvait alors dans le *Rec. des Placards du Bailliage*, app. à M. Delwart (vol. 1^{er}, p. 87, 88 et 89), et qui renferme quelques variantes. Mais on ne sait plus à Tournay ce qu'est devenu ce Recueil. Voyez le texte de la sentence à la fin de cet article, pièce n° 1.

tes (1374 et 1376), avait été bailli de Vermandois, fut le premier gouverneur des bailliages réunis de Tournay, Tournesis, Mortagne et Saint-Amand, et des soixante-quinze terres à clocher qui composaient son ressort. Il choisit sire Jean de Collemer, conseiller du roi, pour son lieutenant général. Quant à Boutillier, qui dans cette nouvelle organisation se trouve remplacé par Jean de Collener, nous le voyons figurer parmi les bourgeois de Tournay, signataires de l'ordonnance rendue le 4 août 1383 par Tristan du Bos, concernant le style et les usages du bailliage de Tournesis, ordonnance rendue de l'avis de plusieurs nobles, praticiens, magistrats et notables bourgeois. Sa signature est la quinzième : il prend les titres de *Jean Boutillier, conseiller de la ville de Tournay et bailli de Mortagne* (1).

Notons, en passant, que la place à laquelle figure dans cette pièce la signature de Boutillier, au milieu des noms roturiers des bourgeois de Tournay, est un argument de plus à l'appui de l'opinion que nous avons soutenue contre la prétendue noblesse de son extraction.

C'était à la faveur de cette révolution judiciaire qu'il avait obtenu les doubles fonctions dont nous le voyons revêtu. L'ordonnance qui, deux mois auparavant, avait institué le bailliage royal de Tournesis, chassait de Tournay le conseiller et pensionnaire de la ville, Gobert le Carlier, coupable d'avoir secondé de ses vœux secrets les projets démocratiques de Jean Van Arteveldt. Boutillier lui succéda, et sa nomination fut sans doute le prix du dévouement avec lequel il avait combattu le parti hostile à la France. C'était une place éminente dans les villes municipales de l'Artois et des Flandres que celle de conseiller pensionnaire. A côté des jurés ou des échevins des grandes villes, espèces de jurés civils, décidant avec les lumières de la raison les procès soumis à leur tribunal, se trouvaient dans chaque magistrat des officiers nommés à vie et pensionnés par les corps de villes, rapporteurs-nés de toutes les affaires litigieuses, et chargés d'en faire les extraits et rapports ; c'était à ces fonctionnaires qu'on donnait le nom de conseillers-pensionnaires. Quoiqu'ils n'eussent que voix consultative, leur opinion, fondée en droit sur la connaissance des lois, donnait une haute autorité

(1) *Essai chronolog. sur l'hist. de Tournay*, par M. Overland de Bauwelaere, t. 13, p. 164.

à leur parole, et à certains égards ils remplissaient vis-à-vis des juges bourgeois le même rôle que les juges des assises en Angleterre vis-à-vis des jurés.

Quant à la nature des fonctions de Boutillier comme bailli de Mortagne, il s'est chargé de nous les faire connaître. Il a placé quelque part dans son livre, *par manière de formulaire*, des lettres de constitution de bailli, spéciales aux provinces du Nord, comme le prouve la *conjure de loi* dont il y est parlé, et que sans trop de témérité nous pouvons supposer être celles qui lui furent conférées par le roi Charles VI, seigneur de Mortagne, ou par le gouverneur pour le roi. C'est ainsi qu'il a inséré dans le corps de son ouvrage des modèles de commissions à faire ajourner garants, commissions de simple saisine, lettres de réception de prisonnier et autres, dressées au nom de Tristan du Bos ou émanées du bailliage de Mortagne, et auxquelles il ne manque que son nom pour être envisagées, à coup sûr, comme son œuvre. Les lettres de constitutions de bailli sont un document digne d'être rapporté en entier : si elles ne sont pas la commission même délivrée à Boutillier, tout au moins sont-elles le meilleur document à consulter pour définir ses pouvoirs.

Lettres de constitution de baillif par manière de formulaire.

A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, telz salut.

Savoir faisons que Nous, acertenez et confians au plain des sens, loyauté et bonne diligence de notre bien aymé tel, icelluy avons fait commis et establi, et, par la teneur de ces presentes, com-mettons et établissons nostre Baillif et Garde de justice, seigneuries, appendances et appartenances, que Nous avons en nostre ville, terre, chastellenie et seigneurie de tel lieu, aux drois, gaiges, prouffitz et emolumens acoustumez et qui y appartiennent, tant quil nous plaira et de par Nous luy avons donné, et par ces presentes donnons et concedons plain pouvoir et mandement especial de faire garder, exercer et maintenir par Nous et en lieu de Nous ledit office de Baillif et tout ce que à bon Baillif peut et doit competer et appartenir ; de faire, tenir et garder noz plays pour Nous et au lieu de Nous, de se-mondre et conjurer de loy noz juges et hommes jugeans en nostre court, et leurs jugemens exercer et accomplir, et de requerir retour et renvoy de court de toutes les causes, querelles et besoignes à cause dudit office appartenant, et à noz subgeetz dudit lieu toutes et quantes fois que le cas si offrira, et generalmente d'autant faire pour Nous et au

lieu de Nous ou cas dessus dit, comment se present y estions, et que faire, dire, requerre et poursuivre pourrions.

Si donnons en mandement à tous noz hommes, officiers et subgetz de ladicte terre et lieu que à nostre Baillif, ses Lieutenans, commis et deputez obeysent et entendent diligemment, audit office faisant, gardant et exerçant sans difficulté ou faulte aulcune.

Prions instamment et requérons en aide de droit, se mestier est, à tous autres justiciers et officiers ou à leurs Lieutenans, commis, deputez et subgetz, ensemble ou a chescun deux, en droit soy, se besoing est, que a nostre dict Baillif, ses commis et deputez oudit office, vueillent et leur plaise donner conseil, confort, ayde et prison, se mestier est et requis en sont.

Mandons en oultre à nostre receveur oudit lieu, qui est à present et pour le temps advenir, que a nostre dit Baillif paye et delivre, sans refus ou contredit les gaiges à ce ordinaires, aux termes et jours assignez et acoustumez : et tout ce que au dit Baillif sera pour ce payé et délivré, par reportant quittance dudit Baillif avecques ces presentes, ou *vidimus* d'icelle sus seel autentique, nous voulons estre alloué et valloir en ses comptes, sans contredit aulcun.

En tesmoing, etc. (1).

Boutillier nous apprend ailleurs qu'au chastel de Mortagne il y avait, au temps où il exerçait les fonctions de bailli, cour, plaids et jours de plaids préfix, tenus publiquement et gardés de quinze en quinze jours, et que de cette cour relevaient plusieurs et *grand foison* de nobles tenements, fiefs et pairies (2).

La châtellenie de Mortagne avait longtemps appartenu au sénéchal de Hainaut. A sa mort, elle passa à son fils, messire Jacquemes de Verchin le jeune, qui en fut dépouillé en 1380. Cette année, le 17 septembre, le duc d'Anjou, régent de France, en récompense des services rendus au feu roi Charles V par Enguerand VII, sire de Coucy, comte de Soissons, grand bouteiller de France, lui octroya « le chastel, ville et chastellenie de Mortagne sur l'Escaut, avec tous les fiez, arriere-fiez, juridictions, « etc...; à les tenir et posseder, et à en joyr et user par nostre « dict cousin, tant comme il vivra, par ses gens, officiers, commis « et deputez, ainsi et par la forme et maniere que les tint en sa « vie et tenoit feu le seneschal de Haynau, quand il alla de vie à

(1) *Somme rurale*, liv. I^{er}, fol. 19, v^o.

(2) *Ibid.*, liv. I^{er}, fol. 31.

« trespassement (1). » Enguerrand VII conserva ce gouvernement jusqu'à sa mort, arrivée en 1396, à la bataille de Nicopolis ; c'est donc au nom de ce seigneur que Boutillier rendait la justice à Mortagne.

Un seul souvenir authentique subsiste de la manière dont Jean Boutillier remplit ses fonctions de bailli. Il est relatif à une contestation entre l'auteur de la *Somme*, plaissant en qualité de bailli devant les hommes de la cour du chastel de Mortagne, pour haut et puissant seigneur monseigneur de Coucy, comte de Soissons, seigneur et garde de par le roi du chastel, châtellenie, justice et seigneurie de Mortagne, d'une part, et de l'autre, noble homme monseigneur Alard, chevalier, seigneur du Locron, terre voisine de Mortagne et en relevant.

Le seigneur du Locron possédait dans son domaine un droit de justice, dont la nature forme le sujet du litige qu'il soutenait contre son suzerain, le seigneur de Mortagne.

Suivant ce dernier, il ne devait jouir que de la justice foncière, qui ne comprend, dit Boutillier, *cognoissance fors des advestz et desavestz des terres tenues de ladicte terre du Locron, et de luy faire payer ou ses hostes tenans de rente fonssiere comme à usage de fonssiere rente peult appartenir.*

Bien autres étaient les prétentions du chevalier : il réclamait toute seigneurie foncière et viscontière, pleine et entière connaissance dans sa terre, par lui et ses ayants-cause et commis, bailli, mayeur et officiers, de toutes plaintes, quints, dons, peines et autres services de justice. En vertu de ce droit contesté, il s'était avisé de faire vendre ou subhaster la maison d'un certain Colart Pottier pour la somme de trente livres, et en avait investi l'acheteur, comme s'il eût eu haute justice : le tout, quoique la main de monseigneur de Coucy, comme main souveraine, fût assise sur les biens dudit Colart Pottier, et malgré les mandements réitérés du bailli de Mortagne. Ce n'était pas le seul grief du suzerain : il reprochait encore à son vassal de tenir cour, recevoir contrats, marchés ou dettes non payées, en faire *dévaler* jugement et faire exploitation de justice. Enfin, *persévérant de mal en pis, abusant et accumulant inconvenient et abuz l'ung sur l'autre par ledit monseigneur Alard dit du Locron*, il avait reçu

(1) Hist. généalog. des maisons de Guines, d'Ardres, de Gand et de Coucy, par André Duchesne, p. 416. — Chron. de Froissart, t. 2, fol. 38.

plainte sur les deniers provenant de la vente de l'héritage de Colart Pottier, à la requête d'un nommé Jehan Souverain, lequel, *pis est*, n'était son couchant ni son levant aucunement.

Pour tant d'audace, pour un pareil empiétement sur l'autorité de son droiturier seigneur, ce n'était pas trop, suivant le bailli de Mortagne, de la confiscation de la justice et seigneurie du sire de Locron, ou au moins de sa condamnation à soixante livres d'amende.

Le chevalier se défendit énergiquement. Après avoir épuisé tous les moyens de droit et de fait, il finit par faire appel aux sentiments d'indépendance de ses pairs. Il rappela que le seigneur de Mortagne, malgré la couronne royale qui ceignait son front, ne pouvait supprimer ni diminuer les droits de ses féodaux et tenants noblement. Il nous a, disait-il, promis et juré bonne garde et d'être bon seigneur, et de nous tenir droit : pour quoi, pas plus que ses prédécesseurs, il ne doit troubler le droit de ses hommes. En vain invoque-t-il contre ses vassaux les privilèges inhérents à la royauté : seigneur de Mortagne, sa seigneurie n'est point du domaine de son royaume ; ce n'est qu'une terre acquise et achetée par les rois, ses ancêtres, que Dieu absolve ! Il n'a que les droits qu'ils ont acquis, et, si l'on ne peut prescrire contre son domaine royal, il ne s'ensuit pas que contre ses acquêts possession ne se puisse acquérir.

Mais le sire du Locron avait affaire à un adversaire qui ne faisait pas si bon marché de la prérogative royale. Boutillier nous a conservé ses *Responsifs*, et ce curieux morceau vaut la peine d'être analysé avec quelque détail. C'est un précieux et rare échantillon de cet esprit légiste du quatorzième siècle, confondant les maximes du droit romain et du droit féodal pour mieux étouffer celui-ci ; subtil, tortueux, âpre tour à tour, enserrant son ennemi, la vieille féodalité, dans les replis de son argumentation scolastique, l'écrasant sous les dictons de droit mêlés aux arguments de la logique d'Aristote.

En fait, aux diverses allégations du sieur du Locron, le bailli de Mortagne se contente de répondre *au nom que dessus, que, sauve la grace du proposant, le contraire est vérité*.

En droit, il soutient qu'en admettant que son adversaire ait avec la terre du Locron hérité de la justice et seigneurie foncières, « par le droit dont le mort saisit le vif, » il n'a jamais pu acquérir autre justice.

En effet, premier argument : Contre le roi notre sire, qui est seigneur souverain de la terre de Mortagne, dont la terre du Locron descend, *ne se peut nul saisir ne possession acquérir qui luy vaille*, si ce n'est par la grâce et du su et consentement du roi prouvé par lettres patentes et expresses. Cette imprescriptibilité du domaine royal est de l'essence du pouvoir souverain, suprême *conditeur de la loy et coustume*.

De plus, « labeure droit escript pour ledit baillif. » Si l'on consulte les lois romaines, on voit que la possession n'est un moyen d'acquérir qu'entre voisins et au profit de celui qui a juste titre et est habile à acquérir. Or le sire du Locron est *sujet* et non *voisin* du seigneur de Mortagne ; il ne peut donc prescrire contre celui dont il n'est ni ne peut être le voisin. Il n'a pas juste titre, puisqu'il ne montre pas de consentement spécial du seigneur. Il est certain que la terre du Locron descend de la justice et seigneurie de Mortagne sur l'Escaut, comme *la mineur* descend de *la majeur*. Or *la mineur ne peut comprendre la majeur*. La terre du Locron ne peut donc avoir acquis possession ou saisine contre et au préjudice de *sa majeur*.

Enfin la possession, s'il l'avait eue, serait clandestine, précaire, insuffisante à fonder prescription, et la simple saisine dont il se vante ne prouve qu'une chose : c'est qu'il confesse par là n'avoir aucun droit de propriété.

Tels sont en quelques mots les arguments présentés par Boutillier. Quel en fut le succès ? Nous l'ignorons. Mais il y a fort à penser que tant de raisons entassées, de textes tronqués ou créés pour le besoin de la cause, que cette exaltation de la puissance royale, furent plus heureux devant les hommes de fief de Mortagne que les prétentions du jurisconsulte ne l'avaient été lors de son conflit avec le chapitre de Tournay (1).

Ce procès contre Alard du Locron avait été la grande affaire de Boutillier, dans l'exercice de ses fonctions de bailli, à en juger par les développements qu'elle prend dans son livre ; c'est du moins la seule qui ait laissé trace.

Quelques années plus tard, il cessa d'être bailli de Mortagne pour redevenir lieutenant du grand bailli de Tournay. Le cabinet généalogique de la Bibliothèque royale possède deux procès-verbaux juridiques datés de l'an 1390, reçus par Jean Bouteillier ;

(1) *Somme rurale*, liv. 1^{er}, fol. 30, 31, 32, 35, 36.

« conseiller du roy nostre sire, lieutenant de Mons, le bailly
« de Tournay, Tournesis, Mortaigne, Saint-Amand et des ap-
« partenances (1). » Il prend, en 1394, la même qualité dans
une commission délivrée le 20 juin, que cite J. Lancelot dans
son *factum* pour la dame d'Escaubecque.

On s'explique facilement ce retour de Boutillier au poste de
lieutenant du grand bailli. Il dut être la conséquence de la trans-
lation du siège du bailliage de Tournesis de Tournay à Mortagne,
arrivée en 1389. Cette année, Charles VI, cédant aux prières de
ses féaux sujets de Tournay, résolut de les délivrer des vexations
dont les accablait le nouveau bailliage depuis son érection. Il lui
enleva l'appel des jugements des prévôt-jurés, auxquels il rendit
le recours direct en parlement, et le relégua à Mortagne, avec
défense de plus inquiéter les bourgeois de Tournay. Dès lors,
toute l'importance locale du bailli de Mortagne était absorbée
par le pouvoir supérieur qui venait fixer son siège dans la
modeste bourgade. Boutillier dut s'empresser de quitter un
rôle sans dignité et sans puissance, et il n'eut sans doute pas de
peine à rentrer dans une charge où son prédécesseur s'était
rendu l'objet de la malveillance publique. Lorsque, en vertu des
lettres patentes données par le roi à Paris, en septembre 1390,
le bailliage de Tournesis fut ramené de Mortagne à Maire, les
habitants de Tournay durent accueillir avec joie, dans le nouveau
lieutenant de Tournesis, leur ancien conseiller-pensionnaire.

Depuis cette époque, il ne quitta plus sa ville natale. Il y
avait retrouvé tout ce qui attache à la vie : ses *grands et féables*
amis, Jean Despery et Alard Tiebegos, d'une vieille famille
bourgeoise dont le nom revient souvent dans les chroniques
tournésiennes, le toit sous lequel avaient été élevés les deux
enfants qui lui restaient, Jacques et Belotte, et jusqu'au tom-
beau de sa fille Peronne, qui lui avait été enlevée avant le temps.

Sa modeste fortune suffisait amplement aux besoins d'une
époque où le luxe n'était pas encore descendu des hautes régions
de la société dans les classes moyennes, pour y porter l'âcre envie
et les soucis futiles.

Outre la maison que, comme tout bon bourgeois de Tournay,
il devait posséder dans cette ville, et qui, aux termes des cons-
titutions royales, ne pouvait être d'un revenu inférieur à la

(1) Pièces n. II et III, ci-dessous.

somme de soixante sous parisis, c'est-à-dire, environ cent vingt francs de notre monnaie, il était encore propriétaire à Froidmont, village du Tournesis, situé entre Mortagne et Tournay, d'une cense et d'un moulin, sur lesquels il avait affecté à sa fille par son testament une rente annuelle en nature de cent dix rasières de blé.

Le prix de la rasière de blé, qui est aujourd'hui en moyenne de onze francs environ, était évalué à la fin du quatorzième siècle, suivant la *Somme rurale*, à cinq sous six deniers (1). En estimant d'après cette base l'importance du legs des cent dix rasières de blé et de la rente en espèces de soixante-six livres tournois, laissés par Boutillier à sa fille, on arrive à un chiffre de quatre mille francs environ de notre monnaie, qui représente approximativement le revenu annuel de Belotte. En la doublant, nous avons à peu de chose près la mesure de la fortune totale de Boutillier.

Au sein de cette médiocrité dorée qui fut le rêve des sages de tous les temps, à l'ombre du foyer domestique, sans préoccupation du dehors, polissant lentement le livre qui a sauvé sa mémoire de l'oubli, Boutillier laissa doucement couler dans l'étude et l'obscurité les longs jours qui lui furent comptés.

Depuis 1394, son nom ne reparait plus que deux fois : le 16 septembre 1402, date à laquelle il fit son testament, sur lequel nous reviendrons tout à l'heure, et le 25 janvier 1419, à l'occasion des noces de messire Étienne l'Hermite, seigneur de la Faye, et de dame Catherine de la Croix, qu'il célébra par un épithalame en vers alexandrins, que le héraut d'armes Bourgogne nous a conservé dans sa généalogie de la maison de l'Hermite avec la signature de J. de Bouteiller, seigneur de Froymont.

Ce morceau de poésie en vingt-quatre couplets, qui nous est parvenu successivement retouché et arrangé par Bourgogne et le père d'Oultreman, n'est certes pas dicté par le dieu des vers. C'est de la poésie de jurisconsulte et de généalogiste, enfourchant, au lieu du classique Pégase, la mule parlementaire, et se promenant à petits pas sur sa lourde monture à travers les champs de l'histoire et de la fable. Chemin faisant, le chanteur devise des croisades, de l'inspiré Pierre l'Hermite, du redouté prévôt de Charles V, Tristan l'Hermite, la terreur des *meurtres*

(1) Est prisie la rasiere de fourment a cinq soulz six deniers. (*Somme rurale*, l. 1, fol. 136, v^o.)

et des *escherpeleurs*, de tous les nobles aïeux de l'époux de dame Catherine.

Entre temps, par un soudain retour de vieux sang roturier, notre conseiller du roi, en vrai fils de Jacques Bonhomme, laisse là chevaliers et belles dames pour lancer ses épais lardons à la science creuse des généalogies,

Recherches si cherchiées qui semblent controversées ;

aux faiseurs de races nobles, singes du Créateur, qui vont fabriquant à qui les paye d'impossibles ancêtres :

Maint un, pour ne savoir du vray son origine,
Comme guenon de Dieu crée nouvelles gens,
Filles de rois, de ducs, ou bien proches parens
Qui la clarté ne veirent de la ronde machine.

Son bon sens narquois, échauffé par le vin des épousailles, n'épargne même pas la vraie noblesse, à laquelle il nie résolument la faculté de se perpétuer :

Car, ne Rome superbe, ne la fameuse Gresse,
Combien que par longtemps tiendrent le sceptre en main,
Ne polront dénommer aucun leur citoyen
Qui passé sept chent ans proevera sa noblesse.

Le bonhomme pourtant n'a garde d'omettre ses réserves en faveur de son hôte ; il vante copieusement la race des l'Hermite et celle des Crécy (*Cressy*), desquelles il descend ; tire le glorieux horoscope des enfants qui naîtront de cette union avec dame de la Croix ; puis, pris d'un sentiment mélancolique, touchant à force de simplicité, il finit en priant le jeune époux de quelquefois se souvenir du vieil ami qui va bientôt s'éteindre :

Vivez doncques heureux, vivez, messire Estienne,
Avœcq vostre compaigné — honneur de nostre temps —
L'âge auquel a atteint Nestor ou Jehan Destamps,
Et de moi, ton ami, telles fois te souvienné (1).

Que ce vers seul, dicté par le cœur, rachète de fautes ! La Fontaine l'eût envié, et l'on dirait que Gilbert l'a connu.

(1) L'épithalame de Jean Boutillier, composé de vingt-neuf quatrains, en français fortement imprégné de patois *rouchi*, et à rimes régulièrement croisées, se trouve dans la *Généalogie ou descente de la noble et ancienne maison de Lhermite*, manuscrit de Nicolas des Champs, de Maubeuge, dit *Bourgoigne*, roy d'armes de Philippe II et de Philippe III, qui est conservé à la Bibliothèque royale de Bruxelles, folios 366 verso, 369. Il a été publié par le P. Pierre d'Oultreman, dans la *Vie du vénérable Pierre Lhermite, Valenciennes, 1632, petit in-octavo*; par M. de Reiffenberg, dans le *Rec. des Bulletins de la commission royale d'histoire*, de Bel-

Mais M. de Reiffenberg, en réimprimant cette pièce de vers, lui a fait trop d'honneur en s'étonnant du croisement uniforme des rimes féminines et masculines et de l'observation de certaines règles réputées plus modernes, jusqu'à présenter Boutillier comme un des réformateurs de la versification française. Que parmi les mille hasards de la versification française au moyen âge, parmi les innombrables caprices de la poésie des ménestrels, le digne bailli ait choisi pour sa vieille muse l'aide de cette forme massive et carrée qui se prolonge invariable durant vingt-quatre couplets, il faut dans cette rencontre voir moins l'innovation d'un réformateur que le fruit de la prudente inexpérience d'un rimeur septuagénaire (1).

C'est vers ce temps aussi que Boutillier mit la dernière main à la *Somme Rurale*, à laquelle il travaillait depuis près d'un demi-siècle. La pensée de ce livre était née pour lui au moment où il avait été appelé aux fonctions de lieutenant du bailli de Vermandois, et il y travailla sans interruption jusqu'à l'époque où il passa du bailliage de Mortagne à la charge de lieutenant du grand bailli de Tournesis, c'est-à-dire de 1370 environ à 1392. Les décisions rendues dans l'intervalle de ces vingt-deux années forment à elles seules les trois quarts des arrêts rapportés par Boutillier. Chaque jour, pendant cette longue période de sa vie, le consciencieux jurisconsulte annote, rassemble tous les arrêts importants rendus par le Parlement sur les appels des bailliages de Vermandois et de Tournay et les graves décisions des tribunaux qui l'entourent. Ainsi se forme peu à peu ce livre contemporain du *Grand coutumier de France*, dont on peut rapporter la rédaction aux dernières années du quatorzième siècle. Ainsi s'expliquent les traits nombreux de ressemblance qu'on remarque entre ces deux ouvrages.

Le bailli tournésien ne termina cependant son traité que dans le cours du quinzième siècle. On y trouve en effet deux mentions postérieures à 1400 : l'une, d'un arrêt rendu par le

gigue, t. II, p. 253; et par M. Arth. Dinaux, dans les *Trouvères de Flandre et du Tournesis*, p. 290.

(1) Des doutes graves peuvent s'élever dans l'esprit du lecteur sur l'authenticité de cet épithalame comme ouvrage de Boutillier, tant à cause de l'air trop moderne du rythme et du style, qu'à cause de l'apparition d'un Tristan Lhermite, grand-prévôt de Charles V, inconnu ailleurs que dans les généalogies de la famille Lhermite des Pays-Bas. Nous laissons à l'auteur toute la responsabilité de son assertion. (*Note du comité de Publication.*)

Parlement, en 1407, pour damoiselle Wautière de Tournay contre Jacques Gambonnat, en cas d'appel; l'autre, d'un arrêt de la même cour, rendu en 1417, dans la cause de *monseigneur d'Orgemont, lors chancelier de France, avec le prieur de Priotet*. Ces deux annotations, fruits tardifs de la vieillesse de l'auteur, sont d'autant plus remarquables, que les plus récents des autres arrêts cités s'arrêtent tous à 1387, 1391, 1392. On voit que, jusqu'à la fin de sa vie, il corrigea, amenda, compléta son livre : zèle patient que notre époque comprend à peine, et sans lequel il n'y a pas d'œuvre profonde et durable.

Aucune main étrangère ne fut associée à la composition de ce traité : l'unité de style et de manière qui règne d'un bout à l'autre le prouve assez. Mais souvent Boutillier dut consulter, sur la valeur de ses doctrines, les *sages clercs en droit et sages coutumiers du pays*, à l'exemple des baillis de Vermandois qui, dans les questions épineuses, se faisaient conseiller par les avocats les plus savants du Parlement. Toutefois, il ne le confesse expressément que dans un seul chapitre, à l'occasion d'un arrêt de 1384, sur les ventes par justice. « Et ainsi en ay je veu juger l'opinion de « tous les sages à qui je en ay demandé (1). » Mais, des éloges avec lesquels il parle des avis donnés à la ville de Tournay par certains doctes avocats et procureurs en Parlement, surtout par Jean Canart, qu'il appelle tantôt *maître* et tantôt *monseigneur* Jean Canart, il est permis de conclure que les solutions les plus délicates de la *Somme* représentent l'opinion des jurisconsultes les plus éclairés du Parlement de Paris, et en particulier de Jean Canart, d'abord avocat du roi et défenseur ordinaire de la ville de Tournay en cause d'appel, puis chancelier de Bourgoigne.

Les derniers vestiges de la vie de Boutillier s'effacent après ce banquet de noces, dans lequel le bon vieillard prononçait, avec une si douce tristesse, ces paroles suprêmes, où la pensée de la mort vient se mêler comme dans les repas antiques.

Nous n'avons pu découvrir l'année de sa mort. Un des copistes de la *Somme rurale*, qui dit avoir commencé le 8 juin 1458 à la transcrire, nomme dans un avant-propos l'auteur *feu de bonne mémoire Jehan le Boutillier*; mais il avait probablement depuis longtemps cessé de vivre. Au surplus, lorsque

(1) *Somme rurale*, fol. 115 v°.

la mort arriva, nous pouvons tenir pour certain qu'elle ne surprit point Boutillier et qu'elle le trouva prêt.

Depuis longtemps la pensée de sa fin était présente à son esprit, et, dès 1402, suivant les copies imprimées de la Bibliothèque royale de Paris, il avait rédigé son testament, que, par un soin pieux, tous les copistes ont joint au traité de la *Somme rurale*. C'est un intéressant monument de ces âges de foi, où l'heure suprême n'avait pour l'homme que des promesses et point de mystères, où, à ce dernier rendez-vous de la tombe, hommes d'armes, bourgeois, serfs, se trouvaient animés des mêmes croyances, marqués du même signe, pleins du même espoir, agités des mêmes craintes. La pensée suprême de Boutillier est l'adieu à la vie d'un homme de bien et d'un chrétien humble et confiant, qui s'endort doucement dans les bras de sa femme et de ses enfants, ses mains dans celles de ses amis, en rendant grâce à Dieu des jours qu'il lui a comptés, des biens dont il l'a comblé.

« *In nomine Domini, Amen.* Sachent tous que je, Jehan Boutillier, conseiller du roy notre sire.... en ma pleine mémoire, sens et entendement, fais et ordonne mon testament, lays et ordonnances de dernière volonté par la manière qui s'ensuyt.

« Premier, je rends à Dieu mon Créateur graces et loüenges de ma nativité, vie, corps et membres, dont il m'a créé, des cinq sens qu'il m'a prestez et de tous les biens dont il m'a replet et gouverné durant ma vie. »

Le testateur règle ensuite les cérémonies de ses funérailles, le lieu de sa sépulture, les prières qui seront chantées sur sa fosse, le nombre de prêtres et de clercs qui l'accompagneront à sa dernière demeure, les aumônes qui seront distribuées aux pauvres. Les détails minutieux dans lesquels il entre ont quelque chose d'étrange pour nos esprits. Nous nous expliquons difficilement, de la part de ces hommes du quinzième siècle, si dédaigneux de la matière, tant de préoccupation pour leur dépouille mortelle. Chose remarquable, à mesure que le spiritualisme s'est retiré des masses, les dispositions funéraires ont pris moins de place dans les dernières volontés. Le corps, réhabilité pendant la vie, a été oublié après la mort : le luxe des funérailles, les prières, les messes anniversaires, ont à demi disparu. Il semble que, dans la conscience populaire, la mort même ait perdu de son importance. Au moyen âge, la mort

était réellement le but, le couronnement de la vie : aujourd'hui, pour beaucoup, elle n'est plus que ce que la définit le physiologiste, la fin de la vie.

Certes, ce serait de notre temps une chose extraordinaire que de trouver dans le testament d'un jurisconsulte plusieurs pages consacrées à des dispositions funéraires. Au quinzième siècle, elles étaient le grand souci des mourants, et, dans la plupart des testaments du temps, on trouverait des recommandations semblables à celles que nous allons analyser :

« Moy mort et expiré, je supplie que de moy ensevelir soit
 « attendu par l'espace de douze heures ou environ, affin que
 « apperceu soye tout expiré. Et lors my en ung plat luyzel
 « couvert d'ung linceul tant seulement, sur lequel soit inconti-
 « nent mis et faicte une croix de wasons vers (*gazon*) du long
 « dudict luisel, en memoire que de terre et cendre suis venu et
 « en cendre m'en revoys. Et ainsi porté jusques à la fosse par
 « huyt pauvres qui ayent les piedz nudz en memoire que nud
 « vins sur terre et nud m'en revoys.... Et derriere ledit corps
 « soyent les povres bourgeois pour convoyer ledit corps jusques à
 « ladicte fosse; car autres n'y vueil travailler fors mes execu-
 « teurs qui ce feront faire. Et ainsi porté jusques au cimentiere
 « Dieu et Monseigneur saint Brice, où je devray estre enterré
 « en l'anglet au dehors du clochier d'icelle église où Peronne
 « ma fille fut enterrée, où je ay eslu ma sepulture, priant et
 « requerrant aux administrateurs d'icelle église, que ainsi le
 « le me vueillent accorder par grace.... Auquel corps porter et
 « enterrer si comme dit est n'ait que deux torches en l'honneur
 « de la sainte Croix qui portée y sera; non mie que mon pu-
 « trifiant corps le vaille. »

Les recommandations faites par le testateur à l'occasion de ses obsèques font allusion à un usage curieux du nord de la France : « Soit faicte, dit-il, une couche ou litiere d'estrain de-
 « devant ledit Crucifix, et sur ycelle litiere soyt faicte une haulce
 « d'aisselles, comme seroit ung large plat luyzel couvert d'ung
 « blanc linceul tant seulement, et au chief d'icelle haulce ait
 « une croix de boys large et competente de haulteur, sur la-
 « quelle croix ait trois chandelles, sur chescun bras une, et ches-
 « cune pesante troys livres, et sur ladicte haulce ait couché une
 « ymage de cire en forme d'homme mort estenu, estemé du
 « poids de XX. livres, et autour d'icelle couche ait trente deux

« povres seans, prians Dieu pour moy en faisant memoire qu'en
 « l'eage de trente deux ans viendrons au jugement de Dieu (1),
 « et que lors par sa sainte grace me mette à sa dextre avec les
 « saulvez. »

Enfin, il demande pardon à Dieu et aux hommes du mal qu'il a pu faire. « Et pour satisfaction faire, je vueil que se riens
 « est sceu que de l'autrui aye, qu'il soyt rendu des biens
 « qui de moy demourront, et, se à aulcun j'ay meffait, je sup-
 « plie devotement qu'il me soit pardonné, et, se par aulcun me
 « esté meffait, benignement je luy pardonne, priant à Dieu que
 « par sa sainte misericorde ainsi luy plaise faire, et moy tenir
 « en sa grace et visitation jusques à la mort, si qu'en l'extreme
 « d'icelle mort l'ennemy d'enfer ne puisse avoir pover de moy
 « ten... (*tenter*), ne faire varier de mercy et misericorde
 « avoir et requerre, et à sainte foy finer et l'ame avoir en sa
 « gloire. »

Ce n'est qu'après ces pieux arrangements que Boutillier passe à la disposition de ses biens. Cet homme de loi, si prolix tout à l'heure quand il s'agissait de prières à demander pour le repos de son âme, ne trouve que quelques phrases à écrire lorsqu'il n'a plus que sa fortune à partager.

Boutillier laissait une femme et deux enfants, Jaquet, son fils, et sa fille Belotte. Il prévoit successivement le cas dans lequel sa veuve ne se remarierait pas, et celui où elle convolerait en secondes noces.

Dans le premier, il laisse l'usufruit de tous ses biens, meubles et immeubles, à « sa chère compaigne et espouse, » pour en jouir sa vie durant, à la charge de nourrir, élever et gouverner ses enfants jusqu'à leur mariage, qui sera décidé « par le conseil d'icelle leur mere et de leurs oncles, tantes et amis plus prouchains » et de ses exécuteurs testamentaires. Puis, prévoyant le décès de sa veuve, il règle d'avance sa succession dont il fait deux parts.

Les immeubles délaissés par lui ou par sa femme, dont, chose singulière, il dispose comme elle pourrait le faire elle-même (*tous les heritaiges demourans tant de son costé comme du myen*), reviendront tous à Jaquet, son fils, *seul et pour le tout*, s'il vit alors;

(1) Ce passage, qui paraît difficile à comprendre, fait allusion à la tradition catholique suivant laquelle, au jour de la Résurrection, les morts renaitront à l'âge de trente deux ans, âge de Jésus-Christ mourant.

s'il est prédécédé, aux enfants légitimes qui pourraient être nés de lui, dans la proportion suivante : deux tiers aux fils, l'autre tiers aux filles. C'est moins du reste une pure donation qu'une substitution que Boutillier entend faire à son fils, au profit, soit de ses descendants, s'il s'en trouve, soit de Belotte sa fille et de ses hoirs, si Jaquet meurt sans postérité. Car il lui défend de « vendre ne engager » les héritages à lui transmis par ses auteurs, à peine de voir Belotte sa sœur « *prendre, avoir et resumer en elle tous lesditz héritages comme successeresse de son père et de sa dicte mère* seule et pour le tout. »

Quant à Belotte, et en mettant de côté cette éventualité de reprise de la succession paternelle et maternelle, elle n'a droit à aucun immeuble, mais seulement à une rente annuelle de « cent » et dix rassiers de blé, tel, dit le testateur, que mon moulin « de Froytmont le gaigne, » rente que Jaquet sera tenu de servir à sa sœur : et, en outre, une rente annuelle de 66 livres tournois à prendre sur ce qui « m'est deu tant de cense » comme de rente en la ville de Froitmont. » Le père de famille oblige son moulin et sa censive pour la garantie de cette double rente, faute de laquelle servir son fils sera privé de tous les dons qui lui ont été faits.

Ces différents legs s'appliquent au cas où la veuve de Boutillier ne se remarierait pas. Mais si elle venait à convoler, son mari, « avant qu'elle face ses nopces, » veut que ses enfants aient droit de demander contre elle « parçon en tous biens par la maniere qui s'ensuyt. »

Avant tout partage, Jaquet aura toutes les armures de son père, vingt livres parisis pour un cheval, « *comme à noble homme doit appartenir*, toute l'artillerie et harnois de défense qui est en sa porte au Ploih et cette même porte avec l'étable des chevaux sise emprès. » De tout le reste des biens meubles et immeubles, trois *monts* doivent être faits par juste inventaire et par le serment de la mère : les deux enfants du testateur ou le survivant d'eux garderont les deux tiers et la mère le troisième.

Les exécuteurs testamentaires choisis par Boutillier sont ses *grans et féables amys* Jean Desperi et Alard Tiebegos. Les témoins en présence desquels le testament fut approuvé par son auteur sont Jean Vilain, dit Becquet, clerc du roi, Oste Wicart, Jean Aguercein, Jacques du Hamel, sergent du roi, et Jean de Crievecueur, substitut du procureur du roi.

La clôture porte les mots : « Fait, testaté et ordonné le xvi^e jour de septembre l'an mil. cccc et deux. »

Dans les dispositions que contient le testament de Boutillier nous remarquons l'application des principes d'égalité entre les enfants, qu'il a défendus dans son traité. Les avantages faits au fils aîné sont plutôt honorifiques que réels et semblent dictés par l'esprit qui anime encore aujourd'hui les pères de famille dans les provinces autrefois régies par le droit romain. L'enfant privilégié a les armes, le cheval de guerre, l'écurie, la porte fortifiée, les immeubles ; mais la fille a l'équivalent, ou à peu près, en revenu. L'auteur de la *Somme rurale*, pénétré des principes de la loi écrite, avait adopté les vives répugnances du législateur antique contre l'extrême inégalité dans le partage des successions.

« Et combien que en moult de coustumes locaulx on tient le contraire et que le pere pourra et peult donner à son plaisir à l'ung de ses enfans plus, à l'autre moins, touteffois est il évident que le droit escript en parle et dit à la fin que, se mestier en a, que on s'en puisse aider et semble que dure chose seroyt de donner à l'ung plus, à l'autre moins, se ce n'est à l'aisné. *C. li. iij. ru. dicta. Autem unde si parens in quemdam liberorum* (1). » A la vérité, cette attaque contre l'iniquité des coutumes n'est pas d'un esprit très-philosophique : la meilleure raison que Boutillier trouve à leur opposer est un texte du Code ; et, s'il ose déclarer que *dure chose lui semble* l'inégalité, il se hâte de faire, en faveur de l'aîné, des réserves auxquelles à coup sûr n'avaient songé le Code ni l'Authentique. Rira qui voudra de cette inconséquence : le progrès est rarement logique dans sa marche, et la société n'avance que de concessions en concessions.

Le sens droit et, si j'ose le dire, tout moderne que Boutillier déploie à l'égard de ses enfants, il le montre encore dans ses volontés relatives à sa veuve. Les usages du Nord exagéraient les droits de la mère survivante dans la succession de son mari, pour le cas où elle convolait en secondes noces. Dans cette hypothèse, d'après la coutume de Tournay, les propres du mari se partageaient en deux parts, moitié à la femme, pour son *voyage* (veuvage), moitié aux enfants. D'autres coutumes, plus prodigues envers la veuve, lui donnaient un tiers, un autre à

(1) *Somme rurale*, liv. I, fol. 161 v^o.

son second mari, et ne laissaient que le troisième aux enfants du premier lit. On a vu que Boutillier, plus raisonnable et plus juste à la fois, n'a point observé ces proportions, et que, laissant un seul tiers à sa femme, il assurait les deux autres à son fils et à sa fille (1).

Ce que l'on a plus de peine à s'expliquer, c'est qu'en faisant son testament, un mari ait conçu la pensée de disposer à l'avance des biens de sa veuve. Rien dans le droit coutumier n'aide à comprendre ce procédé insolite, auquel il ne faut sans doute donner d'autre valeur que l'expression d'un vœu confié par le testateur à la tendresse de l'épouse.

Telle est la vie, stérile en actions éclatantes, mais riche d'étude et de travail, que mena Jean Boutillier. Confiné à l'extrémité de la France, dans une obscure position, longtemps mince juge de village ou magistrat subalterne dans la ville qu'il a illustrée, parvenu tard au titre de conseiller du Roi, dernier terme de son ambition, sa biographie offre peu d'attraits au lecteur avide d'événements. Il ne se trouve mêlé ni aux sanglantes péripéties de l'histoire de son temps, auquel son livre fait à peine de rares allusions, ni d'une manière active aux révolutions locales de la cité qui eut la meilleure part de ses affections.

Entrevue dans l'éloignement des siècles, cette vie, dans laquelle, à vrai dire, on ne rencontre que deux événements, un livre et un testament, présente je ne sais quoi de grave et d'inachevé qui irrite la curiosité. On aimerait à descendre dans les replis de cette intelligence du quatorzième siècle, qui, malgré sa supériorité relative, se consume dans l'étude et l'obscurité. A défaut de l'histoire, on voudrait trouver dans le livre qui résume toute cette existence ignorée des contemporains ces révélations intimes sur le caractère, les mœurs, les sympathies de l'écrivain, qui attachent comme une découverte dans un pays inconnu ou comme une confidence amie de l'auteur. Mais c'est en vain qu'on demanderait à la *Somme rurale* ce genre d'intérêt : on n'y trouvera que l'érudit, le magistrat, l'homme ja-

(1) Resterait à expliquer comment le jurisconsulte, qui a recueilli avec tant de soin les dispositions des diverses coutumes de son pays relativement aux droits de la veuve et de ses enfants, a pu les méconnaître si ouvertement dans son testament. Il semble que les coutumes n'avaient pas, à cette époque, toute la force coactive qu'on leur prête; mais cette hypothèse exigerait trop de développements pour que nous tentions de l'approfondir dans cette note.

mais. Seulement, comme il faut bien, si discrète que soit la langue, si timide que soit la plume, que la pensée finisse par percer quelque part, à force d'interroger ces chapitres muets, de presser ce texte glacé, on peut en exprimer à la fin quelques-unes des opinions les plus chères à Boutillier, celles qu'il n'a pas eu la force de taire entièrement, sur le pouvoir royal, la noblesse, les serfs et la bourgeoisie.

Déjà, dans le récit de son procès avec le sire du Locron, nous avons eu occasion de montrer ce culte de la royauté que le bailli de Mortagne professait avec tous les légistes. « Le Roy, dit-il « dans d'autres endroits, est roy et empereur en son royaume et « y peult faire loy et edict à son plaisir.—Le roy de France, qui « est empereur en son royaume peult faire ordonnances qui tien- « nent et valent loy, ordonner et constituer toutes constitutions, « peult aussi remettre, quitter et pardonner tout crime criminel « et civil, donner graces et respit de debtes à cinq ans, à trois « ans et à un an, légitimer, afranchir et anoblir, relever de négli- « gences, donner estat en cause ou causes, et generally de faire « faire tout et autant que a droit impérial appartient... Son com- « mandement vault loy escripte qui dit : *Quod principi placuit, legis « habet vigorem*... Le Roy nostre sire, à cause de son noble royaul- « me, peut faire et instituer loy, usages, establissemens nou- « veaulx et les vieulx abolir et destruire, s'il luy plaist, comme « seigneur et conditeur de la loy, à sa noble et pourveue discrétion « et sans ce que nul fors que luy puisse faire ne avoir interpréta- « tion quelconque... Possession acquise contre le Roy nostre sire « ne tient lieu par la raison de sa dignité et aussi de sa majesté « impérial; car, il est conduyteur de loy et *pour ce la loy pour et « par lui faicte ne luy doit estre contraire* (1). »

Jamais peut-être l'absolutisme pur n'avait été plus nettement formulé; nulle part on ne trouverait plus énergiquement peinte la métamorphose des rois capétiens en Césars de Byzance, que l'école légiste tenta d'opérer en France.

Le savant, cependant, qui divinisait ainsi la royauté, devenait populaire du moment où la couronne n'était plus en cause, et lorsqu'il s'agissait de combattre la noblesse. Rien de curieux, par exemple, comme la façon pateline dont il conteste à cette dernière la légitimité d'un de ses droits les plus chers, l'aide de che-

(1) *Somme rurale*, fol. 66 v°, 174 r°, 176 r°, 32 r°, 52 v°.

valerie que les seigneurs demandaient à leurs vassaux, quand leur fils aîné chaussait l'éperon d'or, ou au mariage de leurs filles. Il ne conteste pas, bien s'en faut, la légitimité de ce droit : « Comme
 « le filz est tenu par nature de secourir au père, et ainsi par droit
 « seigneurial les tenans et subgetz d'ung seigneur *qui est leur*
 « *chief et leur père en seigneurie* et en honneur et en deffence
 « doyvent à luy faire secours en ce cas, mesmement que c'est pour
 « son filz aîné qui attend estre leur seigneur ou par la fille qui
 « pourroit estre leur dame... Et ainsi est bien acoustumé en plu-
 « sieurs lieux. *Mais se tu me demandes que de droit en doyt estre*
 « (ici l'homme de robe reparait), sachez que de rigueur le sei-
 « gneur ne le peult demander. Mais pour ce qu'il est acoustumé
 « ainsi à faire, et acoustumance est deshéritance, selon aul-
 « cuns, car il s'ensuyt que les hommes ne se en pevent passer de
 « faire et de presenter une foys une courtoisie honnourable, si
 « comme de ung gobelet doré ou autre jouyel, selon l'estat et pos-
 « sibilité des tenans et du seigneur. Mais *qui saigement le veult*
 « *faire* doyt estre a chacune foys nouvelle chose, *pour et affin*
 « *que ce ne tourne trop à coustume* (1). » Rien, on le voit, ne manque à cette petite consultation pour les vassaux contre leurs seigneurs, pas même le conseil donné à demi-voix, pour que la concession *ne tourne trop à coustume*. On apprenait à Jacques Bonhomme à se défaire de dame noblesse avec force révérences, et Jacques devait profiter à l'école des gens de robe.

Et comment Boutillier n'eût-il pas senti sourdre en son âme cette rancune sournoise contre la vraie noblesse d'armes et de nom, lui, bourgeois jusqu'au fond du cœur, et bourgeois aristocrate, s'il en fût oncques, comme le prouve le chapitre intitulé : *Pour faire ou avoir tourbe* ? A l'ouïr, on croirait entendre un de ces orgueilleux bourgeois des villes de Hollande ou des petites cités allemandes, aussi dédaigneux du menu peuple que sincères ennemis de la noblesse. Dans les *tourbes, focuqs et col-lèges*, c'est-à-dire, dans les assemblées des bourgeois, ce n'est pas toujours le nombre, nous dit-il gravement, qu'il faut consulter : « A ce ne s'en faut mie arrester, se ainsi n'estoit que à
 « celle partie fussent les plus notables de la ville. Et se de l'ung
 « des costez estoient assemblées une partie des *petites et povres du*
 « *peuple* qui fussent le plus de testes, et d'aulture part eust contre

(1) *Somme rurale*, fol. 136 v^o.

« assemblée, qui fust une aultre partie des plus notables de la
 « ville qui fussent moins de testes, sachez que pource ne demour-
 « rait que la voulenté du plus grand nombre des petites » dût
 céder à celle du petit nombre, parce que les notables et les ri-
 ches seroient la *plus saine partie de la comunaulté*. « Car, en
 « faict de la comunaulté fault plus à prendre à la plus saine partie
 « que à la greigneur, pour ce que vérité est que *plus poisent les*
 « *riches et notables le faict de la chose publique que ne font les*
 « *petits qui ne désirent que leur prompte voulenté* (1). »

L'homme qui avouait si naïvement sa prédilection pour l'aristocratie d'argent, cette infatuation que beaucoup croient née avec la bourgeoisie de notre siècle, ne pouvait compatir bien vivement aux misères du serf, paria de la société du moyen âge, ennemi commun du bourgeois et du noble, que les hommes des bonnes villes, aux jours de la Jacquerie, massacraient aussi impitoyablement que la chevalerie elle-même. Pour Boutillier, le serf est tout simplement un être d'une race à part, une espèce maudite, un fils de Cham. Si on lui demande quelle réparation est due au maître dont le serf a été tué par un animal appartenant à autrui : Le sire de la bête, répond-il avec l'Exode, doit au seigneur du serf trente deniers d'argent « et a ceste amende, « pour ce que xxx générations yssirent de Cham filz de Noé, lequel « Noé mauldist et asservit (2). » Voilà ce qu'à la fin du quatorzième siècle pensait et écrivait un jurisconsulte humain, époux et père tendre, ami dévoué ! Voilà ce qu'un serf était à ses yeux ! Voilà tout ce que lui avait révélé sur les droits de ses frères en Christ la lecture des livres saints ! Précisément l'excuse des premiers qui se livrèrent à la traite impie des noirs : C'est une race maudite, ce sont les fils de Cham ! La malédiction de Noé les a à tout jamais asservis aux enfants de Japhet.

Ces quelques mots sont tout ce que Boutillier nous a laissé pénétrer de ses pensées secrètes sur l'ordre social de son temps. Il est à peu près aussi discret sur ce qui pourrait trahir son caractère propre, sa tournure d'esprit ; et il faut disséquer son œuvre, la loupe à la main, pour y relever les rares passages dans lesquels son humeur gauloise s'égaye aux dépens des dames (3),

(1) *Somme rurale*, fol. 221 r^o.

(2) *Ib.*, fol. 71 v^o.

(3) *Ib.*, fol. 182 r^o. « La femme aussi ne peult ne ne doyt nullement estre juge ;

ou quelques traces d'un penchant au mysticisme, comme dans cette page, où il se plait à professer ses croyances sur les relations que conservent avec ce monde les âmes de ceux qui ne sont plus :

« S'il advenoit que aulcun par presumptueuse volenté se face
 « enterrer après sa mort en l'église, par especial ou cueur, si
 « comme font aulcuns par grandeur et ès plus notables places de
 « l'église, sachiez, se telz le font, qu'ils aggravent la peine de leur
 « damnacion : car, touttefoys que on celebre en l'église, leur
 « peine leur est renouvellee en enfer. Item, sachiés que les trespas-
 « sés de ce siècle, après qu'ils sont morts, savent ce que de eulx
 « en ce siècle est fait de ce que ordonné ilz ont à faire qui leur
 « touche et qui fait n'est. Et ce savent ilz par les bons anges qui
 « sont et habitent entre les vivans en l'air, qui savent et voyent
 « tout ce que fait est. *Aut per ipsos quando ad nos venire credun-
 « tur sicut Actuum. ix. c. Paulus dicitur esse raptus in para-
 « disum* (1). »

Dans ces épigrammes judiciaires contre les femmes, dans cette curiosité des mystères de la mort, ne retrouvons-nous pas en même temps le gai convive d'Étienne l'Hermite et le chrétien dévot dont le testament n'est qu'un long commentaire des psaumes de l'agonie?

A part ces rares moments d'expansion, le livre de Boutillier n'est qu'un sommaire de droit composé par un magistrat qui, en prenant la plume, a dépouillé de parti pris toute personnalité.

Mais, du moins, il y paraît partout l'homme de bien, le juge intègre, dont il donne une belle définition au début de son ouvrage :

« Droit est faire justice aussi bien au petit que au grant et a
 « lestrange que au congneu, et doit avoir le juge en tous juge-
 « mens Dieu devant ses yeulx, affin que plus craigne Dieu que
 « homme. *Deum iudex pre oculis habere debet et equitatem* (2). »

car au juge appartient très grande constance et discrecion, et la femme de sa propre nature en est desgarnie, si comme il apparut par dame Calcifurne, qui courut sus au juge. »

(1) *Somme rurale*, fol. 205 v^o.

(2) *Ib.*, fol. 1 v^o.

II.

ANALYSE DE LA SOMME RURALE.

Quæ tibi dat Codex , quæ dant Digesta , quod usus ,
Ruralis paucis hæc tibi *Summa* dabit (1).

Le Code, le Digeste, la Coutume, la raison antique et l'usage moderne renfermés en quelques pages, quel magnifique éloge ! Et si la *Somme rurale* justifiait réellement le distique louangeur consacré à sa gloire par Denys Godefroy, quel livre pourrait lui être comparé !

Mais l'exagération est grande, et la *Somme* ne peut aspirer à tenir, entre les monuments de notre vieux droit, ce premier rang que lui décerne l'enthousiasme du docte commentateur. C'est assez déjà pour l'honneur de Jean Boutillier d'avoir servi d'anneau intermédiaire entre les illustres coutumiers du treizième siècle et les jurisconsultes du seizième, entre Beaumanoir et Dumoulin, sans que sa renommée se trouve complètement éclipsée par la réputation des uns, par la gloire des autres.

Venu après de Fontaines et Beaumanoir, Boutillier marque une phase particulière dans les évolutions de notre droit. Pierre de Fontaines représente l'invasion du droit romain dans la législation féodale, l'influence d'Irnerius et d'Azzon ; Beaumanoir personnifie la résistance ; Boutillier, contemporain de Barthole, consacre dans la patrie d'Étienne de Tournay la prépondérance de la sagesse antique.

Les traités de ces trois hommes résument trois époques, trois tendances diverses de l'esprit humain au moyen âge. Tous trois, à ce titre, méritent une égale attention ; et c'est pour ne point s'être placé à ce point de vue que du Cange, afin de rehausser Beaumanoir, a cru devoir affecter pour son successeur un injuste dédain (2).

(1) Ce distique de Denys Godefroy est placé en tête de l'édition de la *Somme rurale* de Michel du Boille, et a été reproduit à la suite de la préface de l'édition de L. Charondas Le Caron. (Lyon, in-8, 1621.)

(2) « Ce que Bouteiller a écrit depuis en sa *Somme rurale* n'est rien en comparaison de ce qui se lit dans cet auteur (du Cange, préface des *Établissements*). » — M. le procureur général Dupin (Biblioth. choisie des livres de droit, not. bibliogr., sect. II), dans son article sur la *Somme*, a bien vengé Boutillier de l'injustice de du Cange.

Si l'on établissait un parallèle sérieux entre ces pères de la jurisprudence française, Pierre de Fontaines, Philippe de Beaumanoir, Jean Boutillier, il y aurait de plus graves enseignements à tirer de cette comparaison. La *Somme rurale* se rapproche du *Conseil* de Pierre de Fontaines, écrit comme elle pour la province de Vermandois, par l'usage fréquent, par l'admiration constante des lois romaines; du *Livre des coutumes de Beauvoisine* par la nature et l'étendue des matières. Mais entre ces traités existent des différences profondes.

Entré le premier dans la carrière, Pierre de Fontaines a l'inhabileté et commet les fautes de l'inexpérience. L'amour qu'il professe pour l'éternelle vérité, la justice universelle, l'ont armé contre les iniquités de la féodalité; son sens droit lui a montré avec quelles armes il pouvait la combattre. L'effort de la raison humaine a commencé à rompre les liens de la hiérarchie des siècles barbares : les règles du droit féodal sont *molt anéanties* par l'ignorance ou la faiblesse des barons. A ces débris que soulève le vent de l'opinion naissante, Pierre de Fontaines tente de substituer ces lois du monde ancien, dont la majesté l'a ébloui. Mais son imagination émerveillée ne sait pas résister à l'enivrement de ces vérités, à la source desquelles elle s'abreuve. Il a commencé par chercher dans les maximes des jurisconsultes de Rome l'explication des rapports établis par la féodalité, à opérer la fusion des traditions de l'antiquité avec les usages d'origine germanique. Mais, bientôt, comme il était arrivé avant lui à Bracton, plus dégoûté des institutions barbares à mesure qu'il avance dans son travail, il abandonne les essais de rapprochement qu'il a tentés entre deux législations contradictoires; et son livre à la fin n'est plus qu'une traduction, ou, pour mieux dire, une paraphrase du Digeste et du Code, dont il copie des chapitres entiers. Absorbé dans la contemplation de la sagesse romaine, il perd la conscience de son individualité, du monde qui l'entoure, auquel il s'adresse, et dont il a oublié la langue, les mœurs, les tendances. Abaissement excusable d'un noble esprit en face des monuments d'un passé colossal, qui ôte au livre beaucoup de sa valeur, et aux idées qu'il professe la meilleure part de leur influence.

A l'entraînement vers l'imitation du droit romain succède la réaction en faveur du droit coutumier, à P. de Fontaines Philippe de Beaumanoir. M. Beugnot a, d'un mot, fait l'éloge et

la critique de l'auteur des coutumes de Beauvoisis. « Rien, dit-il, dans son ouvrage ne révèle, je ne dis pas l'autorité, mais seulement l'influence directe du droit romain. » Beaumanoir n'appartient à l'école des légistes de son temps que par sa tendance à exalter la suprématie royale. Pour tout le reste, c'est le descendant direct, l'héritier légitime des d'Ibelin et des croisés législateurs, le dernier champion de la féodalité sur le terrain de la pratique. C'est l'image vivante de la féodalité transformée de la seconde moitié du moyen âge. Comme elle, il renonce pour la noblesse à la souveraineté politique, il s'incline devant la prépondérance royale, et reconnaît celle-ci pour la source suprême de la loi et de la justice.

Mais, comme elle aussi, en abdiquant le pouvoir législatif, il se rattache avec une plus âpre vigueur aux privilèges féodaux, à la propriété du sol, à la domination sur les classes inférieures, à tous ces apanages du *domaine utile*, pour me servir d'une expression empruntée aux usages féodaux, contre lequel la noblesse commençait à échanger le domaine souverain dont ses aïeux avaient joui. Il ne répudie rien des droits de la noblesse, ni le duel judiciaire, ni le droit de vie et de mort sur l'esclave; il voue les communes au glaive des gentilshommes et les chefs de l'*alliance* au gibet. Dans cette défense désespérée des abus héréditaires contre l'égalité naturelle, Beaumanoir avait le droit romain en face : il lui opposa le droit coutumier. *Toutes coutumes si font à tenir* : cette maxime renferme l'esprit de son commentaire. Rassemblant d'une main vigoureuse les usages battus en brèche par de Fontaines et ses sectateurs, il reconstruit l'édifice féodal des institutions civiles de la France. Son style est ferme comme sa pensée; il ne commente pas, il prescrit; c'est moins la voix d'un juriste que d'un législateur. Il semble qu'il dicte encore ses arrêts du haut du prétoire, et il ne craint pas de citer fréquemment, comme des suppléments à la coutume, les décisions qu'il rendit comme bailli. Du reste, tout dans son livre respire l'honneur austère, la fière gravité des vrais chevaliers. L'homme et l'auteur se confondent pour raffermir l'autorité ébranlée des barons. C'est donc à bon droit que l'école coutumière reconnaît Beaumanoir pour son chef : il représente, sous sa forme la plus tranchée, la pensée féodale protestant contre l'envahissement de la bourgeoisie et des juristes.

Mais, n'est-ce pas là un triste usage d'une belle intelligence?

Et ce dévouement au passé, que le martyr a souvent ennobli, n'est-il pas déplorable quand le passé pèse encore sur le présent, avec ses dures inégalités, son écrasante oppression? Ils se trompent bien, ceux qui font honneur à nos vieux jurisconsultes d'avoir résisté au courant des maximes nées du droit romain, et, par leur opiniâtre énergie, d'avoir sauvé le droit coutumier en lambeaux. Ce que le droit romain apportait aux peuples du moyen âge, ce n'étaient pas les traditions historiques de la Rome patricienne, le despotisme du père, la légitimation de la servitude; c'étaient les grands, les nobles sentiments passés du cœur de l'humanité dans le droit prétorien; la réalisation du bon et du juste dans les conventions; l'égalité entre les citoyens, l'unité dans l'État; le règne, enfin, de la loi progressant sans cesse par la seule force de la raison. Ceux qui dévouèrent leur bras et leur pensée à conserver la coutume sentaient d'instinct qu'il y avait dans les flancs du droit romain une révolution pacifique. Ils triomphèrent en partie; mais leur triomphe fut trois siècles maudit par les gémissements des peuples, jusqu'au jour où, secouant à la fois toutes les tyrannies, la raison humaine proclama sur leurs ruines l'avènement de la vérité et de l'égalité devant la loi.

Entre Beaumanoir et Boutillier, il y a donc, par les idées plus encore que par les années, un siècle d'intervalle. Ce que Boutillier préconise, Beaumanoir l'a tu ou l'a nié; ce que Beaumanoir a défendu, Boutillier le condamne ou ne le tolère qu'en frémissant.

La loi, suivant lui, ne peut procéder que de trois sources : *droit écrit*; *droit haineux*, celui que la coutume souffre et qui est contraire au droit écrit; *droit commun*, celui qui, *comme les sages dient*, est à la fois conforme au droit écrit et à la coutume, seul cas où soit *coutume tolérable*.

Une pareille définition est un livre tout entier. Du jour où il l'a écrite en tête de son ouvrage, comme la profession de sa foi juridique, Boutillier n'a plus eu qu'une pensée : passer au crible du droit commun tous les usages de son temps, ne tolérer que ceux qui auraient supporté cette épreuve, rejeter les autres, ou si, par la force des choses, il était contraint de les admettre, les stigmatiser à l'avance du signe de réprobation qui les indiquera aux novateurs à venir. Mais il ne les attaquera pas de front; il ne soulèvera pas contre ce passé, qu'il déteste d'instinct,

le mépris des sages et l'indignation des peuples. Ce n'est pas un apôtre qui confesse la vérité au péril de ses jours ; ce n'est pas un philosophe qui proclame les hautes leçons de la morale des nations, les entraîne ou les convainc ; ce n'est même pas, comme Beaumanoir, un juriste dogmatique lançant ses opinions comme des axiomes, dédaigneux des principes, de l'appareil scientifique, et abordant du premier saut l'application et le fait.

Boutillier n'a point ce ton absolu, cette volonté entière. Son procédé est lent, sa forme embarrassée, quelquefois jusqu'à laisser sa pensée incertaine. Plus savant que ses prédécesseurs, il n'a négligé aucune partie du droit : les institutions même que l'Europe du moyen âge n'a pas empruntées à Rome revivent dans son livre, comme un souvenir ou comme une espérance. Il n'exclut rien, pas même les coutumes qu'il réprouve : son œuvre est un répertoire universel où elles trouvent leur place, mais en regard d'usages plus rationnels ou des dispositions de la législation des Césars ; de sorte que ces opinions diverses, ces maximes contradictoires mises en égal relief paraîtraient prendre même importance, si ce rapprochement de la science et de la barbarie ne dictait d'avance au juge le choix qu'il doit faire.

Livre de pratique en même temps que de théorie, la *Somme rurale* reproduit scrupuleusement les formes existantes : ajournements, délais, formes d'appel, exceptions, demandes et défenses, voies exécutoires, poursuites criminelles, pénalités, tout est nettement et longuement expliqué.

Mais les formes que le bailli tournésien reproduit si scrupuleusement ne sont qu'un manteau à l'abri duquel il étouffe en silence l'esprit de la législation de son temps. Présenter dans un ordre méthodique le résumé des usages qui régissaient, au quatorzième siècle, la France au nord de la Somme, rattacher les dispositions particulières des coutumes à des principes généraux, en expliquer le sens et en combler les lacunes à l'aide des doctrines des jurisconsultes romains ; ramener autant que possible cette variété d'institutions locales à l'unité imposante de ce droit écrit, type et criterium des législations positives, tel est le but de Boutillier. Pour y parvenir, il n'impose pas, comme de Fontaines, la volonté impériale aux descendants des Francs. Plus habile, il se contente d'inscrire, en tête de ses chapitres, les définitions, les règles du droit romain ; il transporte dans la

société du moyen âge pour laquelle il écrit les formes, les maximes de la société latine, et bientôt dans son livre la coutume, cette loi unique du monde barbare, n'apparaît plus que comme une funeste exception à une règle toujours vivante. Procédé naïf de la critique judiciaire, qui, sûrement guidée par ses instincts de rénovation, au lieu d'introduire les lois romaines dans la cité féodale comme une révolution, se contentait de faire descendre la *coutume haineuse* du rang de loi générale à celui de principe exceptionnel, et de la mettre en regard de cette doctrine plus large, plus élevée, dont le seul contact devait frapper de mort les conceptions grossières des âges de barbarie.

Cet accouplement de doctrines hétérogènes ne s'est pas accompli, il est vrai, sans que de part et d'autre elles souffrissent des altérations profondes. Comme les prescriptions des Coutumes, celles du Digeste et du Code, en passant dans le livre de Boutillier, ont parfois subi d'étranges mutilations; leur sens est souvent tronqué, détourné; à une page des Institutes est parfois cousu un lambeau du droit féodal. Les rares citations que nous avons faites jusqu'ici de la *Somme rurale* portent elles-mêmes l'empreinte de cette profanation de la raison écrite. Mais qu'importe? et convient-il de s'arrêter à ces fautes contre la science? L'amalgame des législations d'origine opposée ne se fait qu'à ce prix. Les lois de Rome ne pouvaient entrer tout entières dans le lit étroit de la société gothique: les juristes mutilèrent la statue.

Par cette face de son livre, Boutillier est le jurisconsulte qui a le plus contribué à la régénération de la science judiciaire au moyen âge. Il ne faut pourtant chercher dans son livre ni le style énergique et concis des coutumes, ni la haute philosophie des grands jurisconsultes. Les premiers copistes de la *Somme* appelaient Boutillier le *compileur*, et ce mot rend assez bien l'aspect général de son ouvrage. La *Somme rurale* est, en effet, une compilation, dans laquelle l'auteur efface aussi complètement que possible son individualité pour laisser parler les textes et les arrêts. Diffus, sujet à de fréquentes digressions, Boutillier ne donne jamais à sa phrase ce relief qui grave la pensée dans la mémoire de l'auditeur. Quoi qu'il raconte, jamais une réflexion; rien ne palpite dans ce livre, où les gloires et les désastres de la France n'ont point laissé de traces, où la prudence a étouffé toutes les inspirations du cœur. Les faits, les

doctrines se succèdent, l'auteur se tait, sa pensée reste muette et sa main glacée. Qu'il trace les devoirs du juge, ce sujet qui a dicté à Beaumanoir une de ses plus belles pages, il copiera, en abrégeant, les ordonnances de saint Louis et du roi Jean. Qu'à deux reprises différentes il raconte cette épouvantable exécution d'un enfant de onze ans condamné à mort par le parlement, il n'aura pas un mot, pas un cri, pour protester, au nom de la conscience humaine, contre le crime de la justice (1); car, à ce s'accorde la loy escripte. La lettre partout, dans ce livre, tue l'esprit.

Malgré ce défaut d'élévation, la célébrité de la *Somme rurale* fut aussi générale que prompte, et sept générations confirmèrent le jugement favorable des contemporains.

Il y a lieu de douter que la *Somme rurale* ait été publiée du vivant de son auteur : par ce que nous avons dit plus haut, il ne paraît l'avoir terminée dans sa forme définitive que peu de temps avant sa mort. Mais à peine eut-elle été livrée à la publicité si restreinte d'un siècle qui ne possédait pas l'imprimerie, et dans lequel la difficulté des communications doublait les distances, que sa renommée se répandit dans toute la France septentrionale, et que son autorité fut invoquée devant tous les tribunaux. Les copies, en se multipliant, la propagèrent des extrémités du ressort du parlement de Paris aux marais de la Hollande. L'étude de la *Somme rurale* devint indispensable aux juriconsultes du nord de la France ; et, moins d'un demi-siècle après la mort de Boutillier, telle était la réputation de son livre, que l'écrivain Jean Paradis, en adressant l'an 1471 au seigneur de la Gruthuyse, prince d'Estenhuyse, une copie de ce traité, ne craignait pas de dire :

« Tous princes ou seigneurs, qui par leurs vertus sont enclins
« aux fais anciens à voir richement descripts et aornez en très

(1) Il advint que ung filz de l'eage de X ans se jouoit avec une fillette de quatre ans ou environ ; la fille en jouant luy osta son chapperon, et il estoit tigneux. Si en fut honteux et courroucé, et y supplia malice. Depuis, il trouva la fillette aux champs, arriere de gens, et la frappa d'ung caillou en la teste, tellement qu'il la tua et occist. Sitost qu'il la vit morte, il la mussa au mieulx qu'il peut. Neantmoins, il fut sceu que ainsi avoit fait. Il fut prins. Et pour ce que le cas estoit grant et douteux a aucuns pour sa minorité, il fut amené en Parlement. Tout veu, et que la malice y avoit supplié, il fut jugé a traisner et a pendre. Et a ce s'accorde la loy escripte (*Somme rur.*, col. 240 v°. — *Ib.* 141). L'arrêt est de l'an 1394.

« somptueux livres, ne se doivent deporter que entre maints
 « autres volumes ils n'aient le double de ce très recommandé
 « livre intitulé : *La Somme rurale*. »

Bientôt l'imprimerie se chargea de vulgariser tous les livres d'une utilité générale : la *Somme rurale* obtint des premières cet honneur. Son succès ne s'arrêta pas aux pays qui parlaient le français ; la Flandre, quoique possédant un idiome étranger, quoique régie par des coutumes spéciales, adopta comme un livre classique l'œuvre du bailli de Mortagne. Il fut traduit, expliqué, commenté en flamand comme en français ; et, jusqu'au milieu du dix-septième siècle, peu de manuels de droit obtinrent une vogue pareille. Des jurisconsultes distingués, Simon, Godefroy, Mornac, en firent l'éloge ; Pasquier reconnaît que, « en la *Somme rurale* de Jean le Bouteiller, vieux praticien, il y a plusieurs décisions anciennes très-notables. » Cujas l'appellera excellent livre, *optimus liber*. En 1622, son autorité, invoquée dans des causes qui concernaient les usages de la Flandre française, avait, pour ainsi dire, force de loi. « Audict Bouteiller, dit J. Lancelot dans son Mémoire pour la dame d'Escaubeque contre messire Ph. Vander Gracht, doit estre adjoustée foy et créance, pour ce qu'il a escrit et attesté de la force, vertu et énergie d'une usance et observance de son pays et où il a esté lieutenant général, et pour estre jurisconsulte de telle estime qu'il a esté reveu et corrigé par Louys Carondas le Caron et si solennellement commenté. » En France, Jean des Degrez, cet intrépide commentateur, qui n'est connu que par ses révisions de la Vulgate, de la chronique d'Antonin, des Œuvres de Balde, de Fabre et de tant d'autres, Michel du Boille de Chartres, Denis Godefroy de Paris et Louis Charondas le Caron, le plus illustre de tous, publièrent la *Somme* de Boutillier avec des annotations. Dans les Pays-Bas, il en parut aussi des éditions corrigées, dans lesquelles l'éditeur ne se nomma point.

De cette popularité si étendue, à peine un lointain retentissement est-il arrivé jusqu'à nous. Il n'est guère de curieux qui aujourd'hui daignent ouvrir ce livre si vanté jadis, et qui cependant est un des monuments les plus remarquables d'un des âges principaux du droit français. Le titre même n'est plus compris, et sa bizarrerie sert de thème à des commentaires plus bizarres encore.

Suivant les uns, la *Somme rurale* a reçu ce nom parce que

l'auteur l'a composée dans sa maison des champs, pendant les vacances judiciaires (*ruri*). Suivant d'autres, il vient de ce qu'au lieu d'être écrit dans la langue savante, le latin, la *Somme* fut rédigée en français, l'idiome du peuple et de l'artisan; et l'auteur, en prenant le nom d'*homme rural*, entendait témoigner de son ignorance de la langue des clercs. C'est une erreur. Boutillier comprenait et parlait vraisemblablement le latin : son ouvrage est, nous l'avons dit, une espèce de compilation du Digeste. Et la langue française, après avoir produit Jean de Meung, Joinville, Christine de Pisan, après avoir conquis l'Angleterre, la Syrie et la Grèce, avait trop bien gagné ses titres de noblesse pour qu'un conseiller de Tournay eût à s'excuser d'écrire dans l'idiome de Beaumanoir et de Philippe de Fontaines.

Mieux que les commentateurs, l'auteur a lui-même expliqué, au début de son ouvrage, le titre qu'il lui a donné : « Soit commencé cest livre appelé *Somme rural*, colligié, sommé par moy Jehan le Boutillier, homme rural, touttefoys enclin à la noble pratique et patrocination de stille de court laye. Considerant memoire humaine, mesmement en moy, très labile et fresle, ay voulu redigier et mettre en ceste *Somme rural* ce que je ay peu retenir des saiges clerchez, en droit civil et canon, de plusieurs coustumiers et en plusieurs lieux et cours, tant en parlement comme dehors. Si supplie très humblement à tous ceulx qui en ceste *Somme* liront qu'ilz la vueillent supplier et corriger et moy avoir pour excusé, se ruralement l'ay mis et sommé selon mon petit sentement. » La *Somme rurale* n'est donc, en d'autres termes, que la mise en ordre, exécutée sans prétentions littéraires, *ruralement* sommée des notes recueillies par un digne jurisconsulte de village, un *homme rural*, touttefois enclin, comme il se hâte d'ajouter, à la noble pratique et patrocination de style de cour laie.

L'ouvrage est divisé en deux livres, subdivisés en une foule de rubriques. Ce n'est que depuis l'édition demeurée classique de Charondas, qu'on s'est habitué à partager le premier livre en 107 titres ou chapitres; le second, en 40 autres seulement.

La première partie est spécialement consacrée à la procédure civile et au droit civil et féodal.

Après les définitions préliminaires du droit et de ses diverses branches, l'auteur, dans cette première partie, traite des diffé-

rentes juridictions. Il expose le système des ajournements, des ensoignes (excuses), des défauts et des présentations. Il se trouve ainsi amené, afin de montrer ceux qui ont capacité pour former demande en cour laye, à tracer un véritable traité des personnes. Les actions et les exceptions passent ensuite en revue et conduisent à un aperçu rapide des obligations. Entre cette riche matière et celle des successions, la plus importante peut-être du droit civil, se place le tableau de la division des choses, et, à la suite, vient un court exposé des droits seigneuriaux. A celui-ci succèdent les chapitres de la filiation et de la minorité, des donations entre époux, du gage, de la caution ou pleigerie, des testaments, et enfin un traité de la preuve qui termine cette première partie.

Incidemment à la théorie des actions, le premier livre s'occupe aussi de la procédure criminelle. C'est là que se trouvent les chapitres intitulés : *Demande en cas de champ de bataille ; Deffense de gaige ; La manière de présenter le champion armé à cheval ; La forme des présentations et protestations de champ à pied ; Comment on doit estre en champ ;* monuments précieux de la plus étrange aberration humaine, et qu'on pourrait appeler le Code du duel judiciaire.

Le second livre, infiniment moins considérable que le premier, a également moins d'importance par les matières dont il traite, mais il offre peut-être plus d'attrait à la curiosité. La procédure criminelle, la législation pénale dans son ensemble, y sont exposées spécialement, mais avec la brièveté qui convient à une époque moins soucieuse d'entourer de garanties la liberté individuelle, que de protéger par l'appareil d'une pénalité monstrueuse une société à peine sortie du chaos féodal.

Mais, à côté de la législation criminelle, toutes les autres parties du droit se trouvent représentées par des feuillets disséminés dans cette seconde partie de la *Somme rurale* : le droit public, par la définition des droits et cas royaux, des notes détaillées sur l'organisation judiciaire, depuis le parlement, les grands officiers de la couronne et les barons, jusqu'au geôlier et au sergent ; le droit civil, proprement dit, par les chapitres sur le mariage, la cession de biens, la gestion d'affaires, le bénéfice d'inventaire ; le droit canon, par des documents sur le bénéfice de clergie, les propriétés ecclésiastiques et les dîmes ; la procédure civile, par plusieurs titres, et en particulier ceux

des sentences et voies exécutoires; le droit féodal, par des observations sur la rente seigneuriale; le droit commercial, par quelques notions qui complètent à cet égard les données du premier livre; enfin, le droit municipal, par un chapitre d'un haut intérêt sur la franchise des bourgeois des villes.

On voit, ainsi que nous le disions au commencement de cette biographie, que la *Somme rurale*, à l'exception du droit canon, embrassait le cercle des connaissances juridiques du moyen âge. La théorie du droit civil y est exposée tout entière : la législation féodale, réduite à l'étude de la transmission de fiefs, du douaire, des juridictions et des droits utiles des fiefs, y apparaît dans l'état de décadence auquel était réduite l'institution elle-même. La procédure, si importante au moyen âge, est approfondie avec soin.

En même temps, la *Somme* présentait aux *amparliers* et aux hommes de loi un répertoire usuel de jurisprudence positive. Jour par jour, le bailli de Mortagne enregistrait les sentences rendues par le parlement, le grand bailli de Vermandois, la cour du roi en Tournesis, à Cysoing, à Amiens, à Laon, à Sens, en la Salle à Lille, par le prévôt de Beauquesne, les hommes d'Artois, la chambre des comptes, le Châtelet. Elle fait mention de 55 arrêts de parlement datés et de 25 sans date : les décisions des autres juridictions sont au nombre de 3 datées et 56 sans dates. Presque toutes les sentences enregistrées concernent des parties d'origine tournésienne. Parmi les procès qu'il rapporte, plusieurs ont été jugés sous les yeux de Boutillier, et il n'est pas rare de le voir se mêler comme témoin au récit des débats qu'il raconte. « *Item*, dit-il quelque part, je vis ung aul-
« tre exemple en la court du roy en Maire en Tournesis, et lors
« gouverneur monseigneur Tristan du Boys. Il advint, etc. — Et
« ainsy l'ay veu juger pour madame de Rumes, en court laye en
« Tournesis.—Sy en vis venir ung cas sur ceste matière. Il advint
« que ung bourgeois de Tournay si eust contend et question con-
« tre une aultre personne de la ville de Saint-Amand en Pule, qui
« est à quatre lieues de Tournay. »

Embrassant ainsi la pratique et la théorie de la jurisprudence, la *Somme* suffisait à tous les besoins de l'époque. C'était à la fois l'arme légère du prétoire et le grave conseiller du cabinet, l'auxiliaire de la bourgeoisie devant les cours de justice et la règle du juge. Si, pour conclure le parallèle que nous avons es-

sayé entre Beaumanoir et Boutillier, il fallait dire toute notre pensée sur la valeur respective de ces deux hommes, nous les comparerions avec les deux jurisconsultes qui ont fait l'honneur de l'école française au dix-septième et au dix-huitième siècle, Domat et Pothier. Beaumanoir est le Domat du treizième siècle, moins la justice de la cause qu'il proclame; Boutillier, le Pothier du quatorzième siècle, moins la certitude du jugement et la sérénité de la pensée.

III.

BIBLIOGRAPHIE DE LA SOMME RURALE.

Manuscrits.

Les leçons manuscrites de la *Somme rurale* sont fort rares. La Bibliothèque royale de Paris n'en possède que deux, les seules que nous connaissions. Elles sont moins anciennes que celles qui ont servi aux éditions imprimées, et ont par conséquent peu d'importance.

La moins moderne fait partie du fonds Bouhier (B. 306, in-fol.). Elle est sur papier, à l'exception des deux premiers feuillets, et commence par la table des matières, en tête de laquelle on lit :

« Ce livre appartient au seigneur de Neufchastel et du Chastel sur Mezelle, mareschal de Bourg^{ne}. Et fut escript en l'an mil quatre cens et soixante.

« Cy après s'ensievent les rubriques, table et capitles, contenuz en ce présent livre appelé *Boutillier*. »

Ce manuscrit n'offre que des variantes sans intérêt avec les éditions connues. Comme il arrive presque toujours, c'est surtout par l'orthographe qu'il s'éloigne de celles-ci. Il y a aussi des différences considérables dans les titres des chapitres. Cette leçon est d'ailleurs fort incomplète : elle s'arrête f^o 204 v^o, au chapitre de l'arbitrage, un des premiers du livre II : il manque, par conséquent, un sixième de l'ouvrage. Elle se termine ainsi : « Autrement frustré seroit pour ce qu'il ny a a quelque temps a reveler l'appel d'arbitres, etc., etc. *Explicit*. »

L'autre manuscrit que possède la Bibliothèque royale, en deux volumes in-folio, est complet. Il est inscrit sous le n^o 6857-6858, et fait partie de la collection Gruthuse, n^o 30, ou, ancien fonds, n^o 562. Il est de la main de Jean Paradis, qui le copia en 1471 pour le sire de la

Gruthuyse, prince d'Estenhuyse. Il a été décrit par M. Paulin Paris, dans le tome II des *Manuscrits français de la Bibliothèque du roi*, p. 187.

M. Paris parle encore d'une troisième leçon de la *Somme* qui existerait à la Bibliothèque du roi. Il existe, en effet, sous le n° 9389 franç., un manuscrit qui porte sur la première page le titre de *Somme rurale*; mais c'est un traité de droit complètement étranger à l'œuvre de Boutillier.

Imprimés.

Autant les manuscrits de la *Somme* sont rares, autant les éditions imprimées pendant les quinzième, seizième et dix-septième siècles sont nombreuses. Nous en connaissons près d'une vingtaine en langue française, et huit en flamand.

Voici, dans l'ordre chronologique, la liste de ces éditions aussi complète qu'il nous a été possible de la dresser.

Éditions françaises. — 1. La *Somme rural* ou le Grand coutumier général de pratique civile et canonique, composé par Jehan Boutillier. Imprimée à Bruges, par Colard Mansion, l'an mil cccc. lxxix. gr. in-fol. goth. A la fin, on lit : *Cy fine la Somme rural compilée par Jehan Boutillier, conseiller du roy, à Paris.*

Édition *princeps* très-rare : on n'en connaît que trois exemplaires, dont un à la Bibliothèque royale. Le I^{er} livre contient 168 feuillets précédés de 10 f. de table, et le II^e liv. 71 f. précédés de 4 autres f. de table.

2. La *Somme rural*, autrement *Somme le roy*, ou Pratique du droit civil et canonique, compilée par Jehan Bouthillier, conseiller du roy a Paris. Imp. en la v. d'Abbeville par Pierre Gérard, 1486, in-fol. (Maïtt.)

C'est le premier livre imprimé à Abbeville. Cette édition est, comme la première, sur laquelle elle a été exactement calquée, très-rare et très-estimée des curieux : elle a longtemps été crue la plus ancienne, et contient le même nombre de feuillets, tant pour les tables que pour le texte. On lit à la fin : *Cy fine la Somme rural... Et imprimé en la ville d'Abbeville par Pierre Gérard, l'an mil. cccc. lxxx. et vj.*

Prosper Marchand pense que Jean du Pré concourut avec Pierre Gérard à sa publication.

3. La *Somme rurale*, par Jehan le Boutillier. Paris, 1488, in-fol. goth. à 2 col. de 38 lignes, sans nom d'imprimeur.

On lit au v^o du 86^e f. : *Cy fine la Somme rural compilée par Jehan*

Boutillier, conseiller du roy a Paris. Et imprimé audit lieu l'an mil cccc. iiiixx. et huit.

4. Le même. Paris, 1491, pet. in-fol. goth., avec la marque d'Ant. Verard.

5. Le même. Lyon, Jacques Maillet, 1494, pet. in-fol. goth. à 2 col. de 42 lig. Au v^o du premier feuillet du cahier N, on trouve : *Cy fine la Somme rural imprimée à Lyon sur le Rosne, par Jacques Maillet, le viiij iour de novembre l'an mil cccc. xciiij.*

Toutes ces éditions du quinzième siècle sont fort rares ; mais les curieux recherchent peu celles qui sont postérieures à 1486.

Le seizième siècle en vit paraître plusieurs autres. En 1503, Jean des Degrez la reproduisit sous ce titre :

6. La *Somme rural* du droit civil et canon de plusieurs coustumes en plusieurs lieux et cours, tant en parlement comme dehors, compilée par honorable homme, maistre Jehan Boutillier, conseiller du roy nostre sire, et augmentée des plus notables autoritez des anciens juriconsultes, tirées des Pandectes. Lyon, Jacq. Arnollet, 1503, in-fol.

Le texte est imprimé d'après le manuscrit d'un anonyme, qui se dit « petit clerc, indigne d'exercice, auditeur du roy nostre sire, commis à ce par mon très grant et très redoubté seigneur, monseigneur le baillif d'Amiens » et qui avait transcrit la *Somme rurale*, « désirant de augmenter son petit et très rude entendement, affin de plus deuement exercer ledit office. » Il avait commencé sa copie le 13 juin 1459, et la termina le 22 juillet 1460.

Une autre édition, modelée sur la précédente, parut la même année, sous ce titre rédigé en latin, quoique le texte soit tout entier en français :

7. Liber perutilis in curiis praticantibus, cui nomen est : Summa ruralis, novissime per egregium virum, magistrum Johannem de Gradi-bus, utriusque juris professorem, emendatus crebrisque locis legibus et decretis exornatus, ut cuique apparere dilucide potest; facta comparatione huius libri novissime impressi ad eum qui dudum impressus extitit. Pet. in-fol. goth.

On lit à la fin : *Cy finist la Somme rural compilée par honorable homme, maistre Jehan Boutiller, conseiller du roy nostre sire, à Paris. Imprimée à Lyon sur le Rosne par Jacques Arnollet, le vij. iour de décembre, l'an mil. cinq cens et troys.*

8. Le même sous ce titre :

La *Somme rurale*, très utile en toutes cours de pratiques, procès et manières de plaidoeries, selon le droit civil et canon, coustumes et ar-

rests, corrigée et augmentée des autoritez des anciens. Paris, Philippe Lenoir, in-4° sans date.

9. Le même. Paris, Jehan Petit, 1512, in-fol.

10. Le même. Paris, la veuve Jehan Trepperel et Jehan Jehannot. In-4° goth. sans date.

Les premières éditions de Jean des Degrez sont excellentes : elles furent cependant bientôt oubliées complètement pour celles de Michel du Boille, où manquent plusieurs chapitres des plus curieux, entre autres tous ceux où Boutillier traite du combat judiciaire. Mais cette matière et toutes celles que du Boille supprima n'avaient plus d'application, et les légistes prirent facilement au pied de la lettre les éloges que Denys Godefroy, collaborateur occulte de Michel du Boille, lui adressait dans la préface de leur édition commune : « In quo, quam tibi Michaëli du Boille vigilantissimo (ut in omnibus) posteritas debeat, quantumque obnoxia futura sit, certè vix dici potest, *qui hæc omnia jam inveterata, et suam veterem vappam plus satis olentia*, multis vigiliis, majori studio et labore *in integrum restitueris*. Les nouveaux arrêts dont ils avaient enrichi leur édition, les additions à l'aide desquelles ils mettaient la vieille *Somme* de Boutillier en harmonie avec la jurisprudence récente engagèrent facilement les hommes de loi à fermer les yeux sur l'infidélité du texte, et, depuis, on n'en connut plus d'autre au barreau.

11. Le grand Coustumier général de practique, autrement appelé *Somme rural*, contenant la forme commune de procéder et pratiquer en toutes cours et juridictions, nouvellement, outre les précédentes impressions, revu et corrigé... restituées les allégations et raisons de droit, adjousté plusieurs décisions, coutumes, ordonnances et arrêts de la cour, selon les matières occurrentes. Paris, Galliot du Pré, 1537. In-fol. goth.

La préface de Denys Godefroy, adressée à l'éditeur Michel du Boille, de Chartres, avocat en parlement, est en tête de cette édition.

12. La grant *Somme rural* où sont contenues deux parties. La première parle des droitz impériaux et des institutions impériales. La seconde partie parle des droitz royaux et de la cognoissance et pouvoir que le roy a sur plusieurs cas, et aussi des prééminences qui, à cause de sa royale majesté, luy sont appartenantes comme empereur en son royaume; compilée par maistre Jehan Boutillier, conseiller du roy nostre sire en sa court de parlement à Paris. M. ccccc. xxxviij. — A la fin de l'ouvrage : Nouvellement imprimée à Paris, par Denis Janot, libraire et imprimeur, demourant en la rue neufve Nostre-Dame, à l'en-

seigne saint Jehan Baptiste contre sainte Genevieve-des-Ardans. Mil. ccccc. xxxviii. La premiere partie avec la table a 196 f. ; la seconde 75. Pet. in-4^o goth.

En 1598, Louis Charondas le Caron, qui, dans ses Pandectes du droit français, avait déjà proclamé sa *grande estime* pour le livre de Boutillier, conféra le texte de Galliot du Pré avec une copie manuscrite qui tomba sous sa main. Frappé des nombreuses omissions de Michel de Boille, il résolut de faire connaître son exemplaire qu'il avait trouvé *grandement différent*. Il n'osa cependant modifier un texte consacré par l'usage, et le reproduisit avec la préface de Godefroy et les additions de du Boille, restituant rarement les lacunes dans le corps de l'ouvrage et rejetant à la fin les principaux chapitres omis. Il divisa les deux livres de la *Somme* par titres, et les enrichit d'additions considérables qui forment un commentaire complet.

13. La *Somme rural*, ou le grand Coustumier général de pratique civil et canon, composé par M. Jean Bouteiller, conseiller du roy en sa cour de parlement, reveu, corrigé sur l'exemplaire manuscrit, illustré de commentaires et annotations, enrichi de plusieurs ordonnances royaux, arrests de cours souveraines, singulières antiquitez et notables décisions du droict romain et autres observations; par Louys Charondas le Caron, jurisculte Parisien. Paris, Barth. Macé, 1598. In-fol.

L'ouvrage est précédé d'une préface de son fils, qui s'était chargé de la publication matérielle.

14. Le même, in-8^o, avec une dédicace du président Jeannin, datée de Clermont, le 1^{er} de mars 1603.

15. Les mêmes. Pet. in-8^o 1608, 1611, 1621.

Éditions flamandes. 1. *Somme ruyrael*, spreekende van allen regten, door Jan Bottelgier. Delft, 1483, in-fol.

2. La même. Bruxelles, 1500, in-fol.

3. *Somme ruyrael*, spreekende van allen rechten, door Jan Bottelgier. Antwerpen, by Claes de Grave in't jaer 1500, den xx vij dach in juni, in onser liever vrouw pant.

4. *Somme ruyrael*. Antwerp. by Eckert van Hombork, den xx. dach in november, 1503, in-fol.

5. De *Somme ruyrael*, door Jan Bottelgier. Antwerp. by Claes de Grave, 1529, in-fol.

6. La même, 1542.

7. Jan Bottelgier heeft dit boeck gemaect, en is gheheeten *Summe ruyrael*, sprekende van allen rechten; ghecorrigeert by eenen exper-

ten practizyn advocaet in den booghen raet des coninx van Castilien, Garnaten, etc. te Mechelen residerende. Gheprent Thantwerpen, by die weduwe van Henrik Petersen van Middelburch, 1550.

8. J. Bottelgier, Summe ruyrael, den spiegel der rechten. Antw. Symon Cock, 1560, in-fol.

Maitter indique encore, dans un de ses *Index*, une édition anglaise, traduite et imprimée par William Caxton, en 1484, à Westminster; mais il a confondu la *Somme rurale* avec la *Somme le roy*, du chartreux Jean de Brederode.

Notre époque, qui a vu paraître de nouvelles éditions des Assises de Jérusalem, du Conseil de Pierre de Fontaines, de la coutume de Beauvaisis, ajoutera-t-elle à la liste déjà si longue des éditions françaises de la *Somme rurale*? Ce serait une œuvre digne de tenter un de ces savants qui scrutent les annales de notre vieille législation, et la réunion de ces ouvrages formerait un utile corps de droit français du moyen âge.

ALP. PAILLARD DE SAINT-AIGLAN.

I.

Sentence du 11 d'avril 1372 portant que les officiers du Tournesis connaissent d'un homicide commis par un tonsuré sur cimetière.

(Extrait du cartulaire F. reposant aux Archives du chapitre de Tournay, f. 213 et sqq.).

A tous ceux qui ces présentes lettres voiron ou oiron, Jean Boutilier, lieutenant de haut homme et noble, monseigneur le bailli de Vermandois, en la souveraineté du Tournesis ou enpaïs environ, ressortissant à Saint-Quentin, salut. Comme nagaires, pour cause de certain homicide fait et perpétré en l'attre ou cimetière de l'église de Froyennes, en la personne de Olivier Bosquet, par Hanchin Fremin et plusieurs autres, ses complices et alliez en cette partie; et iceluy Hanchin Fremin, tantôt et incontinent ledit homicide comis et perpétré et ledit Olivier Bosquet gisant mort om propre lieu tout nouvellement en grande effusion de sang eut esté pris et arrêté par Jean de Ronchin, sergent du

roy nostre sire en ladite souveraineté, et pour icelluy fait et homicide mené es prisons du roy nostre sire, à Maire, pour luy sur ce punir selon la qualité du mesfait; après lequel prise arrest et emprisonnement ainsy fait comme dit est, les bailly et gens de vénérables et discrètes personnes, messeigneurs le doyen et chapitre de l'église Notre-Dame de Tournay nous requièrent que laditte prise réintégration leur fut faite audit lieu, considéré que icelle prise avoit esté faite en saint lieu et mesmement que ledit attre et cimetière de Froyennes ils disoient estre de la jurisdiction et des membres de ladite église Notre-Dame de Tournay; et sur ce nous ouy la relation des choses dessus dittes par la bouche dudit Jean de Ronchin cy dessus nommé, qui laditte prise, arrest et emprisonnement dudit Hanchin Fremin disoit avoir fait par la manière déclarée pardessus, nous réintégrant es lors ledit attre et cimetière dudit prisonnier au bailly et gens de mesdits seigneurs de chapitre, au nom et par iceux, et puis ledit bailly de chapitre après laditte réintégration faicte emprunter prison à Maire du bailly du Tournesis ou a son lieutenant, dans lequel ledit Hanchin Fremin fut mis comme leur prisonnier par prison emprunté, et pour ce que depuis fusmes informé que ledit cimetière et attre de Froyennes estoit de la jurisdiction de laditte église de Notre-Dame et Tournay, et par conséquent en la protection et sauvegarde espéciale du roy nostre sire, et que, par vertu celle sauvegarde, en devoit appartenir là connoissance audit monsieur le bailly ou à son lieutenant comme au plus proche juge royal et ordinaire du lieu : nous eussions fait commandement et défence expresse, de par le roy nostre sire, audit bailly de Tournesis ou à son lieutenant susnommé, il se pouvoit mesfaire, que dudit prisonnier estant esdittes prisons de Maire il ne fit aucune délivrance par quelonque manière que ce fut ausd. de chapitre, leurs bailly et gens ne a aucuns, que ce ne fut présent et appelé ad ce le procureur substitut du roy nostre sire de ladite souveraineté, pour dire et proposer contre ledit prisonnier pour le roy nostresire tout ce que bon et expedient luy sembleroit, et par fourme pareille fismes défence et commandement de par le roy nostre sire a Jean Havé, bailly de noble homme mons^r. de Chin en ladite ville de Froyennes, que certains deniers qui estoient en sa main qui avoient esté levez audit attre de Froyennes, lesquels avoient esté à un desdits malfaiteurs, il tint et garde par telle manière que avant, pour le roy nostre sire, ne sans rendre bon compte, sans d'iceux faire aucune délivrance à quelque personne, jusque à ce que autrement en soit ordonné. Et, après ces choses ainsy faites, Pierre de Douay commis quant a ce par vénérable et discret personne l'official de Tournay se trait par devers

nous et nous montre une lettre de monition par lesquelles led. official disoit estre informé que ledit Hanekin Fremin estoit clerc, en nous faisant commandement que contre eux, son corps ny ses biens, nous ne attemptions aucunement, mais en fissions délivrance pardevers ledit official comme à son ordinaire, sous peine d'excommuniment et autres peines civils. Auxquels commandemens et pour à iceux obéir, nous dismes que bien nous plaisoit, en tant que toucher nous pouvoit, qu'il fut rendu et délivré audit official comme à son ordinaire, par condition que il en fit bonne punition, selon la qualité dudit mesfait et sous protestation de dire et proposer contre eux tout ce qu'yl appartenoit, afin qu'yl ne deu jouir de privilège de clergie; sous lesquelles protestations il fut délivré audit official; et pour ce que lesdits de capitre se fussent traits par devers nous, en disant que la délivrance qui par nous avoit esté faite par devers ledit official dudit prisonnier, nous ne pouvismes ne devismes faire, combien que nous nous en fussions avancié ou entre-mis, car à mesdits seigneurs de capitre en appartenoit la connoissance comme de leur prisonnier, et non à autre, en requérant que iceluy prisonnier leur faissions restitution et restablissement. Veu les choses dessus dites et le lieu où il avoit esté pris, en quel ils disoient avoir toute justice et seigneurie, haute, moyenne et basse, de long tems conservée et entretenue, et aussy que nous levissions la main du roy nostre sire des deniers qui par nous avoient esté arrestez en la main dudit Jean Havé, sur lesquelles choses, nous assignasmes jour auxdits de capitre à comparoir en la cour du roy notre sire à Maire, aujourd'hui, onzième jour d'avril, l'an mil trois cent septante deux, par ledit monsieur le bailly ou son lieutenant pour sur ce ordonner selon la raison, dedans lequel temps, nous, à la requette desdits de chapitre, appelé avec nous ledit procureur substitut, fismes certaine information sous le droit qu'yls disoient en ce avoir.

Seachent tous que, ladite information veue et diligemment examinée à grande et meure délibération, et veu tout ce qui faisoit à voir et à considérer, et eu sur, tous advis et conseils à plusieurs sages du conseil du roy notre sire et à aucuns notables personnes estants en laditte cour, nous, en la présence du bailly et procureur desdits de capitre qui en icelle cour estoient présents, avons rendu et restably, rendons et restablissons par notre sentence en la main de Jacques Puillon, lieutenant du bailly du Tournes, ledit Hanekin Fremin, prisonnier, en la main duquel il avoit esté mis et baillié de la part et pour mesdits seigneurs de capitle, comme par prison empruntée, en laquelle il estoit du jour que nous en fismes delivrance audit official; et aussy avons levé et

levons la main du roy notre sire de la somme de deniers qui par nous avoit esté arrestée en la main dudit Jean Havé, pour iceux estre tournez et convertis au profit d'iceux à qui ils appartiendront.

En témoin de ce, nous avons mis nostre seel à ces présentes lettres, données à la cour du roy notre sire à Maire, le dimanche onzième jour du mois d'avril, l'an de grace mil trois cent soixante et douze dessus dit.

II.

Sacent tout que par devant nous, Jehan Bouteillier, conseiller du roy nostre sire, lieutenant de mons. le bailli de Tournai, Tournesis, Mortaigne, Saint-Amand et des appartenances, sont venus et comparus Jacquemart de Mane, oste du Haubregon en Tournay, de l'eage de xl ans ou environ, demorant en le perroisce Sainte Marguerite en Tournai, Jal. de Robersart, barbieur, de l'eage de xxx iij ans ou environ, demorant en le perroisce Saint Jaques en la dicte ville, Jehan Moule, de l'eage de xl ans ou environ, et Souclart de le Mote, de l'eage de xliiij ans ou environ, demorant en le perroisce N. Dame en icelle ville, Watier de Calle vielle, de l'eage de xlviiij ans ou environ, demorant en le perroisce Saint Brixie en la dicte ville, et Jehan du Bos, de l'eage de lx ans ou environ, et affermerent et chacun d'eulx par leurs fois et seremens et jurèrent sur sains, après ce que par nous leur fu demandé se ilz congnoissoient Hanequin Truant, Hanequin Descarp, Hanequin Coulembart, Alart Trachart, Martinet Bourdin et Hanequin Evrart, condempnez devers le roy nostre sire en certaines amendes et defaux ; dont ilz respondirent que oyl passés sont iiij ans du mains : se ils savoient ne n'avoient sceu que depuis ledit temps en ça ne de présent lesdiz condempnez dont la plus grant partie sont clercs (c'est assavoir Hanequin Truant, Hanequin Descarp, Hanequin Coulembart et Martinet Bourdin, car de leurs lettrez de privilège on nous a fait ostencion, et, tant qu'est audit Hanequin Evrart, il suposent assez qu'il soit elers, mais tant audit Trachart, il ne sont mie bien recors s'il est clercs ou non) eussent eu ne n'aient à présent aucun temporel oudit roiaume de France, ne autre part, en tant qu'il touche lesdis clercs, et tant qu'est oudit Alart Trachart se il savoient que il eust aucuns biens ne hiretages oudit roiaume, ne autre part : lesquelz dessus nommez comparans, et chacuns en droit soy, disrent et respondirent par leurs diz seremens que onques ne sceurent ne encore ne scevent que les dis clercs ne ledit Alart Trachart aient aucuns temporelz ne biens

audit roiaume, ne autre part, mais audit Martinet Bourdin par espécial en poroit bien venir et escheir par le succession de sa mère qui encore est vivans. Disent outre, sur ce requis, que point ne sont recors ou ledit Alart Trachart est alez demorer ne en quel lieu. Tesmoing notre seel mis a ces preesentes, qui furent faictes le xxij^e jour de fevrier, l'an mil ccc iiij^{xx} et dix.

III.

Sacent tout que par devant nous Jehan Bouteillier,.... sont venus et comparus en personne, par certain adjournement à eulx fait, Miquiel Folet, eagié de xxxvij ans ou environ, demorant en le parroce Nostre-Dame en Tournai, Thomas Hongnart, de l'eage de xl ans ou environ, demorant a Saint-Ghillain, et Jehan Hongnart, de l'eage de xxvij ans ou environ, demorant a Boussut emprès ledit Saint-Ghillain, si comme il disent; et affermerent et chascun d'euls par leurs fois et sermens et jurèrent sur sains, après ce que par nous leur fu demandé se ilz congnoissoient Jehan Bouchier, portier à mons. l'évesque de Tournai, condempné devers le roy nostre sire en certaine amende et defaux; dont ilz respondirent que oyl, passez sont xiiij ans ou plus: se ils savoient ne seivent puis iiij ans en ça que ledit Jehan Bouchier qui estoit clers, dont de ses lettrez de previlège on nous fist ostencion, heiust heu depuis celui temps en ça ne ait à présent aucun temporel ou roiaume de France, ne aultre part, lesquelz dessus nommez comparans disent et respondirent par leurs dis sermens, et cescun endroit soi, que onques ne seurent ne encores ne sevent à présent que ledit Jehan Bouchier heiust onques heu ne encores n'a à présent aucun temporel ou dit roiaume, ne aultre part. Et aussi comparu par devant nous ledit Jehan Bouchier li quelz confessa en nostre présence que de l'amende et defaux en quoi il est tenu devers le roy nostre dit seigneur riens n'en avoit païé parce qu'il est clers non aians temporel comme dit est. Tesmoins nostre seel mis à ces présentes, qui furent faictes le xvij^e de fevrier, l'an mil ccc iiij^{xx} et dix.

NOTICE SUR LES ÉGLISES

DE VERNEUIL-SUR-SEINE

ET DE MÉDAN

(SEINE-ET-OISE).

I.

Le petit village de Verneuil est bâti sur la rive gauche de la Seine, en face des coteaux de Triel et au milieu de la plaine étroite et accidentée qui s'étend entre Poissy et Meulan. Bien que son existence remonte à une époque reculée du moyen âge, ainsi que plusieurs chartes l'attestent, Verneuil n'a pas, en réalité, d'histoire qui lui soit propre, et ses modestes annales se bornent à la nomenclature plus ou moins complète des différentes familles qui en ont successivement possédé le château et la seigneurie. Cette énumération toute généalogique serait déplacée dans un mémoire consacré à la seule description de l'église; aussi, parmi les nombreux seigneurs dont la longue série est parvenue jusqu'à nous, me contenterai-je de mentionner ceux qui possédèrent Verneuil, au temps de la construction de l'unique monument qu'il renferme.

Au douzième siècle (les renseignements historiques ne vont pas au delà), la terre de Verneuil (*villa de Vernolio*) figure sur la liste des possessions de la maison de Montmorency. Matthieu I^{er} de Montmorency, connétable de France, est qualifié seigneur de Verneuil, de Vernouillet et de Conflans-Sainte-Honorine (1). A sa mort, arrivée en 1160, Verneuil échut en par-

(1) *Hist. géneal. et chronol.* du P. Anselme, t. III, p. 568.

tage à son cinquième fils, Matthieu, sire d'Attichy et de Marly, tige de la branche de Montmorency-Marly (1), qui, quelques années plus tard, vers 1180, le donna en dot à sa fille Marguerite, en la mariant à Aimeri, vicomte de Narbonne (2). Marguerite, dame de Verneuil, de Vernouillet, de Poissy et de Meulan, mourut en 1230, laissant par testament la première de ces terres à son second fils, Aimeri de Narbonne, chanoine de Chartres, qui mourut lui-même le 25 février 1256. Après lui, la seigneurie de Verneuil fut successivement possédée : 1^o par Guillaume de Narbonne, archidiacre de Toulouse, chanoine de Saint-Paul de Narbonne et de Chartres, mort en 1295; 2^o par Pierre de Narbonne, archidiacre de Chartres, mort vers 1330. A cette époque, la terre de Verneuil sortit de la maison de Narbonne, sans qu'on sache comment, et c'est seulement au seizième siècle qu'on parvient à renouer le fil de la tradition seigneuriale, interrompu pendant plus de deux cents ans (3).

La paroisse de Verneuil a fait, jusqu'en 1790, partie du diocèse de Chartres : elle était comprise dans la circonscription de l'archidiaconé de Pinserais, et du doyenné de Poissy. L'église,

(1) *Hist. généal.*, t. III, p. 655.

(2) *Hist. généal.*, t. III, p. 657. Les vicomtes de Narbonne, de la seconde maison, dont il s'agit ici, étaient une branche de la maison espagnole de Lara, à laquelle la vicomté de Narbonne était échue par alliance.

(3) Comme il peut être intéressant pour quelques lecteurs de suivre jusqu'à nos jours les changements survenus dans la propriété de la terre de Verneuil, je vais les indiquer en quelques lignes. Au seizième siècle, Verneuil était entre les mains de la famille Alleaume d'Orléans, dont le chef, Jean-Louis Alleaume, sire de Verneuil, était lieutenant-général au présidial d'Orléans. Après lui, la terre passa d'abord à son fils, lieutenant-général comme son père [1571], puis à sa fille, Marguerite Alleaume, mariée à René Dolu, sire d'Ivoy en Berri [1579]. La fille de cette dernière, Marie Dolu, apporta, en 1600, la terre de Verneuil à son mari, Jacques Ollier, conseiller au parlement de Paris, puis intendant à Lyon et conseiller d'Etat, et leurs descendants la conservèrent jusqu'au commencement du dix-huitième siècle. En 1690, Jean-Baptiste-Jacques Ollier, premier chambellan de Monsieur, frère de Louis XIV, prit le titre de marquis de Verneuil, que son fils porta après lui. A la mort de celui-ci, vers 1710, la seigneurie, devenue marquisat, fut acquise par François Ollivier de Senozan, marquis de Rosny, dont la famille en demeura propriétaire jusqu'à la révolution française. Depuis cette époque, le château de Verneuil a été successivement possédé par le comte de Tocqueville, par la marquise Lepelletier de Morfontaine, fille unique de Lepelletier de Saint-Fargeau, et enfin par la fille de cette dernière, aujourd'hui mariée à M. le comte Ernest de Talleyrand-Périgord, pair de France.

dédiée à saint Martin, était desservie par un curé et un vicaire, dont la présentation appartenait au prieur de Deuil, près Saint-Denis, et la collation à l'évêque diocésain (1). Depuis 1790, Verneuil fait partie du diocèse de Versailles.

Placée au centre d'un pays où l'architecture du moyen âge a trouvé son impulsion la plus rapide et reçu ses développements les plus parfaits, l'église de Verneuil, comme la plupart des églises de l'ancienne Ile-de-France, présente, malgré son peu d'importance, un incontestable intérêt archéologique. Considérée dans son ensemble, et abstraction faite de quelques parties que d'inintelligentes réparations ont défigurées, elle appartient par sa construction à deux époques distinctes. Le chœur, le chalcidique et une portion des murs de la nef remontent à la fin du onzième siècle, ou au moins au commencement du siècle suivant : l'intérieur de la nef et les collatéraux qui l'accompagnent datent de la première moitié du treizième siècle. Le plan de l'édifice est celui d'une croix latine, que termine à l'orient un chevet droit, dépourvu d'abside et de chapelles. Le chœur présente cette particularité symbolique bien connue, qu'il n'est pas exactement placé dans l'axe de la nef, et qu'il incline légèrement du côté du midi. Les transepts, excessivement courts et reconnaissables à l'intérieur de l'église seulement, ne dépassent pas à l'extérieur l'alignement des collatéraux. Quant à ceux-ci, dont la présence est également dissimulée à l'extérieur par le prolongement du toit de la nef qui les recouvre, ils sont construits de la façon la plus irrégulière. Au lieu d'être parallèles, soit à la nef, soit au chœur, ils décrivent, dans toute la longueur de l'église, une double ligne sinueuse, s'élargissant et se rétrécissant à plusieurs reprises, sans symétrie ni raison apparente autre que l'ignorance ou la négligence de l'architecte.

Le chœur et les transepts sont plus élevés que la nef, et flanqués de contre-forts peu saillants, dont la partie supérieure se termine par un amortissement taillé en biseau. De petites fenêtres, primitivement cintrées, plus tard amorties en ogives très-grossières, éclairent cette partie de l'église. Enfin, une corniche, formée de petites arcades cintrées que supportent des modillons grimaçants, reçoit tout à l'entour la retombée du

(1) *Pouillé du diocèse de Chartres*, par Nicolas Doublet.

toit. La première moitié de la nef, à partir des transsepts, présente exactement les mêmes caractères que ceux-ci. On y voit de plus, percée dans le mur du nord, une porte basse, de forme assez élégante, dont l'arc cintré est dessiné par un gros boudin, que supportent deux colonnettes à chapiteaux couverts de quelques feuillages fantastiques, malheureusement très-frustes. A partir de cette porte, toute la partie occidentale des murs de la nef a été rebâtie à une époque tout à fait moderne, et n'offre plus le moindre intérêt. La façade a subi le même sort que la nef : pourtant, la partie centrale, comprise entre deux contre-forts semblables à ceux des transsepts et terminée par une mince corniche qu'on aperçoit encore au milieu des replâtrages postérieurs, me paraît, toute défigurée qu'elle est, appartenir à la construction primitive. Cette façade, manifestement élargie et exhaussée après coup, se terminait vraisemblablement dans l'origine par un amortissement horizontal, ainsi qu'on le voit fréquemment dans les monuments de la période romane.

Au-dessus du chalcidique, s'élève une haute tour carrée, à deux étages. L'étage inférieur, d'une construction élégante et très-soigné d'ornementation, est le seul qui soit contemporain de la partie de l'église qu'il surmonte. Il est éclairé, sur chacune des quatre faces, par deux longues fenêtres cintrées accouplées, dont les arcs, dessinés par un boudin et un large cordon de dents de scie, reposent sur de charmantes colonnettes, à chapiteaux ornés de feuillages fantastiques. Les angles sont flanqués, en guise de contre-forts, par quatre hautes colonnes engagées, dont les chapiteaux, très-finement traités, supportent la corniche à modillons grimaçants qui forme le couronnement. L'étage supérieur, dépourvu de tout ornement et bâti en mauvaise pierre, est brusquement terminé par un double gable et un toit en bâtière. Cette construction disgracieuse, qui date de la même époque que les grossières réparations des parties occidentales de la nef, a sans doute remplacé une flèche en pierre, dans le genre de celle qui surmonte le beau clocher de l'église voisine de Vernouillet. Au moins les nombreux points de similitude qu'on remarque entre les deux églises, bâties en même temps et présentant dans leur ensemble les mêmes caractères, donnent-ils lieu de penser que les deux tours, semblables par la base, l'étaient aussi par le couronnement.

L'intérieur de l'église a eu peu à souffrir des travaux de reconstruction moderne, qui ont laissé à l'extérieur de si tristes traces : à part quelques réparations sans importance, il est demeuré intact. J'ai dit que les parties les plus anciennes de l'édifice, le chalcidique et le chœur, dataient de la fin du onzième siècle. Le chalcidique, voûté en berceau, est compris entre quatre grandes arcades en plein cintre, que supportent d'énormes piliers, flanqués sur leurs faces latérales de colonnes engagées. Ces piliers, sur lesquels porte tout le poids de la tour, étaient primitivement de forme carrée ; mais, renforcés à plusieurs reprises, munis d'éperons du côté des collatéraux, ils ne présentent plus à l'œil maintenant que d'épais massifs sans contours arrêtés. L'arc triomphal et celui qui sépare le chalcidique de la nef ont seuls gardé leur forme primitive. Quant aux arcades qui accèdent aux transsepts, le besoin de consolidation a obligé d'en altérer la forme. Les arcs cintrés primitifs, encore parfaitement visibles toutefois, ont été doublés de grands arcs ogivaux, dont les pieds-droits, plus solides qu'élégants, ont remplacé les colonnes engagées, sur lesquelles reposaient d'abord les retombées des cintres. Les caractères que je viens d'indiquer se retrouvent exactement dans la travée unique dont le chœur se compose.

La nef, élevée au commencement du treizième siècle, a toute l'élégance, toute la grâce, qu'on retrouve dans les monuments religieux de cette époque, depuis les cathédrales jusqu'aux simples chapelles. Elle comprend trois travées dans sa longueur. Les arcades ogivales qui la séparent de ses bas côtés reposent sur de jolies colonnes rondes isolées, dont les chapiteaux sont ornés d'un double rang de feuilles enroulées, et dont les fûts se terminent, dans leur partie inférieure, par un gros tore muni d'un empatement qui s'adapte aux saillies de la base : on sait que cette particularité est commune à presque tous les monuments appartenant au style ogival primitif. Des tailloirs de ces colonnes, partent trois colonnettes accouplées, dont les chapiteaux, réunis en bouquet, reçoivent les retombées de la voûte. Les collatéraux ont été bâtis dans le même style et avec le même soin. A chaque colonne isolée des arcades de la nef correspondent, le long des murs extérieurs, des groupes de trois colonnes, dont les chapiteaux, couverts de feuillages roulés en colimaçon, sont d'un travail exquis. Quelques-uns présentent même ce caractère assez rare, que le tailloir, au lieu de poser

directement sur le chapiteau, est porté par trois fiches ou dents de pierre très-saillantes qui l'isolent de la corbeille. Les voûtes, fort soignées d'exécution, sont construites en tiers-point.

Sur les murs de l'église, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, étaient autrefois peintes de grandes litres funèbres, dont on distingue encore, sous le badigeon, les traces noires et blanches. La litre intérieure ne s'étendait pas seulement sur les murailles; elle suivait encore les contours des colonnes de la nef et des piliers du chœur, et l'on sait que les fondateurs ou patrons de l'église et les seigneurs hauts-justiciers avaient seuls droit à une distinction aussi étendue. La zone noire qui règne le long de la muraille extérieure, du côté du nord, est parsemée de quelques écussons; mais, soit que le champ préparé à l'avance n'en ait jamais été rempli, soit que le temps ait détruit la peinture qui les recouvrait, il est impossible aujourd'hui de retrouver sur ces écussons vides la moindre trace d'armoiries.

L'église de Verneuil a aujourd'hui grand besoin de réparations. Tout le côté septentrional de l'édifice, enterré outre mesure par suite de l'exhaussement extraordinaire du sol du cimetière, est rongé par l'humidité, dont l'effet désastreux sur la solidité des fondations se laisse déjà facilement deviner. De plus, la voûte du transept du midi est lézardée, et l'un des arceaux qui la soutiennent fléchit d'une manière inquiétante. Il serait donc vivement à désirer que le département consentit à venir au secours d'un monument auquel toutes les autres ressources font défaut, et dont la perte serait grandement regrettable : ce serait un service rendu à la cause de l'art, dont lui sauraient gré les nombreux amis de nos antiquités nationales.

II.

L'église de Médan, voisine de celle de Verneuil, est une petite basilique de la fin du quinzième siècle, dont la construction élégante et soignée n'offre cependant rien d'assez remarquable pour mériter les honneurs d'une description détaillée. On y retrouve les caractères généraux de l'architecture du temps, et rien de plus. Ce n'est donc point par elle-même qu'elle se recommande à l'attention des archéologues et des érudits, mais bien par un curieux monument qu'elle renferme, et dont l'exis-

tence n'a, que je sache, été signalée nulle part. Le monument dont il s'agit est une cuve baptismale en pierre, de forme octogonale, sur l'un des côtés de laquelle est gravée une longue inscription en vers français, contenant l'histoire complète, non seulement du vase qui la porte, mais encore de l'église où elle est aujourd'hui placée. La cuve qui, d'après le dessin des moulures dont elle est ornée, paraît remonter au treizième siècle, appartenait primitivement à l'église Saint-Paul de Paris, d'où elle fut transportée à Médan, en 1494, par Henri Perdrier, seigneur du lieu et fondateur de l'église. C'est ce que nous apprend l'inscription, dont voici le texte :

A ces fons furent une fois
 baptisés plusieurs ducs et rois ;
 princes, contes, barons, prélatz,
 et autres gens de tous estatz ;
 et, affin que ce on congnoisse,
 ilz servoient en la paroisse
 royal de saint Pol de Paris,
 où les roiz se tenoient jadis.
 Entre autres y fut notablement
 baptisé honnourablement
 le sage roy Charles le Quint
 et son filz qui après lui vint,
 Charles le saige (*sic*) bien amé,
 VI^e de ce non clamé.
 Or furent les dessus fons
 fait apporter, je vous respons,
 par le sire du lieu, en l'an IIII^e
 qu'on disoit IIII.^{xx} XIII.^{orze}.
 son ame en Paradis repoze !
 Henry Perdrier fut son nom.
 Dieu lui sache gré de ce don !
 Icelui seigneur commença,
 depuis ung pou de temps en ça,
 à réédifier ceste église,
 qui en pauvre estat estoit mise,
 tellement que, comme j'entends,
 il avoit près de cent ans
 qu'on y avoit messe chantée,
 tant estoit le lieu mal hanté.
 Or a-il si bien procuré,
 qu'il y a de présens curé

et grand foison paroissiens.
 Dieu lui multiplie ses biens
 et nous doit faire telz prières
 pour Perdriers et Perdrières,
 qu'en Paradis, où n'a soucy,
 puissent aller et vous aussi !

A la suite du dernier vers sont gravés en creux trois écussons, aujourd'hui indéchiffrables, mais qui contenaient sans doute les armoiries du fondateur (1), et celles de ses deux femmes, Étiennette Gaillard et Jacqueline Lhuillier.

Aux renseignements historiques fournis par l'inscription, il n'y a, comme on vient de le voir, rien à ajouter, si ce n'est quelques détails généalogiques sur le personnage dont la générosité a inspiré le poète anonyme.

Les Perdrier ou Perdriel (le nom s'écrit des deux manières) étaient, au quinzième siècle, une famille de bourgeois de Paris, enrichie par le commerce de l'argent. Le grand-père et le père de celui qui nous occupe avaient été tous deux changeurs, et le second avait acquis la seigneurie de Médan, qu'il transmit à son fils aîné, Henri, auquel un acte de 1498 donne le titre de procureur et garde des sceaux de la châtellenie de Poissy (2). Henri Perdrier mourut le 12 août 1499, laissant de Jacqueline Lhuillier, sa seconde femme, deux enfants, dont une fille, qui hérita de la terre de Médan, et la porta dans la famille de son mari, Jean Brinon, premier président du parlement de Normandie. Au seizième siècle, la fortune des Perdrier prit un accroissement rapide. Pierre, fils du précédent, devint conseiller de la ville de Paris et greffier de l'hôtel; il est de plus qualifié seigneur de Baubigny près Paris, de la Commune près Melun, de Machault et de Maizières, enfin baron de la Troupeaudière et de Verrolières en Poitou. Dès lors, la famille n'est plus connue que sous le nom de Perdrier de Baubigny. La plupart de ses membres occupèrent des emplois dans la robe ou dans les finances. Quelques-uns cependant embrassèrent la carrière des armes, et l'un d'eux, Pierre Perdrier de Baubigny, fils du conseiller de la ville de Paris, acquit même, comme capitaine d'une compagnie de gens d'armes, une triste illustration. Il assista, en

(1) D'azur à trois dextres d'or.

(2) Extrait du cabinet des Titres de la Bibliothèque royale.

1562, à la bataille de Dreux, et ce fut lui qui tua de sang-froid, après le combat, le maréchal de Saint-André, dont il avait été domestique (1). La famille s'éteignit dans la personne de Charles Perdrier de Baubigny, qui mourut en 1618, ne laissant de sa femme, Jeanne de Bragelonne, que deux filles, dont l'une épousa Charles de Béthisy, seigneur de Maizières, et l'autre Charles d'Ornano, grand maître de la garde-robe de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII.

(1) *Hist. généal. et chronol.* t. VII, p. 194.

JULES MARION.

NOTES ET DOCUMENTS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE L'ÉCOLE ROYALE DES CHARTES.

Recherches sur le projet présenté à l'Empereur, en 1807, par le baron de Gérando.

L'université de Paris se vantait jadis d'avoir eu pour fondateur Charlemagne. Cependant, chacun le reconnaît aujourd'hui, cette tradition n'est rien moins que fondée, et la célèbre institution dont il s'agit ne dut nullement au grand empereur son organisation primitive.

Sur la foi d'un témoin respectable et contemporain, nous avons aussi pensé que l'École des Chartes avait le droit de revendiquer une gloire analogue et mieux assurée. Nous avons pensé qu'elle pouvait faire remonter sa naissance, ou du moins sa conception, jusqu'au règne, non moins illustre, d'un autre Charlemagne. Cet espoir ou cette hypothèse, bien digne, on en conviendra, de tenter l'orgueil *généalogique* d'une institution, nous avait été suggérée par une lettre publiée dans ce recueil même, et dont nos lecteurs ont pu garder le souvenir (1).

Mais l'âge où nous vivons n'est point celui des légendes : pour obtenir l'adhésion à sa croyance, des raisons de sentiment ne suffisent plus, et nous le reconnaissons les premiers. Avant donc que d'admettre définitivement pour vraies des assertions dont, plus que personne, nous aurions le désir de constater l'entière vérité, nous avons voulu recourir aux sources et aux preuves.

Enregistrer ici les documents authentiques qui peuvent servir à l'éclaircissement de cette question ; les soumettre avec impartialité à la critique, à l'appréciation de tout le monde, tel est

(1) *Notice historique sur l'École des Chartes*, t. I, p. 23.

le but principal que nous nous proposons en écrivant ces lignes.

Feu M. le baron de Gérando, dans sa lettre du 6 avril 1839, à laquelle nous venons de faire allusion, s'exprimait en ces termes :

« J'avais déjà conçu la même idée (celle de la création d'une École des Chartes) en 1806 ; j'étais alors secrétaire-général du ministère de l'intérieur ; le ministre (le duc de Cadore) la soumit à l'empereur dans un rapport que j'avais rédigé. J'ai entre les mains la copie de la réponse de l'empereur, datée du camp d'Osterode le 7 mars 1807 ; l'idée est accueillie, mais il demande de plus grands développements.

« Je les donnai, mais le ministre changea ; l'empereur était en campagne : moi-même, chargé, de 1808 à 1813, d'une suite de missions en Italie et en Espagne, je ne me trouvai point en mesure de provoquer la solution définitive.

« Mon idée avait quelque chose de plus complet et de plus vaste : je voulais un grand établissement national où des savants âgés fussent appelés à jouir d'une honorable aisance, réunie à tous les moyens d'études, avec le loisir et le calme qu'ils exigent, lorsque ce genre d'existence leur conviendrait. J'y réunissais *au sénat de l'érudition* son noviciat, par des pensionnaires pris parmi de jeunes savants qui se seraient préparés, sous la direction des premiers, avec sécurité et indépendance. Je ne sais si j'ai conservé ce travail (1), mais on le retrouvera facilement à cette date dans les archives du ministère de l'intérieur, et dans celles de la secrétairerie d'État (2). »

Ces documents, d'après les réponses que nous avons reçues, ne se trouvent plus aujourd'hui dans la première des deux collections publiques ci-dessus indiquées ; mais ils existent dans la seconde, dont l'accès, comme on sait, n'est point permis au public. Nous devons à l'obligeante faveur d'une communication bénévole d'avoir pu consulter, probablement d'une manière

(1) Pour ne négliger aucun point de la tâche que nous avions à remplir, nous avons voulu épuiser successivement chacune des trois sources d'information qui nous étaient ainsi désignées. Nous avons eu recours, dans cette intention, à M. le baron de Gérando, substitut du procureur-général près la cour royale de Paris, digne héritier du nom, et aussi de la bienveillance que son illustre père portait à l'École des Chartes. Malheureusement, ses obligeantes investigations sont demeurées, pour nous, sans résultat. Parmi les papiers domestiques laissés par le savant publiciste, il n'est resté aucune note, aucun document, que nous n'ayons pu nous procurer ailleurs.

(2) *Ibidem*, p. 23 et 24.

complète, toutes les pièces dont il s'agit, et c'est l'analyse de leur contenu que nous allons offrir à nos lecteurs.

Le projet de M. de Gérando se rattachait lui-même à un ensemble de mesures beaucoup plus vastes, que M. de Champagny, duc de Cadore, avait été amené à soumettre à l'empereur, et qui donnèrent lieu, pendant l'hiver et le printemps de 1807, à une correspondance assez volumineuse. Nous serons donc obligé de nous livrer à quelques digressions ; mais nous pensons que cette extension même donnée à notre sujet, et la pensée de l'empereur éclairant le nouveau terrain à parcourir, ne peuvent qu'augmenter l'intérêt de ce travail.

L'empereur, aux heureux débuts de son règne, après avoir fermé les plaies les plus vives de la société française, s'appliquait à seconder les progrès de sa régénération morale. Il était gravement préoccupé des intérêts de la littérature, et, frappé de sa décadence, il étudiait les moyens de la relever. Il avait, dans cette intention, prescrit au ministre de l'intérieur de méditer de son côté ce problème, de lui soumettre le résultat de ses recherches, afin qu'il les examinât et pourvût à une solution. Tels sont le sujet et l'origine des divers documents qui vont suivre : nous les reproduirons autant que possible par des citations textuelles.

I.

21 janvier 1807. Rapport du ministre de l'intérieur à S. M. l'empereur et roi, sur les moyens d'encourager la culture des Lettres. — Secrétariat général (1).

Le ministre divise son rapport en deux parties. Dans la première il signale, d'après son sentiment, les *causes de la décadence de la littérature*, qu'il énumère et distribue ainsi : 1° Relâchement qui suit les époques de grandeur et de fécondité. 2° Influence de la révolution. 3° Destruction des bienséances ; impossibilité de la méditation ; fausse exaltation. 4° Nouveaux usages qui amènent les gens de lettres au sein de la société, et les livre à la dissipation qu'on y rencontre. 5° Partis littéraires ; indécence, partialité, discrédit de la critique.

(1) Dossier n. 77.

Puis il expose dans cet ordre les *moyens d'y remédier*. 1° Rétablissement de la charge d'historiographe. 2° Création de *poètes lauréats* ou *césaréens*. 3° Tableau des ouvrages parus dans l'année, mis périodiquement sous les yeux de l'empereur ; récompenses accordées aux auteurs des meilleurs de ces ouvrages. 4° Encouragements divers aux sociétés savantes des provinces. 5° Continuation de l'*Histoire littéraire de la France*, commencée par les Bénédictins. « 6° *Établissement d'une espèce de nouveau Port-Royal*, retraite destinée aux hommes de lettres qui voudraient entreprendre de grands travaux, et qui, par leurs précédents écrits, donneraient des espérances fondées de succès. »

A l'appui de cette sixième proposition, le ministre écrivait à l'empereur :

« Votre Majesté a daigné accorder des pensions à un assez grand nombre de gens de lettres. Il en est quelques-uns auxquels il serait utile, peut-être, de trouver quelque part une retraite tranquille, dans un site agréable, avec l'usage d'une bibliothèque choisie, la société de leurs confrères ; en un mot, une espèce de nouveau *Port-Royal*. Là, délivrés d'une foule de soins et d'inquiétudes relatives à leur existence, rendus aux méditations solitaires, oubliant les opinions d'un public frivole, ils pourraient en paix suivre de grands travaux. Mais cette idée semble demander à être encore mûrie (1). »

L'empereur, en ce qui touche ce sixième article, répondit par la note suivante, mentionnée (voyez ci-dessus, p. 154) dans la lettre du baron de Gérando. Nous devons la communication de cette note aux bienveillantes recherches de M. Natalis de Wailly, chef de la section administrative aux Archives du royaume.

7 mars 1807. Note dictée par S. M. après avoir pris connaissance du rapport du ministre de l'intérieur, sur les moyens d'encourager la culture des lettres.

.....
 « Quant au sixième moyen, qui est l'établissement d'une espèce de nouveau Port-Royal, S. M., avant de prononcer une opinion, désire avoir les développements de cette idée. »

(1) Cette dernière phrase paraît ajoutée par le ministre à la rédaction primitive du secrétaire-général.

« S. M. a ordonné la transmission de cette note à S. Exc. le ministre de l'intérieur. — Au camp impérial d'Osterode, le 7 mars 1807.

« Le ministre secrétaire d'État, *signé* : HUGUES B. MARET. »

II.

18 mars 1807. Supplément au rapport précédent ; nouveau rapport sur le même sujet.

Les quatre propositions suivantes, inscrites en haut et à gauche de la pièce, résumaient les vues du ministre. Les quatre articles correspondant à droite, et que nous reproduisons en italique, sont, dans l'original (1), écrits de la propre main de Napoléon.

Le ministre soumet à l'empereur le projet d'instituer au Collège de France quatre nouvelles chaires, savoir :

(Projet du ministre.)

(Écrit par l'Empereur.)

- | | |
|---|--|
| 1° Une chaire d'histoire de France. | <i>Histoire militaire de la France.</i> |
| 2° — d'éloquence française. | <i>Histoire de la législation en France.</i> |
| 3° — d'histoire littéraire et critique. | <i>Histoire littéraire et critique.</i> |
| 4° — poésie française. | <i>Chaire d'éloquence française.</i> |

La première des mesures proposées est développée par M. le duc de Cadore en ces termes : « La littérature de la France n'est pas représentée d'une manière suffisante ni proportionnée, au Collège de France. Il n'y a pas, dans tout l'empire, une seule chaire d'histoire de France. » La quatrième est pour lui l'objet de ces considérations : « Le goût de l'érudition s'est affaibli parmi nous, à mesure que celui des productions frivoles s'est développé. Les grandes recherches ne sont plus entreprises... Cet enseignement pourrait embrasser quelques parties de la biographie, de l'archéologie. Il ferait mieux observer les révolutions de la langue. Il protégerait le maintien des traditions. Il rendrait à l'étude quelques débris précieux de notre ancienne littérature. »

III.

2 avril 1807. Nouveaux rapports et pièces sur le même sujet (2).

Cet article comprend trois nouveaux rapports du ministre,

(1) Dossier 75.

(2) Dossier 74.

avec un appendice, que nous allons faire connaître, le tout accompagné d'une lettre d'envoi, écrite de la main du duc de Cadore.

Premier rapport. — « Votre Majesté, par sa note du 7 [mars], dit la lettre d'envoi, a daigné accorder son approbation aux cinq premières propositions, ci-après reproduites, que j'ai eu l'honneur de lui soumettre : je les ai converties en un projet de décret. »

Suit ce projet, divisé en six titres, et subdivisé en de nombreux articles.

Titre 1^{er}. Il est créé deux historiographes de l'empire. Le premier reçoit un traitement annuel de 4,000 fr.; le second, de 3,000.

Titre 2, instituant deux poètes lauréats ou césariens, à 2,000 fr.

Titre 3. Il sera dressé annuellement un tableau des principaux ouvrages de littérature nouvellement parus. Les auteurs qui auront été jugés dignes de cette préférence, recevront des récompenses publiques.

Titre 4. Les travaux des académies de province seront signalés, selon leur mérite, à la bienveillance de l'empereur.

Titre 5. *L'Histoire littéraire* des Bénédictins sera continuée par l'Institut.

Titre 6. La chaire de littérature française au Collège de France est remplacée par quatre chaires nouvelles :

- 1^o Une pour l'histoire de France;
- 2^o Une pour l'éloquence française;
- 3^o Une pour la poésie française;
- 4^o Une pour l'histoire littéraire et l'archéologie (1).

L'article 37 et dernier du sixième titre disposait, relativement à ce cours de critique littéraire et d'archéologie : « Un règlement particulier, arrêté par notre ministre de l'intérieur, déterminera les époques et la forme des exercices publics qui seront donnés par les professeurs, et *les conditions, auxquelles sera soumise l'admission des élèves.* »

2^e Rapport. — Il s'agit ici de créer un *journal littéraire* di-

(1) Cette liste de chaires à fonder est identique avec celle que contient la pièce du 18 mars (ci-dessus, II) ; l'apostille ou réponse de la main de l'empereur, que porte en regard cette pièce du 18 mars, n'était point encore connue du ministre le 2 avril. C'est plus tard seulement, comme on le verra ci-après, sous la date du 19 avril 1807, que l'empereur donna son avis développé sur les essais successifs qu'il demandait à son ministre.

rigé par l'administration, avec un *budget* de 24,000 francs, savoir : un *directeur*, à 1,500 fr. ; deux rédacteurs, à 1,000 fr. chacun ; un *agent* ou secrétaire, à 1,200 fr. ; le reste, en matériel et impression.

« Cette esquisse, ajoutait la lettre d'envoi, en parlant du 2^e rapport, est bien imparfaite..... Mais V. M. la perfectionnera aisément..... Lorsque nous n'enfantons que péniblement et avec le secours du temps et de la réflexion, un trait de son génie produit en un instant une création complète. » Puis il applique les mêmes observations au 3^e rapport qui va suivre : « Il faut encore la main de V. M. pour former, sur le modèle d'un établissement religieux, un établissement purement littéraire. »

« 3^e Rapport. — Développement des idées présentées à S. M. dans le rapport du 21 janvier, sur l'établissement d'une espèce de *Port-Royal* nouveau.

« Votre Majesté m'a ordonné, par sa note du 7 de ce mois [mars], de lui développer ces idées.... Le relâchement des mœurs, à la fin du dix-huitième siècle, a été la cause principale de la décadence littéraire.... Les religieux trouvaient dans la solitude, la méditation, les habitudes salutaires de la vertu, les conditions les plus favorables aux travaux littéraires.

« Il est des travaux dont un seul homme ne peut se charger. La littérature doit plusieurs entreprises de ce genre aux Bénédictins et à ceux de Port-Royal.

« Paris absorbe, dissipe, engloutit les gens de lettres... Je penserais donc que si, hors de la capitale, dans un séjour tranquille et champêtre, on pouvait offrir à quelques hommes de lettres, dignes d'en sentir le prix, une retraite paisible, une existence modeste et assurée, on aurait rendu un service essentiel aux lettres elles-mêmes.

« Si Votre Majesté agréait ces dispositions, je les convertirais en projet de décret...
Signé, CHAMPAGNY. »

Suit le programme de ces dispositions, dont la teneur est telle :

Projet de dispositions relatives à l'établissement d'un nouveau Port-Royal ou d'une retraite pour les gens de lettres (1).

1. Une maison, à quelque distance de Paris, comme une ancienne

(1) Travail de M. de Gérando. Voyez *Pièces justificatives*, p. 171, note 1.

abbaye, dans une situation champêtre, entourée de jardins, sera destinée à devenir une maison de retraite littéraire.

2. Elle sera disposée pour recevoir quarante personnes et les loger d'une manière indépendante.

3. Les individus qui y seront admis par un décret spécial de S. M. seront de deux espèces :

Des savants ou hommes de lettres, âgés de cinquante ans au moins, pour y terminer leur carrière dans la tranquillité de leur loisir et de leur solitude ;

Des jeunes gens de vingt ans, débutant avec distinction dans la carrière des lettres ou des sciences, qui désireraient se préparer et se perfectionner, dans la retraite, à de grands travaux.

Les premiers n'y seront admis que dans le cas où ils seraient célibataires ou veufs. Les autres ne seraient admis que dans le cas où ils seraient célibataires.

4. Les premiers pourraient être au nombre de dix-huit ou vingt ; les seconds au nombre de dix ou douze.

5. Pour l'admission des premiers, il serait exigé : 1° qu'ils fussent connus par des ouvrages qui leur auraient mérité la bienveillance du gouvernement et l'estime publique ; 2° qu'ils fussent agréés par le supérieur et par la majorité des solitaires.

6. Pour l'admission des seconds, il serait exigé : 1° qu'ils eussent ou remporté un prix dans les concours ouverts par les sociétés savantes ou littéraires, ou d'après un rapport d'une classe de l'Institut de France, soit des chefs de l'instruction publique, et qu'ils eussent été reconnus pour donner de grandes espérances dans les sciences ou dans les lettres ; 2° qu'ils eussent été agréés par le directeur.

7. Les premiers jouiraient d'une pension de douze cents francs jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, de quinze cents francs, au-dessus ; sur cette pension, six cents francs seraient retenus pour les frais de la vie commune : les seconds, d'une pension de trois cents francs, pendant tout le temps qu'ils résideraient dans l'établissement, où ils seraient logés et nourris. Cinq cents francs seraient payés pour leur nourriture.

8. Un règlement d'ordre serait établi dans l'intérieur de la maison, et les solitaires y jouiraient de la plus entière indépendance en se conformant au règlement.

9. Ils seraient obligés de vivre en commun.

10. Ils ne pourraient s'absenter sans un congé du directeur. Tout congé au delà d'un mois devrait être accordé par le ministre.

11. Ils seraient libres de se retirer de l'établissement lorsqu'ils le ju-

geraient à propos, en renonçant à la pension qui leur aurait été accordée ; mais, alors, ils perdraient la faculté de rentrer dans l'établissement.

12. L'établissement pourrait aussi recevoir des pensionnaires, à leurs frais, pourvu que, remplissant les mêmes conditions, ils fussent présentés par la majorité des solitaires, agréés par le directeur et admis par le ministre.

13. Le règlement mettrait les jeunes gens dans une dépendance particulière des anciens.

14. Les plus grands travaux littéraires et scientifiques et diverses recherches pourraient être tracés par le gouvernement pour l'occupation de ces solitaires.

15. Le directeur pourrait avoir une pension double. Il serait nommé par l'empereur et pris parmi les solitaires.

16. Il sera fait un règlement pour déterminer le régime économique de la maison.

L'empereur, on le sait, était alors en campagne. La date des faits (mars-avril 1807) nous reporte entre les batailles d'Eylau et de Friedland. « Il habitait, » dit l'écrivain illustre dont l'œuvre est en ce moment même entre les mains de tout le monde, « il habitait le bourg d'Osterode, vivant dans une espèce de grange, d'où il contenait l'Europe et gouvernait son empire. On avait fini par lui trouver, à Finckenstein, une demeure plus convenable ; c'était une habitation de campagne, appartenant à un employé de la couronne de Prusse, et dans laquelle il avait pu se loger avec son état-major et sa maison militaire. Chaque semaine on lui envoyait le portefeuille des divers ministères, et il consacrait son attention aux affaires les plus grandes comme les plus petites (1). » C'est, en effet, de ce château de Finckenstein que sont datés deux mémoires, dictés le même jour, en réponse aux communications ci-dessus énumérées, et qu'il nous reste à reproduire par extraits, pour faire connaître l'opinion du maître relativement à ces matières.

Avant de porter la main sur ces pages inconnues, émanées d'un tel auteur, et dont l'étendue seule (2) atteste la prodigieuse activité de celui qui les a dictées ; sur ces pages où la pensée se

(1) Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. VII, fin du liv. xxvj.

(2) Les deux mémoires, dictés probablement dans la même matinée, forment ensemble une trentaine de pages in-folio.

manifeste et brille constamment avec l'abondance et l'éclat que cet inépuisable esprit portait en toutes choses, et que pourtant nous sommes condamnés à mutiler en de courtes citations, nous ne pouvons nous défendre d'un sentiment d'hésitation qui se mêle à nos regrets. Qu'il nous soit permis, du moins, de nous arrêter un instant, pour répéter ici ces paroles aussi nobles que justes, écrites par M. le duc de Cadore dans l'une des pièces mêmes que nous avons déjà mentionnées (1) : « Parmi tant de
« circonstances, disait-il, du règne de V. M., que l'histoire s'em-
« pressera de recueillir, ce ne sera pas sans doute une des moins
« remarquables, que, du sein de ses armées, au milieu de ses con-
« quêtes, la même main qui a donné le signal de la victoire ait
« dicté de grandes et généreuses dispositions pour la restauration
« de la littérature. »

IV.

Première dictée de l'empereur. Observations sur les rapports du ministre de l'intérieur relatifs à l'enseignement des lettres.

Encouragement des lettres.

19 avril 1807.

« L'empereur a reçu les trois rapports qui ont pour objet, etc. (2).

« Le premier rapport contient un projet de décret en six titres. — Titre 1^{er}. *Historiographes*.—Il y a eu des historiographes de France; mais il est vrai de dire qu'ils n'ont rien fait pour la France et pour l'histoire. Racine a été historiographe sous Louis XIV, et il n'est rien resté de son travail. Nous avons peu de bons historiens, et ce n'est pas parmi eux que l'on trouve les hommes qui ont été décorés du titre qu'il s'agit de rétablir. Cependant une institution de ce genre pourrait avoir quelque utilité; mais ce ne serait pas de faire des historiens. Il faudrait, surtout, éviter le mot d'*historiographe*. Il est reçu qu'un historien est un juge; qu'il doit être l'organe de la postérité. L'on exige de lui tant de qualités, qu'il est difficile de croire qu'une bonne histoire puisse se commander. Ce que l'on peut commander à des hommes d'un esprit sage et d'un certain talent, ce sont des mémoires historiques,

(1) Art. III, lettre d'envoi.

(2) Voyez ci-dessus, III.

produits de recherches studieuses, contenant des matériaux authentiques, des observations critiques qui tendent à éclairer sur les événements. Si ces recherches, si ces documents, si ces matériaux sont encadrés dans une bonne narration des faits, ce travail aura beaucoup de rapport avec une histoire; mais son auteur ne sera cependant pas un historien dans le sens que nous attachons à ce mot.

Titre 2. Poètes césariens. — « On voit bien le but de cette institution... Mais il faudrait que cette création s'accordât davantage avec nos mœurs, et que surtout on détournât d'elle le ridicule que le Français saisit avec tant de malignité. On concevrait plutôt l'établissement des historiographes, puisque enfin, en les créant historiens, on leur impose l'obligation de dire la vérité, et, dès lors, on leur laisse le droit de dire le bien et le mal. Accordera-t-on à des poètes celui de faire la satire de la cour à laquelle ils sont attachés? ou leur devoir sera-t-il de louer? Dans l'un et l'autre cas, on ne voit rien d'utile dans l'emploi de leurs talents. La poésie est enfant de la société : la société seule, en se reformant au moyen de la tranquillité publique et du bonheur intérieur, peut, et cela commence déjà à arriver, ramener les poètes au bon goût, à cette aménité et à cette fleur de grâce et de tact qui embellit les lettres et les arts (1)... »

Titres 2, 4 et 5. L'objet des mesures proposées par ces chapitres entre parmi les devoirs de l'Institut, et leur accomplissement est pour les membres de ce grand corps une obligation naturelle. Il n'est donc pas besoin de décret ni de création nouvelle. L'Institut doit en être chargé.

Titre 6. L'empereur réserve à l'examen de cet article une note plus détaillée (on la trouvera ci-après sous le titre de *Deuxième dictée*).

2^e Rapport. — *Journal littéraire.* Ce projet, combattu d'une manière vive et piquante, est écarté. C'est encore l'Institut qui doit remplir le rôle que voulait attribuer le ministre à une création impossible. L'empereur exprime en ces termes son opinion sur l'utilité de la critique, exercée par un grand corps et avec une haute autorité : « Rien n'apprend mieux à bien parler la langue, « que la lecture de la *Critique du Cid* et des *Commentaires de*

(1) Les parties reproduites entre guillemets sont textuelles. Le reste est analysé. On sait d'ailleurs que l'empereur, dictant avec une extrême rapidité, prenait ordinairement peu de soin de la forme, et que les secrétaires, surtout dans les transcriptions, modifiaient la rédaction sous le rapport du style. « Vous arrangerez cela, » disait-il habituellement au scribe impuissant à suivre le vol de sa pensée.

« *Voltaire sur Corneille*... L'Institut, répétait-il à M. le duc de Cadore, l'Institut est un grand moyen dans les mains du ministre. Qu'il en tire un bon parti, et il fera tout ce que le gouvernement peut faire. »

3^e Rapport. — *Projet d'un nouveau Port-Royal*. Le dossier, qui paraît complet, ne contient aucune note de l'empereur à cet égard.

Deuxième dictée. — Observations dictées par S. M. au château de Finckenstein, le 19 avril 1807, sur le rapport du ministre de l'intérieur, relatif à l'établissement d'une école spéciale de littérature et d'histoire au Collège de France.

Dans ce morceau, plus étendu que le premier, l'empereur s'abandonne d'abord, avec une sorte de complaisance, à une revue générale des institutions publiques, la plupart créées ou modifiées par lui, qui ont pour objet un enseignement quelconque. Il parcourt du regard l'instruction donnée ou dirigée par l'État, à ses divers degrés. Il établit une distinction entre les écoles communes ou générales, et les écoles professionnelles ou spéciales. Il détermine, par des exemples, le caractère des connaissances qui lui paraissent susceptibles d'un enseignement *spécial*. Puis, arrivé à la littérature, l'empereur se demande si elle exige, si elle comporte ce dernier genre d'*enseignement*. Il incline pour la négative.

« Tout ce qui peut *s'apprendre* en ce genre, dit-il, *s'apprend* au collège... Reste à *disserter*...

« La grammaire serait plus susceptible que la littérature proprement dite, de devenir l'objet d'une école spéciale. Il y a là un fonds plus abondant d'observations, de comparaisons. Cela tient à l'origine des sensations; car la manière de parler vient de la manière de sentir. Mais cette science, qui se confond avec l'idéologie, est encore dans une si grande obscurité, que la seule application utile qui en ait été faite est relative aux sourds-muets. Dans cet établissement consiste la véritable école spéciale de grammaire.

« Mais il est dans la littérature d'autres branches qui peuvent, jusqu'à un certain point, donner lieu à l'établissement d'écoles spéciales : c'est la géographie et l'histoire.

« La géographie a plusieurs des caractères des sciences exactes...; son domaine s'accroît à mesure que celui de l'esprit humain s'étend...

« L'enseignement de la géographie peut d'abord se délimiter par quatre chaires, une pour l'Europe, une pour l'Asie, une pour l'Afrique, une pour l'Amérique.

« La manière de lire l'histoire est à elle seule une véritable science... La connaissance et le choix des bons historiens, des bons mémoires du temps, est une connaissance utile et réelle. Si, dans une grande capitale comme Paris, il y avait une école spéciale d'histoire et que l'on y fit d'abord un cours de bibliographie (1), un jeune homme, au lieu d'employer des mois à s'égarer dans des lectures insuffisantes ou dignes de peu de confiance, serait dirigé vers les meilleurs ouvrages; il arriverait plus facilement et plus promptement à une meilleure instruction...

« Pour un homme de vingt-cinq ans, il y a toujours les cinquante dernières années qui sont sans histoire. Ce serait là une importante obligation des professeurs de l'École spéciale d'histoire. Ils devraient connaître non-seulement ce qui s'est fait depuis la fondation des empires jusqu'à l'époque où les historiens se sont arrêtés, mais jusqu'au moment où ils professent.

« Ces professeurs devraient être nombreux. Il y en aurait pour l'histoire romaine, pour l'histoire grecque, pour l'histoire du Bas-Empire, pour l'histoire ecclésiastique, pour l'histoire d'Amérique; plusieurs autres pour l'histoire de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne.

« On pourrait aussi la subdiviser par matières. On placerait au premier rang l'histoire de la législation : le professeur aurait à remonter jusqu'aux Romains, et à descendre de là, en parcourant les différents âges des rois de France, jusqu'au code Napoléon.

« Le second serait occupé par l'histoire de l'art militaire. De quel intérêt ne serait-il pas, par exemple, de connaître les moyens employés, à diverses époques, pour l'attaque et la défense des places sur notre territoire!...

« On pourrait donc s'occuper de l'organisation d'une sorte d'université de littérature, puisque l'on comprend dans ce mot non-seulement les belles-lettres, mais l'histoire et la géographie, car on ne peut penser à l'une sans songer à l'autre. Cette université pourrait être le Collège de France, puisqu'il existe; mais il faudrait qu'elle fût composée d'une trentaine de chaires, si bien liées entre elles, qu'elle présentât comme une sorte de bureau vivant d'instruction et de direction, où

(1) La loi de l'an IV en avait établi dans les écoles centrales.

quiconque voudrait connaître tel siècle, demandât quels sont les ouvrages qu'il doit ou ne doit pas consulter; où tout homme qui voudrait parcourir une contrée, pût trouver une instruction positive sur la direction qu'il doit donner à son voyage, etc.

« L'absence de ces ressources se fait gravement sentir... S. M. désire ces institutions; elles ont été depuis longtemps l'objet de ses méditations, parce qu'ayant beaucoup travaillé, elle en a senti personnellement le besoin.

« Elle a beaucoup étudié l'histoire, et souvent, faute de guide, elle a été induite à perdre un temps considérable en lectures inutiles.

« S. M. consentira à l'érection de la chaire de littérature, non pour y enseigner, mais pour y dissenter. »

Là se bornent les documents fournis par la correspondance administrative et les faits qu'ils nous révèlent. Nous devons, pour compléter notre tâche d'historien, poursuivre ces investigations, et rechercher quelle fut l'issue finale de ces diverses tentatives. Nous allons donc, à cet effet, reprendre analytiquement et par ordre chacune des mesures proposées.

L'envoi du ministre à l'empereur, en date du 7 avril 1807, contenait trois rapports. Le premier renfermait un projet de décret en six titres.

Les titres 1^{er} et 2^e, relatifs aux historiographes et aux poètes césariens, furent, comme on l'a vu, définitivement réfutés et écartés par l'empereur.

Le titre 3 proposait des encouragements périodiques aux auteurs des meilleurs ouvrages de littérature parus dans l'année. — Renvoyé à l'Institut. — Il ne paraît pas qu'aucune suite ait été donnée d'une manière immédiate et officielle à ces prescriptions. Cependant, nous croyons devoir faire observer que l'idée qu'elles expriment ne fut point perdue, et qu'à peu de temps de là elle reçut une application favorable à l'étude de nos antiquités. Au mois de septembre suivant de la même année, le ministre de l'intérieur écrivit aux préfets des départements une circulaire, pour leur recommander les anciennes archives dont ils étaient dépositaires, et pour leur prescrire divers renseignements dans l'intérêt de ces collections (1). Tous les préfets, à l'exception de deux seulement, répondirent à cette invitation (2).

(1) Voy. *Rapport au roi*, par M. le comte Duchâtel, 1841, in-4°, p. 15.

(2) *Ibid.*, p. 15.

Des mémoires archéologiques et historiques furent, par les soins de ces magistrats, dressés ou recueillis sur le territoire de leur juridiction. Trois ans après, en 1810, sur la proposition d'un membre de l'Institut, classe d'histoire et de littérature ancienne (Acad. des inscriptions), le gouvernement fut prié d'employer la même voie qui venait de produire ces utiles résultats, c'est-à-dire, de s'adresser aux préfets, pour obtenir de nouveaux mémoires sur les antiquités nationales. Or, on le sait, les circonstances que nous venons de rappeler donnèrent naissance au concours annuel dit des *antiquités de la France*, destiné à récompenser les auteurs des meilleurs ouvrages parus dans l'année sur cette matière (1); institution en pleine vigueur aujourd'hui, et dont les lettres historiques recueillent le plus grand avantage.

Le titre 4, également renvoyé par l'empereur à la compétence de l'Institut, proposait des encouragements analogues, en faveur des sociétés savantes des départements. Nous ignorons l'histoire exacte des vicissitudes d'abandon et de tentatives d'application qu'a subies administrativement cette pensée. Mais nous pouvons affirmer qu'elle subsista, du moins à l'état de tradition, entre les mains des dépositaires successifs de l'autorité publique, et nous sommes heureux de rappeler à ce propos les divers actes par lesquels M. le ministre actuel de l'instruction publique a témoigné de sa sollicitude à cet égard.

Le titre 5 proposait la reprise de l'*Histoire littéraire* : l'empereur répondit encore par un renvoi à l'Institut. En effet, le 27 mai suivant, le même M. de Champagny écrivit, par ordre de Napoléon, à M. Dacier, secrétaire-perpétuel de la classe d'histoire et de littérature ancienne, une lettre qu'on peut lire dans le tome premier des nouveaux mémoires (2) de cette compagnie, et qui donna lieu à la reprise de cet important ouvrage.

Le titre 6 tendait à remplacer la chaire de littérature du Collège de France par quatre chaires nouvelles consacrées à diverses branches de l'histoire nationale. Nous devons insister avec une attention, avec un respect particuliers sur cette proposition; car elle aussi présente, si l'on prend garde aux termes dans lesquels elle est conçue, particulièrement ceux

(1) Voy. Mém. de l'Acad. des inscriptions; *Savants étrangers*; 2^e série; t. I, 1843, introduction.

(2) 1815, in-4^o, p. 23.

que nous avons eu soin de souligner en passant (1), l'esquisse ou les rudiments d'une institution analogue à la nôtre ; institution que l'empereur, dans son analyse, définissait lui-même une *École spéciale d'histoire*. On sait, par la lettre déjà citée de feu M. le baron de Gérando (2), lettre qui doit s'appliquer également à cet article, on sait quelle série d'événements et de circonstances empêchèrent le gouvernement impérial de poursuivre la réalisation de ce projet, déjà éclairé, déjà mûri par le génie de Napoléon. La chaire de littérature, qu'il s'agissait en quelque sorte d'agrandir, était alors occupée par l'abbé de Courmand, lequel avait été nommé avant la révolution, en septembre 1784, en remplacement de l'abbé Aubert. Il eut pour successeur, le 11 juin 1814, Andrieux, qui lui-même fut, en 1833, remplacé par le titulaire actuel, M. Ampère. Nous devons la connaissance de ces détails à l'extrême obligeance de M. Sédillot, secrétaire du Collège de France, qui, sur notre prière, a bien voulu compulser les archives de cet établissement, et s'assurer que la correspondance du collège ne contient aucune trace de ce projet, ni à la date, ni ultérieurement. Nous ajouterons, en dernier lieu, que si les temps et les circonstances avaient permis de remettre la main à ce projet, l'idée d'une école spéciale n'aurait pas manqué de se dégager, de s'individualiser de plus en plus au moment de la réalisation, et qu'on eût été, presque nécessairement, amené à consacrer à cette institution un local distinct comme son existence. En effet, la pensée d'un *règlement spécial pour les élèves*, la pensée d'une modification quelconque apportée par l'administration politique à la *forme des exercices publics* donnés par les professeurs (3), était particulièrement inapplicable au Collège de France. Cette pensée n'aurait pas manqué de soulever une répugnance et une opposition considérables, comme étant contraire au caractère unique et aux traditions perpétuelles de cette grande école ; traditions qui se sont conservées intactes depuis sa fondation jusqu'à nos jours, à travers tous les régimes qui se sont succédé, et qui obtinrent le respect des pouvoirs publics, même à cette époque de domination et d'obéissance.

(1) Voyez ci-dessus, page 158.

(2) *Biblioth. de l'École des Chartes*, t. I, p. 23.

(3) *Ibid.*

Le deuxième rapport , qui conseillait la création d'un journal littéraire , fut rejeté et abandonné sans retour.

Enfin , le troisième rapport traite du projet élaboré par le baron de Gérando ; il forme le principal objet des présentes recherches , et n'aura pas manqué d'exciter par lui-même tout l'intérêt de nos lecteurs.

Revenons , en terminant , aux fragments si curieux qui nous ont été fournis par les dépêches de Finckenstein. Ces pages nouvelles confirment parfaitement ce que nous savions déjà de la pensée de Napoléon sur ces matières. L'empereur , certainement , n'était ni antipathique , ni même indifférent aux grands travaux d'érudition dont les Bénédictins nous ont légué d'admirables modèles. C'est sur son ordre , ou à la faveur de son patronage , que l'Institut recueillit cet héritage et reprit les œuvres historiques les plus importantes , telles que les *Historiens de France* et l'*Histoire littéraire*. Mais ce grand politique , dont la merveilleuse sagacité pénétrait si facilement et si profondément toutes les sciences , demandait surtout à leurs déductions une application immédiate et sensible. C'est ainsi que , fidèle aux préceptes qu'il dictait de Finckenstein , il voulut *commander* à certains érudits divers mémoires destinés à agir sur l'esprit public conformément à ses passions , à ses intérêts ou à ses croyances. Telle fut notamment l'origine de l'*Essai sur la puissance temporelle des Papes* , rédigé par le savant Daunou.

Quant à une *École des Chartes* , telle que le temps l'a faite de nos jours , à l'époque dont il s'agit , il est plus que probable que cette conception resta éloignée de sa pensée ; disons mieux , vraisemblablement elle devait rester encore éloignée de la pensée de tout le monde. Au dix-septième et au dix-huitième siècle , où l'érudition diplomatique brilla cependant d'une si vive splendeur , il n'y avait pour cette science , ni dans les maisons religieuses , ni dans les institutions laïques , aucune école proprement dite. Mais les Bénédictins , s'ils n'avaient point cela , avaient bien davantage. Possédant , à titre absolu , dans leurs propres maisons , les monuments paléographiques les plus anciens , les plus importants , et peut-être les plus nombreux ; choisissant , au milieu d'une pépinière inépuisable d'hommes d'étude ou de loisir , les aptitudes les plus distinguées et les plus spéciales ; offrant à l'émulation de jeunes disciples de saines traditions et une renommée glorieuse , ils réunissaient à la fois les instruments les

plus utiles et les conditions les plus favorables , les hommes et les choses ; ils enseignaient enfin à la première de toutes les écoles , à l'école des bons exemples , et tout ce qu'il y avait dans le monde littéraire d'esprits capables de goûter de pareils modèles les étudiaient et s'efforçaient de les imiter.

La Révolution française , qui voulait en finir avec le monachisme , ne s'arrêta point à ces considérations. Elle frappa , dispersa ou *refondit* les hommes ; quant aux choses , quant aux monuments , elle centralisa le plus grand nombre , et les réunit tous dans la main de l'État. Lors des premiers temps de la reconstitution générale , outre que l'attention publique avait été violemment détournée de ce genre d'intérêts , on ne put songer à rétablir ni à remplacer une institution qui n'avait jamais existé. L'Institut , en se ralliant au milieu des proscriptions et des décombres , avait encore retrouvé debout d'imposants débris de l'*École* bénédictine. Tels étaient les Brial , les Poirier ; Daunou , Camus , Mongez ; Du Theil , Dacier , Pastoret , etc. Ces hommes , héritiers directs ou indirects de la tradition qu'ils avaient reçue de la congrégation de Saint-Maur , semblaient destinés à la transmettre à leurs successeurs , de même que leurs prédécesseurs la leur avaient transmise. Cela est si vrai , que notre savant Daunou lui-même , lorsqu'il traçait en l'an V , guidé par les vastes et encyclopédiques projets de Talleyrand et de Condorcet , son programme si laborieusement étudié des écoles spéciales , ne songea même pas à y inscrire la diplomatique. Mais peu à peu , lorsque le temps , plus inexorable et plus meurtrier que les révolutions , vint moissonner l'un après l'autre les derniers de ces survivants , alors on s'aperçut que , par suite du changement des circonstances , le mode de transmission n'avait plus la même efficacité ; chaque vide causé par la mort parut de jour en jour plus sensible et plus irréparable. Le point le plus précis dans le temps que nous puissions assigner à cette pensée coïncide à peu près à la fin de l'Empire ou au commencement de la Restauration. C'est alors que l'Académie des inscriptions et belles-lettres put calculer , avec un juste sentiment de crainte pour la continuation de ses travaux , l'effet des pertes qu'elle avait subies. Alors aussi , parmi les membres de cette compagnie , des esprits attentifs et amis des lettres , entre lesquels une mention d'honneur est due au vénérable M. de Gérando , conçurent sérieusement et nettement le projet d'une institution , qui , appro-

priée aux nouvelles exigences des temps, pût continuer avec fruit l'ancien ordre des choses.

Nous n'en devons pas moins rechercher avec un zèle légitime et recueillir avec une sorte de piété les premières traces de cette pensée régénératrice, surtout lorsque nous pouvions espérer, comme ici, de voir ces premiers délinéaments éclairés par le vaste et brillant génie qui semble avoir parcouru le domaine entier de l'intelligence humaine.

A. VALLET DE VIRIVILLE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES ¹.

4. — Développement des idées présentées à Sa Majesté dans le rapport du 22 janvier dernier, sur l'établissement d'une espèce de nouveau Port-Royal, ou maison de retraite pour les hommes de lettres. — Secrétariat général. N° 3.

Avril 1807.

Sire,

V. M. m'a ordonné, par sa note du 7 de ce mois [mars], de lui développer l'idée que je lui avais soumise en terminant mon rapport du

(1) Notre travail étant achevé et imprimé, nous avons eu connaissance et nous avons obtenu immédiatement la libre communication des deux morceaux qui suivent. L'un et l'autre, à l'aide des recherches prescrites en notre faveur par M. Nat. de Wailly, viennent d'être découverts dans un lot de papiers jusqu'ici inclassés, qui se trouvent aux archives du royaume, et nous ont été signalés par M. Gorré, employé de la section administrative.

Le premier de ces documents, coté A, est une copie, ou mieux une *épreuve* (obtenue par voie humide sur des feuilles de papier sans colle) du rapport de M. de Champagne, en date du 2 avril 1807, contenant le développement des vues relatives au *nouveau Port-Royal* (voir ci-dessus, pag. 159). Ce document, dont nous n'avions eu à la secrétairerie d'Etat qu'une communication très-rapide, ne devait d'ailleurs trouver place que par extraits dans le récit qui précède. Il nous semble tout à fait convenable de l'insérer ici *in extenso*.

La pièce B, qui vient ensuite, consiste dans la minute originale du *projet de dispositions* concernant ce même établissement. Cette minute diffère par quelques points intéressants de la *mise au net* que nous avons publiée plus haut, page 159, et qui fut soumise à l'empereur. On y trouve, tant dans le texte qu'en marge, les ratures et les observations critiques apportées par le ministre, et de sa main, à l'œuvre du secrétaire général. Ces modifications, quoique parfois très-piquantes, portent en général sur des points trop particuliers et présentent un caractère trop intime, pour que nous les ana-

22 janvier, sur l'établissement d'une nouvelle espèce de Port-Royal, ou maison de retraite pour quelques hommes de lettres, afin qu'elle puisse fixer son opinion à cet égard.

Je m'empresse de satisfaire aux ordres de Votre Majesté, en lui exposant les réflexions qui m'avoient (1) conduit à cette idée, et la manière dont elle pourroit être exécutée. L'affaiblissement que la littérature a éprouvé dans la seconde moitié du dernier siècle me paroît avoir eu sa principale cause dans le relâchement des mœurs à une époque où la frivolité étoit devenue plus générale et plus dominante, où les sentiments religieux avoient perdu leur énergie. L'influence de cette révolution morale s'est étendue et sur le caractère et sur le talent des hommes de lettres. Ils ont abandonné cette existence solitaire et paisible, où de grands travaux se préparaient dans le sein de méditations profondes, où le génie se fortifioit par les habitudes salutaires de la vertu, pour venir dans le sein de la capitale briguer le suffrage de quelques sociétés brillantes, mais corrompues, et, bientôt après, s'y laisser entraîner par le tourbillon des distractions et des plaisirs.

Ce n'est [pourtant?] que dans une retraite habituelle, éloignée des dangers, du tumulte du monde, que pouvaient être entreprises et continuées ces études approfondies, qui seules peuvent former des écrivains dignes d'obtenir un succès durable. C'est là seulement que peuvent s'exécuter ces travaux étendus qui exigent des recherches multipliées, une persévérance opiniâtre et une haute érudition. La méditation sera toujours, pour les véritables hommes de lettres, le premier de tous les maîtres. Il est enfin des travaux d'une haute importance qui excèdent les forces d'un seul homme, et qui exigent le concours de plusieurs savants unis par les intentions, en harmonie pour les goûts, les opinions et le caractère.

La littérature doit plusieurs entreprises de ce genre aux bénédictins de Saint-Maur, et à diverses congrégations religieuses. Leurs efforts ont élevé plusieurs monuments littéraires qui commanderont longtemps le

lysions toutes dans ce recueil. Nous nous bornons en conséquence à ajouter ici, comme complément du texte qu'on a lu plus haut, la disposition finale, sous forme de *nota bene* (voy. ci-après, p. 175), et relative à une bibliothèque que M. de Gérando voulait annexer à l'institution dont il avait conçu le plan. Cette disposition fut supprimée par le duc de Cadore, et le ministre y substitua une prescription plus générale, qui devint l'article 16 et dernier du *projet* (voir ci-dessus, page 160). La minute enfin se termine par quelques développements que nous avons cru devoir reproduire, parce qu'ils achèvent de caractériser la conception de M. de Gérando.

(1) Cette correspondance emploie alternativement l'a et l'o dans les imparfaits, etc. Nous avons respecté cette particularité.

respect. L'existence trop rapide de Port-Royal-des-Champs donna au siècle de Louis XIV une réunion d'écrivains du premier ordre. Là vécut les Arnaud, Nicole, Dugueyt, Sacy, Tillemont, etc. Là fut rédigée la *Grammaire* et la *Logique*, deux ouvrages qui seront longtemps classiques. Là fut fixée la langue française. Le grand Pascal s'y retira plusieurs années. Le grand Racine y acheva, au sortir du collège, son éducation littéraire; Racine, qui ne dédaigna pas ensuite de consacrer son admirable talent à l'histoire même de Port-Royal.

L'enthousiasme religieux fut sans doute le motif qui appela, les uns après les autres, ces illustres solitaires, à Port-Royal-des-Champs. Mais enfin, cette retraite n'était point un monastère, et n'en avait que l'apparence. Les solitaires n'y contractaient aucun engagement. Ils y vivaient dans une sorte d'indépendance. Les travaux de l'étude, en occupant leurs loisirs, rendaient leur union et plus intime et plus douce. Ils mêlaient le charme des lettres et les palmes d'une juste renommée aux austérités de leur vie.

Aujourd'hui il n'existe aucune association de cette espèce. Il n'existe aucun moyen de la former; aucun, si ce n'est ceux qui dépendent de la puissance de Votre Majesté. D'une part, les hommes qui se livrent à la carrière des lettres sont presque inévitablement appelés à Paris; à Paris, qui seul leur offre et les secours et les guides dont ils ont besoin, où tous les suffrages s'obtiennent, où se distribuent toutes les couronnes, où se forment toutes les clientèles, où quelques sociétés, quelques journaux, semblent être les seuls organes de la réputation. Cependant, à côté des avantages si capables de les séduire, combien de dangers leur offre la capitale! Les prétentions naissent, se nourrissent et s'exaltent; la rivalité est excitée par l'esprit de parti. Le commerce du monde donne l'impatience de jouir; l'impatience de briller produit des ouvrages frivoles et superficiels; les amis complaisants favorisent une présomption qu'ils devraient réprimer; les heures consacrées aux plaisirs, aux devoirs de société, laissent trop peu de loisirs pour les études sérieuses; la moralité s'affaiblit; avec elle s'affaiblit le ressort du talent; l'intrigue dégrade le caractère; toutes les grandes pensées avortent. Ceux mêmes qui conservent des goûts plus sévères gémissent d'être assiégés par des distractions; enfin, un séjour dispendieux épuise promptement les ressources, fait naître ou des besoins qui tourmentent, ou une ambition qui détourne l'homme à talent de sa véritable carrière.

Je penserais donc que si, hors de la capitale, dans un séjour tranquille et champêtre, on pouvait offrir à quelques hommes de lettres, dignes d'en sentir le prix, une retraite paisible, une existence modeste et

assurée, on aurait rendu un service essentiel aux lettres elles-mêmes. Quelques-uns, dans un âge avancé, ayant peut-être goûté autrefois les charmes de la solitude, les regrettant aujourd'hui, menant à Paris une existence isolée, inquiets de l'avenir, aspirant au moment où ils pourront achever en paix les travaux qu'ils ont entrepris, trouveraient dans cet asile la tranquillité, des loisirs, une société conforme à leur goût. Des jeunes gens (et c'est peut-être ici le fruit le plus précieux qu'on puisse attendre de cet établissement), des jeunes gens qui, au sortir de leurs études, annoncent des talents très-distingués et donnent de grandes espérances, au lieu de venir, livrés à eux-mêmes, s'exposer aux séductions que leur offre la capitale, au lieu d'abandonner peut-être, faute de moyens, une carrière qui leur promettait des succès, trouveraient aussi dans cet asile les facilités qu'ils désirent pour se donner à eux-mêmes une seconde éducation littéraire, non moins essentielle que celle des collèges. Ils y conserveraient des mœurs pures et l'habitude de l'application. Ils y recevraient des conseils utiles; ils y vivraient dans le commerce des hommes les plus propres à les former. Leur émulation serait entretenue, leur présomption réprimée. Ils en pourraient sortir, lorsque des travaux, suffisamment préparés dans le silence, leur permettraient de se produire dans le monde avec sécurité et d'y obtenir une existence honorable.

Il est nécessaire que le nombre des places accordées dans cette retraite demeure très-borné, soit pour que le prix de cette faveur se fasse plus vivement apprécier, soit afin qu'on n'y reçoive qu'un choix d'hommes entièrement faits pour se convenir et conforme au but de l'institution. Sans doute, aucune règle monastique n'y pourrait être établie; mais, en n'y admettant que des hommes d'une moralité éprouvée, d'un talent reconnu, qui sympathisent entre eux par l'analogie des opinions et des goûts, on peut croire qu'il sera possible d'établir entre eux le régime de la vie commune, et que cette existence leur offrira assez de charmes, que leurs travaux produiront des résultats assez utiles, que l'établissement acquerra même un jour assez de réputation, pour que le lien qui les unira offre une force suffisante.

Cette institution offrira encore un avantage dont le besoin se fait assez vivement sentir : on pourra prescrire aux écrivains et aux savants qui y seront assemblés certains travaux de recherches et d'érudition, ou autres utiles à l'enseignement, qui ne peuvent être exécutés que par des hommes qui vivent dans une certaine communauté d'efforts et de pensées.

L'antiquité elle-même nous offre plusieurs exemples d'institutions

semblables, formées avec succès en Grèce et en Égypte, aux époques les plus glorieuses de leur histoire.

Je joins ici un projet renfermant les dispositions de détail qui me paraissent les plus propres à réaliser cette idée. Si votre Majesté les agréait, je les convertirais en projet de décret.

Je suis avec un profond respect,

Sire,

de votre Majesté impériale et royale, le très-humble, très-dévoué et fidèle serviteur et sujet.

CHAMPAGNY.

B. — Appendice au projet de dispositions relatives à l'établissement d'un nouveau Port-Royal.

N. B. Peut-être l'établissement serait-il encore mieux placé dans une petite ville qui posséderait une belle bibliothèque.

Dans tous les cas, une bibliothèque et un cabinet de physique devraient être mis à leur disposition.

Ce plan calqué, autant que les circonstances actuelles le permettent, sur cette belle école de Port-Royal qui a donné à la langue française les écrivains les plus distingués, où Racine s'est formé par un séjour de plusieurs années, où les solitaires librement réunis, vivant dans une entière indépendance, étaient liés entre eux par leurs goûts, leurs opinions et leurs travaux; ce plan qui offre aussi quelque analogie avec la belle institution des Bénédictins de Saint-Maur, ce plan, disons-nous, offrirait quatre avantages principaux.

1° Quant aux vieillards. — Des hommes de lettres estimables, capables de servir encore leur pays, mais privés de fortune, languissent trop souvent à Paris dans une indigence inquiète et qui les humilie, osant à peine se présenter dans la société. Quelques savants, sortis des anciennes congrégations, désirent ardemment trouver un asile semblable à celui qu'ils ont quitté. Tous trouveraient dans le nouveau Port-Royal la tranquillité, une sorte d'aisance et le loisir convenable pour utiliser la fin de leur carrière.

De grands et importants travaux qui ne peuvent être exécutés qu'avec une certaine suite de loisirs et de liberté d'esprit, et par le concours de plusieurs hommes; ces travaux, suspendus depuis vingt années par la suppression des congrégations, pourraient être repris avec succès.

2° Pour les jeunes gens. — Des jeunes gens qui avec de grands talents, mais privés de fortune et d'appui, sont contraints par la néces-

sité ou par leur famille de renoncer avec douleur à une carrière où le génie les appelait, trouveront un asile assuré, où ils pourront achever le développement de leurs talents, en mesurer l'étendue et se préparer des titres réels à une réputation qui bientôt à son tour assurera leur existence dans le monde.

Des jeunes gens doués de grands talents, mais lancés dans le monde et dans les sociétés de Paris par les succès mêmes qui ont fixé l'attention sur eux; livrés à la dissipation des plaisirs, aux distractions de la société, à une présomption dangereuse; enhardis par quelques applaudissements à rejeter les conseils, trouveraient, dans cet asile, la retraite dont ils ont besoin pour se former par la méditation, des conseils utiles et sévères, une société propre à former leur esprit et leur goût, une vie qui les mettrait à l'abri de tout danger.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

STORIA DELLA BADIA DI MONTE-CASSINO, *divisa in libri nove, ed illustrata di note e documenti, di Dom Luigi Tosti, Cassinese. Napoli, dallo stabilimento poligrafico di Filippo Cirelli, 1842 et 1843. — Trois volumes gr. in-8°, ornés de lithographies et de nombreux fac-simile* (1). (Prix de l'ouvrage, à Naples, environ 20 fr.)

Voici encore une monographie; mais c'est la monographie du plus illustre chef d'ordre de la chrétienté et du plus ancien en Occident. Dès le siècle de Charlemagne, les bénédictins étaient répandus dans toute l'Europe; dès lors aussi on n'imaginait rien de plus parfait que leur règle. Aujourd'hui encore, ce monument vénérable de la vie commune, au sixième siècle, est étudié avec fruit par nos meilleurs économistes. Ne faut-il pas reconnaître quelque chose de divin dans une institution qui n'a cessé de produire, durant treize cents ans, dans toutes les branches des connaissances humaines? A la vérité, ce grand corps, dont on a dit que le chef était au Mont-Cassin, le cœur à Cîteaux et les pieds en Angleterre, ne vit plus guère que par la tête; toutefois, l'esprit n'a rien perdu de sa vigueur. Les saines traditions de la science et de la vie religieuse se sont perpétuées sur la montagne où méditait saint Benoît, et l'on y enseigne toujours, comme aux plus beaux temps de l'Ordre, que l'historien « est le prêtre de la vérité (2). »

La position toute particulière du Mont-Cassin, sur les confins des deux puissances dont il relevait au spirituel et au temporel, l'influence de l'abbaye dans les affaires de la basse Italie, le régime intérieur de la principauté, le caractère trop souvent politique de l'élection des abbés, toutes ces choses ont été présentées, par le R. P. Tosti, avec une noble impartialité et cette aisance italienne qui semble ignorer les difficultés. Je m'étonne seulement que ce beau sujet n'ait pas suscité plus tôt un écrivain digne de le traiter. Car on ne saurait prendre que pour des essais d'histoire les recueils de diplômes et les autres écrits publiés par le P. Gattola. D'ailleurs, et malgré le savoir incontestable de ce bénédictin, ses publications n'ont pas toujours été faites avec les soins minutieux que le public érudit réclame à présent. Il fallait donc élever Gattola à la hauteur de la science historique et de la critique modernes, préciser ses indications, invoquer de nouveaux textes et discuter les questions que le progrès des études a soulevées. C'est à quoi dom Tosti n'a pas manqué, dans les *Notes et documents* qu'il

(1) Voy. dans la *Bibl. de l'École des Chartes*, t. III, 1^{re} série, p. 207, un extrait du prospectus de cet ouvrage.

(2) *Storia della Badia di Monte-Cassino*, etc., t. I, Introduction, p. xij.

a placés à la suite de chaque livre; nous insisterons principalement sur cette partie de son travail.

Livre 1^{er}. — Après avoir exposé dans l'Introduction les origines de la vie monastique et quels principes doivent déterminer à l'embrasser, l'auteur aborde son sujet par le récit de quelques traditions curieuses et touchantes sur la vie de saint Benoît et de sa sœur, sainte Scholastique. Ensuite il raconte la fondation de l'abbaye en 529, ses progrès rapides, sa destruction par les Lombards en 589 et son rétablissement cent trente ans plus tard. Dans ce premier livre, qui nous conduit jusqu'à l'année 884, on remarquera surtout des renseignements nouveaux sur la vie et les écrits du célèbre Paul Diacre. Dom Tosti lui restitue, malgré l'autorité de Mabillon, une exposition de la règle de Saint-Benoît : d'abord, parce que cette exposition renferme trop de particularités sur le Mont-Cassin pour n'être pas l'ouvrage d'un Italien; ensuite, parce que le même volume contient beaucoup d'autres ouvrages de Paul Diacre; en troisième lieu, parce qu'un autre manuscrit de cet opuscule (1), transcrit au onzième siècle et inconnu à Mabillon, porte le titre suivant : *Incipit expositio Pauli diaconi et monachi S. Benedicti*. En revanche, notre auteur enlève à Paul Diacre la paraphrase des épîtres de saint Paul, que Montfaucon lui attribue dans son catalogue des manuscrits du Mont-Cassin. Montfaucon aura sans doute été trompé par les notes qu'on lui a envoyées; car le n° 349 des manuscrits de l'abbaye, dans lequel devrait se trouver cette paraphrase, ne renferme qu'une copie tronquée du Nouveau Testament, sans glose ni commentaire. L'erreur doit procéder de ces deux mauvais vers, qui terminent le manuscrit :

Scriptoris si forte velles cognoscere nomen,
Paulus diaconus vocitatur et ipse monachus.

Mais, évidemment, il n'est ici question que d'un écrivain ou copiste, nommé Paul; et, en effet, le contenu du manuscrit ne comporte rien de plus.

Les relations littéraires de Paul Diacre avec Charlemagne valurent à l'abbaye une honorable mention, dans une épître versifiée que le grand empereur adressa d'Allemagne à ses amis d'Italie. Cette pièce, publiée par notre confrère, M. de Montrond, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (2), se retrouve dans les preuves du premier livre de l'histoire du Mont-Cassin, mais avec des différences nombreuses et plusieurs bonnes corrections. Le quatorzième vers notamment est complet. Le voici :

Inde per egregiam transibis Præsulis urbem.

Dom Tosti traite, en terminant, la question de la culture des belles-lettres dans le monastère, à la fin du neuvième siècle. Sa bibliothèque devait être fort riche, puisque, malgré les dévastations qu'elle a subies, on y

(1) Bibl. du Mont-Cassin, n° 352.

(2) T. I, 1^{re} série, p. 206 et suiv.

voit encore huit cents manuscrits, parmi lesquels il en est plusieurs des septième, huitième et neuvième siècles. De plus, entre les numéros 1800 et 1900 de la Vaticane, on remarque beaucoup de volumes très-anciens, avec cette inscription : *Iste liber est sacri monasterii Cassinensis*.

Livre II. — Il s'étend depuis l'année 885 jusqu'en 1038, et débute par le tableau des tribulations des moines, chassés de leur monastère par les Sarrasins et obligés de chercher un asile à Capoue. Vers 950, Aligerne rentre dans le Mont-Cassin avec son troupeau ; mais, malgré tous les efforts de ce troisième fondateur, les princes lombards de Capoue conservent la haute main dans les affaires de l'abbaye. A la mort d'Aligerne, ces princes s'emparent de toute l'autorité, et réduisent l'abbaye à la misérable condition d'un fief. Elle reste un objet de simonie continuelle, jusqu'au moment où la discipline se relève par les efforts des papes, et surtout d'Hildebrand, qui prend un soin tout particulier des Cassinois.

Ce deuxième livre est terminé par un extrait de la Chronique d'Amat, rempli d'omissions et de mots mal lus. Je suppose que dom Tosti ne possédait pas encore l'édition de l'*Ystoire de li Normant*, dont on est redevable à M. Champollion-Figeac. En effet, dans le troisième livre (1), le R. P., après avoir déclaré qu'il connaît cette publication, donne très-exactement l'épître dédicatoire et l'invocation qui précèdent la chronique d'Amat. Quant aux diplômes que l'auteur rapporte dans ses preuves, nous eussions souhaité qu'il en indiquât plus clairement les dates. Par exemple, il y a un document, marqué E, qui confirme à l'abbé Aligerne le domaine des châteaux construits dans le patrimoine de saint Benoît. Quelle est la date de cette pièce, qui fut faite la vingt-quatrième année du règne de Pandolphe, et la neuvième de celui de Landolphe, son fils ? — La curieuse charte (doc. K), par laquelle le peuple de Terracine donne au Mont-Cassin une rente annuelle de six mille anguilles, ne paraît pas avoir toujours été bien lue. Cette résolution fut votée le second dimanche après Pâques, et non le jour de Pâques.

Toutes les preuves du second livre sont d'un grand intérêt ; mais il faut signaler : un jugement rendu par le prince de Capoue, au dixième siècle, dans lequel les dépositions des témoins sont en italien (2) ; une emphytéose accordée par l'abbé Aligerne, rédigée en latin barbare des dernières années du dixième siècle (doc. D). Les descriptions de manuscrits font juger que le Mont-Cassin possède encore de véritables bijoux paléographiques. Ainsi, un commentaire d'Origène sur les épîtres de saint Paul,

(1) T. I, p. 149 et suiv.

(2) C'est le document C. Les trois témoins d'Aligerne viennent chacun à leur tour devant le juge, prennent l'acte d'une main, et, le touchant de l'autre, ils prononcent la formule suivante : *Sao che chelle terre per chelle finì, chi che contene, trenta anni le possite parte sancti Benedicti*. C'est-à-dire : « Je sais que ces terres, dont les limites sont ici exprimées, ont été possédées trente ans par les religieux de saint Benoît. »

de la première moitié du sixième siècle, oncial; divers traités de saint Ambroise, en caractères saxons, du septième siècle; divers traités de saint Augustin, en caractères saxons, des septième et huitième siècles. Ce dernier manuscrit a fourni au R. P. quatre grandes pages, jusqu'ici inédites, d'une lettre (1) de l'illustre évêque d'Hippone. Dans un autre volume, en écriture lombarde du dixième siècle, a été trouvé le symbole composé par saint Léon le Grand. Nous ne suivrons pas l'auteur dans ses descriptions des manuscrits relatifs à la jurisprudence et à la médecine; il nous suffira de rappeler qu'une note, placée à la fin d'une copie des commentaires de saint Augustin sur les psaumes, contient l'indication des ouvrages que l'abbé Thibaut fit transcrire en 1023. Ils sont au nombre de vingt-deux. On y remarque les chroniques d'Eusèbe, de Jérôme, d'Isidore et de Prosper. La note est suivie d'une imprécation, que dom Tosti qualifie de brutale (*bestiale*), contre ceux qui déroberaient l'un de ces manuscrits, ou qui arracheraient l'anathème consigné sur le premier.

Livre III. — Ce livre nous fait assister au développement et à la lutte des puissances qui se disputaient l'Italie. Nous voyons grandir l'influence d'Hildebrand dans les affaires de l'Église et se dessiner la terrible querelle du Sacerdoce et de l'Empire. D'un autre côté, les Grecs et les Lombards s'en vont ou s'effacent; ils sont supplantés par ces chevaliers normands, qui se louent à tout le monde, et qui véritablement ne se battent que pour leur propre compte.

Durant cette période, comprise entre les années 1057 et 1089, le Mont-Cassin s'élève au plus haut degré de splendeur. Il était alors administré par l'abbé Didier, homme d'une haute naissance, actif, habile, et qui fut mêlé aux plus secrètes combinaisons d'Hildebrand. Didier réédifia le monastère de fond en comble, et fit élever une basilique, dont il confia la décoration intérieure à des mosaïstes byzantins. Les grandes portes de bronze furent coulées à Constantinople; elles portaient, en lettres d'argent, la liste de toutes les possessions du Mont-Cassin. Le 1^{er} octobre 1071, le pape vint en personne consacrer cet édifice admirable, en présence de six cardinaux, de quarante-six évêques, du comte de Capoue, du prince de Bénévent, d'une foule de seigneurs, et d'une multitude immense de peuple. Tous furent défrayés aux dépens de l'opulente abbaye.

Dom Tosti a eu le soin de donner, parmi les documents annexés à son troisième livre, le texte de la bulle promulguée lors de la consécration; il le fait suivre du fac-simile des signatures autographes d'Hildebrand, de saint Pierre Damien et de l'abbé Didier (doc. E).

Après la dédicace de la grande église, les offrandes au tombeau de saint Benoît se multipliant, l'abbé Didier les appliqua à la décoration du princi-

(1) On plutôt d'un traité, lequel du reste est encore incomplet. Il est intitulé : *Epistola S. Augustini episcopi contra Arianos, de mysterio sancte Crucis.*

pal autel, qui devint, selon le chroniqueur Léon de Marsi, d'une richesse tout à fait merveilleuse.

En même temps, l'infatigable abbé surveillait la transcription des manuscrits. Il fit copier l'Écriture sainte, les œuvres des Pères grecs et latins, divers traités de médecine, les Institutes et le Code de Justinien, les Novelles, Térence, Horace, Virgile, Cicéron *ed altri molti*. Parmi les Cassinois de la fin du onzième siècle qui rendirent aux lettres et aux sciences des services dignes de mémoire, le R. P. cite : 1° le médecin-voyageur Constantin de Carthage, qui, ne pouvant plus vivre dans son pays, où il était persécuté comme sorcier, se retira d'abord à Salerne, sous la protection de Guiscard, puis au Mont-Cassin; 2° Léon, dit de Marsi ou d'Ostie, de la chronique duquel l'abbaye possède maintenant encore un manuscrit, sinon autographe, du moins contemporain de l'auteur (1); 3° le moine Amat, de Salerne, auteur d'une chronique latine, dont il ne subsiste plus qu'un texte en vieux français (2). Notons encore un autre moine, nommé Guaiffier de Salerne, auquel toutefois le R. P. fait peut-être trop d'honneur en croyant reconnaître dans ses vers la verve virgilienne, et, dans ses homélies, la veine du bon latin, héritage des SS. Pères (doc. F). Pour être juste, il faut avouer que Guaiffier était, relativement à ses contemporains, fort habile; et, par exemple, les vers d'Amat, *In honore S. Petri* (doc. G), sont bien moins élégants que les siens.

Au onzième siècle, les bénédictins du Mont-Cassin envoyèrent leurs pieuses colonies jusque dans la Hongrie, récemment chrétienne, et dans la Sardaigne. On lira avec intérêt, dans les preuves du troisième livre, deux chartes sardes, singulières par leur style (3), leurs formules et leur sceau (doc. H). On remarquera encore, sous la lettre K, un acte par lequel la célèbre Mathilde, comtesse de Toscane, déclare les marchandises achetées pour le Mont-Cassin franchises d'impôts dans toute l'étendue de ses États, et notamment à Pise et à Lucques.

Livre IV. — Le demi-siècle compris entre les années 1087 et 1137 vit la papauté arriver au comble de la puissance. Urbain II, Français de naissance

(1) Voyez un très-intéressant fac-simile de la première lettre de ce manuscrit, dans le tome I, en regard de la page 347.

(2) Il a été publié, nous l'avons déjà dit, sous le titre de *l'Ystoire de li Normant*, par M. Champollion-Figeac, aux frais de la Société de l'histoire de France.

(3) Voici le commencement de la plus ancienne des deux, qui paraît être d'environ l'an 1080 : Auxiliante domino Deo adque salbatore nostro Ihesu Christo ad intercedente pro nobis beata et gloriosa birgo Maria et beato sancto Petro principe omniu adpostoloru et beato sancto Gabinius Protus et Januarius martire Christi, sub ejus protezione et defensione gubernatos nos credimus ex salbatos ; ego, Comita de Azzen, e muliere mea, Musconione de Zzori, facimu'sta carta, cum boluntate de Deus et de donno nostro iudice, Gostantine de Laccon, et de essa muliere, donna Marcusa regina, pro omnia causa canta amus, et damus, etc. — D. Martène (*Ampliss. coll.*, t. I, p. 523-526) a publié plusieurs chartes sardes du même temps, mais d'un latin moins barbare.

et moine de Cluny, se chargea de couronner l'œuvre commencée par Hildebrand. A sa voix, l'Europe entière s'arme pour la croisade, et va servir la cause de l'Eglise universelle, à Constantinople et en Syrie, à Jérusalem et en Egypte.

Le Mont-Cassin, de plus en plus dévoué aux papes, devait fournir des historiens pour les croisades, comme il en avait fourni pour les guerres d'Italie. C'est de quoi l'annaliste Pierre Diacre rend témoignage. Il a écrit qu'un moine du Mont-Cassin, nommé Grégoire, et qui devint évêque de Terracine, composa en vers un récit de la première croisade. On a pensé qu'il fallait reconnaître, sous cette indication, une chronique en prose, conservée encore aujourd'hui dans la bibliothèque du Mont-Cassin, sous ce titre : *Historia recuperationis Hierusalem et Antiochiæ et alia*. L'erreur pourtant serait un peu forte, de la part de Pierre Diacre, d'avoir pris de la prose pour des vers. Ne vaudrait-il pas mieux avouer la perte de la chronique versifiée et ne voir dans le manuscrit actuel qu'une des amplifications du récit primitif, édité par Bongars en tête du *Gesta Dei per Francos* (1)? Chacun, du reste, peut s'édifier lui-même sur ce point; car dom Mabillon a publié, dans son *Iter Italicum*, le manuscrit du Mont-Cassin. Mabillon croyait que l'auteur de cette chronique était Français; dom Tosti combat avec succès l'opinion de son docte confrère, et prouve que l'annaliste était Italien. Nous reconnaissons d'ailleurs que les fréquents rapports du Mont-Cassin avec Constantinople rendirent inévitable l'intervention de ses abbés dans les affaires d'outre-mer. Aussi, les croisés qui passaient par l'Italie manquaient-ils rarement de visiter le tombeau de saint Benoît. En 1096, une armée tout entière s'y rendit en pèlerinage. Elle était commandée par Hugues, comte de Vermandois et frère de Philippe I^{er}, roi de France; par Robert, duc de Normandie, et par Étienne, comte de Blois. Ces chefs prièrent l'abbé Odri d'écrire à Alexis Comnène, pour le prier de favoriser leur expédition. L'empereur grec fit les plus belles promesses, manqua à tous ses engagements, et il ne tint pas à lui que l'une des plus formidables levées de boucliers de l'Europe ne fût anéantie par les Turcs, sous les murs d'Antioche.

Nous ne suivrons pas dom Tosti dans le détail des guerres qui éclatent, à la fin du onzième siècle, entre la papauté et les Normands de la Sicile, au sujet de la succession de Guillaume, duc de Pouille. Ces luttes, durant lesquelles les Cassinois eurent grand-peine à défendre leur indépendance et l'intégrité de leur territoire, nous entraîneraient au delà des bornes nécessairement fort restreintes de ce compte rendu. Nous devons dire toutefois qu'elles ont laissé, dans les archives du Mont-Cassin, une trace intéressante pour l'érudition. C'est un diplôme de l'an 1132, délivré par le fameux Roger, roi de Sicile, et que dom Tosti a le premier mis en lumière (doc. I).

(1) Voy. le travail de M. de Sauley sur Tancrede. (*Bibl. de l'École des Chartes*, 1^{re} série, t. IV, p. 302, note 3, etc.)

Voici les titres que prend Roger : *Ego Rogerius, Dei gratia Siciliæ et Italiæ rex, Christianorum adjutor et clyppeus, Rogerii primi comitis heres et filius*. On lit sur le grand sceau : *Roggerius, Dei gratia, rex Siciliæ, ducatus Apulie et principatus Capue*; et en exergue, les devises : *+ Dextra Domini fecit virtutem. | Dextra Domini exaltavit me*.

Notons encore, dans ce livre, une excellente notice de dom Tosti sur la personne et les écrits de Pierre Diacre, continuateur de Léon d'Ostie, et, dans les preuves, des vers intitulés : *De novissimis diebus*, et un traité *De locis sanctis* (doc. K). Malgré les lacunes causées par la vétusté du manuscrit, la description des lieux saints, par Pierre Diacre, est un document qui mérite encore d'être consulté; ses vers, *De novissimis diebus*, manquent d'élégance et d'élévation, mais ils donnent une idée de la triste époque où ils furent composés.

Enfin, dom Tosti examine une œuvre singulière, dont Pierre Diacre a été le rédacteur, sinon l'amplificateur; nous voulons parler de la vision d'Albéric. Elle se compose de cinquante chapitres, dont le R. P. a donné les titres, d'après le manuscrit original conservé au Mont-Cassin (doc. G). On sait que cette vision a inspiré le Dante, dans la composition de son poème immortel (1). Ceci, du reste, n'affaiblit en rien la gloire de l'auteur de la *Divine comédie*, et, d'autre part, le rapprochement a l'avantage d'éclairer sur les opinions religieuses et littéraires d'Alighieri. Ainsi, il ne s'est pas fait conduire par saint Pierre, comme Albéric; mais il prend Virgile pour guide. Assurément, ce n'est point par excès d'humilité; c'est plutôt parce que le génie du poète florentin comprenait la nécessité de recommander aux hommages des chrétiens, d'introniser pour ainsi dire dans leur paradis, encore barbare, la grâce touchante et la belle simplicité du génie antique.

L'histoire du Mont-Cassin se compose de neuf livres : nous rendrons compte des cinq derniers dans un deuxième article. E. DE F.

ARMORIAL DES MAIRES DE LA VILLE DE TOURS, par M. Henri Lambron de Lignim, secrétaire général de la quinzième session du congrès scientifique de France. Tours, Lecesne et Laurent, 1847, in-4° de 84 pages. (Tiré à 36 exemplaires.)

Louis XI, en instituant le régime municipal dans la ville de Tours, par ses lettres patentes du mois de février 1461, accorda aux maire et échevins le droit de noblesse personnelle et héréditaire : privilège qui, après plusieurs modifications dans l'organisation du corps de ville, fut aboli par Louis XIV en 1666. Fiers de cet honneur accordé à leur zèle, les magistrats municipaux firent tous leurs efforts pour en conserver le témoignage à leurs descendants.

(1) Voy., sur la vision d'Albéric et les emprunts que Dante lui a faits, le travail de Ch. Labitte, intitulé : *la Divine comédie avant Dante*.

A la fin du seizième siècle, ils commencèrent à faire frapper des médailles en cuivre, portant sur la face les armes de la ville et sur le revers celles du maire en exercice : cette série de monuments remonte à 1581 et se termine en 1664. Plus tard, de 1765 à 1790, on frappa, pour les réunions du corps de ville, des jetons de présence en argent, portant sur la face l'effigie du roi régnant, et au revers, les armes de la ville de Tours et le nom du maire en exercice ; une seule, celle de Cormier de la Picardière, donne les armes du maire. En 1613, François Darly, artiste tourangeau, peignit dans un registre en parchemin les armoiries des maires de Tours, de 1589 à 1613. Des travaux analogues avaient été exécutés, en 1686, par Pierre Hierosme; en 1756, par la demoiselle Goudeau; en 1786, par le sculpteur Bonnechose qui peignit, dans la salle des assemblées du nouvel hôtel de ville, la collection des armoiries des maires de Tours, composée alors de 49 écussons.

De tous ces monuments élevés par les officiers municipaux de la ville pour conserver le souvenir de leurs privilèges et des services qu'ils rendirent à leur cité, aucun n'est parvenu jusqu'à nous. Il a fallu beaucoup de zèle et de persévérance pour reconstruire pierre par pierre ce monument à la mémoire des maires de la ville de Tours. Manuscrits, livres et monuments, tout ce qui pouvait servir à son travail a été exploré par M. Lambron de Lignim; les sources où il a puisé sont toujours indiquées et servent de contrôle à ses assertions.

La ville de Tours a eu deux cent onze maires, depuis le mois de février 1461 jusqu'au 10 novembre 1795, qu'on leur substitua des présidents d'administration municipale; le nouveau régime dura jusqu'au 12 mai 1800, et eut huit titulaires. De 1800 jusqu'à nos jours, on compte onze maires. Sur ces deux cent vingt-trois magistrats municipaux, bien peu ont laissé jusqu'à nos jours des descendants de leur nom. On compte cependant encore quatre familles qui remontent jusqu'à des maires de Tours du quinzième siècle, six du seizième siècle, dix du dix-septième, huit du dix-huitième, six du dix-neuvième.

Cette longue série de maires contient aussi quelques noms connus et célèbres de notre histoire, et nous aurons assez fait en citant les Briçonnet, les d'Argouges, les Forget, les Le Blanc de la Vallière, les Catinat, les Babou de la Bourdaisière, les de Pontcher, les de Beaune, famille illustre par les charges qu'elle occupa, et plus encore par la fin tragique d'un de ses membres, Thomas Bohier, qui fit construire le pittoresque château de Chenonceau, le jurisconsulte Étienne Pallu, et Gilles Descartes, bisaïeul du célèbre philosophe dont la famille existait en Touraine dès le quatorzième siècle.

Nous terminerons ici l'analyse d'un ouvrage que tous ceux qui voudront étudier l'histoire de Touraine consulteront avec fruit, et nous attendrons avec impatience le grand ouvrage que M. Lambron de Lignim nous promet, *l'Armorial général de la Touraine*.

A. S.

LE CHEVALIER AU CYGNE ET GODEFROY DE BOUILLON, *poème historique, publié, pour la première fois, par M. le baron de Reiffenberg. Bruxelles, 1846, in-4°.*

En rendant compte à nos lecteurs de la volumineuse introduction qui ouvre la publication dont nous venons de transcrire le titre, nous avons promis de leur signaler le corps même de l'ouvrage lorsqu'il viendrait à paraître. C'est ce devoir que nous remplissons aujourd'hui.

La nouvelle publication de M. le baron de Reiffenberg fait partie de la collection des *Chroniques belges inédites*, série de pièces historiques et littéraires mises au jour à l'imitation de nos *Documents inédits*, et dans le même format. Notre roman appartient à la deuxième division (*légendes historico-poétiques*) des *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et du Luxembourg*.

Nous y retrouvons, de la page I à la page CLXXXV, l'introduction publiée d'abord séparément, et à laquelle nous avons consacré, dans cette Revue, une analyse spéciale. Puis vient (p. 1-142) le texte résumé du poème, qui fait la base de la publication. De la page 143 à la page 227, l'auteur a réuni, dans un premier appendice, les *versions diverses de la légende du Chevalier au cygne*, inédites ou publiées, et conçues soit en vers, soit en prose, en latin, en allemand et en français. L'ouvrage se continue par un deuxième appendice (p. 228-430) intitulé : *Documents relatifs aux croisades*. Le plus important de ces textes consiste dans l'*Advis directif pour le voyage d'outremer*, traduction inédite, faite par Jean Mielot, secrétaire de Philippe le Bon; du *Directorium* de Burkard, dominicain allemand du quatorzième siècle, appelé communément *Brochard* par nos Français du moyen âge. Le principal manuscrit dont s'est servi l'auteur de cette édition figure, sous le n° 10,391, parmi ceux de la bibliothèque de Bourgogne. M. de Reiffenberg s'est en outre aidé d'un grand nombre d'autres textes empruntés de toutes parts, et notamment de notre Bibliothèque royale. La version reproduite remonte, comme la plupart des autres, au treizième siècle. Elle se compose de trois mille quatre cent soixante-seize vers, divisés en couplets inégaux, monorimes.

Rappelons, en quelques mots, le contenu de cette légende. Le chevalier au cygne est, comme on sait, à la maison de Bouillon, qui donna le jour au conquérant de Jérusalem, ce que Mellusine est à la maison de Lusignan. Hélyas, ou le chevalier au cygne, le héros de cette *Énéide*, eut pour père Oriaul, et pour mère une fée; épouse mystérieuse, que le poète décore du même nom donné par Dante à son héroïne, Béatrix. Il naquit, lui septième, en même temps qu'une sœur et cinq frères, tous *plus beaux que le jour*. Mais Matabrune, belle-mère de Béatrix, a voué une haine implacable à la femme de son fils. Celui-ci était absent lors de l'accouchement de Béatrix. Matabrune fait enlever les enfants, ordonne de les mettre à mort, leur substitue sept petits chiens, qu'elle présente à son fils comme le fruit de son

union maudite : le mari crédule, saisi d'horreur et d'indignation, confine Béatrix dans une étroite prison.

Cependant les sept enfants, sauvés par la compassion de leurs bourreaux, ont été recueillis par un ermite et rencontrés par un homme de Matabrune. Informée de cette circonstance, la marâtre donne de nouveaux ordres pour l'exécution de ses desseins. Les envoyés se rendent au lieu qui servait d'asile à la famille proscrite. L'ermite était absent, ainsi qu'Hélyas son filleul, qui le suivait partout. Les nouveaux affidés de Matabrune, vaincus à leur tour par la beauté des victimes et par la compassion qu'elles inspirent, se décident à tromper leur maîtresse. Ils se contentent d'enlever aux six enfants les chaînes d'argent qui ornaient leur cou, et qu'ils rapportent à Matabrune comme un témoignage de la consommation de sa vengeance. Les six enfants, privés de leurs chaînes, de leurs talismans, sont subitement changés en cygnes. Cependant Matabrune n'était point satisfaite : Béatrix vivait encore. Elle suscite un chevalier félon, nommé Macain, qui impute à l'épouse d'Oriaul trois crimes abominables : d'avoir commis l'adultère avec un chien, d'avoir voulu tuer le roi, d'avoir voulu empoisonner sa belle-mère, et s'offre de combattre en champ clos quiconque viendra le contredire. Qui osera, se portant le champion de Béatrix, accepter cette épreuve, et faire triompher son innocence?... Hélyas son propre fils ! Hélyas qui reçoit du ciel, par l'intercession de l'ermite, la révélation de son origine et des malheurs de sa famille. Il accourt, fait mordre la poussière au faux chevalier, le confond, et le fait pendre comme lâche. Matabrune assiégée est brûlée vive dans son château de Maubriant. Béatrix rentre en grâce auprès de son mari, qui s'unit à elle pour la recherche de leurs enfants. On les retrouve, et leurs chaînes d'argent vont les rendre à leur forme première. Mais une de ces chaînes a été perdue. Moins heureux que cinq de ses frères qui reprennent la forme humaine, le sixième reste cygne ; mais resté frère aussi, il l'accompagne en tous lieux Hélyas, *le chevalier au cygne*.

Hélyas, guidé par le cygne, après une longue navigation, débarque à Nimègue, où l'empereur d'Allemagne tenait cour plénière. Il excite l'amour d'une princesse, fille de Clarisse, *duchesse de Bouillon*, dont il avait également défendu l'honneur au péril de sa vie, et devient son mari. Hélyas eut pour fille Idain, qui épousa Eustache, comte de Boulogne. Devenue enceinte, Idain eut un songe : il lui fut annoncé qu'une gloire sans pareille était réservée à ses fils, qui délivreraient un jour le sépulchre de Jésus-Christ. Bientôt Idain donna le jour à trois enfants, qui furent *Godefroy de Bouillon*, *Baudouin* et *Eustache de Boulogne*. Quant à Hélyas, il disparut mystérieusement, et se fit ermite. Le cygne recouvra sa forme première, et vécut sous le nom d'Aimery.

M. le baron de Reiffenberg, dans une publication récente (1), s'est élevé contre la sévérité qu'il impute à notre appréciation, relativement à l'analyse

(1) Roman de Gilles de Chin, *Introduction*, p. xiv.

de son Introduction, que nous avons offerte aux lecteurs de ce recueil, et fait appel à l'équité de notre critique. En soumettant au public et à l'auteur les remarques dont il s'agit, nous n'avons jamais pensé méconnaître l'intérêt ni le mérite des développements étendus dans lesquels le savant éditeur du *Chevalier au cygne* a cru devoir entrer. Nous avons voulu moins encore contrister un écrivain aussi connu pour sa bienveillance que pour ses nombreux et utiles travaux.

V. DE V.

CHRONIQUE.

Novembre-Décembre 1847.

— En vertu d'une ordonnance royale en date du 2 septembre, M. Naudet, directeur de la Bibliothèque du roi, a repris le titre d'administrateur général de cet établissement. Il exerce l'autorité déterminée par les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 19 et 20 de l'ordonnance du 22 février 1839.

— A l'occasion de la nouvelle année, M. le ministre de l'instruction publique devait recevoir le directeur et les professeurs de l'École des Chartres, le dimanche 2 janvier. La mort de S. A. R. Madame Adélaïde a fait suspendre les réceptions.

— Par arrêté du 24 octobre dernier, M. le ministre de l'instruction publique a approuvé le résultat des examens de fin d'année des élèves de l'École des Chartres, qui lui avait été soumis par le conseil de perfectionnement, et rendu définitives les listes des élèves de première et deuxième année, autorisés à passer en deuxième et troisième année. Nous avons publié ces listes dans notre numéro de juillet-août.

— Les examens d'entrée des nouveaux candidats ont eu lieu à l'École des Chartres les 16 et 17 novembre. Le conseil a déclaré admissibles en première année les candidats dont la liste a été présentée dans cet ordre à l'approbation du ministre :

MM.

1. Jacobs (Alfred), né à Paris en 1827.
2. D'Arbois de Jubainville (Henri), né à Nancy (Meurthe) en 1827.
3. Guillet-Desgrois (Louis), né à Poitiers (Vienne) en 1827.
4. Poulet-Malassis (Auguste), né à Alençon (Orne) en 1825.
5. Jolly (Eugène), né à Bordeaux (Gironde) en 1826.
6. Robillard de Beaurepaire (Charles), né à Avranches (Manche) en 1828.
7. Merlet (Lucien), né à Vannes (Morbihan) en 1827.
8. Charonnet (Charles), né à Châteauroux (Indre) en 1829.
9. Lagache (Ludovic), né à Courcelles-Epayelles (Oise) en 1829.
10. Robillard de Beaurepaire (Eugène), né à Avranches en 1826.

11. Le Mesle (George), né à Paris en 1828.
12. Du Courthial (Achille), né à Mézières (Ardennes) en 1825.
13. Bessot de Lamothe (Alexandre), né à Périgueux (Dordogne).
14. Cadis (Léonce), né à Duras (Lot-et-Garonne) en 1829.
15. Brun (Paul-Joseph), né à Marseille (Bouches-du-Rhône) en 1825.
16. Barbet (Charles), né à Valenciennes (Nord) en 1825.
17. Vieille (Émile), né à Besançon (Doubs) en 1830.

Par arrêté du 9 décembre 1847, M. le ministre a approuvé cette liste, en maintenant chaque candidat dans le rang qui lui avait été assigné par MM. les examinateurs.

Par le même arrêté, MM. Jacobs et d'Arbois de Jubainville ont été nommés élèves boursiers pour la durée des trois années de leurs études à l'École.

— Un autre arrêté du même jour a nommé boursiers, pour 1848 et 1849, MM. Gréa et Jules Tardif, premiers élèves, par ordre de mérite, de deuxième année.

Quant aux élèves entrés à l'École sous le régime de l'ancienne ordonnance, et passés de deuxième année en troisième, ils conservent, en 1848, la bourse qui leur avait été conférée pour deux ans. Un seul ne s'étant pas présenté aux examens de fin d'année a encouru la déchéance et perdu la pension.

Le tableau des boursiers de l'École des Chartes, pour l'année scolaire 1847—1848, se trouve en conséquence, et conformément à l'ordonnance, fixé au nombre de huit élèves, ce sont :

MM. Tardif (Adolphe)	}	en troisième année.
Delisle		
Boisserand		
Marty Laveaux		
Gréa	}	en deuxième année.
Tardif (Jules)		
Jacobs	}	en première année.
D'Arbois de Jubainville		

— L'abaissement de niveau exécuté sur une partie de la Cité, pour retrouver douze prétendues marches par lesquelles on serait arrivé jadis à l'église de Notre-Dame, n'a abouti qu'à démontrer la fausseté de cette tradition. C'est dans Sauval qu'on a trouvé le fait énoncé; mais Sauval, en cela, n'avait fait que copier Gille Corrozet, le plus ancien et par conséquent le moins sûr des historiens de Paris. La critique avait eu déjà à réfuter bien des fables mises en circulation par Corrozet, celle, entre autres, de la fondation sur pilotis qu'on a supposé longtemps exister sous Notre-Dame. La ville sait ce qu'il lui en coûte de ce que la question des douze marches n'ait pas été vidée de même. Toutefois, les travaux exécutés ont

eu cet avantage de faire découvrir, sinon ce qu'on cherchait, du moins des vestiges d'anciens édifices qui paraissent appartenir à la décadence romaine. Ces vestiges, soigneusement étudiés, ne peuvent manquer de donner naissance, soit à des mémoires, soit à des dessins qui s'ajouteront sous peu à ce qu'on possède de données sur le plan primitif de Paris.

— La commission instituée pour la souscription nationale, destinée à ériger une statue équestre à Jeanne d'Arc, sur la grande place d'Orléans, vient de faire connaître le résultat de ses délibérations. Nous nous empressons de reproduire les passages les plus saillants du document publié à cet effet :

« Le monument élevé à Orléans doit avoir le caractère triomphal des statues équestres qui rappellent une victoire et représentent les souverains ou les grands capitaines ; car il s'agit de célébrer la France victorieuse, la France délivrée du joug étranger par Jeanne d'Arc. L'exécution en sera confiée à M. Foyatier, le statuaire qui a fait le Spartacus. Son nom est une garantie certaine que l'œuvre sera digne de sa destination.

« Mais un tel monument ne peut appartenir à la seule ville d'Orléans ; il doit être élevé au nom de la nation entière. Les ressources d'une ville ne lui permettraient pas de donner à ce projet la grandeur et la magnificence convenables. Toutefois, ce n'est point le principal motif qui a suscité la souscription que nous annonçons : il nous a semblé que la France avait ici un devoir à accomplir, un hommage à rendre à une gloire nationale ; il faut qu'elle consacre une grande époque de notre histoire et le souvenir de la délivrance du pays.

« A quelle province la mémoire de Jeanne d'Arc ne serait-elle pas chère ? Elle est née en Lorraine ; c'est en Touraine qu'elle est venue annoncer sa mission ; c'est là qu'elle a trouvé sa miraculeuse épée ; c'est à Poitiers qu'elle a inspiré les mesures prises pour le salut du royaume. Elle a délivré Orléans, parcouru victorieusement les bords de la Loire et conduit le roi à Reims ; elle a combattu sous les murs de Paris. A Compiègne, elle tomba aux mains des Anglais ; à Rouen, elle a subi un indigne supplice, lâche vengeance de nos ennemis vaincus. Le règne entier de Charles VII, qui délivra l'une après l'autre toutes les provinces envahies, se rattache à la mission de Jeanne d'Arc.

« Tous les ordres de citoyens, toutes les opinions, tous les souvenirs s'associeront unanimement à l'hommage que nous proposons de lui rendre : elle naquit dans les plus humbles rangs du peuple ; simple bergère, elle a vu sa bannière suivie par les princes du sang royal et par la noblesse française ; elle a relevé le cœur de notre armée découragée. Les magistrats des villes lui ouvraient les portes, et leurs citoyens s'armaient à sa voix. Instrument manifeste de la Providence qui protégea notre pays, elle a pour les âmes pieuses un caractère miraculeux et mystique ; elle est, pour tout son sexe, un honneur merveilleux.

« Ainsi cette souscription sera accueillie favorablement par toutes les classes de la société française : elle pourra réunir l'obole du pauvre au présent du riche ; elle s'adresse au dévouement et à l'honneur de la vieille France comme aux sentiments patriotiques du temps présent, aux citoyens comme aux soldats, à la garde nationale comme à l'armée. Elle trouvera accueil parmi les affections religieuses. Jeanne d'Arc ne fut-elle pas une sainte ? n'a-t-elle pas reçu la palme du martyr ? Si nous trouvons l'empressement que nous pouvons, ce me semble, espérer, non-seulement la statue équestre sera élevée sur la place publique, mais le vieux monument votif sera rétabli dans la cathédrale. »

La commission, dans ce dernier paragraphe, fait allusion au premier monument qu'Orléans vit s'élever dans ses murs en l'honneur de Jeanne d'Arc. Il représentait la Pucelle et Charles VII à genoux au pied d'un crucifix. Mettre ainsi la sujette au même rang que le souverain était, aux yeux des siècles passés, un honneur sans exemple et tout à fait à la hauteur des services rendus par Jeanne d'Arc. De nos jours cet accouplement exprimerait autre chose. Il associerait à la même gloire les deux personnages représentés, il enseignerait à la nation qu'elle doit à Charles VII et à Jeanne d'Arc une place égale dans sa reconnaissance. Cela ne serait pas digne de la justice de l'histoire, puisque les documents, mieux étudiés depuis quelque temps, trahissent de plus en plus les continuelles révoltes du roi contre sa libératrice, et que même on a trouvé la preuve écrite du lâche abandon qu'il en fit.

Si les vœux de la commission se réalisent, si elle recueille assez d'offrandes pour songer à l'érection de deux monuments, pourquoi, la ville d'Orléans ayant été dotée du sien, l'autre ne serait-il pas destiné à la ville de Paris ? Une statue de la Pucelle a sa place marquée sur la Butte des Moulins, qu'elle arrosa de son sang.

— La Société royale des Antiquaires de France a procédé, dans sa séance du 9 décembre, au renouvellement de son bureau, qui se trouve ainsi composé après 1848 :

Président, M. Ch. Lenormant, membre de l'Institut ; premier vice-président, M. Ph. Lebas, membre de l'Institut ; deuxième vice-président, M. Depping ; secrétaire, M. Aug. Bernard ; secrétaire adjoint, M. Étienne Cartier ; trésorier, M. Beaulieu ; bibliothécaire archiviste, M. Léon Renier, employé à la bibliothèque de la Sorbonne.

— Le *National* du 30 novembre dernier a publié la note suivante :

« Nos bibliothèques paraissent être le théâtre des plus scandaleux désordres et des soustractions les plus fréquentes... Le *Journal des Débats* lui-même raconte ce qui suit dans son numéro du 27 novembre :

« Les bibliothèques publiques de Cambrai et de Douai viennent de supporter deux sinistres qui doivent éveiller la sollicitude des personnes com-

mises à leur garde. A Cambrai, il existait, sous le n° 674, un manuscrit précieux, relatif à l'histoire locale, composé par Julien Deligne; sous le titre d'*Histoire des Evêques et Archevêques de Cambrai*, il comprenait toute l'histoire de la cité. Ce manuscrit a disparu. La fraude s'est faite à l'aide d'une substitution; car le n° 674 est représenté sur les rayons, mais il l'est par un cahier inutile d'études de fortifications, sur lequel on a apposé un numéro d'ordre d'une autre main et d'une autre encre que les numéros de la série ancienne. A Douai, la perte serait encore plus considérable sous le rapport de la valeur estimative. La bibliothèque possédait la *Biblia pauperum*, l'un des plus anciens monuments de l'imprimerie tabellaire: ce rare et précieux essai de l'art typographique aurait été confié à un relieur négligent qui l'a, dit-on, laissé égarer dans son atelier. Ces faits doivent éclairer les conservateurs des dépôts publics sur la surveillance incessante qu'il faut avoir, surtout à une époque où les manuscrits et les livres anciens augmentent de valeur de jour en jour. »

— La plupart des journaux français du mois d'octobre dernier ont annoncé que la bibliothèque de la *Société royale de littérature islandaise*, à Copenhague, étant devenue la proie des flammes le 25 septembre, deux mille manuscrits islandais inédits et une nombreuse collection d'exemplaires uniques d'anciens ouvrages imprimés en Islande avaient, dit-on, péri dans le désastre. Nous n'avons pas voulu enregistrer la nouvelle de ce sinistre littéraire sans nous être assurés de son exactitude, et, grâce à des renseignements pris sur les lieux, nous pouvons aujourd'hui rassurer ceux de nos lecteurs qu'intéressent les littératures et l'histoire du Nord. La direction de la Société royale de littérature islandaise a fait elle-même, sur les suites de l'incendie du 25 septembre, un rapport qui a été imprimé dans un journal de Copenhague (le *Berlingske politiske og avertissements* — *Tidende*, du 4 novemb.), et duquel il résulte que les pertes qu'elle a faites dans cette circonstance se bornent aux objets suivants: 1° La correspondance et les registres de comptabilité de la Société; 2° une collection en 10 vol. in-8° de poèmes islandais anciens et nouveaux, dont on a d'autres copies; 3° un travail moderne composé sur d'anciens manuscrits et continué jusqu'au XVIII^e siècle, sous le titre d'*Annales islandaises*; 4° une collection de généalogies islandaises en 9 vol. in-4°, recueil dont on a l'original et d'autres copies; 5° quelques copies de registres de l'état civil. Telles sont les pertes que le rapport mentionne comme les plus notables, et il ajoute avec beaucoup de raison qu'elles n'ont pas d'importance. C'est seulement dans le long trajet fait par la nouvelle pour arriver à Paris, que le désastre avait pris d'aussi effrayantes proportions.

— Le 29 novembre et jours suivants, a eu lieu à Paris la vente aux enchères de la bibliothèque de M. le marquis de Coislin, dans laquelle se trouvaient une vingtaine de manuscrits, la plupart fort remarquables. Le

premier de tous, à ce qu'il faut croire d'après le prix qu'il a atteint (onze mille cent francs, et si l'on compte les frais d'adjudication : 11,655), est un volume in-f° du milieu du quinzième siècle, écrit sur vélin, composé de 317 feuillets, orné de 204 miniatures d'une exécution parfaite, et intitulé *l'Histoire du roy Alexandre*. L'ouvrage lui-même est du quinzième siècle, et son auteur s'appelait Jean Wauquelin, en sorte qu'il ne faut pas le confondre, malgré la ressemblance du sujet, avec le roman d'Alexandre écrit au douzième siècle et publié récemment par M. Michelant. — Le plus remarquable par son ancienneté était un recueil des sermons de saint Bernard, différent par quelques pièces de celui que possède la Bibliothèque royale ; c'est un manuscrit du douzième siècle, contenant 232 feuillets à deux colonnes. Il a été adjugé à 2,450 francs. — *Les Coroniques de Montleheri du tens du roy Louis unsième*, manuscrit bien connu des *Mémoires de Comines*, et qui passe pour le plus ancien et le plus beau qu'on possède de cet ouvrage. Vendu 4,400 fr. — *Les Vies des dames illustres* de la Bible, de la Fable et de l'Histoire, par Anthoine du Four, docteur en théologie de l'ordre des Frères prêcheurs, manuscrit du commencement du seizième siècle et d'une admirable exécution (4,500 fr.). — *Vie de Bertrand du Guesclin*, manuscrit du commencement du quinzième siècle. L'ouvrage, qui est un poème de 18,400 vers, a été imprimé dans la collection des documents inédits relatifs à l'histoire de France (900 fr.). — Un manuscrit du roman de *la Rose*, du quatorzième siècle, contenant 183 feuillets à deux colonnes et 39 miniatures (379 fr.). — Une copie sur vélin d'une pièce de vers du marquis de Montplaisir, sur la bataille de Nordlingen, qui fut imprimée dès l'an 1651, a été payée 540 fr. parce qu'elle est de la main du fameux calligraphe Jarry. — En lutte avec les folies du luxe et de la fantaisie, la Bibliothèque royale n'a pu faire que quelques petites acquisitions. Ce sont : *Les coutumes de Beauvoisis*, par Ph. de Beaumanoir, un vol. in-folio ; manuscrit sur vélin de la fin du treizième siècle ou du commencement du quatorzième siècle ; exemplaire provenant de la bibliothèque de Lamignon, et qui a servi, dit-on, à l'édition de la Thaumassière (890 fr.). — *Le livre coment on se doit tenir en santé*, in-8° de 134 feuillets de vélin, treizième siècle (90 fr.). — *Le Mystère de la Passion* par personnages, par Arnoul Gresban, deux vol. in-8°, vélin et pap., terminés par ces mots : *Scriptum anno Domini M^oCCCC^oLXIX^o per fratrem Aubertum, religiosum carthusiensem conventus Vallis Viridis prope muros parisienses* (90 fr.). — *Chronique de Guillaume de Nangis*, manuscrit sur vélin, quinzième siècle ; 306 feuillets à longues lignes (860 fr.).

— Le 24 août 1848, l'Athénée de Beauvais décernera une médaille d'or, de la valeur de 300 francs, à l'auteur du meilleur mémoire sur l'abbé Dubos (né à Beauvais en 1670), considéré comme critique, diplomate et historien.

DES DROITS DE JUSTICE

ET

DES DROITS DE FIEF,

D'APRÈS L'OUVRAGE DE M. P.-L. CHAMPIONNIÈRE, INTITULÉ :

De la propriété des eaux courantes, du droit des riverains et de la valeur actuelle des concessions féodales ; contenant l'exposé complet des institutions seigneuriales et le principe de toutes les solutions de droit qui se rattachent aux lois abolitives de la féodalité (1).

Quelles idées ont jusqu'à ce jour prévalu, dans la science, relativement aux justices seigneuriales du moyen âge? Quelle est l'origine de ces justices? De quelle nature sont les droits dont elles se formèrent? Ce sont des questions ardues, qui furent vivement agitées jadis, et qui, malheureusement pour la vérité, ont été débattues sous l'influence de préoccupations politiques. Au seizième siècle, tous les privilèges seigneuriaux, réduits à l'ombre de ce qu'ils étaient encore au douzième, entraient dans la dernière phase de leur existence; l'animadversion publique tendait ouvertement à les faire disparaître. Un de nos plus savants légistes, Charles Loyseau, publia en 1603, sous le titre de *Discours de l'abus des Justices de village*, un petit traité qui eut un certain retentissement. Il cherchait à y démontrer qu'une partie des droits seigneuriaux tiraient leur origine d'une double usurpation commise, d'une part, sur les libertés publiques, de l'autre, sur les droits du roi. Voici comment il

(1) Un vol. in-8° de xvi et 792 pages. Paris, Ch. Hingray; 1846 (9 fr.).

l'explique : « Nos rois, dit-il, principalement après Charlemagne, ne purent empêcher les ducs, les comtes et les vicomtes, revêtus des offices judiciaires dans les provinces, les villes et les bourgs du royaume, de les retenir leur vie durant, puis de les rendre héréditaires dans leurs familles. A leur exemple, les grands seigneurs vassaux du roi, tous les riches possesseurs de fiefs et en premier lieu ceux qui relevaient directement de la couronne, prétendirent à la justice dans leurs seigneuries. Ceux qui, n'étant ni ducs ni comtes, n'avaient point de ressort, s'en établirent un et se créèrent des justices subalternes. Ainsi, par des empiètements successifs, se formèrent peu à peu toutes les justices seigneuriales qu'on appela hautes justices, et, par des moyens analogues, se constituèrent les moyennes et les basses justices. » Voilà suivant Loyseau, dont il serait inutile de faire remarquer les erreurs, quelle est l'origine du plus grand nombre des droits de justice seigneuriale ; les autres ont été régulièrement concédés par le roi, de qui émane, toujours et dans tous les pays, la justice, attribut inaliénable de la souveraineté.

Cette doctrine de Loyseau suscita contre elle la réprobation de Montesquieu, qui ne voulait pas croire aux usurpations de la noblesse. L'auteur de *l'Esprit des lois* (Liv. xxx, ch. 20-22) regarde les fiefs comme étant les terres partagées entre eux par les guerriers francs au moment de la conquête, et « le droit de justice comme étant de la nature du fief et l'une de ses principales prérogatives. » Il a raison cependant de dire que Loyseau affirme l'usurpation des justices par les seigneurs sans en donner de preuves, et lui-même il convient qu'on ne sait rien que par conjecture de l'origine de ces justices.

Ceci est pour la question d'origine. Quant à la nature des droits qui composaient la justice, les uns et les autres n'y ont vu clairement que le droit de juger, qu'ils considéraient comme un accessoire du fief ; plus, des droits utiles, d'un caractère arbitraire et oppressif, qu'ils voyaient bien ne pas dériver de la convention féodale, mais dont ils ne pouvaient démêler la source ni, partant, bien comprendre la nature. Légistes ou historiens, les auteurs modernes n'ont pas été plus loin, et la plupart se sont particulièrement attachés aux opinions de Montesquieu (1).

(1) Voyez, pour les historiens, Guizot, *IV^e Essai sur l'hist. de France*, ch. III. — Laferrière, *Hist. du Dr. franç.*, t. I, p. 208 et 209. — Pardessus, *Des Juridict.*

L'auteur du livre dont le titre figure en tête de cet article, y traite la même question ; mais, plus hardi que ses devanciers ou doué d'une sagacité plus grande, il y apporte des idées toutes nouvelles, des solutions fécondes, une clef, en un mot, qui, si on l'accepte, donnerait un facile accès dans ce qu'on appelle le chaos des institutions du moyen âge. C'est ce que va démontrer l'exposé de sa théorie, qui, en même temps, dessinera nettement aux yeux du lecteur l'importance de la question et son utilité pour l'intelligence de notre histoire.

M. Championnière, dont on peut rejeter le système, mais qui, d'un seul coup, vient de prendre une place distinguée dans les rangs de l'érudition, est un jurisconsulte estimé au Palais et connu par deux bons traités sur les droits d'enregistrement. C'est à l'occasion d'un procès qu'il a écrit ce long ouvrage de huit cents pages, dont le titre, pénible et encombré, n'est pas, il faut l'avouer, d'un augure favorable. La matière de ce procès était de savoir si l'État, ayant été établi, par les lois de la Révolution, successeur aux droits des seigneurs féodaux, est bien fondé comme tel à revendiquer la propriété des cours d'eau non navigables. Dans son volumineux mémoire, M. Championnière veut prouver que l'héritage qu'on veut faire recueillir à l'État n'existe pas, et que la propriété des rivières a toujours appartenu aux riverains, non pas aux seigneurs. La doctrine nouvelle contre laquelle il s'élève est, selon lui, le résultat de la confusion qui règne dans nos connaissances sur les institutions seigneuriales, puis de la suprématie exercée aujourd'hui par la propriété mobilière et l'industrie sur l'agriculture, et de l'esprit éternellement envahisseur des agents du fisc. Cependant la Cour royale de Rennes a décidé en sens contraire, par un arrêt (du 27 juillet 1843) parmi les considérants duquel figurent quelques vers écrits au cinquième siècle par le poète Fortunat, sur la part que prit saint Félix, évêque de Nantes, au creusement de vastes étangs situés près de cette ville et objets du litige. Le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Rennes a été rejeté par la Cour de cassation.

patrimoniales, publ. d'abord dans la *Biblioth. de l'Éc. des Chartes*, puis dans les dissertations imprimées à la suite de la *Loi salique*. — Lehuërou, *Hist. des Institut. carolingiennes*, chap. XI. — Baudi di Vesme e Fossati, *Vicende delle proprietà in Italia* (Torino, 1836, in-4°), p. 242. — W. Schæffner, *Geschichte der Rechtsverf. der Frankreichs* (1845, in-8°), t. I, p. 183-186, etc., etc.

Mais je dois laisser de côté le procès, bien qu'il ait présenté, comme on voit, plus d'un attrait littéraire, pour arriver de suite à la partie purement théorique des questions discutées par M. Championnière. Voici donc comment la question naît et se développe sous sa plume, comment doivent s'enchaîner les idées qu'il veut faire prévaloir; je tâcherai de les reproduire aussi brièvement, mais aussi fidèlement que possible, et j'ose ajouter que ce résumé ne sera pas inutile pour la lecture d'un livre où l'on est souvent exposé à se perdre dans l'abondance et les circuits de la discussion (1).

Quelques-unes des coutumes du royaume constatent par leur texte que, dans les territoires qu'elles régissaient, certaines rivières étaient dites *banales*, *en garenne*, *en deffense* ou *en def-faix*. Ces expressions techniques ont toutes la même valeur, et signifient la défense qui pesait en certaines contrées sur le propriétaire, de pêcher dans le cours d'eau qui lui appartenait, afin d'en laisser jouir exclusivement le seigneur dans la juridiction duquel il se trouvait (§ 30-32). Voilà ce que c'était que la garenne. De quelle manière s'établissait-elle? Les Francs, après l'invasion, regardèrent comme un de leurs plus précieux privilèges, la liberté de satisfaire leur passion pour la chasse et la pêche dans leur nouvelle patrie, comme autrefois dans les solitudes de la Germanie; et ce fut probablement par un adoucissement à la condition des populations agricoles, que des espaces immenses, mais enfermés dans des limites fixes, furent marqués par les seigneurs pour leur chasse et peuplés de gibier qu'il était défendu de détruire, ce qui rendait à peu près certaine la perte des cultivateurs de la contrée. Les territoires frappés de cet interdit étaient appelés *forestæ*, *warennæ*, *garennæ*. Le droit de forêt ou de garenne, c'est-à-dire, le droit exclusif de chasser ou de pêcher sur le terrain d'autrui, devait être un droit odieux, de quelque part qu'il vînt. Aussi les vilains l'ont-ils toujours combattu de toutes leurs forces, et, dès le temps des rois de la seconde race, prévalut l'opinion qu'il fallait une possession immémoriale pour l'exercer. Le seigneur pouvait conserver une garenne ancienne, mais non en imposer une nouvelle aux habitants de sa juridiction. Cette maxime étant introduite dans la

(1) Je renverrai aux paragraphes du livre à mesure que je m'en servirai. L'ouvrage en contient 434.

pratique , joint à ce que la haine qu'excitait ce privilège portait les seigneurs à l'abandonner moyennant finance, firent peu à peu disparaître la plupart de ces garennes anciennes (§ 32-43).

Mais on trouve qu'au moyen âge les seigneurs avaient aussi des droits de pêche et de chasse d'une origine toute différente , et qu'ils s'étaient réservés , en disposant à titre d'inféodation , de donation ou de vente, de domaines dont ils avaient la propriété. Une foule d'actes présentent des réserves de ce genre en usage dans les contrats de fief (§ 45-47). Bien différents des premiers , ces droits n'avaient rien d'odieux , car ils n'étaient pas imposés par la force, mais volontairement consentis moyennant rétribution. Ainsi il y avait deux catégories bien distinctes de droits seigneuriaux sur les rivières. Or cette distinction est l'application particulière d'un précepte général qui doit dominer toute étude des institutions du moyen âge, et dont l'obscurcissement a produit chez tous les auteurs des systèmes erronés : c'est qu'il est nécessaire de distinguer, avec le plus grand soin, ce qui est de la justice et ce qui est du fief. Je laisse M. Championnière exposer (§ 48) l'importance de cette considération :

La haine et la résistance accompagnent le pouvoir du seigneur dès les premiers jours de son établissement; c'est sous cette haine et dans la même lutte qu'il succombe aux jours de la révolution de 1789. M. Guizot a justement fait observer cette condition remarquable du système seigneurial : « On peut remonter, » dit-il, le cours de notre histoire, et s'y arrêter où l'on voudra ; « on trouvera partout le régime féodal considéré par la masse de « la population comme un ennemi qu'il faut combattre et exter-
« miner à tout prix... » Mais dans leurs observations sur le régime féodal, les historiens ont perdu de vue cette distinction fondamentale, que les institutions seigneuriales renfermaient deux éléments, que la féodalité n'était que l'un des deux, et qu'elle a été enveloppée dans l'anathème qui a frappé l'autre. Cet autre était : la Justice. Les institutions seigneuriales renfermaient ces deux éléments, le fief et la justice, plus profondément séparés à mesure qu'on remonte à leur origine, et cette distinction s'exprimait par la maxime célèbre écrite à chaque page dans les livres coutumiers : *Fief et justice n'ont rien de commun*. Le seigneur justicier n'était pas du tout le seigneur féodal; l'une et l'autre qualité se réunissaient parfois sur la même tête, mais demeuraient distinctes dans le droit. C'est au

seigneur justicier que sont dus les services personnels, les corvées, les censives ; c'est à lui que le titre de seigneur est réservé par excellence ; tous ses droits sont productifs, presque tous vexatoires ; enfin tous les droits seigneuriaux, contre lesquels les haines se sont élevées, et qui ont à juste titre soulevé les plaintes, sont des droits de justice. Au contraire, la fidélité, le dévouement réciproque et l'affection caractérisent les droits des fiefs : c'est dans leurs éléments que se trouvent le lien généreux qui rattache le seigneur au vassal sans empreinte de servitude et ces obligations respectives qui n'excluent ni la liberté ni l'égalité.

Telles sont à peu près les paroles de l'auteur. La réhabilitation du principe de la féodalité, ce premier point de sa thèse, l'amène nécessairement, on le comprend, à entrer plus profondément qu'on ne l'a jamais fait dans l'étude de ce qu'étaient les justices. C'est dans cette recherche que M. Championnière a déployé une pénétration rare, et que de déduction en déduction il est arrivé aux résultats remarquables qu'il exprime en ces termes auxquels je ne dois rien changer :

« L'institution des justices seigneuriales tout entière n'est, à mes yeux, que la continuation non interrompue de l'administration romaine ; les justiciers des coutumes sont les *judices* du code de Théodose, les *justitiiarii* des Capitulaires et des chartes des onzième et douzième siècles ; les droits de gîte, les corvées, les censives, les péages, les banalités, les tailles, l'aubénage, la confiscation, abolis en 1789 sous le nom de droits de justice, ce sont les tributs établis par le fisc romain, accrus des abus de sa terrible exaction et de ceux plus terribles encore de la domination qui l'a remplacé, et perçus par celle-ci sous le nom de *justitiæ*. L'homme soumis à la *potestas* du publicain, c'est le Gaulois vaincu, c'est encore le vaincu des lois barbares, l'homme de pooste du droit seigneurial, le roturier affranchi pour la première fois en 1789 des lois de la victoire imposées par Jules César. A côté des droits de justice, et, selon moi, contre eux, s'élève l'institution des fiefs, condition de l'association territoriale et lien de la bande guerrière, avec ses droits, ses règles, ses obligations : l'hommage, le service militaire, l'investiture, les lods et ventes, les reliefs, les démembrements, le jeu de fief, la commise et la directe, issus des coutumes germaniques et frappés de mort seulement en 1793.

« Ce système sépare profondément les idées de ce livre et celles des écrits qui l'ont précédé sur le même sujet. Il rétablit à sa place, c'est-à-dire, à celle de principe essentiel et fondamental, la maxime : *Fief et justice n'ont rien de commun*. C'est, à mon avis, pour avoir contesté cette maxime ou pour en avoir méconnu le sens, que les feudistes n'ont trouvé que confusion et obscurité dans le régime des fiefs et des justices ; c'est en la démontrant dans ses causes et dans son application que je crois avoir rendu compte de toutes les règles du droit seigneurial, de leur diversité, de leurs variations, des erreurs dont elles ont été l'objet, et de la véritable entente qu'il faut leur donner : toutes les discussions de cet ouvrage tendent à cette démonstration. J'ai voulu la faire sortir de tous les éléments du droit seigneurial, et à cet effet j'ai parcouru tous les privilèges, toutes les prérogatives, toutes les servitudes qui se rattachaient à ce droit ; j'ai cherché à prouver qu'il n'est pas un de ces documents qui ne tienne le même langage que le droit des rivières, et ne manifeste hautement, comme lui, la séparation essentielle, originaire et persistante du fief et de la justice. » (*Introd.*, p. XII.)

Il n'y a pas de développement à joindre à un exposé aussi clair et aussi bien précisé ; il me reste seulement à tâcher de faire parcourir au lecteur, par les chemins les plus courts, la démonstration de cette théorie, qui, comme on le voit, est l'objet principal de l'ouvrage de M. Championnière.

Il s'agit de dire quels étaient les droits de justice, et de montrer qu'ils n'étaient pas autre chose que les différentes branches de l'impôt romain passées des mains du *Judex* (1) des Césars, qui les percevait pour l'État, aux mains des seigneurs du moyen âge, qui les gardaient pour eux-mêmes.

Le premier point à établir, c'est que l'impôt public ait été conservé par les Barbares, qu'il ait continué d'être perçu par eux comme sous les Romains. C'est une grave question formant un point capital des savants débats qui s'élevèrent au siècle dernier entre le comte de Boulainvilliers, qui déclara que les Gaulois et les Romains, seuls, payaient l'impôt en qualité de serfs ; l'abbé Dubos, qui soutint, au contraire, que Gaulois, Romains et Francs, étant tous assujettis aux contributions publiques, jouissaient tous de la même liberté ; enfin Montesquieu,

(1) *Judex* ne signifie pas uniquement juge. Voir ci-après p. 219-221.

qui voulut trouver un milieu entre ces deux systèmes. Cette polémique célèbre, où l'esprit de parti non moins que la science inspirait les auteurs, n'amena point de solution définitive, et l'on cherche encore aujourd'hui laquelle doit prédominer. L'Académie des inscriptions et belles-lettres ayant mis la question au concours en 1836, reçut l'année suivante trois mémoires, dont deux surtout, dus à MM. Baudi de Vesme et J. Guadet, obtinrent d'elle les plus grands éloges pour la science qu'on y remarquait, mais où ni l'un ni l'autre, à ce qu'il paraît, n'avait apporté de réponse bien positive à la question. C'est ce qui résulte de ces termes du rapport lu à l'Académie à cette occasion : « Les concurrents, quoique souvent peu d'accord entre eux sur la manière d'expliquer les mêmes textes, sont tous à peu près du même avis sur le fond de la question, et l'on peut dire que tous les trois finissent par déclarer qu'il n'y avait pas ou qu'il n'y avait presque pas d'impositions publiques sous les deux premières races (1). » Peu de temps après, un savant bien regrettable, feu M. Lehuërou, dans son *Histoire des Institutions mérovingiennes*, reprit avec ardeur la thèse de l'abbé Dubos, et mit tout son talent à démontrer que l'impôt territorial et la capitation se maintinrent dans la Gaule après la chute de l'Empire, que la responsabilité des recouvrements passa des curiales au comte de la cité, que l'assiette et la répartition du tribut s'effectuèrent de la même manière, par les mêmes agents, d'après les mêmes principes et aux mêmes époques, sous les Francs que sous les Romains (2). Avec sa lucidité ordinaire et son excellente concision, l'éditeur du *Polyptyque d'Irminon* a résumé la question en quatre ou cinq pages de ses prolégomènes; il pense que l'impôt romain subsista dans les premiers temps de la domination franque, mais pour se perdre bientôt entre les mains bar-

(1) Ce rapport, dont l'auteur est M. Guérard, a été imprimé dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. I, p. 336-342.

(2) *Institut. Méroving.* (in-8°, 1843), liv. II, ch. 1, p. 264-320. Il faut que les conclusions de MM. Baudi de Vesme et Guadet aient été bien peu assurées; l'Académie avait vu dans leur travail une solution négative de la question qu'elle avait proposée, tandis que Lehuërou se flattait, avec une vive satisfaction, dit-il, d'avoir reconnu que les idées fondamentales du travail de M. Guadet ne s'éloignaient pas des siennes, et assurait avoir seulement conduit jusqu'à la démonstration la théorie émise par ce dernier. — Aucun des deux lauréats de l'Académie n'a publié son travail. M. Guadet seulement a donné un résumé du sien dans la *Revue universelle* (cahier d'octob. 1837, p. 206-250).

bares incapables de faire mouvoir les rouages de l'administration romaine, et toute trace d'impôts publics lui semble complètement disparue avant l'avènement de la seconde race (1). Le census a été, selon lui, promptement transformé de tribut public en redevance privée, et, libres ou serfs, les habitants du territoire payaient non plus à l'État, mais à leurs seigneurs, non plus comme citoyens, mais comme tenanciers ou comme serfs.

Bien éloigné de cette réserve, M. Championnière ne doute pas de la persistance de l'impôt romain longtemps après l'invasion (§ 180). Mais peu importe à sa thèse que la transformation du tribut public en redevance privée ait eu lieu plus tôt ou plus tard, que les rois francs aient plus ou moins longtemps conservé en leur pouvoir le puissant levier des impôts. Il est certain que la transformation a eu lieu, qu'elle a eu lieu entre les mains des Francs; or, ce que M. Championnière doit nous montrer, ce n'est pas le moment où elle s'est faite, mais la manière dont elle s'est accomplie et les conséquences qui en sont résultées.

Les fonctions de duc, de patrice, de comte, étaient désignées, dit-il, sous les Mérovingiens, par l'expression générale *judicialia dignitas*, et l'un des principaux devoirs de celui qui en était revêtu consistait, comme on le voit dans Marculfe (2), à verser chaque année le produit des impôts dans le trésor public. Ces hautes charges étaient à la nomination du roi, et les émoluments qui en dépendaient consistaient principalement, sous les Romains et ensuite sous les gouvernements barbares (3), dans l'abandon fait aux titulaires d'une partie des redevances par eux perçues (§ 68, 69). Le premier objet de la convoitise des chefs de bandes qui envahirent le territoire des provinces gauloises fut la part fiscale. C'était la plus nette, la plus facilement saisissable, et aussi la plus voisine de leurs idées qui ne comportaient que la propriété mobilière. C'est aussi celle dont l'appropriation était la plus aisée. La plupart des chefs germains avaient appris par leur contact avec les Romains quels bénéfices pouvait produire l'exploitation des charges de comtes, d'exacteurs et de toutes les fonctions de *judices*. Ce fut donc principalement dans la distribution des charges de cette espèce que consistèrent la part de la conquête et les lots de butin que se firent les chefs de bandes

(1) *Polyptyq. d'Irminon* (1844). Prolegom. §§ 372 et 356.

(2) *Marculfi formulæ*. Lib. I, n° 8.

(3) *Caroli mag. leges Langob.*, n° 128.

germaines, ou qu'ils attribuèrent alors à leurs principaux inférieurs. L'attribution des fonctions était une véritable dévolution de produits et de bénéfices matériels ; outre les abus au moyen desquels les fonctionnaires s'enrichissaient, ils recevaient une forte part des redevances qu'ils étaient chargés de toucher : cette part s'élevait ordinairement au tiers ; ils ne devaient compte que des deux autres tiers au fisc royal ; c'est cette dernière portion que les lois de l'époque appelaient *pars regia* (§ 54). Une partie de l'ancien impôt, si lourd, si varié, si oppressif, des Romains, se trouva ainsi, pendant l'intervalle d'un petit nombre de règnes, d'un petit nombre d'années si l'on veut, entre les mains des officiers de la monarchie franque. Les profits attachés à ces sortes de charges les rendaient nécessairement précieuses, et M. Championnière pense avec raison qu'à l'exemple des détenteurs de bénéfices, les titulaires de ces fonctions cherchèrent à les garder, et réussirent de même à les rendre viagères d'abord, puis héréditaires (§ 69).

Voilà une des voies par lesquelles l'impôt serait passé dans l'appropriation particulière, mais ce n'est pas la seule.

Les immunités et les recommandations furent aussi deux sources ouvertes par lesquelles le bénéfice de l'impôt s'échappa des mains du gouvernement pour passer aux particuliers. Les lois des empereurs attestent que, sous la domination romaine, les militaires, les anciens magistrats, les gens considérables, *potentes*, obtenaient l'affranchissement de certaines charges publiques, sinon de toutes. Le petit propriétaire trouva un moyen fort simple de profiter de ces immunités ; il vendait son domaine à l'immuniste, qui le lui restituait immédiatement à titre de fermage perpétuel, en se réservant seulement une redevance, mais plus faible que ce que le prétendu vendeur eût payé au fisc. Les deux contractants gagnaient à ce marché ; le trésor seul était frustré (§ 55). Il semble bien que cet abus se soit perpétué dans le moyen âge, puisqu'on trouve jusqu'au treizième siècle tant de chartes d'immunités accordées par les rois, surtout aux églises, et tant de ces contrats de recommandation où un particulier vend sa terre à un seigneur, à un monastère, en la reprenant de suite moyennant un cens. Ceci est un aperçu à ne pas légèrement passer. Si le point de vue sous lequel l'auteur voit la recommandation et l'immunité, si la physionomie romaine qu'il leur attribue et qui les expliquerait si bien, sont vrais, les sa-

vants, il faut le dire, n'avaient jamais compris avant lui ces deux espèces d'actes. Pour eux, l'immunité n'a été qu'une exemption du droit d'être jugé par les gens du roi, la recommandation une prière du faible pour obtenir la protection de son voisin plus puissant, et tous se sont étonnés de la bizarrerie des immunités si nombreuses, de la barbarie de cette société où chacun avait besoin d'acheter la protection d'un plus fort. L'explication de M. Championnière éclaircit tout : ces actes sont en si grand nombre, parce que chacun d'eux cache un intérêt pécuniaire. Je me borne à indiquer cette question, qui formerait à elle seule la matière d'un travail important.

Outre ces diverses causes de l'appropriation de l'impôt public entre des mains privées, il y en eut une, dit M. Championnière, plus désastreuse encore pour les gouvernements barbares, dans l'attribution d'impôt qu'ils faisaient à des particuliers pour récompenser des services quelconques, attribution qui s'opérait le plus ordinairement par l'abandon de la faculté de percevoir, au nom et lieu du fisc, les droits imposés dans telle ou telle villa, au passage de tel pont, à l'abordage dans tel espace du parcours d'une rivière, et de cent autres façons. Ce serait encore là une part de la succession des empereurs, acceptée des Mérovingiens; car il est certain, suivant M. Championnière (§ 70), que dans l'administration impériale les particuliers étaient très-souvent investis d'une délégation partielle de l'impôt à titre d'*honor*, et prenaient de là le nom d'*honorati*. Mais je crois ce dernier fait, au contraire, très-peu certain. On voit fort bien, sous les empereurs, des délégations d'impôts accordées à des personnes privées, et devenant entre leurs mains une propriété transmissible par succession, et même par vente ou donation (1); mais on ne voit pas qu'elles portassent le titre d'*honores*, ni que ce soit la manière de bien entendre le titre d'*honoratus* que de le regarder comme le signe d'une délégation d'impôt. Ces délégations paraissent avoir été simplement appelées *annonæ* (2), et d'autre part on voit dans le langage administratif des Romains *honores* s'entendre de certaines dignités qui n'ont rien de commun avec la perception de l'impôt (3). Ce n'est pas ici une pure distinction

(1) *Cod. Theod.* L. XII, tit. 1, l. 75. — *Cod. Justin.* Liv. XI, t. 24, fr. 1.

(2) Consultez les textes de la note précédente.

(3) Voyez à l'appui : Gaius, au *Dig.*, l. XXIV, tit. 1, fr. 42; une loi de Caracalla, au code, l. X, tit. 39, fr. 1; *ibid.*, tit. 62. Orelli, *Inscriptionum ampl. collectio*, pas-

de mots ; car de ce qu'il regarde l'honor des Romains comme signifiant une délégation d'impôts, M. Championnière, avec l'idée que l'usage de ces délégations dut nécessairement se perpétuer sous le gouvernement des rois barbares, conclut à attribuer le même caractère aux honores des premiers temps du moyen âge. On a été d'accord jusqu'ici pour entendre par ce mot un simple synonyme de *beneficia* ou de *feuda* ; c'est l'opinion de du Cange (1). M. Guérard y a ajouté quelque chose de plus précis, en disant que ces bénéfices appelés honores se distinguaient des autres en ce qu'ils joignaient à la concession d'une terre celle d'un office (2) ; et dans le système de M. Championnière, on arriverait à une signification plus précise encore : l'honor du moyen âge serait un office duquel dépendrait la perception d'une fraction de l'impôt public. Mais les textes invoqués (§ 70-76 et 89) ne me paraissent pas suffisants pour faire conclure en faveur de cette dernière opinion.

On remarquera toutefois que la question de savoir si les rois barbares accordaient à leurs fidèles des honores dans le sens que M. Championnière donne à ce mot, n'est ici que secondaire, et que le point réellement intéressant est de s'assurer qu'au moyen âge les souverains accordaient encore aux particuliers, sous quelque dénomination que ce fût, certains droits qui étaient de véritables vestiges de l'impôt public. C'est ce que M. Championnière cherche à établir, ainsi que les assertions qui précèdent, en produisant une foule de textes qui, malgré ses commentaires spécieux et son habileté à les faire tourner en sa faveur, ne

sim, et notamment n° 3714, édit. de 1828. — Q. Lampridii *Alexander Severus*, etc., etc. Voy. aussi Savigny, *Hist. du dr. rom. au moy. âge*, t. I, § 21. Dans les manuels de droit, l'analyse du code de Justinien, en ce qui concerne les *honorati*, donne ce résultat : « *Honorati erant quidam qui habebant privilegia ut intrarent secretarium principis et aliorum judicum ; vel ponitur pro his qui habent dignitatem sive administrationem. Et his licet uti vehiculis dignitatis, id est carrucis, si volunt* (Seb. Brandt ; *Tit. juris expos.*). » Ils avaient la faculté d'user pour leurs besoins personnels des postes impériales, et ils étaient exempts de l'obligation de contribuer à cette branche de services publics (*nulla equorum præstatio. Cod. Theod.*, l. XII, tit. 1, fr. 138) ; ces droits sont ce qu'il y a de plus clair dans les privilèges que conférait le titre d'*Honoratus* relativement à l'impôt. — Je dois cependant signaler un texte que je cite plus loin (p. 208, note 2, lig. 5), et qui se prêterait à l'interprétation de M. Championnière.

(1) Du Cange, t. III, pag. 692, col. 1, *Glossar.*, édit. Henschell.

(2) Guérard, *Polypht. d'Irminon*, Prolégom. § 276.

suffisent pas à porter une entière conviction dans l'esprit. Voici celles de ces citations qui me paraissent le plus concluantes.

La première, tirée de la vie de saint Remacle, évêque de Maëstricht, mentionne une donation qui lui fut faite par le roi Sigebert II, en 656, de la recette des impositions produites par certains ports de la Loire et d'autres fleuves (1). La seconde est une donation analogue, faite par Charlemagne à l'abbaye Saint-Germain des Prés (2) ; une troisième montre Hugues et Lothaire, rois d'Italie, accordant en 938 à un de leurs fidèles, pour lui et ses héritiers, la faculté d'exercer, comme faisaient auparavant ses missi, toute contrainte de collecteur d'imposition, celle de percevoir tous les impôts, et de juger de toute réclamation relative à leur paiement sur les hommes libres habitant une certaine villa, située, il est vrai, dans le Piémont (3). L'auteur cite encore un diplôme de l'an 828, par lequel Charlemagne délègue à l'abbaye de Saint-Gall le cens payé jusqu'alors au fisc par des hommes libres du Brisgau (4) ; un extrait de la vie de saint Éloi (5), et

(1) Idem rex (Sigebertus II) testamento legavit beato Remaclo quædam in Aquitania, puta *telonia* in portu Vetraria ad fluvios Tanacum et Ittam ; itemque portum Sellis et Vogaticum ad flumen Ligerim cum omnibus ad eum attinentibus. (Notgerus, *Vita S. Remacii*). Une charte de l'an 653 (voy. D. Bouquet, t. IV, p. 635) confirme le fait, et explique que cette libéralité consistait dans le *theloneum* et le *ripaticum* que les *judices* et *agentes* du roi prenaient sur les navires qui débarquaient dans le port, sur les marchands qui s'y rendaient pour leur négoce et sur les hommes qui y demeuraient.

(2) Portum donamus qui est intra pagum Senonicum et Milidunensem.... ita ut nullus inibi portum nec aquam habeat nisi jam dicta potestas almi Germani ; neque theloneum aut rotaticum, sen vultaticum, cespaticum, ripaticum vel salutaticum cuiquam accipere liceat. — Il y a une quantité de pièces analogues. Voy. notamment celle dont s'est servi Dubos au commencement du chap. 15 de son livre VI, et les explications qu'il y joint.

(3) Insuper concedimus eidem fideli nostro suisque heredibus ut de villa que vocatur Roncho et de omnibus arimannis in ea morantibus omnemque distractionem omnemque *publicam functionem* et querimoniam, quam antea publicus nosterque missus facere consueverat aut ante nostrorum qualemcumque missum.... custodiant et observent (an 938 ; Guichenon, *Bibliot. Sebusiana*, cent. I, n° 83).

(4) Ut idem liberi homines et posteritas eorum *censum quod ad fiscum persolveri solebant* parti prædicti monasterii exhiberent atque persolverent. (Neugart, *Cod. diplom. Alem.*, n° 234.)

(5) Pro reverentia sancti confessoris Martini, Eligio rogante, Dagobertus rex illi ecclesiæ *censum omnem qui fisco solvebatur ex toto condonavit* scriptoque confirmavit, atque ab eo tempore *omne jus fiscalis census ecclesia sibi vindicat*, et usque in præsens in eadem urbe (Turonensi) per pontificis litteras comes constituitur. (Duchesne ; *Scriptores*, t. I, p. 630.)

un diplôme de l'empereur Othon III (1), qui ne sont pas moins explicites. Enfin, en rappelant les nombreux documents des neuvième et dixième siècles, dans lesquels les hommes libres sont l'objet même d'une donation, M. Championnière fait remarquer avec une parfaite justesse que, dans ces sortes de contrats, ce n'étaient évidemment pas les hommes que l'on donnait, mais les tributs, les redevances, la justice, *judiciaria*, auxquels ils étaient assujettis; de même que, dans d'autres documents, ce n'étaient pas le port, le fleuve, le pont, qui faisaient l'objet de la donation, mais bien l'impôt qui s'y percevait.

Voilà, comme on le voit, quelques preuves; je n'ai pas cherché à en diminuer le nombre, mais à m'en tenir aux plus inattaquables, et je crois, en effet, qu'elles montrent toutes des revenus consistant en impôts publics, et passant du prince, par voie de libéralité, à des particuliers ou à des abbayes. Mais avec des recherches plus complètes, M. Championnière aurait pu rendre sa démonstration plus forte. Qu'il me soit permis d'en indiquer quelque chose, afin de compléter la discussion sur ce point.

En l'an 629, le roi Dagobert I^{er} accorda à l'abbaye de Saint-Denis la création d'une foire favorisée par un monopole et des privilèges importants. Dans cet acte, il ordonne que tous les marchands qui viennent d'outre-mer pour acheter en France, notamment à Rouen et à Étapes (? Wicus Portus), payeront pendant trois ans deux sous par charretée de miel ou de garance qu'ils emporteront par terre, et douze deniers s'ils voient leur marchandise par eau, outre les droits ordinaires du fisc (2);

(1) Othon accorde à Herloin, évêque de Cambrai : *licentiam statuendi atque construendi merchatum cum moneta, teloneo, hanno et totius publicæ rei ministeriis in quadam proprietate S. Cameracensis ecclesiæ in loco qui vocatur Castellum S. Mariæ. Atque prædictum merchatum, monetam, teloneum, bannum, cum tota publica functione in proprium concedimus Cameracensi ecclesiæ, tali tenore ut nullus dux, marchio, sive comes, sive aliquis homo ullam potestatem habeat....* (Miræus, *Op. dipl.* t. I, p. 148.)

(2) *Et sciatis nostri missi ex hoc mercato et omnes civitates in regno nostro maxime ad Rothomoporto et Wicusporto qui veniunt de ultra mare pro vina, melle vel garantia emendum : et isto et altero anno seu ante sit ipse theloneus indultus usque ad tercium annum et inde in postea de unaquaque quarrada de melle persolvant partibus S. Dyonisii solidos duos et [de] unaquaque quarrada de garancia similiter solidos duos et illi Saxones et Wicarii et Rothomenses et ceteri pagenses de alias civitates persolvant de illos navigios de unaquaque quarrada denarios duodecim, et vultaticos et*

le tout au profit du nouveau marché de Saint-Denis. Le roi termine en abandonnant, de son côté, à l'abbaye tous ces droits du fisc que lui-même ou le trésor public auraient eu, suivant l'usage, à prétendre sur le marché (1). Près d'un siècle après, en 710, Childebert III eut à juger une contestation que l'exécution de ce privilège suscita entre l'abbaye et le maire du palais Grimoald, qui prétendait, en sa qualité de comte du pagus Parisiacus, avoir droit, au nom du prince, à la moitié des diverses contributions imposées dans le pagus ou la ville de Paris, aux marchands étrangers qui se rendaient à la foire de Saint-Denis. Le roi Childebert donna gain de cause à l'abbaye, en confirmant la libéralité de son bisaïeul. Quarante-trois ans après, en 753, la contestation se renouvela devant Pepin le Bref. L'abbaye maintenait toujours l'intégrité de son droit, mais avouait qu'après la conspiration de Suanichilde, mère de Grippio, contre Charles-Martel (2), Gairefred, étant devenu comte de Paris, s'entendit avec cette princesse pour imposer de force un droit de quatre deniers sur chaque homme libre, et de cinq sur chaque esclave, qui se rendaient au marché de Saint-Denis; mesure qui tendait à ruiner le marché. Le comte venu ensuite, Gairehard, continuait l'injustice, en se fondant sur la coutume établie (3).

pacionaticos per omnes successiones et generationes illorum secundum antiquam consuetudinem; etc. (D. Bouquet. *Recueil des histor. des Gaules*, t. IV, p. 627.) Les chartes de Saint-Denis que je cite sont collationnées sur le cartulaire blanc de cette abbaye (Archives du roy., L, 63); aussi est-il apporté, dans ces citations, de notables variantes au texte de D. Bouquet et de Félibien.

(1) Un moine de Saint-Denis, contemporain de Dagobert, et qui a rédigé une sorte de biographie de ce prince, connue sous le titre de *Gesta Dagoberti*, confirme (§ 34) le fait rapporté dans cette charte, et s'exprime ainsi : « Annale mercatum quod fit post festivitatem ipsorum martyrum excellentissimorum (Dionysii sociorumque ejus) prope idem monasterium eidem sancto loco (rex) concessit et exinde hujusmodi præceptum firmare studuit : ut omne teloneum vel quicquid ex eo fisci partibus sperare poterat et quod in ipsa civitate Parisius seu in omnibus locis reliquis infra ipsum pagum Parisiacum inibi denominatis ab ipsa festivitate usque dum illud mercatum finiretur *jure exigi quacumque* judiciaria potestate valuisset totum ex integro absque ulla exceptione sive diminutione in eorum usibus perpetualiter sanciret esse indultum. (Duchesne, *Scriptores*, t. I, p. 522.)

(2) Voyez, sur ce fait obscur de nos annales, une note de Mabillon reproduite par D. Bouquet, *Rec. des histor.*, t. V, p. 700.

(3) Et ipse Gairehardus hoc dicebat quod aliam consuetudinem in ipso mercato non misisset nisi qualiter antea permissione Soanecchildis vel jam dicti Gairefredi missa fuisset et ibidem invenisset, et aliter exinde agere non volebat nisi quo modo domno regi placebat vel quomodo per longum tempus tempore regum ibidem fuit consuetudo.

Pepin, cette fois encore, ratifia la concession faite à Saint-Denis par ses prédécesseurs. Une confirmation de tous les actes précédents fut accordée à l'abbaye, en 769, par Carloman, frère de Charlemagne (1). Quelques années après, car il faut poursuivre jusqu'au bout l'histoire de ce marché, Charlemagne confirma encore les droits de Saint-Denis à la perception des péages, en des termes remarquables par la netteté avec laquelle ils dessinent les faits (2). Enfin Louis le Débonnaire renouvela cette formalité au commencement de son règne, le 1^{er} décembre 815.

Voilà non pas un fait, mais une série de faits, qui doit paraître caractéristique; elle le sera surtout pour ceux qui liront en entier les documents eux-mêmes. Malgré la difficulté d'interpréter sûrement ces chartes anciennes, dont le latin est barbare à l'extrême, il me semble qu'on y voit clairement la création d'un marché faire naître un impôt public frappant temporairement l'exportation de certaines marchandises, et en même temps faire apparaître les droits exercés par le fisc sur tous les marchés de l'État. L'impôt sur les marchandises exportées est créé en faveur de l'abbaye; l'autre, consistant sans doute dans les péages et octrois ordinaires, lui est abandonné par la libéralité du prince. Nous voyons les choses durer deux cents ans sur ce pied, et jusqu'au temps de Louis le Débonnaire l'abbaye débattant encore son droit exclusif aux péages avec les percepteurs du fisc, les comtes, dont la perpétuelle résistance s'explique par cela

(D. Bouquet, t. V, p. 700, C.)—Les mêmes faits sont encore répétés dans une pièce de l'an 759, qui contient le désistement formel du comte Gérard. *Id.*, *ibid.*, p. 703.

(1) D. Bouquet, t. V, p. 713.

(2) Carolus gratia Dei rex Francorum, etc. Cum Vermeria in palacio nostro resideremus, venientes agentes S. Dyonisii et Fulradi abbatis suggererunt eo quod a quibusdam theloneus contradiceretur ex mercato S. Dyonisii. Ideoque notum esse volumus omnibus episcopis, comitibus, abbatibus, vicariis, centenariis, theloneariis et ceteris exactoribus publicis infra pagum Parisiacum honores habentibus ac reliquis fidelibus nostris, qualiter vobis ordinamus et mandamus ut quicumque infra pagum Parisiacum missi S. Dyonisii theloneum accipere solent ab ipsa die missa domni Dyonisii usque dum ipsum mercatum finiatur nullo modo eis contradicatis; rotaticos, vultaticos, pontaticos, portaticos et caeteros teloneos ac barganaticos, sive infra Parisius et per villas a foris, contrarie vos vel missi vestri nullatenus audeatis sed sicut coram Grimoaldo majore domus ipsum mercatum cum omnibus theloneis legaliter evindicaverunt, ita nostris et futuris temporibus ipsum theloneum ad integrum... firnum atque concessum habeant. (Félibien, *Hist. de l'Abb. de S. Denis*, pièce. justif. n. 1.v.)

qu'ils gardaient une quote-part sur les produits de leur perception.

Les auteurs qui ne croient pas que l'organisation fiscale des Romains ait survécu à leur gouvernement, disent que ces droits où il semblerait qu'on peut reconnaître un impôt public sont des redevances appartenant en propre au prince et faisant partie de sa fortune privée ; que ces expressions « *d'exactores publici*, *publica functio*, *fiscus publicus*, » etc., sont aussi trompeuses que sonores, et désignaient les officiers du roi, ses revenus, son trésor, décorés par la complaisance des notaires de titres empruntés à la pompe romaine, mais qui n'avaient de réalité que dans leurs protocoles. Je comprends qu'on interprète ainsi et d'une manière plausible une pièce isolée ; mais ici est-il possible de le faire ? Comment les rois de la seconde race confirmeraient-ils les donations faites par un roi de la première sur sa fortune privée ? Comment le comte Gairefred, si ces redevances étaient un bien privé, pourrait-il dire qu'il s'en rapporte, sur le mode et la quotité de la perception, au bon plaisir du roi et à la coutume ? D'ailleurs, la vérité ne ressort-elle pas assez de la première charte ? Le droit d'exportation créé, pour trois ans seulement, en faveur de l'abbaye, n'existait apparemment pas avant l'édit de Dagobert qui le crée ; ces contributions à prélever sur les marchands qui viendront à un marché non encore établi n'existaient pas davantage. Rien de tout cela n'appartenait donc en propre au roi. De plus, personne ne peut méconnaître ni à l'un ni à l'autre de ces deux genres de droits le caractère d'impositions publiques : la première établie, imaginée peut-on dire, par la volonté spontanée du Mérovingien ; la seconde, naissant en vertu d'une règle préexistante qui, dans tous les marchés du royaume, soumettait les trafiquants à l'acquittement de certaines taxes connues de tout le monde, et dont le nom, la nature, le taux, étaient fixés dans chaque contrée par l'usage des lieux. En résumé, je crois pouvoir conclure avec confiance, de la suite des pièces qui vient d'être produite, qu'au neuvième siècle l'abbaye de Saint-Denis percevait dans le Parisien, à l'occasion de son marché, des droits consistant en un véritable impôt public qu'elle avait reçu en don d'un roi de France.

Il ne faut donc pas non plus, malgré ce que cette remarque a de juste en soi dans bien des cas, se hâter de regarder les mots *exactores*, *fiscus*, *thelonei publici*, et tant d'autres encore imprégnés du cachet administratif des Romains, et que l'on rencontre dans les diplômes des deux premières races et même de la troi-

sième, comme des mots purement de style, sous lesquels on chercherait en vain la réalité. On voit qu'ils peuvent avoir eu, jusqu'à une époque assez avancée, puisqu'il s'agit ici du règne de Louis le Débonnaire, une valeur réelle, une signification exacte. Je n'ai point de preuves qu'il en soit ainsi pour deux autres actes que je puis citer encore et qui contiennent des concessions analogues faites par d'autres princes à la même abbaye, mais je n'hésite pas à le croire, puisqu'il vient d'être démontré que la caisse royale percevait des impositions sur tous les marchés. En 867, les religieux de Saint-Denis obtinrent l'érection d'un marché à Chaourse en Laonnais; la charte leur attribue: « mercatum cum omnibus ad se theloneis pertinentibus absque ullius judiciariæ potestatis admixtione (1). » Charles le Chauve, qui leur avait précédemment donné le village de Cormeilles en Vexin, y ajouta, en 869, les profits du marché qui se tenait tous les mercredis dans cette localité, « absque ullius comitis participatione sive vicecomitis aut judicis introductione vel etiam cujuscumque rem publicam administrantis respectu (2). » On a aussi un acte de l'an 840, par lequel l'empereur Lothaire accorde à Saint-Denis l'établissement d'un marché sur les bords du lac de Côme en donnant seulement aux religieux le droit d'y placer douze hommes qu'il exempte de tout tribut. Précisément parce qu'elle est beaucoup plus restreinte que les précédentes, cette dernière donation confirme leur importance en faisant ressortir le caractère sérieux qu'elles avaient. Enfin je terminerai, sur ce point, en mentionnant une charte aussi claire et aussi décisive que celle de Dagobert; elle est tout à fait analogue par son objet, quoique postérieure de plus de deux siècles et relative à un village du Lyonnais. C'est une concession faite en 848, par l'empereur Lothaire, à l'archevêque de Vienne Agilmarus, et qui assure à ce prélat la faculté de percevoir à son profit tous les droits que les agents du fisc auraient eus à réclamer sur un marché nouveau qu'Agilmarus voulait établir dans une de ses propres terres (3).

(1) Félibien, *Hist. de l'abb. de S. Denis*, pièce justifie. n. xcviij.

(2) *Id., ibid.*, n. xcix.

(3) Agilmarus venerabilis archiepiscopus retulit quod in pago Lugdunensi, in villa Pavasianis, super proprium suum, quoddam forum publicumque construere et convocare vellet mercatum, deprecans ut ei illud concederemus quod inde ad jus publicum exigi poterat... Præcipimus atque jubemus ut nullus publicarum rerum exactor illud ingredi audeat ut aliquam inibi alicui ingerat distractionem vel aliquam exigat redibi-

Je viens de parler des impositions levées dans les marchés par de simples personnes particulières, en bornant presque mes recherches à l'examen du cartulaire de Saint-Denis. Il faudrait prendre ainsi l'une après l'autre toutes les classes de droits qui formaient le vaste réseau de l'impôt romain (1), suivre leurs destinées, et s'efforcer de découvrir de quelle manière chacune s'est échappée du fisc royal, de savoir si elle a purement et simplement péri par l'impuissance du gouvernement à l'exiger des contribuables, ou bien si les contribuables ont continué à les payer comme par le passé, mais à d'autres qu'au roi. Un pareil travail, ici, serait hors de proportion. Cependant j'ai encore à citer, sur les péages perçus aux portes des villes, quelques exemples de tribut public passant visiblement de la main du roi en des mains privées, sans changer en rien de forme ni de nature.

Pour cela, je me bornerai de même à feuilleter un seul cartulaire, qui servira suffisamment à la démonstration : celui de l'abbaye de Saint-Sulpice de Bourges. De grands privilèges furent accordés à ce monastère par un roi de la première race. Clodomir, fils de Clotaire, en l'année 674, lui donna : le droit d'entrée sur les grains et sur le vin, qui se payait aux portes de Bourges ; les droits, annuels ou autres, du marché hebdomadaire qui s'y tenait ; le péage perçu de tous ceux qui sortaient de la ville ou qui y entraient ; tous les cens à percevoir sur les habitants du faubourg dans lequel Saint-Sulpice était situé, avec les droits de péage exigibles à ses portes comme à celles de la ville ; enfin une terre voisine, et un amortissement général pour toutes les donations qui pourraient à l'avenir être faites à la communauté. Sauf le don de la terre voisine, il me semble qu'il n'est pas une des concessions mentionnées dans cet acte qui ne fût un impôt public, et l'acte montre le profit de ces impôts passant de la main du roi à celle de l'abbé (2). Louis le Dé-

tionem, sed quidquid jus publicum ex eo exactare poterit tantum nos prædicto Agilmaro indulgimus. (*Cartul. de l'égl. de Vienne*. Bibl. roy. Ms n° 5214, fol. 37.)

(1) M. Championnière n'a pas omis de parler de l'impôt foncier (voy. § 173-192) ; il croit retrouver le *census* romain dans certains *cens* du moyen âge ; mais la confusion qui s'établit de bonne heure par l'application du mot *cens* à toute espèce de redevance rend ce point fort difficile.

(2) Donamus... omnes Biturensis civitatis consuetudines ; portaticum tam de annona quam de vino, scilicet rotaticum, foraticum, necnon et districtum ; et mercatum septimanale et feras annuales totas et illas que modo sunt atque a modo constituentur

bonnaire, on ne sait en quelle année, confirma Saint-Sulpice dans les privilèges que ce monastère tenait, dit-il lui-même, de ses prédécesseurs, particulièrement dans ses droits sur les marchés de la ville (1). En 1108, Louis VII renouvela la même confirmation, par un acte où il mentionne expressément les péages perçus aux portes des faubourgs et à toutes celles de la ville (2). A ces divers documents se joint une pièce de l'an 855, par laquelle Pepin I^{er} roi d'Aquitaine, accorde aux religieux de Saint-Sulpice le droit de percevoir un péage au passage de ponts qu'ils avaient fait construire sur les rivières d'Èvre et d'Outron, ainsi qu'à toutes les portes de la cité (3).

Cependant peu de temps après la charte de Louis VII, sous le gouvernement de Foulques, qui fut investi des fonctions abbatiales pendant les années 1113 à 1137, l'abbaye est encore gratifiée par une donation particulière d'un droit sur les portes de Bourges. Dans cet acte il s'agit de Mathieu de Parigny, personnage qui venait de se faire moine à Saint-Sulpice, et dont les héritiers donnent à l'abbaye la moitié du péage de l'une des portes de Bourges et les deux tiers d'une autre (4). De quelque manière qu'on

et omnem consuetudinem quæcumque redditur sive ab introeuntibus civitatem sive ab exeuntibus undecumque sint illi qui consuetudinem reddunt sive incole Biturige urbis sive extranei; et omnem censum de omnibus areis que sunt a porta Gordonica usque ad Utrionensem portam inter aquam et murum; et ipsam aquam cum molindinis et omnes areas intra civitatem præter claustra; et totum burgum circa; ecclesie et burgi portaticum et rotaticum et foraticum sicut de portis civitatis. (*Cartul. de S. Sulpice*, fol. 3, r^o. Ms des archives de Bourges.)

(1) Confirmavimus omnia que predecessores nostri loco eidem statuerunt de mercatis et portibus quam et de urbium areis... Præterea concedimus, sicut fuerat olim, omnes feras annuales mercati cum integritate, et districtum; ex mercato quoque septimanale illam redditionem que ad ipsum pertinet locum. (*Cartul. de S. Sulp.*, fol. 29, v^o.)

(2) Item portagium de annona a ponte S. Sulpicii usque ad S. Paulum et usque ad pilam de foro, ita quod nullus ibi exceptis monachis aliquid accipiat; et portagium et rotagium et perforagium per totam urbem. (*Cartul. de S. Sulpice*, fol. 57 v^o.)

(3) Quidam abba ille Ebrardus nomine regens cenobium S. Sulpicii innotuit quoniam pontes fecerit in aquis que dicuntur Evra et Otrionis in quibus antea magna difficultas erat transeundi. Quare oravit idem abbas ut eandem exactionem telonei ab eisdem pontibus et similiter teloneum ab omnibus portis civitatis concederemus. Pelicionem autem ejus clementer audientes altitudinis nostre scriptum hoc fieri jussimus per quod precipimus atque jubemus ut nullus comes nec ulla potestas nec quilibet homo de predictis pontibus et portis aliquando ullum censum exigere temptet nec teloneum a transeuntibus exigere ullo modo presumat exceptis fratribus Deo et S. Sulpicio servientibus. (*Cartul. de S. Sulpice*, fol. 19, r^o.)

(4) Notum sit tam presentibus quam futuris quod pro Matheo de Pariniaco, qui factus est monachus apud S. Sulpicium, Guitburgis supra dicti Mathei uxor ejusque filii

doive expliquer cette apparente contradiction avec les actes précédents, on n'en voit pas moins l'impôt exigé de ceux qui entrent dans la cité ou qui en sortent, faire l'objet de transactions privées.

Je pourrais corroborer ces faits par la citation d'un nombre infini d'autres exemples de tout genre (1), et je crois qu'il ne peut guère rester de doute sur ce point, que la grande cause qui fit disparaître l'impôt public des Romains fut l'envahissement de ses produits par la propriété privée.

Il reste à M. Championnière à démontrer que les membres épars de l'impôt romain, encore animés de vie pendant le moyen âge, transportés qu'ils étaient dans les fortunes privées, sont devenus ce qu'on a appelé les justices seigneuriales, ou plus simplement les droits de justice.

C'est là une proposition bien contraire aux idées reçues depuis plusieurs siècles. Les droits de justice ont passé aux yeux de la plupart des feudistes modernes pour un accessoire, une dépendance du fief, née de la même concession qui faisait naître le fief lui-même; seulement, ayant vu presque partout, en dépit de leur théorie, la justice séparée du fief, et, de plus, ayant contre eux un adage qui indique énergiquement cette séparation, ces jurisconsultes ont cherché à expliquer historiquement comment cette séparation était graduellement arrivée par des aliénations particulières et ont dit que l'adage : « Fief et justice n'ont rien de commun », au lieu de signifier que le fief et la justice sont naturellement et forcément distincts, veut seulement dire qu'ils peuvent être entre les mains de deux propriétaires séparés.

Odo, Matheus et Willelmus dant hec que in carta hac continebuntur pro remedio anime supra dicti Mathei, hoc est : medietatem de portario quod est apud portam novam Biturice urbis tam de exeuntibus quam de ingredientibus; simili modo in eadem urbe apud portam Gordaniacam duas partes de portario tam de exeuntibus quam de ingredientibus. (*Cartul. de S. Sulpice*, fol. 7, v^o.) — L'aîné des fils, Odo, désigné d'abord par ce simple prénom, est appelé dans la suite de la pièce Odo de Porta.

(1) Les lecteurs familiers avec l'étude des chartes savent qu'il me serait facile de transformer cette dissertation en un petit volume, si je voulais citer toutes les pièces où se trouvent des faits semblables à ceux qui précèdent. Je n'ajouterai que le suivant, qui est encore relatif au péage d'un pont. « Cognovimus (dit Charles le Chauve en 842) quia pons qui est ad Durdis super fluvium Somone qui aliquando ad jus publicum pertinebat, conveniens et utilis esset ad necessitatem fratrum (les religieux de Corbie); propter quod volumus eum dare et tradere præfato monasterio... ut tam pons ipse quam vectigal quod ex eo percipitur in congregationis utilitatibus ex hodierna die deserviat atque proficiat. (Bibl. Roy. Ms. *Copies de chartes de Moreau*.)

Ici la démonstration de M. Championnière acquiert une vigueur qu'elle n'a pas encore eue. Sans doute, dit-il, on voit le fief et la justice très-souvent réunis dans la même main; il y avait des provinces entières où la coutume était que le seigneur féodal fût en même temps justicier sur son fief; mais c'était là un résultat de l'engouement avec lequel les propriétaires tendirent, du neuvième au douzième siècle, à faire revêtir à leurs droits le caractère féodal, et, tant par un reste de cette tendance encore mal éteinte, que par l'influence de ce que l'on voyait souvent en fait la justice réunie au fief, on fut porté à croire qu'ils avaient été originairement inséparables, et à vouloir rendre compte de la manière dont leur prétendue séparation était arrivée. Mais comment penser d'abord qu'avec des expressions aussi nettes, aussi fortes, la maxime ait le sens faible et vague qu'on lui attribue? Comment dirait-elle que deux choses n'ont rien de commun en convenant qu'elles ont même origine? Si elles avaient primitivement fait partie d'un même tout, elles auraient nécessairement même nature, ce qui serait avoir beaucoup de commun (§ 86). Aussi d'anciens et célèbres jurisconsultes pensaient-ils en effet que c'était par une différence radicale que le fief et la justice étaient séparés. Loyseau, par exemple, du Moulin, d'Argentré, Bacquet, insistent sur la séparation théorique existant entre l'un et l'autre (§ 85-87).

Cette différence entre les droits de justice et les droits de fief est un point capital pour l'intelligence des institutions du moyen âge, et qu'il importe de mettre dans tout son jour. Il n'est pas étonnant qu'on ait confondu ces deux éléments distincts de la puissance seigneuriale; une foule de causes tendaient à cette confusion. Les auteurs anciens, tout en reconnaissant la différence, ne pouvaient pas dissiper les nuages répandus sur cette matière obscure. Les coutumes attribuent fréquemment au justicier ce qui appartient au féodal, et réciproquement. « Bien plus, lorsqu'il s'agit de déterminer la nature d'un droit ou d'une redevance, le désaccord surgit presque toujours; l'un donne à la justice ce que l'autre donne au fief. Les coutumes sont aussi diverses: ce qui est ici féodal est là de justice. Les mêmes droits sont dans une même localité de justice et de fief. C'est ainsi qu'il existe des droits de vintain, de colombier, de pêche, de chasse, de banalité, ayant tantôt l'un tantôt l'autre caractère. » Comment en aurait-il pu être autrement, en effet? Les redevances, les pres-

tations, les services dont jouissait le seigneur féodal, étaient semblables à ceux que percevait le seigneur justicier : « Le *cen-*
sus de la justice et le *reditus* du propriétaire n'étaient l'un et l'autre qu'une portion des mêmes fruits. » La tentation d'abuser de la force, la propension à étendre leurs droits aux dépens de ceux à qui ils étaient imposés, devait être aussi grande chez l'un que chez l'autre. Les droits de justice, en passant de la jouissance publique dans la possession privée, furent nécessairement altérés et se rapprochèrent forcément, dans leur forme, des redevances particulières. Le mouvement d'indépendance des communes, qui dura du douzième au quatorzième siècle, fut un soulèvement général contre les pouvoirs du justicier ; l'objet ordinaire de la charte de commune est de déterminer les droits de justice, de les limiter, de les fixer par écrit, et de faire cesser les déprédations sans règles et sans bornes. Le procédé par lequel la limitation s'opère est le procédé le plus simple : ces droits arbitraires sont convertis en redevances annuelles, soit en deniers, soit en nature. Ce fut là une puissante cause du remplacement des droits justiciers par de simples redevances et celle qui contribua le plus « à faire disparaître (dit M. Championnière) la forme de l'impôt romain. » Enfin le possesseur de ces redevances, loin de conserver la trace de leur origine, trouva son intérêt à la faire oublier et à les faire passer pour devoirs féodaux, d'abord à cause du prestige qui entourait à cette époque tout ce qui avait le caractère féodal, puis afin d'échapper plus sûrement aux envahissements des agents royaux et aux règlements restrictifs de l'autorité royale qui s'attaqua toujours plus ouvertement aux droits justiciers qu'aux droits nés du fief (§ 101-105).

Néanmoins, jusqu'au moment où la révolution française les frappa de mort d'un seul coup, il y eut un seigneur justicier et un seigneur féodal, des droits de justice et des droits de fief. Le fief est un contrat ; les règles qui le régissent sont les conventions exprimées par les parties qui l'ont formé ou, à défaut de convention expresse, leur volonté présumée ; ou enfin, à défaut de tout indice de volonté, les règles éternelles de l'équité des conventions, qui sont les mêmes chez tous les peuples, et dont les feudistes du moyen âge trouvèrent écrit dans les lois romaines un excellent formulaire que le Code civil s'est sagement approprié. Autant le système des obligations fut rationnel et conforme à des principes de droit et de logique, autant la perception et

l'usage des droits de justice furent bizarres, divers, incohérents, dénués de principes communs et généraux.

Rien de plus facile à trouver dans les documents du moyen âge qu'un contrat féodal, une concession de bénéfice ou de fief; rien de plus facile que de voir dans les actes un fief naître et se former; au contraire, on ne voit presque jamais se former un droit de justice; à quelque époque qu'on remonte, c'est toujours sur la coutume que s'appuie son existence, et son origine remonte ainsi au delà des temps féodaux. Un droit de justice n'est jamais tenu pour légitime qu'autant qu'il est fondé sur la coutume, sur une possession immémoriale. Et il faut remarquer que, déjà sous la domination romaine, la coutume des lieux était en partie la règle des prestations (1) imposées aux habitants du territoire (§ 106-110).

Les droits de justice comme les droits de fief autorisaient à exiger, de celui qui les subissait, des aveux ou déclarations ayant pour objet d'empêcher la péremption du droit. Le seigneur féodal pouvait exiger de ses tenanciers une reconnaissance de leur vassalité, contenant le dénombrement, c'est-à-dire la description et la délimitation par tenants et aboutissants de la terre inféodée. Le seigneur justicier pouvait obliger tous les habitants d'un territoire à reconnaître l'existence de sa justice et des émoluments qu'elle comportait. Mais dans le premier cas, le déclarant se reconnaissait vassal du seigneur, lui prêtait foi et hommage, et avouait ne tenir que la possession utile de la terre; dans le second, une seule chose était déclarée par le sujet: que ses biens se trouvaient situés dans l'étendue de la justice. « La déclaration féodale était exigible des possesseurs de fiefs seulement, et à toutes les mutations de vassal; celle de justice devait être rendue par tous les hommes demeurant sur le territoire, possesseurs ou non, feudataires ou propriétaires d'alleux, et le seigneur justicier n'y avait droit qu'une fois en sa vie » (§ 111). Il l'exigeait par une proclamation générale adressée à tous ses *sujets*, tandis que l'aveu devait être fait spontanément au seigneur féodal, et n'était requis par lui qu'au moyen d'une assignation directe (§ 159).

Il y avait des sergents chargés de recueillir les devoirs de fiefs, et d'autres les profits de justice. Les premiers étaient des vas-

(1) *Dig.*, liv. XXXIX, tit. 4, fr. 4. — *Ibid.*, fr. 9. — *Cod. Justin.*, liv. X, tit. 49, fr. 7. — *Cod. Theod.*, passim. — *Nov. 17 Justiniani*, c. 8.

saux obligés par la convention féodale à remplir cette charge à tour de rôle et gratuitement. Les agents du justicier étaient désignés et salariés par lui, et n'avaient rien de commun avec le fief ni avec la qualité d'hommes du fief (§ 112).

L'absence de droit du seigneur justicier à la propriété du territoire sur lequel sa juridiction s'exerce, et, par conséquent, la démarcation qui sépare la justice du fief où l'idée contraire prédomine, se manifeste dans la différence des moyens de contrainte exercés par les deux seigneurs pour l'exécution de leurs droits. Le défaut de paiement du cens ne donne lieu qu'à une amende et à la saisie des fruits non récoltés, tandis que l'infraction faite au contrat féodal, le désaveu ou la félonie, et le refus de devoirs non faits et non payés, amènent la commise et la saisie féodale, c'est-à-dire, le retour du fief au seigneur (§ 113).

La loi propre au contrat de fief interdisait au feudataire la vente partielle de son fief; au moins les seigneurs dominants luttèrent-ils vivement pour le maintien de cette règle. Les concessionnaires de droits justiciers, libres propriétaires des émoluments qui les constituaient, les démembrement et les disséminèrent à leur gré, jusqu'au temps où prévalut l'usage dont il a été question plus haut, de constituer les justices en fief, et par conséquent, de leur appliquer les règles féodales. Ainsi, sur un même territoire, l'un était justicier à raison du droit de four, l'autre du droit de moulin, un troisième du péage, un quatrième des amendes, etc.; tandis que l'on ne pouvait pas avoir sur le même fief, celui-ci le cens, celui-là les lods et ventes, un autre le retrait, ou le droit au service militaire, ou celui de juger les vassaux (§ 157, 239).

Le pouvoir d'un seigneur féodal sur sa terre était celui d'un propriétaire; le vassal était son compagnon de guerre, son *fidelis*. Le comte, le vicaire, tous les possesseurs de justices sont investis de droits d'une autre nature: ce n'est plus la *proprietas*, c'est la *potestas*, mots qu'on trouve souvent opposés dans les textes (1), les gens qui sont soumis à la *potestas* ou *judiciaria potestas* sont les hommes de *poeste*, les sujets, les manants, les hommes *couchants et levants*, les hommes et femmes *de corps*, les vilains; quoique par suite de sa vague signification d'habitants d'une villa, ce der-

(1) Voy. notamment un titre de Charles le Chauve, dans les *Capitul.* de Baluze, t. II, p. 181, n. 18.

nier mot ait été appliqué aussi aux hommes du seigneur féodal. Le manant ou homme de poeste du seigneur ne lui était donc rien dans la hiérarchie féodale, et il n'était pas non plus son serf ni son esclave; il était son sujet. Le seigneur n'avait sur lui aucun droit de propriété, n'avait avec lui aucun lien contractuel; il n'avait que le pouvoir de l'exploiter, de le rançonner *secundum antiquam loci consuetudinem*. Ces observations font clairement comprendre le passage des coutumes de Beauvoisis (ch. 45, § 30) où Beaumanoir divise les *gens du siècle* en trois classes : les gentilshommes, les francs hommes de poeste, et les serfs. Et cependant, comme le fait justement remarquer M. Championnière, il est bien peu d'auteurs modernes qui ne confondent le vilain, l'homme de poeste et le serf (§ 129-133).

On peut résumer toutes ces notions qui caractérisent l'opposition du fief et de la justice, en disant que la justice est un pouvoir et le fief une propriété. La justice est le pouvoir tombé dans le domaine privé, le fief est la propriété servant de base à l'association; et de même que la seigneurie féodale est étrangère à l'autorité publique, de même la seigneurie justicière est étrangère à la possession du sol. J'ai seulement donné dans ce sommaire la substance, aussi abrégée que possible, de la théorie de M. Championnière; sans entrer, les textes en main, dans le détail de chacune des propositions, ce qui serait un travail de longue haleine; mais j'espère m'être attaché à des théorèmes pour la plupart incontestables, et en même temps par la brièveté du tableau, avoir rendu plus saillante la distinction qu'il faut faire d'une part entre le fief, les éléments du fief, les hommes du fief, et de l'autre, la justice, les droits justiciers et les gens qui leur sont soumis.

La différence radicale qui existe entre le fief et la justice est, de tous les points du système de M. Championnière, celui qu'il a le plus fortement démontré.

Or on a vu, par ce qui précède, les débris de l'impôt romain subsistant encore au moyen âge sous la forme de droits privés. Maintenant ces droits ainsi transformés, et les droits qu'on voit subsister jusqu'en 1789 sous le nom de droits de justice, sont-ils une seule et même chose?

L'affirmative semble résolue d'avance par les considérations qui précèdent. Un ensemble de droits existant dès le commencement de la monarchie, étranger à l'organisation féodale, ayant

la nature d'un pouvoir, s'étendant sur tous les habitants libres ou serfs d'une même circonscription territoriale, s'exerçant par des agents salariés, consistant essentiellement en recettes de tout genre, et dont on ne voit point la première origine, ne manque pas des principales conditions qui sont nécessaires pour que l'on y reconnaisse la nature et la forme de l'impôt romain. Si la justice, c'est-à-dire le pouvoir exacteur et oppressif désigné sous ce nom, est aussi séparée du fief qu'on vient de chercher à le faire voir, si surtout elle s'en distingue par sa source plus ancienne et qui n'a rien de commun avec lui, à quelle autre origine, à quelles causes la rattacher, à moins qu'on ne remonte jusqu'aux funestes institutions fiscales qui désolaient les provinces romaines, qui précipitèrent la chute de l'Empire, et qui durent persister après lui par l'énergie native de tout ce qui fut trempé du génie romain ?

Des arguments plus directs concourent à la même démonstration. Ainsi, d'abord, M. Championnière pense (§ 184 ; 186 ; 119) que nul possesseur d'un cens ayant caractère d'imposition ne pouvait le recouvrer autrement que par l'intermédiaire du justicier, et il voit là un vestige romain, parce que, dans l'administration impériale, dit-il, un délégataire d'impôt non revêtu de la fonction même de *judex*, ne pouvait rien exiger directement du contribuable ; il devait recourir à l'intermédiaire et à l'autorité du *judex*. Le militaire et l'officier du palais y étaient astreints par des lois spéciales (1) ; l'homme moins à craindre y était condamné par sa faiblesse (2).

Dans le langage de l'administration romaine, dès le temps des Antonins, le mot *judex* signifiait à la fois juge et publicain. *Judices* est, dans les textes du Bas-Empire, l'expression générique employée pour désigner la classe nombreuse d'officiers chargés de certaines fonctions judiciaires et administratives, mais spé-

(1) *Cod. Justin.*, liv. 10, tit. 19, fr. 7. — Liv. 1, tit. 40, fr. 10.

(2) Je laisse à M. Championnière toute la responsabilité de cet argument, dont la prémisse me paraît mal fondée. Je ne vois pas dans les textes du moyen âge cette condition générale des propriétaires de cens d'être astreints à l'intermédiaire du justicier pour toucher leurs revenus. Pour toute preuve, l'auteur cite deux phrases, dont l'une, tirée d'un capitulaire célèbre (de 615), n'a point rapport à la question, et dont l'autre constate seulement un usage particulier à la commune d'Amiens. Voici cette dernière : En le terre l'evesque, la à il a bal, justiche et toute seigneurie, nus ne puet justicier son conseil fors par le prevost l'evesque et est l'amende sienne (*Cangii Glos. ar.*, v^o *Census*, t. II, p. 277, col. 2).

cialement commis à l'assiette et à la perception de l'impôt : c'étaient les « censitores, descriptores, discussores, peræquatores, inspectores, agentes, exactores », etc. Les « duces, comites, centenarii », étaient également compris sous la dénomination générique de « judices ». Or, sous les deux premières races des rois francs, on voit aussi d'une part des « judices », de l'autre des « comites, duces, patricii, vicarii, centenarii » ; le même rapport qui existait dans la Gaule romaine entre ces deux classes de personnes, existe-t-il aussi dans la Gaule barbare ; c'est-à-dire, les comtes, les patrices, les centeniers, sont-ils des judices sous les Francs aussi bien que sous les Romains ? Le Glossaire de du Cange témoigne des nombreuses acceptions du mot *justitia* dans la basse latinité, et l'une des plus usitées est celle où ce mot signifie une redevance ou un ensemble de redevances. M. Championnière apporte à l'appui (§ 63-67) un bon nombre de textes de diverses époques (1), et il en existe ailleurs un bien plus grand nombre. Dans d'autres documents, le rapport entre les exacteurs du fisc romain et les justiciers du moyen âge est directement établi. A tout moment on rencontre les noms de judices et comites employés comme synonymes. Il y en a à peu près autant d'exemples qu'il y a de chartes d'immunité. Cette synonymie se constate depuis les temps les plus anciens, et la loi des Ripuaires s'exprime de façon à ne point laisser de doute à ce sujet : « Si quis judicem fiscalem quem comitem vocant interfecerit, y est-il dit, sexcentis solidis multetur » (tit. 53). Un peu plus haut (au tit. 51), on lit encore dans la même loi : « De eo qui grafionem... invitat. Si quis judicem fiscalem invitare præsumserit ». Enfin, le même officier désigné (tit. 88) sous le nom de « domesticus, comes, grafio », y est appelé (dans le tit. 89) du nom général de « judex fiscalis ». Aussi M. de Savigny, qui rapporte ces différents textes (2), ajoute-t-il, à propos d'une charte d'immunité où il fait remarquer les mots « ut nullus judex publicus neque

(1) Voici les plus concluants qu'il cite : *Omnem judicariam vel omne teloneam de curte Guziaco tam de arimannia quam de aliis liberis hominibus.* (Privilege accordé à l'église de Plaisance, en 808, par Charlemagne.)—*Ut consuetis justiciis et debitis obsequiis te defraudent.* (Greg. IX, decret. l. 3, t. 3, c. 9.)—Un autre pape réprimande les moines : *quod fidelitates et hominia benigne susciperent, justitiaras et tributarias tenerent.*—*In nostris terris baillivos posuimus qui ponent unum diem in quo omnes recipiant jus suum per eos et justitiam sine dilatione et nos nostra jura et nostram justitiam.* (Ordonn. de l'an 1190).—Ajoutez les citations faites par du Cange aux mots *justitia, præstatio, census*, etc.

(2) *Hist. du dr. rom. au moy. âge*, t. 1, § 126.

quislibet ex judiciaria potestate », ajoute-t-il cette observation : « Ici le *judex publicus* est ordinairement le comte ; les autres officiers ex *judiciaria potestate* sont le *centenarius*, etc. (1). » Une quantité d'autres documents confirment la similitude (2), et tendent à établir ce fait, que les officiers qui sous les deux premières races étaient appelés à l'administration d'une province, d'un canton, d'une ville, étaient désignés génériquement sous le nom de *judices*.

Le roi Childebart, dit Grégoire de Tours, envoya des descriptores dans le Poitou pour y rectifier les registres du cens ; il s'agissait de réduire les tributs imposés jadis à des familles qui avaient perdu leur chef, sans que leur part contributive en fût diminuée, de façon que « *viduis orphanisque ac debilibus tributis pondus insederat. Quod hi descriptores, ajoute l'auteur, discutientes, per ordinem relaxantes pauperes ac infirmos, illos quos justitiæ conditio tributarios dabat, censu publico subdiderunt.* » (Hist. Franc. IX, 30.) Les envoyés du prince allégèrent la charge de ces malheureux, que le rôle de l'imposition, *justitiæ conditio*, présentait comme des contribuables ordinaires (§ 116, note). Dans les lois d'Édouard le Confesseur (§ 85), on trouve cette phrase expressive : « *Apud Saxones geresen, rapere ; quod judex (grafio) scilicet idem erat qui exactor.* » On voit, par ces deux exemples, les mots *justicia* et *judex* se rapprocher, plus sensiblement encore que dans les précédents, de l'idée d'imposition et de percepteur.

A mesure qu'on s'éloigne des temps anciens du moyen âge, pour s'avancer dans les douzième, treizième, quatorzième siècles, les expressions *justicia*, *justices*, *droits justiciers*, deviennent de plus en plus fréquentes, et la plupart du temps elles sont employées pour désigner non pas des droits judiciaires mais des droits lucratifs de perception, de redevance ; des impositions. Il suffit d'avoir une fois parcouru quelques recueils de chartes pour

(1) M. de Savigny fait cette observation sans songer à la conséquence qu'en tire aujourd'hui M. Championnière. Il s'en sert pour soutenir un système qu'il émet sur l'opposition fréquente, dans les textes, des expressions *judex publicus* et *judex privatus* ; pour lui, le *judex publicus* ou *fiscalis* est le magistrat investi par le roi de l'autorité, le duc, le comte et les officiers qu'ils nomment à leur tour ; le *judex privatus* ou *mediocris* est un officier *municipal* (t. I, § 125-130). Bien loin de cette idée, M. Championnière voit dans les *judices privati* les agents fiscaux des personnes qui avaient droit de percevoir à leur profit particulier quelque part de l'impôt public (§ 118).

(2) Voy. du Cange, aux mots *comes*, *judex civitatis* et *judices, magnates*. Voy. encore les formules de Cassiodore, *pars pr.*, n. 1, 5, 24, etc.

avoir remarqué que le mot *justicia* y est le plus souvent employé dans ce sens. Je n'en vois que peu d'exemples cités dans le livre que j'examine ; mais si l'auteur avait voulu , il en aurait rapporté des centaines. Ainsi , les droits du moyen âge compris sous cette dénomination de *justitia*, les fonctions de ces officiers désignés sous le nom de *judices*, loin de consister exclusivement dans l'exercice du droit de rendre la justice et dans la perception de certains émoluments qui en dépendent , avaient pour principal objet le recouvrement des redevances ordinaires, dues soit au prince , soit à des personnes privées, par des *contribuables*.

Le droit de juger, considéré comme élément du pouvoir justicier, est donc, d'après toutes les discussions qui précèdent, singulièrement amoindri. Il disparaît presque entièrement sous les efforts dirigés par M. Championnière contre l'excès d'importance qu'on lui attribuait. Aussi, pour rendre chaque chose à sa juste valeur, il est nécessaire de consacrer quelques lignes à l'examen des destinées du droit de juger dans la justice et dans le fief. Ici j'analyse pas à pas quelques chapitres du livre de M. Championnière.

Le seigneur justicier, le comte , le vicomte , ne jugeait pas. Il présidait seulement à l'assemblée des juges, des scabins, rachimbourgs, *boni homines* ; en un mot, des notables de son territoire. Avec le temps, il arriva irrégulièrement, soit par abus de pouvoir, soit par suite du refus ou de la négligence des juges naturels, que le justicier jugea lui-même. Il arriva aussi, lorsqu'il était en même temps seigneur féodal , que, pour suppléer à cette négligence, le justicier imposa à ses hommes de fief l'obligation de faire le service de sa cour justicière. Son pouvoir spécial consistait à faire exécuter les jugements, c'est-à-dire, à faire payer les amendes. Ainsi, présider aux jugements et percevoir les amendes, tel était le droit du justicier ; toute son importance était dans cette perception, à laquelle donnaient lieu , en matière civile aussi bien qu'en matière criminelle, une foule de cas, dont le nombre et la variété se retrouvent en partie subsistants dans les coutumes. Le seigneur justicier perçut ces amendes infinies, tantôt fixées d'avance, tantôt abandonnées à son arbitraire ; il les perçut d'abord pour le fisc du prince , sauf une retenue à son profit , puis il les garda pour lui tout seul. Il avait non-seulement le bénéfice des

amendes, mais même celui des confiscations ; et tous ces droits se fondaient si peu sur l'idée de son pouvoir judiciaire, sur la supposition qu'ils formaient l'émolument de sa charge, le salaire de la justice rendue, que c'était lui qui profitait de la confiscation de tous les biens situés sur son territoire, lors même que le jugement par lequel on les déclarait confisqués émanait d'un juge siégeant à l'autre extrémité du royaume. La confiscation de tous biens était prononcée pour délit public, pour crime. Quant à la simple forfaiture féodale, elle était punie par la commise, c'est-à-dire, par la confiscation du fief, que le seigneur reprenait au vassal coupable d'avoir enfreint les clauses du contrat féodal (§ 212, 214-223).

Deux éléments distincts se partagèrent les attributions de la justice dans l'Empire, lorsque les populations germaniques s'y furent établies : la justice à l'administration de laquelle présidait le comte et qui dérivait de l'organisation romaine, puis les justices des confédérations particulières qui étaient dans les mœurs germaniques. Dans le premier de ces éléments, la justice était un pouvoir public faisant droit à chacun contre tous ceux qui habitaient le territoire de sa juridiction ; dans l'autre, c'était la confédération prononçant seulement entre ses membres. La petite tribu composée des vassaux groupés autour de leur seigneur, l'abbaye jouissant d'une immunité, le clergé d'une province ecclésiastique, étaient autant d'associations de ce genre, exerçant le droit de juger chacune dans son sein. Tous ceux qui se trouvaient en dehors de toute association n'étaient soumis qu'au pouvoir judiciaire du comte, et ne pouvaient être assignés qu'à son plaide : c'étaient les propriétaires d'alleux et certains hommes de poeste. Quant à ceux qui étaient membres de l'Église, d'une immunité, d'un vasselage, d'une commune, ils demandaient justice à leur évêque, à l'immuniste, à leur seigneur, à leur maire, si le défendeur était un des leurs, sinon au chef de l'association à laquelle appartenait celui-ci ; et quand une confédération refusait d'accorder justice au membre d'une autre confédération, c'était un procès que la force seule pouvait vider. Le chef de l'association devait donc à ses subordonnés la défense, *tuitio*, *custodia* ; il la leur devait jusqu'à soutenir par la force le maintien de leurs droits. « Le seigneur la devait à son vassal, comme la commune à ses membres et l'évêque à ses clercs ; mais le justicier ne la devait pas à ses hommes de poeste. A proprement parler, il ne

leur devait rien ; tous ses droits sur eux leur étaient imposés, et ce n'était pas à titre d'accord ou de consentement qu'il les exerçait. » L'individu ne pouvait pas se faire justice personnellement : en fait, parce qu'il était trop faible ; en droit, parce que, par suite de l'influence germanique, il n'existait de personnes civiles que dans le sein d'une confédération. Il était donc privé de toute protection légale, et incapable du droit de guerre. C'est une des causes qui portèrent les propriétaires libres, mais indépendants et isolés, à se jeter dans les liens du vasselage et les vilains à rechercher de tout leur pouvoir l'affiliation aux bourgeoisies et aux communes (§ 224-230).

Le fief donc, constituant une association organisée et légale, avait à ce titre seul sa juridiction particulière, qui n'était fondée ni sur une extension de la puissance paternelle ou dominicale, ni sur le droit de propriété, comme quelques auteurs l'ont pensé. De cette juridiction féodale, la juridiction justicière se distingue nettement comme une institution différente qui ne s'applique pas aux mêmes objets. Ainsi le seigneur, dans le domaine qu'il n'avait pas concédé en fief et qu'il tenait par ses propres mains, n'avait pas la juridiction féodale, parce que les hommes qui s'y trouvaient ou qui l'exploitaient ne lui étaient pas attachés par le lien de la vassalité. Cependant il pouvait y posséder la haute justice, et, dans ce cas, il en exerçait tous les droits : il pouvait pressurer ces gens, les juger, les pendre ; mais il ne pouvait commettre à leur égard aucun acte de justice féodale, parce qu'ils ne tenaient rien de lui en fief, et qu'ils n'étaient pas ses hommes féodaux. Ainsi encore le propriétaire d'alleu et le fermier, qui ne tenaient ni au seigneur justicier, ni au seigneur de fief par aucun lien féodal, étaient soumis à la juridiction du premier, et non du second. Le censitaire, au contraire, l'homme lié au seigneur de fief par l'engagement de lui payer une redevance, mais exempt de la noble obligation de le servir par les armes, n'était point jugé par la cour féodale, parce que les simples censitaires n'avaient point l'honneur d'être pairs entre eux ; mais il jouissait de l'appel par défaut de droit, c'est-à-dire qu'en cas de contestation avec son seigneur, il recourait au tribunal du suzerain ; tandis qu'entre le justicier et son homme il n'y avait, comme dit Des Fontaines, d'autre juge fors Dieu (§ 231-238).

La part spéciale du seigneur féodal dans le droit de juger était de pouvoir contraindre judiciairement ses vassaux à rem-

plir leurs devoirs de fief, et de pouvoir exécuter son jugement au moyen de la saisie féodale. C'était là ce qu'on appelait la justice foncière. En outre, s'établit l'usage qui devint de rigueur en plusieurs contrées, qu'à la concession en fief d'un domaine fût attaché accessoirement le soin des *causæ minores*, c'est-à-dire de prononcer dans les procès sur des objets de mince valeur ou les délits de peu d'importance, et d'exercer certains actes extra-judiciaires, comme les nominations de tuteurs. Ces attributs ordinaires du seigneur féodal, qu'il conserva jusqu'à la fin de la monarchie, fut ce qu'on appela la basse justice. Il y a une troisième sorte de justice, dont le nom se rencontre aussi à chaque instant dans les textes du moyen âge : c'est la justice censuelle. Elle avait pour unique objet le recouvrement des cens dus au seigneur justicier, et l'on trouve dans les coutumes quelques traces de sa nature spéciale. Mais la justice censuelle, ayant pour objet le cens justicier, fut confondue de bonne heure avec la justice foncière, s'exerçant à raison du cens féodal (§ 243-246).

Au lieu de s'éteindre, selon les théories modernes, dans la nuit du dixième siècle et d'être absorbée dans le mécanisme du fief, la justice des comtes, des vicaires et des centeniers, la justice justicière, dégagée complètement de la surveillance du roi et devenue propriété patrimoniale, fut plus forte et plus oppressive alors qu'elle ne l'avait jamais été. Elle était donc encore loin de son terme. Mais la féodalité, qui était à l'apogée de sa puissance au douzième siècle, se mit à décliner dès le treizième. Lors que la royauté eut obtenu la cessation des guerres privées, le vassal n'eut plus besoin de son seigneur, ni le seigneur de son vassal, et l'association féodale commença de se dissoudre faute d'objet. La royauté fut l'ennemi commun devant qui tombèrent les deux sortes de justice, la justicière et la féodale. Planant sur l'ensemble des institutions sociales, toujours prête à proclamer et à mettre en pratique l'idée d'autorité générale attachée à son titre, elle s'appliqua partout à poser en principe la supériorité de sa juridiction sur toutes les autres, et à la faire subir à ceux qui n'en reconnaissaient aucune, aux propriétaires d'alleux, aux justiciers, aux féodaux puissants. C'était pour forcer les nobles de recourir à ses tribunaux qu'elle multipliait ses efforts contre la coutume des guerres privées, et la réclamation de l'antique liberté de guerroyer impunément était une résistance à l'envahissement rendue très-vive par le désir d'échapper aux con-

damnations judiciaires que le roi prétendait prononcer. La puissance royale absorba promptement la juridiction plus faible du seigneur féodal, dont les droits ne sont presque plus considérés, dès le quinzième siècle, que sous le rapport du produit. La juridiction justicière résista davantage, et fut plus complètement écrasée (§ 247-255).

On la battit en brèche par maints côtés à la fois : par l'idée que toutes les juridictions relevant de celle du roi, à l'instar des fiefs qui tenaient tous de lui, on pouvait par conséquent appeler à lui du jugement des seigneurs justiciers ; par la prétention des officiers royaux à attribuer au roi la connaissance exclusive des crimes qui blessaient directement, disaient-ils, son autorité, comme l'Église leur avait déjà enlevé la juridiction d'un grand nombre de cas, sous prétexte qu'ils constituaient une violation de la loi religieuse ; par toutes les extensions analogues données à chaque occasion à la juridiction royale, qui de fait n'était, à l'avènement de la troisième race, que la juridiction particulière des ducs de l'Ile de France ; par les facilités ouvertes aux vilains pour échapper à la justice de leurs seigneurs et devenir justiciables du roi en s'agrégeant aux bourgeoisies ; par l'exercice du droit de surveillance sur les juges nommés par les seigneurs, droit qui se changea au seizième siècle en celui de les examiner et de les choisir. Aussi au seizième siècle il était passé en principe que le roi avait, de sa libre volonté, octroyé toutes les justices seigneuriales, d'où ses officiers tiraient la conclusion qu'il pouvait les retirer à son gré. Quelques théoriciens, à la tête desquels il faut nommer d'Argentré, résistaient encore par des arguments ; mais tout pouvoir de juridiction était perdu pour les seigneurs justiciers (§ 256-262).

Il serait bizarre d'avoir parlé si longuement de la théorie de M. Championnière et de terminer sans presque avoir rien dit du livre même où elle est exposée, de la manière dont ce livre a été conçu, du degré de mérite avec lequel il a été exécuté. On en connaît l'objet ; en voici le plan. On a vu, en commençant, qu'il a pour origine la prétention de l'État de revendiquer la propriété des cours d'eau, comme ayant été constitué par les lois de 1790 successeur aux droits des seigneurs. M. Championnière étudie les droits seigneuriaux, les distingue, les classe, examine toutes leurs phases, remonte jusqu'à leurs sources les plus reculées, et de ces longues investigations, qui forment la partie capitale de

son ouvrage, il conclut que la propriété des cours d'eau n'a jamais été un élément du domaine seigneurial. Il termine par un chapitre spécial consacré à l'histoire du droit des rivières.

Les recherches de l'auteur sur les droits seigneuriaux forment une série de chapitres, où les matières sont divisées de la manière suivante : Exposé historique de la justice ; exposé historique du fief. — De la patrimonialité dans la justice et dans le fief. — De la maxime : Fief et justice n'ont rien de commun. — Des droits de fief et des droits de justice sous le rapport des règles générales qui les distinguent. — Des droits de fief et des droits de justice relativement aux personnes. Hiérarchies judiciaire et féodale ; noblesse ; roture ; servage ; corvées. — Des droits de fief et des droits de justice à l'égard du sol. Du domaine féodal et du territoire judiciaire ; des alleux ; de la maxime : Nulle terre sans seigneur ; des vacants ; droits d'aubaine et de déshérence. — Du droit de juger dans la justice et dans le fief. — Des abus de l'autorité seigneuriale et des droits qui en dérivent. Abus généraux ; abus concernant les plaids ; droits de passage ; taille ; asservissement des hommes libres ; des abus féodaux. — Du droit de police. Des banalités.

J'ai assez témoigné, par tout ce qui précède, de l'estime que je crois due aux travaux de M. Championnière ; j'ai assez emprunté de citations à son livre pour montrer qu'il sait se faire comprendre par une exposition claire, par un style vif et net. Mais, malgré ces bons éléments et l'apparence satisfaisante du cadre de travail qu'on vient de voir, le livre de M. Championnière est presque un dédale. C'est un dédale qui laisse pénétrer la lumière dans ses détours, mais où l'auteur engage sa théorie dans tant de voies qui se croisent et la ramènent mille fois sur ses pas, qu'il est extrêmement pénible de la suivre. L'esprit aime la discussion bien ordonnée, où chaque preuve est à son rang et développe toutes ses ressources, produit tout son effet, avant de céder la place aux arguments qui la suivent. Celle qui manque de méthode fait pis que rebuter l'attention ; elle nuit à la vérité. Ce vice est le plus grave reproche à faire à M. Championnière. Il établit un fait avec des preuves insuffisantes ; puis, cent pages plus loin, dans un autre chapitre, sur une autre matière, il complète ce qu'il avait avancé ; et si le point est grave, il recommencera une troisième, une quatrième fois ; ou bien il revient en arrière, non pas pour ajouter à sa discussion, mais

pour l'expliquer. Ainsi, il proclame d'abord en toute occasion l'équité, la douceur, l'affection mutuelle qui régnaient dans la convention féodale : le lecteur croit pendant longtemps assister à une réhabilitation de la féodalité ; c'est seulement vers la fin de l'ouvrage (§ 309), et incidemment, que l'auteur range toutes ces beautés dans le domaine de la théorie, et signale les abus féodaux comme ayant été aussi odieux que les exactions justicières. Ses développements se suivent, mais ils ne s'enchaînent pas ; ils s'enchevêtrent plutôt, et le lecteur se fatigue de rencontrer longtemps après des discussions qu'il croyait épuisées, des considérations essentielles qu'il est obligé d'enlever de la place qu'elles occupent, et de reporter à celle qui leur convient. C'est là un procédé contre lequel tout le monde doit être en garde, parce qu'il tend à suppléer à la force des preuves par leur multiplicité, et porte souvent un auteur à croire qu'il a démontré précédemment lorsqu'il a seulement allégué.

Je n'irai pas à la poursuite des détails ; une critique minutieuse serait indigne du lecteur qui m'aura bien voulu suivre jusqu'ici. Dans un vaste traité où tant de faits se pressent, où tant de textes sont invoqués et la plupart du temps traduits, où des points de vue inattendus se présentent, et qui révèle souvent l'ardeur et la rapidité de l'inspiration, l'auteur n'a pas fourni sa longue carrière sans se heurter parfois aux cailloux du chemin. Mais son but n'a pas été de composer un écrit où l'on n'eût à signaler aucune tache, aucune interprétation erronée des textes, aucune assertion hasardée ; son but a été d'établir une grande et féconde théorie. Il pourra toujours, lors même qu'on lui refuserait de faire remonter aux Romains l'origine des justices du moyen âge, revendiquer l'honneur d'avoir éclairci le premier, par sa pénétration et par l'étendue de ses études, l'inextricable matière des droits seigneuriaux, demeurée jusqu'à présent une source d'obscurités pour les jurisconsultes, un terrain inabordable pour les historiens. J'ai cherché à condenser en quelques pages ses idées toutes nouvelles, qui méritent au moins d'être connues et discutées. La science les mûrira.

H.-L. BORDIER.

LE RAT

EMPLOYÉ COMME SYMBOLE DANS LA SCULPTURE DU MOYEN AGE.

Femme je suis, pauvrette et ancienne,
Qui riens ne sçay, onques lettres ne leuz ;
Au monstier voy, dont suis paroissienne,
Paradis painet où sont harpes et luz
Et ung enfer ou dampnés sont boulluz.
Lung me fait paour, l'autre joye et liesse.....

Ces vers se trouvent au milieu du grand Testament de maître François Villon. Ils font partie d'une hymne à la Vierge, que le joyeux écolier avait composée à la prière de sa mère. Lorsqu'en danger de mort et lié d'une bonne chaîne dans la tour de Meung-sur-Loire, dans la prison de l'évêque d'Orléans, *Dans Thibault*, comme il l'appelle, il songea à rédiger en vers ses dernières volontés, il n'eut garde d'oublier ce charmant morceau de poésie, et il l'enchâssa entre deux gaudrioles. Nous n'avons qu'à nous en féliciter, puisque c'est à la fois une des inspirations les plus fraîches de notre vieille littérature et un précieux renseignement archéologique. Grâce à Villon, en effet, nous n'avons pas besoin de recourir à saint Paulin de Nole, à Durand de Mende, ni aux saints Pères, pour établir que les images sculptées ou peintes sur les murs des églises étaient des catéchismes à l'usage des fidèles qui ne savaient pas lire. Quoique cette vérité soit vulgaire maintenant, nous avons cru devoir la constater une fois de plus, parce que ces vers n'ont été cités par personne, que nous sachions, puis encore parce que toute vérité est bonne à répéter. Tout le monde aujourd'hui, en visitant une cathédrale du moyen âge, reconnaît que les sculpteurs,

en taillant au tympan de sa porte principale un jugement dernier, un paradis, un enfer, les cinq vierges folles et les cinq vierges sages, les douze vices et les douze vertus, les douze apôtres, emblèmes du symbole de Nicée, n'avaient point pour but seulement de plaire à l'œil du spectateur, et qu'ils voulaient encore l'instruire des dogmes de la religion.

Mais à côté de ces sujets, dont le but moral n'échappe à personne, il en est d'autres dont on ne saisit pas le sens au premier abord, et que les gens peu familiarisés avec la gravité du moyen âge regardent comme des fantaisies. Nous voulons parler de ces grotesques, de ces images baroques qui décorent les corbeaux des églises romanes et les miséricordes des stalles du seizième siècle.

En effet, lorsque sur les modillons d'une curieuse église du douzième siècle, de Notre-Dame de Nanteuil (1), par exemple, on aperçoit un renard guettant une poule et un coq; lorsque, sur les stalles d'Amiens, on voit le même renard, couvert d'un froc, magistralement assis dans une chaire et prêchant la gent emplumée, on est tenté de rire, et l'on s' imagine volontiers que l'artiste a voulu distraire par cette facétie le fidèle pieusement agenouillé devant l'autel où se consomme le saint sacrifice. On se rappelle involontairement ces vers que Gauthier de Coincy adresse aux *prouvères* de son temps :

En leur moustier ne font pas faire
Sitost l'image Notre-Dame,
Com font Isangrin et sa fame,
En leur chambre où ils reponnent.

Dans *Isangrin*, le *Conétable* et *Dame Hersant*, son épouse infidèle, ne paraissent point seulement dans la chambre où les *prouvaires* reponnent, comme le dit le bon prieur de Vic-sur-Aisne; on les retrouve encore, dans l'église elle-même. A Saint-Denis d'Amboise, par exemple, *Isangrin* et *Hersant*, ayant fait leur malle et ayant placé sur leur dos un léger bagage, se sont levés sur les pieds de derrière, et se dirigent, un bâton à la main, vers la cour du roi *Noble* (le lion), pour demander justice des méfaits de sire *Renart* le *goupil*.

(1) Près de Montrichard, département de Loir-et-Cher.

Les gens que la pruderie moderne a rendus trop délicats s'effaroucheront sans doute à la vue de ce fou des stalles de Lorris, qui, les pieds élevés jusqu'à sa tête, affecte la position la plus obscène; ils trouveront inconvenant ce curieux bas-relief de Saint-Jean de Lyon où le pédagogue Aristote, le mors aux dents, marchant à quatre pattes, porte sur son dos la belle Indienne qui l'a subjugué, ainsi que la miséricorde des stalles de Rouen, où le *magicien* Virgile est enlevé dans un panier pour l'amour d'une autre beauté. Au fond cependant, rien n'est plus religieux que toutes ces représentations; la subtilité scolastique faisait trouver à tout cela un sens allégorique. Comment en douter quand on voit un pieux évêque de Meaux, Philippe de Vitri, *moraliser* les *Métamorphoses* d'Ovide en plus de soixantedix mille vers français? Grâce à ce pieux commentateur, Daphné devient l'image de la Vierge, le chien Lélaps l'image d'un prophète, le trait de Céphale, que jamais le héros ne lançait en vain, l'emblème du Saint-Esprit; enfin le sanglier de Béotie, la *Male Beste* de l'Apocalypse, l'Antechrist, que les fabliaux appellent la *Male Beste* également. Il n'y a pas jusqu'au jugement de Pâris qui ne lui fournisse une moralité, et où il pose le ravisseur d'Hélène comme l'emblème du chrétien, songeant à se décider entre la vie contemplative, la vie active et la vie voluptueuse, qui s'offrent à lui sous l'image des trois déesses (1).

Si nous reprenons un à un tous les exemples que nous avons cités, nous trouverons que Gauthier de Coincy était, comme saint Bernard, un puritain trop rigide, et qu'il avait bien tort d'anathématiser les curés de son temps, parce qu'ils faisaient peindre chez eux Renart, Isangrin, Hersant, ou Tardieu le Limacon. En effet, les Bestiaires nous enseignent que Renart n'est rien autre chose que le diable lui-même, qui se transforme de toutes les manières pour *enguigner* les vrais fidèles. Si nous ouvrons les poèmes de Philippe de Thaune ou de Guillaume le Normant, nous en serons bientôt convaincus. *Pinte*, qui, comme dit le Roman du Renard, était la poule la plus avisée,

Pinte... qui plus savoit,
Cele qui les gros oes ponnoit;
Et près du coc juchoit a dextre.

(1) E. Cartier, *Revue archéologique*, 1847.

Pinte a peur de *Renart*, qu'elle a aperçu caché sous la feuille d'un *rouge choul*; elle fait tout ce qu'elle peut pour indiquer le danger à son seigneur, sire *Chanteclair*, le coq, qui méprise son avis (1). Or, d'après la symbolique chrétienne, *Pinte* est le fidèle prudent qui devine les embûches de l'*annemi*, et qui sait les éviter. N'est-ce pas le sujet représenté à Notre-Dame de Nanteuil (2)?

Renard a fait prêtre *Primaud*, le frère *Isangrain*; il n'est donc pas étonnant que lui-même endosse aussi l'habit ecclésiastique pour mieux tromper son monde : c'est de bonne guerre, et le diable emploie tous les moyens pour conquêter une âme. Voilà le sujet des stalles d'Amiens expliqué d'une manière satisfaisante.

Isangrain et Hersant sont des pécheurs endurcis qui vont se plaindre à Noble, le lion, du tort qu'on leur a fait, mais qui se gardent bien de lui dire un mot du tort qu'ils ont fait à leur prochain; ils demandent justice, lorsqu'eux-mêmes l'ont si souvent déniée aux autres. N'y a-t-il pas quelque idée morale cachée sous cette allégorie (3)?

L'obscène représentation du fou de Lorris est tout aussi innocente; on la retrouve, sur les vitraux du treizième siècle, à Auxerre, et là il est évident que l'artiste a voulu flétrir le vice, qui est une sorte de folie (4). Enfin, deux ivoires conservés à la Bibliothèque royale (cabinet des médailles et antiques) montrent que le lai de Virgile et celui d'Aristote ne sont rien autre chose qu'un emprunt fait à l'histoire, ou plutôt à la fable de l'antiquité, pour prouver que de la femme viennent tous nos

(1) *Le Romant du Renart*, t. 1^{er}, 1^{re} partie, vers 1333 à 1335.

(2) Souvent, comme au jubé de Saint-Fiacre en Bretagne, Renard est représenté couché sur le dos et becqueté par les poules. On a donné de cette image l'explication suivante. C'est le renard pris dans ses propres pièges et mangé par ceux qu'il croyait dévorer. C'est, en un mot, le chrétien vainqueur du diable. Les Bestiaires de Richard de Fournival et de Guillaume le Normant ne permettent malheureusement pas d'adopter cette explication; car ils nous apprennent positivement que le goupil a l'habitude de contrefaire le mort pour enguigner les coqs, pies et gelines. La même scène se reproduit dans le Roman du Renard.

(3) M. E. Cartier fils a publié un dessin de ce chapiteau, que nous avions recommandé à son attention. Voyez *Revue archéologique*, année 1847.

(4) Le vitrail d'Auxerre nous a été signalé par le P. Martin; ce savant l'a publié dans la description des vitraux de Bourges. Le moyen âge n'avait d'autre but, en peignant ou sculptant cette figure, que de montrer l'imbécillité et la nudité où nous plonge la folie, c'est-à-dire, l'indifférence religieuse.

maux. En effet, ces deux plaques d'ivoire proviennent d'un même coffret, et l'une, ornée d'une des deux légendes que je viens d'indiquer, n'est que la paraphrase de l'autre, qui représente la tentation du démon dans le paradis terrestre et Adam mangeant la pomme qu'Ève lui a présentée.

Toutes les fois donc qu'un sujet paraîtra déplacé sur un monument religieux, au lieu d'excuser son ignorance en rejetant cette étrangeté apparente sur le compte d'un dévergondage d'idées, il sera prudent de s'abstenir. Ce n'est pas qu'au moyen âge la fantaisie n'ait rien produit; tout n'est pas symbolique, il s'en faut. Sur les églises gothiques ou romanes, on trouve des motifs antiques, servilement calqués des temples païens, sans autre but que le désir de reproduire quelque chose de gracieux, d'agréable à l'œil. Et puis les artistes de second ordre devaient, comme nos ornemanistes modernes, posséder des cartons, des modèles, dont ils ne comprenaient pas bien la signification, et qu'ils employaient au hasard, en ne considérant que l'effet d'ensemble à produire, sans trop s'inquiéter de la signification des objets. C'est sans doute cela qui faisait dire à saint Bernard : « A quoi servent ces chevaliers combattant, ces sirènes, ces centaures et tous ces êtres immondes qui envahissent le sanctuaire de Dieu et distraient les moines de leurs prières? » Les modillons qui soutiennent ordinairement les entablements extérieurs des églises du douzième siècle, et qu'on retrouve même jusque dans l'intérieur des édifices sacrés, en sont une preuve évidente. Là, en effet, les diables grimacent à côté de figures calmes et résignées, qui semblent prier Dieu. Jésus bénissant, l'Agneau pascal, le Saint-Esprit, se trouvent confondus pêle-mêle avec des crapauds gonflés, comme à l'hôtel-Dieu de Beaugenci; des rinceaux, des feuilles d'acanthé, des moulures de tout genre, qui se présentent sur le même plan, montrent bien que, s'il faut chercher un sens à ces figures, ce sens doit être la plupart du temps individuel, et non général.

Ces réflexions, que peut-être on trouvera un peu longues, nous ont été suggérées à propos d'une représentation qui semble n'avoir été guère usitée qu'à la fin du quinzième siècle et dans le courant du seizième; représentation assez étrange, puisque ce sont des rats qui en font l'objet principal.

Nous sommes loin d'avoir visité tous les monuments qui couvrent le sol de l'ancienne France et de les connaître tous. On

ne s'attendra donc point à trouver ici l'énumération de tous les édifices où le sujet en question est représenté. Nous nous contenterons d'en citer trois : la cathédrale du Mans, Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris, et l'ancienne collégiale de Champeaux en Brie. Au Mans, notre sculpture se trouve placée au-dessus d'un contre-fort situé à l'extérieur, sur le côté méridional ; à Paris, c'est au-dessus d'un contre-fort semblable qu'on la voit sur le côté septentrional de l'église ; à Champeaux enfin, on la rencontre sur une miséricorde des stalles du chœur. Les sculptures du Mans et de Paris appartiennent au quinzième siècle ; celle de Champeaux date des premières années du seizième (1).

Toutes ces représentations sont identiques. C'est une boule, ou plutôt un globe divisé en quatre parties égales par deux cercles qui se coupent ; une croix la surmonte, des rats enfin la traversent en tous sens ou courent à sa surface.

La position de ce sujet, placé sur des contre-forts ou sur des miséricordes, montre bien que, si l'on veut lui chercher un sens, ce sens doit être isolé, et que les sujets voisins n'ont aucun rapport avec lui. La boule est évidemment la figure du monde ; la croix qui la domine et les cercles qui semblent la maintenir, en sont la preuve. C'est en mettant un globe semblable dans la main des empereurs, que le moyen âge a voulu indiquer que la suzeraineté impériale s'étendait sur tous les rois de la terre.

Le cercle horizontal est la ligne de démarcation des deux hémisphères. Il signifie que, tandis que la partie supérieure est éclairée par le soleil, la partie inférieure est plongée dans l'obscurité de la nuit. Une Bible historique du quatorzième siècle, qui a appartenu au duc de Bourgogne, Philippe le Bon, et à son neveu, Pierre de Beaujeu, Bible aujourd'hui conservée à la Bibliothèque royale, prouve cette interprétation d'une manière évidente : là, Dieu créant la lumière est représenté tenant d'une main un globe mi-parti blanc et noir ; le blanc, qui signifie le jour, est à la partie supérieure ; le noir, à la partie inférieure (2). Le cercle vertical,

(1) Notre collègue au cabinet des médailles, M. Muret, nous en a signalé une autre sur la miséricorde d'une des stalles de l'église de Gassicourt, près Mantes ; c'est, à ce qu'il paraît, un monument du seizième siècle. M. Deloye, notre confrère, nous en a indiqué une cinquième à Saint-Siffrein de Carpentras ; elle se trouve à l'intersection des arcs qui forment l'archivolte d'une porte latérale de cet édifice, du côté du sud ; elle en forme ainsi le couronnement.

(2) Bible historique manuscrite, conservée au département des manuscrits de la Bibliothèque royale, n. 517—6829², fol.

au contraire, combiné avec l'autre, indique les quatre parties du monde, dont les sections, en forme de quartier de sphère ou de *vescica piscis*, pour nous servir d'une expression usitée en archéologie, sont appelées par un vieil auteur du treizième siècle la *peleure de la quatrième partie de la terre* (1). Le monde enfin est surmonté d'une croix, pour montrer que le Christ règne sur l'univers, et que la croix a vaincu l'idolâtrie.

Mais pourquoi le monde est-il incessamment fouillé par des rats, qui le rongent à belles dents et le traversent de part en part? Quel est le sens de cette allégorie si bizarre en apparence? Telle est la question que nous nous sommes posée bien des fois, et que nous croyons avoir résolue en regardant ces rats *comme les vices qui rongent le monde et finiront par le détruire*.

Un passage tiré de la *Légende dorée*, déjà cité par M. Didron dans un article intitulé la *Vie humaine*, nous avait mis sur la voie. Deux miniatures de la *Bible historiale* sont venues nous confirmer dans cette idée.

Voici nos deux autorités :

« Ceux qui désirent les plaisirs du corps, dit saint Barlaam, et laissent leur âme mourir de faim, ressemblent à un homme qui, fuyant rapidement devant une licorne pour ne pas être dévoré, tomba dans un profond précipice. Mais, dans sa chute, il se retint par les mains à un arbuste, et fixa ses pieds sur un appui glissant et peu stable. En regardant, il vit deux rats, l'un blanc et l'autre noir, rongant sans interruption la racine du petit arbre qu'il avait saisi, et déjà ces deux animaux étaient sur le point de la couper. Puis, au fond du gouffre, il vit un dragon terrible, vomissant du feu, et qui, la gueule ouverte, aspirait à le dévorer. En outre, il vit sortir de l'appui où il posait ses pieds quatre têtes d'aspic. Mais en levant les yeux, il aperçut un peu de miel découlant des branches de son petit arbre; alors, oubliant le péril où il était de toutes parts, il se livra en entier à la douceur de ce petit rayon de miel (2). »

(1) Nous saisissons ici l'occasion qui se présente d'indiquer pourquoi la gloire qui environne les personnes de la sainte Trinité, la Vierge, ou les âmes qui montent au ciel, affecte la forme de la *pelure du quart de la terre*. C'est bien le ciel qui les environne; mais comme le ciel est ordinairement représenté par un globe ainsi que la terre, c'est pour abrégé sans doute, et parce que cette forme s'adapte parfaitement au corps humain, qu'on a imaginé de l'employer de préférence.

(2) *Annales archéologiques*, t. 1, p. 249.

Barlaam, pour rendre sa parabole plus intelligible, se donne la peine de l'interpréter :

« La licorne, dit-il, c'est l'image de la mort, qui poursuit constamment l'homme et cherche à l'atteindre. Le gouffre, c'est le monde rempli de tous les maux. L'arbuste, c'est la vie de chacun, laquelle est sans cesse rongée par les heures du jour et de la nuit, par le rat blanc et par le rat noir, et qui est bien près d'être tranchée. L'appui d'où sortent les quatre aspics, c'est notre corps, dont l'économie est détruite par les désordres des quatre éléments qui le composent. L'horrible dragon, c'est la gueule de l'enfer, qui veut nous dévorer tous. La douceur du miel qui découle du rameau, c'est le faux agrément du monde, qui séduit les hommes et les empêche complètement de voir le danger qu'ils courent (1). »

Certainement, si nous avons pris à la lettre l'apologue de saint Barlaam, les rats rongant le globe terrestre seraient, comme le rat blanc et le rat noir, les emblèmes du jour et de la nuit abrégeant la durée du monde ; mais il ne faut pas oublier que là il ne se trouve pas deux rats seulement, mais quatre, mais six, mais un nombre indéterminé ; de plus, ce monde, il ne faut pas l'oublier non plus, est surmonté d'une croix : c'est donc le monde chrétien. Que lui importerait alors, si les jours, les nuits, les années, le rongeaient incessamment, puisque cette terre est une terre d'exil, et que le plus vif désir du vrai fidèle doit être d'en sortir aussitôt que possible, afin de retourner au sein de Dieu, sa véritable patrie ? Les rats qui rongent la terre ne peuvent donc signifier ni les jours, ni les nuits, ni les années. Ce qu'il nous est possible seulement de tirer de tout ceci, c'est que ces animaux sont l'emblème d'un agent destructeur, d'un mal quelconque, que chacun doit fuir. Or, quelle chose est plus à fuir que les vices qui mènent au péché et à la damnation éternelle ? Cette dernière réflexion et l'élasticité des symboles du moyen âge, eu égard surtout à ceux qu'on tire de la représentation des animaux, ainsi que de la position qu'ils occupent dans les grandes scènes historiées, nous ont engagé à voir ici dans les rats l'emblème des *vices*.

Nous venons de parler de l'élasticité des symboles. En voici des preuves :

(1) *Annales archéol.*, t. I, p. 250.

La licorne, qui, dans le récit de saint Barlaam, est présentée comme l'image de la mort, parce que, d'après la croyance du moyen âge, aucun homme ne pouvait lui résister, qu'aucun chasseur ne pouvait la prendre; la licorne aussi est l'emblème de la pureté, et cela parce que cet animal si dangereux, dès qu'il apercevait une vierge, venait aussitôt se reposer sur son giron, et qu'alors on parvenait seulement à dompter sa férocité (1).

Le serpent, l'auteur de la chute de l'homme, et dont la nouvelle Ève a écrasé la tête, est souvent pris en bonne part, à cause de ce passage où saint Matthieu dit : *Soyez prudents comme les serpents et simples comme les colombes* (2).

Le lion, image du diable, d'après ce passage des psaumes : *Vous foulerez aux pieds le lion et le dragon* (3), est, dans certains cas, pris, au contraire, pour l'image du Christ, parce qu'il efface avec sa queue la trace de ses pas, et que Jésus a caché aux Juifs l'heure de sa naissance; parce que les lionceaux, disent les naturalistes de ce temps, viennent au monde sans vie, et que trois jours après leur naissance leur père les ressuscite en leur soufflant dans la bouche, emblème de la mort de Jésus et de sa résurrection; parce qu'enfin cet animal dort les yeux ouverts, et que Dieu veille sans cesse sur nous (4).

Le Psalmiste a dit encore : *Vous marcherez sur l'aspic et le basilic* (5). Dès lors l'aspic a souvent été considéré comme un emblème du démon; mais comme David raconte, autre part, que « *l'aspic se bouche les oreilles pour ne pas entendre la voix de l'enchanteur, les sons du plus habile musicien* (6), » on a pris également cet animal comme signification du juste, qui ferme les oreilles aux paroles des impies, et qui ne les ouvre que pour entendre la voix de Dieu (7).

Il n'y a donc rien d'étonnant, d'après tout cela, que les rats puissent à la fois signifier et le temps qui détruit tout, *tempus edax rerum*, et les vices qu'on nous présente toujours comme

(1) Voyez le Bestiaire de Guillaume le Normant, art. de la Licorne.

(2) S. Matthieu, 10, *ŷ*. 16.

(3) Ps. 90, *ŷ*. 13.

(4) Voyez le Bestiaire de Guillaume le Normant, art. du Lion.

(5) Ps. 90, *ŷ*. 13.

(6) Psaume 55, *ŷ*. 5.

(7) Voyez le Bestiaire déjà cité, article de la Martoile et de l'Aspic.

des *vers rongeurs*, pour nous servir d'une expression vulgaire. D'ailleurs, au milieu de son abus du symbolisme, le moyen âge était souvent logique. Ainsi, quand il nous représente la licorne comme l'emblème de la mort et de la pureté : de la mort, parce que nul ne lui échappe ; de la pureté, parce qu'une vierge seule peut la captiver, n'y a-t-il pas un lien de parenté fort étroit entre ces deux idées, puisque Marie, cette nouvelle Ève, en donnant le jour au fils de Dieu, a sauvé les chrétiens de la mort éternelle que le péché de la première leur avait fait encourir ? Si les jours et les nuits, en se succédant sans interruption, composent les anneaux de cette chaîne qu'on appelle la vie, et que le moine du mont Athos nomme *le monde insensé et trompeur* (1), si ces jours et ces nuits ont été comparés à un rat blanc et à un rat noir, pourquoi ces rats ne signifieraient-ils pas aussi les vices auxquels l'homme s'abandonne avec irréflexion, les vices dont les jours et les nuits sont témoins, et qui, non moins que ces derniers, contribuent à détruire son existence ?

Mais voici des textes encore plus significatifs à cet égard.

Du temps du grand prêtre Élie, Dieu, pour punir son peuple, avait excité contre lui les Philistins ; les Israélites avaient été vaincus dans une bataille où les fils du grand prêtre avaient tous péri en combattant, et où l'arche sainte était tombée entre les mains des vainqueurs.

Fiers et joyeux d'avoir conquis cette précieuse arche, qui faisait toute la force des Hébreux, les Philistins résolurent d'attirer sur eux la grâce du Dieu des armées, en transportant ce précieux trophée dans leur temple, à côté de Dagon, l'idole qu'ils révéraient avant toutes les autres. Mais *le Dieu jaloux*, qui veut être honoré seul, ne pouvait souffrir un tel sacrilège : Dagon fut deux fois renversé, et ses débris tombèrent mutilés devant l'arche sainte. Malgré ces avertissements, les Philistins s'obstinant à garder l'arche en leur puissance, Jéhovah, pour les forcer à la rendre, fit pleuvoir sur eux les calamités les plus terribles. Il les frappa d'affreuses maladies dans les parties les plus secrètes de leurs corps, et fit naître dans leurs champs une multitude de rats qui dévorèrent tout : « *Aggravata est manus Domini super Azotios, et demolitus est eos : et percussit in secretiori parte na-*

(1) Le Guide de la peinture. — Manuel d'Iconographie chrétienne, grecque et latine, traduction de M. Durand et commentaires de M. Didron. Paris, 1843. *Comment on représente le temps mensonger de cette vie*, p. 408 et suivantes.

tium Azotum , et fines ejus. Et ebullierunt villæ et agri in medio regionis illius , et nati sunt mures , et facta est confusio mortis magnæ in civitate (1). »

La Bible historique s'est emparée de ce verset , ainsi que des versets 9 et 12 du même chapitre , où il est encore parlé des plaies que Dieu envoya sur les Philistins. Elle s'exprime en ces termes : « Les Philistiens retindrent l'arche Nostre Seigneur, « contre la volonté de Dieu , et Dieu les puni que les souris mangeoient leurs bleds et rongeoient leurs vaches et mettoient hors « leurs boyaux. »

Puis elle ajoute comme glose :

« Ces Philistiens ainsi punis seigneurissent les mauvais prelatz et « rentent en sainte église qui les biens et les honneurs de l'église « retiennent et l'idole du péché aurent , et Dieu se courrouce a « eux et les laisse pourrir en vils et ords crimes qui ne sont mie « à nommer (2). »

Ce qui n'est pas bon à dire , on l'écrit , dit un proverbe. Les auteurs de cette glose avaient plus de pudeur pour les oreilles que pour les yeux ; ce qui n'était *mie à nommer* ne leur paraissait pas si mauvais , car les miniatures qui accompagnent ces textes sont très-explicites : dans un exemplaire du quatorzième siècle (fol. 66 recto, n° 1), on voit quatre Philistins dont les rats dévorent les *vaches*, et même page, n° 2, comme sujet correspondant , un évêque enlaçant une jeune femme dans ses bras, tandis qu'un autre prodigue les mêmes caresses à un moine. Un deuxième moine, qui touche ces derniers de très-près, semble les regarder (3).

Dans un autre manuscrit postérieur d'un siècle, on distingue, au milieu des rues d'une ville , un nombreux troupeau de vaches et de brebis mangé par ces mêmes rats , qui s'élancent sur un groupe d'hommes et de femmes fuyant devant eux ; puis , plus bas , dans une chambre richement tendue de tapisseries , un évêque embrassant une femme , tandis qu'un autre évêque , près d'une autre femme qu'il caresse également , est assis à une table abondamment servie (4). Pour quiconque a étudié la symbolique du moyen âge , il est évident que les *ords crimes qui ne sont mie*

(1) *Rois*, l. I, c. 5, v. 6.

(2) Ms. de la Bibliothèque royale, n. 517—6829², et 250—6829.

(3) Ms. 517—6829².

(4) Ms. 250—6829.

à nommer, et auxquels Dieu abandonne les indignes *rentez en sainte église*, sont tous les genres de luxure.

Il est donc bien certain maintenant que, si les rats signifient les jours et les nuits, ils peuvent également être expliqués par les vices. L'épisode des rats dévorant les *naches* des Philistins, interprété par les vices dévorant les mauvais prêtres, quoique le point de départ de cette figure symbolique, n'est qu'un épisode qui a donné naissance à la représentation que nous appellerons avec le peuple la *Boule aux rats*. Nous avons donc raison en prétendant que cette *Boule aux rats* n'est qu'une allégorie signifiant que les vices rongent le monde.

Si nous quittons les sculptures et les miniatures du moyen âge pour nous renfermer dans la légende, nous retrouverons encore nos rats personnifiant les vices. Telle est la clef d'une vieille tradition allemande, que tous nos lecteurs connaissent certainement, la légende d'Hatton, archevêque de Mayence. On sait que, dans une année de disette, cet indigne prélat, ayant refusé de nourrir son peuple, fut assailli par des rats. Comme rien ne pouvait résister à leur multitude, il prit le parti de se réfugier dans une tour qu'il avait fait bâtir près de Bingen, au milieu du Rhin; mais les rats le suivirent à la nage, rongèrent la porte de la tour, et le dévorèrent enfin lui-même. N'est-ce pas le prêtre simoniaque et avare, que Dieu abandonne pour le punir de ces vices « qui ne sont mie à nommer? »

Sans avoir la prétention de faire ici l'histoire iconographique du rat au moyen âge, nous ajouterons encore quelques remarques à celles qui viennent d'être faites.

Le moyen âge, comme l'antiquité, comme les temps modernes, connaissait l'usage du *rébus*. C'est par un *rébus* qu'à Arras on a placé sur les mereaux des églises, et même jusque sur les monnaies, des rats, pour faire allusion au nom de la ville (*Arras, a ras, a rats*).

Le rat nous amène tout naturellement au chat, son adversaire, à l'histoire duquel il se trouve souvent mêlé.

Dans plusieurs villes, notamment à Orléans et à Châteaudun, on trouve les rues *des Chats ferrés* et du *Chat qui pêche*. Un ingénieux historien de l'Orléanais a tenté d'expliquer ces dénominations bizarres par une anecdote qu'il dit contemporaine du temps des guerres de religion, ou en prétendant que, pendant le célèbre siège d'Orléans de 1429, les Anglais, surpris dans

une embuscade par les Français, s'enfuirent par cette rue, qui se trouvait alors dans les faubourgs de la porte Renard, et que les assiégés, par moquerie, nommèrent *la rue des Chats ferrés*. Nous croyons être plus près de la vérité en donnant l'explication suivante, que nous fournit un missel de la Bibliothèque royale de la fin du quinzième siècle (1). Là, on voit un chat pêchant à la ligne; ce qui nous rappelle Renart faisant pêcher Isangrin à son profit; idée renouvelée par la Fontaine au moyen du chat qui tire les marrons du feu. Ainsi Renart et Isangrin sont les véritables pères de Bertrand et Raton. Puis, un peu plus loin, nous trouvons Rominagrobis, ou plutôt Thybert, pour parler comme on parlait alors, qui, ayant oublié sa vigilance ordinaire, vient de se laisser prendre et garrotter par ses ennemis les rats. Deux gros rats noirs, à la mine narquoise, se sont rendus maîtres du malheureux Thybert; ils lui ont étroitement attaché les pattes avec des menottes dorées, et, la rame à la main, lui font triomphalement passer une rivière dans une nef, dont il occupe le centre dans le plus piteux équipage,

Honteux comme un renard qu'une poule aurait pris.

Voilà, si nous ne nous trompons, la véritable signification de l'enseigne du *Chat ferré*, qui pour lors devait le disputer de popularité à celles de la *Truie qui file*, du *Cygne de la croix*, du *Maure qui trompe*, du *Puissant vin* et des *Quatre corps nus sans têtes*, etc. Ces mots *ferrés* et *enferrés* signifient, en effet, dans la langue d'oïl, un homme enchaîné, témoin le refrain si connu des Parisiens sur le comte de Flandre, après la bataille de Bouvines :

Quatre ferrans bien ferrés
Mennent Ferrand bien enferré ;

et ces trois autres vers d'un poème composé sur le combat des Tentés :

Les ungs estoient es sceptes et les autres ferrés,
Deux et deux, trois a trois, ainsins estoient liez
Comme vaches et bœufs(2).

(1) Ce curieux missel porte le n. 1393. Les L et les A couronnés, les fleurs de lis et les hermines dont il est couvert prouvent qu'il a été exécuté pour Louis XII, ou plutôt pour Anne de Bretagne.

(2) Nous tirons ce texte d'un manuscrit appartenant à M. Gillet, juge à Nancy, man. IV. (*Deuxième série.*)

Il existe cependant, à Blois, une enseigne du *Lion ferré* qui semblerait nous contredire ; on y voit, en effet, un lion ferré comme un cheval. Sans doute l'idée est ancienne, mais le tableau est moderne, et il nous semble que la lettre seule aura survécu à l'idée. Il y a beaucoup plus de sel, en effet, à représenter le roi des animaux mis aux fers que dans cette ridicule attitude, et certes l'esprit malicieux d'autrefois est mieux rendu par la première que par la seconde représentation. Nous n'hésitons pas à déclarer coupable d'erreur le peintre vitrier moderne. Une miséricorde des stalles de l'église autrefois abbatiale de la Trinité de Vendôme nous offre aussi une petite scène où les rats jouent le principal rôle. C'est un homme accablé sous le poids d'une hotte pleine de rats, à qui son bâton, devenant inutile, semble près de tomber. N'est-ce pas là encore l'homme écrasé sous le poids de ses vices ? N'est-ce pas une autre manière de reproduire l'allégorie alors en vogue et plus vulgaire sous la forme de la Boule aux rats (1) ?

Pour en finir avec les rats, voici une légende recueillie par dom Calmet, dans son *Histoire des Vampires*, et dont nous demanderons l'explication, s'il est possible de lui en trouver une, car elle nous échappe. Une ville d'Allemagne, Nuremberg, ce nous semble, était au temps jadis dévastée par les rats. On était au désespoir et on ne savait quel parti prendre, lorsqu'un homme se présenta au bourgmestre, et promit, moyennant une grosse récompense, de délivrer la cité de ce fléau destructeur. Au jour dit, il se présenta, en effet, sur la place principale, se mit à jouer de la flûte, et, au grand ébahissement de tous les bons bourgeois, on vit les rats sortir en foule, se grouper autour du nouvel Orphée, et le suivre jusqu'à une montagne voisine, qui s'ouvrit tout à coup, et dans l'intérieur de laquelle homme et

nuscrit qu'il se propose de publier prochainement, et qui offre de nombreuses variantes avec les textes déjà connus.

(1) La date de la confection de ces belles stalles n'est pas connue ; mais, à l'aide des armes qui y sont sculptées, il est facile de voir qu'elles ont été exécutées par Louis de Crevant, abbé de Vendôme. Ces armes sont écartelées, au premier et au quatrième d'azur, au deuxième et au troisième d'argent. Louis de Crevant et Antoine son neveu, qui lui succéda, ont beaucoup contribué à l'ornementation de cette église et des cloîtres. Leurs armes se trouvent partout, aux clefs de voûtes, sur les vitraux, et elles sont parfois accompagnées de celles du pape Jules II (Julien de la Rovère), qui sont d'azur au rouble d'or. — Louis de Crevant fut abbé de Vendôme de 1487 à 1522, et Antoine de 1522 à 1539.

rats disparurent à la fois. Le lendemain, l'homme revint, réclama son salaire; mais les ingrats bourgeois, trouvant sans doute qu'il avait trop facilement gagné sa récompense, voulurent rabattre sur le prix convenu. L'homme ne souffla mot; mais il tira sa redoutable flûte, en joua de nouveau, et alors tous les petits enfants de la ville, sans qu'on pût parvenir à les arrêter, suivirent la même route que les rats, et s'abimèrent avec notre homme dans la même montagne. Cet homme, dit-on, c'était le diable en personne. Pendant longtemps, à ce que prétend toujours la chronique, les habitants de Nuremberg conservèrent l'habitude d'inscrire au bas de leurs chartes cette note chronologique : *Anno illo post diem quo amisimus infantulos nostros.*

A. DUCHALAIS.

CHARTRE

DE NOLISSEMENT

DE L'AN 1264

POUR UN VOYAGE DE PISE A BOUGIE.

Les contrats de nolis sont des documents qui ne peuvent avoir d'intérêt historique, quand ils ne concernent pas des personnages marquants ou de grandes expéditions militaires ; mais ils fournissent presque toujours d'utiles renseignements à l'archéologie, à la philologie, du moins à la technologie, et quelquefois à la géographie du moyen âge. Ces motifs, joints à la rareté des documents de ce genre dans les anciennes collections de pièces, nous ont paru justifier assez la publication du contrat suivant, dont nous devons la connaissance au savant historien de Pise, M. François Bonaini. L'original appartient à M. le comte Gaetoni, de cette ville.

Quelques mots suffiront pour en faire connaître l'objet et les dispositions principales ; car nous n'avons pas la pensée d'examiner les points de doctrine sur lesquels il s'accorde ou diffère avec le droit maritime moderne.

Bonaventure Bonnacursi, François Burgondi et Baudin Ildebrandi, propriétaires du navire appelé *Bonaventure*, du nom peut-être de son principal armateur, louent ou nolisent ce navire à Gui Sampanti, Feo Guieti, Ugolin Balbo, Jacques Murcio et autres marchands au nom desquels ils traitent.

Tous les spéculateurs ne disposaient pas d'un navire, surtout au treizième siècle ; tout le monde n'était pas un Lanfranchi ou un Gambacorte à Pise, un Spinola ou un Peruzzi ailleurs. Il fallait alors que plusieurs négociants réunissent leurs marchandises pour compléter le chargement d'un vaisseau. De riches maisons prenaient part quelquefois à ces expéditions, soit que leurs navires eussent reçu une autre destination, soit que l'occasion leur

parût favorable d'écouler une nouvelle partie de leurs approvisionnements. Chacun payait les frais de nolis au prorata du poids qu'il faisait embarquer ; mais les chances de bénéfices ou de pertes sur les marchandises lui restaient personnelles, sans participation aucune de la part de ses co-expéditeurs.

Il était convenu avec Gui Sampanti que le *Bonaventure* serait mis en bon état de naviguer, propre et bien goudronné ; son équipage devait être de trente-six hommes faits à la mer et armés, y compris le pilote *nauchierius*, et l'écrivain *scribanus*, mais sans compter six domestiques, *fantes*, destinés au service de l'équipage et des passagers. Le navire devait avoir deux mâts (un de rechange) sains et solides avec leurs agrès ; deux timons, huit vergues d'antenne, sept voiles, dix-sept câbles, quinze ancres, deux bateaux grésés : un *parislalme* et une gondole, huit arbalètes, dont deux *arbalètes a lieva*, des lances, et tous autres instruments, armes, agrès ou appareils nécessaires (1).

On s'étonnera peut-être de voir demander quinze ancres pour un seul navire, si puissant que pût être son tonnage, quand aujourd'hui les plus forts vaisseaux n'en prennent que deux ou trois. Mais c'était une coutume générale de la navigation, au moyen âge, de mettre à bord de chaque nef un grand nombre d'ancres, et M. Jal a motivé cet usage sur la nécessité où étaient les navires de cette époque, qui dans les mauvais temps ne pouvaient facilement gagner la haute mer, de suivre forcément la côte de très-près et de mouiller souvent sur des fonds dangereux, où les câbles se cassaient et les ancres se perdaient presque toujours (2).

M. Jal a laissé peu de points inexplorés dans l'histoire de nos antiquités maritimes, et nous retrouvons encore dans son archéologie navale (3) l'explication du mot *parislalme*, dont la forme plus habituelle paraît avoir été *paliscarme* et peut-être la forme étymologiquement plus correcte *polyscalme*. Voici un texte du quatorzième siècle à ajouter à ceux qu'a cités M. Jal pour préciser la signification de ce terme : *Barca*, dit Balducci Pegolotti, *gondola*, *fopano in Proenzalesco*, *e tafereze in Cipri*, *e feuto in Fiamingo*, *battello e batto* (bateau) *in Francesco*, *pa-*

(1) Article 1 du contrat.

(2) *Archéologie navale*, t. II, p. 169-172.

(3) *Id.*, *ibid.*, tom. II, p. 406.

liscarmo in piu linguaggi; questi nomi vogliono dire piccole bar-che, e piccole vasselle, che conducono le mercatanzie da un paese a un altro (1). Le paliscarme était donc un bateau assez grand, et c'est en ce sens que Georges Stella emploie le mot *palescarmus* dans le passage de ses annales génoises rapporté par du Cange (2). Toutefois nous voyons, d'après divers documents et d'après notre contrat en particulier, que la capacité du paliscarme ne devait pas avoir tant de force, que la barque ne pût être transportée pour une traversée et fixée avec la gondole aux flancs ou sur le pont du navire, au service duquel elle servait pour les chargements et les déchargements. Quant aux *arbalètes a lieva* dont il est question dans le même article, nous ne savons en quoi elles différaient des arbalètes ordinaires.

Une fois gréé, armé et monté par son équipage, le *Bonaventure* devait se mettre à la disposition des affréteurs, dans le Port Pisan, d'où partaient tous les vaisseaux et toutes les expéditions de la république. Il est encore nécessaire de nous arrêter un moment ici, pour dire un mot du Port Pisan, qu'il ne faut pas confondre avec la ville de Pise. Bien que les Toscans vénèrent l'Arno comme un grand fleuve, ils ne peuvent se dissimuler que les barques un peu puissantes n'y trouvent pas assez d'eau; aussi les Pisans s'étaient-ils vus de bonne heure dans la nécessité de créer un port maritime pour leurs chélandes, leurs hussiers, et les autres bâtiments de transport. On avait choisi un lieu de la côte que les anciens portulans de la Méditerranée marquent sous le nom de *Porto Pisano*, *Port Pisam*, entre l'embouchure de l'Arno et Piombino (3).

Antonio da Uzzano, ou l'auteur du périple de la navigation au quinzième siècle qu'il a joint à son ouvrage, précise la position de ce port, dont les géographes italiens semblent eux-mêmes avoir perdu la trace et ne plus retrouver la situation (4).

(1) *Della Mercatura*, ap. Pagnini, t. III, p. xxi.

(2) Muratori, *Script. ital.*, t. XVII, col. 1204. Du Cange, *Gloss.* v° *Palescarmus*.

(3) Voy. les portulans mss. des Pizzigani, de Vesconte, etc., à la Biblioth. royale, et l'Atlas catalan de 1375, publié par M. Buchon (*Notices et extraits des Manuscrits*, t. XIV, p. 55, 95, cartes 1 et 2).

(4) Il me semble que ni Roncioni, l'historien de Pise, ni son savant éditeur, M. Bonaini, n'ont touché cette question, que Muratori a aussi, je crois, laissée entière. Voyez *Istorie Pisane* di Raffaello Roncioni, con illustrazioni di Francesco Bonaini; Firenze, 1844-1845. Tome VII de l'*Archivio storico italiano*, publié par M. Vieusseux.

« Du Port Pisan à la ville de Pise, nous dit Uzzano, il y a par
 « terre seize milles vers maestro (c'est-à-dire vers le nord-
 « ouest); du port à l'embouchure de l'Arno, il y a huit milles
 « vers scilocco, ou le siroc (le sud-est); enfin du Port Pisan à
 « Piombino, il y a soixante milles, entre le siroc et le midi (1). »
 Le compas à la main, en cherchant Port Pisan d'après ces distances, on est forcé de placer la pointe sur Livourne (2), excellent port, qui était bien à même de solliciter les Pisans à s'y établir. Les monuments géographiques du moyen âge ne me fournissent aucun argument contre cette attribution, et je trouve au contraire des témoignages en sa faveur, dans cette circonstance qu'aucun de ces monuments ne mentionne le nom de Livourne, nom moderne, qui n'a été peut-être en usage qu'après la décadence de la république de Pise et de Porto Pisano. La fortune commerciale de Livourne fut peut-être une sorte de renaissance; on sait qu'elle date seulement de la fin du seizième siècle et du règne de Ferdinand I^{er}, grand-duc de Toscane.

Le prix du nolis, dans notre charte, est fixé à 7 sous 8 den. 1/2 le quintal, en monnaie de Pise, pour le transport de la cargaison du Port Pisan à Bougie, où les nolisateurs voulaient se rendre directement (3). Moyennant ce prix, les propriétaires du navire faisaient effectuer à leurs frais, par l'équipage, les transports, les chargements et déchargements de marchandises que les bateaux comme les pariscalmes, les busses, les gondoles (4), allaient chercher dans l'Arno et conduisaient à Port Pisan. Ils accordaient en outre qu'en sus des marchandises payant le fret, quatre sacs ou ballots, destinés à ce qu'il semble à des distributions charitables, passeraient francs de port.

A mesure que les marchandises arrivaient à bord, on les pesait et l'écrivain du navire les inscrivait sur son registre, *cartularium*, *quaternus*, au nom de chacun des expéditeurs. Ces frais étaient compris et soldés par le prix de nolis, suivant la coutume de Pise (5).

(1) *Compasso a navigare dall' uno stretto all' altro*. A la suite de la *Mercatura*, tome IV de Pagnini, pag. 210.

(2) Il y a seulement, en droite ligne, une distance trop forte entre Port Pisan et Piombino; mais on peut retrouver les 60 milles dans les sinuosités de la côte, qui est en cet endroit très-enfoncée.

(3) Art. 8.

(4) Cf. art. 2, 9.

(5) Art. 9.

Il était encore convenu que si les négociants chargeurs voulaient, suivant l'usage très-fréquent de ce temps (1), accompagner leurs marchandises ou les faire suivre d'un facteur, ils le pourraient, sans avoir rien à ajouter en sus au prix de nolis, ni pour eux ou leurs gens, ni pour leurs bagages; à cette condition, toutefois, qu'ils ne prendraient parmi leurs effets nulle marchandise dont ils voulussent faire un objet de négoce (2).

Une clause à remarquer (3) interdisait le transport en Afrique des marchandises prohibées : *Et quod nullum havere debet in ipsa navi caricabunt*. Le document ne précise pas davantage les objets ainsi prohibés; mais il est probable que les contractants voulaient parler des armes et du fer, dont le saint-siège avait dès le douzième siècle défendu la vente aux Sarrasins, par des constitutions que renouvelèrent fréquemment les princes et les papes dans les siècles suivants (4). Ces prohibitions concernaient surtout les Arabes d'Égypte et de Syrie; elles s'étendaient moins expressément aux Arabes de l'Afrique occidentale, appelée alors le Maghreb; mais elles ne furent fidèlement observées en aucun pays par les armateurs chrétiens (5). Toutefois la stipulation émanant ici des affréteurs, et semblant être prise comme une garantie vis-à-vis des propriétaires du navire, il est probable qu'ils voulaient, au moins pour cette fois, observer eux-mêmes les ordonnances apostoliques.

Les marchandises chargées et inscrites, les approvisionnements terminés, on faisait jurer à l'équipage, particulièrement à l'écrivain, au camérier, garde-magasin ou arrimeur, et au pilote, d'observer toutes les conditions du contrat (6), de défendre la cargaison et le navire s'il venait à être attaqué; puis, à moins d'empêchement du temps ou de Dieu, comme il est dit, on devait mettre à la voile au plus tôt.

Arrivé à Bougie, l'écrivain délivrait les marchandises aux chargeurs ou à leurs subrécargues, suivant les quantités inscrites en leur nom sur son registre; l'équipage les débarquait; les

(1) Voy. les observations de M. Pardessus, préface au t. II de la *Collection de lois maritimes*, p. civ.

(2) Art. 4.

(3) Art. 6.

(4) Voy. *Assises de Jérusalem*, t. II, p. 45, et Raynaldi, t. XX et suiv. aux tables.

(5) Voy. *Biblioth. de l'Éc. des Chartes*, 2^e série, t. II, p. 329.

(6) Art. 3 et 11.

ventes commençaient aussitôt ; les achats pour le retour se succédaient sans retard, car les négociants connaissent la valeur du temps et regrettent les moments perdus. Bougie, alors capitale d'un petit État indépendant, ville riche, très-peuplée, très-grande (1), pouvait ne pas être un lieu de relâche sans agrément ; mais on ne laissait pas trop de loisir à l'équipage pour en profiter. Dans les dix jours qui suivaient leur arrivée à Bougie, au plus tard, et après le débarquement des marchandises, il fallait que les matelots songeassent à l'embarquement des retours, à destination du Port Pisan. Le chargement devait être en somme, pour les co-expéditeurs de Gui Sampanti, de 2,500 quintaux, et l'article 7 fait connaître en détail le poids maximum que s'était réservé d'embarquer chaque intéressé.

Les mêmes soins, les mêmes conditions, présidaient au retour. Les marchands payaient, comme à la première traversée, 7 sous 8 deniers 1/2 par quintal ; ils avaient droit aux mêmes faveurs ; seulement, comme les chargements de rentrée se composaient peut-être de marchandises encombrantes, et que le capitaine ou les armateurs propriétaires de la nef profitaient probablement de l'occasion pour faire des exportations à leur compte, les nolisateurs avaient stipulé qu'en ce cas particulièrement, l'équipage devrait veiller à ce que, dans le chargement, l'entrepont et l'arrière du bâtiment restassent libres, pour eux et leurs employés ou serviteurs. Les personnes qui ont eu l'occasion de naviguer sur des navires marchands, savent s'il est essentiel d'exiger et de maintenir cette clause. Les capitaines, gens fort entendus dans l'emménagement intérieur de leur bord, voudraient profiter de tous les coins pour y mettre des marchandises ; et une fois le prix du passage convenu, ils remplaceraient volontiers les passagers par des ballots.

La cargaison enfin complétée, le *Bonaventure* devait revenir sans se détourner de sa route au Port Pisan. Là, le débarquement s'opérait par les soins des matelots ; et tant qu'il n'était pas terminé, les trois quarts de l'équipage et le pilote devaient rester à bord (2). Mais les négociants ne recevaient leurs marchandises qu'après avoir acquitté le nolis de retour, ou donné

(1) M. Lieussou, ingénieur hydrographe de la marine, attaché longtemps aux relevements nautiques de la côte d'Afrique, m'a dit qu'il existait, au delà des murs actuels de Bougie, des ruines d'une ancienne enceinte arabe très-étendue.

(2) Art. 13.

caution pour le payement (1). Il est probable que le prix du fret de la première traversée du Port Pisan à Bougie se réglait seulement alors.

Il nous reste un mot à dire pour compléter notre document, et savoir quelles étaient, d'une part, les marchandises que Gui Sampanti et ses co-chargeurs envoyaient en Afrique ; d'autre part, quelles étaient celles qu'ils retiraient de Bougie pour les transporter à Pise. Le contrat en dit peu de chose, et nous ne pouvons le compléter que par conjecture. Cependant nous ne ferons qu'une supposition fondée sur de nombreuses analogies, constatées par des documents certains, mais qu'il serait trop long de citer, parce qu'ils sont la plupart manuscrits, en disant que les importations de Gui Sampanti et de ses compatriotes devaient consister probablement en étoffes, en draps de couleur, en métaux précieux, en bijoux, en verroteries, en ustensiles, et quelques autres objets d'industrie que l'Italie pouvait fournir aux besoins très-restreints, du reste, des Arabes.

Ils exportaient de Bougie, outre la laine et les cuirs frais dont il est question dans le document, et qui devaient former la cargaison principale du *Bonaventure*, quelques maroquins, des écorces tanniques, quelques tapis, du plomb, de l'ivoire, peut-être de la poudre d'or, quelques ouvrages de sparterie, de la cire et de l'huile ; tous objets produits ou fournis par Bougie et les pays environnants, que cultive une race d'Arabes actifs, industriels et agriculteurs. L'homme expérimenté qui avait formé le dessein d'étendre notre autorité sur ce grand et fertile district de la Kabilie, savait bien quels devaient être les avantages de son entreprise.

10 août 1264, à Pise.

In eterni Dei nomine amen.

Ex hujus publici instrumenti clareat lectione, quod Bonaventura Danielis quondam Bonaccursi, Franciscus quondam Burgundii Jadi et Baudinus Maschione quondam Ildebrandi? et quisque eorum in solidum, naulegiando et pignorando navim dictam *Bonaventuram*, sanctum (2) concordium sub infrascriptis pactis et conventionibus, per stipulationem convenerunt et promiserunt Guidoni Sampantis, Feo Guietis, Ugolino Balbo et Jacobo Murcio, mercatoribus pro se et pro

(1) Art. 16.

(2) Pour *sancitum*.

curatoribus infrascriptorum mercatorum ad hec, ut in seceda (1) inde a Bartolomeo Musio notario rogata continetur, procuratorio nomine pro eis, pro subscriptis partibus recipientibus :

1 (2). Quod dictam navim habebunt bene conciam (3), calcatam, preparatam et fornitam duobus arboribus bonis, sanis, integris, fornitis parsiis (4) et omnibus oportunis munitionibus; duobus temonibus bonis, sanis et integris fornitis omnibus necessariis; octo petiis antennarum; velis septem bonis et sufficientibus; aguminis (5) decem et septem bonis et sufficientibus, quarum duas novas ement antequam dicta navis collet de Portu Pisano; ancoris quindecim fornitis omnibus oportunis; una barca de pariselalmo et una gondula, fornitis et omnibus aliis oportunis; et balistis duabus a lieva (6) et aliis sex balistis ligni fornitis omnibus necessariis et lanceis et battarolis sufficientibus et omnibus aliis corredis, furnimentis apparatus, munitionibus et instrumentis necessariis et sufficientibus pro subscripto viadio faciendo; et marinariis triginta sex in arte maris edoctis sufficienter et convenienter armatis; inter quos erunt naulierius et scribanus (quod naulierius sit ad voluntatem dictorum procuratorum); et ultra superscriptum numerum famulis sive fantibus sex qui facient omnia servitia necessaria dicte navi.

2. Et cum superscripta navi (7) sic preparata et furnita et cum omnibus superscriptis hominibus et furnimentis erunt parati collare, et collabunt de portu Pisano pro infrascripto carico, reducendo hinc ad decem dies proximos, exeunte presente mense augusti. Et quod antequam collent, recipient a preditis et infrascriptis mercatoribus et eorum sociis res et merces eorum quas a Pisis Bugeam mittere voluerint, et eas in dicta navi caricabunt et collocabunt. Et quod antequam collent, ponent, expensis dicte navis, plactas (8) vel bussos (9) in Arno, pro

(1) Dans la minute.

(2) Nous avons cru devoir séparer ce document en alinéa, et ajouter des numéros à ses articles.

(3) En bon état.

(4) Filets?

(5) Câbles pour les ancres.

(6) *Balistis a lieva, battarolis*, etc. Le glossaire nautique de M. Jal expliquera sans doute tous ces mots.

(7) *Sic*, pour *navis*. Nous ne mettrons pas ce signe après tous les mots ou toutes les expressions de forme vulgaire que le notaire employait dans sa rédaction; nous reproduisons exactement la charte.

(8) Ou *plattas*, espèce de barque.

(9) La *busse* n'était donc pas toujours un gros navire (cf. du C., Gloss., et Jal, t. II,

recipiendo res et merces dictorum mercatorum deferendas ad Portum Pisanum et caricandas in dicta navi.

3. Et quod etiam antequam collent, facient jurare socios et marinarios qui in ea ituri sunt et stivatorem (1) et naclerium facere et observare omnia et singula suprascripta et infrascripta.

4. Et quod suprascriptas res et merces deferent pro naulo consueto, salvo quod mercatores predictos pro quibus fit hec locatio et eorum socios qui in dicta navi ire et redire voluerint et eorum potta (2), arnenses, conductiles, qui non reducerentur mercantiliter, sine naulo portabunt et reducent. Et dictas res et merces, ut dictum est, portabunt secundum quod consuetum est, recipiendo predicta apud lappulam (3).

5. Et quod postquam dicta navis pervenerit in portu Bugee, ipsas res et merces in terra ponent vel facient poni et reddent eis per apertum scriptum, sicut per scriptum eas receperint.

6. Et quod nullum havere deveti in ipsa navi caricabunt.

7. Et quod infra decem dies proximos ex quo dicta navis in portu Bugee pervenerit, incipient caricare et caricabunt dictam navim et recipient a predictis vel pro predictis et infrascriptis mercatoribus danti-bus ipsum caricum assidue et sufficienter et commode, ita quod rerum caricum compleant recepisse ab inde ad mensem proximum, videlicet cantaria vel cantariatas haveris et mercium duo milia quingenta; ita quod tertia coperta (4) et puppis superior (5) dicte navis remaneant expedite pro mercatoribus reversuris in dicta navi et pro eorum arnensibus reducendis, scilicet : pro suprascripto Guidone cantaria ducenta quindecim, pro dicto Feo cantaria nonaginta, pro dicto Ugolino cantaria centum triginta, pro dicto Jacobo cantaria centum, pro Brevenato Brigasneno cantaria ducenta quinquaginta, pro Matheo Ciaffo cantaria centum sexaginta, pro Guidone Pancia cantaria centum triginta quinque, pro Jacobo Salmuli cantaria nonaginta, pro Fulcherio Artocti cantaria quadraginta, pro Betto Papa cantaria nonaginta, pro Alberto Sciorta cantaria centum, pro Ildebrando de Doana cantaria centum,

p. 249), puisqu'il y avait des bâtiments ainsi nommés qui remontaient l'Arno jusqu'à Pise, pour porter ensuite les marchandises à bord des navires et des galères réunies au Port Pisan.

(1) L'arrimeur ou préposé qui veillait à l'arrangement et à la conservation des marchandises à bord du navire.

(2) Ustensiles. Du Cange, v° *Potus*.

(3) Sous la couverture.

(4) Le dernier pont ou tillac.

(5) L'arrière du bâtiment.

pro Benencasa Pontii cantaria quinquaginta, pro Michaelae quondam Jacobi Pictorii cantaria quadraginta, pro Bottaccio Sciorta cantaria quadraginta, pro Guidone medico cantaria quinquaginta, pro Dato Rustichelli cantaria quinquaginta, pro Rainerio Sciorta cantaria sexaginta, pro Alberto Rubeo cantaria triginta, pro mercatante de sancta Cecilia cantaria quinquaginta, pro Guidone Rogerii cantaria viginti, pro Ugolino Sciorta cantaria nonaginta, pro Henrico Villano cantaria quinquaginta, pro Bonajunta Bonapese cantaria centum, pro Vanni de Vivaldo cantaria quinquaginta, pro Michaelae Ingurdi cantaria quinquaginta, pro Albithello Passo cantaria quinquaginta, pro Gerardo Scaccia cantaria quinquaginta, pro Ugolino Bandi cantaria quadraginta, pro Fario Margatti cantaria octuaginta et pro Rainerio Arcario cantaria quinquaginta.

8. Pro naulo cujuscunque cantarii vel cantariate dicti carici solidos septem et denarios octo et dimidii Pisanorum minutorum solvendo ut inferius continetur. Salvo quod sine naulo reducent quattuor saccos vel fascies haveris pro opere misericordie distribuende ad provisionem dictorum procuratorum vel unius eorum.

9. Et quod recipient vel recipi facient ad eorum custodiam et expensas dictorum mercatorum secundum consuetudinem dicti portus predictum havere deferendum ad ipsam navim. Et quod custodient salvabunt et defendent predictum havere et portabunt ad dictam navim et in ea caricabunt, collocabunt et stivabunt bene diligenter et commode.

10. Et quod dictum caricum recipient in dicta navi per apertum scriptum pro suprascriptis mercatoribus et sociis, secundum divisionem predictam et etiam ad justum et rectum pondus faciendum per communem pesatorem super hoc a partibus ordinandum, cui satisfiat a dicta navi. Quod quidam pondus ex quo factum fuerit scribatur per scribanum ipsius navis in cartulario dicte navis.

11. Qui scribanus, nauclerius et camerarius jurent ad sancta Dei evangelia custodire, salvare et defendere navim et ejus correda (1) et caricum, nullam ibi fraudem committendo, vel malitiam. Et quod in dicta navi ad stivam (2) battent vel batti facient duos buctos (3) per singulam pilam et non plus videlicet duos ad lanam et unum ad buldrones (4) sine malitia; ita quod quilibet saccus lanæ remaneat per

(1) Ses provisions et ses agrès.

(2) Dans l'arrangement ou arrimage des marchandises.

(3) Ouvertures.

(4) *Buldrones* ou *Boldrones* désigne bien une espèce de marchandise, et ce passage,

longitudinem palmis octo de carina. Et si ultra batterent, debet dari naulum pro quolibet cantari vel cantariata dicti carici soldorum sex denariorum Pisanorum minutorum et pacto hinc inde habito. Et de residuo dicti nauli suprascripti patronis navis in ipso casu predictos mercatores et eorum heredes et bona liberant et absolvunt.

12. Et quod ex quo dictum caricum traditum, receptum et collocatum fuerit in predicta navi, cum ipsa navi et carico quam citius sine fraude poterunt redibunt in Portum Pisanum. Et postquam in Portu Pisano pervenerint, havere discaricabunt apud portum dicte navis, expensis ipsius navis. Et quod pro aliquo corredo (1) suprascripta navi, aut alia occasione, eundo vel redeundo havariam aliquam (2) aut aliquid pro havaria non petent vel vellent aut volli permittant. Et quod non petent vel exigent naulum nisi tantum de rebus et mercibus quas in Portu Pisano dictis mercatoribus renuntiaverint et apignaverint.

13. Et quod si aliquis marinarius dicte navis eundo vel redeundo quocumque casu deficeret, eum quam citius poterunt recuperabunt sine aliqua havaria. Et simile facient si aliquod corredum dicte navis perderetur vel maganiaretur (3). Et quod ad dicta navi non permetterent separari marinarios, quando semper sint ibi tres partes marinariorum et naucelerius, quousque dicta navi in totum discaricata fuerit. Et quod faciet scribi in quaterno dicte navis res et merces dictorum mercatorum, eundo et redeundo et eas per scriptum restituent.

14. Et quod pro eundo in suprascriptum viadium collabunt de Portu Pisano cum suprascripta navi et postquam collaverint, quam citius poterunt ibunt in portum Bugee pro recipiendo et reducendo suprascriptum caricum. Et quod viadium non mutabunt, vel aliquid aliud viadium facient aut aliquid caricum vel havere caricabunt vel reducent, aut caricari vel reduci facient, vel permittent aut patientur in dicta navi, nisi superfluum quod navis ipsa reducere poterit, donec primo dictum caricum pro quo reducendo hec navis acquiritur in ea reductum fuerit ad Portum Pisanum.

15. Et ita hec omnia predicta et singula firma tenere, facere et observare et contra non venire vel facere per se vel per alium aliquo

rapproché de ceux que cite du Cange, peut servir à préciser la signification de ce mot. Il désignait les peaux d'animaux ayant encore la laine ou les toisons, que les marchands d'Europe exportaient de la côte d'Afrique.

(1) Pour quelque approvisionnement ou fourniture.

(2) Payement extraordinaire. Cf. du Cange, v° *Avaria*.

(3) Était détérioré.

modo vel jure dictis procuratoribus pro se et suprascriptis mercatoribus, recipientibus suprascripto modo, per stipulationem convenerunt et promiserunt, nisi justo Dei aut temporis impedimento remanserint. Quo transacto, quam citius poterunt recuperabunt et predictam sine fraude complebunt, vel nisi quantum steterit parabola dictorum procuratorum, alioquin penam dupli predictorum et damnum et dispendium totum quod inde haberet et fieret dictis procuratoribus pro se et suprascriptis mercatoribus pro predictis partibus per stipulationem dare solvere et resarcire promiserint. Et se quemque eorum in solidum et eorum et cujuscumque eorum heredes et bona omnia in solidum dictis procuratoribus et mercatoribus et eorum heredibus pro suprascriptis omnibus obligaverunt. Renuntiando beneficio epistole divi Adriani et novarum constitutionum et omni juri eis vel alicui eorum contra predicta competentem.

16. Quapropter dicti procuratores pro se et procuratorio nomine, pro suprascriptis mercatoribus pro predictis partibus per stipulationem convenerunt et promiserunt suprascriptis Bonaventure, Francisco et Baudino quod predictum caricum dabunt et tradent sive tradi facient et dedisse complebunt predicto modo, infra predictum terminum, ut statutum est. Et quod pro naulo cujuscumque cantarii vel cantariate haveris in Portum Pisanum reducendi dabunt et solvent ipsis patronis aut eorum heredibus sive certo nuntio vel cui preceperint aut uni eorum vel camerario dicta navis, ita quod uni eorum sive dicto camerario solutione facta, liberatio contingat. Et hec seceda in eo quod pro eis est ejus parabola cassetur, soldos septem et denarios octo et dimidium denariorum Pisanorum minutorum in denariis aut auro vel argento et non in alia re, contra eorum voluntatem. Salvo quod supra dicitur de naulo soldorum sex denariorum dictis.... (1) pro quolibet cantare vel cantariata, in casu predicto; et salvo quod supra dicitur de quattuor saccis vel fascibus sine naulo reducendis. Quod naulum soldorum septem et denariorum octo et dimidii quod suprascriptum est de naulo soldorum sex et dictis quattuor saccis vel fascibus solvent sive dictum caricum traditum fuerit sive staret per dictos mercatores quominus traderetur infra octo dies proximos ex quo dicta navis in Portu Pisano discaricata fuerit et dictum caricum assignatum fuerit dictis mercatoribus vel eorum certo nuntio in Portu Pisano, dummodo antequam restitutio dicti carici fiat infra ipsum terminum octo dierum prestetur idonea cautio banci sive bancorum de ipso naulo ut supra dicitur solvendo.

(1) Lacune : *in dictis denariis?*

17. Que omnia predicta et singula observabunt nisi justa Dei et temporis impedimento remanserit, quo transacto quam citius poterunt recuperabunt et predicta sine fraude complebunt vel nisi quantum . . . (1) parabola dictorum patronorum suprascripta navis. Alioquin penam dupli suprascripti nauli et dampnum et dispendium totum quod inde haberetur et fieret dictis patronis per stipulationem suprascripto modo dare solvere et resarcire promiserunt. Et se dicti procuratores pro se et eorum heredes (2) et bona et etiam se procuratorio nomine pro suprascriptis mercatoribus et eos et eorum heredes et bona omnia ipsis patronis et eorum heredibus pro suprascriptis omnibus obligaverunt, renuntiando omni juri eis contra predicta competenti.

Actum Pisis, in ecclesia sancte Margarite (3), presentibus Pantonerio notario filio Bencivennis et Occulino Pellipario de sancto Bartholomeo de Pecciis quondam Rolandi, testibus rogatis, Dominice incarnationis anno millesimo ducentesimo sexagesimo quarto, indictione prima, quarto idus augusti.

Ego Braccius, Bonifati quondam filius, imperialis aule, judex ordinarius et notarius, predicta omnia a suprascripto Bartholomeo Musso notario rogata, ut in ejus scedis inveni ita quia, sua parabola et mandato scripvi atque firmavi.

(1) Lacune.

(2) Sic.

(3) Au dedans ou au dehors, car l'église servait souvent de sanctuaire aux juges et aux notaires. Ils s'asseyaient dans les bas côtés, sous le porche ou sur les degrés extérieurs : *placita prope columnas sive pileria ecclesie*, lit-on dans un arrêt du parlement, de 1310 (*Olim*, t. III, p. 598, LXXXIX). Le 25 avril 1260, le camérier de l'archevêque de Pise donne quittance à l'envoyé du curé de Sainte-Marie de Tunis du cens annuel de 10 livres pisanes qu'il devait à l'archevêque. La charte est ainsi datée : *Actum Pisis, in scala ecclesie sancti Petri ad vincula*. (Archives de l'archevêché de Pise, Reg. de l'an 1260.)

EXTRAITS

DU

TRÉSOR DES CHARTES.

II (1).

Nous avons déjà donné à nos lecteurs (2), et nous comptons leur donner encore par la suite, quelques pièces détachées pouvant servir à l'histoire des mœurs et de la langue aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. La plupart sont tirées de la belle et riche collection connue sous le nom de *Trésor des Chartes*.

Le Trésor des Chartes, véritable trésor en effet pour notre histoire, comprend deux parties distinctes : les *Layettes* et les *Registres*. Dans un des volumes précédents (1^{re} série, t. IV, p. 354), l'un de nos confrères a donné quelques renseignements sur les *Layettes* ; on nous permettra aujourd'hui de dire en deux mots ce que sont les *Registres*, avant d'en extraire la petite pièce qu'on lira plus bas.

Ces registres précieux sont au nombre de 268, et ne renferment pas moins de 150,000 pièces, à partir, au moins d'une manière non interrompue, du règne de Philippe le Bel jusqu'à celui de Charles IX (3). C'est là, à coup sûr, la plus riche collection de chartes qui existe. Mais ce qui lui donne encore plus de prix, c'est la nature même des pièces qu'elle renferme. En effet, en dehors de celles que l'on peut dire d'un intérêt général, et qui se rapportent soit aux villes, soit à la noblesse, soit aux corps et métiers, soit aux corporations religieuses, elle contient encore, et c'est même là sa partie la plus nombreuse, une foule de pièces désignées sous le nom de Lettres de rémission et de Lettres d'absolution, qui, on le pressent d'avance, contiennent mille curieux détails pour la vie privée. C'est là, si on peut ainsi parler, une sorte de *Gazette des tribunaux* du temps.

(1) Voyez ci-dessus, 1^{re} série, t. IV, p. 354.

(2) 1^{re} série, t. IV, p. 359 ; t. V, p. 482. — 2^e série, t. II, p. 371 ; t. III, p. 63, 335.

(3) Ces registres, pour la conservation desquels on n'avait rien fait depuis bien longtemps, ont été, depuis peu, magnifiquement reliés. C'a été l'un des premiers soins du garde-général actuel. On aime à voir ainsi le savant aimer jusqu'aux côtés matériels de la science.

Dans toutes les lettres de rémission, quelles qu'elles soient, on trouve quelques faits intéressants à recueillir : c'est tantôt le récit d'une fête ou d'un jeu, tantôt la mention d'un pèlerinage, ou bien quelque échauffourée populaire. Nobles, prêtres, bourgeois, marchands, artisans, laboureurs, tous passent, parlent, agissent, avec leurs habitudes, leurs passions, leurs préjugés et leur langage, dans cette grande route du genre humain qu'on appelle l'histoire.

La pièce qui suit (1) est un petit tableau de mœurs, une miniature, où se sont peints eux-mêmes dans un langage expressif les jeunes gens attachés à la chancellerie du roi Louis XI.

C'était à Tours, au commencement de l'année 1470. Sept à huit compagnons et clercs suivant la chancellerie du roi soupaient ensemble dans une maison qui était probablement celle de leur chef. Après le repas, deux d'entre eux, Gilbert le Danceur et Jean de Costes, se prirent de querelle à propos de femmes, et le premier, qui était le provocateur, reçut à la tête un coup dont il mourut deux jours après. L'autre commença par s'enfuir, et il fit prudemment; car Gilbert, se sentant frappé à mort, l'avait menacé de *faire sa sauce* auprès de ses parents et de M. le chancelier; mais, grâce à ces coupables accommodements auxquels se prêtait la justice moyennant finance, Jean de Costes obtint une lettre de rémission; on lui défendit, pour toute punition, de se représenter de deux ans à la chancellerie.

Comme pièce littéraire, cette charte de rémission est un morceau de prix pour le fini des détails, le naturel et le coloris.

Loys, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à tous présens et à venir, nous avoir receu l'umble supplicacion de Jehan de Costes, jeune clerc aagé de xxvii ans ou environ, contenant : que le mercredi devant karesme prenant derrenier passé, ledit suppliant et Gilbert Le Danceur soupèrent en l'ostel de maistre Glaude Sillon (2), en nostre ville de Tours; ouquel hostel estoient plussieurs compaignons et clers suyvens nostre chancellerie, comme : Regnault Genest, Estienne de Rousseville, et ung nommé Colin, serviteur dudit seigneur de Maupas (3).

(1) Archives du royaume, Trésor des Chartes, registre coté J, 196, pièce 211.

(2) Un Charles de Sillons avait épousé en 1460 une fille bâtarde de Louis XI. Voy. le P. Anselme, t. I, p. 122 E.

(3) *Dudit seigneur de Maupas*. Ces mots semblent se rapporter à Glaude de Sillon; mais on ne trouve pas, dans le P. Anselme, de seigneurs de Maupas ayant porté le nom de Sillon.

Et après que lesdiz compaignons eurent souppé ensemble paisiblement, ledit suppliant se leva de table, et pareillement ledit Le Danceur, et se seyrent sur ung banc, au long de feu. Et incontinent ledit suppliant alla dire ces parolles : « Par Dieu ! je suis malade », et adressa ses parolles à la femme dudit maistre Glaude Sillon, et dist : « Je vueil coucher céans, sans aller meshuy à mon logeys. » A quoy ledit Le Danceur alla dire audit suppliant ces mots : « Jehan de Costes, je vous cognoys bien ; vous cuidez pateliner et faire du malade pour cuider coucher céans, mais s'est pour chevaucher la chambrière de céans et la dame. » A quoy ledit suppliant respondit : « Il n'en est riens, je ne daigneroye. », Et de rechief dit, ledit Le Danceur, audit suppliant autres parolles bien villaines, et lui toucha de certain argent qu'il disoit que ledit suppliant avoit eu ou emblé chez Briçonnet (1) ; tellement que ledit suppliant lui dist : « Beau sire, tays-toy et ne me dis rien ; je suis gros de te battre. » Et, en disant ces parolles, ledit suppliant frappa d'un baston qu'il tenoit ledit Le Danceur sur la teste. Et ce fait, ledit Gilbert se leva et print ung cousteau en sa main, et dist audit suppliant qu'il le tueroit ; et encore lui dist ces mots : « Avant que tu sortes de céans je te paieray. » Et lors, sortit dehors de la chambre ledit Le Danceur disant : « Je m'en voie crier l'aide de la ville. » Et tantost après, sans faire autre chose, rentra icellui Le Danceur en ladite chambre, tenant le cousteau au poing, et disant tousjours qu'il tueroit ledit suppliant. Et lors, voyant ledit suppliant que icellui Danceur entroit dedans ladite chambre, comme dit est, frappa dudit baston ung coup sur l'oreille ledit Le Danceur, duquel coup il chancela. Et tantost après, icellui Le Danceur dist audit suppliant : « Traistre ! meurtrier ! tu m'as tué : je t'abilleray bien ; je te feray ta saulce demain envers monsieur le chancellier, et y meneray mon père, ma mère » et d'autres, qu'il alla nommer ; ensemble plusieurs autres parolles. Et ce fait ledit suppliant et Colin, serviteur dudit seigneur de Maupas, partirent de l'ostel. Et deux jours après ou environ, ledit Gilbert Le Danceur alla de vie à trespas. A l'occasion duquel cas, ledit suppliant, doubtant rigueur de justice,

(1) Probablement Guillaume Briçonnet, trésorier de Touraine, financier très-estimé de Louis XI, et qui devint plus tard principal ministre de Charles VIII.

s'est absenté du pais , etc. (1). Au bailli de Touraine , etc. Donné à Nostre-Dame de Selles en Poitou, ou moys d'avril , avant Pasques (2), l'an de grace mil cccc soixante et neuf, et de nostre règne le neufviesme. Pourveu que icellui De Costes ne suivra nostre chancellerie jusques à deux ans prouchainement avenir (3). Ainsi signé : par le roy, en ses requestes : *Toustain*. Visa, contentor (4), *J. Duban*.

(1) Les *etc.* sont dans le texte. Ces abréviations des formules dans les transcriptions sur les registres de la chancellerie deviennent d'usage général au quinzième siècle, où nous sommes.

(2) Ou moys d'avril *avant Pasques*. C'est-à-dire, avant le 22 avril, qui fut le commencement de l'année 1470.

(3) Cette condition mise à la grâce accordée est ici une circonstance à remarquer. On en trouve d'assez fréquents exemples dans nos registres. Quelquefois elle est beaucoup plus sévère, par exemple, un an, deux ans de prison, au pain et à l'eau. D'autres fois, c'est un simple pèlerinage.

(4) Le mot *contentor* indique que les droits de chancellerie ont été acquittés. *Toustain* est un maître des requêtes, et *Duban* un notaire secrétaire du roi.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

ÉTUDES SUR LE PASSÉ ET L'AVENIR DE L'ARTILLERIE, *par le prince Napoléon-Louis Bonaparte. Paris, 1846; tom. I, xxviii et 388 p. in-4°, 10 planches.*

« La prison n'a pas nui aux gens d'étude », disait Vigneul-Marville, qui citait à ce propos les noms de Boèce, de Buchanan, de Grotius, de Pélisson, etc., auxquels il serait facile d'en joindre beaucoup d'autres; car depuis Voltaire jusqu'à Linguet, les chambres de la Bastille servirent de cabinet de travail à la plupart des gens de lettres du siècle dernier. De nos jours, c'est encore pendant une longue captivité au château de Ham que le prince Louis Bonaparte a pu terminer le premier volume de l'important ouvrage que nous annonçons, et dont il explique en ces termes le plan et le but :

« Il y a plus de cinq siècles, dit-il dans son avant-propos, que les armes à feu parurent pour la première fois en Europe. Depuis cette époque, le perfectionnement de ces armes n'a pas cessé d'être l'objet des travaux de la science et de la sollicitude des gouvernements. Quelle est la série des progrès réalisés jusqu'à nos jours dans l'art de lancer des projectiles au moyen de la poudre? Quelle influence ces progrès ont-ils exercée sur l'art de la guerre et sur la société elle-même? Par quels moyens ont-ils été obtenus? Enfin, quels sont les projets réalisables dans un avenir prochain? Telles sont les questions que je me suis proposé de traiter? »

L'auteur, dans ce premier volume, s'est borné à tracer un précis historique de l'influence des armes à feu sur le champ de bataille. S'occupant d'abord de l'art militaire avant l'invention de la poudre à canon, il décrit avec soin les machines de guerre, les armes et l'organisation des troupes au quatorzième siècle. Après avoir montré comment les triomphes des archers anglais sur notre gendarmerie amenèrent peu à peu de profondes modifications dans nos armées, il expose les réformes opérées par Charles VII, créateur des compagnies d'ordonnance et des francs-archers, et passe enfin à l'apparition de l'artillerie, qui ne commença à jouer un rôle important qu'au milieu du quinzième siècle. La chevalerie et l'infanterie se retrouvent encore en présence dans les luttes de Charles le Téméraire contre les Suisses, qui, depuis leurs victoires à Granson et à Morat jusqu'à leur défaite à Marignan, deviennent la terreur de l'Europe; et, disons-le en passant, l'une des parties les plus neuves et les plus intéressantes du livre est sans contredit le chapitre où l'auteur, s'appuyant sur des documents peu connus, a retracé la puissante constitution militaire de cette nation, et l'influence qu'elle exerça sur les peuples voisins.

Au seizième siècle, la tactique se modifie pour résister aux gros bataillons de piquiers, qui décident du sort des combats. Les armes à feu rem-

placent l'arc et l'arbalète ; la cavalerie les adopte à son tour, et abandonne peu à peu la lance et les armes défensives. En France, les guerres de religion, qui décimèrent la noblesse, entretiennent l'esprit belliqueux de la nation ; mais, dégénéralant le plus souvent en guerres de partisans, elles désorganisent les armées, anéantissent la discipline, et font tomber en oubli les règles de la stratégie. A l'étranger, au contraire, les guerres des Pays-Bas, et plus tard la guerre de Trente Ans, créent des armées redoutables et de grands capitaines, dont le plus illustre, Gustave-Adolphe, sut donner à toutes les parties de l'art militaire un haut degré de perfection.

Tel est, en deux mots, l'aperçu général des matières traitées par l'auteur des *Études*. Maintenant traçons, d'après lui, une rapide histoire de l'artillerie.

Suivant les documents connus jusqu'à ce jour, c'est à l'année 1339 que remonte, en France, le premier emploi du canon. Les Anglais en firent usage à Crécy, où, suivant l'auteur, ils en avaient trois, qui ne firent qu'une seule décharge. Cette assertion, à ma connaissance, n'est appuyée sur aucun texte, et elle est, au contraire, contredite par Villani, qui parle, en termes précis, du ravage que les pièces ennemies occasionnèrent dans les rangs de la chevalerie française.

Ces premiers canons, d'un très-petit calibre, étaient en fer forgé, ou quelquefois même, comme semble l'indiquer un passage de Pétrarque, en bois cerclé de fer. Ils étaient portés sur des charrettes, et pour les tirer on les posait sur des chevalets. Ils se chargeaient par la culasse, et la plupart du temps on y mettait le feu au moyen d'un fer chauffé. A la fin du quatorzième siècle, l'artillerie de campagne consistait principalement en *ribaudeaux* ou *ribaudequins*, espèce de charrette sur laquelle était placé un assemblage de petits canons, disposés sur un ou plusieurs rangs, et quelquefois en nombre très-considérable. Ainsi, il y en avait 144 sur chacun des *ribaudequins* que Scaliger fit construire en 1387. Cette machine, que par la suite on nomma *orgue* à cause de sa forme, fut à diverses reprises donnée comme une invention nouvelle. On la voit encore figurer, en 1622, à la bataille de Wimpfen.

Dès la fin du quatorzième siècle, l'artillerie de siège avait atteint des dimensions énormes. La bombarde employée par les Gantois au siège d'Oudenarde, en 1382, avait, au dire de Froissart, 53 pouces de bec. En 1450, on vit figurer au siège de Caen vingt-quatre canons, dont l'ouverture était si large, qu'un homme, dit Amelgard, aurait pu s'y asseoir la tête droite. Il fallut bien des années d'expérience avant que l'on pût se résoudre à renoncer à ces pièces monstrueuses.

On peut juger de la multiplicité des calibres par la variété des noms donnés aux bouches à feu. Ainsi, on trouve mentionnés des bombardes, des bricoles, des veuglaires, des serpentines, des coulevrines, des basilics, des sacres, des fauconneaux, des courtauts, des passe-volants, des bâtarde, des moyennes, etc. Quant aux projectiles, c'était pour les grosses pièces des boulets de pierre, et pour les autres des flèches, des balles de plomb,

des cailloux , des briques , de la ferraille , des pièces de bois , des boîtes à mitraille , des matières incendiaires , etc.

Sous Louis XI , l'artillerie française commença à acquérir une supériorité que depuis elle a presque toujours conservée. Ce prince , qui « faisait ses armées si grosses qu'il se trouvoit peu de gens pour les combattre , étoit , dit Comines , bien garni d'artillerie mieux que jamais roy de France. » L'artillerie de son rival , le duc de Bourgogne , étoit formidable. Suivant Olivier de la Marche , « il se pouvoit aider en bataille de 300 bouches d'artillerie , sans les harquebuses et les coulevrines , dont il en avoit sans nombre. » Au siège de Neuss , on voyait dans son armée 9 grosses bombardes de fer , 8 de cuivre , 10 courtauts , 115 serpentines de fer , 6 de cuivre , 66 serpentines rondes , 15 serpentines pesant chacune 4,000 livres , etc.

L'artillerie que Charles VIII traîna au delà des Alpes frappa de terreur les Italiens. Elle se composait de « 140 grosses pièces , de 1,000 bâtons à feu et de 200 grosses bombardes. » Ces chiffres n'ont pas paru assez considérables à quelques écrivains modernes , qui ont compris au nombre des bouches à feu 6,200 *vastardeurs* , mot que le prince Louis a parfaitement démontré être le même que *gastardours* , et désigner les pionniers attachés à l'armée.

Quelques années plus tard , le duc de Ferrare avait une magnifique artillerie , qui fut d'un puissant secours aux Français. « J'ai vu , dit Jean d'Auton , appartenant à ce gentil prince , dedans deux granges , bien trois cents grosses pièces , et croy que tous les princes d'Italie ensemble n'en avoient point tant que luy seul. »

La grande supériorité de notre artillerie , dans la première moitié du seizième siècle , provenait surtout , comme l'a fait remarquer Paul Jove , de l'excellente organisation du personnel , et de la libéralité avec laquelle les rois pourvoyaient à toutes les dépenses nécessitées par l'entretien du matériel , dépenses énormes à en juger par le fait suivant : « Aux sièges de Dampviller et d'Ivoy , qui endurèrent des milliers de coups de canon , nous calculâmes , dit Vigenère , qu'il n'y eut coup , toutes choses comptées pour deux ou trois mois que dura cette expédition , qui ne revînt à plus de deux ou trois cents écus. »

Parmi les perfectionnements que cette arme avait reçus chez nous , il faut encore compter la réduction du nombre des calibres. Sous Henri II , il n'y en avait plus que huit : c'étaient ceux de 80 livres , de 42 , de 24 , de 15 , de 7 , de 2 , de 1 , et de 14 onces. De Charles IX à Henri IV , ils furent réduits à six , savoir : de 33 , 16 , 7 1/2 , 2 1/2 , 1 , 3/4. Sous Louis XIII , on y ajouta les calibres de 12 et de 24.

Charles-Quint , qui « avoit expérimenté la confusion d'un trop grand nombre de pièces » , apporta de grandes améliorations dans l'artillerie allemande et espagnole. Les douze canons qu'il fit fondre à Malaga pour son expédition de Tunis , et que l'on appela les *Apôtres* , servirent longtemps de modèle ; leur calibre étoit connu sous le nom de *calibre d'empereur*.

Jusqu'à la guerre de Trente Ans, le matériel était si défectueux et si compliqué, que le tir des pièces était excessivement lent. En 1509, au siège de Padoue par Maximilien, il y avait, entre autres, dix grosses bombardes, qui ne pouvaient tirer au plus que quatre fois le jour. Suivant Diego Ufano, ingénieur espagnol de la fin du seizième siècle, le nombre de huit coups par heure était un maximum qu'on ne devait pas dépasser ; et quand le tir avait été continu pendant cinq heures, il fallait laisser reposer les pièces. Si l'on négligeait cette précaution, la mauvaise qualité de leur fonte était telle que, suivant son expression, le canonnier courait grand risque « d'être envoyé tout chaussé en paradis. »

Enfin parut Gustave-Adolphe, qui introduisit dans l'organisation et le service de l'arme des perfectionnements tels, que l'artillerie de ses armées devint la première de l'Europe, et servit de modèle à celle des autres peuples.

Ce fut seulement à l'époque des guerres d'Italie, où presque toutes les nations de l'Europe se trouvèrent en contact, que l'on commença à donner sur les champs de bataille quelque mobilité à l'artillerie. A Marignan, la rapidité de ses mouvements fut en partie cause de la victoire. Au combat de Renty, en 1554, les Impériaux avaient, au dire de Mergé, quatre pièces de campagne montées sur quatre roues, et que deux chevaux menaient au galop. Un essai d'artillerie légère, beaucoup plus caractérisé, eut lieu dans l'armée de Henri IV, au combat d'Arques, en 1589. Le récit de Davila, qui donne comme inventeur « de cette nouvelle et prompt manière de conduire l'artillerie pesante, » un canonnier normand nommé Charles Brise, est d'une extrême précision. Il est pourtant révoqué en doute par le prince Louis, qui, pour le réfuter, s'appuie sur la relation d'un témoin oculaire, du duc d'Angoulême, dont l'autorité ne me semble pas suffisante ; car s'il assista à la journée d'Arques, il n'avait alors que seize ans, et ce fut seulement en 1647 au plus tôt, c'est-à-dire, cinquante-huit ans après, qu'il écrivit ses Mémoires. Il est bien permis de supposer qu'après un aussi long intervalle, sa mémoire ne l'ait pas fidèlement servi. A ce propos, je signalerai à l'auteur des *Études*, qui paraît n'en avoir pas eu connaissance, un projet d'artillerie à cheval qui date à peu près de la même époque, et qu'il trouvera consigné dans les Mémoires de Gaspard de Tavannes (*Collection de Michaud et Poujoulat*, 1^{re} série, t. VIII, p. 85).

Disons maintenant un mot des armes à feu portatives.

Dès la fin du quatorzième siècle, il est question, soit dans les chroniques, soit dans des comptes de dépenses ou des inventaires, de coulevrines à main, qui pesaient en général 40 à 60 livres. Modifiées dans les deux siècles suivants, elles prirent successivement les noms de hacquebuttes à crochet, d'arquebuses à mèche, d'arquebuses à rouet, lorsqu'on leur eut donné une crosse et qu'on les eut montées sur un fût. Elles pesèrent alors de 12 à 15 livres, et leur calibre était extrêmement faible. Le succès des arquebusiers espagnols, employés en tirailleurs à Pavie, décida la

mère de François I^{er} à créer et à organiser dans toutes les villes de France des compagnies d'arquebusiers. Brantôme attribue au maréchal de Strozzi l'honneur d'avoir popularisé dans nos armées d'abord l'arquebuse, puis le mousquet. Toutefois, cette dernière arme, fort redoutable par la justesse de son tir, était d'un maniement difficile, car elle avait 14 pieds de long. Ce fut après 1630 que furent trouvés en France les différents mécanismes qui transformèrent le mousquet en fusil à pierre, innovation qui ne fut définitivement adoptée pour les armes de guerre qu'en 1670.

Le pistolet, suivant Tavannes, fut inventé par les Allemands dans la première moitié du seizième siècle. Un peu plus tard, on imagina le *pétrinal* ou *poitrinal*, arme intermédiaire entre l'arquebuse et le pistolet.

On peut juger, par ce court résumé, de l'étendue et de l'importance du sujet embrassé par l'auteur des *Études*, et qu'il a traité, je dois le dire, avec une grande sagacité et une solide érudition. Sans vouloir aborder aucunement les questions de tactique et de stratégie qu'il a soulevées dans son livre, et dont je laisse l'examen aux hommes spéciaux, je me bornerai à faire ici quelques critiques sur des points purement historiques. Dans le cours de son ouvrage, s'il a relevé heureusement les erreurs commises par ses devanciers, il a, à son tour, laissé échapper quelques appréciations erronées et quelques inexactitudes. Ainsi, je ne saurais partager l'admiration qu'il professe pour l'expédition de Charles VIII en Italie, pour cette aventureuse et folle entreprise qui fit perdre à la France les fruits de l'habile politique de Louis XI. Elle ouvrit une série de guerres désastreuses, qui épuisèrent nos ressources, et, pendant un demi-siècle, envoyèrent nos armées faire au delà des Alpes des conquêtes qu'il fallut bientôt abandonner, tandis qu'on laissait l'Anglais à Calais, et l'Espagnol à quarante lieues de la capitale.

Je reprocherai encore à l'auteur des *Études* de donner souvent aux textes qu'il cite une interprétation forcée, et, d'un fait exceptionnel ou insignifiant, de tirer parfois des conclusions qu'on ne saurait accepter. J'en citerai seulement deux exemples. Une ordonnance de Charles le Téméraire prescrivant au capitaine de porter toujours « un rolet (des hommes de sa compagnie) en son chapeau ou ailleurs, » comment le prince Louis peut-il en conclure que « ce prince obligeait ses hommes d'armes à *savoir compter et écrire*, ce qui était un anachronisme ? » Il oublie que la comptabilité était confiée à des scribes attachés à l'armée, et on ne peut douter un instant que, si le duc de Bourgogne eût manifesté de pareilles exigences, il se serait privé lui-même de l'élite de ses troupes.

Ailleurs, je relèverai une faute plus grave : « Le considérant de l'ordonnance par laquelle Charles VII créa les francs-archers en 1448 est remarquable, dit l'auteur, en ce que le roi annonce qu'il crée cette troupe afin de pouvoir faire la guerre sans qu'il soit besoin de s'aider d'autres gens de ses sujets, c'est-à-dire, ajoute-t-il, sans les nobles. » Or, comment supposer une pareille intention à Charles VII, lorsqu'un siècle plus tard la gendar-

merie, c'est-à-dire la noblesse, était encore la principale force de nos armées? L'auteur a eu le malheur de faire un commentaire sur une faute d'impression; car le texte de l'ordonnance porte : « Sans qu'il soit besoin de s'aider d'autres *que* de ses sujets », c'est-à-dire, sans troupes étrangères.

Ces inexactitudes, et quelques autres que je pourrais signaler, étaient à peu près inévitables dans un livre qui contient plusieurs milliers de citations tirées, pour la plupart, d'actes ou d'ouvrages manuscrits de tous les temps et de tous les pays. L'auteur, cédant à un scrupule que je ne puis approuver, a cru devoir, « à cause de sa position exceptionnelle », taire les noms de ceux auxquels il doit ces précieuses indications, qui donnent une grande valeur aux *Études*. Il a gardé la même réserve à l'égard d'une personne envers laquelle il n'a été que juste en écrivant ces lignes : « Une amie « d'enfance a bien voulu faire pour moi les recherches nécessaires dans les « manuscrits de la Bibliothèque royale. Si mon ouvrage a quelque valeur, « c'est à elle que je le devrai, car c'est par elle que me sont venus les documents les plus intéressants et les plus précieux. »

En résumé, ce volume que je viens d'analyser est de nature à faire désirer vivement que l'auteur, rendu maintenant à la liberté, ne tarde pas trop longtemps à donner les quatre autres qu'il a annoncés; et si le reste de l'ouvrage est conçu et exécuté comme la première partie, ce sera sans contredit le travail le plus complet et le plus savant qui ait été publié jusqu'à présent sur l'histoire de l'artillerie. LUD. L.

HISTOIRE DE SAINT LÉGER, évêque d'Autun et martyr, et de l'Eglise des Francs au septième siècle; par le R. P. dom J.-B. Pitra, moine bénédictin de la congrégation de France. — Un vol. in-8° de CXXI et 573 pages, avec 3 planches. Paris, Wailie, 1846.

La place éminente qu'occupe saint Léger dans les annales de la période mérovingienne donne à l'histoire de sa vie des proportions bien plus vastes que celles d'une pure et simple hagiographie. Issu de parents nobles, d'origine germanique, et lié par le sang aux plus illustres familles austrasiennes, élevé dans le palais de Clotaire II, ministre influent sous quatre rois, rival du célèbre maire du palais Ébroin, l'évêque d'Autun, avant d'être un saint et d'obtenir les honneurs du martyrologe, fut un personnage politique, et, si l'on peut déjà lui donner ce titre, un homme d'État. Écrire sa biographie n'est donc pas seulement raconter en détail les faits qui lui sont personnels, ou mettre en lumière ses éclatantes vertus; c'est en même temps faire l'histoire d'une grande partie du septième siècle, c'est-à-dire, d'une des époques les plus confuses et les moins connues de nos annales. Telle est la tâche ardue que D. Pitra s'est imposée, et qu'il a accomplie, sinon avec bonheur, au moins avec un louable courage.

Avant d'aborder le récit, D. Pitra a voulu, dans une longue introduction, éclairer la scène sur laquelle a vécu son héros, et tracer le tableau de la société chrétienne pendant le septième siècle et les deux siècles qui l'a-

vaient précédé. Mais cette introduction, il faut le dire, ne répond pas à ce qu'en attend le lecteur. C'est moins un morceau d'histoire qu'une sorte de poème épique et théologique, écrit en l'honneur de la religion, et surtout en l'honneur des saints de la période barbare. L'auteur y célèbre, plutôt qu'il n'y raconte, la mission civilisatrice de l'Église après la chute de l'empire romain, la toute-puissante et salutaire influence des ordres monastiques au milieu des révolutions sociales qui accompagnèrent les invasions, enfin les prodigieuses merveilles que semaient à pleines mains les saints de cette désastreuse époque. Parfois cependant, D. Pitra descend des hauteurs mystiques où il se tient; mais c'est pour s'armer du fouet et tancer vertement les écrivains du dix-neuvième siècle, qui ne croient point aux miracles de la *Légende dorée*, comme lui-même y croit sans difficulté. En somme, son jugement sur l'ensemble du septième siècle se résume dans le syllogisme que voici : Il n'y a rien de plus agréable à Dieu, rien de plus beau dans le monde, que le salut des âmes. Or, le septième siècle est, après l'âge des martyrs, celui qui a produit le plus de saints. Donc le septième siècle est la plus brillante époque du moyen âge. Posée dans ces termes, la question sort des limites du domaine historique, et nous nous abstiendrons, comme on le pense bien, de la discuter.

On le devine d'après le début du livre, saint Léger a trouvé dans D. Pitra moins un historien impartial qu'un chaleureux panégyriste, qui s'est complètement assimilé le pieux enthousiasme des premiers hagiographes. Après avoir passé ses premières années dans le palais du roi Clotaire II, Léger fut appelé à Poitiers par Diddon, son oncle, qui en était évêque. Là se détermina sa vocation. Ses brillants débuts dans la carrière cléricale, les hautes vertus dont il annonçait le germe, le signalèrent de bonne heure à l'admiration publique, et il ne tarda pas à devenir archidiaque. Mais bientôt, saisi d'un profond dégoût du monde, il renonce à sa dignité et court s'enfermer dans une cellule du monastère de Saint-Maixent. A peine y est-il arrivé, que la voix unanime des frères lui impose, malgré lui, l'honorable fardeau de l'abbatiate. Tout entier à ses paisibles devoirs, Léger passe six années dans la solitude du cloître. Cependant, le bruit de son mérite était parvenu jusqu'aux oreilles de la reine Bathilde, que la mort de son époux Clovis II venait de faire régente pendant la minorité de ses trois fils. Bathilde jette les yeux sur le saint abbé, et lui offre de venir diriger à la fois l'éducation des jeunes princes et l'administration du royaume. Après une vive résistance, Léger est obligé de se rendre et d'accepter les importantes fonctions de recteur du palais (*rector palatii*), qui le conduisirent peu de temps après au siège épiscopal d'Autun. C'est alors que commence le rôle politique de Léger, qu'il mène de front avec l'administration de son diocèse. Bientôt, son influence grandissant chaque jour, éclate entre l'évêque et le maire du palais une lutte acharnée, dont les phases diverses remplissent toute la seconde partie de la vie de saint Léger. Tour à tour triomphants et exilés, les deux rivaux, un instant enveloppés dans la même dis-

grâce, se retrouvent sous l'habit monastique dans l'abbaye de Luxeuil. Mais Ébroin ne tarde pas à ressaisir le pouvoir. Aussitôt il court assiéger son compétiteur dans sa ville épiscopale. Après une défense héroïque, Léger est obligé de se rendre. Ébroin lui fait arracher les yeux, et l'envoie chargé de chaînes dans l'abbaye de Fécamp, où le saint évêque termine sa vie agitée le 2 octobre 678.

Les dramatiques événements que nous venons de résumer en quelques lignes sont développés par D. Pitra, dans un récit, quelquefois trop passionné, mais toujours attachant et plein de détails curieux et soigneusement recueillis sur les mœurs, les institutions et les principaux personnages contemporains. Mais le plus grand mérite de l'*Histoire de saint Léger*, c'est d'avoir été uniquement composée avec les documents originaux, dont la plupart étaient inédits, et quelques-uns même entièrement inconnus jusqu'ici. Non content de les avoir dépouillés avec un soin scrupuleux, D. Pitra a fait, parmi les derniers, un choix des plus intéressants, qu'il a publiés sous le titre d'*Analecta*, à la fin de son ouvrage. Ces documents inédits sont divisés en deux classes, les uns appartenant à la liturgie, les autres à l'histoire. Parmi ceux-ci, deux surtout offrent un grand intérêt. Le premier, conservé dans la bibliothèque de l'ancienne abbaye de Saint-Gall, a pour titre : *Vita metrica S. Leodegarii, episcopi et martyris, auctore anonymo*. C'est un poème latin de 1287 vers hexamètres, composé au neuvième siècle environ, et rempli de détails qui manquent dans les vies déjà connues de saint Léger. Le second est une biographie du même saint, écrite en prose et composée au onzième siècle par Fruland, moine de l'abbaye de Murbach, en Alsace, sur l'ordre de l'abbé Eberhard. Mabillon et les Bollandistes avaient déjà signalé cet opuscule, mais sans savoir où ni par qui il avait été composé.

Nous clorons cet article par une critique de détail. D. Pitra, trouvant en présence, dans les historiens de notre temps, deux systèmes différents sur la manière d'orthographier les noms propres d'origine germanique, n'a voulu prendre parti pour aucun, et il a pensé faire preuve d'impartialité en employant concurremment l'un et l'autre. Ainsi il nomme son héros tantôt *Léger*, tantôt *Léodegar*; le saint évêque de Rouen est appelé ici *Ouen*, là *Audoen*; l'évêque de Paris, connu sous le nom de *saint Cérân* (*Ceraunus*), est nommé *saint Céraune*, etc. Nous ne saurions approuver ce procédé éclectique. Il eût été plus logique de se prononcer résolument pour l'un ou l'autre système, et plus simple d'adopter les formes que l'usage vulgaire a depuis longtemps consacrées.

J. M.

L'INTERPRÉTATION DES INSTITUTES DE JUSTINIAN, avec la conférence de chaque paragraphe aux ordonnances royales, arrestz de Parlement et coutumes générales de la France. — Ouvrage inédit d'Étienne Pasquier, publié par M. le duc Pasquier, chancelier de France, avec une introduction et des notes de M. Ch. Giraud. Paris, 1847, in-4° de 8, CVIII et 809 pages. (Prix : 36 fr.)

Étienne Pasquier s'est acquis une grande réputation littéraire par ses *Recherches sur la France* et ses *Lettres*, deux ouvrages qui, malgré ce qu'ils ont de suranné, se lisent encore avec plaisir à cause du sain jugement et de l'amour éclairé du pays qu'on y voit régner à chaque page. *L'interprétation des Institutes*, publiée aujourd'hui, par le dévouement filial de l'un des descendants de ce magistrat vénéré, est un ouvrage aussi recommandable que les autres écrits de Pasquier, quoiqu'il fût resté jusqu'à présent inédit.

Pasquier, parvenu à quatre-vingts ans et confiné par l'âge dans la solitude de son cabinet, mais d'un esprit vigoureux encore et qui n'était pas vieilli, entreprit de dicter à deux de ses fils un cours de droit à leur usage. Il prit pour thème d'enseignement les Institutes de Justinien, mais en réalité c'était le droit public et privé dont il voulait leur montrer les rudiments. « On ne saurait trop admirer dans ce livre, dit M. Giraud, l'érudition merveilleuse et la sérénité, comme inspirée, de ce majestueux vieillard plus qu'octogénaire, enseignant à ses petits-fils le droit qui gouverne leur pays; leur montrant la sagesse des lois avec l'expérience et l'autorité d'un homme éprouvé dans la pratique des grandes affaires; leur insinuant le bon sens juridique avec la sagacité savante d'un magistrat spirituel et la patience affectueuse d'un père prévoyant; leur exposant les principes les plus élevés de la jurisprudence avec la maturité ingénieuse d'un jurisconsulte consommé qui sait rendre claires, sensibles et mêmes piquantes les abstractions les plus austères de la science... Pouvait-il mieux clore une grande carrière magistrale, politique et littéraire, que par cette œuvre où se manifestent la force et la souplesse des grandes intelligences du seizième siècle, la science solide de l'ancienne magistrature? C'est en se promenant dans son *étude* que Pasquier a dicté, dans le cours d'une seule année (1610), ce beau résumé de tout le droit français. Ils ne sont pas en grand nombre les hommes qui, à l'âge de Pasquier, ont pu, comme en se jouant, donner un si vigoureux essor à leurs facultés. »

Quoique possédant le droit romain aussi à fond qu'on le possédait de son temps, Pasquier ne le regardait comme devant être l'objet que d'une étude archéologique : il n'y voyait qu'un beau sujet d'exercice intellectuel et non un corps de loi dont il fallût faire l'application à la France. C'est le droit coutumier qui absorbe ses prédilections; c'est la recherche et l'examen des institutions nationales dont il est surtout préoccupé, et dont il cherche à préoccuper ses jeunes auditeurs. Sous ce rapport, son livre justifie peu le titre qu'il porte et n'en est que plus précieux pour nous. On peut s'en convaincre par les titres seuls de ses chapitres, ceux-ci par exemple : Du droit

que nous observons en France. — Des coutumes. — De l'état et condition des personnes en France. — De la police que doivent exercer les pères et maîtres sur leurs enfants et valets en ceste France. — De l'usage de la mer en France et de l'amirauté. — Domaine du roy et de la couronne de France. — Droict de la France sur le fait des héritiers. — Matière criminelle de la France, etc. On trouve donc dans *l'Interprétation des Institutes de Justinian*, un véritable traité du droit français écrit, suivant l'ordre des Institutes, par un jurisconsulte consommé qui avait été l'élève de Cujas et d'Alciat et qui avait vu passer tout le seizième siècle sous ses yeux.

Cet ouvrage de Pasquier n'était rien moins qu'inconnu. Il en existe quatre manuscrits, dont deux à la bibliothèque de la rue de Richelieu; tous les quatre ont servi à l'exécution du texte de la présente édition, qui offre l'aspect intéressant d'un travail fait avec le plus grand soin. Les textes de tous genres cités à chaque instant par l'auteur, ont tous été vérifiés, et M. Giraud a pris la peine extrême de compléter ou de rectifier à chaque pas les assertions de Pasquier sur le droit romain, éclairé de nos jours par des progrès récents et immenses. De cette façon, le vieux livre de Pasquier se trouve être encore une lecture utile pour l'intelligence des Institutes, et il présente, dans les notes dont le bas de ses pages est rempli, cette abondance de renseignements bibliographiques où le lecteur se met au courant de la science, étrangère ou française, et qui rend précieux, comme nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer les ouvrages où M. Giraud met la main.

H.-L. B.

MONOGRAPHIE DE L'ÉGLISE ROYALE DE SAINT-DENIS, tombeaux et figures historiques; par le baron de Guilhermy, membre du Comité des arts et monuments; dessins, par Ch. Fichot, correspondant du même comité. Un volume in-12. Paris, librairie archéologique de V. Didron. 1848. — Prix : 5 fr.

Voici un livre de bonne et saine archéologie; c'est en même temps un livre de recherches curieuses et d'une lecture agréable.

M. de Guilhermy, chargé par le ministre des travaux publics d'étudier et de contrôler, au point de vue historique, les monuments funéraires réunis à Saint-Denis, rend compte aujourd'hui de ses recherches au ministre et au public. Confiée à un antiquaire d'un goût exercé, cette mission aura pour conséquence de prévenir, dans les travaux ultérieurs de l'église, les erreurs que l'insouciance ou l'ignorance des précédents architectes a prodiguées partout, et de marteler d'une critique qui ne s'effacera pas de si tôt leurs menteuses restaurations.

Étendant un peu son cadre, M. de Guilhermy a voulu nous parler, non-seulement des monuments commémoratifs de Saint-Denis, mais aussi de l'église qui les renferme, et son travail est devenu de la sorte une monographie complète de l'ancienne abbatale. Cette monographie se composera de deux parties : l'une, consacrée à la description de l'architecture et de la décora-

tion sculptée ou peinte de l'édifice ; l'autre, à la description de ses tombeaux et de ses monuments historiques. C'est cette dernière partie que publie M. de Guilhermy, pour satisfaire d'abord à la mission qu'il avait reçue.

Une notice préliminaire est consacrée à l'histoire et à la description de l'église. Ce n'est qu'une indication fort abrégée de ce que nous retrouverons comme fonds principal du second volume annoncé.

Le chapitre 1^{er}, où M. de Guilhermy a réuni les notions que nous ont conservées les anciens historiens sur le lieu et les monuments de la sépulture des rois de nos trois dynasties, est la véritable introduction de ce volume. Les chapitres 2^e et 3^e sont consacrés à la description des monuments existant autrefois à Saint-Denis, et appartenant soit à des princes du sang, soit à des abbés, soit à des hommes qui, par l'éclat de leurs services, avaient mérité de partager la sépulture royale. Douze personnages seulement, depuis le treizième siècle, avaient reçu cet insigne honneur : Pierre de Baigneux, chambellan de saint Louis, inhumé auprès de son maître, à ses pieds, comme il couchait en son vivant ; Alphonse de Brienne, comte d'Eu, « l'homme du monde en qui le roi croioit plus », nous dit Joinville ; du Guesclin ; Louis de Sancerre, qui décida l'affaire de Rosebecque ; Bureau de la Rivière, conseiller de Charles V ; Barbazan, le chef des six chevaliers français qui défirent, en 1404, les six chevaliers anglais ; Jean Pastourel, président des comptes de Charles V ; Guillaume du Chastel, tué par les Anglais en 1441 ; Louis de Pontoise, tué sous les yeux de Louis XI au siège de Crotoy ; le duc de Châtillon ; le marquis de Saint-Maigrin, tué à côté de Louis XIV au combat du faubourg Saint-Antoine ; Turenne. Les chapitres 4 et suivants nous font assister aux tristes scènes de 1793, aux procès-verbaux des exhumations dressés par dom Poirier, témoin oculaire, au transport des monuments ou de leurs débris dans le musée qu'avait si courageusement créé M. Alexandre Lenoir, aux Petits-Augustins ; enfin à la réintégration précipitée de ces monuments à Saint-Denis, en 1816.

Arrivé là, M. de Guilhermy n'a plus qu'à décrire un à un les monuments tels qu'ils sont aujourd'hui, après les dégradations, les transports et les restaurations, plus funestes peut-être, qu'ils ont soufferts. Dire combien d'erreurs, combien de fausses attributions d'armoiries, de costumes et de noms, sont signalées par M. de Guilhermy, serait chose curieuse, mais infiniment trop longue. Il n'est peut-être pas un seul monument, auquel ait touché la main des restaurateurs, qu'elle n'ait dénaturé. Un homme de sens, un homme connaissant et appréciant l'art du moyen âge, comme le connaît si bien le nouvel et intelligent architecte de Saint-Denis, M. Viollet-Leduc, aurait choisi l'un de ces partis, s'il eût été dès le principe chargé des restaurations : conserver les monuments tels que nous les avaient laissés les dégradations de 1793 et de 1816 ; remplacer ceux qui étaient détruits par des inscriptions commémoratives, ou bien élever à leur place des monuments entièrement nouveaux, confiés à d'habiles artistes, ce qu'eût permis le chiffre élevé des fonds alloués à ces travaux. Au lieu de cela, l'ancien architecte, dont il est

inutile de dire le nom, a voulu relever les antiquités funéraires de Saint-Denis avec les débris des monuments transportés de tous côtés aux Petits-Augustins; et qu'on juge de la singulière mêlée de têtes, de bras, de sexe et de rang qui en a résulté. Je cite au hasard un exemple (*Monogr.*, p. 168) : Le mausolée de Turenne se trouvant aux Invalides, où les consuls de la République l'avaient fait transporter, il s'agissait de rappeler à Saint-Denis la mémoire de ce grand homme qui y avait été inhumé. C'était justice. Mais qu'a-t-on fait? On a pris aux Petits-Augustins le cadre d'une inscription tumulaire d'un bonhomme nommé Viriot Copperet, mort sur la paroisse des Célestins, en 1601; on a effacé son épitaphe, puis on a cherché une tête en bas-relief qui pût représenter assez bien, par les moustaches et par la chevelure, un gentilhomme quelconque du temps de Louis XIV (il paraît que le sort est tombé sur un médaillon du duc de Noailles, venu aux Petits-Augustins de l'église Saint-Paul, où le duc avait été inhumé en 1678); on l'a appliquée sur la plaque de Viriot Copperet avec le nom du maréchal, et voilà ce qu'une inscription recommande à nos respects comme les traits et le monument commémoratif de Turenne! *Ab uno disce omnes.*

M.-L.

PUBLICATIONS ET TRAVAUX HISTORIQUES de M. L. Polain, professeur de littérature française et d'histoire à Liège, conservateur des archives de la province. Liège, 1831-1847.

M. L. Polain est un des hommes qui ont contribué le plus puissamment, non-seulement par des livres, mais par un autre ordre d'efforts, à seconder en Belgique le mouvement des esprits vers les travaux d'érudition historique.

Voici d'abord la désignation de ses ouvrages :

1. *De la Souveraineté indivise de Liège et des États-Généraux sur Maëstricht*, 1831, in-8°.
2. *La Mutinerie des Rivageois par Guillaume de Meef* (seizième siècle), avec introduction, 1835, in-8°.
3. *Mélanges historiques et littéraires*, 1839, in-12.
4. *A toutes les gloires de l'ancien pays de Liège*, opuscule publié à propos de l'inauguration de la statue de Grétry, 1842, in-8°.
5. *Henri de Dinan, histoire de la révolution communale de Liège (1252-1257)*, 1843, in-8°.
6. *Tableau général des différentes collections que renferme le dépôt des archives de l'État, dans la province de Liège*, 1847, in-8°. Document officiel, envoyé circulairement, sous la forme d'*Annexe au Mémoire administratif*, par le gouverneur de la province, aux collèges de bourgmestres et échevins de sa juridiction, pour être, par ces derniers, mis à la disposition de tous les administrés. Nous signalerons, en passant, cette utile publication comme une bonne mesure administrative, qui ne serait pas, ce nous semble, complètement inapplicable en France, de la part et sous l'autorité des préfets de nos départements.

7. *Histoire de l'ancien pays de Liège*, grand in-8°. Tom. I, 1844; t. II, 1847, s'arrêtant au sac de Liège, sous Louis XI. L'ouvrage se continue.

La première de ces publications remonte donc à 1831. A cette époque, M. Polain, déjà professeur d'histoire à l'École de commerce de sa ville natale, entra, grâce à l'estime, à l'amitié politique et à la protection de M. Van de Weyer, alors ministre de l'intérieur, entra, disons-nous, comme auxiliaire aux archives de la province, dont il ne tarda pas à devenir le conservateur. Vers cette époque aussi, M. Polain proposa au gouvernement belge d'instituer à Liège et dans les autres chefs-lieux de province, ainsi qu'à Bruxelles, capitale du royaume, des écoles de diplomatique et de paléographie, à l'instar de celle de Paris, et, si l'on veut, de celle de Dijon, qui était en activité à la date ci-dessus indiquée. Cet avis ne fut point complètement négligé par les pouvoirs publics de la Belgique, et l'on a rappelé, dans la notice historique placée en tête de ce recueil (1), les ouvertures qui furent faites à cet égard par le gouvernement belge auprès de celui de France. Mais les événements politiques, en écartant M. Van de Weyer et ses amis de la participation directe au gouvernement des affaires, contribuèrent surtout à empêcher la réalisation immédiate de ce projet.

Cependant, M. Polain ne cessa point de se livrer, avec une ardeur croissante, au goût qui le portait vers l'étude de l'histoire et des antiquités écrites de sa province, heureusement favorisé, sous ce rapport, par sa situation au milieu des nombreuses et importantes archives de l'État de Liège, confiées à ses soins. Disposant de ressources minimes, mais aidé d'un travail assidu, il commença par introduire une classification générale dans toutes les parties de ce dépôt. La méthode suivie par M. Polain offre beaucoup d'analogie avec la classification actuellement prescrite et généralement suivie dans les archives départementales de la France. Les matières sont divisées d'abord par séries, représentées par des lettres; système emprunté au classement adopté dès le dix-septième siècle pour les grandes bibliothèques. M. Polain, attendu la multiplicité des divisions que présentent nécessairement les archives belges, multiplicité qui a pour cause, indépendamment des nombreuses variétés de juridictions, les vicissitudes sans cesse renouvelées du gouvernement politique, M. Polain a combiné avec ce premier mode de distribution celui de la distinction des séries par la couleur spéciale affectée à la couverture ou étiquette extérieure de chaque liasse, registre ou carton. Ce dernier mode a pour avantage de parler aux yeux d'une manière plus générale et plus rapide; il a pour garantie une suite unique dans le numérotage de la collection. L'infatigable ardeur de l'archiviste a fait marcher de front avec le travail du classement celui du catalogue analytique. Ce répertoire s'avance chaque jour vers son terme, et l'on a vu que, dès le mois de janvier 1847, M. Polain était en mesure de four-

(1) *Biblioth. de l'Éc. des Chartes*, t. I^{er}, p. 19.

nir, sous la forme d'un document officiel et public, un aperçu méthodique et complet des documents dont il est le conservateur.

Pendant le même temps encore, M. Polain utilisait ses recherches et répandait son activité scientifique de deux manières : d'abord dans son cours, comme professeur d'histoire à l'École de commerce de Liège, et en second lieu par ses publications historiques. L'espace nous manque pour consacrer à quelques-unes de ces dernières l'analyse spéciale dont elles seraient susceptibles; mais nous tenons surtout à constater le résultat qu'elles ont obtenu. M. Polain, dans l'ensemble de ses divers écrits, a entrepris une tâche honorable et qui n'était pas sans difficultés : c'était de créer en quelque sorte et de développer autour de lui le zèle dont il était animé pour l'histoire de son pays, étudiée dans les sources mêmes et dans les titres élémentaires de cette histoire. L'efficacité de ses tentatives est aujourd'hui prouvée par le succès de plus en plus manifeste qui est venu les couronner. Nous ajouterons que ces œuvres diverses forment entre elles une série dont la valeur réelle, sous le rapport de la composition et du style, s'accroît, ainsi que leur importance, à mesure que l'on s'éloigne du point de départ. *L'Histoire de l'ancien pays de Liège* (dernier terme auquel est actuellement arrivée cette progression) est un livre de longue haleine, qui témoigne d'une saine méthode, d'une lecture étendue, et qui prendra place parmi les œuvres durables de l'érudition contemporaine.

Les dernières vicissitudes électorales, en ouvrant les conseils de la couronne à MM. Rogier, aujourd'hui ministre de l'intérieur, Van de Weyer et autres, ont rendu le pouvoir aux hommes les mieux disposés à favoriser les projets d'enseignement que nous avons précédemment indiqués. Nous nous bornerons, en ce qui nous regarde, à faire des vœux pour que l'institution qui nous intéresse puisse trouver grâce au milieu des difficultés de la politique et se réaliser enfin chez cette nation voisine. La paléographie du moyen âge et la diplomatique sont des sciences qu'on peut dire françaises : la France a le droit de suivre avec sollicitude les témoignages qui peuvent se renouveler aujourd'hui de l'ascendant intellectuel qu'elle a, sous ce rapport, incontestablement exercé pendant deux siècles. V. DE V.

NOTICE HISTORIQUE SUR LA VIE ET LES ÉCRITS DE JACQUES LE LIEUR, poète normand du seizième siècle; publiée pour la première fois par T. de Jolimont. 1847. Broch. in-8°, 42 pages avec 4 pl. — Rouen, chez Lebrument.

Cette notice, publiée à part par M. de Jolimont, se trouve aussi en tête de l'édition (1) donnée récemment par lui d'un livre fort curieux pour l'histoire archéologique de la ville de Rouen au seizième siècle, et intitulé :

(1) *Les principaux édifices de la ville de Rouen, en 1525*, dessinés à cette époque sur les plans d'un livre manuscrit, conservé aux Archives de la ville, appelé *le Livre des Fontaines*; in-4°, 150 pag. et 50 pl. Rouen, impr. Péron.

le Livre des Fontaines. Cet ouvrage, conservé en manuscrit aux Archives municipales de Rouen, est dû à Jacques Le Lieur, qui l'écrivit lui-même, et prit soin de dessiner de sa main les miniatures et les vignettes, aujourd'hui seul mérite du livre. C'est tout simplement le dénombrement des fontaines de la ville, avec l'indication de leurs sources et le tracé du parcours des eaux. Les miniatures sont fort curieuses, parce qu'elles représentent l'aspect des monuments de la cité d'alors. Aussi est-ce la seule partie publiée. Le nom de Jacques Le Lieur a été omis jusqu'à présent par tous les biographes, et M. de Jolimont a fait une chose utile en essayant de restituer la vie d'un citoyen honorable. Ses recherches n'ont pas produit un très-grand résultat. Après nous avoir donné quelques détails généalogiques sur la famille Le Lieur, l'auteur nous apprend que Jacques était conseiller échevin en 1517, et qu'on retrouve encore son nom en 1542. La date de sa mort est inconnue. Outre son *Livre des Fontaines*, Jacques a encore laissé des poésies, plus d'une fois couronnées aux *Palinods* de Rouen, et maintenant totalement oubliées. Les fragments que cite M. de Jolimont ne sont pas de nature à nous faire regretter ce que le biographe appelle le superbe dédain de la postérité. N'en déplaise à l'éditeur, nous sommes de l'avis de l'abbé Goujet. L'auteur termine sa notice par une longue description du manuscrit des *Fontaines*. Nous l'eussions désirée plus courte, ce qui ne lui eût rien fait perdre de son intérêt.

S.-M. MÉV.

HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DU LANGAGE EN FRANCE, par M. Francis Wey. — In-8° compact de 560 pages. — Paris, Didot, 1848.

Nous ne pouvons guère qu'annoncer aujourd'hui cet ouvrage d'un littérateur distingué, ancien élève de l'École des Chartes. C'est un travail considérable sur les phases diverses par lesquelles a passé notre langue, depuis sa formation jusqu'à la mort de Mazarin, où M. Wey place la fin des influences étrangères qui ont agi sur elle. Les trois premiers chapitres contiennent le fondement de la doctrine de l'auteur. On y trouve l'origine toute latine du français et l'incertitude de ses formes au moment où il commence à se manifester dans les textes. L'âge poétique de la littérature nationale est ensuite examiné, et à cette occasion M. Wey donne une analyse du roman de Gérard de Vienne, qui n'a pas encore été publié intégralement, et une autre analyse de la chanson de Roland par Furold. Vient ensuite un paragraphe très-développé sur les fabliaux. Les prosateurs depuis Villehardouin et les poètes prosaïques du quatorzième et du quinzième siècle conduisent M. Wey jusqu'à la renaissance, dont il fait voir que les écrivains de la cour de Louis XI furent les avant-coureurs.

Le septième chapitre de l'Histoire des révolutions du langage en est l'un des plus importants. Il a pour titre : *Coup d'œil sur l'histoire de la grammaire en France*. Après avoir mentionné pour ce qu'ils sont les opuscules de Faidit et de Pierre Vidal, publiés par M. Guessard dans la bibliothèque de l'École des Chartes, M. Wey arrive aux auteurs qui méritent plus le nom de grammairiens. Il analyse le rarissime ouvrage de Palsgrave en tenant

compte des erreurs où l'a conduit son point de vue tout anglais. Il expose ensuite les théories des grammairiens de la renaissance, théories paraissant être des rêves plutôt que des doctrines fondées sur l'observation du langage et sur le sentiment de son génie. Ainsi sont passés tour à tour en revue Jacques Dubois dit *Sylvius*, Louis Megret et son *Treité de la gramère françoise*, Ramus et les contradicteurs de ces grammairiens souvent aussi peu raisonnables qu'eux. Les traités de rhétorique et de poétique essayés également au temps de la renaissance ont aussi leur plan dans l'Histoire des révolutions du langage. A la suite de ces théoriciens plus ou moins aventureux, M. Wey fait paraître Henri Estienne, dont les idées lui ont semblé mériter une étude approfondie.

La dernière partie de l'ouvrage, non moins importante, mais moins du ressort de ce recueil, est consacrée à l'appréciation du travail définitif qu'opérèrent sur la langue les écrivains et la haute société du règne des deux premiers Bourbons. Ce livre, écrit d'un style agréable, ne peut manquer d'être goûté par le public, dans lequel il répandra une foule de notions qui jusqu'ici sont trop restées du domaine exclusif des érudits.

HISTOIRE DES MŒURS ET DE LA VIE PRIVÉE DES FRANÇAIS, usages, coutumes, institutions, etc. ; par M. Émile de la Bédollière. — Paris, V. Lecou. — 6 volumes in-8°.

L'ouvrage que nous annonçons est un tableau complet des mœurs françaises, depuis l'ère gallo-romaine jusqu'à nos jours. L'auteur a feuilleté les chroniques, déchiffré les chartes et les manuscrits, compulsé ces immenses recueils que nous ont légués les siècles précédents. Puis, après avoir rassemblé tous ses matériaux, il a essayé de rendre la physionomie particulière de chaque époque, de faire revivre les hommes d'autrefois, dans l'intérieur de leur famille, à l'église, sur la place publique, au milieu des fêtes et des batailles. Pour ce vaste travail le nombre des livres à consulter a dû être immense, comme l'atteste la multiplicité des sources que l'auteur s'est plu à indiquer à ses lecteurs, pour qu'ils pussent vérifier l'exactitude de ses assertions.

Si la tâche était grande, le zèle pour la remplir n'a pas fait faute à M. Émile de la Bédollière.

Il commence par nous tracer du portrait des Gaulois une esquisse rapide, dont Ammien Marcellin, Apollinaire, Grégoire de Tours lui fournissent les traits principaux. Il s'occupe ensuite des bases de l'état social dans les Gaulles, des esclaves, des colons tributaires, des adscriptices. Il passe en revue les évêques, les fonctionnaires civils et militaires, les officiers municipaux, la législation, les formules, les mœurs, les festins, l'amour du jeu, les goûts de débauche du peuple et des grands. Chemin faisant, il sème çà et là des épisodes dramatiques et pleins d'à-propos ; il ne laisse échapper aucun point à éclaircir, aucune erreur à rectifier. S'occupe-t-il de la condition des femmes et du rôle qui leur était attribué dans la société des Gallo-Franches, il se hâte de démontrer combien est dénuée de fondement l'assertion de

ceux qui prétendent qu'un concile agita la question de l'existence de l'âme chez les femmes. Plus loin il établit l'existence d'écoles, qu'on pourrait appeler *primaires*, dès le temps de Charlemagne. Il nous fait voir ce grand empereur imposant à tous les évêques l'obligation d'entretenir des corporations enseignantes, non-seulement pour préparer à la prêtrise les hommes qui renoncent au monde, mais aussi pour instruire les populations; point sur lequel il est d'autant plus essentiel d'insister, que M. Guizot lui-même, dans son Histoire de la civilisation, semble l'avoir méconnu.

L'ouvrage formera six volumes in-8°. Les deux volumes déjà parus prennent les mœurs gallo-franques à l'origine de la monarchie française, et les suivent sous les deux premières races de nos rois. Les derniers chapitres, qui s'arrêtent à l'an 1000, renferment des détails curieux sur les terreurs et les croyances à une prochaine fin du monde, qui s'emparèrent alors de tous les esprits.

Nous ferons à M. de la Bédollière une observation, qu'il faudrait cependant ne pas prendre comme un reproche : c'est au sujet de la méthode qu'il a adoptée dans la présentation de ses peintures de mœurs. Trop observateur peut-être de la classification chronologique, il a divisé son ouvrage en périodes gallo-romaine, mérovingienne, carlovingienne, etc. A chacune d'elles il reprend toutes les parties de son sujet déjà si multipliées, et passe de nouveau en revue les mœurs domestiques, civiles et religieuses, dans leurs moindres détails. Nous croyons qu'il aurait été, sinon plus rationnel, du moins plus commode pour le lecteur, que chaque matière une fois entamée eût été complètement épuisée non pas seulement pour une période, mais pour toutes ensemble. L'esprit suivrait avec plus de facilité les modifications et les différences que les temps, les événements et la civilisation ont apportées dans nos mœurs.

A. B. d'H.

CHRONIQUE.

Janvier-Février 1848.

— Les événements politiques de la fin du mois de février, la chute de la monarchie de 1830 et le retour à la République française, ne doivent rien changer aux institutions littéraires du pays. C'est précisément lorsque sa sollicitude se porte vers les classes pauvres de la société, que le gouvernement a besoin des lettres et des arts, aliment nécessaire de toutes nos grandes industries. La France, d'ailleurs, ne peut abdiquer aucune de ses gloires.

— Le nouvel ordre de choses ne change dans les établissements littéraires

que les noms. La première de nos bibliothèques, qu'on appelait indifféremment *Bibliothèque du roi* ou *Bibliothèque royale*, a repris le titre de *Bibliothèque nationale*. D'autres bibliothèques publiques de Paris ont également transformé leur désignation officielle. Les *Archives du royaume*, conformément au décret qui les a créées, sont appelées *Archives nationales*; l'*École royale des Chartes* devient l'*École nationale des Chartes*.

Ces métamorphoses donneront lieu à quelques obscurités. Ainsi, dans le volume dont nous publions en ce moment le troisième cahier, on trouvera les mêmes établissements désignés par un nom dans la première moitié et par un nom différent dans la seconde. Il suffit, pour les lecteurs futurs et les étrangers, les seuls qui puissent s'y tromper, de leur rappeler à l'avance la cause de cette perturbation.

— Le journal *le National* du 17 janvier dernier a publié, d'après l'*Indépendant* de Montpellier, la note suivante qui se ressent, par ses réticences, de la réserve à laquelle la presse était tenue, sous l'ancien gouvernement, pour signaler les abus les plus scandaleux, surtout lorsqu'ils étaient commis par les favoris du pouvoir. Le gouvernement républicain n'aura point cette faiblesse pour les personnes, et nous devons espérer que l'un de ses soins sera de sévir contre les déprédateurs de nos archives et de nos bibliothèques. Voici la note :

« Depuis 1843 plusieurs manuscrits de la plus haute importance ont été expédiés à Paris, sur l'ordre de M. le ministre de l'Instruction publique, et n'en sont pas revenus, malgré des demandes réitérées. Dans l'intervalle, un homme de lettres venu tout exprès à Montpellier, de fort loin, pour consulter un *Horace* du dixième siècle, contenant quelques odes notées, qui faisait partie de cet envoi, a dû s'en retourner après l'avoir attendu vainement *plus de six mois*.

• Dernièrement encore, l'administration de l'École de médecine de la même ville, avisée que ces manuscrits avaient été pris pour l'usage personnel du savant fort connu qui venait de mettre en vente sa bibliothèque extraordinaire, et craignant qu'ils ne fussent vendus *par mégarde* avec tous ceux qu'il avait recueillis en Italie et en France, a renouvelé ses réclamations. M. Ravaisson, inspecteur général des bibliothèques, qui a séjourné à Montpellier cet automne, a été informé de ce prêt infiniment prolongé et des craintes de l'administration de la bibliothèque. Mais jusqu'à ce jour toutes les réclamations sont restées sans réponse. Puisse la publicité obtenir un meilleur résultat. Malheureusement, si l'on en juge par ce qui s'est passé en cas pareil dans plusieurs bibliothèques d'Italie, et à Montpellier même, par ce qui est advenu des *Lettres de la reine Christine*, il est fort à craindre que les manuscrits de l'École de médecine ne reviennent jamais, et que la précieuse bibliothèque de la Faculté de Montpellier ne soit victime d'une négligence inqualifiable. »

Nous ne savons si les efforts, très-réels et très-louables, de M. Ravaisson

ont enfin pu produire quelque effet ; mais nous savons qu'une pièce importante pour le savant en question, dans lequel la plupart de nos lecteurs ont reconnu déjà M. Libri, a été trouvée au ministère des Affaires étrangères où elle avait été portée, apparemment, pour être communiquée à M. Guizot. Cette pièce est un rapport émané d'un magistrat du parquet de Paris, et dont la conclusion porte que les charges paraissent suffisantes pour motiver la mise en accusation du sieur Libri, comme coupable de soustraction faites dans plusieurs bibliothèques publiques et en partie commises dans l'exercice de fonctions qu'il avait été chargé de remplir auprès de ces établissements. M. Libri vient, dit-on, de se retirer sagement à Londres.

— Nous sommes les derniers à parler de la porte des Archives Nationales nouvellement restaurée pour servir d'entrée à l'École des Chartes. Cette porte, pratiquée d'angle sur le corps de logis principal de l'ancien hôtel de Soubise, au bout de la rue de Braque, est un monument du quatorzième siècle, seul vestige encore subsistant de l'hôtel qu'Olivier de Clisson se fit bâtir en 1370.

L'hôtel de Clisson devint l'hôtel de Guise en 1553. En 1697, il passa de la branche cadette de Lorraine au premier prince de Soubise. Rebâti plusieurs fois à la suite de ces changements de maîtres, il ne conservait plus de la construction primitive que la porte située au bout de la rue de Braque. Celle-ci fut masquée par une construction moderne quelque temps avant la révolution de 1789, et on en perdit tout à fait la mémoire. La retrouver fut donc une véritable découverte. Elle consiste en une large baie à double embrasure, la première formant un arc gothique, et la seconde un cintre surbaissé. Dans le tympan étaient peintes les armes de Charles de Guise, fils du Balafré, amiral des mers du Levant sous Louis XIII, et d'Henriette de Joyeuse, sa femme. On a restauré ces peintures. Pour compléter l'histoire du monument, M. Letronne a fait sculpter sur le mur de face de l'édifice, en dehors de l'arcade gothique, les armes de Clisson, son signet tel qu'il existe aux Archives Nationales au bas d'un acte de 1370, enfin une monnaie qui était le chiffre du connétable, avec sa devise : *Pour ce qu'il me plet*. L'inscription *École nationale des Chartes* accompagne ces emblèmes.

— Les corps et administrations dépendants du ministère de l'Instruction publique ayant été convoqués aux funérailles des citoyens morts dans les journées de février, ont pris place au cortège dans l'ordre suivant : l'Institut de France ; le Conseil de l'Instruction publique ; les Inspecteurs généraux de l'Université ; le Collège de France ; l'Administration centrale, les Comités et Commissions du ministère de l'Instruction publique ; l'École Normale ; l'École des Chartes ; le Vice-Recteur et les Inspecteurs de l'Académie de Paris ; les Facultés de théologie, des lettres et des sciences ; l'École de Droit ; l'École de Médecine ; les Conservateurs des bibliothèques de Paris ; les Lycées.

— M. Carnot, ministre provisoire de l'Instruction publique et des Cultes, a reçu les professeurs et répétiteurs de l'École des Chartes, qui lui ont été présentés par M. Letronne, directeur de l'École. Le ministre a témoigné le plus vif intérêt à l'École, qu'il a comptée au nombre des grandes institutions dont la France a donné l'exemple à l'Europe, et il a assuré les membres présents de toute la sollicitude du gouvernement pour sa conservation.

— Une députation des jeunes élèves suivant les cours de l'École des Chartes a été reçue à l'Hôtel de ville par M. Pagnerre, secrétaire-général du gouvernement provisoire, et MM. Buchez et Recurt, adjoints au maire de Paris. Cette députation apportait l'adhésion de l'École des Chartes à la République, et demandait qu'on ajoutât au titre de l'École celui d'*École d'histoire de France*. M. Buchez a répondu que les membres de la commune transmettraient au gouvernement provisoire la demande des élèves. Il les a remerciés des sentiments exprimés par eux, et a dit l'espoir où il était que les jeunes gens voués à l'étude de l'histoire contribueraient à élever la République au rang qu'elle doit occuper en Europe par les lumières. (*Moniteur*.)

— Par arrêtés de M. le ministre de l'Instruction publique, MM. Champollion-Figeac, conservateur au département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale, et Raoul-Rochette, conservateur au département des Médailles, ont été révoqués de leurs fonctions. M. Raoul-Rochette ne sera point remplacé. — Ont été nommés :

Conservateur au département des Manuscrits, M. Hauréau, ancien bibliothécaire de la ville du Mans, en remplacement de M. Champollion; conservateur au département des Imprimés, M. Ravenel, conservateur-adjoint; conservateurs-adjoints, MM. Pillon, premier employé des Imprimés, Richard, chef du bureau des Catalogues, et Barbier, chef de la comptabilité de la Bibliothèque.

— Un vers a été omis dans la reproduction du texte de l'inscription gravée sur la cuve baptismale de l'église de Médan, que nous avons donnée dans le deuxième article de notre précédente livraison (page 150). A la suite du seizième vers ainsi conçu :

Fait apporter, je vous respons,
ajoutez :

En ce lieu icy de Médan.

DE LA JURIDICTION

EXERCÉE PAR LA

COUR FÉODALE DU ROI,

SUR LES GRANDS VASSAUX DE LA COURONNE,

PENDANT LES XI^e, XII^e ET XIII^e SIÈCLES (1).

La cour féodale du roi avait le droit de juger les procès qui concernaient la personne ou les fiefs des vassaux du duché de France et des autres dépendances du domaine du roi, que les Établissements de saint Louis, liv. II, ch. 10, 11 et 12, désignent par *pays de l'obéissance le roi*, en opposition aux grands fiefs appelés *pays de non obéissance le roi*.

Sous ce rapport, cette cour, instituée par les mêmes causes, et pour satisfaire aux mêmes besoins que celles des autres seigneurs, n'était en réalité qu'une cour seigneuriale, encore bien qu'elle fût plus relevée par l'étendue de son ressort et surtout par sa dignité, puisque celui à qui elle appartenait portait la couronne. Mais n'eut-elle pas de plus hautes attributions qui, s'exerçant sur des personnages non vassaux du duché de France, prenaient un caractère vraiment politique et national? C'est ce que je me propose d'examiner.

J'ai besoin, pour faire comprendre mon sentiment, de me reporter à des faits contemporains de l'accession de Hugues

(1) Ce fragment fait partie d'un « Mémoire sur l'administration de la justice et « l'organisation judiciaire en France, depuis le commencement de la troisième race « jusqu'à la fin du règne de Louis XII », lu à l'Académie en 1846, 1847 et 1848.

Capet au trône, dont le dernier des Carlovingiens fut déposé.

Une réunion de vassaux du duché de France lui défera la couronne. Un seul des seigneurs indépendants, c'est-à-dire, qui n'étaient pas vassaux de ce prince (le duc de Bourgogne) paraît avoir fait partie de cette assemblée; les autres, après quelques tentatives d'opposition, en acceptèrent les résultats, et reconnurent le nouveau roi lorsqu'il eut été sacré.

On peut croire sans peine que les seigneurs, à qui Hugues Capet ou ses ancêtres n'avaient point accordé de bénéfices, qui tenaient leurs domaines des rois carlovingiens au même titre que lui-même tenait les siens, n'entendirent point descendre au rang de vassaux du duché de France.

Cependant leur conduite, car pour des actes ou des conventions ce serait inutilement qu'on espérerait en trouver, démontre aussi qu'ils ne voulurent pas morceler la France en petites souverainetés isolées, indépendantes de tout centre commun, comme cela eût été la conséquence naturelle du fait par lequel chacun d'eux s'attribuait tous les pouvoirs publics dans sa seigneurie.

Il en résulta une sorte d'organisation politique inconnue jusqu'alors, qui semblait vouloir allier l'unité de la patrie avec le morcellement de la souveraineté. Ces seigneurs indépendants reconnurent la suzeraineté de la couronne. Dire qu'à cette époque on savait bien quel était le caractère et quelles devaient être les conséquences de cette suzeraineté, ce serait s'avancer beaucoup trop, sans contredit. Personne ne pressentait la royauté de Louis XI ou de Louis XIV, pas même celle de Philippe-Auguste et de saint Louis. Mais sans qu'on en prévît les suites, le seul fait de cette reconnaissance était le germe de l'autorité qu'un jour les rois essaieraient de revendiquer. En effet, reconnaître la suzeraineté de la couronne, c'était avouer qu'elle avait des droits de la même nature que ceux que les principes féodaux attribuaient à tout suzerain. Mais cette couronne n'était pas un être de raison: puisqu'elle avait des droits, il fallait qu'un personnage quelconque en eût l'exercice. On dut être conduit à la conséquence naturelle, que cet exercice appartenait au prince qui portait la couronne; que c'était à lui que les vassaux de cette couronne, leur suzeraine, devaient prêter hommage; que ce personnage avait le droit d'exercer à leur égard les droits,

et d'exiger d'eux les devoirs résultant de cet hommage, et dus à sa suzeraineté d'après les principes féodaux.

La situation politique de ces seigneurs que les historiens appellent grands vassaux (1), différait essentiellement de celle des vassaux du roi comme duc de France, et cela est facile à comprendre, encore bien qu'au premier abord on pût être tenté de les confondre, au moyen de ce que dans l'un et l'autre cas la suzeraineté était exercée par la même personne.

Les grands vassaux de la couronne étaient tenus à des devoirs envers le roi ; mais ces devoirs leur étaient imposés dans l'intérêt exclusif de la couronne dont il était investi. Ainsi, lorsque le roi soutenait une guerre contre les étrangers, cette guerre pouvant mettre la couronne en péril, tous les grands vassaux étaient obligés de répondre à son appel et de se ranger sous son commandement pour combattre l'ennemi commun. Ainsi, lorsqu'un jugement prononcé contre un des grands vassaux, l'avait condamné, comme rebelle ou félon, à perdre son fief, le roi avait droit de requérir les autres, sous peine de désobéissance, de se joindre à lui pour combattre le rebelle, et pour assurer l'exécution de la condamnation. Ces obligations étaient la conséquence de l'hommage qu'ils avaient prêté et de la fidélité qu'ils avaient jurée à la couronne.

Au contraire, si le roi, dans son duché de France dont il était seigneur au même titre que les grands vassaux l'étaient de leurs domaines, intentait quelque guerre contre un de ses vassaux en révolte, les principes incontestés de la féodalité lui donnaient bien le droit de requérir les autres vassaux de ce duché, de se joindre à lui, sous peine d'être eux-mêmes déclarés rebelles ; mais il n'aurait pu requérir les grands vassaux de la couronne à l'effet de l'assister. S'ils voulaient bien lui prêter secours dans ce cas, c'était à titre d'alliés, d'amis. Leur refus n'aurait pas été considéré comme une infraction à leurs devoirs envers la couronne, parce que, dans le cas dont il s'agit en ce moment, il était uni-

(1) Je ne me sers pas de l'expression *grands feudataires* qu'emploient beaucoup d'auteurs, et voici ma raison. Le mot *feudataire* suppose que la personne à qui on donne ce nom a reçu le fief de la libéralité du suzerain ; or ce n'est pas ce qui eut lieu à l'avènement de Hugues Capet. Les seigneurs, qui comme lui avaient reçu des bénéfices des rois carlovingiens, ne lui devaient rien ; il ne leur avait pas donné leurs fiefs, mais ils consentaient à se reconnaître vassaux de la couronne dont la révolution l'investissait.

quement question de faire valoir et triompher les droits du duc de France contre un des vassaux de ce duché.

Il résulte, de cette distinction, que les grands vassaux étaient dans une situation bien supérieure à celle des vassaux du duché de France. Ils avaient dans leurs fiefs une véritable souveraineté ; néanmoins ils n'avaient pas une indépendance complète ; cette indépendance étant restreinte sous quelques rapports par leurs obligations envers la couronne , dont le roi était fondé à revendiquer et à exercer les droits.

En cela il n'y avait rien de contraire aux véritables principes du droit public. La dépendance dans laquelle un prince souverain est quelquefois placé à l'égard d'un autre , n'empêche pas qu'il soit souverain dans son État , sauf ses devoirs envers son suzerain.

C'est ce qu'a très-bien expliqué, au sujet de notre ancien droit féodal , Loyseau dans son *Traité des seigneuries* , chap. II, n. 34 et 35. Il qualifie « *princes sujets* , ceux qui ont bien les droits « de souveraineté sur le peuple ou la plupart d'iceux , et encore « les ont , non comme simples officiers par exercice , ains en « propriété comme seigneurs ; mais eux-mêmes, pour leur per- « sonne ont un supérieur du quel ils sont sujets naturels , et « partant ne sont pas vraiment princes souverains... Tels ont « été autrefois les principaux ducs et comtes de France , qui « avaient usurpé la plupart des droits de souveraineté, ne recon- « naissant les rois que de l'hommage de leur seigneurie et de la « subjection de leur personne. »

On objectera peut-être que ce sont là des théories créées par les auteurs qui ont essayé de réduire en système des usages féodaux longtemps variés, obscurs, incertains, et que les plus anciens ouvrages dans lesquels on trouve ces principes ne sont pas antérieurs au quatorzième siècle, c'est-à-dire, à une époque où les conquêtes de Louis VI, de Philippe-Auguste et de saint Louis, sur la féodalité, avaient donné une certaine force à ces mêmes principes. Mais précisément des documents qui appartiennent , les uns à l'instant où se réalisa la révolution de 987, les autres à des époques extrêmement rapprochées de ce grand événement , justifient cette doctrine.

La collection des lettres de Gerbert en contient une , n. 107, écrite en 987 à l'archevêque de Sens par Hugues Capet. C'était évidemment une circulaire aux évêques. Le roi annonce qu'il

ne veut point abuser de l'autorité royale, et qu'il prendra sur les affaires les plus importantes les conseils des grands du royaume qu'il appelle ses fidèles, *fidelium nostrorum*; il annonce aux évêques son intention de les faire concourir à ces délibérations, et les requiert de lui prêter serment en cette qualité : « Uti ante kalendas novembris eam fidem quam cæteri nobis firmaverunt confirmetis. »

On trouve dans les œuvres de Fulbert, n. 96, une lettre du comte de Chartres au roi Robert, qui donne au duc de Normandie, l'un des grands vassaux de la couronne les plus puissants, la qualification de fidèle du roi, *fidelis vester*. Cette lettre nous apprend que Robert, voulant traduire devant sa cour le comte de Chartres, qu'il accusait de félonie, avait chargé Richard de notifier au comte un ajournement *ad placitum*; ce qui était conforme à l'usage de ce temps, d'après lequel le défendeur devait être ajourné par un ou plusieurs membres du tribunal devant lequel il était sommé de comparaître.

Quelque temps avant, une grave contestation s'était élevée entre le duc de Normandie et le comte de Chartres; le comte ayant eu recours à la voie des armes, Richard avait appelé des étrangers à son secours. Le roi, concevant de vives inquiétudes pour la tranquillité du royaume, convoqua les grands vassaux pour former un plaid, *satrapas regiminis sui convocavit*; il ordonna aux deux contendants d'y comparaître, *ambosque discordes ad se, apud Coldras, convenire mandavit*. Ils obéirent, et la querelle fut assoupie : *Ubi dum causas dissensionum utraque ex parte audiisset, sopitis eorum animis, protinus eos concordēs reddidit*. Ce fait est rapporté en termes presque identiques par Guillaume de Jumièges, *Hist. Normann.*, cap. 10 et *seqq.*, par une chronique dont du Chesne a publié un fragment, et dans les grandes chroniques de Saint-Denys (1).

Ainsi l'on voit, par ces documents, que les grands vassaux, quelque étendue que fût leur autorité dans leurs domaines, étaient considérés, sans opposition et même avec adhésion de leur part, comme fidèles du roi, obligés envers lui à ce qu'on appelait *service de cour*, c'est-à-dire, à assister à son plaid et à en reconnaître la juridiction.

(1) *Rerum gall. et franc. scriptores*, t. X, p. 187, 213 et 309.

Il s'en trouve une preuve non moins formelle, mais bien plus développée, dans un traité fait en 1101 ou 1109 par le comte de Flandre avec le roi d'Angleterre, duc de Normandie, qui achetait l'alliance offensive et défensive du comte par la concession d'un fief (1).

On y prévoit la possibilité que Philippe I^{er}, roi de France, fasse une invasion en Angleterre : Robert promet d'employer ses soins pour empêcher l'accomplissement de ce dessein ; et, en effet, sa qualité de vassal de la couronne lui donnait le droit de prendre part à la délibération qui devait précéder une pareille entreprise pour imposer des devoirs de service aux grands vassaux.

S'il n'y peut réussir, il ne s'engage pas à refuser de répondre à l'appel du roi de France ; mais il promet de fournir le moins d'hommes qu'il lui sera possible, de manière, toutefois, à ne pas se compromettre et à ne pas encourir la peine d'une désobéissance.

On prévoit encore que le roi d'Angleterre pourra avoir besoin de requérir, dans son duché de Normandie, les secours du comte de Flandre : celui-ci les promet tant que le roi de France ne lui aura pas fait signifier qu'il n'ait plus à les fournir. On ajoute que, si le roi de France faisait une invasion dans le duché de Normandie, le comte de Flandre n'est point empêché, par le traité qu'il conclut, de l'accompagner ; seulement il promet de ne se faire suivre que par dix chevaliers, ce qui, probablement, était le *minimum* des secours que, d'après les usages de la féodalité, il devait au roi de France, pour ne pas encourir la peine de forfaiture.

Mably, qui, en général, n'est pas favorable à la royauté, en rapportant des extraits de ce document dans la troisième remarque sur le chapitre 2 du livre III de ses *Observations sur l'histoire de France*, dit avec raison que ce traité passé entre deux des plus grands vassaux de la couronne est « très-propre » à nous faire connaître la nature des devoirs auxquels ils se « croyaient assujettis envers le roi de France, leur suzerain, et « des droits attachés à la suzeraineté. »

Cet acte contient, en effet, la preuve très-formelle que le comte de Flandre se regardait comme tenu des devoirs de la

(1) Rymer, *Acta foedera, etc.*, t. I, p. 1.

féodalité envers le roi de France investi des droits de la couronne ; que l'infraction à ces devoirs l'exposerait à la perte de ses fiefs, *feodum suum foris faciat*, et que le jugement de confiscation pouvait être prononcé contre lui par la cour du roi. Les principes les plus incontestables de la féodalité nous apprennent, en effet, que la cour du suzerain, dans quelque degré de hiérarchie qu'il se trouvât placé, était juge des infractions à la foi commises par son vassal ; et c'est précisément ce que le comte de Chartres reconnaissait par la lettre citée plus haut, dans laquelle il ne dénie point le droit de la cour du roi, et se borne à présenter des motifs d'excuse de sa non-comparution.

Ce cas, le plus important sans doute, puisqu'il se rattachait aux plus hauts intérêts de l'État et aux questions les plus délicates du système féodal, ne fut pas le seul dans lequel le roi put exercer une juridiction sur les grands vassaux. Plusieurs documents constatent que, lorsque les vassaux de ces derniers éprouvaient de leur part un déni de justice qu'on appelait *defaulte de droit*, ils étaient autorisés à porter leur plainte au roi.

Ce recours n'avait jamais donné lieu à la moindre objection, lorsqu'il était fait par des arrière-vassaux du duché de France. Mais les grands vassaux auraient pu essayer de s'y soustraire, en objectant qu'ils étaient souverains dans leurs États, de même que le roi l'était dans les pays de son obéissance, et que le recours pour *defaulte de droit* n'étant point admis contre le roi, ainsi que le constatent les Établissements de saint Louis, liv. II, ch. 13 et 19, il y avait parité de motifs pour l'interdire à leurs vassaux.

Toutefois, cette prétention n'eût pas été fondée, la parité que je viens de supposer n'existait pas. L'ensemble du royaume, tant pays d'obéissance que pays de non-obéissance, formait une vaste hiérarchie féodale dont le roi était le dernier et le suprême degré. Aucune autorité n'étant supérieure à la sienne, on n'aurait pu porter nulle part une réclamation contre lui, pour *defaulte de droit* ; mais on ne pouvait en dire autant d'aucun autre seigneur, même des plus puissants parmi ceux qu'on appelait grands vassaux. Ils avaient reconnu la suzeraineté de la couronne ; et puisque, d'après les principes de la féodalité, tout vassal à qui son seigneur refusait justice, pouvait l'appeler en *defaulte de droit*, devant le suzerain, une réclamation de

cette sorte pouvait être portée devant le roi, à qui appartenait l'exercice de l'autorité de la couronne, suzeraine des grands vassaux.

Nous ne connaissons point, jusqu'à présent, de documents antérieurs au douzième siècle qui attestent l'usage de ces sortes de pourvois ; mais on a vu que, dès le règne de Robert et de Philippe I^{er}, les grands vassaux reconnaissaient la juridiction du roi dans des occasions où leurs intérêts étaient bien autrement compromis que par des plaintes pour default de droit ; et, d'ailleurs, les documents que je vais citer constatent un état de choses existant, non controversé, plutôt qu'ils n'établissent un droit nouveau.

Une contestation s'était élevée en 1156 entre Guillaume, dit le Vieux, et son neveu Guillaume VII, au sujet du duché d'Auvergne, arrière-fief de la couronne sous la mouvance directe du duché d'Aquitaine. L'oncle essaya d'en saisir immédiatement la cour du roi de France. Le roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, prétendit que cette cour n'était compétente que dans le cas où il aurait refusé de faire justice ; et il niait avoir fait ce refus. Louis VII soutenait que ce préalable n'était pas nécessaire. Une guerre s'ensuivit et fut terminée amiablement. Louis VII avait tort, selon moi ; la mise en demeure était nécessaire à l'égard du seigneur qu'on accusait de default de droit. Beaumanoir, qui écrivait à la fin du treizième siècle, l'atteste expressément, chap. LXI, art. 33 et 34 ; et même il dit qu'un délai déterminé par les usages locaux devait être accordé au seigneur pour qu'il fit rendre un jugement par sa cour, avant que la demande en default de droit pût être intentée. Mais la seule chose qui importe pour la question dont il s'agit, c'est la reconnaissance par le roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, grand vassal de la couronne, que le recours eût été fondé, s'il avait refusé de rendre justice. Peu d'années après, Louis VII, voulant mettre fin aux vexations des seigneurs de Polignac contre l'église du Puy, leur fit la guerre et les constitua prisonniers. Le roi d'Angleterre, dont ces seigneurs étaient vassaux, réclama, en alléguant qu'aucune plainte n'avait été portée à sa cour contre eux ; qu'ils devaient être renvoyés devant lui, promettant de rendre justice. C'était avouer que, s'il avait refusé cette justice, s'il y avait eu de sa part default de droit, il n'aurait pas été fondé à réclamer con-

tre la conduite du roi de France à l'égard des seigneurs de Polignac. (Voir l'*Art de vérifier les dates*, éd. in-f., t. II, p. 358.)

Ainsi Mably s'est trompé lorsqu'il a dit, *Observations sur l'histoire de France*, livre III, chap. 3, rem. 6, que l'usage du recours pour default de droit remonte seulement au règne de Philippe-Auguste ; et la même erreur a été commise par le président Henrion, *Autorité judiciaire*, introd., p. 55.

Ce recours au roi, de la part des justiciables d'un grand vassal pour default de droit, fut longtemps le seul qu'autorissassent les règles de la féodalité. Lorsque ces justiciables avaient quelque contestation d'intérêt avec leur seigneur, c'était, sans le moindre doute, à la cour de ce dernier que le jugement en appartenait, comme s'il ne s'agissait que d'un procès entre deux vassaux de ce même seigneur ; comme, de nos jours, le citoyen qui plaide contre l'État est jugé par les tribunaux que ce même État a institués. Dans la suite, il est vrai, s'éleva la question de savoir si les décisions des cours des grands vassaux pouvaient être portées par appel devant celle du roi ; mais les règles qui s'établirent à ce sujet appartiennent au quatorzième siècle.

Toutefois il pouvait arriver qu'un différend s'élevât entre deux grands vassaux respectivement indépendants l'un de l'autre, dont l'un, pas plus que l'autre, n'était obligé, par la hiérarchie féodale, à reconnaître la juridiction de la cour de son adversaire. Ils se trouvaient alors dans la même position que seraient la France et l'Espagne, si, à l'occasion d'une délimitation de ces États, la souveraineté ou la possession d'une portion quelconque de territoire était contestée entre eux, ou si, pour toute autre cause, l'un prétendait avoir été lésé par l'autre. A défaut d'une conciliation que manquent rarement d'opérer des concessions réciproques ou un arbitrage volontairement consenti, la guerre serait la seule ressource pour terminer le débat.

Dans l'état des choses existant à l'époque dont je m'occupe, ce n'était pas seulement une contestation individuelle entre deux grands vassaux qui pouvait donner lieu à un débat. Souvent il pouvait naître de la réclamation du vassal de l'un de ces seigneurs contre le vassal de l'autre. Tel était le lien qui, d'après les idées féodales, existait entre un seigneur et son vassal, que leurs intérêts étaient identifiés ; le seigneur devait à son vassal protection et défense contre tous, en échange de la pro-

messe de celui-ci de le servir en tout temps et contre toutes personnes. Ainsi, lorsqu'un vassal du comte de Champagne se plaignait à son seigneur d'avoir été lésé par un vassal du comte de Flandre, et du refus fait par ce dernier de lui rendre justice, l'affaire prenait le caractère d'une contestation personnelle entre ces deux grands vassaux ; comme ils étaient indépendants l'un de l'autre, cette contestation n'aurait pu être résolue que par une guerre, et c'est probablement ainsi que les choses se passèrent dans l'origine. Mais l'expérience fit promptement connaître tout ce qu'il pouvait en résulter de dangers pour la paix et la sûreté du royaume, et j'en ai donné une preuve plus haut à l'occasion d'une contestation entre le comte de Chartres et le duc de Normandie ; on dut chercher un moyen d'y obvier.

Ce moyen paraît avoir été fourni par le principe qui faisait considérer le roi comme le chef suprême de la hiérarchie féodale, comme la clef et le couronnement de ce vaste édifice.

Le respect pour le caractère de la royauté était plus grand qu'on ne serait tenté de le croire, d'un temps où l'action politique de cette même royauté éprouvait tant de résistances locales et individuelles. Les grands, malgré leur ambition et l'esprit d'insubordination qui les animait trop souvent, ne pouvaient s'empêcher de voir dans le monarque le seul centre auquel ils pussent se réunir si des discordes intestines ou des guerres étrangères mettaient en danger l'unité de la patrie.

Mais s'il est évident qu'au roi appartenait le jugement des questions dont je viens de donner l'indication ou d'autres du même genre, notamment lorsque la propriété d'un grand fief était disputée entre deux prétendants, de quelles personnes devait être composée la cour qui avait à rendre le jugement ?

Mably, dans ses *Observations sur l'histoire de France*, liv. III, chap. VI, énonce à ce sujet une opinion que je ne peux me dispenser de transcrire :

« Du principe incontesté qui est effectivement rappelé dans
 « le traité de 1101, qu'on ne pouvait être jugé que par ses pairs
 « dans les justices féodales, et jamais par des vassaux d'une classe
 « inférieure, il résulte que chaque suzerain aurait dû avoir
 « autant de cours différentes de justice qu'il possédait de seigneuries d'un ordre différent. La cour des assises du roi, aussi
 « ancienne que la monarchie, n'étant par la nature du gouvernement féodal, et ne devant être composée que de grands sei-

« gneurs qui relevaient immédiatement de la couronne, aurait
 « dû toujours être distinguée des autres cours de justice que
 « Hugues Capet et ses premiers successeurs tenaient en qualité
 « de ducs de France ou de comtes de Paris et d'Orléans. Il au-
 « rait donc fallu ne former le parlement que des pairs du
 « royaume, et en fermer l'entrée aux simples barons du duché
 « de France, qui auraient assisté de leur côté aux assises de la
 « seigneurie dont ils relevaient. » Ce que Mably se borne à in-
 « diquer, comme ayant dû être, si le régime féodal avait été or-
 « ganisé logiquement, le président Henrion, dans son ouvrage
des Pairs de France, l'annonce comme un fait historique :
 « Après l'avènement de Hugues Capet, dit-il, p. 29, nos rois
 « eurent deux cours féodales qui différaient par leurs attribu-
 « tions, par le nombre et par la qualité des membres qui les
 « composaient. Tous étaient également les vassaux du roi ; mais
 « les uns en relevaient à cause de la couronne, les autres à cause
 « des différentes seigneuries qui composaient son domaine. »

Mais aucun document n'atteste l'existence simultanée de ces deux cours distinctes, toutes deux présidées par le roi, à deux titres différents. Notre savant confrère M. Beugnot, qui dans la préface du t. 1^{er} des *Olim*, p. xxiv, a très-bien résumé la théorie de Mably et du président Henrion, reconnaît qu'en fait, « on chercherait vainement le moindre indice qui révélat l'exis-
 « tence des deux cours dont on parle : on n'apercevrait jamais
 « autour du roi qu'un conseil composé et réuni irrégulièrement,
 « dont le pouvoir était très-étendu et nullement défini ; qui dé-
 « libérait sur la paix et sur la guerre, sur les ordonnances gé-
 « nérales et particulières ; qui jugeait les causes des hauts ba-
 « rons et celles des simples vavasseurs, et dans lequel entraient,
 « sur la convocation et sous le bon plaisir du roi, des prélats,
 « des grands vassaux de la couronne, des vassaux du duché de
 « France, des officiers du palais et d'autres seigneurs auxquels
 « la faveur du roi et d'autres événements attribuaient une im-
 « portance passagère. » M. Beugnot ajoute, à la vérité, p. XLVII
 et XLVIII, qu'enfin une cour spéciale exclusivement com-
 posée de grands vassaux fut réunie pour le jugement de
 Jean-sans-Terre en 1202. Je me réserve d'examiner plus bas
 cette question ; mais pour ce qui m'occupe en ce moment, j'ai la
 satisfaction de me trouver d'accord avec lui sur le point que,
 ni sous le règne de Hugues Capet, ni sous celui de ses succes-

seurs pendant les onzième et douzième siècles, rien n'indique dans les actes publics, dans les chartes particulières et dans les historiens, l'existence de deux cours distinctes, toutes deux présidées par le roi, à deux titres différents : l'une exclusivement chargée de juger les contestations relatives à la personne et aux fiefs des grands vassaux ; l'autre, jugeant les seuls vassaux du duché de France.

Mably en attribue la cause au caractère inconsidéré des seigneurs français et à leur ignorance : « Les Capétiens, dit-il, ayant
« confondu toutes leurs dignités, et ne prenant plus que le titre
« de rois, il arriva que, quels que fussent les seigneurs qu'ils convoquaient pour tenir leurs plaids, cette cour fut appelée la
« Cour du roi ; et une équivoque de mots suffit pour détruire
« un des principes les plus essentiels du gouvernement féodal. »

Ce que Mably considère comme le résultat de l'inconsidération, de l'ignorance, de l'inconséquence des seigneurs français, le président Henrion l'attribue « à l'impossibilité où l'on se trouvait de réunir la cour des grands vassaux pour juger des contestations souvent modiques ; ce qui produisit la fusion de la
« cour de la couronne dans celle du roi ; » mais il voit en cela une violation ouverte des principes de la féodalité.

Ni l'une ni l'autre de ces explications ne me paraît satisfaisante. La nécessité de deux cours distinctes et différemment composées, qui peut sembler rationnelle aujourd'hui que, éloignés des temps où les faits se sont passés, nous les envisageons à l'aide de principes abstraits, ne me semble pas conforme aux idées qu'on se faisait alors de la suzeraineté du roi et des droits qu'elle lui donnait sur les grands vassaux. La féodalité n'avait pas été créée *à priori*, et par une sorte de charte constitutionnelle. Elle était sortie du désordre et des débris de l'autorité légitime et centrale ; elle s'était faite peu à peu, sans système préconçu, à mesure des circonstances, et par la fusion d'un grand nombre de causes qui ne pouvaient produire rien de fixe, d'uniforme, de logiquement organisé.

À côté d'une royauté nouvelle dont les droits n'étaient point définis, mais qui ne pouvait oublier complètement les traditions de la royauté carlovingienne, étaient des seigneurs qui, sans droits mieux définis, s'étaient faits en quelque sorte souverains de portions isolées du territoire, au mépris et en violation des

titres qu'ils tenaient des monarques de la seconde race; sans lien commun que la suzeraineté de la couronne et une espèce de supériorité de la personne royale, supériorité qui dans beaucoup de circonstances ne pouvait pas rester un vain mot sans résultats.

Une cour féodale suprême, telle que Mably suppose qu'elle aurait dû être instituée, telle que le président Henrion croit qu'elle a existé quelque temps, dont le roi ne se serait trouvé membre que pour son duché de France, et dont il aurait dû, si l'on veut être conséquent, devenir justiciable pour ce duché, de même que l'étaient le duc de Bourgogne, le comte de Flandre, etc., pour leurs seigneuries, aurait été la véritable autorité suzeraine; la France n'eût été qu'une fédération de petits états et non une monarchie; il aurait fallu attribuer l'exécution des décisions de ce tribunal à un pouvoir indépendant du roi lui-même, au moins dans les cas où les jugements de cette cour auraient été contraires à ses intérêts; et par conséquent ce pouvoir eût été le véritable souverain. Or, ce n'est ni ce qu'avaient entendu faire les grands vassaux, ni ce qui était possible. Ils n'avaient pas voulu devenir vassaux du duché de France, sans doute, mais ils n'avaient pas entendu aussi être entièrement les égaux du roi, car ils lui avaient prêté foi et hommage, ce qui emportait obligation de le servir *in campo et in curte*; et l'on ne prend un tel engagement qu'envers un supérieur; un tel engagement entraîne nécessairement soumission à la cour du suzerain envers qui on le prend: il était donc naturel d'adopter pour règle que les procès relatifs à la personne ou aux fiefs d'un grand vassal seraient jugés dans la cour ordinaire du roi. Mably suppose, comme principe essentiel du régime féodal, « qu'un vassal ne pouvait être jugé, dans la cour de son suzerain, que par ses pairs et jamais par des vassaux d'un ordre inférieur; qu'en conséquence chaque suzerain devait avoir autant de cours de justice qu'il avait de vassaux d'un ordre différent. » Et c'est à n'en pas douter dans la même supposition que raisonne le président Henrion.

Mais ce système, à part l'impossibilité physique de son exécution, pêche par sa base. Il n'existe aucun document contemporain ou voisin de l'époque dont je m'occupe, dans lequel on trouve expressément ou même indirectement énoncé ce prétendu principe. La seule chose qu'ils nous apprennent, c'est que le vassal traduit devant la cour de son suzerain avait droit d'exi-

ger qu'on y appelât, s'il ne les y trouvait pas, un certain nombre de vassaux du même rang que le sien, ses *pairs* ; et ce nombre variait suivant les localités, ainsi que l'attestent Defontaine, chap. XXI, art. 9, et Beaumanoir, chap. LXVII, art. 2. Mais les autres membres de la cour qui n'étaient pas de ce rang, ne cessaient point d'en faire partie. Ils conservaient le droit de juger : en un mot, la cour était renforcée par des pairs du défendeur, mais elle ne s'effaçait pas devant eux, pour délaisser le jugement à eux seuls ; c'est ce qui est très-bien expliqué dans le chap. 71 du liv. I^{er} de l'ouvrage connu sous le titre d'Établissements de saint Louis, lequel, dans mon opinion et celle de plusieurs savants, est le remaniement d'ouvrages antérieurs au roi dont il porte le nom vénéré. Voici les termes de ce chapitre : « Se li bers (baron) est apelés en la cort le roi,... et il die : je « ne vüel mie estre jugies fors par mes pers, de cette chose, a « donc si doit-on les barons semondre jusques a trois a tout le « mains, et puis la justice doit fere droit o (avec) eux et o (avec) « autres chevaliers. »

Une seule difficulté subsiste, et le simple bon sens suffit pour la résoudre : il pouvait arriver qu'après que le défendeur avait demandé qu'on appelât, à la cour, des vassaux de son rang, ses pairs, ceux-ci, appelés, *semonds*, pour me servir de l'expression usitée, refusassent leur assistance, par un motif quelconque. Dans cette circonstance, très-possible, car précisément j'en vais donner un exemple, la cour que les pairs défaillants avaient refusé de *garnir* (c'est encore l'expression usitée) restait-elle frappée d'incompétence ; et par conséquent l'action de la justice était-elle interrompue et véritablement paralysée ? Non sans doute, et la force des choses commandait que l'affaire fût instruite et jugée par la cour où les pairs avaient manqué d'assister.

C'est précisément ce qui arriva du temps de saint Louis, à l'occasion du procès d'Enguerrand de Coucy, l'un des plus puissants barons de France. En 1255, ce seigneur avait fait mourir d'un supplice infâme trois jeunes gens pour avoir tué sur ses domaines du gibier levé par eux sur les terres d'une abbaye où ils faisaient leurs études. Le roi voulut faire justice d'un crime si révoltant, et traduisit Coucy devant sa cour. L'accusé réclama le droit d'être jugé par ses pairs, et la cour hésita d'abord sur le point de savoir si c'était le cas d'appliquer la règle que je viens de citer d'après les Établissements. Elle accorda la

demande; des barons, et même en grand nombre, furent appelés. En présence de cette assemblée, Coucy soutint que les pairs convoqués ne pouvaient être ses juges, parce qu'étant ses parents ils lui devaient au contraire conseil et assistance. Ces barons cédèrent à la réclamation; et, pour me servir des expressions de Guillaume de Nangis, le roi se trouvait presque seul, *præter paucos consilii sui* (*Rer. gall. et franc. script.*, t. XX, p. 387). Il ne fut point déconcerté par cet incident; il avait pour lui les principes; sa cour était compétente, à la seule condition d'appeler des pairs de l'accusé lorsque celui-ci le demandait; ce n'était pas sa faute si les barons appelés refusaient le service. Saint Louis se disposait à prendre les avis des conseillers qui lui restaient, lorsque les barons se jetèrent à ses pieds, demandant la grâce du coupable: il l'accorda à quelques conditions.

La théorie que je viens d'exposer trouve ses preuves dans les documents dont il me reste à rendre compte.

Le plus ancien est de 1153; l'évêque de Langres se plaignait d'actes de violences et d'usurpations commis par le duc de Bourgogne à son préjudice.

Si, pour juger les procès intentés contre un des grands vassaux, il eût existé ou dû exister alors, comme l'ont cru Mably et le président Henrion, une cour de la couronne uniquement composée de grands vassaux, et dans laquelle les vassaux du duché de France et d'autres personnages, quelle que fût leur dignité, n'auraient pas eu droit de séance, parce qu'ils n'étaient pas pairs du défendeur, c'eût été à cette cour que la cause aurait dû être portée, puisque le duc de Bourgogne n'était pas vassal du duché de France, mais bien de la couronne. Cependant ce fut devant la cour ordinaire du roi que l'évêque de Langres le cita; et le duc n'invoqua point l'incompétence: chose remarquable à une époque où chacun était si jaloux de faire valoir son rang et d'en revendiquer les prérogatives.

L'acte de ce procès, publié par Brussel dans son ouvrage intitulé *Nouvel examen de l'usage des fiefs pendant les onzième, douzième, treizième et quatorzième siècles*, p. 272, d'après le cartulaire de Langres, p. 181, et que d'autres savants ont reproduit, contient en très-grand détail les demandes et les défenses respectives.

La cour du roi, après avoir accordé plusieurs délais au duc, dont toute la défense consistait à nier quelques-uns des faits al-

légues contre lui, à expliquer ou à justifier les autres, et qui finit par refuser d'obtempérer à de nouvelles intimations, le condamna.

Le même auteur a publié, p. 651, d'après le cartulaire de Champagne qui existait de son temps à la chambre des comptes, et qu'on trouve maintenant aux archives nationales, un arrêt de la cour du roi de 1216, rendu entre Érard de Brienne et la comtesse de Champagne, qui nous fournit une preuve semblable. La question était de la plus haute importance : il s'agissait de la propriété du comté de Champagne, grand fief de la couronne. Érard de Brienne, et sa femme, du chef de qui il élevait la prétention, perdirent leur cause, et même ils acquiescèrent.

Le texte nous apprend que cet arrêt fut rendu par l'archevêque de Reims, l'évêque de Châlons, l'évêque de Langres, l'évêque de Beauvais, l'évêque de Noyon, le duc de Bourgogne « et à *multis aliis episcopis et baronibus nostris, videlicet, etc.* » (Suivent les noms de ces autres juges.) Les six premiers étaient grands vassaux; ils sont indiqués dans la liste des douze pairs de France que Mathieu Paris a donnée dans son histoire, p. 941. Les autres n'étaient point revêtus de cette dignité, et leur nombre excède même celui des grands vassaux.

Ce document nous apprend que la cause fut plaidée et jugée dans la cour du roi, *venit in curiam nostram*; mais, par la double circonstance qu'il s'agissait de la propriété d'un grand fief, d'une pairie, et que les pairs garnissaient la cour, le jugement est qualifié jugement des pairs : *judicatum ibidem a paribus regni nostri*, quoique certainement ils y fussent en minorité. Toute leur prérogative fut d'y être nommés les premiers, suivant l'usage qui leur attribuait la préséance après le roi.

Martène, dans son *Amplissima collectio*, t. I, col. 1193, a publié un autre document de 1224, bien plus propre encore à éclairer la question.

Le sire de Nesle avait cité la comtesse de Flandre, grand vassal de la couronne et pair de France, devant la cour du roi pour lui avoir refusé justice; ce qu'on appelait, comme on l'a vu plus haut, *defaulte de droit*. Les pairs assistant à la cour prétendirent que le chancelier du roi, son bouteillier, son chambellan, son connétable, n'avaient pas droit de séance. Cette réclamation, qui ne tendait pas cependant à réduire la cour aux seuls pairs, mais simplement à en faire exclure les *ministeriales hospitii regis*, fut

rejetée, attendu la très-ancienne possession du droit de séance dans laquelle étaient ces officiers. Cette possession est, en effet, attestée par des documents des onzième et douzième siècles; elle remontait aux deux premières races. Mais l'incident mérite d'être remarqué.

Dans l'hypothèse où la cour devant laquelle était citée la comtesse de Flandre n'aurait été composée que des grands vassaux pairs de cette comtesse, l'arrêt dont il s'agit serait un non-sens, car il constate la tenue d'une cour composée de grands vassaux et de personnages qui ne l'étaient pas. Il constate que parmi ces derniers étaient des *ministeriales hospitii regis*, à qui les grands vassaux contestaient le droit de présence. Cette prétention fut rejetée. On lit dans l'arrêt : *judicatum fuit in curia domini regis* : il y eut donc une décision. Ce n'est pas par les pairs seuls qu'elle a pu être rendue, puisqu'elle rejette leur prétention; le jugement est donc l'ouvrage d'autres membres de la cour qui n'étaient pas pairs de la comtesse de Flandre; cette comtesse avait donc été citée devant une cour qui n'était pas exclusivement composée de grands vassaux, ses pairs.

Les arrêts que je viens de citer furent rendus contre des héritiers de ces grands seigneurs qui, au moment de la révolution de 987, étaient les égaux de Hugues-Capet, et à qui, dans la suite, l'usage fit donner le titre de *pairs de France*.

Mais cette dignité ayant été, peu à peu, conférée à d'autres seigneurs qui relevaient simplement du roi et non de la couronne, et, avec cette dignité, les prérogatives judiciaires qu'elle entraînait, la cour du roi devait aussi, pour les juger, appeler les autres pairs.

Nous en trouvons un exemple dans le procès fait par saint Louis à Pierre de Maucler, duc de Bretagne. L'arrêt de 1230, dont le texte a été conservé (1), constate que la cour qui prononça la condamnation était composée non-seulement de deux pairs grands vassaux, le comte de Flandre et le comte de Champagne, mais encore d'évêques, d'autres vassaux et d'officiers du roi, de chevaliers qui n'étaient point pairs de l'accusé; et celui-ci, loin de réclamer contre la compétence de ses juges, finit par se soumettre à la condamnation, et par demander grâce au roi.

Un dernier complément de preuves résulte des actes du pro-

(1) Morice, *Preuves de l'histoire de Bretagne*, t. III.

cès de Robert d'Artois contre la comtesse Mathilde, jugé par la cour du roi garnie de pairs. Ces actes, qu'on trouve au trésor des Chartres, carton J, 439 et 440, et à la Bibliothèque nationale, collection Brienne, vol. 178, constatent les décisions de la cour pour *semondre les pairs*; les intimations données, par ordre du roi, à Robert de comparaître au jour indiqué *par-devant nous et par-devant nos pairs et notre conseil*: le procès-verbal des pairs commence par ces mots: *nous li pers dessus dits, à la requeste et mandement du roi à nous, venismes en sa cour à Paris, et fismes et tenismes cour avec douze autres personnes* (les noms suivent et ne sont pas des noms de pairs) *eluz et miz à ce faire de par le roi nostre sire avec nous, comme cour garnie de nous et d'autres plusieurs sages gens.*

Mais je dois exposer avec bonne foi, et discuter à l'aide d'une critique impartiale, une objection contre mon sentiment, dont je ne me dissimule pas la gravité.

Cette objection est déduite de ce qu'on prétend avoir eu lieu, en 1202, relativement à la condamnation prononcée contre Jean sans Terre.

Nous lisons dans l'histoire de France de Vely, t. III, p. 410 et suiv. (édit. in-12), que ce prince, accusé du meurtre d'Arthur de Bretagne, fut cité devant la cour des pairs, qu'il ne comparut pas, et qu'une condamnation à mort avec confiscation de ses fiefs, dont les plus considérables étaient le duché de Normandie et celui d'Aquitaine, fut prononcée. Ce récit, emprunté d'historiens antérieurs, a été copié par tous ceux qui ont écrit après Vely.

Si, par l'expression *cour des pairs*, il faut entendre un tribunal exclusivement composé de grands vassaux, lequel aurait été seul compétent pour prononcer sur les procès relatifs à leurs personnes et à leurs fiefs, l'existence d'un tel tribunal en 1202 serait une forte présomption de cette même existence à une époque très-voisine du commencement de la troisième race; et je reconnais franchement les conséquences qu'on peut en tirer contre mon opinion.

Si au contraire on entend la cour ordinaire du roi, qui aurait eu pour attribution de juger les grands vassaux de la couronne, de même qu'elle jugeait les vassaux du duché de France, avec l'obligation, dans le premier de ces cas, d'appeler *pour la garnir* d'autres grands vassaux non intéressés au procès, il n'en résulterait rien de contraire à mon sentiment.

C'est sous le premier de ces deux points de vue que notre savant confrère, M. Beugnot, a considéré le jugement prononcé contre Jean sans Terre. Il croit que le tribunal fut exclusivement composé de grands vassaux. Voici comme il s'exprime dans la préface du t. I^{er} des Olim, p. XLVII et XLVIII :

« Philippe-Auguste comprit que le jugement qu'il voulait obtenir n'aurait d'autorité qu'autant que ces actes seraient entourés de toute la solennité des formes judiciaires , et que la moindre irrégularité l'entacherait pour toujours de nullité, et soulèverait l'Europe entière contre le prince qui l'aurait dicté. Le dogme du jugement des pairs dut reprendre dans cette occasion sa vigueur première, et recevoir une rigoureuse application ; car aucun autre moyen ne se présentait à Philippe-Auguste de cacher, sous l'apparence du droit , ses desseins ambitieux. Si le roi d'Angleterre pouvait regarder comme indigne de l'élévation de son rang, de venir se défendre devant de simples vassaux du roi, devant des prélats, des officiers du palais, des chevaliers ou des maîtres choisis par son suzerain, il ne dégradait pas sa couronne en comparaisant devant une cour composée de six souverains , ses égaux en droits, sinon en puissance, et qui avaient reçu d'un principe incontesté le droit de le juger. »

Malheureusement le texte du jugement et les actes de la procédure contre Jean sans Terre n'ont pas été conservés ; peut-être n'en a-t-il jamais été rédigé, ou des motifs de politique les ont-ils fait supprimer. Le seul document contemporain, et dont l'authenticité n'a jamais été mise en doute, par lequel cette condamnation soit attestée, est une lettre écrite en 1216 aux évêques et aux monastères d'Angleterre par Louis, fils de Philippe-Auguste, publiée par Duboulay, *Historia universitatis Parisiensis*, t. III, p. 86, dans les *Historiæ Angliæ scriptores*, et que D. Brial a reproduite dans le t. XVII, p. 722, des *historiens de France*, d'après un manuscrit de la bibliothèque Cotonienne. On y lit ces mots : *satis notum est quoniam Johannes, de murdro Arthuris nepotis sui, in curia domini nostri regis Franciæ per pares suos citatus et per eosdem pares fuit legitime condemnatus.*

Mais ces derniers mots n'impliquent en aucune façon que la cour ait été exclusivement composée de grands vassaux, et le jugement rendu par eux seuls. On verra bientôt qu'en fait, cela

n'a pu être. Certainement le fils de Philippe-Auguste, qui avait dû être témoin du procès de 1202, ne saurait être présumé avoir voulu faire, dans sa lettre de 1216, une assertion qu'aurait démentie la notoriété publique. Ainsi les mots *per pares suos citatus et per eosdem legitime condemnatus* doivent être interprétés d'après les usages que j'ai constatés en me fondant sur des documents dont l'un est antérieur à 1202, les autres très-rapprochés de cette époque, et qui tous nous apprennent que lorsqu'un grand vassal était traduit devant la cour du roi, cette cour où les autres grands vassaux avaient droit de séance devenait à son égard une cour de pairs ; que tous les membres de cette cour devenaient ses pairs de jugement.

C'est dans le sens de cette interprétation qu'il faut aussi entendre, selon moi, un passage de Mathieu Paris. Cet auteur, rendant compte, sous l'année 1254, du projet qu'avait saint Louis d'investir Henri III, roi d'Angleterre, d'une partie des fiefs confisqués sur Jean sans Terre, et de l'opposition des barons de France à ce projet, met dans la bouche de ces derniers les mots suivants : *absit enim ut duodecim parium judicium quo juste abjudicatur rex Anglorum et privatur Normania, cassetur, et pro frivolo habeatur*.

En concédant, ce qui, sans le moindre doute, est le plus favorable à l'opinion de M. Beugnot, que Mathieu Paris ait entendu par les mots *judicium duodecim parium*, parler des douze pairs de France, six laïques et six ecclésiastiques, dont cet auteur a donné la liste p. 941, il faudrait supposer que cette constitution du corps de la pairie existait en 1202 ; et de graves difficultés s'élèvent à ce sujet. Il est bien vrai que plusieurs auteurs la rattachent à la cérémonie du sacre de Philippe-Auguste en 1179, sur la foi d'un document publié par du Tillet, *Recueil des rois de France*, édit. de 1607, p. 265, ou de 1618, p. 262 ; mais la fausseté de ce document a été démontrée par D. Brial dans le t. XIV, p. 22, de l'*Histoire littéraire de France* ; et M. Beugnot me paraît ne lui accorder aucune confiance, puisque dans son opinion ce serait Philippe-Auguste qui, après avoir formé un haut tribunal de six grands vassaux pour juger Jean sans Terre, aurait, peu après, complété l'institution de douze pairs en créant six pairies ecclésiastiques. Voici en quels termes il s'exprime : « Les motifs qui décidèrent Philippe Au-
guste, lors du procès de Jean sans Terre, à constituer en cour

« suprême les six pairs laïques, durent le presser de compléter son ouvrage en adjoignant à ces six pairs laïques un nombre égal de pairs ecclésiastiques. » M. Beugnot entre, au sujet des motifs qui décidèrent le roi pour le choix des pairs ecclésiastiques, dans une savante discussion, que je n'ai pas besoin de reproduire ; ce qu'il est important d'examiner, c'est de savoir si, dans son hypothèse, ou dans celle que fournit le récit de Mathieu Paris, la condamnation de Jean sans Terre a pu, *en fait*, être prononcée exclusivement par les hauts personnages qu'ils appellent pairs de France, sans le concours des membres de la cour ordinaire du roi. Peut-être cette discussion fournira-t-elle une nouvelle preuve de ce que d'habiles critiques ont remarqué, qu'il y a dans les annales de chaque nation des traditions longtemps accréditées, qui s'évanouissent à mesure qu'on les examine de plus près.

Veut-on que le tribunal qui a jugé Jean sans Terre ait été composé exclusivement des six grands vassaux ou pairs laïques, et c'est, comme on vient de le voir, le sentiment de M. Beugnot ? Cela paraît impossible.

Sur les six paires laïques, telles que les désigne la liste donnée par Mathieu Paris, deux appartenaient à Jean sans Terre ; savoir, le duché de Normandie et le duché d'Aquitaine. Restaient donc seulement quatre pairs. Mais l'un d'eux, le comte de Flandre, Baudouin V, était, dès les premiers jours de l'année 1202, parti pour la croisade par suite de laquelle il fut nommé empereur de Constantinople ; un autre, le comte de Champagne, Thibaut IX, dit le Posthume, était à peine âgé de deux ans ; un troisième, le comte de Toulouse, en hostilités avec Philippe-Auguste, et qui s'était même uni contre lui avec le roi d'Angleterre, n'a certainement point quitté ses États en 1202, pour se rendre à la cour qui devait juger son allié.

Le duc de Bourgogne était donc le seul des pairs laïques qui aurait pu prendre part au jugement !

Veut-on se retrancher sur le passage de Mathieu Paris, *judicium duodecim parium* ? Le calcul que je viens de faire réduirait ce nombre à sept, savoir, le duc de Bourgogne et les six pairs ecclésiastiques. Mais quand on ne se rendrait pas à la réflexion faite par D. Brial, *Recherches sur l'origine de la pairie* (Historiens de France, t. XVII, préf., p. 26), précisément à l'occasion du procès de Jean sans Terre, « que des pairs ecclésiastiques ne pou-

« vaient participer à des jugements emportant peine afflictive », est-il présumable qu'en fait, et d'après les mœurs du temps, ces six évêques n'eussent pas pris le parti de s'abstenir, par la considération que Jean sans Terre, en même temps qu'il était, comme duc de Normandie et d'Aquitaine, vassal de la couronne de France, était roi couronné et sacré? Ce fut en effet un des arguments que le pape, sous la protection de qui ce prince s'était placé, faisait valoir contre l'arrêt : *Quod Johannes esset rex inunctus*. Des doutes légitimes pourraient donc s'élever contre la participation des six pairs ecclésiastiques à un jugement qui aurait été exclusivement leur ouvrage.

Une autre considération ne me paraît pas moins puissante. Le récit le plus détaillé qui concerne ce procès est de Mathieu Paris, historien favorable au roi d'Angleterre. Dans le compte qu'il rend des conférences tenues entre le pape lui-même, ses légats et les ambassadeurs de Philippe-Auguste, le pape, chaud partisan de Jean sans Terre, ne dit pas un mot du concours des pairs ecclésiastiques, et surtout en une si grande majorité, à un jugement qu'il qualifiait cependant de jugement rendu *contra canones* ; et ce silence porte à induire qu'en effet les pairs ecclésiastiques n'y avaient pas concouru. Tout ce que l'historien met dans la bouche du pape, de ses légats, même des ambassadeurs de Philippe-Auguste, n'indique rien autre chose qu'un jugement rendu *per barones Franciæ*. Ce dernier mot est remarquable : on sait qu'à cette époque le mot *Franciæ* désignait le duché de France, les pays dits d'*obéissance* ; l'expression *barones Franciæ* signifiait donc les seigneurs dont était composée la cour ordinaire du roi.

Bernardi, ancien membre de l'Académie des inscriptions, auteur d'un mémoire sur la pairie, inséré dans les nouveaux mémoires, t. IX, p. 640 et suiv., paraît n'avoir trouvé d'autre moyen que de nier le meurtre d'Arthur de Bretagne, dont Jean sans Terre était accusé, et d'élever des doutes sur le fait de la condamnation.

C'est une manière bien hardie de résoudre la difficulté ! Je ne saurais partager ce pyrrhonisme. On peut sans doute, avec Mably, *Observations sur l'histoire de France*, liv. III, chap. VI, que Sismondi a répété, *Histoire des Français*, t. VI, p. 238, prétendre que le crime imputé à Jean sans Terre n'était qu'un crime privé, comme malheureusement l'histoire en raconte de beaucoup de souverains ; que ce crime ne pouvait et ne devait

pas le rendre justiciable de la couronne de France, dont il était vassal ; qu'il ne constituait pas une félonie envers cette couronne, susceptible de faire prononcer contre lui la perte de ses fiefs. Les réponses à ces arguments ne manqueraient pas sans doute ; car ces écrivains n'ont pas fait attention que, par une charte de juillet 1202 (Brussel, *Usage des fiefs*, p. 328), Arthur était devenu vassal de Philippe-Auguste ; que l'assassinat du vassal d'un seigneur était une offense à ce seigneur ; que, fait par un autre vassal du même seigneur, il prenait le caractère de félonie. Mais elles sont inutiles, car le fait de la condamnation est incontestable. Jean sans Terre, dans ses réclamations devant le pape, ne niait pas qu'il eût été condamné ; il soutenait que c'était injustement. Ce jugement a été exécuté par la confiscation effectuée des fiefs que le roi d'Angleterre possédait en France. Le fait de cette exécution, prouvé par l'histoire contemporaine et par tous les actes de propriété qu'exercèrent Philippe-Auguste et son fils Louis VIII dans les domaines confisqués, l'est surabondamment par l'inféodation que saint Louis fit en 1259, à Henri III, d'une partie de ces mêmes domaines. Saint Louis agissait en qualité de propriétaire ; il ne les restituait pas comme indûment confisqués, puisqu'alors il aurait dû restituer aussi la Normandie, le Maine et d'autres provinces, dont la confiscation aurait été entachée du même vice. Au contraire, il les inféodait à Henri III, et même à des conditions différentes des anciennes ; il agissait donc en qualité de propriétaire, puisqu'une inféodation ne peut être faite que par celui à qui la chose inféodée appartient. Joinville, p. 119, met expressément dans la bouche de saint Louis la déclaration qu'il savait bien que le roi d'Angleterre *avait justement perdu les terres qu'il tenait*.

Ainsi, d'un côté, il est incontestable qu'une condamnation a été prononcée contre Jean sans Terre ; de l'autre, il n'est pas possible que cette condamnation ait été prononcée par les douze pairs de France, comme le fait entendre Mathieu Paris.

Il faut donc recourir à une autre hypothèse pour trouver le tribunal qui a condamné Jean sans Terre. La seule qui me paraisse vraie, parce que d'ailleurs elle est la seule possible, est celle que j'ai exposée plus haut ; savoir, que la cour ordinaire du roi était investie du droit de juger un grand vassal, comme l'aurait fait une cour féodale de la couronne, si elle avait été instituée dans l'origine. Mais les grands vassaux, les pairs, ayant,

par leur dignité, le droit de séance dans la cour du roi quand bon leur semblait, et même devant être spécialement requis, *semonds* de s'y rendre, lorsqu'il s'agissait de juger l'un d'entre eux, cela seul me paraît suffisant pour expliquer sans embarras l'expression, *in curia domini nostri regis per pares suos citatus et per eosdem judicatus*, qu'on lit dans la lettre de Louis, fils de Philippe-Auguste, de 1216.

C'était, très-incontestablement, ce qui avait eu lieu en 1153, lors du procès entre l'évêque de Langres et le duc de Bourgogne, dont j'ai fait plus haut connaître tous les détails.

Sur quels motifs pourrait-on se fonder pour supposer qu'il en ait été autrement en 1202, lorsqu'on trouve le même mode de procéder suivi en 1216, en 1224, sous saint Louis, et continué sous tous ses successeurs, dans des affaires relatives à la personne ou aux fiefs de grands vassaux ?

Les annales judiciaires constatent que, pendant la longue existence du parlement de Paris, cette cour fut exclusivement juge des pairs de France, même après que d'autres parlements eurent été institués, et en quelque lieu du royaume qu'habitasent les pairs qu'il s'agissait de juger. Les autres pairs assistaient, et devaient être convoqués : mais ils n'étaient pas seuls juges ; les membres de la cour n'étaient pas réduits au seul rôle de diriger la procédure, et de donner des voix consultatives. On procédait comme j'ai dit qu'on le fit en 1153, 1216, 1224, etc. Pour prétendre qu'il en a été autrement en 1202, lors du procès de Jean sans Terre, il faudrait en rapporter la preuve ; faute de quoi, il est raisonnable d'invoquer la règle de logique, qui me semble en être aussi une de critique, *probat is extremis media præsumentur*.

PARDESSUS.

INSCRIPTIONS

GRECQUES ET LATINES

DÉCOUVERTES A VAISON OU DANS LES ENVIRONS.

Nous nous proposons de donner au public plusieurs inscriptions inédites que nous avons recueillies à Vaison et dans les localités voisines, lorsqu'un antiquaire modeste, qui désire garder l'anonyme, nous adressa une courte notice qui sera très-bien placée en tête de notre travail, car elle contient des inscriptions provenant des mêmes lieux, mais différentes des nôtres. Nous la publions en entier, telle qu'elle est, nous contentant d'y joindre des remarques et des notes explicatives. Tout cela réuni formera le complément des monuments épigraphiques découverts jusqu'à ce jour dans le territoire de Vaison, et qui n'ont trouvé place ni dans le recueil de l'abbé J.-C. Martin (1), ni dans celui de M. Ernest Breton (2). Il est utile de prévenir que cette seconde collection ne reproduit pas toutes les inscriptions de la première, quoiqu'elle en contienne trente de

(1) *Antiquités et inscriptions des villes de Die, d'Orange, de Vaison, d'Apt et de Carpentras*. Nouv. édit. Orange, J. Bouchony, 1818, in-8°.

(2) *Antiquités de Vaison*, dans les *Mémoires de la Société des antiquaires de France*, an. 1842, t. XVI, p. 111 et suiv. L'auteur de cet intéressant mémoire a rassemblé, en les classant sous différents titres, les nombreuses inscriptions de Vaison qui se trouvaient éparses dans le *Voyage littéraire* de deux bénédictins, et dans les ouvrages de Gruter, de Muratori, de Spon, de Pitiscus, du P. Bonaventure, de Papon, de Millin, d'Orelli, etc. Il y a réuni un certain nombre d'inscriptions inédites qui proviennent de Vaison, et qui ont été transportées au musée Calvet à Avignon. Mais, malgré le soin qu'il a mis à composer ce recueil, il lui est échappé de donner comme inédites quelques inscriptions qui avaient été publiées, soit par Gruter, MXC, 21; soit par le P. Anselme Boyer, dans son *Histoire de l'église de Vaison*, Avignon, 1731, in-4°, l. II, p. 74 et 75; soit par l'abbé Martin, dans l'ouvrage qu'on vient de citer, p. 79; soit par M. J. Guérin, dans sa *Notice sur les ouvrages de Calvet et sur les objets les plus curieux que renferme le muséum dont il est le fondateur*, p. 163, et *ibid.*, p. 164; soit enfin par M. Mérimée, *Notes d'un voyage dans le midi de la France*, in-8°, 1835, p. 159.

plus. M. Breton a pareillement omis de dépouiller l'*Histoire de l'église de Vaison*, qui aurait fourni à son mémoire des additions importantes (1).

« Vaison, jadis capitale des Voconces (2), offre encore des monuments fort remarquables de l'époque romaine ; ils ont été plusieurs fois décrits, et on a publié aussi un grand nombre d'inscriptions fournies successivement par ce sol fertile en antiquités. On croit, toutefois, que les six suivantes sont encore inédites, et on juge à propos de les porter à la connaissance des archéologues.

« 1° Cippe en pierre de grès, trouvé à Vaison en 1841 :

DEA
VICTO
RIA
CONS...
TVTA.

« Probablement : *Dea Victoria constituta*, la déesse de la

(1) Liv. I, p. 6, 37, 42, 66, etc., et liv. II, p. 74 et 75. Voy. aussi Gruter, p. dxvi, 5, et in Appendice, p. mcxxi.—Il n'entre pas dans notre plan de réparer ces omissions. Nous nous bornons à les signaler pour ceux qui voudraient faire un recueil complet des inscriptions de Vaison.

(2) Pomponius Méla nomme Vaison avec honneur parmi les villes de la Gaule narbonnaise : « Urbium quas habet opulentissimæ sunt Vasio Vocontiorum, Vienna Allobrogum, Avenio Cavarum, Arecomicorum Nemausus, etc. » *De situ orbis*, lib. II, cap. v.—Suivant Pline, c'était l'une des deux capitales de la nation confédérée des Voconces ; *Lucus Augusti* était l'autre (C. Plinii, *Natur. Hist.*, lib. III, p. 65, édit. Lemaire). Hadrien de Valois se demande avec étonnement (*Notitia Gall.*, p. 587) pourquoi cet auteur ne nomme pas Die comme capitale du district septentrional des Voconces ; mais il ne fait point attention que la suprématie de cette dernière ville sur Luc ne date que d'une époque postérieure à Pline, ainsi que l'a remarqué l'abbé Martin. *Loco cit.*, p. 8.—Le nom grec de Vaison, Ουασιών, d'après Ptolémée (*Géog.*, éd. de M. Léon Rénier, dans l'Annuaire de la Société des antiquaires, 1848, p. 290), se rapproche beaucoup et vient probablement de celui de l'Onèse ou l'Ouvèse, rivière sur laquelle cette ville est bâtie. Dans les temps antiques elle était sur la rive droite, au milieu d'une petite plaine appelée maintenant la *Villasse* ; ruinée de fond en comble, en 1160, par Raymond V, comte de Toulouse, elle fut rebâtie sur la pente d'un rocher qui domine la rive gauche. De nos jours, les rues escarpées de la cité du moyen âge sont peu à peu désertées, et la ville antique, convertie en faubourg, tend à devenir la ville nouvelle. Un pont antique hardiment jeté sur l'Ouvèse réunit encore les deux parties de la ville.

Victoire élevée ou posée. On peut supposer que la statue de la déesse était placée sur ce cippe.

« 2° Fragment d'un cippe en pierre calcaire trouvé, en 1837, sur le sol d'une maison que M. Rol, de Mazan, faisait construire à l'extrémité nord de la ville actuelle. L'emplacement de cette maison était compris dans l'ancienne ville, et en occupait presque le centre.

.....

.....

VICTORI....

FAVORIS....

V. S. L. M.

« C'est l'accomplissement d'un vœu. Cette inscription est d'ailleurs trop mutilée pour qu'on essaye d'en rétablir le texte.

« 3° Vers l'an 1840, M. François Cluse a trouvé l'inscription suivante dans une vigne qu'il a vendue depuis à M. Rapin. Cette vigne est située au quartier des *Aracs*, et se trouve au nord-est du monticule de Piémin (1); elle fait partie du sol de

(1) C'est ainsi qu'on appelle la colline à laquelle était adossé le théâtre antique, où les comédiens ou mimes représentaient les jeux scéniques; d'où le nom de *Podium Mimorum*, qui a fait Piémin en langue vulgaire. Cependant quelques auteurs font venir Piémin de *Podium Minervæ*. L'on doit dire en faveur de cette opinion qu'une autre colline du territoire de Vaison porte le nom de Mars, et qu'une troisième est appelée *Théos*. On ne sera pas fâché de lire ici deux vers extraits de la *Chorographie* poétique du diocèse de Vaison, composée par l'évêque Joseph-Marie de Suarès, et dédiée par lui au cardinal Barberini :

.....
Præbuit et cupide spectacula grata juventæ ,

Amphitheatrum, arcus qua podiumque Minervæ.

(Voy. l'*Histoire de l'église de Vaison* du P. Anselme Boyer, p. 3, et liv. II, p. 90.) Le second vers, qui doit être un pentamètre, excède la mesure d'une syllabe. N'osant accuser le savant prélat, qui fut préfet de la bibliothèque du Vatican, d'avoir méconnu si étrangement les règles de la versification latine, nous soupçonnions quelque erreur typographique dans le texte, lorsque nous avons trouvé, dans un autre endroit de l'*Histoire de l'église de Vaison*, que Suarès appelait Piémin, *Podium minus*, colline moindre, par rapport à celles qui l'entourent; tandis que le P. Boyer, qui a publié la *Chorographie*, s'appliquait à défendre l'étymologie de *Podium Minervæ* (*Ibid.*, p. 3, et l. II, p. 153). Nous avons compris alors d'où venait la faute de quantité : substituer son opinion à celle de l'auteur, sans même en avertir, voilà comment le P. Boyer entendait ses devoirs d'éditeur! Il a mis sans façon *Minervæ* à la place de *minus*, qui convenait parfaitement à la mesure du vers, aimant mieux sans doute faire passer l'auteur pour un méchant poète que pour un méchant antiquaire; car, à vrai dire, le sentiment de Suarès est en ceci le moins soutenable des trois.

l'ancienne ville, et touche le champ inculte où sont les ruines du théâtre romain (1).

PRIMV.....

SECUND

VSTITVS

DEM.F.V.L.S.

« *Primus Secundus Titus, Dem(etrii^P) filius, votum lubens solvit* (2). Primus Secundus Titus, fils de Démétrius, a accompli son vœu librement.

« 4° A la grange de Theut, appartenant à M. Bertrand de Montfort, est déposée une pierre calcaire sortie probablement des carrières de Vaison, et taillée en forme de cippe. Elle a environ un mètre de hauteur sur cinquante centimètres de largeur, et porte dans un encadrement l'inscription qui suit :

...NAE N...

FIL.FLAMINC

VAS.VOC.HER^E

DES.CALLISTI

LIB.EIVS.PONEN

DAM.CVRAVER.

(*Dis manibus*) ...næ, N... filia, flaminicæ Vasionis Vocontiorum (3), heredes Callisti, liberti ejus, ponendam curaverunt. Aux dieux mânes de... fille de N., prêtresse de Vaison des Vo-

(1) Ces ruines consistent en gradins pour la plupart enfouis, et en deux arceaux ouverts, seuls vestiges du mur de scène, appelés vulgairement les *Lunettes*.

(2) Il est difficile d'admettre qu'une seule et même personne se soit nommée à la fois *Primus* et *Secundus*. Si l'inscription est complète, ou du moins s'il ne manque qu'une lettre à la première ligne, peut-être faut-il lire : *Primus, Secundus, Titus, Demetrii filii, votum lubentes solverunt*.

(3) Les inscriptions romaines où l'on rencontre le nom de la ville ou des habitants de Vaison sont assez nombreuses : nous en connaissons sept, et celle-ci fait la huitième. Sous ce rapport, il y a bien peu de villes antiques en France qui soient aussi favorisées que Vaison. (Voy. Muratori, CX, 6; Gruter, DXVI, 5; Spon, Miscell., p. 201; l'abbé Martin, p. 76, n° 7; J. Guérin, *loc. cit.*, p. 163, et p. 164; M. Breton d'après Millin, p. 137.) Mais cette inscription révèle un fait bien plus digne d'intérêt, c'est l'existence d'une flamme de la ville de Vaison. Les anciens, et particulièrement les Grecs, avaient coutume de personnifier et de déifier la plupart des villes, ou du moins de les placer sous la protection spéciale d'une divinité topique. Un pareil usage n'était point étranger aux Gaules, surtout dans la contrée que les Phocéens avaient colonisée; pour ne pas sortir de la province qui nous occupe, nous citerons les monnaies autonomes de Cavaillon, où figurent deux têtes, dont l'une, coiffée sur quelques pièces d'une couronne murale, représente la cité elle-même. (Voy. la *Description des médailles gauloises de la Bibliothèque royale*, par M. A. Duchalais, p. 22.) On remarque aussi la tête d'une femme couronnée de tours, sur une médaille d'Avignon

conces, les héritiers de Calliste, son affranchi, ont eu soin d'élever cette pierre.

« Les lettres de cette inscription sont d'une belle forme, et paraissent appartenir à une époque qui a précédé la décadence des arts.

« 5° Vers 1810, la veuve Fabre trouva dans l'ancien enclos des Cordeliers, au sud du monticule de Piémin et sur le sol de la ville romaine, un cippe en pierre de Beaumont, qui devint plus tard la propriété de M. Giraudy, avocat, et qui est aujourd'hui déposé dans le vestibule du château de la Villasse, appartenant à madame veuve Giraudy. Ce cippe a 1^m,07 de hauteur, et une largeur à la base de 0^m,55, au milieu de 0^m,45, et à son sommet de 0^m,50. Il offre plusieurs moulures formant des encadrements, mais point de figures, et porte d'un côté un distique grec et de l'autre un distique latin. Les deux faces latérales sont vides.

ΕΙΘΥΝΤΗΡΙ ΤΥΧΗΣ
ΒΗΛΩ
ΣΕΥΣΤΟΣ ΘΕΤΟ ΒΩ
ΜΟ
ΤΩΝ ΕΝ ΑΠΑΜΕΙΑ
ΜΝΗΣΑΜΕΝΟΣ
ΛΟΓΙΩΝ.

—
BELVS
FORTVNAE RECTOR
MENISQVE MAGIS
TER
ARA GAVDEBIT
QVAM DEDIT
ET VOLVIT.

en petit bronze (*Notice sur le Musée Calvet*, par J. Guérin, p. 78). Il est naturel que les villes ainsi déifiées eussent des prêtres et des prêtresses, de même que les autres dieux, les héros et les empereurs qui avaient reçu après leur mort le privilège de l'apothéose. Le recueil épigraphique de Gruter fournit plusieurs exemples de provinces et de villes ayant des flamines qui leur étaient propres : telles étaient, entre autres, la Gaule narbonnaise (CCCXXII, 9), Aix (CCCIII, 5), Nîmes (CCCXXI, 9), Apt (CCCXXIII, 6), Vienne (XCVIII, 8, et CCLXXXIII, 6 et 7), et Die (l'abbé Martin, *loc. cit.*, p. 7). On voit que Vaison jouissait de la même prérogative; et sans doute sa déesse topique était distincte de celle qui protégeait la nation entière des Voconces, comme semble l'indiquer l'une des inscriptions publiées pour la première fois par M. Breton, *loc. cit.*, p. 138, n° XXI. La déesse de Vaison figure à côté de Mars dans une inscription votive conçue en ces termes : MARTI || ET VASIONI || TACITUS. Muratori, CX, 6, et M. Breton, *ibid.*, p. 122.

« M. Germer-Durand, habile professeur du lycée de Nîmes, lit ainsi ces deux distiques :

Εὐθύνηρι τύχης Βήλῳ Σευστὸς θέτο βῶμον,
Τῶν ἐν Ἀπαμείᾳ μνησάμενος λογίων.

« Seustus a élevé cet autel à Bélus, directeur de la Fortune, en mémoire des oracles rendus à Apamée.

Belus Fortunæ rector, men(s)isque magister,
Ara gaudebit, quam dedit et voluit.

« Bélus, directeur de la Fortune et maître du mois, aura pour agréable cet autel qu'il a donné et voulu (1).

« La pierre est très-fruste, surtout du côté de l'inscription latine. Ce n'est qu'après avoir obtenu un grand nombre d'empreintes sur papier mouillé, et après plusieurs jours d'un minutieux examen, qu'on s'est décidé pour le texte ci-dessus. On comprend dès lors comment les mots *MENSIS* et *GAUDEBIT* paraissent être aujourd'hui *menis* et *caudebit* (2).

(1) Il serait plus rationnel de sous-entendre ici le nom de Seustus, que l'on n'a pas répété parce qu'il est exprimé dans le distique grec, et de traduire ainsi : « Bélus aura pour agréable cet autel, que Seustus a donné et voulu élever en l'honneur de ce dieu. » En effet, c'est Seustus qui donne, et Bélus qui reçoit.

(2) Remarquons que les Latins employaient souvent le C au lieu du G, à cause de l'affinité de ces deux lettres, et parce que plusieurs regardaient le C comme répondant au Γ des Grecs (*N. traité de dipl.*, t. II, p. 189 et 568). Du reste, il ne répugne point d'admettre que le G de *Gaudebit*, en devenant fruste, ait pris l'apparence d'un C. Il est plus difficile d'expliquer comment *menis* aurait pu se transformer en *menis*, d'autant que la conjonction de l'N et de l'S (NS) est tout à fait inusitée dans les monuments épigraphiques. On pourrait supposer que le graveur a omis une S, ou que l'auteur du distique, à qui la langue grecque était peut-être plus familière que le latin, a écrit *menis* par imitation du grec μήν, μηνός, mois. Mais ces explications ne sauraient satisfaire qu'à défaut de toute autre, et nous aimons mieux adopter l'opinion de M. Léon Rénier, qui a bien voulu nous donner son avis sur cette difficulté. Nous croyons, avec ce savant helléniste et antiquaire, que le mot *Menis* n'est point fautif, parce qu'il s'agit du dieu connu chez les Grecs sous le nom de *Men*, et chez les Romains sous celui de *Lunus*, qui n'est autre que la lune personnifiée sous la forme d'une divinité masculine. Une pierre gravée conservée au cabinet des antiques de la Bibliothèque nationale le représente avec le costume et le bonnet phrygiens, tenant une haste ou un flambeau de la main gauche, et une espèce de cône de la droite. De ses épaules paraissent sortir les deux cornes du croissant de la lune, et son pied droit repose sur la tête d'une vache ou d'un taureau. Ce dieu Men était adoré chez tous les peuples de l'Asie occidentale, et particulièrement en Phrygie. Il n'y a donc rien d'étonnant à le voir figurer ici dans une inscription latine, qui n'est guère que la traduction décolorée d'une inscription grecque empreinte des souvenirs de l'Orient ; et cela à côté de Bélus, autre divinité du même pays, qui représentait le soleil, astre supé-

« Feu M. de Fortia, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, avait, en 1831, soumis cette inscription à la savante académie dont il était membre. La copie qui était en son pouvoir, et qui différait notablement de celle qu'on lit ici, fut reconnue fautive, inexplicable par suite, et on en demanda une seconde, qui ne fut jamais envoyée (1). L'affaire en resta là. M. de Fortia paraissait cependant attacher beaucoup d'importance à cette découverte, si on en juge par plusieurs lettres qu'il écrivit, et qu'on a montrées à l'auteur de cette notice.

« L'enclos des Cordeliers se trouvait dans cette partie de la ville romaine qu'on peut croire avoir été le primitif Vaison, c'est-à-dire, dans la partie la plus rapprochée du pont sur l'Ouvèze et la plus à l'est. Tout fait présumer que la partie occidentale de *Vasio Vocontiorum* était comparativement plus moderne, et que si la première existait bien avant le commencement de notre ère, la seconde ne datait que des premières années du règne des empereurs. C'est dans le plus ancien Vaison qu'on a découvert cette inscription grecque, qui naturellement rappelle l'influence civilisatrice que la cité phocéenne peut avoir exercée sur les peuples de la Gaule, et qui, à ce point de vue, appartiendrait à l'époque qui a précédé l'ère chrétienne. Au reste, on sait tout ce que cette induction peut avoir de hasardé, et on ne l'émet ici que comme une simple hypothèse, d'autant mieux que le distique latin semble, d'un autre côté, assigner à cette pierre une date postérieure à l'établissement des Romains dans la Gaule.

« 6° Toujours dans le même quartier, c'est-à-dire, dans la partie de l'ancien Vaison que l'on a lieu de croire antérieure à la conquête romaine, au sud et à cent ou deux cents pas de l'enclos des Cordeliers, on a découvert, il y a environ douze ou

rier à la lune, *Menisque magister*, comme dit l'inscription. Plusieurs monuments prouvent que les Romains avaient admis dans leur Panthéon le dieu Bélus sous le nom de *Belenus* ou *Belinus*. (Voy. Muratori, MCMLXXXVII, 7, et XXIV, 2, 3 et 4; Orelli, 823, 1967 et 1968.) Quant au dieu Men, c'est peut-être la première fois qu'on le rencontre dans une inscription latine; aussi ne le trouve-t-on dans aucun dictionnaire latin. Cela vient de ce que les Romains ont honoré le soleil et la lune sous leurs noms communs *sol* et *luna* (Gruter, XXXI, 2 et 12; Muratori, XXV et ss.; Orelli, 1925-1929), et plus souvent sous la double personnification d'Apollon et de Diane, ou de Phébus et de Phébé.

(1) M. Jomard, membre de l'Institut, en a communiqué récemment une nouvelle copie à ses confrères de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

quinze ans, une inscription toute grecque sur une plaque de marbre qui n'est pas très-grande (1). L'auteur de cette notice, peu familiarisé avec la langue grecque, ne put examiner cette inscription que pendant quelques minutes. Elle appartenait alors à M. Rostant, officier de santé, et il ne sait où elle a passé après la mort de ce dernier (2). Toutefois, il en fit rapidement la copie qu'on va lire, dont il est loin de garantir l'exactitude, et qu'il ne consigne ici que faute de mieux.

CEΓΟΜΑΡΟC
ΟΥΙΑΛΟΝΕΟC
ΤΟ ΟΥΤΙΟΥC
ΝΑΜΑΥCΑΤΙΟ
ΕΙΩΡΟΥΒΗΑΗ
CΑΜΙCΟCΙΝ
ΝΕΜΗΤΟΝ.

« A la quatrième ligne on lit le mot *Ναμαυσάτιο*, dans lequel on pourrait retrouver une forme inconnue jusqu'à ce jour, on le croit du moins, du nom de la ville de Nîmes (3).

« En fait d'inscriptions grecques trouvées à Vaison, on ne connaissait que la suivante, rapportée par Muratori (4). Elle

(1) Elle a 25 centimètres de hauteur et 31 de largeur.

(2) Elle a été transportée au musée Calvet, à Avignon, en 1841, et a été publiée, l'année suivante, par M. de la Saussaye dans sa *Numismatique de la Gaule narbonnaise*, p. 163. Cet académicien pense qu'elle est « relative à la consécration d'un sanctuaire, NEMHTON, par le Gaulois Ségomar, natif de *Nemausus*, à Bélinus peut-être, ou à quelque dieu topique. » La copie qu'il en donne est conforme à celle-ci, sauf NAMAYCATIC, au lieu de NAMAYCATIO qu'on trouve ici. La concordance à peu près parfaite de deux copies qui proviennent de sources différentes semble indiquer qu'elles ont été relevées exactement; et dès lors il faut renoncer peut-être pour toujours à expliquer littéralement cette inscription, que nous avons soumise sans succès aux personnes les plus compétentes. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on y reconnaît un nom évidemment gaulois, celui de *Ségomar*, et un mot qui appartient à la langue celtique, *νημετον*; car on sait que la capitale des Arvernes se nommait *Augustonemetum*, parce qu'il y avait un temple d'Auguste (Voyez Ptolémée, *Géogr.*, éd. de M. Rénier, *loc. cit.*, p. 256). On peut induire de là que cette curieuse inscription est composée de mots celtiques, habillés à la grecque quant aux désinences, et écrits en caractères grecs, comme c'était l'usage chez les Gaulois. Le mot Ουιλλονεος, qui occupe la seconde ligne, rappelle le nom de *Villonius* qu'on trouve dans une inscription rapportée par Gruter, CCCCLXXXVIII, 5.

(3) Les médailles gauloises de Nîmes portent pour légende, du côté du sanglier, ΝΑΜΑΣΑΤ, pour *Ναμασάτων*, qui se rapproche beaucoup de ΝΑΜΑΥCΑΤΙC.

(4) *Novus thes. inscript.*, t. III, p. MDCCXXXII, 10; et l'abbé Martin, p. 77. Nous

existait jadis à Avignon chez M. de Seytres de Caumont. On ne sait pas dans quel quartier de Vaison elle avait été découverte : $\Pi\text{POCEPI ZHCAIS AKONTI}\Omega$. Muratori la rend en latin par ces mots : *Proseri, vive Acontio*.

« Cette rareté d'inscriptions grecques à Vaison ne peut qu'augmenter le prix de celles qu'on donne ici. D'ailleurs, une inscription en vers grecs et latins, et se rapportant au culte de Bélus dans les Gaules, semble faite pour exciter l'intérêt des archéologues, qui le retrouveront ici avec le double caractère de *Dieu de la fortune* et de la Divinité qui préside *au mois*, c'est-à-dire, de la *lune* (1). Parmi les nombreuses attributions de Bélus, celles-ci figurent en première ligne, ainsi que l'attestent les auteurs qui ont écrit sur la mythologie. Le temple de Bélus à Apamée en Syrie était célèbre à l'époque du paganisme, et on sait que les empereurs Septime-Sévère et Macrin allèrent consulter son oracle. »

Voici maintenant les inscriptions que nous avons nous-même copiées sur place. Comme elles sont en trop petit nombre pour être classées, nous suivons de préférence, en les publiant, l'ordre topographique, et nous commençons naturellement par celles de Vaison.

Au nord de l'église de Notre-Dame, située dans la plaine de la Villasse, derrière l'ancien cloître, est un champ inculte, presque tout composé de ruines antiques et de débris de constructions du moyen âge. Des fouilles bien dirigées dans cet endroit seraient très-fructueuses ; mais en attendant que le gou-

mentionnerons encore une bague provenant d'un tombeau antique de Vaison et qui appartient à M. Nogent-Saint-Laurens, avocat à Orange. Elle est en or, et sur le chaton on lit $\text{P}\Phi\text{B}\Pi\Phi\text{E}$, légende que M. C. Lenormant attribue à la langue copte, et qu'il interprète ainsi : $\text{P}\Phi$, *celui qui fait*, BI , *le mouvement*, $\Pi\Phi\text{E}$, *du ciel*. Elle a été publiée par M. Breton, *loc. cit.*, p. 149.

(1) Le dieu Bélus, en tant que seigneur de la Fortune, portait chez les Phéniciens le nom de Baal-Gad. L'auteur de cette notice, à l'exemple de quelques mythologues, l'identifie avec la lune (Voy. le *Dict. myth. universel* du Dr Jacobi, trad. de l'allemand par Th. Bernard, 1846). Mais les mots *Menisque magister* n'autorisent point cette confusion. Nous la rejetons d'ailleurs, parce que les personnifications du soleil et de la lune étaient parfaitement distinctes et qu'il n'y avait entre elles que des rapports de hiérarchie et de dépendance. Voyez ce que nous avons dit ci-dessus, p. 310, note 2.

vernement les fasse entreprendre, un cultivateur qui ne recherche les beaux vestiges de l'antiquité que pour les vendre, emploie en hiver, quand il n'a pas mieux à faire, une partie de son temps à creuser au hasard dans ce précieux terrain. Il a déjà découvert dans un très-petit espace, mais à une profondeur de trois ou quatre mètres, des médailles, dont une en or, des fûts et des chapiteaux de colonnes brisées, des fourneaux en briques, des fragments de toutes sortes, et les deux cippes dont suit la description.

I.

Le premier, relégué aujourd'hui dans une petite étable attenante au cloître, est en marbre blanc; il est en forme d'autel, et offre sur le devant une inscription qui ne saurait être ni mieux conservée, ni en plus beaux caractères. On remarque des deux côtés, sur les faces latérales, deux lauriers chargés de fruits et parfaitement sculptés. Chacune des faces est encadrée dans une jolie bordure d'une ornementation fort riche et d'un travail délicat :

MERCVRIO
SEX.SILVIUS
SILVESTER
ICCIANVS.

Mercure, au rapport de César (1), était honoré d'un culte particulier dans les Gaules, comme inventeur des arts, protecteur des chemins et présidant aux relations commerciales et aux gains de toute nature. Le grand nombre d'inscriptions votives que l'on trouve en l'honneur de ce dieu confirment pleinement le témoignage de l'histoire (2). Le sol de Vaison en avait déjà fourni trois (3); mais celle-ci, déjà précieuse sous le rapport de l'art, emprunte un nouvel intérêt à la révélation d'un

(1) Hunc omnium inventorem artium ferunt; hunc viarum atque itinerum ducem; hunc ad quæstus pecuniæ mercaturasque habere vim maximam arbitrantur: C. J. Cæsaris *Comment. de Bello Gall.*, lib. VI, cap. XVII, t. I, p. 253 et 254, édit. Lemaire.

(2) Orelli, 1395, 1399, 1405, 1406, 1407, 1410, 1414, 1415, etc. L'abbé Martin, *loc. cit.*, à Die, p. 13; à Apt, p. 90; Delacroix, *Stat. de la Drôme*, à Montbrison, canton de Grignan, p. 549.

(3) M. Ernest Breton en a publié deux dans son mémoire, p. 120; la troisième, ti-

nom de lieu inconnu dans les recueils épigraphiques, quoiqu'il soit du reste assez célèbre.

Sextus (1) Silvius Silvester, tels sont les prénom, nom et surnom de l'auteur de ce vœu à Mercure. La qualification d'*Iccianus*, qu'il prend ensuite, ne peut être qu'un nom de ville, celui de sa patrie sans doute; car dans les temps antiques, comme au moyen âge, on avait coutume de joindre à son nom celui de son pays natal, surtout quand on s'en trouvait très-éloigné. *Iccianus* est un adjectif formé régulièrement d'*Iccius*; or, il n'y a d'autre ville de ce nom qu'un port de mer des Gaules, situé dans la Morinie, sur les bords de la Manche, et où César nous apprend qu'il s'embarqua avec ses troupes pour passer dans la Grande-Bretagne (2).

Il faut convenir que cette ville est loin de Vaison; mais qu'importe? c'était, au contraire, un motif de plus de mentionner la patrie d'origine. D'ailleurs, dans un état aussi vaste et aussi bien administré que l'empire romain, qui offrait des garanties de sécurité pour le commerce et les voyages, les déplacements étaient plus fréquents qu'aux époques de morcellement et de trouble. Les inscriptions offrent des exemples de migrations plus lointaines que celle que nous présumons ici. Le distique grec publié ci-dessus ne mentionne-t-il pas quelqu'un venu d'Apamée à Vaison? Nous ne voyons donc nulle difficulté à interpréter le mot *Iccianus* de la façon la plus naturelle. Faudrait-il s'étonner si Sextus Silvius Silvester, qui a dédié ce gracieux monument à Mercure, était un négociant du port d'*Iccius*, qui, après avoir amassé une riche fortune en trafiquant entre le pays des Morins et les côtes de l'Italie et de la Provence, se serait

rée des manuscrits du président Moreau de Vérone, n'est connue que par un article de l'*Écho du monde savant*, 1845, col. 978. La voici :

MERCURIO || SEX. MARIUS.

(1) *Sex.* représente aussi *Sextilius*, *Sextinus*, *Sextius*, etc. Mais nous préférons *Sextus* comme plus usité.

(2) *Comment.*, lib. V, cap. II, édit. cit., t. I, p. 173 et 174. Le nom de ce port s'écrivit indifféremment *Iccius*, *Icius* et *Itius*. Voy. Baudrand, *Dict. de géogr. ancienne*, et Hadrien de Valois, *Not. Gall.*, col. 249. M. A. Mariette vient de publier une dissertation historique et archéologique sur les différents noms de Boulogne dans l'antiquité romaine (Boulogne, 1847, in-8°), et il y défend l'opinion qui attribue à cette ville l'honneur d'avoir remplacé le port d'*Icius*, de préférence à Calais, Wissant et Mardick. — Il y avait aussi dans la Grande-Bretagne une ville appelée *Venta Icino-rum*. Vid. *Itinerarium Antonini Aug.*, édit. G. Parthey et M. Pinder. Berlin, 1848, in-8°, p. 229.

retiré dans la ville que Pomponius Méla place au premier rang des cités les plus opulentes de la Gaule Narbonnaise (1), remerciant le dieu du commerce des loisirs qu'il lui aurait faits, sous un climat moins rude et un ciel plus beau que ceux de son pays natal.

II.

MERCVRIO

VOT.

SEX. MARCEL

LI. LIB.

Voilà encore un cippe dédié au dieu des marchands ; mais il est en pierre calcaire et sans ornements, humble comme il convient à un simple affranchi, qui a peut-être consacré la plus grande partie de son pécule à racheter sa liberté.

La régularité des lettres dénote seule que cette inscription est contemporaine de la précédente (2). Nous la rendrons en ces termes : « Sextus, affranchi de Marcellus, s'est acquitté de son vœu envers Mercure. »

Le cippe, étant beaucoup plus lourd et moins précieux que l'autre, a été laissé dehors, le long du mur du cloître, dans un fumier.

III.

Lampe en terre cuite, trouvée dans un tombeau, à Vaison, appartenant à M. de Montfort :

ATIMETI.

« (Fabrique) d'Atimetus. » Ce nom de potier, bien qu'écrit en caractères latins, est d'origine grecque. Ἀτίμητος signifie ordinairement *méprisé*, mais aussi parfois *inappréciable* ; dans ce dernier sens, que nous préférons comme plus honorable, on disait Ἀτίμητος φίλος, incomparable ami (3). En passant sous la domination romaine, ceux des habitants de Vaison qui avaient des noms

(1) Voy. la note 2 de la page 306.

(2) Ces deux inscriptions ont été publiées correctement, en 1845, dans l'*Écho du monde savant*, col. 979 et 980. Mais elles sont en quelque sorte perdues dans ce journal, et nous avons cru pouvoir les considérer comme inédites.

(3) Voy. le *Thesaurus linguæ græcæ*, de Henri Estienne.

grecs durent les latiniser. Cependant, par une bizarrerie assez étrange, on trouve au musée d'Avignon quelques inscriptions grecques où figurent des noms dont l'origine latine est incontestable, tels que ΣΕΚΟΥΝΔΟΣ, ΠΟΜΠΟΝΙΑ (1).

IV.

En remontant la jolie vallée de l'Ouèze, à une lieue environ au levant de Vaison, on rencontre le village d'Entrechaux (2), avec son château en ruines situé sur une montagne escarpée. Non loin de là, vers la droite, on aperçoit au sommet d'une colline une chapelle romane, connue sous le nom de Notre-Dame de Nazareth, et qui paraît être du dixième ou onzième siècle. Pour une église isolée au milieu des champs, elle est assez remarquable par les détails de son architecture. Mais ce n'est point ici le lieu de la décrire; nous parlerons seulement en passant d'un bas-relief bizarre, placé au sommet de l'angle de la façade qui est en retraite sur le porche. Il est de forme rectangulaire, et représente une espèce de jongleur debout, ayant à sa gauche un énorme instrument de musique à trois cordes, sur lequel il promène un archet de la main droite. A ses pieds est un grand vase ou un autel de forme élégante, d'où semblent s'échapper des flammes; devant lui, un personnage à cheval sur un animal que nous n'avons pu reconnaître à cause de l'éloignement, quoique nous fussions monté sur le toit du porche. Le tout est grossièrement sculpté et dénote une œuvre du moyen âge. Qu'il nous suffise d'avoir signalé ce singulier tableau; d'autres prendront soin de l'expliquer.

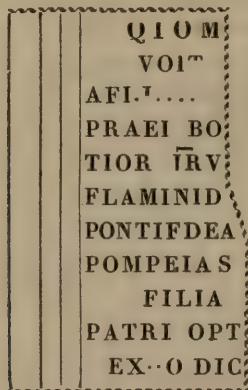
(1) M. Mérimée, qui les a insérées dans ses *Notes d'un voyage dans le midi de la France* (p. 157 et suiv.), présume que « les habitants du pays, pour se mêler aux vainqueurs, ont emprunté leurs noms avant d'adopter leur langage. » Dans notre exemple c'est l'inverse : Atimétus adopte la langue, au lieu de changer son nom.

(2) Le nom latin est *Intercalles*, comme le montre ce distique, plus digne d'être apprécié des gastronomes que des littérateurs (Chorog. de Suarès, *loc. cit.*, p. 79) :

Tubera venatur sus sagax celso ubi tendunt
Oppidum et arx Calles inter ad astra jugo.

L'église de Vaison possédait depuis plusieurs siècles la moitié de la seigneurie d'Entrechaux, lorsque l'évêque Hugues de Theyssiac acheta l'autre moitié, en 1419, pour le prix de 2024 florins d'or. P. Anselme Boyer, p. 170, et Fantoni Castrucci, *Istoria della città d'Avignone e del Contado Venesino*, 1678, in-4°, t. II, p. 367.

L'objet principal de notre visite à la chapelle de Notre-Dame de Nazareth était une inscription qui a été découverte sous l'autel même, en 1828, et dont la pierre forme aujourd'hui l'un des jambages de la porte à hauteur d'appui, donnant entrée sous le porche. A en juger par la beauté et la régularité des caractères, cette inscription est de la meilleure époque romaine; elle est incomplète, et ce qui reste fait vivement regretter que la pierre ait été mutilée. Les moulures de l'encadrement ne sont intactes que du côté gauche :



Bien que la pierre soit brisée à la partie inférieure, les derniers mots, ressemblant à une formule finale, font présumer que l'inscription se terminait là, et que la bordure a seule disparu. En mettant vers la droite la place de trois ou quatre lettres, on obtient pour le cadre épigraphique des dimensions satisfaisantes, qui sont en harmonie avec la disposition de l'inscription; le mot *filia*, par exemple, se trouve alors placé symétriquement au milieu; et quand on veut restituer des inscriptions régulières comme celle-ci, l'œil est un guide qu'il ne faut pas dédaigner. Par ce moyen purement matériel, combiné avec le sens de l'inscription, on voit qu'il suffit ici d'ajouter quelques lettres pour terminer les mots commencés et obtenir des lignes qui se suivent assez bien. Nous avons essayé de compléter ainsi chaque ligne, et après bien des tâtonnements, nous sommes arrivé à des résultats plus ou moins certains, que nous livrons à l'appréciation de nos lecteurs.

Q. POM[PEIO] (1)
 VOLT[INI] (2)
 A FILIO.... (3)
 PRÆfecto BO[CON] (4)
 TIORUM PROV[INCIÆ] (5)
 FLAMINI DIVI [IVLII]
 PONTIFICI DE[A][NÆ]
 POMPEIA S[EXTA]
 FILIA
 PATRI OPT[IMO]
 EX [SU]O DIC[AVIT] (6)

C'est-à-dire : « A Quintus Pompée, de la tribu Voltinia, fils de N..., préfet de la province des Voconces, flamine du divin Jules, pontife de Diane, Pompéia Sexta, sa fille, a dédié à ses frais ce monument à son excellent père. »

Les lettres de la première ligne, frustes et écornées par le haut, sont plus grandes que les autres; ce qui montre que c'est bien là le commencement de l'inscription, et qu'il ne manque guère que la bordure de la pierre. Au lieu de QIOM..., qu'il serait difficile d'expliquer, nous avons pensé qu'il fallait lire Q. POM[PEIO], qui forme le pendant de *Pompeia*. A la seconde et à la troisième ligne, où l'on distingue à peine quelques lettres et des fragments de lettres, il est à présumer qu'il y avait *Voltinia (tribu) filio*, etc. La tribu *Voltina* ou *Voltinia* figure dans plusieurs inscriptions des villes voisines de Vaison (7), et c'est ce qui nous a fait adopter cette leçon, qui a d'ailleurs l'avantage de tirer parti des lettres visibles, tout en remplissant exactement l'espace vide.

La restitution la plus importante est celle de *Bocontiorum*, qui donne pour le nom des Voconces une variante d'orthographe dont nous n'avons pu découvrir un seul exemple ni dans les

(1) Il ne reste que la haste du P de POMPEIO, et l'M est bien endommagée.

(2) On ne lit avec certitude que VO.

(3) Les trois lettres AFI sont seules entières.

(4) Toute la ligne est bien lisible, à l'exception de l'F, qui ressemble un peu à un T. Si c'en était réellement un, il faudrait lire *prætori* au lieu de *præfecto*.

(5) On ne voit que la haste du P; le signe d'abréviation est au-dessus entre cette lettre et l'R qui suit.

(6) La dernière ligne n'a de bien distinct que EX; le reste est très-fruste.

(7) Voy. l'abbé Martin, *loc. cit.*, p. 10 et 97; Orelli, 197, et Spon. *Misc.*, p. 164, 4.

inscriptions ni chez les auteurs qui parlent de ce peuple. C'est pourquoi nous hésitions à admettre un nom qui employait pourtant très-bien les caractères du commencement de la ligne suivante, et nous n'avons été tout à fait rassuré qu'en trouvant la même orthographe dans la Table de Peutinger (1) et l'Itinéraire d'Antonin (2). Il est vrai que ces deux textes, si précieux pour la géographie ancienne, appartiennent, suivant l'opinion commune, à une époque assez avancée de l'empire romain; tandis que notre inscription est sans contredit des premiers temps. Il est vrai également qu'il n'y avait rien d'aussi ordinaire, aux quatrième et cinquième siècles, que la mutation réciproque du B et du V (3). Mais on a remarqué que la décadence des langues les ramène sous plus d'un rapport aux habitudes de leur origine, et cette observation est exacte principalement pour l'orthographe (4). Ainsi l'emploi du B pour le V, joint aux autres signes d'archaïsme, nous porte à croire que notre inscription est la plus ancienne de celles où il est question des Voconces. Nous en avons compté jusqu'à quatorze ou quinze, qui toutes portent *Vocontii* (5). Celle-ci paraît être du règne d'Auguste, et l'on sait que le style lapidaire est toujours en retard sur les monuments littéraires.

A la sixième ligne, on pourrait lire *flamini Diali*, au lieu de *D. Julii*; si nous avons préféré cette dernière version, c'est que deux autres monuments montrent que la famille *Julia* avait des flamines à Vaison (6). Le mot tronqué de la ligne suivante *Dea...* pourrait faire *Deæ*, et il s'agirait alors de la déesse pro-

(1) *Peutinger, Tabul. itiner.*, édit. de Christophe Scheyb, Vienne, 1753, in-fol. On y lit dans la carte II, sect. A et B : *Bocontii, Bocontiorum*.

(2) De Milan à Vienne par les Alpes Cottiennes : Monte Selenco, Luco, *Dea Bocontiorum*, Augusta, Valentia, etc., p. 170 de l'édit. de Parthey et Pinder; Berlin, 1848, in-8°.

(3) Voy. le *Nouv. traité de diplom.*, t. II, p. 160, et t. IV, p. 195. — Nous pourrions ajouter que, dans les noms de lieux, ces changements sont fréquents, que, par exemple, *Vesuntio* a fait Besançon; *Vasatæ*, Bazas; *Cabellio*, Cavailon, etc.

(4) « Dès le temps le plus florissant de la république, disent les Bénédictins, l'orthographe était sujette à une bonne partie des vicissitudes qui ont presque autant contribué à la ruine de la langue latine que le mélange des idiomes barbares, etc. » *Ibid.*, t. IV, p. 494.

(5) Gruter, CCXCVI, CCXCVIII, 3, CDLXXXIV, 2, MXC, 21. Muratori, MXCV, 2. Delacroix, *Statist. du départ. de la Drôme*, p. 270. L'abbé Martin, p. 7, p. 8, nos 1, 2 et 3, p. 10, nos 1 et 2, et p. 16. M. Guérin, p. 164. M. Breton, p. 138.

(6) M. Breton, p. 134 et 138.

tectrice des Voconces, qui avait un temple à Die. Mais à cause de l'espace présumé, il vaut mieux lire *Deanæ* pour *Dianæ*, dont on trouve des exemples dans tous les pays (1), et notamment dans celui-ci, comme le montrera une des inscriptions suivantes (2).

Que faire de l'S qui vient après *Pompeia*, *sua* ou *suo*? Ce serait un pronom inutile; *filia* et *patri* en disent assez. — *Sexti filia*? A quoi bon, puisque le nom du père est en tête de l'inscription. C'est donc plutôt l'initiale d'un surnom de *Pompeia*, tel que *Sexta* ou *Sextia* (3). Sans nous occuper des autres restitutions, qui n'ont pas besoin d'être discutées, passons à l'explication générale du monument.

Une femme appelée Pompéia l'a dédié aux mânes de son père. Mais quel était le personnage qui réunissait d'aussi hautes fonctions civiles et sacerdotales, qui commandait au nom des Romains à la nation entière des Voconces, en même temps qu'il était flamme de Jules César et grand prêtre de la déesse Diane? C'était Quintus Pompée, si notre restitution est exacte, et dans tous les cas un membre de la famille Pompéia. Or, les inscriptions (4) et l'histoire (5) font connaître qu'il y avait une famille puissante de ce nom dans le pays des Voconces, celle d'où était issu un illustre écrivain que les anciens plaçaient pour le mérite à côté des historiens du premier ordre (6). Nous voulons parler de Trogue-Pompée, qui avait composé une histoire générale du monde en quarante-quatre livres, dont Justin ne nous a malheureusement conservé qu'un sec abrégé. On ne sait presque rien sur Trogue-Pompée, si ce n'est qu'il vivait sous Auguste, et que, selon toute apparence, il mourut peu de temps

(1) Gruter, XXXIX, 2, 4 et 7, CCCXIV, 3. Muratori, XXXIV, 3, XXXV, 2 et 8, XXXVI, 5. Spon, *Miscel.*, p. 88. Orelli, 1453, 1462, 1546.

(2) Voyez ci-dessous, p. 324.

(3) Gruter fournit des exemples de *Pompeia Sexta*, DCCCXVII, 8, et CMLXXXIX, 8.

(4) Voy. l'abbé Martin, *Inscriptions de Die, Vaison*, etc., p. 28, 42, 77 et 96. — En voici une autre que nous reproduisons, parce qu'elle a été omise par l'abbé Martin et par M. Breton: POMPEO UCITIFRED. || FLAM. AUG. VALERI. || TERRICUS TAULINUS. Le P. Anselme Boyer fait observer, en la publiant dans son histoire de Vaison (p. 5 et 6), qu'elle pourrait se rapporter à Trogue-Pompée; ce qui n'est guère croyable, car si cet historien est mort avant Auguste, il n'a pu en être flamme. Du reste, la bizarrerie des noms nous fait supposer que cette inscription a été mal relevée.

(5) Justin., *Hist.*, lib. XLIII, cap. V, p. 521 de l'édition Lemaire.

(6) Plin., *Hist.*, l. XI, c. 114, t. IV, p. 596 de l'édition Lemaire; Justin., p. 76, même édition; Vopisc. Vit. Aur. Hist. Augustæ scriptores. 1620, in-fol., p. 209.

avant l'ère chrétienne (1). Son aïeul reçut de Pompée le Grand le titre de citoyen romain et l'honneur d'être affilié à la *gens Pompeia*, en récompense des services qu'il avait rendus dans la guerre contre Sertorius. Son père servait sous César, et remplissait les fonctions de secrétaire auprès de cet empereur, dont il gardait le sceau (2), et son oncle avait commandé sous Pompée des troupes de cavalerie dans la guerre contre Mithridate (3).

Les noms de Quintus Pompée ne permettent pas de supposer qu'il soit ici question de l'historien, ni de son aïeul, qui s'appelait pareillement Trogue. Ce n'est pas non plus son père; car le monument est élevé par une femme, et un fils n'aurait pas laissé un pareil soin à sa sœur. Mais rien ne s'oppose à ce que Quintus Pompée fût l'oncle de l'historien. Malgré les liens de clientèle qui l'attachaient à Pompée, il aurait suivi la fortune de César comme son frère, et aurait obtenu par le crédit de ce dernier le commandement de la province des Voconces. A ce propos, nous ferons observer que les Romains avaient dû respecter dans le principe les anciennes circonscriptions des peuples celtiques pour ne pas choquer les habitudes des vaincus, et qu'il entraînait dans leur politique de confier les hautes charges aux familles les plus influentes du pays pour rallier peu à peu les esprits à leur domination. A la mort de César, Quintus Pompée aurait été élu flamme du héros demi-dieu qui aurait été son bienfaiteur. Quoi qu'il en soit de ces conjectures, notre inscription, gravée sur une pierre dépourvue d'ornements, en lettres grandes et bien formées, en style simple, avec l'orthographe de *Bocontiorum*, et la désignation d'une province purement gauloise, réunit tous les indices qui conviennent à la première époque de l'établissement des Romains dans les Gaules; elle ne peut, par conséquent, être relative qu'à un proche parent de l'historien Trogue, par la raison que sa famille, récemment dotée du nom de Pompée, n'avait pas eu encore le temps de s'étendre beaucoup.

(1) *Hist. littéraire*, t. 1, p. 116.

(2) « ... Epistolarumque et legationum simul et annuli curam habuisse. » Justin., *loc. cit.*

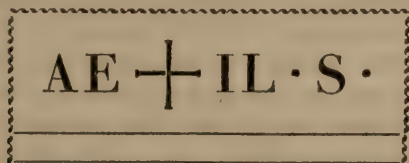
(3) *Ibid.*

V.

L'inscription précédente n'est pas le seul vestige d'antiquités romaines que le sol d'Entrechaux ait fourni. On trouve, en effet, dans les manuscrits de Suarès, marquis d'Aulan, conservés à la Bibliothèque nationale (1), la description d'une inscription très-mutilée qu'on voyait dans ce lieu au dix-septième siècle. Les dimensions de la pierre et des lettres témoignent que ce fragment faisait partie d'un grand monument. Quoiqu'il soit par lui-même dépourvu d'intérêt, nous le faisons connaître, pour encourager les recherches qui pourraient amener la découverte des autres fragments.

Voici le passage du manuscrit de Suarès, relatif à l'inscription :

« Intercalles, *Entrechaux*, in finibus comitatus, qua parte Delphinatum agit, castrum in prærupto, in diœcese Vasionense, cujus episcopatus est retrofeudum, spectat ad D.... de Fougasse, toparcham Bastidæ Raynaldorum, etc., qui pro sua humanitate hanc epigraphim e lapide existente in dicto loco d'*Entrechaux* descriptam mihi contulit.



« 3 pans de longueur. 2 pans 1/2 de largeur. 1 pan 1/2 d'épaisseur (2). — Nul mulet ne la peut porter (3). — Le S est demi-pan (4) loin des autres lettres. — Cordon de 4 doigts de largeur. »

Sans nous aventurer à chercher une explication à ce reste d'inscription, remarquons seulement que la croix dont les bran-

(1) T. V, p. 662.

(2) Le pan est une ancienne mesure du pays, plus petite que le pied. Le mètre vaut 4 pans : ainsi 3 pans font 75 centimètres ; 2 pans 1/2, environ 63 centimètres, et 1 pan 1/2, 38 cent.

(3) Cette indication montre que la pierre était dans la partie la plus escarpée d'Entrechaux, où les transports ne pouvaient se faire qu'à dos de mulet.

(4) De 12 à 13 centimètres.

ches dépassent les autres lettres, pourrait être un T et un I conjoints, comme on en rencontre sur beaucoup de monuments antiques.

VI.

Au mois d'août 1845, un cultivateur de Beaumont (1), village qui n'est qu'à deux lieues de Vaison, découvrit dans son champ des ruines de constructions romaines et, entre autres, les restes d'un bassin antique, des tuyaux de plomb et un cippe de forme élégante, sur lequel était gravée cette inscription votive (2) en l'honneur de la déesse Diane :

DEANE AVG
MFVFIVS
MATERNVS
EX VOTO.

« Vœu de Marcus Fufius Maternus à Diane Auguste. »

L'N et l'E de *Deanae* sont liés ensemble, c'est-à-dire que le second jambage de l'N sert à former l'E. La conjonction de ces deux lettres est naturelle, et ne doit pas être prise pour un signe de décadence, non plus que *Deane* pour *Diane* : nous avons montré ailleurs (3) que cette variante d'orthographe n'avait rien d'insolite, puisqu'on en trouvait des exemples dans tous les pays; nous ajouterons que, par un changement analogue, la ville de Die, *Dea Vocontiorum*, est parfois appelée *Dia*, *civitas Diensium*, *urbs Diensis* (4). Ce qui est plus extraordinaire, c'est de rencontrer dans une inscription contemporaine de la bonne latinité un génitif féminin terminé par un *e* simple, au lieu de *ae* ou *æ*. Rien n'indique la présence de l'A dans le groupe des deux autres lettres conjoints.

(1) Commune du canton de Malaucène, arrondissement d'Orange.

(2) Lorsque nous avons copié cette inscription, le cippe, placé au coin d'une rue du village, courait les plus grands risques d'être endommagé; heureusement il a été transporté depuis à Malaucène, dans la maison de M. de Saint-Bonnet, ancien inspecteur de l'enregistrement et antiquaire plein de zèle, qui a pareillement rassemblé chez lui les inscriptions suivantes, ainsi que plusieurs autres objets d'antiquités recueillis à Malaucène ou dans les environs.

(3) Voy. ci-dessus, p. 321, note 1.

(4) Hadr. Vales., *Notitia Galliarum*, p. 163.

Il est peu de déesses qui aient reçu autant de qualifications diverses que Diane. Elle est appelée dans les inscriptions *Augusta*, *Conservatrix*, *Invicta*, *Lucifera*, *Maxima*, *Nemoriana*, *Domitrix ferarum*, *Regina*, *Sancta*, *Virgo*, *Victrix*, etc. Parmi ces épithètes, celle d'*Auguste* qu'on lui donne ici revient peut-être le plus fréquemment (1). On l'attribuait aussi à la lune, dont Diane était la personnification, et l'on trouve dans le recueil de Gruter un vœu de *L. Æmilius Maternus Lunæ Augustæ* (2). Deux inscriptions de Vaison relataient déjà le surnom de Maternus (3); mais nous n'avons vu nulle part les noms de *Marcus Fufius Maternus* réunis.

VII.

Sur un cippe en pierre de Beaumont, tout mutilé:



Cette inscription est en caractères moins réguliers que la précédente, avec laquelle elle ne laisserait pas d'avoir les plus grands rapports, si la restitution que nous proposons est exacte..... Mater M. (Fufi) Matern(i) filio (pientissimo vel carissimo). «... La mère de M. Fufius Maternus à son fils très-pieux ou très-cher. »

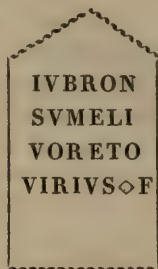
(1) Voy. Muratori, XXXVI, 4 et 6; Gruter, XL, 13, 14 et 15; Orelli, 1445 et 1448.

(2) Gruter, XLII, 3.

(3) Papon, *Hist. de Provence*, t. I, p. 100, et M. Breton, d'après Millin, p. 136.

VIII.

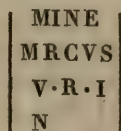
Autre fragment de cippe en pierre de Beaumont :



Nous n'avons aucune explication satisfaisante à proposer pour cette inscription incomplète. Les mots *Jubron*, *Sumeli* et *Voreto* n'ont pas de sens, et comme noms propres on ne les trouve pas. Il n'en est pas de même de Virius, nom qui figure dans un très-grand nombre de monuments épigraphiques. Peut-être les deux premières lettres IV signifient-elles IVLIO ; car le nom de Jules était très-commun parmi les Gaulois depuis la conquête des Gaules par Jules César.

IX.

Cippe en pierre de Beaumont, découvert à Malaucène :

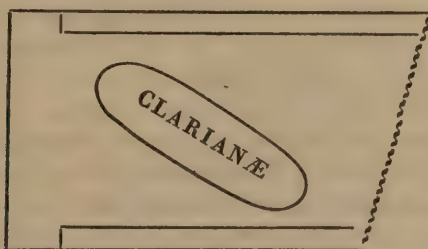


L'inscription ne répond pas à l'élégance du cippe ; elle est un peu fruste, grossièrement gravée, et l'on dirait même qu'elle est restée inachevée. Les deux premières lignes sont pleines, tandis que les deux autres paraissent ne l'avoir jamais été. Il est probable que l'A de MARCUS est confondu dans l'M, quoiqu'on ne le distingue pas. Nous laissons inexpliqué le signe bizarre de la dernière ligne, composé de deux v accolés symétriquement (N). A l'égard des sigles V. R. I, ils pourraient signifier *votum re-*

ferri jussit. Quoi qu'il en soit, l'inscription paraît relative à un vœu en l'honneur de Minerve, dont le nom complet n'a pu entrer dans la première ligne, parce que le graveur malhabile n'a pas su proportionner les lettres à la largeur du cippe.

X.

Sur une tuile romaine, large et à rebords droits, on lit dans un cartouche disposé obliquement :



C'est la marque de fabrique, que l'on n'appliquait pas sur toutes les tuiles, mais seulement sur quelques-unes pour en indiquer la provenance. Le génitif *Clarianæ*, s'il est régi par *fabrica*, comme c'est l'ordinaire, serait le nom d'une femme ; mais il est plus vraisemblable que *Clarianæ* est un adjectif formé du nom de *Clarus* ou *Clarius*, et se rapportant au mot *fabricæ* sous-entendu. D'autres fois, le nom du fabricant était mis au nominatif : ainsi, pour citer l'exemple d'un nom qui se rapproche beaucoup de celui de notre tuile, des briques provenant des bains romains d'Aix en Savoie portent très-distinctement *Clarianus* (1).

XI.

En suivant la route nouvelle qui va de Malaucène à Beaumont, on rencontre beaucoup de briques et de tuiles romaines, qui, indépendamment des inscriptions qu'on vient de lire, attestent

(1) Nous devons cette communication à notre confrère M. Bordier.

que les Gallo-Romains avaient dans ce pays accidenté de nombreux établissements. Beaumont, situé au pied même du mont Ventoux, les devait à ses carrières inépuisables (1), d'où furent extraites toutes les pierres des monuments de l'antique Vaison. On avait presque cessé d'exploiter ces anciennes carrières, à cause du mauvais état des chemins; mais depuis qu'on a rétabli les voies de communication, les travaux d'exploitation ont été repris avec activité. Quant à la petite ville de Malaucène, qui n'est qu'à une lieue et demie de Vaison, elle doit son origine à d'autres causes. La proximité de la capitale d'un peuple puissant, la pureté de l'air, la beauté du paysage, la fertilité et la fraîcheur de la vallée, qui est arrosée par les eaux abondantes et intarissables du Groseau (2), première fontaine de la contrée après celle de Vaucluse; voilà ce qui ne pouvait manquer d'attirer à Malaucène (3) les Voconces et les Romains. Les inscriptions, les médailles et les débris antiques de toutes sortes que l'on exhume chaque jour du territoire de cette ville, donnent à une présomption si naturelle le caractère de la certitude. On peut suivre encore assez loin dans la campagne l'aqueduc qui ame-

(1) Nous tirons de la Chorographie de l'évêque Suarès le passage suivant, qui concerne Beaumont (Voy. l'*Hist. de l'église de Vaison*, I. II, p. 80) :

Mœnia lapsa jacent in Belli culmine Montis,

Et circum passim sparsa mapaliola.

Visitur hinc ædes sacri simulata sepulchri,

Aptus structuræ cæditur inde lapis.

Le troisième vers fait allusion à une chapelle rurale, bâtie d'après le style roman, et où l'on voit sculptée sur le tympan de la porte latérale la représentation du tombeau de Jésus-Christ avec des religieux. On croit que cette église, qui porte le nom du saint sépulcre, a appartenu autrefois aux Templiers.

(2) Voy. la *Statistique du département de Vaucluse*, par Maxime Pazzis, 1808, in-4°, p. 105.— Les eaux de cette fontaine jaillissent du pied d'un rocher qui a plus de 100 mètres de hauteur; après avoir baigné Malaucène et son territoire, elles vont se perdre dans l'Onèze un peu au-dessus de Vaison. Le Groseau ne tire pas son nom, comme on serait tenté de le croire, de l'abondance de ses eaux; il est appelé dans les anciens actes, depuis le septième siècle, *Grasellum* ou *Grausellum*, nom qui doit avoir une origine commune avec Gréoux en Provence. En effet, une inscription, copiée par Peiresc aux bains de Gréoux, porte : Nymphis xi Griselicis. Papon, *Hist. de Prov.*, t. I, p. 86.

(3) Malaucène, en latin *Malausana*, vient, selon les uns, de *Mala sana*, à cause de la bonté de ses fruits; selon les autres, de *Mala sanat*, par allusion à la salubrité de son climat. Nous laissons à qui de droit la responsabilité de ces étymologies. Voyez Expilly, *Dict. des Gaules*, et la *Statistique du département de Vaucluse*, p. 40.

nait les eaux du Groseau à Vaison, et même, d'après plusieurs auteurs, jusqu'à Orange, qui est à six ou sept lieues de là (1).

Nous avons remarqué, un peu au-dessous de la source, une pierre de marbre blanc dont une face est couverte de caractères grecs. Bien que le mauvais état des lettres et le manque de temps nous aient empêché de faire une copie de cette inscription, peut-être antérieure à la domination romaine, nous jugeons utile d'en parler, afin de donner à quelque archéologue l'idée de la calquer pour l'étudier à loisir. Le marbre sur lequel elle est gravée sert de base à une croix placée devant la porte de la chapelle de Notre-Dame du Groseau.

Ce dernier monument est le seul reste d'un ancien monastère fondé par Arédius, évêque de Vaison, en 684 (2), ruiné par les Sarrasins, rétabli ensuite et donné par l'évêque Pierre de Mirabel à l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, en 1059 (3). C'est à peu près l'époque que l'on peut assigner à la construction de l'église du Groseau, remarquable encore par des chapiteaux historiés, un campanile soutenu par d'élégantes colonnettes, et une frise sculptée dans le goût de l'antique. Le cloître démoli a presque entièrement disparu sous la végétation, de même que les ruines de la maison de plaisance que le pape Clément V avait fait bâtir, et où il avait coutume de passer la belle saison (4).

(1) C'est l'opinion de Lاپise, *Hist. d'Orange*, in-fol., p. 32; du P. Bonaventure, *Hist. d'Orange*, 1741, in-4°, p. 202 et suiv.; de M. Gasparin, *Histoire de la ville d'Orange et de ses antiquités*, 1815, in-8°, p. 114; et même de Suarès, qui l'avait consignée dans ces vers sur Malaucène, *Chorog.*, loc. cit., p. 78 :

At sub Ventosæ glabris radicibus Alpīs,
Exundat vitreis fons glacialis aquis.
Limpha Malausanæ, Clementis sede superbæ,
Profluit in triviis, prætæque opima rigat.
Ausi olim Cavares prælongo fornice circi
Hanc ad Arausiaci ducere naumachias.

Du temps de Suarès, on prenait l'un des côtés du cirque d'Orange pour un prolongement de l'aqueduc.

(2) Arédius, qui, dans l'acte de fondation, prend aussi le nom de Pétronius, dédia le monastère à saint Victor et à saint Pierre, et voulut que les religieux observassent la règle de saint Benoît, de saint Macaire et de saint Colomban. *Annal. Ord. Ben.*, t. I, p. 571 et 698, col. 2.

(3) *Gall. Christ.*, t. I, instr., p. 151.

(4) Baluze rapporte plusieurs bulles de Clément V, datées du Groseau, en ces termes : « Datum in prioratu de Grausello prope Malausanam. » *Vitæ papar. Aven.*, t. II, col. 126, 129, 132, 175.

L'abbaye de Saint-Victor de Marseille, déjà maîtresse du prieuré du Groseau depuis 1059, reçut le 28 juin 1111, de Rostang, évêque de Vaison, toutes les églises du *castrum* ou de la *ville* fortifiée de Malaucène, au nombre de cinq (1). Dès lors elle fit desservir la paroisse par les moines de son prieuré. L'acte de donation de Rostang et une bulle du pape Pascal II, confirmative de toutes les possessions de Saint-Victor, datée du 23 avril 1114 (2), sont les plus anciens documents où l'on rencontre le nom de Malaucène. Est-ce à dire que cette ville n'existât pas auparavant? On vient de voir que les Romains n'avaient point négligé une position qui, pour employer les termes de l'auteur de la statistique du département, « aurait dû former une plus grande ville (3). » D'autre part, l'église paroissiale de Malaucène, dédiée à saint Michel et fondée suivant une fausse tradition par Charlemagne, est assez vaste pour indiquer un centre de population qui n'est pas né d'hier. Encore y avait-il quatre autres églises dans la même paroisse, au commencement du douzième siècle. Tout porte donc à croire que la vallée de Malaucène n'a pas cessé d'être

(1) Voici un court extrait de cette charte : « *Dono Deo et Sancto Victori, scilicet cœnobio quod vulgo dicitur monasterium Massiliense, ecclesias de castro Malaucinæ, videlicet Sancti Michaelis, Sancti Petri, Sanctæ Mariæ de Valle, Sancti Martini et Sancti Sebastiani, etc.* » Dom Martenne, qui a publié cet acte dans son *Amplissima collectio* (t. I, p. 638), le met, d'après son texte, sous la date du 28 juin 1117, date suivie par Bréquigny dans la *Table des diplômes* (t. II, p. 460), mais qui est évidemment fautive; car Rostang n'a occupé le siège épiscopal que jusqu'en 1113, s'il faut s'en rapporter au *Gallia Christiana* (t. I, col. 926). D'ailleurs, si la donation était de 1117, les biens qu'elle comprend ne seraient pas énumérés dans une bulle pancarte de 1114, comme appartenant déjà à Saint-Victor de Marseille. Cette observation nous paraît décisive, et nous fait rejeter les raisons alléguées par D. Martenne contre les auteurs du *Gallia*, qui avaient seulement présumé l'erreur. Le P. Anselme (*Hist. de l'église de Vaison*, p. 96), qui avait sans doute sous les yeux une meilleure copie de la charte de Rostang, lui assigne la date du 28 juin 1111, et, parmi les églises de Malaucène, met Saint-Étienne à la place de Saint-Sébastien. Il parle ensuite, d'après le *Tabulaire* de Saint-Victor, d'une autre donation faite par l'évêque de Vaison à la même abbaye, le même jour du mois, en 1117. Nous soupçonnons que l'auteur du cartulaire de Saint-Victor a commis quelque confusion qui a induit D. Martenne en erreur.

(2) Nous donnons, d'après le *Gallia Christiana* (t. I, instr., p. 115), en corrigeant les fautes qui ont dénaturé quelques mots, le passage de la bulle relatif à Malaucène : « In episcopatu Valens. (legendum *Vasensi*), monasterium Sanctæ Mariæ, Sancti Victoris, Sancti Petri de Grausello, ecclesiam parochialem de castro Malancena (leg. *Malaucena*), Sancti Michaelis, Sancti Petri cum capellis suis, Sancti Desiderii, Sancti Martini, Sanctæ Mariæ, Sancti Sepulchri, etc. »

(3) Maxime Pazzis, p. 39.

habitée pendant les temps intermédiaires, depuis la domination romaine. Néanmoins, aucun nom de ville ou de village ne figure dans la charte de fondation du monastère du Groseau, non plus que dans le diplôme confirmatif donné par Clovis III, en 692. Dans ces deux pièces publiées par Mabillon, on se contente de mentionner le lieu appelé *Grasellum*, situé dans la banlieue de Vaison, *in suburbano civitatis Vasionensis* (1). Il n'y est nullement question de Malaucène ou de son territoire, soit que le nom n'existât pas ou qu'il fût peu usité. On dirait que la cité des Voconces, glorieuse de son passé, considérait encore la vallée de Malaucène comme une sorte de dépendance, d'annexe de ses faubourgs.

En admettant cette conjecture, conforme, du reste, au sens naturel des mots *in suburbano civitatis* (2), on expliquerait sans peine la légende d'un denier d'argent de Louis le Débonnaire, qui porte en caractères très-distincts *AQUIS VASON* (3). M. Éloi Johanneau l'a attribué, contre toute vraisemblance, à Fontarabie, en Espagne (4). M. de la Saussaye, au contraire, a bien reconnu qu'il s'agissait de Vaison; mais il a manifesté des scrupules à l'occasion du mot *aquis*, « qui semble indiquer, dit-il, un établissement d'eaux thermales (5). » Cela est vrai, en général, par la raison que les autres fontaines n'ont d'ordinaire rien de remarquable. Cependant il n'est pas absolument nécessaire que des eaux soient thermales pour être appelées en latin *aquæ*, et nous pensons que la légende *Aquis Vasonis* conviendrait très-bien à une source célèbre, qui réunirait les conditions d'être peu éloignée de Vaison et de pouvoir être considérée comme appartenant à cette ville; tel est le Groseau de

(1) *Annal. Bened.*, t. I, p. 698, col. 2, et p. 700, col. 2. — *Hist. de l'église de Vaison*, l. II, p. 7 et 13.

(2) Il est vrai que Mabillon fait observer que le mot *suburbanum* est pris souvent pour pays et quelquefois même pour diocèse (*Ibid.*, p. 571). Mais le Groseau n'est pas tellement éloigné de Vaison qu'il faille avoir recours à une interprétation aussi élastique, surtout lorsque dans la même charte il est dit en termes plus clairs : *Sub ipsa urbe esse dignoscitur*.

(3) En voici la description exacte : † HLVDVICVS IMP. entre grènetis; une croix à branches égales dans le champ. ^{AQVIS} VASON dans le champ, sur deux lignes horizontales. Grènetis au pourtour. Cette pièce a été trouvée à Belvezet, dans le département du Gard.

(4) *Revue de la Numismatique française*, t. IV, p. 145.

(5) *Id.*, t. II, p. 352, et pl. XI, n° 1.

Malaucène, dont les eaux abondantes ont alimenté les fontaines de Vaison aussi longtemps qu'ont duré les travaux d'art des Romains. Ainsi, le vallon du Groseau aurait porté le nom générique d'*Aquæ Vasionis*, tant qu'il aurait passé pour une dépendance de Vaison. Dans la suite, l'ancienne capitale du pays s'affaiblissant de plus en plus, Malaucène, qui s'accroissait au contraire chaque jour, aurait pris un nom particulier ou l'aurait fait prédominer, s'il existait déjà (1). Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aujourd'hui la ville de Malaucène, grâce aux nombreux avantages dont la nature l'a dotée, est devenue plus industrielle et plus peuplée que sa rivale, et oublie qu'elle a été sa fille.

En résumé, adoptant l'opinion d'un savant numismatiste légèrement modifiée, nous croyons que le denier de Louis le Débonnaire marqué du nom d'*Aquis Vason*, est sorti d'un atelier monétaire établi non pas à Vaison même, mais dans les environs, sur les eaux de la source de Malaucène (2). Bien que cette attribution s'appuie d'une part sur la conformité des noms, de l'autre sur le rapprochement de faits géologiques et historiques, elle restera à l'état de conjecture vraisemblable, jusqu'à ce qu'un document inconnu vienne la confirmer ou la contredire, en révélant le nom qui a fait jusqu'ici le désespoir des numismatistes.

XII.

La digression que nous venons de faire dans le domaine de la numismatique, nous a mené insensiblement en plein moyen âge. Qu'il nous soit donc permis, avant de clore cet article, d'appeler encore l'attention de nos lecteurs sur une inscription contemporaine, à un siècle près, de Louis le Débonnaire. Elle est

(1) Nos lecteurs ont pu voir dans la dernière livraison de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, p. 246 et 247, un exemple tout à fait analogue, relatif à l'origine de la ville de Livourne : Porto Pisano, port maritime dépendant, au moyen âge, de la république de Pise, aurait pris le nom particulier de Livourne au moment où son importance renaissante l'aurait détaché de sa métropole déchue. Notre confrère M. de Mas Latrie a donné les raisons de cette opinion, qui nous a paru fondée.

(2) Il n'est pas inutile de remarquer qu'il y a depuis un temps immémorial des martinets à cuivre sur le Groseau, à Malaucène. Voy. Expilly, *Dict. des Gaules*, et la *Statistique du département*, p. 329 et 330.

digne d'intérêt, moins par le contenu, que parce qu'elle se rattache à un monument des plus remarquables pour l'histoire de l'architecture religieuse dans le midi de la France. Nous voulons parler de l'église de Notre-Dame de Vaison, ancienne cathédrale, qui, seule avec l'église de Saint-Quenin, a eu le privilège d'échapper à la destruction totale de la ville, en 1160 (1).

Les quatre vers léonins dont se compose cette inscription ne rappellent en rien la belle antiquité, que nous ne quittons qu'à regret, pour nous occuper d'une production barbare du moyen âge. Ils sont cependant assez corrects pour l'époque, car on n'y trouve qu'une faute de prosodie (2), et les rimes des hémistiches sont bonnes; mais c'est là tout leur mérite : on va en juger :

OBSEURO VOS, FRATRES, AQUILONIS VINCITE PARTES;
SECTANTES CLAVSTRVM, QVASI C[VM VEN]IETIS AD AVSTRVM,
TRIFIDA QVADFIDVM MEMORET SVCCENDERE NIDVM
IGNEA BISSENI LAPIDVM S[ITV]TA[IS] TA[DDI]VEN[
PA]XV[HIC]DO[MVI]

Ces vers, avec l'invocation qui les accompagne, sont gravés sur une seule ligne, occupant d'un bout à l'autre la frise qui couronne le mur extérieur du collatéral du nord, du côté de l'ancien cloître. Il n'y a, en général, point d'intervalle entre les mots; les abréviations sont fort rares, et les caractères ont près d'un pied de hauteur : ce sont des lettres capitales romaines parfaitement régulières, et mélangées à peine de quelques onciales. On y remarque le C carré (C) de forme peu élancée. Ainsi, l'inscription, réunissant tous les indices qui conviennent très-bien au dixième siècle, fournit un nouvel argument en faveur de ceux qui croient que la basilique de Notre-Dame de Vaison a été élevée vers 910 par l'évêque Umbert, qui fit aussi bâtir le cloître, et le dota pour douze chanoines réguliers en l'honneur des douze apôtres (3).

Le dernier hexamètre présente quelque difficulté, soit que les pierres, gravées avant d'être mises en place, aient été brouillées lors de la construction par un maçon ignorant, soit que

(1) Voy. le P. Anselme Boyer, *Hist. de l'église de Vaison*, p. 100, et dom Vaisète, *Hist. gén. de Languedoc*, t. II, p. 484 et 485.

(2) On a fait un dactyle du mot *trifida*, qui est composé de trois brèves.

(3) *Hist. de l'église de Vaison*, p. 75.

cette partie de la frise, démolie par suite de quelque accident, ait subi dans la suite une restauration maladroite. Il n'y a, du reste, que quatre pierres, portant les lettres |IS|TA|DDI|VEN qui aient été dérangées. Le point triangulaire qui suit la syllabe IS indique la fin du vers, que nous rétablissons ainsi :

Ignea bisseus lapidum sit ut addita venis:

Pax uhic domui.

A en juger par les joints des pierres, l'orthographe bizarre du pronom *uhic* pour *huic* ne provient d'aucun déplacement de lettre, et ne peut être attribuée qu'au graveur ou à l'auteur lui-même. Il est bien entendu que les mots *Pax huic domui* ne font partie d'aucun vers ; ils forment une sorte de salut final, qui appelle la paix sur la demeure commune des chanoines. Le souhait s'est accompli d'une étrange façon ; depuis longtemps ces lieux sont déserts, et le repos de la solitude n'y est aujourd'hui troublé que par de rares visiteurs ou les pas d'un ermite, seul gardien de l'église et du cloître.

Avant d'expliquer les quatre vers qu'on vient de lire, nous sommes obligés d'entrer dans des détails fastidieux, dont nous ferions volontiers grâce à nos lecteurs, s'ils n'étaient nécessaires pour établir notre texte avec certitude. On verra qu'il diffère en quelques points seulement des trois leçons qui ont été successivement imprimées jusqu'à ce jour par le P. Anselme Boyer, M. Prosper Mérimée, inspecteur des monuments historiques de France, et un professeur du lycée d'Avignon (1).

Pour le premier et le troisième vers, nulle variante à noter ; pour le deuxième, à l'endroit qui offre une lacune provenant d'un accident arrivé à la frise, le P. Anselme lit *quia sic venietis* ; M. Mérimée, *qasi... etis*, et le professeur d'Avignon, *quas invenietis*. Cette dernière leçon est tout à fait inadmissible, par la raison qu'on voit très-distinctement après *quasi* un C carré (C) et une portion du premier jambage oblique du V (V) ; ce qui a été omis dans la copie de M. Mérimée, de même que le premier I de *ietis*. La lacune nous paraît bien suffisante pour représenter quatre ou cinq lettres (2) et justifier notre lecture

(1) Voy. l'*Hist. de l'église de Vaison*, p. 84, et les *Notes d'un voyage dans le midi de la France*, p. 89 et 90.

(2) Il ne faudrait même que la place de trois lettres et demie, si l'inscription portait CV pour CVM.

QVASI C[VM VEN]IETIS, laquelle rend mieux d'ailleurs l'abréviation *qasi* que ne le fait *quia sic*. Au dernier vers, le P. Anselme, sans tenir compte de la répétition de la syllabe *ta* et en changeant une lettre, lit *lapidum sic addita venis*, et le professeur, *lapidum situla addita venis*, en mettant une *l* à la place d'un *t*, et en ajoutant un *a*. Nous préférons, cette fois, avec M. Mérimée, *lapidum sit ut addita venis*, leçon qui a le triple avantage de ne rien omettre, de ne rien ajouter et de ne rien changer aux lettres de l'inscription qu'elle remet seulement dans l'ordre naturel (1).

En somme, les copies que nous venons d'examiner diffèrent peu entre elles ; mais il n'en est pas de même des traductions qu'on en a faites. Ce sont des espèces de paraphrases, qui n'ont guère qu'une idée commune (2). Notre texte révisé paraît pour-

(1) M. Mérimée présume que l'auteur de l'histoire de l'église de Vaison a vu l'inscription intacte et sans lacune ; mais nous ne saurions admettre une conjecture qui n'est fondée que sur le silence du P. Anselme. Tout le monde sait que la plupart des écrivains des derniers siècles, quand ils copiaient des inscriptions, ne se souciaient guère d'en décrire exactement l'état matériel ; qu'il leur arrivait souvent d'en remplir les lacunes et même de les corriger comme ils l'entendaient. C'est sans doute ce qu'aura fait le P. Anselme, éditeur peu scrupuleux ainsi que nous l'avons déjà montré (voy. *supra*, p. 307, n. 1) ; la preuve en est qu'il a mis sans façon *huic* à la place de *uhic*, et qu'il a retranché deux lettres du quatrième vers, le tout sans prévenir. S'il n'a pas noté l'interversion des syllabes en cet endroit, ce n'est pas qu'elle n'existât déjà comme de nos jours ; car depuis cet auteur la ville de Vaison a eu des prélats assez instruits pour savoir rétablir à leur place les mots parfaitement lisibles de la fin d'un vers. Il est donc plus probable que les accidents qui ont altéré l'inscription datent de l'époque de la destruction de la ville par le comte de Toulouse ou des guerres de religion du seizième siècle.

(2) Après avoir discuté les différentes copies de l'inscription, il convient d'en donner les traductions correspondantes, pour que nos lecteurs puissent les comparer et les juger. — Le P. Anselme, *loc. cit.*, p. 84 et 85 : « Le premier vers est une exhortation à ceux qui avaient leur chambre dans le cloître de souffrir le vent de bise, le froid, la privation du soleil, etc., avec patience. Le second contient une promesse, et donne l'espérance qu'en gardant les règles du cloître, ils seront logés à l'avenir dans les appartements du midi, qui sont plus chauds, plus agréables et plus commodes. Le troisième et le quatrième vers animent les chanoines à la ferveur d'esprit, en rappelant dans leur mémoire le ravage que la foudre avait fait en abattant les douze chambres de pierre destinées pour les douze chanoines. Voici la construction que j'en fais et qui les rend plus intelligibles. *Trifida ignea, sic addita bisseis venis lapidum, memoret succendere nidum quadrifidum*. C'est-à-dire, que la foudre acharnée avec violence aux douze chambres de pierre vous soit un avertissement continuel d'embraser par une ferveur toujours nouvelle ce cloître, qui est une maison carrée, où vous avez pris, comme les oiseaux dans leur nid, une nouvelle naissance. Il faut re-

tant susceptible d'une traduction littérale et grammaticale, et voici celle que nous proposons : *Obsecro vos, fratres, vincite partes aquilonis; trifida (virtus) ignea* (1) *memoret succendere nidum quadrifidum, sit ut addita venis bisseis lapidum, quasi cum, sectantes claustrum, venietis ad austrum.* « Triomphez, je vous en conjure, mes frères, de l'exposition du nord, qu'une triple vertu de feu se souvienne d'enflammer votre nid carré, qu'elle soit comme ajoutée aux douze veines de pierre, de même que lorsque, suivant le cloître, vous viendrez au midi. » C'est-à-dire, s'il est permis de paraphraser pour être plus clair : Songez à réchauffer, par la triple flamme de la vertu chrétienne, votre cloître quadrangulaire; qu'elle pénètre en quelque sorte par les douze fenêtres (2) de vos cellules, comme le feront les

marquer que les chambres des chanoines réguliers sont appelées veines des pierres, parce que, comme le sang est renfermé dans les veines, de même un chanoine, et surtout le régulier ou religieux, doit être renfermé dans sa chambre, etc. » Suivent des développements pieux qui s'éloignent du sujet.

M. Mérimée, p. 189 et 190 : « Souffrez patiemment, mes frères, je vous conjure, les rigneurs de l'exposition du nord. *Quia*, dans l'espoir que, *sectantes claustrum*, suivant les règles du cloître, *sic venietis ad austrum*, vous parviendrez aux cellules du midi (que les plus anciens chanoines occupaient, tandis que les nouveaux venus étaient logés au nord). *Sic ignea trifida* (subaudi : *flamma*), mais alors que les rayons du soleil, *addita venis bisseis lapidum*, qui échauffe vos murs (il faut supposer qu'il y a douze cellules, douze murs?) *memoret succendere nidum quadrifidum*, vous rappelle (sic) d'échauffer vous-mêmes vos cellules par une sainte ferveur et vos prières. »

On voit que la version de M. Mérimée diffère de celle du P. Anselme, quoiqu'il la mette sous le nom de cet auteur : ainsi, le soleil remplace ici la foudre, et avec peu de bonheur, ce semble; car si le cloître, qui se trouve surtout en hiver dans l'ombre de l'église, était exposé aux rayons du soleil, il pourrait se passer de toute autre chaleur.

Traduction du professeur, imprimée dans les *Notes* de M. Mérimée, p. 190 et 191. « Ne vous laissez pas abattre, mes frères, à la bise qui vous assiège. Il ne tient qu'à vous d'en triompher; voulez-vous vous ménager l'exposition du midi, armez-vous contre le cloître, de ses propres exigences. Vos cellules s'échaufferont, si vous savez vous animer du feu qu'on vit descendre en flèches pénétrantes sur douze pierres (c'est-à-dire apôtres) et les embraser de ses rayons. Paix à cette maison ! »

(1) *Trifida* et *ignea* étant des adjectifs qui ne se rapportent à aucun mot exprimé dans les vers, on est forcé, à l'exemple des autres traducteurs, de sous-entendre un substantif féminin. Si nous adoptons *virtus* de préférence à un autre mot, c'est que les épithètes *ignea* et *trifida* conviennent très-bien à la vertu chrétienne, qui doit être ardente et qui est triple, puisqu'elle comprend la foi, l'espérance et la charité.

(2) Nous traduisons *venis* par fenêtres, et non par murs, comme fait M. Mérimée, d'abord parce que douze cellules font plus de douze murs, ensuite parce que les fe-

rayons du soleil, quand vous viendrez du côté du midi, en suivant le cloître.

Nous nous sommes efforcé de donner une traduction plus conforme au texte que celles qui ont été publiées jusqu'ici ; si nous l'avons pu, nous le devons principalement aux corrections que nous avons introduites avant même que nous eussions l'idée d'en profiter. Il nous reste cependant un doute sur l'interprétation des mots *sectantes claustrum*, etc., dont le sens naturel semble être en contradiction avec les faits.

Lors de la création du chapitre régulier de Notre-Dame de Vaison, il n'y avait que douze chanoines, et leurs douze cellules réunies composaient trois côtés d'un carré appliqué contre le mur septentrional de l'église, qui formait le quatrième côté du carré ; d'autre part, on ne voit au midi de la basilique aucun vestige d'habitations claustrales. Comment donc les religieux pouvaient-ils espérer, en suivant le cloître, de venir dans des cellules exposées au soleil et abritées contre le vent du nord ? L'objection est sérieuse, et, s'il n'y a jamais eu de cloître au midi, ce qu'il serait téméraire d'affirmer, nous ne voyons d'autre moyen de résoudre la difficulté que de supposer un sens mystique au second vers comme aux deux suivants : « Que les religieux endurent avec la résignation de la vertu chrétienne les incommodités de cette froide demeure ; en suivant les règles du cloître, ils parviendront un jour à la demeure céleste (*ad austrum*), où ils seront embrasés de l'amour divin (1). » Tel serait, en substance, le sens de ces vers, qui commencent par s'adresser au corps pour parler à l'âme le langage symbolique. Dans tous les cas, il faut convenir que les pensées en sont aussi subtiles et alambiquées que les constructions de phrases paraissent vicieuses et obscures ; mais c'était la mode chez les beaux esprits du temps,

nôtres au dixième siècle étaient d'ordinaire en forme de meurtrières et avaient assez l'aspect de fentes ; ce qui semble justifier l'emploi de *venis*. D'ailleurs la nécessité de trouver une rime à *bissenis* a pu suggérer un mot qui convenait assez au langage mystique et métaphorique de l'époque ; car les fenêtres servent à faire circuler dans les habitations les éléments de la vie, l'air, la lumière et le soleil, de même que les veines portent le sang, la nourriture et la chaleur dans tous les membres du corps humain.

(1) Ce n'est pas sans hésitation que nous donnons au mot *austrum* un sens inusité. Si l'on trouvait la métaphore trop hasardée, on pourrait traduire ainsi *quasi cum venietis ad austrum* : « comme si vous veniez au midi, » au lieu de « comme lorsque vous viendrez. »

qui pour la plupart avaient perdu les saines traditions de la poésie classique, et dont le mauvais goût ne trouvait d'ordinaire que des puérilités. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les curieux échantillons de poésie que M. Delisle a publiés dans ce recueil, à l'occasion des rouleaux funèbres (1).

A défaut de mérite littéraire, l'inscription de Notre-Dame de Vaison se recommandait par la justesse de sa pieuse exhortation, que les contemporains avaient jugée utile, puisqu'ils l'avaient étalée en lettres gigantesques aux yeux des chanoines, qui pouvaient la voir des galeries du cloître et des fenêtres de leurs cellules. M. Mérimée l'aura lue dans un moment peu favorable pour l'interprétation, pendant la canicule sans doute. « Nous nous demandions, dit-il, en étouffant de chaleur, quel si grand mal il y avait à loger au nord dans la Provence; mais nous ne pûmes venir à bout de trouver un sens raisonnable (2). » Certes, le mot de l'énigme était partout : les maisons isolées, construites de telle sorte qu'elles ne présentent du côté du nord que des ouvertures étroites et absolument nécessaires, et jusqu'aux arbres constamment courbés vers le midi, témoignent assez quel est le vent impétueux et glacial qui domine dans la contrée, et justifient on ne peut mieux l'à-propos de ce vers gravé à l'ombre d'un grand édifice, en plein mistral :

Obsecro vos, fratres, aquilonis vincite partes.

(1) Des monuments paléographiques concernant l'usage de prier pour les morts, *Bibl. de l'École des chartes*, 2^e série, t. III, p. 361 et suiv.

(2) *Loc. cit.*, p. 191.

A. DELOYE.

NOTICE

SUR

UN TRAITÉ INÉDIT

DU DOUZIÈME SIÈCLE

INTITULÉ :

Miracula ecclesie Constantiensis.

Un certain nombre d'églises de la Gaule ont, sur les premiers siècles de leur histoire, de précieux documents publiés sous les titres de *Gesta Pontificum*. La province ecclésiastique de Rouen est à peu près totalement dépourvue de cet avantage. Parmi les sept évêchés de cette province, les plus heureux sous ce rapport sont encore celui de Rouen, sur lequel il nous est parvenu une compilation du onzième siècle (1), et celui de Bayeux, dont les anciens Lectionnaires et Bréviaires renferment assez de détails sur une dizaine des premiers pontifes de cette église (2). — Sur ceux de Coutances, nous ne connaissons que de sèches nomenclatures, une vie inédite de Saint-Lô (3), et quelques lambeaux des actes de saint Romphaire et de saint Fromond (4). Encore l'au-

(1) *Acta archiepiscoporum Rothomagensium*, dans les *Analecta* de Mabillon, éd. in-8°, t. II, p. 424-456.

(2) La plus ancienne copie datée que j'aie vue de ce bréviaire est de 1425. Elle est à la Bibliothèque nationale, ancien fonds latin, n° 1298. — A la bibliothèque du chapitre de Bayeux, on en conserve un exemplaire in-folio, qui fut donné en 1444 par messire Guillaume de l'On.

(3) Dans un ms. du onzième siècle, à la Bibliothèque nationale, n° 5296, ancien fonds latin.

(4) Ils sont insérés dans l'*Histoire du diocèse de Coutances*, par Toustain de Billy, partie I, ch. IV et V, dans le ms. de la bibliothèque de Caen.

thenticité en est-elle contestable. Cette absence de documents s'explique aisément. Dans ce pays, la plupart des livres avaient péri au neuvième et au dixième siècle, sous les ruines des églises saccagées et brûlées par les Normands.

A partir du rétablissement de la paix jusqu'au douzième siècle, l'histoire des évêques de Coutances était racontée assez en détail dans un manuscrit du temps de saint Louis, connu sous le nom de *Livre noir*. Ce précieux registre, que le fanatisme révolutionnaire avait épargné, est disparu depuis une vingtaine d'années. Ce qui peut adoucir nos regrets, c'est que, grâce à M. de Gerville qui l'avait eu longtemps entre les mains, nous savons le contenu de ce registre, et nous possédons des copies de tout ce qu'il renfermait d'inédit.

L'une des pièces les plus intéressantes et les mieux connues de ce recueil est une espèce de chronique commençant par ces mots : *Prima Normannorum gravissima persecutio*, etc. Les Bénédictins l'ont publiée dans le onzième volume du *Gallia Christiana* (1). Des fragments en ont été reproduits dans le *Recueil des historiens des Gaules*. Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* (2) lui ont consacré quelques lignes, où elle est appréciée d'une manière très-insuffisante. Les historiens locaux et les archéologues contemporains en ont fait un grand usage. Quelques savants l'ont prise pour base d'une opinion que nous nous contenterons d'exposer.

La cathédrale de Coutances présente les caractères architectoniques du treizième siècle. Cependant, en comparant l'édifice actuel avec celui que construisit Geoffroi de Montbrai vers le milieu du onzième, et sur lequel notre chronique entre dans de minutieux détails, M. de Gerville a été amené à conclure que nous avons encore sous les yeux ce dernier monument. Cette thèse a été dernièrement reprise par M. Delamare (3), qui, non content de développer l'opinion de son devancier, a voulu prouver par des textes authentiques que depuis le onzième siècle jusqu'à nos jours on n'a point construit ni même pu construire

(1) Instr. col. 217 à 224. Elle y est intitulée : *De statu hujus ecclesie ab anno 836 ad 1093*.

(2) Tom. VIII, p. 448.

(3) *Essai sur la véritable origine et sur les vicissitudes de la cathédrale de Coutances*, dans les *Mémoires des antiquaires de Normandie*, 2^e série, t. II, p. 140-263.

à Coutances une nouvelle cathédrale. Ce système a rencontré de nombreux contradicteurs, notamment M. Vitet. Personne toutefois n'est encore entré sérieusement dans la discussion des preuves de M. Delamare.

Dans le *Livre noir*, à la suite de la chronique dont nous venons de parler, venait un traité, probablement composé par le même auteur, que personne n'a encore signalé (1). Il est intitulé : *Miracula ecclesiæ Constantiensis*; nous en avons une copie faite en 1641 par Artur du Moustier, qui l'a insérée, au 15 août, dans sa *Neustria sancta* (2).

Cet usage de conserver par écrit les miracles arrivés dans une église était très-commun au moyen âge, et, sans nous écarter de Coutances, nous pouvons citer comme analogues le recueil des miracles du Mont-Saint-Michel au Péril de la mer (3), ceux de Savigni (4), ceux de Saint-Gaud (5), et enfin ceux du bienheureux Thomas Hélie de Biville (6). Nous avons un exemple de l'estime dont ces recueils jouissaient au douzième siècle, même loin des lieux où ils étaient composés, dans une lettre que le célèbre Hildebert, évêque du Mans, adresse à Clarembaut, chanoine d'Oxford, pour avoir communication d'une

(1) Ajoutons cependant que les frères Sainte-Marthe y ont fait allusion dans cette phrase : « Extat autem in cartophylacio Constanciensi nænia prolixior de morte hujus « Gaufridi; *adjecta sunt item in scriniis vetera miracula in prædicta ecclesia* « *Constantiensi meritis Beatissimæ Virginis facta.* » (*Gallia Christ. vetus*, t. II, fol. 539, verso, col. 1.— Cf. *Gall. Christ. nova*, t. XI, col. 872, E.)

(2) Voici le titre complet de cette collection trop peu connue, dont le manuscrit autographe, jadis conservé au couvent des Récollets de Paris, est maintenant à la Bibliothèque nationale, supplément latin, n° 966 : *Neustria Sancta, in qua recensentur, toto anni decursu, servato dierum ordine, illi omnes, qui vitæ sanctitate miraculorumque gloria, ortu, prædicatione, patrocinio, incolatu, visitatione, morte, martyrio, memoria, reliquiis vel alio aliquo modo Neustriam illustrarunt. Authore R. P. Arturo du Moustier, Rothomagensi, ordinis Minorum Recollectorum provincie sancti Dionysii in Francia, concionatore. Anno 1657.* (La date première était 1647.)

(3) Dans plusieurs manuscrits de la bibliothèque d'Avranches, notamment le n° 34; et dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale, n° 924 (olim 1424) du fonds Saint-Germain français, fol. 126, rect. et sqq.

(4) Je les ai copiés sur le manuscrit original, appartenant à M. l'abbé Badiche.

(5) J'en ai des fragments assez considérables, tirés, partie de l'*Hist. du diocèse de Coutances*, de T. de Billy, part. II; partie de l'*Abrégé de la vie et miracles de saint Gaud.* Coutances, 1664, in-18, p. 135-141.

(6) *Neustria Sancta*, au 19 octobre.

copie de la collection des miracles opérés dans l'église d'Oxford (1).

L'évêque Geoffroi de Montbrai, qui avait reconstruit la cathédrale de Coutances; qui l'avait enrichie de calices, de croix, de châsses, de phylactères, de candélabres, d'encensoirs, de bassins, de vases pour l'eau bénite, de burettes (tous ces objets en or ou en argent); qui l'avait splendidement dotée de chasubles, de dalmatiques, de tuniques, d'aubes, de chapes, de broderies, d'orfrois, de pelissès, de surplis, de dossiers en laine et en soie, de courtines, de tapis, de bibles, de passionnaires, d'homéliaires, de deux missels en lettres d'or, et des autres livres nécessaires au culte (2); Geoffroi de Montbrai, dis-je, voulut aussi qu'elle eût son recueil de miracles. A cet effet, il offrit un livre couvert d'or et de perles. Le traité fut rédigé par un jeune homme, parent des premiers dignitaires de la cathédrale. Il paraît que, dans son travail, il n'eut en vue que d'étaler sa science des figures de rhétorique. Nous ne pouvons en juger par nous-mêmes. Ce recueil de miracles est perdu, ainsi qu'un autre qui dut être fait au quatorzième siècle d'après un statut de l'évêque Guillaume de Thieuville (3).

Frappé des défauts de l'ouvrage de son devancier, un chanoine, nommé Jean, voulut travailler sur le même sujet. Voici le prologue, dans lequel il nous informe de ces circonstances :

(1) C'est la LIII^e du Recueil des lettres d'Hildebert, dans la *Bibliotheca veterum Patrum*, éd. de Lyon, t. XXI, p. 143.

(2) Calices, cruces, capsas, phylacteria, candelabra, thuribula, bacinis, siculam et ampullas aurea contulit et argentea, casulas quoque, dalmaticas, tunicas, planetas, albas, cappas mirifici operis, necnon dorsalia serica et lanea, cortinas et tapeta, sed et bibliothecas, passionales, omeliores, missales aureis literis duos, etc. . . . Ornamenta preciosa et bradaturas et aurifrisas, etc. . . . (*De statu eccl. Constant., loco cit.*) Les seuls mots embarrassants à expliquer sont *siculam* et *planetas*. *Sicula* doit être la même chose que *situlus*, interprété par du Cange *vas aquæ benedictæ*.—Quant à *planeta*, d'après les textes rapportés par du Cange, il se traduit souvent par chasuble. Mais ici ce n'est pas sa signification. Voudrait-il dire un *man-teau* ? ne serait-ce point plutôt une étoile ?

(3) Item ordinamus quod omnia miracula, que de cetero evenient in ecclesia, per custodem luminaris in uno libro ad hoc deputato perpetuo erunt scripta. *Instituta et ordinationes Guillelmi episcopi anno MCCCXXX*, dans le Registre n° 1 des archives de l'évêché de Coutances, fol. 145, rect.

Cum igitur (1) tempore jocondo presulis Gaufridi Constantiensis episcopi ecclesia cultu provectuque polleret, crebraque virtutum et miraculorum ostensione longe lateque floreret, prædictus episcopus, vir prudens et providus, constituit ut virtutum miracula, quæ in eadem viderant, ad laudem Domini, et honorem gloriosæ Dominæ suæ Dei genitricis, et ædificationem successorum veraci et competenti calamo conscriberentur, disponens et prædicens, quod eorundem miraculorum librum auro et gemmis de foris, ob honorem Beatæ Mariæ Virginis, operiret. Quo audito, quidam juvenis præsumptuosus, majorum ecclesiæ personarum consanguineus, præoptans magis, ut opinor, adipisci sibi temporalem episcopi favorem et hominum laudem, quam ab ipsa veritate, quæ Deus est, et gloriosa Virgine, condignam retributionem ultro venisse, ad scribendum impulit (2), et aliqua vera quidem conscripsit; sed, quoniam verborum phaleris solitisque digressionibus, et apostrophis crebris, longis quoque comparationibus et syrmatibus, compendiosæ rei modum excessit; sententiæ et gravitati dominorum displicuit, et sic ex toto remansit. Verebatur enim quisque, si tentaret ea libere, vel ipsius inimicitias incurrere, vel ejus amicorum reverentiæ displicere. Inde accidit ut illius temporis saltem scintillula miraculorum quædam nobis vix innotuerit. Nec mirum, cum mediam partem eorum, quæ audivimus et præsentem vidimus, memoria nostra deferre non sufficiat. Attamen, nos qui in virtutibus ejus laudare jubemur, et enarrare mirabilia ejus, quæ plena fide cognovimus, et patres nostri fideliter annuntiaverunt nobis, licet rudi, veraci tamen, calamo, narrabimus laudes Domini et virtutes ejus et mirabilia ejus, quæ fecit, filiis qui nascentur et exurgent, et narrabunt filiis suis. Quia enim Domini et magistri sapientiores ejus et valentiores nobis, hæc funditus intacta reliquerunt, humanisque rebus (proh dolor!) excusserunt, totaque generatio temporis illius velociter, sicut umbra, præteriiit, nos quoque, qui sumus tanquam eorum scoria, vel rubigo, ad transitum jam minatur ætas et compellit, ego Johannes prædicti (3) Petri Camerarii filius, et ejusdem ecclesiæ, licet indignus, canonicus,

(1) Ce début nous porte à croire que l'ouvrage de Jean faisait suite à la chronique publiée dans le *Gallia christiana*, où l'on trouve en effet un brillant tableau de la prospérité de la cathédrale sous l'épiscopat de Geoffroi de Monthrai.

(2) Cette phrase est assez incorrecte. Peut-être faudrait-il lire : Ultro venisse, se ad scribendum impulit.

(3) Ce mot *prædicti*, appliqué à Pierre le Chambellan, dont il n'a pas encore été question dans le *Traité des miracles*, est une nouvelle preuve que ce traité est une suite de la *Chronique*, et que, probablement, il est écrit par le même auteur.

necessitate compulsus, cogor hoc utrumque scribere, scilicet quia non est qui alicui ista scribere præcipiat, vel aliquis de sapientibus aut insipientibus qui curet et qui faciat, magistrique licet omnes, ego malo meam pauperiem veritatis exornare titulis, quam fallatiæ phaleris, et coloribus rhetoricis, et pauca plena veritate scribere, quam, puram veritatem excedendo, Deum, qui pura veritas est, in aliquo offendere, a quo me credo, secundum meum laborem, propriam mercedem accipere.

Ainsi l'auteur est fils de Pierre le Chambellan, auquel il donne ailleurs les titres de *secrétaire* (1), et de *doyen et dépensier* de l'église (2). Ce Pierre le Chambellan est celui-là même que l'évêque Geoffroi choisit pour son vicaire, et dont la chronique de la fondation de la cathédrale contient un si pompeux éloge (3).— Dans son récit des miracles, Jean nous parle encore de son oncle Gautier, prêtre et chanoine (4), et de son frère Richard, archidiaque (5). Celui-ci figure parmi les témoins d'une donation faite en 1104 à l'abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte (6).

Quant au temps de l'écrivain, nous savons qu'il rédigea ce traité sous le règne de Louis VI en France et de Henri I^{er} en Angleterre (7). Comme alors, d'après son prologue, il était fort âgé, nous ne pouvons douter qu'il n'ait vécu sous l'épiscopat de Geoffroi de Montbrai, mort en 1093. C'est d'ailleurs ce qu'indique expressément un autre passage de son livre (8).

(1) Petro tunc temporis ecclesiæ secretario... (cap. I).

(2) Petrum Camerarium decanum ecclesiæ et dispensatorem (cap. VI).

(3) Petrum Camerarium, prudentem virum, ecclesiasticum, magnanimum, benignum, rationabilem, prudentem, operosum, vicarium suum et ecclesiæ decanum in rectorem præposuit, et, quidquid habuit, ejus dominationi subjugavit. (*De statu eccl. Const.*, loc. cit.)— C'est à tort, selon nous, que ce Pierre est porté sur la liste des chantres de la cathédrale, donnée dans le *Gall. christ.*; il faudrait y substituer Théodelin, que le Livre des miracles désigne ainsi au chap. XIV : *Theodelinus canonicus sacerdos et præcentor ecclesiæ*...

(4) Patruus meus Galterus sacerdos et canonicus... (cap. XXII).

(5) De præbenda Richardi fratris mei archidiaconi (cap. XXVIII).

(6) *Chartularium S. Salvatoris* (dans le cabinet de M. de Gerville), fol. V, verso, alias, p. 12.

(7) Istis noviter temporibus, regnantibus rege Ludovico, Anglorumque rege et duce Normannorum Henri Willelmi regis filio... (c. XXVII).

(8) Nobis videntibus, episcopi Gaufridi pastor extitit (c. V).

Jean s'est donc trouvé dans les circonstances les plus favorables pour bien connaître l'histoire de la cathédrale; aussi son traité mérite-t-il d'être lu par ceux qui étudient les usages ecclésiastiques du moyen âge. Comme exemple, je rapporterai le sixième chapitre, où il est parlé des processions de la Pentecôte. Ce morceau servira en même temps à donner une idée de son style.

Presbyter quidam de villa quæ vocatur Isigniacus (1), in pago Bajocensi, cum quarta feria Pentecostes cum parochianis rediret Bajocis, ubi debitam processionem et oblationem persolverant, sicut debitum et solitum est in eisdem diebus reddere matribus ecclesiis (2), commonuit exhortationibus et precibus populum suum, ut, sicut ipsi fecerant Beatæ Mariæ Bajocensis ecclesiæ (3), et reddiderant ex debito, sic et ipsi processionem cum precibus et oblationem facerent eidem gloriosæ Virgini in Constantiensi ecclesia communi et spontaneo voto, ostendens illius ecclesiæ sanctitatem, miraculorum crebram et famosam protestationem, Sancti Spiritus inhabitationem; sed et eidem Beatæ Dei genitrici gratiosius esse sponte vovere, gratisque reddere, quam debitum, sicut tunc fecerant, et exactum reddere. Assentiunt omnes, seque monita sacerdotis libenter esse facturos, spondent. Die igitur tertia, quæ est feria sexta ut prædictum fuerat, summo diluculo prædictus presbyter et populus ejus iter arripiunt, et, ad civitatem prævenientes, in ecclesia precibus et oblatione vota persolvunt. Quidam tamen de parochianis, nomine Vitalis, qui cum cæteris, monitu sacerdotis, votum fecerat, insipida cogitatione deceptus, in suo corde revolvens, quod Beata Maria Bajocensis et Beata Maria Constantiensis, una eadem que Dei genitrix est, nec ipsam elementiore vel majoris esse potestatis Constantiis quam Bajocis, votum processionis, quod fecerat, factis complere distulit, quiescensque in lecto suo, die et hora processionis domi remansit. Cum ergo obdormisset, audit vocem dicentem sibi : « Vitalis, Vitalis, quare « fregisti statutum processionis? Male egisti, et hoc pro certo tibi « præstabitur exitu (4) tui primi operis. » Ad hanc vocem pavefactus,

(1) Isigni, aujourd'hui chef-lieu de canton dans le département du Calvados, est situé à environ 30 kilomètres de Bayeux, et à 40 de Coutances.

(2) Les cathédrales. Voy. du Cange, aux mots *Ecclesia mater*, et *Ecclesia matrix*.

(3) La cathédrale de Bayeux, comme celle de Coutances, est sous l'invocation de la sainte Vierge.

(4) C'est évidemment par erreur que la copie du *Neustria sancta* porte : *exitus*.

cœpit inter se præmeditari et deliberare utrum in somnium an veritas esset quod audierat; sed quoniam recognovit quod non bene egerat, decrevit se ab omni opere servili et proprio labore abstinere cultum esse, et alicujus misericordiæ opus et operam penitus exercere. Surrexit itaque, et ex deliberatione perrexit, ut sepi clauderet segetem cujusdam pauperculæ sororis suæ, quæ conculcabatur ab animalibus et devorabatur, ratus opus bonum esse, nihilque mali de bono opere sibi provenire. Ascendit igitur super putricum truncum, ut de altiori robustius palos infigeret; sed continuo lapsus adeo corruit infelicitè, ut alterius compages femoris a cætero corpore penitus dissiliret, nullaque jam esset humanæ spes medicinæ, quæ posset eum redintegrare. Auditis igitur misere diris et altis et inquietis clamoribus, quidam viatores accurrunt, et eum colligentes domum referunt. Revertenti vero presbytero de peregrinatione nuntiatum est, quomodo miser ille corruerat, quantoque, pene moriens, angebatur dolore. Festinato igitur ventum est ad languidum. Bene sacerdos inobedientiam et transgressionem miseri clamantis cœpit exprobrare, eum que confessioni et pœnitentiæ blande revocare, veniam et salutem corporis spondere, si votum, quod arroganter fregerat, pœnitendo festinaret supplere, ac veniam et misericordiam precibus implorare. Qui confitens et flens reatum suæ transgressionis delatus est Constantias in feretro, presbytero comitante, distortusque intromissus est ante altare, et, licet angustis et clamoribus altis affectus, toto tamen corpore, misericordia Dei præeunte, redintegratus est, ipsa eadem nocte, quæ lucebat in dominica die. Sequenti igitur die, quæ est feria secunda, dominum Petrum Camerarium, decanum ecclesiæ et dispensatorem, petiit, ut juberet dolabrum præstari, ut cum cæteris carpentariis ipse desudaret ecclesiastico operi. Quo accepto, cum reliquis et ipsa tota illa et sequenti septimana, prudenter et eleganter operatus est, ad fenestralia vitrearum, quæ capsilia (1) vocant, quæque illis diebus fiebant. Hoc igitur peracto, cum prædictus Camerarius dignam et amplio rem sui laboris nummorum recompensationem gratis obtulisset ei, penitus abnuat confitens se Beatæ Mariæ, et ipsius ecclesiæ servum emptitium fore, seque debere, quandiu viveret, eidem ecclesiæ capitagium proprii capitis annuatim reddere. Quod postea devotus egit longo tempore in præcipuis (2) festis ejusdem gloriosæ Dei genitricis Mariæ.

(1) Ce mot répond ici, je crois, à notre français *châssis*. Cette acception n'est pas dans le Glossaire de du Cange.

(2) Au chap. IX, nous voyons pareillement qu'un riche Breton, miraculeusement guéri par la sainte Vierge, *veniebat peregre singulis annis, reddens Beatæ Dei Genitrici et ipsius ecclesiæ tributum proprii capitis*.

Nous croyons devoir entrer dans quelques détails sur ces processions de la Pentecôte, dont les vestiges se sont perpétués jusqu'à nos jours. En 1080, l'un des canons du concile de Lillebonne, dont les archives nationales possèdent l'original scellé du sceau de Guillaume le Conquérant (1), prescrit à tous les prêtres d'aller une fois l'an, dans le temps de la Pentecôte, avec leurs processions à l'église mère. Chaque maison offrira à l'autel un denier, ou l'équivalent en cire (2). La chronique de la fondation de la cathédrale de Coutances fait allusion à ces offrandes (3). Dans les dernières années de l'onzième siècle, Bernard, qui plus tard fonda l'abbaye de Tyron, prêcha un jour de Pentecôte dans cette même cathédrale. Comme il s'élevait énergiquement contre les désordres du clergé, des bandes de prêtres avec leurs femmes envahirent l'église, et voulurent attenter aux jours du prédicateur. Celui-ci les désarma par son éloquence. Geoffroi le Gros nous apprend que ces prêtres et leurs femmes étaient venus, suivant l'usage du pays, rendre à l'église principale le tribut obligé de leurs processions. Tel en était le nombre, qu'à peine l'édifice pouvait les contenir (4). — Au mois de mai 1102, Guillaume, archevêque de Rouen, confirma les privilèges de l'église d'Ourville, qu'on avait aumônée à l'école des clercs de Fécamp. Toutefois, dit-il dans sa charte, ces privilèges n'empêcheront pas le prêtre de cette église de venir lui-même à la tête de ses paroissiens à la procession de la Pentecôte (5).

Vers 1145, le roi Étienne accorda à plusieurs paroisses des environs de Domfront des droits d'usage dans la forêt du Passais, à charge d'aller tous les ans à la Pentecôte en procession

(1) Carton J. 210, pièce I.

(2) Presbiteri semel in anno circa Pentecosten cum processionibus suis ad matrem ecclesiam veniant, et de singulis domibus denariate cere vel idem valens ad illuminandam ecclesiam altari offeratur (Canon IX).

(3) In luminaribus et expensis ecclesiæ quidquid in diebus Pentecostes et toto anno altaribus offerebatur. . . annuatim expendebatur. (*Gall. christ.*, loc. cit.)

(4) Presbyteros atque uxores eorum ab ejus læsione compescuit, quorum quarumque tanta multitudo in solemnitate Pentecostes confluerat, ut videlicet, juxta morem patriæ, principali ecclesiæ redderent debitas processiones, quod vix locus ille capere sufficeret. (*Vita B. Bernardi Tyronensis*, n° 54; inter *Acta sanctorum Aprilis*, t. II, p. 220 et sqq.)

(5) Ad processionem de Pentecosten parrochianos suos ipse precedet. (Bibl. nation., cab. des Chartes, boîte 30.)—Cf. T. Duplessis, *Description de la haute Normandie*, t. I, p. 644.

à l'église Saint-Julien du Mans. A la même époque, Algaré, évêque de Coutances, et Roger, abbé de Montebourg, transigèrent au sujet des processions de Pentecôte. En vertu de leur accord, le prêtre de Saint-Jacques de Montebourg devait aller, comme les autres prêtres, au synode et à la Pentecôte. A cette fête, l'abbé le chargeait de payer en son nom à la cathédrale dix sous, monnaie de Rouen ou d'Angers (1). Au seizième siècle, ces processions avaient encore lieu dans tout le diocèse d'Avranches, comme nous l'apprenons des constitutions synodales rédigées en 1550 par l'évêque Robert Cenalis. On les appelait *processions aux croix*. Le mardi de la Pentecôte, les processions des doyennés d'Avranches, Genets et Tirepiéd devaient dès le matin être réunies avec leurs croix et leurs bannières dans l'église de Notre-Dame des Champs, pour de là se rendre en corps à la cathédrale. Le lendemain, les processions des doyennés de Mortain, Saint-Hilaire et Cuves, se trouvaient pareillement rassemblées dans l'église Saint-Gervais (2). — Nous avons peine aujourd'hui à comprendre ces longs voyages (3) entrepris à des époques rapprochées par des masses de peuple aussi considérables. Mais, au moyen âge, rien n'avait plus d'attrait pour les fidèles que ces processions. Cependant la ferveur se refroidit insensiblement. Cet usage dégénéra en abus, et les évêques se virent dans la nécessité de l'abolir. Au seizième et au dix-septième siècles, beaucoup de statuts synodaux prohibent en général toutes les processions trop longues pour ne pouvoir être accomplies en un jour (4). Par suite de ces réformes, les processions de la Pentecôte changèrent de nature, et devinrent simplement des fêtes locales. C'est ainsi qu'au seizième siècle, dans la ville de Caen, se faisait, le jour de la Pentecôte, une procession

(1) Ad synodum et ad Pentecosten veniet sicut ceteri presbyteri. . . Reddet abbas annuatim X solidos rothomagenses vel andegavenses ecclesie Constantiensi per manum presbyteri in diebus Pentecostes in recognitionem. (*Chartularium abbacie Montisburgi* (au château de Plain Marais), p. 24 et 25).

(2) D. Bessin, *Concilia Rotom. prov.*, P. II, p. 269.

(3) Telle procession du diocèse de Rouen avait plus de dix myriamètres à parcourir pour se rendre à la cathédrale. — Dans sa 62^e lettre, Fulbert, évêque de Chartres au commencement de l'onzième siècle, parle d'une procession qui avait coutume de se rendre de Chartres à Orléans. — Ap. *Biblioth. veterum Patrum*, éd. de Lyon, t. XVIII, p. 20.

(4) V. D. Bessin, *Concilia Rotom. prov.*, P. II, p. 142, 340, 537, 418 et 579.

solennelle, où assistaient les différents corps de métiers. On y portait des cierges sur lesquels étaient attachés les deniers à Dieu recueillis pendant l'année (1). A Montargis, une procession avait lieu le lundi de la Pentecôte, en souvenir d'une peste dont la ville avait été miraculeusement délivrée par la sainte Vierge (2). Souvent ces fêtes étaient accompagnées de cérémonies bizarres : « Il n'est pas, dit Étienne Pasquier (3), qu'en « quelques villes, et nommément en celle de Lagny, on n'ait « voulu représenter les jeux floraux le jour de la Pentecôte : « car alors dès le matin le commun peuple, au lieu d'aller à « l'église, va au bois cueillir des rameaux, et l'après-dinée fait « une infinité d'exercices de corps plaisans; voire y a certains « paysans en chemise qui courent un jeu de prix. » — A l'abbaye d'Origni, le mercredi de la Pentecôte, l'on portait en procession les reliques de sainte Benoîte à un monticule où la tradition plaçait le martyr de cette sainte. Tous les fiefés de l'abbaye devaient y comparaître *à cheval et en épée*. On en faisait l'appel, et après la cérémonie les religieuses donnaient un grand dîner en maigre à tous les assistants (4).

De nos jours, c'est à peine si le souvenir de ces processions s'est conservé. Mais, en Normandie au moins, elles ont laissé des traces qui ne s'effaceront pas d'ici longtemps. Je veux parler de ces assemblées qui, dans un grand nombre de localités, se tiennent encore tous les ans aux fêtes de la Pentecôte. Je me bornerai à en citer un exemple. Avant la révolution, le clergé et les fidèles de l'église Saint-Malo de Valognes se rendaient processionnellement à une chapelle de la paroisse d'Alleaume, dédiée à Notre-Dame de la Victoire, et bâtie tout auprès des ruines de la ville romaine d'*Alauna*. Aujourd'hui la procession ne sort plus de l'église; la chapelle n'est plus qu'une grange. Cependant chaque année, le dimanche et le lundi de la Pente-

(1) V. Ch. de Bourgueville, *Les Recherches et antiquitez de la ville de Caen*; Caen, 1588, in-8°, p. 40; et Huet, *Les origines de la ville de Caen*; Rouen, 1706, p. 214.

(2) *Mémoire sur la ville de Montargis*, dans les *Nouvelles recherches sur la France*, t. II, p. 73.

(3) *Recherches de la France*, l. VIII, ch. VII; dans l'édition de ses œuvres, Paris, 1723, t. I, col. 777.

(4) *Mémoire sur la ville et les environs de Saint-Quentin*, par l'abbé Peitavi, inséré dans les *Nouvelles recherches de la France*, t. II, p. 237.

côte, les promeneurs viennent en foule à l'*Assemblée de la Victoire*.

Après une aussi longue digression, revenons à notre traité. Les miracles qu'il renferme diffèrent peu, pour le fond, de ceux qui sont racontés dans les recueils de cette époque. Ici, ce sont des cierges qui descendent du ciel pour brûler devant l'autel (1); là, des processions de bienheureux qui défilent sous les voûtes de la cathédrale (2); ailleurs, c'est une colombe qui voltige sur le calice, et disparaît dans le puits de l'église (3); plus loin, des sacrilèges tout à coup frappés par la vengeance divine (4). Mais ce qui domine, ce sont les guérisons. Les malades accourent à la cathédrale, non-seulement de tous les points du diocèse, mais encore du Bessin (5), de l'Avranchin (6), de la Bretagne (7), et même de la Picardie (8). Les infirmes s'y font transporter, les uns dans l'espérance de la guérison, quelques autres dans le seul but d'avoir part aux aumônes qui se distribuent abondamment à la porte de la cathédrale (9).

Le mal des ardents, dont parlent tant d'auteurs du onzième et du douzième siècle, contribua aussi à attirer de nombreux pèlerins à Coutances. Voici comment s'exprime le chanoine Jean à propos de ce fléau :

Istis noviter temporibus, regnantibus rege Ludovico, Anglorumque rege et duce Normannorum Henrico, superioris Willelmi regis filio, cum per totam pene Franciam, miserenda et horrenda lues prædicta, quam plures *ignem* vocant *infernalem*, effrænis desæviret (10), adeo scilicet ut in ecclesiis centeni et milleni ardentes, seu plures seu pau-

(1) Chap. I, III, XXI et XXXII. — En 1108, au concile de Rouen, Raoul, évêque de Coutances, raconta un pareil miracle, arrivé dans l'église Saint-Pierre de Coutances. V. Orderic Vital, l. VIII, éd. de M. le Prévost, t. III, p. 391.

(2) Chap. XXX et XXXI.

(3) Ch. XX et XXI.

(4) Ch. XIV et XXV.

(5) Ch. VI et XVIII.

(6) Ch. XIII et XXIV.

(7) Ch. IX, XV et XVII.

(8) Ch. VIII.

(9) Ch. XII et XVI. — Nous remarquerons, en passant, qu'une de ces infirmes était apportée à l'église, les jours de fête, sur le brancard qui servait aux enterrements. (*Ferebaturque in ecclesia diebus festis eo videlicet feretri instrumento quo solet funus exportari*. C. XII.)

(10) Il est probablement ici question de la grande épidémie de l'année 1130, sur la-

ciores, conclamarent, gratia Dei et meritis Beatæ Mariæ, quotquot ejus suffragium in ecclesia Constantiensi devote poposcerunt, omnes ab ingruente ardore liberati sunt (1).

Il ne nous reste plus qu'une observation à présenter. En commençant, nous avons dit que M. de Gerville et M. Delamare soutiennent que la cathédrale actuelle de Coutances remonte au onzième siècle. Le *Traité des Miracles*, découvert depuis la publication de leurs travaux, ne contient aucun texte positif pour ou contre cette opinion. Cependant, il me semble que plusieurs phrases de cet opuscule lui sont favorables et qu'aucune ne lui est contraire. Le fait principal qui en ressort, c'est que dans la première moitié du douzième siècle la cathédrale bâtie par Geoffroi de Montbrai subsistait encore dans toute sa splendeur. Plusieurs passages font allusion à la forme et à la disposition de quelques parties de l'église. Des archéologues diront que ces textes conviennent à l'édifice actuel, et ne peuvent convenir qu'à lui; d'autres, au contraire, soutiendront qu'ils ne s'y appliquent pas, ou bien qu'ils peuvent s'appliquer à toute autre cathédrale. Pour nous, avouant notre incompetence à trancher la question, nous nous bornerons à rapporter ces textes, et à mettre ainsi le lecteur en état d'en juger lui-même.

Passages du *Livre des Miracles* donnant quelques détails sur la cathédrale bâtie au onzième siècle :

Viderunt in aere tres candelas super turrim mediam descendentes, et per cooperturam turris interiora penetrantes. . . Reversi sunt in ecclesiam, tresque candelas ardentes et sine humano sustamento stantes repperunt, unam scilicet ante majus altare, alteram coram imagine, tertiam quidem super puteum ipsius ecclesiæ. (Cap. III.)

... Surgens intempestive ad ecclesiam usque pervenit, sed fores ecclesiæ clausas interiusque repagulis et seris firmatas reperiens in australis introitus medio in orationem procubuit... (Cap. xxx.)

In remotiore et occultiore loco ecclesiæ, in introitu videlicet ascensus gradus occidentalis turrium..., sive casu, sive Dei nutu obdormierat. Cum ergo post somnum evigilasset, surrexit ut egrederetur; sed ec-

quelle on peut consulter du Cange, au mot *Ardentes*, et le *Gallia christ.*, t. VII, col.

(1) Cap. XXVII.— Cf. cap. XV, XVI, XIX, XXVIII et XXIX.

clesiæ custodibus egressis et vectibus et seris foribus cunctis munitis ad eundem locum pavida revertitur... Ecclesia tota inestimabili lumine subito resplenduit; et ecce ab altari sancti Johannis processio veneranda uxorum fulgentium cereos ferentium progrediens, ac per circuitum interiorem ecclesiæ, prope mulierem transitum faciens, ante altare sanctæ Dei Genitricis imaginis constitit, moxque post paululum per chorum transiens ante majus altare denuo stetit.. Illa quidem anus, ut liberior intueretur quidnam agerent, de loco suo surrexit, et quasi de meditullis (1) de majoribus ecclesiæ portis prospexit. Postea abscedentibus cunctis et egredientibus tanquam per ostium, illa, ut sibi visum fuit, remansit in tenebris. (Cap. xxxi.)

Surrexit, moxque per chorum canonicorum secundis cruribus transiens..., ad altare superius ascendit... (Cap. iv.)

Miles quidam in ecclesia stans ante supradictam imaginem Virginis gloriosæ, et imaginis pulchritudinem admirans, etc. (Cap. xiv.)

Prope basilicam sæpedictam Beatæ Dei genitricis habitat in Jurget domicilio quidam contractus... (Cap. xi.)

Luminare quoddam vidit desursum veniens et quasi versus puteum divertens... confestim se de puteo sustollit, et in candelabro ante imaginem sanctæ Mariæ virginis resedit, ibique, donec dies illucesceret, arsit, tuneque quasi per fenestram vitream exiens disparuit. (Cap. xxxii.)

In quo (puteo ecclesiæ) et plures ceciderunt; sed, licet altus sit, nullam tamen læsionem sustinuerunt. (Cap. xxi.)

Infirmam introniserunt, ponentes ante crucifixum. (Cap. xxiv.)

Dum clerus vespertinos psalleret hymnos et ante crucifixum, in medio ecclesiæ, processionem de more facerent... (Cap. xxix.)

... In domo cujusdam, qui custodiebat cereum sancti Nicolai, et die ac nocte ferebat ad altare ejusdem, cui sancto superpositus erat crucifixus, et exinde, custodiæ gratia, domum referebat. (Cap. xxv.)

(1) *Meditullium* le milieu, ou *meditullum* l'intérieur.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

LE MENAGIER DE PARIS, *Traité de morale et d'économie domestique composé vers 1393 par un Parisien, pour l'éducation de sa femme; publié pour la première fois par la Société des bibliophiles français. Édition de luxe, 2 vol. in-8°. Paris, 1847.—Chez Janet, Techener et Potier.*

Le nom de l'éditeur ne se trouve qu'à la fin de la préface : c'est M. Jérôme Pichon, connu déjà par quelques travaux d'amateur extrêmement soignés. Ce qu'il vient de faire pour le Menagier de Paris lui assurera la réputation d'un érudit consciencieux et persévérant au delà de toute expression. Rien ne lui coûte en fait de recherches. Pour éclaircir un passage obscur ou nous trouver le nom d'un personnage incertain, il compulse des registres entiers du Trésor des Chartes. Joignant à cette diligence paléographique de vastes connaissances bibliographiques, il arrive, dans ses annotations, sinon à résoudre tous les problèmes qu'il aborde, du moins à être constamment instructif et neuf.

Le Menagier de Paris est un traité des devoirs de la femme, comme épouse et comme maîtresse de maison. Il fut écrit, selon les supputations très-ingénieuses de M. Pichon, entre les années 1392 et 1394. L'auteur, personnage inconnu, semble avoir appartenu à cette société d'élite que Charles V avait formée autour de lui. Tout tend à le faire considérer comme un homme de loi mêlé aux finances. Vieux mari, récemment uni à une jeune femme, il lui fait entendre du ton le plus paternel les conseils de son expérience. Le rôle sous lequel il se présente est tout d'abnégation. Son héroïsme va jusqu'à déclarer à sa femme qu'il l'instruit en vue d'un second mariage, auquel il veut qu'elle ait recours après sa mort.

La matière de l'enseignement est à la fois morale et domestique. Après avoir disserté sur les qualités que doit posséder une femme pour être heureuse dans son intérieur, le Menagier se lance dans les détails du jardinage, de la basse-cour, de l'office et de la cuisine. Il finit par des préceptes sur la fauconnerie, science qu'on ne voit pas sans quelque étonnement avoir eu accès au foyer d'une maison bourgeoise du quatorzième siècle.

Au point de vue de la composition, le livre pêche, comme tous les autres traités didactiques du moyen âge. Tout naturellement, le lettré parisien a emprunté aux ouvrages scolastiques leur division en distinctions, articles et paragraphes. Le système est compliqué, mais peu efficace. Les matières arrivent pêle-mêle; le développement des diverses parties entre elles est tout à fait disproportionné, mais l'exécution vaut mieux que le plan. Le style n'est pas sans mérite, c'est le bon français du règne de Charles V, moins simple, mais plus souple que celui du treizième siècle. La dissertation est entremêlée de très-agréables récits puisés dans l'Écriture sainte ou dans les propres souvenirs de l'auteur. Cela pour la première partie de

l'ouvrage; car, dans la seconde, il n'y a pas place pour l'écrivain. Elle consiste presque toute en recettes rédigées comme celles de nos manuels de cuisine. On y trouve, en outre, un assez fade poème intitulé *le Chemin de povreté et de richesse*. C'est l'ouvrage d'un certain Jean Bruyant, notaire au châtelet de Paris, et ami du Menagier, qui a cru devoir à sa mémoire l'hommage de cette insertion.

Indépendamment du soin extrême qui règne dans toute la publication, nous devons signaler, comme travaux particuliers de l'éditeur, son introduction, ainsi que deux notes qu'on pourrait appeler de petits mémoires, l'une sur la boucherie parisienne au quatorzième siècle, l'autre sur les propriétés du célèbre Hugues Aubriot, à Paris.

La Société des bibliophiles français, qui, en faisant naître de pareils travaux, entrait dans une voie si louable, vient, dit-on, de se dissoudre. Nous regretterions vivement que cela fût autre chose qu'une désorganisation temporaire. La République n'entend proscrire ni les goûts ni les efforts des hommes studieux; elle voudra toujours de ces beaux livres qui font la gloire de la typographie française; elle ne renoncera jamais à ces solides travaux qui maintiendront l'érudition française au premier rang où elle s'est placée dès l'origine.

PÉRIGUEUX ET LES DEUX DERNIERS COMTES DE PÉRIGORD, ou *Histoire des querelles de cette ville avec Archambaut V et Archambaut VI*, par M. L. Dessalles.—Un vol. in-8° de 349 et 144 pages; 1847. Paris, Dupont.

Le livre de M. Dessalles n'est pas fait pour donner une grande idée des deux personnages qui en sont les héros; mais l'auteur, bien loin de songer à composer un dithyrambe, n'a voulu que produire un plaidoyer en faveur de la vérité historique. Il fait voir, pièces en main, qu'Archambaud V et Archambaud VI, représentés par les historiens du pays comme les victimes de machinations tramées dans les conseils du roi de France, ne furent que des perturbateurs qui succombèrent à des poursuites légales. Telle fut la misérable fin d'une dynastie dont l'auteur avait traité presque d'égal à égal avec le roi Robert. Les comtes de Périgord, chassés de la ville qui avait été jadis leur capitale, s'épuisèrent en vains efforts pour la reconquérir; et lorsque cette lutte les eut réduits à n'être plus que des voleurs de grand chemin, on lâcha contre eux des recors, des juges, et, à la dernière extrémité, moins des armées que des brigades de police.

M. Dessalles a raconté tout cela dans un détail extrême, et peut-être en s'attachant trop à paraphraser les documents dont il faisait usage. On lui saura gré du grand nombre de faits nouveaux et positifs qu'il a donnés pour fondements à une histoire qui, jusqu'à présent, n'avait guère procédé que de l'imagination des modernes. L'ignorance ou la mauvaise foi avaient été jusqu'au point de supposer deux arrêts de mort rendus, à deux ans d'intervalle, contre Archambaud V et Archambaud VI, lorsque, par les pièces en-

core existantes de leurs procès, il est constant qu'ils ne furent punis l'un et l'autre que de confiscation et de bannissement perpétuel.

Les pièces publiées à la suite de l'ouvrage de M. Dessalles sont nombreuses et d'un grand intérêt; elles consistent principalement en extraits, tant du *Livre Noir* de l'hôtel de ville de Périgueux que des registres du parlement de Paris. L'arrêt contre Archambaud V, daté du 3 février 1396 (1397, n. st.), relate tous les griefs articulés contre ce seigneur. Celui d'Archambaud VI est dans le même cas. Il fut prononcé le 19 juillet 1399. Nous citerons encore l'acte de prise de possession du comté de Périgord par les délégués du duc d'Orléans, père de Charles VI, en juillet et août 1400. Cette pièce peut être considérée comme une véritable statistique de la province.

DESCRIPTION DES OBJETS D'ART qui composent la collection Debruge-Dumenil, précédée d'une introduction historique, par Jules Labarte. — Un vol. gr. in-8° de 860 pages, accompagné de gravures sur bois. Paris, 1847; Victor Didron.

L'archéologie des meubles et objets d'art du moyen âge, beaucoup moins avancée que celle des monuments, a besoin, par dessus toute chose, de catalogues, de descriptions, de représentations figurées. Un livre comme celui de M. Labarte est donc, pour qui s'occupe de la matière, un livre classique. L'auteur l'a compris de la sorte; aussi a-t-il voulu n'introduire ses lecteurs dans la collection Debruge qu'après leur avoir exposé l'histoire des arts et industries dont elle renferme tant de beaux produits.

C'est tout un traité que cette exposition, traité où se trouvent résumés les meilleurs travaux exécutés dans ces derniers temps sur des points particuliers d'archéologie. Il y a même quelques chapitres, tels que celui de l'orfèvrerie, où M. Labarte n'a eu d'autre secours que celui de ses propres études, tellement qu'il peut prétendre à l'honneur d'avoir fait les premiers pas dans la théorie historique de cette industrie. On désirerait qu'il se fût appuyé sur un plus grand nombre de textes. Les inventaires de bijoux de Charles V et de Charles VI, dont il a fait un si bon emploi, ne représentent l'état de l'orfèvrerie qu'à une époque.

Les archives nationales renferment de quoi compléter le tableau pour les époques subséquentes. Les cartulaires et chroniques d'églises abondent en renseignements du même genre sur les temps plus anciens.

La collection Debruge-Dumenil, dont M. Labarte est en partie propriétaire, peut passer pour l'une des plus riches qui existent. Les pièces n'y sont pas en très-grand nombre (elles n'atteignent point le chiffre de deux mille), mais elles sont toutes de choix. Les plus précieuses consistent en bijoux et poteries de verre de toutes les époques. Le musée national de l'hôtel de Cluny aurait bon besoin de s'enrichir là d'une foule d'objets qui lui manquent. La paléographie est représentée dans la collection Debruge, comme dans toute collection d'amateur éclairé, par des livres d'église des quator-

zième, quinzième, seizième siècles. Deux, dans le nombre, sont dignes de remarque : l'un est un rouleau de vélin de cinq mètres de long, daté de 1341, et dédié par un cordelier italien, *Johannes de Utino*, à l'un de ses supérieurs. Il a pour titre : *Compilationes historiarum veteris Testamenti quæ in Biblia continentur ab Adam usque ad Christum et ejus apostolos.*

L'autre manuscrit est un pontifical du quinzième siècle, de la plus grande beauté, chargé d'armoiries et de miniatures. Il porte la marque que voici :

• Ce livre appartenait à Jaque Juvenal des Ursins, frère du chancelier de France, évêque de Poitiers, depuis archevêque de Reims, qu'il fist faire « exprès, et l'a eu Raoul du Fou, évêque..., qui a fait peindre ses armes « sur celles du dict archevêque ; lequel Raoul du Fou l'a donné à ceste « église. » Ce livre a donc la valeur d'un monument historique.

L'exécution matérielle de l'ouvrage de M. Labarte mérite d'être signalée. Elle est somptueuse. On voit que l'auteur a tenu à ne rien épargner pour que tout répondît au soin qu'il avait mis dans son travail.

ZEITSCHRIFT FÜR DIE ARCHIVE DEUTSCHLANDS. *Revue des archives de l'Allemagne ; publiée par Fr. T. Friedemann, directeur des archives centrales de l'État du grand-duché de Nassau, à Idstein. Gotha ; 1846. Un vol. in-8° de VIII et 300 pag. (Prix : 6 fr.)*

Voici un livre uniquement rempli de renseignements qui sont de nature à intéresser vivement un grand nombre de nos lecteurs. C'est ce que l'on voit dès les premières lignes de la préface, où M. Friedemann annonce que sa Revue contiendra : 1° Des mémoires originaux sur toutes les parties de la science des archives ; 2° Des renseignements sur la disposition extérieure ou intérieure, la destination, l'administration, l'utilité et l'histoire de quelques archives, d'après des notes émanées des employés eux-mêmes, tant en Allemagne qu'à l'étranger ; 3° Un résumé statistique complet de l'état où sont actuellement par toute l'Allemagne les différentes archives soit publiques, soit de corporations religieuses ou laïques, soit même de familles, et un exposé de leurs changements à mesure qu'elles en subiront ; 4° Une statistique semblable des archives dans le reste de l'Europe ; 5° Des chartes et d'autres curiosités tirées des archives ; 6° Des notices biographiques sur les archivistes nationaux ou étrangers enlevés par la mort, et sur leurs travaux ; 7° Les nouvelles courantes des découvertes, des recherches et des entreprises qui regardent les archives ; 8° Une critique sommaire des écrits de l'Allemagne ou de l'étranger qui traitent des mêmes matières ; enfin 9° les questions mêlées, les remarques et les problèmes que des amis de la littérature voudraient proposer à la science des archivistes.

Nous donnerons une idée plus précise de cette Revue en indiquant les principaux articles qu'elle contient jusqu'à présent. Ce sont les suivants :

Mémoire sur les archives provinciales de la monarchie prussienne à Coblenz, par M. l'archiviste H. Beyer de Coblenz (32 pages). — De la coopération des archives du grand-duché de Nassau aux travaux de la so-

ciété pour les recherches d'histoire et d'antiquité du pays de Nassau (17 p.). — Liste alphabétique des archives publiques appartenant à des États de la confédération germanique, avec le détail des employés qui y sont attachés. Ces dépôts d'archives s'élèvent au nombre de trente-six, et sont régis par un personnel d'environ cent vingt-cinq archivistes.

Archives de l'ancienne chambre impériale et royale de justice à Wetzlar (24 pag.) — Archives du château de Neuhaus en Bohême (2 pag.) — Lettres inédites de Frédéric le Grand, roi de Prusse. Ces lettres, au nombre de dix, toutes en français, et adressées, dans l'intervalle des années 1735 à 1770, à deux ducs de Nassau, dont l'un fut stathouder de Hollande, sont remplies de détails sur les événements politiques et de boutades contre la France. — Instruction pour l'administration des archives de Dusseldorf. — Archives municipales de Linz sur le Rhin. — Archives de Worms; — d'Olmütz. — Le nouveau bâtiment des archives royales de Bavière à Munich. — École royale des Chartes, à Paris. — Des commissions du gouvernement instituées en France et en Belgique pour la conservation des peintures et des monuments historiques. — Prix de Wedekind, fondé pour l'histoire allemande à Göttingue. — Bibliothèque spéciale du docteur Batt, à Weinheim, pour l'histoire du Palatinat. — Bibliotheca Austriaca, proposée par le directeur Chmel, des archives de Vienne. — Les Bollandistes. — Projet du docteur Edw. de Muralt de publier en six volumes, sous le titre de *Correspondance diplomatique pour servir à l'histoire de Henri IV*, une collection précieuse de lettres adressées par différents princes aux rois de France, et conservées aujourd'hui dans la bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg. — Dissertation sur le droit et la science des archives, par le docteur Nathanael von Schlichtegroll, archiviste-adjoint à Munich (40 pag.) — Note sur les archives d'Italie. — De la société formée pour la rédaction d'un dictionnaire complet de tous les noms de lieux allemands. — Voyage du docteur Steiner en Suède, pour la recherche des documents allemands. Nous passons sous silence beaucoup de petites notes et d'articles bibliographiques qui donnent une grande variété à cette publication, sur laquelle nous reviendrons.

Nous nous bornons aujourd'hui à citer, pour terminer, l'une des lettres du grand Frédéric : « (9 janvier 1769). Monsieur mon cousin, je souhaite à V. A., pour la nouvelle année, tout ce que je désire pour elle chaque jour de ma vie, savoir, de la santé, du contentement, et toute les prospérité qu'elle mérite. Je la remercie de la part obligeante qu'Elle prend à ma personne. Au moins pouvez Vous être persuadé, mon cher prince, qu'on ne sauroit s'intéresser plus à ce qui vous regarde que je le fais. Vous vous plaisez à excuser la cour de France des insolances de son ambassadeur. Cependant Choeseuil est un original qui ne le cède pas au sieur de Breteuil; et je crois qu'en fait de prétentions, de chimères, de hauteur et de fierté, Choeseuil est très capable d'endoctriner monsieur son ambassadeur. Si mon approbation peut être de quelque poid, j'avoue que je la donne sans réserve

a la conduite que vous avez tenu vis à vis de ce singulier personnage. Je desirerois encore, pour que cela fut parfait, que la République épousât la cause de son chef, et qu'elle fit conoitre a la cour de France qu'elle ne voyoit point avec des yeux indifférents les étranges procédés de son ambassadeur. Je suis persuadé qu'une déclaration pareille feroit son effet a la cour de Versailles, et que l'ambassadeur meteroit de l'eau dans son vein; car c'est s'abuser de penser que la France se trouve dans une situation a donner des loix a l'Europe. Jamais elle n'a été plus bad : ses finances ruinées, sa marine peu rétablie, ses forces de terre réduite à 80 m. hommes; es ce la un epouvantail pour la République de Holande? Il n'y a qu'à parler avec fermeté et dignité, et vous veréz ces bouffées d'orgueil se dissiper comme une vapeur légère que le vent emporte..... »

CHRONIQUE.

Mars-Avril 1848.

— Depuis l'apparition du dernier cahier de *la Bibliothèque*, les charges que le bruit public faisait peser sur M. Libri, et dont la divulgation subite engagea ce savant trop avide de raretés bibliographiques à s'enfuir en Angleterre, ont pris corps; le rapport de M. Boucly concluant contre lui à des poursuites a été publié dans les journaux, et l'instruction de l'affaire se poursuit activement aujourd'hui.

M. Libri, en quittant la France, devenue à la fin inhospitalière pour lui, a cherché à mettre en lieu sûr sa riche collection. *Dix-huit* caisses, si nous sommes bien informés, l'ont accompagné dans son voyage à Londres, et contenaient vraisemblablement les pièces les plus rares et les plus compromettantes pour lui. Le reste, dont il préparait la vente, s'est fondu comme par enchantement; si bien que lorsque la justice arriva chez lui, il ne s'y trouvait plus un volume. Des tiers officieux, des relieurs, des libraires, des amis, s'étaient partagé le soin de cacher cette bibliothèque, et il fallut toute l'intelligente activité des magistrats pour en obtenir la réintégration. Elle forme environ quarante mille volumes, qui sont de nouveau rassemblés dans l'ancien domicile de M. Libri à la Sorbonne. Sur la désignation du ministre de l'instruction publique, le juge chargé de l'instruction a délégué pour procéder à l'examen de ces livres cinq archivistes-paléographes : MM. Ludovic Lalanne, Bourquelot, de Mas-Latrie, J. Quicherat et Bordier, auxquels il a joint une des personnes qui assistaient M. Libri dans le classement de sa bibliothèque et la rédaction de ses catalogues.

— Une autre affaire, analogue à la précédente, mais plus affligeante encore, a éclaté quelques jours plus tard. Un ancien conservateur de la Bibliothèque nationale, un vieillard septuagénaire dont le frère a acquis une gloire européenne, M. Champollion-Figeac, est l'objet de poursuites judiciaires, comme accusé de s'être approprié des manuscrits de Champollion le jeune appartenant à l'État. M. Champollion-Figeac était professeur de diplomatique à l'École des Chartes. Le ministre de l'instruction publique a décidé qu'il ne pouvait, jusqu'à ce qu'il se fût justifié, remonter dans sa chaire et parler à la jeunesse. Il a chargé provisoirement M. de Mas-Latrie, secrétaire de l'École, du cours de diplomatique, et désigné M. Bordier, archiviste-paléographe, pour remplir par intérim la charge de secrétaire.

— On lit dans quelques journaux du 24 avril : « La commission qui a été formée pour la réorganisation des bibliothèques publiques a décidé que toutes les bibliothèques auraient des séances du soir, ainsi qu'en a déjà celle de Sainte-Genève. Comme ces séances nécessiteront un plus grand nombre d'employés, on se servira des élèves sortis de l'École des Chartes qui se trouvent sans emploi, et auxquels cependant l'État paye 600 fr. par an. Il est question aussi de la création de bibliothèques communales dans les divers arrondissements de Paris. Les bibliothèques départementales seront aussi reconstituées. »

D'autres journaux ont, le lendemain, commenté cette note à peu près en ces termes : « On annonce que la commission formée pour la réorganisation des bibliothèques publiques a décrété que partout auraient lieu des séances du soir, et que l'on se servirait des élèves sortis de l'École des Chartes, et auxquels l'État paye déjà 600 fr. par an. Nous pensons que le ministre de l'instruction publique, dans son équité, songera d'abord à utiliser les nombreux hommes de lettres qui, depuis plusieurs années, font dans ces bibliothèques le service actif et absolument gratuit du sur-numérariat. »

Nous aurions été les premiers à faire ces observations, si nous ne savions que la sollicitude du ministre de l'instruction publique tiendra un égal compte : d'une part, des droits d'ancienneté des employés, et, de l'autre, des droits acquis par les élèves dans l'école spéciale fondée par le Gouvernement pour les fonctions de bibliothécaires et d'archivistes.

— Par arrêté de M. le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes, en date du 14 mars 1848, une commission a été chargée d'examiner s'il y a lieu d'apporter des modifications au costume des élèves de l'École normale supérieure, de l'École nationale des chartes et des lycées; d'indiquer l'uniforme que devront en ce cas porter les élèves de ces établissements, et de faire connaître son avis sur les exercices militaires qu'il y aurait lieu d'introduire dans les lycées de la République. Sont nommés membres de ladite commission : MM. Letronne, membre de l'Institut, di-

recteur de l'École nationale des chartes, président; Dubois, conseiller titulaire de l'Université, directeur de l'École normale supérieure; David d'Angers, membre de l'Institut; Rinn, conseiller ordinaire de l'Université, proviseur du lycée Descartes; Wartelles, capitaine d'artillerie à l'École polytechnique; Serres, membre de l'Institut, docteur en médecine; Clias, professeur de gymnastique; Marrast, sous-directeur au lycée Corneille; Le Mansois-Duprey, rédacteur du *Moniteur universel*, secrétaire.

— M. le ministre de l'intérieur a rendu, le 24 mars dernier, un arrêté ainsi conçu : « Considérant que les monuments historiques dont l'État assure la conservation doivent comprendre non-seulement les édifices précieux sous le rapport de leur exécution ou de l'histoire de l'art en France, mais aussi ceux qu'un souvenir glorieux recommande au respect du peuple; considérant que la salle du Jeu-de-Paume, à Versailles, est le lieu où pour la première fois s'est produite avec éclat et solennité la volonté nationale; sur le rapport du directeur des beaux-arts, arrête : La salle du Jeu-de-Paume, à Versailles, est classée parmi les monuments historiques. »

— M. le ministre de l'intérieur a publié, le 26 avril, l'arrêté suivant : « Voulant assurer pour l'avenir la répartition la plus équitable des encouragements accordés aux éditeurs d'ouvrages qui intéressent les lettres et les arts, et désirant en même temps donner aux écrivains et aux artistes un témoignage public de sollicitude, arrêtons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Les souscriptions aux ouvrages de littérature, d'art, etc., sont attribuées à la direction de la librairie et des théâtres. — Art. 2. Il sera créé près la direction de la librairie un jury d'examen qui nous désignera, parmi les ouvrages proposés par les éditeurs et auteurs, ceux auxquels il sera utile de souscrire dans la limite de crédit affecté aux souscriptions. — Art. 3. Ce jury sera composé ainsi qu'il suit : le directeur de la librairie, président; deux artistes peintres, sculpteurs, etc., et deux hommes de lettres nommés par le ministre. Les fonctions de membres du jury seront purement gratuites. — Art. 4. Le jury sera renouvelé tous les ans. — Art. 5. Le directeur de la librairie pourra se faire remplacer par le chef du bureau de la librairie. »

— Dans sa séance du 13 avril, la Société de l'École des Chartes a procédé au renouvellement de son bureau et de ses commissions. Elle a nommé M. Lacabane, président; M. Bourquelot, vice-président; M. E. Janin, secrétaire; MM. J. Quicherat, Bordier et Marion, membres du comité de publication; M. Deloye, membre-adjoint du même comité; MM. Guessard, d'Arceq et Tardieu, membres de la commission de comptabilité; M. Lud. Lalanne, archiviste-trésorier.

INSTITUTIONS

ET

GÉOGRAPHIE DE LA FRANCE.

LEÇON D'OUVERTURE DE L'UN DES COURS DE TROISIÈME ANNÉE PROFESSÉS
A L'ÉCOLE DES CHARTES.

Novembre 1847.

Je commence avec vous l'étude d'une nation qui s'est constituée il y a près de quatorze siècles, et qui, depuis son origine jusqu'à nos jours, a su maintenir son rang parmi les premières puissances de l'Europe. Comment une association de quelques tribus ou de quelques hordes armées, sorties des marais du Rhin, a-t-elle pu s'asservir une des plus belles parties de l'empire d'Occident? comment ses institutions, suffisantes tout au plus pour le gouvernement de petites peuplades à demi sauvages, ont-elles été modifiées, réformées, élargies, puis enfin adaptées aux vastes dimensions d'un grand royaume? quelles sont les causes qui l'ont tirée du fond de la barbarie pour l'élever au point de civilisation où elle est parvenue? quels obstacles a-t-elle eu à vaincre, et quelles révolutions sont venues favoriser ou contrarier son essor? tel est, messieurs, le sujet que nous avons à traiter dans ces réunions. Il serait digne par lui-même d'intéresser tous les esprits qui observent la marche des nations et le progrès de l'état social; il a de plus, pour nous, un attrait qui nous est propre, puisqu'il s'agit ici de l'histoire de notre pays et de nos pères, et qu'en nous livrant à ce genre d'étude, ce sont des souvenirs de famille que nous faisons revivre; et c'est, pour ainsi

dire, de nos affaires domestiques que nous avons à nous occuper.

Toutefois je n'ai pas le projet de retracer chronologiquement devant vous les règnes de nos rois, ni la succession des événements mémorables de nos annales; la partie dramatique et vivante de l'histoire de la nation française ne peut être abordée dans cette chaire, et la tâche qui m'a été dévolue est plutôt celle de l'antiquaire et du critique que celle de l'historien. Je m'y renfermerai sans peine, et m'efforcerai de la remplir, sans tomber dans le dénigrement ni dans la superstition envers un passé qui ne mérite pas plus notre mépris que nos regrets et notre envie. Je serai toujours empressé de lui rendre la justice et l'honneur qui lui sont dus; mais je me garderai bien, pour le faire valoir, de rabaisser la valeur du présent et de diminuer les espérances de l'avenir.

Ayant à traiter de la formation et du développement de la nation française, nous devons avant tout porter notre attention sur la question géographique, c'est-à-dire, sur le pays que les Francs habitaient avant leurs conquêtes, et sur celui qu'ils ont ensuite soumis à leur domination. Nous commencerons par ce dernier, et nous choisirons, pour notre examen, les premières années du cinquième siècle. Plusieurs motifs nous déterminent à ce choix. D'abord, c'est de là que datent les grandes invasions de l'empire romain par les barbares, et c'est l'époque intermédiaire entre l'ancien monde et le nouveau, celle où l'antiquité est à la veille de finir, et le moyen âge à la veille de naître. Ensuite nous nous trouvons placés au moment où la division de la Gaule est arrivée à son dernier terme, et clairement exposée dans deux documents contemporains qui nous ont été conservés; je veux parler de la notice des Gaules et de la notice des dignités de l'empire, l'une et l'autre remontant à la première moitié du cinquième siècle, peut-être même aux commencements du règne de l'empereur Honorius. Plus tôt, l'organisation administrative de la Gaule n'a pas encore reçu sa dernière forme; plus tard, elle est déjà dans un état de décomposition et de décadence.

Lorsque nous aurons décrit brièvement la Gaule d'après les Notices, nous passerons au pays que les Francs occupaient à la même époque, et qui, n'étant déjà plus la Germanie, n'était pas encore, à vrai dire, le sol gaulois. Nous remonterons à l'origine

de ce peuple, et nous rapporterons ce qu'on sait de sa composition et de ses migrations de l'autre côté du Rhin, en attendant que nous le suivions dans ses dernières invasions, et dans ses établissements définitifs au cœur de l'empire.

Nous jetterons aussi un coup d'œil sur les autres nations germaniques qui pressaient les Francs, et sur les nations étrangères à la Germanie qui pressaient les Germains ; car c'est seulement en nous représentant, au moins d'une manière générale, la position de tous ces peuples prêts à fondre sur l'empire d'Occident, que nous pourrons nous rendre compte de leurs expéditions contre la Gaule, et de l'état où elle fut réduite par leurs conquêtes.

Après cette revue géographique, nous entrerons dans l'histoire de la nation des Francs ; nous présenterons le tableau et nous indiquerons les causes de ses progrès rapides, et de la ruine, aussi désastreuse qu'inévitable, de la domination romaine.

Arrivés à la fondation de la monarchie française, nous aurons à examiner quelle fut la royauté avant Clovis, quels ont été ses prédécesseurs, et, particulièrement, si un personnage nommé Pharamond peut être compté parmi eux.

Puis, les expéditions de Clovis nous fourniront la matière de plusieurs questions importantes. Ce conquérant s'est-il installé dans la Gaule de l'agrément des populations ou par la violence et le droit de la victoire, comme ami ou comme ennemi du peuple romain ? Quel est le caractère de ses conquêtes, et quels en furent les effets par rapport aux anciens habitants ? Les terres de ceux-ci ont-elles été partagées, leur liberté entravée ou amoindrie, leurs municipalités détruites ? Toutes ces questions, quoiqu'elles aient été traitées souvent et depuis longtemps, ne peuvent être passées ici sous silence. C'est seulement après les avoir résolues qu'on doit aborder l'histoire de la dynastie mérovingienne. Sans vouloir anticiper sur nos travaux ultérieurs, et tout en m'abstenant d'explications prématurées, il me semble que, pour se former d'avance une idée en général assez juste de ce qui dut arriver alors dans la Gaule, il suffit de se figurer, s'il m'est permis de faire cette comparaison, ce qui adviendrait en France si les tribus africaines, même en abjurant leur fanatisme religieux, venaient à s'y établir de manière ou d'autre, et à réduire nos départements sous leur domination.

Il n'est pas douteux que les conquérants germains n'aient été dans l'impossibilité, soit de comprendre le pays conquis dans le cadre de leurs institutions nationales, si grossières, si étroites et si défectueuses, soit de lui en donner de nouvelles, appropriées à sa civilisation. Ils n'étaient pas même en état de concevoir le système savant de l'organisation impériale, encore moins d'en entretenir le jeu et le mécanisme. Ce qu'ils pouvaient faire de mieux, c'était de n'y pas mettre la main. Et, en effet, ils épargnèrent quelquefois ce qu'ils n'avaient pas intérêt à détruire, sans se rendre compte de ce qu'ils conservaient, et sans s'inquiéter de gouverner les nouvelles populations qu'ils s'étaient soumises.

La séparation des pouvoirs, introduite par Constantin dans l'administration des provinces, dépassait de beaucoup leurs idées, et ne pouvait se concilier avec leurs mœurs; aussi fut-elle promptement supprimée, mais non pas si complètement qu'il n'en restât des vestiges. Ils agirent en cela comme à l'égard de quelques autres institutions romaines, sans aller au delà de leurs besoins; et l'on peut dire de toutes en général qu'ils les mutilèrent et les faussèrent, plutôt qu'ils ne les abolirent. Ainsi, par exemple, en détruisant la séparation des pouvoirs, ils laissèrent volontiers l'épiscopat usurper la partie du pouvoir civil qu'ils étaient incapables d'exercer. Ils respectèrent aussi les divisions administratives, à la vérité sans se mettre en peine de nommer les administrateurs. Mais s'il n'y eut plus, sous leur domination, de magistrats placés à la tête des provinces, répondant au *præses* ou au *judex* impérial, l'ancien système divisionnaire n'en persista pas moins, et surtout dans l'ordre ecclésiastique. Nous retrouverons donc, durant le moyen âge, jusqu'aux commencements de la troisième race, les divisions territoriales de la Gaule, telles qu'elles nous ont été données par la notice; seulement nous aurons à y joindre un grand nombre de *pagi* qui n'étaient pas institués, ou du moins qui ne sont pas mentionnés dans les temps plus anciens. Nous ferons rapidement l'examen de toutes ces divisions, et nous traiterons aussi, mais plus tard, des subdivisions du *pagus*, qui ne commencent guère à paraître avant l'avènement de la dynastie carlovingienne.

Les divisions politiques eurent nécessairement beaucoup moins de stabilité. Soumises aux lois de succession et de partage du royaume, et modifiées sans cesse par les résultats des guerres,

elles offrent en général des variations très-fréquentes, et sont dans beaucoup de cas très-difficiles à déterminer. Quelques-unes, toutefois, se sont assez bien maintenues, et sont devenues plus tard des grands fiefs de la couronne. Tous les États formés dans la Gaule et gouvernés par des rois seront décrits, au moins brièvement, depuis le premier partage de la monarchie, à la mort de Clovis, jusqu'à la mort de Louis d'Outre-Mer (954), époque depuis laquelle la couronne resta de fait, comme de droit, pour jamais indivisible.

Vous aurez ensuite à porter votre attention sur l'administration centrale et sur les autres administrations du royaume. Il vous faudra voir : 1° en quelles mains le roi confiait l'exercice de sa suprême autorité; de quoi se composait ce qu'on pourrait appeler le personnel du gouvernement; quels étaient les principaux officiers de la maison royale, parmi lesquels, vous le savez, les maires du palais se sont élevés au premier rang, et ont fini par s'emparer de la couronne; 2° en quoi consistaient les revenus publics ou les finances de l'État, et, particulièrement, si le système impérial de l'impôt foncier s'est maintenu après la conquête; ce que c'était que le domaine du roi, et quels étaient les *palatia* ou les *villæ* les plus remarquables qui en faisaient partie; comment s'administrait la justice, et comment l'armée et le service militaire étaient organisés.

Vous aurez ensuite à étudier l'administration particulière des provinces, des cités, des villes et des villages; les attributions des ducs, des comtes et des officiers subalternes, puis les divers employés de la police et de l'administration rurale, qui portent souvent les mêmes titres que les fonctionnaires publics, et que l'on a presque toujours confondus avec eux, en ne faisant pas attention que ces officiers ruraux étaient généralement, non des hommes libres, mais des hommes plus ou moins plongés dans la servitude.

Passant ensuite à la législation des peuples germains de la Gaule, nous traiterons des lois salique et ripuaire des Francs, des lois des Bourguignons et des Visigoths, et de celles que d'autres peuples ont reçues plus tard sous les rois de la première et même sous les rois de la deuxième race. Par là nous serons amenés à rechercher quel était, sous les Mérovingiens, le sort des barbares et de la population gallo-romaine. Quant aux questions relatives à la condition des personnes et des terres, aux immu-

nités ecclésiastiques, aux monnaies, aux poids, aux mesures, nous les réserverons pour la seconde race, afin de n'avoir pas besoin d'y revenir, et afin de pouvoir, en profitant des documents de tous les âges, mettre plus d'ensemble dans notre travail, et vous offrir des traités plus uniformes et moins incomplets sur toutes ces matières.

Nous ne terminerons pas cette partie de notre tâche sans chercher à nous représenter quel était l'état moral, intellectuel et social de la Gaule à la fin de la première dynastie de nos rois ; puis nous retracerons les principales causes et de la chute de cette dynastie et de l'avènement de Pepin, qui transporta la couronne de la tribu des Saliens dans celle des Ripuaires, et qui fut encore moins un usurpateur que le restaurateur de l'autorité et de la dignité royale.

Jusque-là les Francs semblaient vraiment n'avoir conquis la Gaule que pour la mettre au pillage ; avec les rois carlovingiens commence une ère nouvelle. On les voit suivre des règles de politique, organiser un système d'administration, et travailler de toutes leurs forces à fonder un gouvernement régulier. Au lieu de s'amuser, comme on l'en accuse, à parodier les empereurs romains, Charlemagne, nous en aurons la preuve plus tard, fit les plus grands efforts, non pour ressusciter le régime impérial, ce qui n'eût été ni possible ni désirable, mais pour créer un ordre nouveau, fondé, non sur un système étranger et d'emprunt, mais sur les mœurs et les institutions germaniques, et pour lequel il n'empruntait à la science et à l'expérience des Romains que les idées et les principes d'une éternelle sagesse, applicables dans tous les temps au gouvernement de toutes les nations.

Ce qu'il avait surtout à cœur, c'était d'arrêter la barbarie, de la refouler, de la détruire par la force des armes, et par l'action plus lente, mais plus douce et plus efficace, de l'Évangile et de l'instruction. Lorsque nous aurons apprécié ce que lui doit la société moderne dans les sciences, les lettres et les arts, nous resterons persuadés qu'il n'a point consumé son génie à donner au monde une vaine représentation de la pompe impériale. Il suffirait de venir à l'École des Chartes comparer le langage, le style, l'orthographe de la chancellerie de Charlemagne, avec tout ce que les Mérovingiens nous ont laissé de plus poli en ce genre, pour sentir quel progrès ce grand homme, à qui on avait à peine appris à écrire, avait fait faire en peu d'années à son peuple.

Si les germes de régénération sociale qu'il a répandus de sa main vivifiante n'ont pas tous levé sous son règne ; s'ils ont été retardés , arrêtés , flétris sous les règnes de ses déplorables successeurs , rien n'a pu toutefois en détruire la sève ni la fécondité ; ils ont triomphé des orages et traversé les âges pour éclore en leur saison , et pour faire goûter au monde , qu'ils ont réjoui et rajeuni , les fruits exquis du sol de la Grèce et de Rome. Oui , Charlemagne , en rendant impérissables les chefs-d'œuvre et les doctrines de l'antiquité , a rendu la renaissance assurée ; et l'on peut dire en quelque sorte qu'il a fondé le quinzisième siècle.

Néanmoins , ce n'est pas uniquement aux sources de la civilisation païenne qu'il a puisé pour la régénération de ses peuples et pour retremper l'ordre social. L'Église , qui s'était emparée de tous les esprits comme de tous les cœurs , et avec laquelle , à l'exemple de Pepin son père , il s'était intimement lié , tout en conservant dans les affaires temporelles , et souvent aussi dans les spirituelles , sa liberté et son indépendance ; l'Église a eu la plus grande part à son œuvre , et peut avec justice lui en disputer la gloire. Seulement il est regrettable qu'il se soit vu contraint de tirer d'elle la plupart des ouvriers et des matériaux dont il avait besoin pour l'édifice qu'il voulait construire.

Il est résulté de cette nécessité que ses travaux sont tous plus ou moins empreints du cachet ecclésiastique ; que la politique , l'administration , les assemblées nationales , les guerres même , ainsi que les productions de l'esprit , enfin tous les actes de son règne , ont subi fortement l'influence de l'Église. Et en effet , l'Église était présente partout , et faisait la loi non-seulement dans les choses de sa compétence exclusive , mais encore dans celles qui semblaient la toucher beaucoup moins , et particulièrement dans les arts , les lettres et les sciences. De plus , son affaire à elle étant la théologie , et ses objets de prédilection les matières religieuses et philosophiques , elle entraînait après elle dans cette voie tous les hommes studieux. L'imagination et les esprits du moyen âge étant emportés par ce mouvement irrésistible , la raison fut inactive et muette , et toutes les facultés intellectuelles de plusieurs siècles se consumèrent sur des questions souvent oiseuses , plus souvent encore insolubles , et presque toujours , il faut en convenir , sans grande utilité pour l'amélioration de la condition humaine.

Prenez garde , messieurs , que je n'accuse pas l'Église , et que ,

loin de la regarder comme un obstacle au progrès social, je suis convaincu que longtemps elle y a travaillé, sinon seule, au moins beaucoup plus que personne; que jusqu'au treizième siècle elle a été constamment à la tête de l'instruction; que, malgré les torts d'une partie de ses fonctionnaires et surtout de la cour romaine, le bien qui s'est fait dans cet intervalle est sorti presque entièrement de son sein; que, sans elle, l'Occident serait resté barbare; enfin que le régime ecclésiastique, même le plus absolu, aurait encore été infiniment préférable à la barbarie.

S'il faut s'en prendre à quelqu'un de cet empire exclusif de la théologie sur la société, ce sera principalement, sans aucun doute, aux hommes qui, par leurs ravages effroyables, leur domination fondée sur des ruines, leurs mœurs et leurs instincts sauvages, n'ont laissé debout qu'une institution, l'Église; qu'une puissance, la religion. Les lettres et les sciences, prosrites et chassées du monde par eux, ont été obligées de se réfugier dans les temples et les monastères, et, si je puis ainsi parler, de se faire ecclésiastiques pour assurer leur salut.

Revenons à Charlemagne, et reconnaissons qu'il ne lui était pas possible de dégager son esprit des entraves contemporaines, et de restaurer complètement de son vivant les études profanes, qui ne sont pas moins nécessaires que les autres à l'entier développement de l'humanité. Il a fallu des siècles pour éteindre l'ardeur ecclésiastique des peuples, et pour épuiser, en quelque sorte, la matière théologique; il a fallu l'action lente et cachée du temps; il a fallu des circonstances favorables, des hasards heureux, des découvertes inespérées, pour ramener les esprits de la spéculation métaphysique à l'observation de la nature, à la connaissance du monde réel, au sentiment du vrai et du beau, enfin à la liberté de l'examen et de la pensée.

Quand l'action de l'Église sur les intelligences se fut amortie, l'œuvre de l'antiquité, conservée par Charlemagne, fut reprise avec empressement, et désormais ces deux principaux agents étant réunis travaillèrent de concert au progrès social. Toutes les connaissances de l'Europe moderne, à part quelques lueurs plus ou moins incertaines, nous sont venues en effet, non de l'Inde, non de l'Égypte, ni de l'Arabie, ni de la Chine, encore moins des forêts de la Germanie, mais de l'antiquité classique et de l'Évangile : ce sont là les deux seuls maîtres qui nous ont

formés et, qui nous guident encore dans la carrière où nous marchons aujourd'hui. L'un nous a découvert, dans l'ordre moral, l'égalité et la fraternité de tous les hommes, avec tous les devoirs que ce double titre leur impose; et l'autre nous a appris, dans l'ordre intellectuel, à savoir douter, et à traiter librement de toutes choses, du gouvernement et de la religion même, comme des sciences physiques et mathématiques, de la littérature et des arts. L'Église et l'antiquité, voilà donc les deux principes de notre civilisation; les Germains, si l'on veut qu'ils y aient été pour quelque chose, n'ont fourni que l'étoffe, la matière passive; car tout ce qu'ils ont apporté ou inspiré ne valait rien, et toutes les fois que leur génie a triomphé, il n'en est rien résulté que de funeste.

J'ai cru devoir, messieurs, insister d'avance, et dans ce programme, sur les immenses bienfaits d'un prince dont les institutions vont devenir pour nous l'objet d'un examen attentif, et que nous étudierons dans l'ordre que je vais continuer d'exposer.

La couronne était placée depuis seize ans sur la tête de Pepin, lorsque ses fils Charles et Carloman furent appelés par sa mort à lui succéder. Leur avènement au trône se fit paisiblement et sans opposition. Pepin lui-même n'avait éprouvé aucun obstacle à réunir, suivant l'avis du pape Zacharie, le titre à l'autorité de roi; et quoiqu'il eût pour ennemis son frère Grifon et le duc d'Aquitaine, il ne les eut pas toutefois pour rivaux de sa royauté. Le droit de ses fils ne fut donc pas mis en doute; et s'il survint ensuite quelques difficultés au sujet de sa succession, elles ne procédèrent que d'eux-mêmes. Heureusement la mort de Carloman prévint le retour ou les suites de leur mésintelligence, et rendit son frère seul maître de la monarchie. A la vérité, Carloman laissait des fils, qui, d'après l'usage, auraient dû hériter de ses États; mais, soit que leur jeune âge parût un danger pour la dynastie naissante, soit plutôt qu'il n'ait opposé qu'une barrière impuissante contre l'ambition et la force, ils furent dépouillés par leur oncle, et emmenés aussitôt par leur mère à la cour du roi des Lombards. Les historiens passent trop rapidement sur ce fait grave, pour que nous puissions, autrement que par conjecture, en reconnaître le véritable caractère. Au reste, peu importe comment on l'explique; quoiqu'il ait eu de grandes conséquences, il ne pourrait par lui-même fournir une ample matière à notre instruction. Sans doute qu'un par-

tage du royaume aurait, en divisant les forces des Francs, singulièrement modifié le rôle de Charlemagne et pu ravalier beaucoup ses destinées. Mais nous n'avons pas à rechercher ce qui serait advenu dans un cas qui ne s'est pas offert ; il ne s'agirait ici pour nous que de juger la moralité de la cause qui l'empêcha : or, cette question est d'un intérêt secondaire pour l'histoire. L'étude à laquelle nous devons surtout nous livrer est celle de la politique, du gouvernement, des institutions d'un règne qui seul a fait toute la gloire des Francs, et qui peut servir à justifier leur domination.

Quoique la guerre ait été l'occupation de la vie entière de Charlemagne, nous le suivrons très-peu dans ses expéditions militaires, et seulement autant qu'il le faudra pour en apprécier les motifs et l'importance, comme aussi pour juger des ennemis qu'il eut à combattre, et des provinces qu'il a réunies à ses États.

A part la réduction de l'Aquitaine, qu'il eut bientôt achevée, et quelques envois de troupes assez insignifiants contre les Bretons et contre les Grecs, toutes ses campagnes furent dirigées hors de la Gaule et contre des peuples étrangers à l'empire romain. Ce sont : au nord, les Frisons, les Saxons, les Danois et les Wilzes ; à l'est, les Thuringiens, les Bavares, les Bohémiens, les Avars et les peuples slaves, qui s'étendaient depuis l'Elbe jusqu'au delà de l'Oder ; au midi, les Lombards, les Arabes d'Espagne et les Maures ou Sarrasins de Corse et de Sardaigne. Vous le voyez, il ne s'agit plus de ces prises d'armes dirigées par les Mérovingiens, le plus souvent dans leurs propres États, contre des tribus, des provinces, des villes ou des chefs de bandes armées ; ce sont ici des guerres de peuple à peuple, et pour ainsi dire nationales, entreprises non plus seulement pour le pillage et la possession de quelques terres ou le gain de quelques bénéfices, mais pour fortifier et pour étendre une domination, pour assurer ou reculer les frontières d'un empire.

Voyez encore la différence. Après la victoire, Charlemagne ne borne pas sa tâche à dépouiller les vaincus, il travaille à consolider sa conquête, à gouverner, et, dans cette vue, à convertir les populations ; et c'est seulement lorsqu'il n'a ni la possibilité ni l'espoir d'y réussir, qu'il les abandonne au ravage et à la destruction. Ce qu'il peut incorporer ou assimiler à son peuple, il l'épargne, il le ménage ; il s'efforce, en tant qu'il est en lui,

de le civiliser ; ce qui est rebelle ou incompatible à son gouvernement, il l'anéantit.

Il y aurait une grande erreur à croire que ses conquêtes n'ont duré que sa vie, et qu'il n'en est rien resté à ses successeurs. La plupart des peuples qu'il subjuguait continuèrent après sa mort d'obéir à ses institutions, et d'être soumis à l'Église. A la vérité, ils se sont divisés au bout de trente ou quarante ans, et ont brisé le lien de l'empire. Mais ils n'en ont pas moins subsisté séparément ; et si leur état politique a pu déchoir, leur état social et religieux n'a point péri. Enfin, Charlemagne ne s'est pas contenté d'enchaîner sur le Rhin la barbarie, il l'a refoulée au loin dans le nord et dans l'est ; il a sur ses ruines fondé l'Allemagne, qui sans lui serait restée païenne et sauvage on ne sait combien de siècles : il a fait plus, il a rendu l'Europe invincible, il lui a assuré la suprématie sur l'Asie et l'Afrique, et l'a destinée à dominer ou à éclairer le monde.

Dans la paix, son rôle a nécessairement moins d'éclat, son action n'est pas aussi marquée, et ses œuvres ne semblent pas avoir beaucoup d'originalité, tout empreintes qu'elles sont encore de son génie. Mais il y a plus de difficulté à changer les coutumes que l'organisation politique des peuples, surtout lorsqu'ils sont incultes et guerriers. Chez eux le législateur est fort en peine, non-seulement de se faire obéir, mais même de se faire entendre. Dans l'empire romain, la volonté impériale descendait rapidement du sacré palais, par tous les étages administratifs, jusqu'aux derniers degrés de la municipalité, d'où elle était manifestée à tous les citoyens. Chez les nations modernes, les lois ont encore une publication plus prompte, et reçoivent une plus grande publicité. Rien de semblable ne pouvait avoir lieu sous les Mérovingiens, qui ne possédaient aucun ordre de fonctionnaires civils ni de bureaux d'administration proprement dits. Les rois, quand ils voulaient s'entendre ou communiquer avec leurs sujets, n'avaient pas d'autre moyen que de les assembler : aussi les assemblées publiques, comme nous le verrons, étaient-elles chez eux plutôt un mode de publicité qu'un acte de liberté nationale. Sous la seconde race, elles ne changèrent pas de nature ; elles devinrent seulement plus régulières, plus disciplinées et plus dépendantes.

Charlemagne, dans l'impossibilité, avec le génie et les mœurs

de ses peuples, de constituer l'ordre civil, emprunta les ministres de l'Évangile pour en faire ses fonctionnaires et ses agents, et se servit du cadre religieux comme d'un moule, pour y fondre sa propre administration. De là l'empreinte ecclésiastique marquée sur tout son règne. Le clergé, outre qu'il possédait presque seul l'instruction, était partout et continuellement en rapport avec tout le monde; ce fut donc par cet intermédiaire et ce canal que le souverain eut le plus de communication avec ses sujets, et qu'il leur transmit le plus facilement ses ordres et les actes de son autorité.

N'allez pas néanmoins vous imaginer que je fasse de Charlemagne un philosophe, un esprit fort, qui n'épousait les institutions et les croyances religieuses que pour les tourner au profit de son ambition : rien n'est plus loin de ma pensée, rien ne serait plus contraire aux témoignages contemporains; car ses actes officiels, et sa correspondance privée avec les hommes qu'il affectionnait le plus ou qu'il traitait le mieux, s'accordent avec tous les historiens pour nous le représenter, dans toute sa conduite, comme ayant toujours et uniquement en vue la propagation de la foi et l'intérêt de son propre salut.

Au surplus, en associant le clergé aux affaires temporelles, il ne fit que suivre l'exemple de ses prédécesseurs, à commencer par le fondateur de la monarchie. Il adopta aussi la plupart de leurs idées et de leurs institutions, en se contentant de les étendre et de les développer. La division ancienne de la Gaule en diocèses fut conservée pour l'administration du royaume, avec cette amélioration importante, que l'autorité et la juridiction devinrent tout à fait territoriales, de personnelles qu'elles avaient été anciennement, et se fondèrent sur des comtés au lieu de reposer sur des *comitats*. Les *legati* de la première race, qui n'étaient que des commissaires ou agents envoyés en certaines occasions et pour des cas particuliers, furent érigés, sous le titre de *missi dominici*, en magistrats ordinaires, avec des départements déterminés, des fonctions périodiques et des pouvoirs supérieurs; et le gouvernement, au lieu d'être arbitraire et mobile, fut régulier et fixe, sans cesser pour cela d'être absolu.

Pour embrasser dans toute son étendue le système politique des Carlovingiens, nous comprendrons dans notre examen du règne de Charlemagne les principales institutions de ses successeurs; de plus, nous compléterons, à l'aide des documents de

cette dynastie, la solution ou l'éclaircissement de plusieurs questions que nous avons seulement posées ou entamées sur la dynastie des Mérovingiens.

D'abord nous donnerons l'état des divisions politiques et des divisions ecclésiastiques ou civiles de la Gaule franque; celui des provinces et des cités; celui des *pagi* ou arrondissements dans lesquels se décomposaient les cités ou diocèses, et qui reçurent la plupart le titre de comté, mais bien longtemps après avoir été placés sous l'administration des comtes. Nous mentionnerons aussi quelques autres circonscriptions territoriales renfermées dans le *pagus*, telles que les centaines et les vicairies, qui, d'abord introduites dans l'ordre civil, furent souvent adoptées par les évêques, et formèrent, avec les *pagi*, les divisions diocésaines désignées sous les noms d'archidiaconés, d'archiprêtres et de doyennés ruraux.

Ensuite nous passerons au système monétaire des Francs. Nous ferons connaître quelles espèces étaient en usage sous la première race, et comment la monnaie d'or ayant été abolie par le roi Pepin, on ne se servit plus que de pièces d'argent. Nous indiquerons le poids, la taille et la valeur de toutes les pièces de chaque métal. Puis les poids et les mesures deviendront l'objet de nos recherches, et nous aurons à constater, autant qu'il nous sera possible, les changements apportés à la livre, au pied, au *modius*, anciennement en usage dans la Gaule romaine. Nous tâcherons aussi d'évaluer les mesures agraires les plus usitées, telles que l'arpent, le bonnier, le journal, l'ansange. Mais nous ne devons pas oublier que la plupart de ces évaluations peuvent servir seulement pour certains temps et certains pays, et je dois ajouter, surtout pour les domaines du roi et de l'Eglise.

La condition des personnes et des terres fournit la matière de questions très-nombreuses et très-importantes. En considérant l'état fixe et permanent des personnes dans la société, on peut les réduire à trois classes : les hommes d'une liberté parfaite, les hommes d'une liberté imparfaite, et les hommes sans liberté aucune ou les serfs. Les hommes libres de la première classe se partagent en trois ordres, suivant qu'ils ont : 1° propriété et juridiction ; 2° propriété sans juridiction ; 3° la liberté seule, sans propriété ni juridiction.

Les hommes libres de la seconde classe étaient les affranchis,

les colons et les lides. L'affranchissement conférait la liberté à différents degrés, suivant la manière dont il avait lieu. Les colons et les lides, qui d'ailleurs pouvaient être affranchis comme les serfs, se confondirent entièrement avec ces derniers, et disparurent des actes et des autres documents, dans le cours du dixième siècle. Quant à la servitude, elle a duré en France jusqu'à la révolution de 89, mais seulement dans un petit nombre de localités et avec des formes infiniment adoucies.

Après avoir observé et suivi toutes les phases que ces divers états de l'homme dans la société ont éprouvées depuis l'origine de la monarchie, nous observerons également les changements successifs qui furent apportés en même temps à la condition des terres. Enfin, nous verrons comment l'esclavage païen, allant toujours se mitigeant, fut remplacé, sous l'action continue du christianisme, par la servitude, puis la servitude par le servage, et enfin le servage par la liberté. D'abord l'esclave, relégué au rang des choses, ne possédait rien en propre, ni son pécule ni même sa vie; ensuite il devint colon et fermier, il travailla pour son propre compte, et fit siens les fruits de la terre et les produits de son industrie, en ne payant plus que des redevances fixes et en ne s'obligeant plus qu'à des services déterminés. Enfin le fermier, s'élevant au rang de propriétaire, entra dans la commune, et de la commune il n'y avait qu'un pas au parlement.

Ce progrès social s'est donc opéré lentement, mais irrésistiblement, par l'amélioration et l'affermissement simultanés de la liberté et de la propriété, qui sont les bases de la civilisation.

Nous reconnaitrons pour une des causes les plus actives de la restauration de la propriété, l'usurpation commise par les seigneurs sur les terres dont ils ne jouissaient qu'à titre de bénéfices. Leur exemple fut suivi par leurs hommes dans les derniers rangs de la société, si bien que les colons et les serfs s'approprièrent en même temps des fonds qu'ils ne possédaient qu'à titre de tenures. Alors l'hérédité, avec tous les droits qui l'accompagnent ou qui finissent par s'y adjoindre, fut acquise à toutes les espèces de biens.

Les terres étaient divisées en trois classes : 1° les propres, dans lesquels on distingue la terre salique, et qu'on a désignés généralement sous le nom d'aleux; 2° les bénéfices, qui n'étaient que des usufruits avec des charges libérales; 3° les tenures, qui

n'étaient aussi que des usufruits ou de simples possessions avec des charges serviles.

La terre salique, composée d'abord du patrimoine, transmissible de mâle en mâle dans la famille, à l'exclusion des filles, changea ensuite de nature, et consista, sous les Carlovingiens, comme nous le verrons, dans ce qu'on appelait alors le domaine, *terra dominica*, c'est-à-dire, dans la portion seigneuriale de la terre, qui réunissait la possession à la propriété, et qui n'était donnée ni en bénéfice ni en tenure. En effet, une terre d'une certaine étendue était ordinairement divisée en trois lots : le lot domanial ou le domaine, dont nous venons de parler ; le lot bénéficiaire, ou concédé en bénéfice à des vassaux ; le lot tributaire, distribué à des personnes de condition servile, qui le cultivaient à charge de redevances et de services.

Les bénéfices, qui pouvaient aussi se diviser en trois lots analogues, ont-ils d'abord été temporaires, c'est-à-dire, révoqués, puis viagers, puis, en dernier lieu, héréditaires, ainsi qu'on l'a cru longtemps et que le supposent encore un grand nombre d'auteurs ? C'est une question qui ne peut être résolue théoriquement, mais que nous tâcherons d'éclaircir par les faits.

Nous traiterons aussi des précaires, qui se rattachent par quelques endroits aux bénéfices, et qui furent principalement, sinon exclusivement, en usage dans l'Église.

Quant aux terres tributaires, nous verrons qu'elles se composaient ordinairement de petits établissements ruraux, nommés manses, *mansi*, que nous pouvons comparer à de petites fermes. Nous en distinguerons plusieurs espèces : les manses seigneuriaux, *mansi dominicati* ou *indominicati*, les manses ingénouilles, les lidiles et les serviles. Ces trois dernières espèces, qui, dans l'origine, empruntèrent probablement leur dénomination de la condition du tenancier, suivant que c'était un homme libre, un lide ou un serf, ne se distinguaient plus guère les unes des autres, dès le règne de Charlemagne, que par la différence des charges qui leur étaient imposées. Bientôt même toutes ces distinctions s'évanouirent, et l'on ne connut plus en France, à la fin de la seconde race, qu'une seule et même espèce de manses. Enfin la constitution du manse fut tellement altérée, qu'il finit par disparaître, et que ce genre de possession, qui pouvait jadis passer pour l'unité terrienne, n'est plus mention-

né, dans les documents de notre pays, à partir du douzième siècle.

Pour compléter ce que nous avons à dire au sujet de la condition des terres, nous ferons l'exposé du système d'administration observé dans les domaines de Charlemagne, en puisant nos principaux renseignements dans le célèbre capitulaire *de villis*.

Sortis des questions générales concernant le gouvernement et l'état social sous les rois carlovingiens, nous reviendrons aux événements et aux actes les plus remarquables de leur dynastie, et nous porterons notre attention, par exemple, sur le renouvellement de l'empire d'Occident par Charlemagne, sur le partage qu'il fit de ses États, en 806, entre ses trois fils; enfin sur son testament de l'an 811.

Puis, arrivés au moment de la dissolution de l'empire, nous examinerons s'il faut en attribuer la cause immédiate à l'influence des races et à l'incompatibilité sociale des peuples, plutôt qu'à la conduite aussi déshonorante qu'insensée de ce monarque imbécile qu'on s'est contenté, par indulgence, de surnommer le Débonnaire. A partir de ce règne déplorable, la décadence du pouvoir central ne fut ni moins rapide ni moins funeste que le progrès de la féodalité. Sous les Mérovingiens, la force s'était seulement déplacée, et, après avoir appartenu à la tribu des Saliens, avait passé à celle des Ripuaires; une famille en avait supplanté une autre, et le maire du palais avait apporté la puissance et la richesse au trône d'un roi faible et indigent. Ici, avec les derniers Carlovingiens, c'est la royauté qui succombe, qui se dissout, qui se dissémine, et la plupart des droits régaliens sont pour longtemps éternés ou perdus: L'organisation politique est en décadence ou plutôt en ruine; les provinces sont exposées sans défenseurs aux ravages des pirates du Nord; il n'y a bientôt plus en France de nation ni de souverain, et le pays est le partage, ou, pour mieux dire, la proie d'une multitude de tyrans de tous ordres, qui oppriment à l'envi leurs sujets, et sont perpétuellement en guerre avec leurs voisins. C'est l'âge des châteaux et de l'anarchie féodale.

Le pays aurait été infailliblement plongé dans la barbarie germanique, sans l'Église, qui conservait, avec le dépôt de la religion, les faibles restes des institutions des Romains, et sans la résistance des populations urbaines, qui gardaient encore des empreintes de la civilisation antique.

L'excès de la maladie sociale en apporta enfin le remède, et provoqua partout contre la féodalité une longue réaction, qui finit par la vaincre et par l'abattre, et qui restaura la nation française avec la monarchie.

D'abord le royaume, réduit aux plus étroites proportions, devint indivisible comme les grands fiefs, et la précaution que le roi eut de s'associer son héritier présomptif rendit sa succession assurée et paisible. Ensuite le pouvoir royal, invoqué et par le clergé, qui n'en voulait pas reconnaître d'autre pour les investitures ecclésiastiques, et par les populations, qui l'appelaient à leur secours contre les exactions et les cruautés des seigneurs, se releva, se fortifia peu à peu et reconquit une à une ses antiques prérogatives, en même temps que le roi, par ses alliances, par la réunion successive des grands territoires à la couronne, par la conquête et la confiscation, agrandit de jour en jour le cercle de sa domination et de son autorité directe. Les grands fiefs, au lieu de former, comme précédemment, des espèces de souverainetés, furent ramenés, sinon à l'obéissance, au moins à la subordination, et constitués en pairies pour l'appui et la splendeur du trône.

D'un autre côté, l'Église, par l'institution de la trêve et de la paix de Dieu, désarma régulièrement quatre jours par semaine les mains de la violence, suspendit l'effusion du sang, et procura aux campagnes un peu de relâche et de sécurité.

Enfin les croisades agrandirent les idées et contribuèrent à l'éducation politique des gouvernements et des peuples. Un intérêt général fut créé en Europe. Les seigneurs, entraînés vers l'Orient dans une cause commune, furent distraits de leurs querelles particulières et cessèrent de s'entre-détruire. Leurs hommes, profitant de leurs besoins d'argent, se rachetèrent de droits et de services onéreux. Les provinces et les nations se visitèrent et se connurent; le commerce et la navigation prirent plus d'activité, et les lumières commencèrent à se répandre. En général, les expéditions en Terre-Sainte, quoique désordonnées dans leur mouvement et désastreuses dans leur fin, devinrent salutaires à l'Europe et particulièrement à la France, et ce ne serait pas, je crois, exagérer leur éloge en avançant qu'elles ne firent pas moins de bien à ceux qui restèrent que de mal à ceux qui partirent.

C'était alors, messieurs, car j'ai à vous en parler, le beau

temps de la chevalerie, de cette institution qui, bien que fautive, ne paraît pas avoir rendu de très-grands services à la société, et dont les crimes, au dire d'un littérateur et d'un historien de mérite, sont tous dans l'histoire, et les vertus toutes dans les romans. La vérité est que, si les chevaliers redressaient les torts des autres, ce n'était pas sans en commettre eux-mêmes, plus peut-être qu'ils n'en réparaient.

J'ai tâché, dans cette esquisse, de vous représenter en raccourci les principaux objets que je me propose de développer ensuite sous vos yeux, et qui sont renfermés dans les sept premiers siècles de la monarchie. Je suis forcé d'en négliger beaucoup d'autres, car la matière est presque inépuisable, et les questions même les plus rebattues et les plus anciennes peuvent encore être rajeunies, soit par la manière de les présenter, soit par la découverte de nouveaux documents. Mais celles que j'ai choisies suffiront pour remplir nos séances et pour vous mettre sur la voie des autres questions qui rentrent dans le plan de vos études.

Vous pouvez aussi, dès à présent, juger de l'esprit qui me guidera dans nos recherches, et apercevoir, pour ainsi dire, le côté philosophique de cet enseignement. Le christianisme et Rome sont, à mes yeux, comme j'ai déjà eu l'occasion de vous en avertir, les deux principes bienfaisants, les deux bons génies de la civilisation. Le germanisme, au contraire, en est le mauvais génie. Permettez-moi d'achever de m'expliquer sur ce point, car j'ai à combattre ici une opinion très-répandue depuis un certain nombre d'années, qui serait de nature à fausser votre jugement si elle trouvait faveur auprès de vous, contre laquelle l'Université elle-même, si française qu'elle soit, ne s'est pas assez tenue en garde, et qu'elle a trop facilement accueillie dans ses propres livres.

N'allez pas croire, toutefois, qu'en maudissant le germanisme je prononce l'anathème contre les Germains modernes. Au contraire, personne n'est plus empressé que moi de rendre hommage non-seulement à leurs travaux, à leur érudition, aux services que les lettres et les sciences ont reçus d'eux, mais encore à leur caractère, à leur esprit laborieux et patient, à leur probité, à toutes leurs vertus, qui les placent sans contredit au rang des peuples les meilleurs, les plus civilisés et les plus utiles aux progrès de la civilisation. Aussi ne leur trouverons-nous

plus rien de commun avec leurs pères, tels que nous les dépeindra Grégoire de Tours. Les Allemands sont bien loin de partager cette opinion, eux qui voient dans les conquérants de la Gaule les régénérateurs de la société romaine. Mais on ne peut leur faire un crime d'un préjugé qui prend sa source, bien moins dans un faux amour-propre national, que dans les sentiments les plus respectables, je veux dire dans la piété filiale, la sainteté de la famille, l'amour et le culte des ancêtres, qui ont passé dans leurs mœurs et qui sont devenus pour eux une seconde religion.

Pour nous, qui sommes du sang gaulois ou romain, il nous est plus facile d'avoir les yeux ouverts sur les torts et les défauts des tribus germanes, sans manquer aux devoirs ni aux souvenirs domestiques, sans blesser la mémoire de nos pères ni troubler la paix de leurs tombeaux.

Après cette profession de l'estime et de l'affection que je porte aux peuples de l'Allemagne, je me sens plus à l'aise avec eux, et je m'expliquerai sur leurs ancêtres sans animosité, mais sans réticence.

Quelque sacrée, quelque chérie que soit la cause de l'indépendance et de la liberté des peuples, gardons-nous, messieurs, de nous laisser imposer par ces grands noms et de prendre le parti des Germains dans leurs guerres, soit avec la république, soit avec l'empire : ce serait épouser la cause de la barbarie. Ces peuples ne furent libres que parce qu'ils étaient sauvages, et, s'ils furent indépendants, ce ne fut qu'à l'égard des Romains : car, du reste, ils étaient alternativement subjugués et opprimés les uns par les autres, les Chérusques par les Marcomans, les Marcomans par les Chérusques; et chez eux il n'y avait pas plus d'institutions libres que de pouvoir régulier et protecteur. Loin de jouir des avantages d'une organisation politique quelconque, ils n'avaient ni sécurité, ni paix, ni aucun des biens que procure un gouvernement digne de porter ce nom. Leur état naturel était la guerre entre eux, quand ils ne la faisaient pas à leurs voisins, et leur condition sociale était cent fois pire que s'ils eussent été administrés par les plus avides et les plus tyranniques des préteurs romains.

C'est pourquoi, messieurs, je regarde comme un très-grand malheur, non-seulement pour Rome, mais pour eux-mêmes, pour les Germains, le triomphe des Arminius et des Marbod et

la défaite des légions de Varus. Voyez en effet dans quel état misérable vivaient ces peuples, sur lesquels il eût encore été plus facile à Tacite, s'il l'eût voulu, d'exciter notre pitié que notre admiration. Je vais vous remettre sous les yeux le rapport qu'un témoin oculaire et impartial nous a laissé sur l'un des plus considérables d'entre eux, qui occupait seul toute la vaste contrée située entre l'Ems et l'Elbe. Mais permettez-moi de vous lire auparavant la relation de Tacite, dans la traduction de Dureau de la Malle : « Les Chauques, dit cet historien (*Germ.*, 35), possèdent tout cet espace de terre immense : disons mieux, ils le couvrent. C'est le peuple le plus distingué (*nobilissimus*) de la Germanie, et il n'emploie que l'équité au soutien de sa grandeur. Sans le moindre esprit de cupidité, de domination, tranquilles et se renfermant chez eux, ils ne provoquent jamais leurs voisins ; ils ne se permettent pas d'excursions et de brigandages ; et, ce qui est une grande preuve de vertu, ainsi que de puissance, ils conservent leur supériorité, sans faire jamais d'injustices. Ils sont cependant tous guerriers, et, au besoin, ils ont des armées. Ils sont très-forts en infanterie, ainsi qu'en cavalerie, et leur inaction n'ôte rien à leur renommée. »

Ne dirait-on pas, messieurs, un peuple florissant et sage, goûtant, sans redouter la guerre, tous les biens de la paix ? Or, maintenant, écoutons Pline l'Ancien, qui parle du même peuple, habitant le même pays, à une époque un peu antérieure, il est vrai, mais beaucoup trop voisine, toutefois, pour qu'il soit possible de supposer un grand changement de mœurs. « Dans le Nord, dit Pline (xvi, 1), j'ai visité les nations des Chauques. Là, deux fois dans l'espace d'un jour et d'une nuit, l'Océan, agité d'un mouvement immense, répand ses flots gigantesques, et, couvrant la nature des choses d'une éternelle nuit, laisse en doute si le pays fait partie de la terre ou de la mer. Un peuple misérable occupe des buttes élevées ou des chaussées, construites de ses mains au-dessus des marées les plus hautes et couvertes de cabanes. Les habitants ressemblent à des navigateurs, lorsque les eaux inondent la plaine, et à des naufragés lorsqu'elles se retirent. Ils vont, autour de leurs huttes, à la chasse des poissons qui s'enfuient avec la mer. Ils n'ont pas de troupeaux, ils ne se nourrissent pas de lait, comme leurs voisins, et, dans l'éloignement de toute végétation, ils n'ont pas même à combattre avec les bêtes fauves. Ils fabriquent, pour la pêche, des filets de

jonc et d'autres plantes marécageuses, et font sécher au vent, plutôt qu'au soleil, la tourbe qu'ils enlèvent avec leurs mains. C'est aussi avec cette espèce de terre qu'ils font cuire leurs aliments et qu'ils réchauffent leurs membres engourdis par le froid. Ils n'ont pour boisson que de l'eau de pluie, conservée dans des fosses à la porte de leurs habitations. Et cependant voilà les nations qui se disent esclaves, s'il arrive au peuple romain de les assujettir. Tant il est vrai, ajoute-t-il énergiquement, que la fortune épargne souvent les hommes pour les punir ! *Ita est profecto : multis fortuna parcat in pœnam !* »

Et maintenant, je vous demande, messieurs, si ce n'eût pas été un grand bonheur pour lui-même, comme pour toute l'humanité, que ce peuple eût été subjugué par les légions romaines, et s'il pouvait résulter de son triomphe autre chose qu'un mal immense ? car, je vous prie d'y faire attention, la justice était la même des deux côtés, et les Germains n'avaient pas plus le droit d'envahir la Gaule, que les Romains la Germanie. Supposez que ces barbares eussent été assez forts pour pénétrer, dès le temps d'Auguste, au cœur de l'empire et pour le renverser, et figurez-vous ensuite ce que serait aujourd'hui l'Europe. Faire des vœux pour leurs armes, autant vaudrait en vérité en faire pour celles des Parthes, des Numides et des Huns.

D'abord ont-ils fondé quelque chose, bâti une ville, élevé un monument durable pour la postérité ? Ont-ils seulement ouvert ou réparé une route ? Nous n'en trouvons aucune mention nulle part. Mais nous lisons partout qu'ils ont dévasté et livré aux flammes Trèves, Tournai, Cambrai, Mayence, Worms et tant d'autres cités florissantes, car la trace de leurs pas ne conduit qu'à des décombres. Dire, comme on le fait, qu'ils ont régénéré l'Occident, mais c'est dire que mettre le feu aux villes, c'est les restaurer. La société avait besoin d'une réforme, c'est vrai ; mais ils en avaient encore plus besoin que la société.

Ils étaient si peu capables de régénérer le monde romain, qu'ils le surpassaient en corruption sans l'égaliser en lumières, et qu'après avoir vécu plusieurs siècles dans le pays de leurs conquêtes, ils se trouvèrent à la vérité supérieurs à eux-mêmes, mais fort inférieurs encore en moralité aux vaincus, dont ils s'étaient approprié tous les vices en les poussant à l'excès.

Ils ont donc été des destructeurs et non des réformateurs : c'est seulement quand ils se furent réformés eux-mêmes, quand

ils se furent élevés au niveau où les Romains étaient descendus, en un mot, si je puis parler ainsi, quand ils se furent dégermanisés, que la décadence s'arrêta. Alors, si l'esprit humain a repris son essor, si la vie commune s'est adoucie, ce n'est point aux Germains qu'il faut en rendre grâces ; ce n'est point ce qu'ils ont apporté avec eux qui nous a sauvés, c'est ce qu'ils n'ont pu détruire.

Si la peinture de leurs mœurs, dans Tacite, les place sous un jour plus favorable que les Romains, il n'en est plus de même lorsqu'on la rapproche des relations que les historiens, et Tacite lui-même, nous ont laissées sur la conduite générale de la nation et les actes particuliers des individus. Il en résulte que leur état moral n'était pas meilleur que leur état politique, et ne présentait de vertus que celles qu'on trouve chez tous les sauvages.

Pour les juger, il suffit de les voir agir, non plus dans un monde idéal, où ils auraient eu toute l'innocence de l'âge d'or ; non plus dans l'ombre de leurs forêts qui nous les dérobe ; mais lorsque, sortis de leur obscurité, ils se rapprochent de nous et se montrent au grand jour de l'histoire. Alors ils nous apparaissent, tels sans doute qu'ils avaient toujours été, aussi étrangers à ce qui est généreux, aussi sourds à la voix de la nature et du sang, que dépourvus de lumières et de sagesse. S'il est permis de juger d'un peuple par ses chefs, c'est surtout dans un temps où l'autorité mal affermie, ne rencontrant qu'une obéissance précaire, n'aurait pu se faire supporter patiemment par des hommes que ses actes eussent révoltés. Or, que voyons-nous chez les rois des Francs, dès l'origine de leur monarchie ? Ouvrons Grégoire de Tours (II, 40).

Pendant son séjour à Paris, le roi Clovis, suivant cet historien, envoya dire secrètement au fils de Sigebert : « Ton père est vieux, boiteux et infirme. S'il mourait, tu aurais son royaume avec mon amitié. » Celui-ci, emporté par l'ambition, fit égorger son père. Mais pendant qu'il était occupé à fouiller dans le trésor du roi défunt, il fut massacré par les envoyés de Clovis. Ce dernier se rendit aussitôt à Cologne, où, s'étant empressé de déclarer au peuple que c'était un crime abominable de tuer ses parents, et que pour lui il en était incapable, il fut élevé sur un grand bouclier, et devint maître des trésors et du royaume de Sigebert. Sur quoi Grégoire de Tours, non moins odieux ici que son héros,

fait la réflexion suivante : « Ainsi chaque jour le Seigneur terrassait les ennemis de Clovis, parce qu'il marchait avec un cœur droit devant lui, et qu'il faisait ce qui était agréable à ses yeux. »

Ensuite, continue-t-il, Clovis s'attaqua au roi Chararie, son parent, qui, au lieu de l'assister dans la guerre contre Syagrius, s'était tenu à l'écart, pour se ranger après l'évènement du côté du vainqueur. Clovis s'empara de lui et de son fils par trahison, et se contenta d'abord de leur faire raser les cheveux ; mais craignant plus tard leur rétablissement, il les fit décapiter, et prit possession de leurs trésors et de leur royaume.

Enfin, il y avait à Cambrai un roi franc, également de sa famille, nommé Ragnacaire. Ayant formé le projet de le dépouiller comme les autres, il commença par séduire ses leudes, et leur distribua des pièces de monnaie, des bracelets et des baudriers. Mais ses présents ne pouvaient être ruineux, car ils étaient tous en or faux. Puis s'étant avancé à la tête de son armée, il défit celle de son adversaire, qui fut arrêté par ses propres troupes. Ragnacaire fut conduit avec son frère Riquier, les mains liées derrière le dos, en présence du vainqueur, qui lui reprocha d'avoir déshonoré sa race en se laissant garrotter, et lui fendit la tête d'un coup de hache. Ensuite, s'étant tourné vers Riquier, il le tua de même, pour n'avoir pas, dit-il, secouru son frère. Et lorsque les traîtres qui l'avaient favorisé, se plaignirent d'avoir été trompés par lui avec de l'or faux, Clovis leur répondit, en les menaçant de mort, que ceux qui trahissaient leur maître ne méritaient pas un meilleur traitement.

Il tua aussi le roi du Mans, autre frère de Ragnacaire, et plusieurs autres rois, tous ses proches, et réunit par leur mort toute la Gaule sous sa domination. (*Grég.*, II, 42.)

Pour achever de le peindre, Grégoire de Tours ajoute (*ibid.*) : « Ayant un jour rassemblé les siens, il leur parla de ses parents, comme s'il n'eût pas été l'auteur de leur mort. « Malheur à moi, » dit-il, qui suis resté comme un voyageur parmi les étrangers, « et qui n'ai plus de parents pour me secourir. » Mais le rusé qu'il était, s'il tenait ces discours, ce n'était point qu'il s'affligeât de leur mort ; bien au contraire, il tâchait par là, continue son historien, d'en découvrir encore d'autres pour les perdre. »

Tel était Clovis, et tels furent, et pires encore, s'il était possible, ses fils et ses petits-fils. Leurs leudes et les autres Francs étaient-ils meilleurs ? Cela n'est pas croyable, car ils n'auraient

pas supporté de pareils maîtres; et d'ailleurs vous les verrez eux-mêmes tous également astucieux, assassins, parjures, aussi atroces dans la prospérité que lâches et abjects dans le malheur. Nous pouvons être assurés que la nation ne valait pas mieux que ses rois, et que les conquérants n'avaient pas moins de vices que le peuple conquis, sans avoir autant de qualités. Ils étaient donc bien plus capables d'aggraver le mal que de rien régénérer; et c'est ce qu'ils ont fait. Aussi les Mérovingiens laissèrent-ils la Gaule dans un état plus pitoyable qu'ils ne l'avaient trouvée.

Le christianisme et l'antiquité classique, je le répète, voilà les seuls réparateurs de la société; c'est là qu'est l'espoir, l'avenir de l'Europe et du monde. Aujourd'hui ces deux forces, après avoir dompté le germanisme, leur ennemi le plus dangereux, continuent la conquête de la terre. L'Amérique leur est soumise, une grande partie de l'Asie, la Chine même, ne peuvent plus leur résister, et le tour de l'Afrique paraît aussi venu. Mais je m'arrête, pour ne pas sortir des bornes de mon sujet. Il me suffit, messieurs, de vous avoir initiés à la pensée générale qui doit dominer tous nos travaux. Désormais nous n'aurons plus à nous occuper d'opinions, mais de documents. J'aurai soin de ramener sans cesse votre attention à l'autorité des textes, et je choisirai pour chaque question ceux qui peuvent servir le mieux à l'éclaircir. De cette manière, je ferai passer sous vos yeux des extraits de nos principaux écrivains et des actes originaux les plus importants pour notre histoire. Avant de commencer, vous le savez, par la description de l'état de la Gaule à la veille de la grande invasion des barbares, nous prendrons pour sujet de notre examen, dans notre première réunion, la Notice des provinces et des villes de ce pays, et la Notice des dignités de l'empire romain d'Occident.

B. GUÉRARD.

LETTRE A M. BEUGNOT

SUR LES SCEAUX

DE L'ORDRE DU TEMPLE

ET SUR LE TEMPLE DE JÉRUSALEM, AU TEMPS DES CROISADES.

MONSIEUR ,

Les *Éléments de paléographie*, publiés par M. de Wailly, ne sont pas seulement un exposé lucide des principes longuement développés par les Bénédictins; ils forment un nouveau traité de diplomatique, et ils ont servi la science par l'examen auquel M. de Wailly a soumis l'œuvre de ses devanciers, par les aperçus qu'il a confirmés ou rectifiés, les observations qu'il a éclaircies, les faits nouveaux qu'il a reconnus. Mais en songeant au grand nombre de monuments et de textes originaux qui sont, pour la première fois, cités dans ce livre, on ne s'étonnera pas de voir contester çà et là quelques-unes des explications proposées par l'auteur.

M. de Wailly, j'en ai la certitude, accueillerait le premier une nouvelle interprétation, si elle lui paraissait fondée; et c'est dans cette pensée que je vais présenter ici quelques observations critiques sur le sens qu'il a donné à une légende des sceaux de l'ordre du Temple, et sur l'explication d'un autre sceau du même ordre que les auteurs du *Traité de diplomatique* avaient d'abord accréditée.

Ce n'est, vous le voyez, Monsieur, qu'un objet très-secondaire dans l'ensemble des ouvrages des Bénédictins et de M. de Wailly; ce n'est qu'un point fort restreint dans la diplomatique: mais la science ne néglige jamais ces détails; et d'ailleurs la mémoire d'un ordre qui semble avoir été une institution même de la France, d'où il a reçu dix-huit de ses grands-maitres, vaut bien qu'on remette plus d'une fois à l'étude les monuments si rares de son histoire.

Le sceau des chevaliers du Temple, publié par les Bénédictins (1), avait été précédemment donné, sans explication, dans le recueil de Pérard, à la suite d'un acte de 1190, auquel il était appendu (2). Ce type représente deux cavaliers, montant un même cheval, avec cette inscription gravée autour : SIGILLVM MILITVM XPISTI. « Le sceau des chevaliers du Christ. » C'était le nom qu'on donnait souvent aux Templiers, et saint Bernard, dans l'exhortation chaleureuse qu'il adressa à la nouvelle milice, sous la forme d'un éloge, semble le préférer à celui de chevaliers du Temple, en écrivant à Hugues de Païens, leur premier grand-maître : *Hugoni, militi Christi et magistro militiæ Christi, Bernardus, Claræ Vallis, solo nomine, abbas* (3).

Si la légende s'explique sans peine, il n'en est pas ainsi de l'emblème.

On voit généralement dans les deux cavaliers à cheval sur le même destrier l'image de la pauvreté primitive de l'ordre du Temple. Cette opinion des Bénédictins, à laquelle M. de Wailly ajoute le poids de son assentiment (4), repose sur un passage assez formel, il est vrai, de Matthieu Pâris; je crois pourtant qu'elle est contestable, et je vous sou mets les difficultés qui m'empêchent de l'adopter.

Les objections seraient, sans doute, beaucoup moindres si on considérait l'image du sceau purement comme un *emblème*, sentiment vers lequel incline M. de Wailly. Mais les auteurs de la *Diplomatique*, les auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, et plusieurs écrivains après eux, ont tiré du rapprochement de ce sceau et du témoignage du chroniqueur anglais, la conséquence positive que, « dans les commencements de leur institut, les « chevaliers du Temple étaient si pauvres, qu'ils n'avaient qu'un « cheval pour deux (5). » C'est cette explication, Monsieur, qui me paraît absolument inadmissible, et sur laquelle vous me permettrez de revenir.

Les Bénédictins ont-ils eu la pensée que les premiers hommes

(1) *Nouv. traité de diplomat.*, t. IV, p. 358.

(2) *Recueil de pièces servant à l'histoire de Bourgogne*, p. 263.

(3) *Sancti Bernardi opera*, ed. a Mabillon. Nouv. édit. Gaume, 1839, tom. I, 1^{re} part., col. 1253, cf. col. 1256, 1259, cap. 3 et 4. Les collecteurs des œuvres de l'abbé de Clairvaux inscrivirent, au moyen âge, en tête de cet écrit le titre suivant : *S. Bernardi abbas de Laude novæ militiæ, ad milites Christi. Amen.*

(4) *Éléments de Paléographie*, tom. II, p. 239.

(5) *Art de vérifier les dates*, t. I, p. 514. Chronologie des grands-maîtres du Temple.

d'armes affiliés en 1118 par Hugues de Païens en aient été réduits, dans leur dénûment, à monter quelquefois deux sur le même cheval? Je ne puis m'arrêter à cette supposition. Concevrait-on une disposition à la fois plus gênante et plus nuisible aux exercices, aux courses, aux combats, qui furent, dès l'origine de la nouvelle milice, la vie habituelle de ses membres? Leur devoir essentiel n'était-il pas, en effet, de veiller à la sûreté des routes, de protéger les voyageurs, et de voler, au premier avis, sur tous les points où les pèlerins pouvaient être attaqués par les maraudeurs arabes : *Ut vias et itinera, maxime ad salutem peregrinorum, contra latronum et incursantium insidias, pro viribus conservarent* (1). Il fallait assurément, pour un tel service, des hommes alertes, bien montés, et surtout libres de leurs mouvements.

Les Bénédictins ont voulu dire, sans doute, que les premiers Templiers, manquant de chevaux, étaient obligés d'alterner pour faire servir tour à tour la même monture à deux hommes. Eh bien, arrêtée même à ce sens, je ne crois pas que l'interprétation puisse encore se justifier.

Matthieu Pàris, dont nos savants religieux invoquent l'autorité, dit seulement que le sceau des Templiers rappelle les humbles origines de leur communauté : *Unde, propter primitivæ paupertatis memoriam, et ad humilitatis observantiam, in sigillo eorum insculpti sunt duo unum equum equitantes* (2). Ainsi, d'après le moine de Saint-Albans, le sceau aux deux cavaliers exprimait un symbole, *memoria*, et pas autre chose. Au reste, Matthieu Pàris écrivait plus de cent ans après la fondation de l'ordre de Hugues de Païens; j'écarte donc son témoignage insuffisant pour interroger de plus près les usages et les textes du temps même où l'association prit naissance.

Hugues de Païens et ses compagnons n'étaient point de riches seigneurs, cela paraît certain; ils n'avaient à Jérusalem ni terres ni maisons où fonder leur communauté; ils durent donc demander l'hospitalité du roi Beaudouin, qui leur donna quel-

(1) Guill. de Tyr, lib. XII, cap. 7, nouv. édit., t. I, p. 520.

(2) *Chronica ad calcem historie majoris*. Nouv. traité de diplomat., t. IV, p. 358. Je dois avouer qu'en recherchant avec attention dans les diverses parties de la chronique de Matthieu Pàris et de Rishanger, son continuateur, il m'a été impossible de retrouver le passage extrait par les Bénédictins. Se serait-il glissé une erreur dans le renvoi de leur citation, que je reproduis intégralement?

ques dépendances de son palais : *Quibus quoniam neque ecclesia erat neque certum habebant domicilium, rex in palatio suo, quod secus templum Domini ad australem habet partem, eis ad tempus* (1) *concessit habitaculum* (2).

Il n'est à cela rien d'étonnant : tous les croisés, même les nobles, n'étaient pas devenus propriétaires terriens en Syrie, encore moins dans l'intérieur de la ville de Jérusalem, où il s'agissait d'établir le nouvel ordre. Mais il faut pourtant remarquer que Hugues de Païens et la plupart des hommes d'armes associés à son projet étaient chevaliers, cela est dit positivement par Guillaume de Tyr : *Quidam nobiles viri de equestri ordine* (3); et, bien qu'ils aient dès le principe consenti à recourir à la piété publique pour subvenir à leurs besoins, il semble difficile d'admettre qu'ils n'aient pas possédé ou sollicité, dès la première pensée de leur réunion, les moyens d'acheter des chevaux dans un pays où les chevaux sont à si bas prix et pour une société aussi peu nombreuse que la leur pendant ses premières années; ils furent neuf seulement jusqu'en 1128 (4).

Enfin, la règle que leur donna le pape Honorius en cette année-là, dix ans après leur première association, nous apporte une preuve décisive. Il est dit dans ce règlement, où la pauvreté encore réelle de l'ordre est attestée à chaque article, non pas que les chevaliers devront faire servir un cheval à deux hommes, mais que chaque chevalier pourra avoir jusqu'à deux ou trois chevaux, et même davantage : *Unicuique vestrorum militum tres equos licet habere, quia..... eximia paupertas amplius non permittit impræsentiarum augere, nisi cum magistri licentia* (5). Et, en effet, les Templiers étaient renommés pour le nombre et la bonté de leur cavalerie; on disait déjà d'eux, du temps de Hugues de Païens, qu'ils aimaient à avoir de bons et vigoureux chevaux : *Equos habere cupiunt fortes et veloces* (6).

(1) La concession devint définitive; car les Templiers ont occupé cette partie du palais des rois tout le temps que Jérusalem a été au pouvoir des Francs. Cf. les témoignages de G. de Tyr et d'Emal Eddin, cités plus loin, p. 395.

(2) Guill. de Tyr, lib. XII, c. 7, t. I, p. 520.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 521.

(5) Art. 30 de la règle. Concil. Trecens. 1128. Labbe, *Collect. concil.*, t. X, col. 929. Mansi, tom. XXI, col. 365.

(6) S. Bernardi opera, tom. I, col. 1260. *De Laude novæ militiæ ad milites Christi*, cap. 4.

Je crois qu'en présence de ces textes positifs, pris à une époque si voisine de la création de l'ordre, il est impossible d'admettre que les premiers Templiers aient jamais été obligés de faire servir le même cheval à deux hommes. Et dès lors l'interprétation qui fait de l'image représentée sur le sceau de 1190 le symbole de leur extrême dénûment, perd son plus sûr appui.

Ne penseriez-vous pas, Monsieur, que le cheval aux deux cavaliers, au lieu d'être l'emblème d'un état de gêne qui, dans tous les cas, n'a pu jamais avoir les conséquences impraticables qu'on lui donne, était plutôt le signe de l'union et du dévouement, recommandés dans tous les ordres religieux, nécessaires surtout dans une association d'hommes destinés à braver ensemble les périls de la vie militaire? C'est pour entretenir ces sentiments d'égalité et de fraternité, vieilles vertus du christianisme, qu'on faisait manger les Templiers, deux à deux, dans leurs réfectoires : *Duos et duos manducare generaliter oportet* (1). Ils méritaient ainsi les éloges de l'abbé de Clairvaux : *Dicas universæ multitudinis esse cor unum et animam unam. Persona inter eos minime accipitur; desertur meliori, non nobiliori. Honore se invicem præveniunt; alterutrum onera portant, ut sic adimpleant legem Christi* (2).

Avant d'aller plus loin, permettez-moi encore une remarque sur le sceau aux deux cavaliers, dont on retrouve des empreintes apposées à diverses chartes des archives nationales (3).

Tous ces documents, ainsi que l'acte de 1190, publié dans le recueil de Pérard, émanent de commandeurs ou de lieutenants du grand-maître, délégués en France; mais le type qui les scelle n'était point réservé exclusivement aux officiers exerçant leurs fonctions dans ce pays; il servait à tous les dignitaires de l'ordre, tant en Occident qu'en Orient. Nous le retrouvons sur le sceau de plomb, authentiquant un accord conclu à Saint-Jean-d'Acre, le 15 octobre 1221, entre les Templiers et les Hospitaliers (4). Le flan de métal pendu à la charte a été frappé d'une double empreinte d'égale dimension : l'une offrant les deux cavaliers :

(1) Art. 11 de la règle. Labbe, t. X, col. 926; Mansi, t. XXI, col. 362.

(2) *De Laude novæ militiæ*, cap. 4. Oper., t. I, col. 1259.

(3) Acte de 1202, carton S, 5007 A; acte de 1259, L. 1478, etc.

(4) Paoli, *Codice diplomatico del sacro ordine Gerosolimitano*, tom. I, pl. V, n° 51.

c'était le sceau du grand-maitre Pierre de Montaigu, qui intervenait nominativement dans l'acte ; l'autre représentant un emblème dont nous allons parler, et qui servait de sceau général à l'ordre, quand il agissait en communauté. Un usage semblable s'observait dans l'expédition des chartes des monastères, où l'abbé et le couvent étaient toujours nommés collectivement, bien qu'ils eussent presque toujours des sceaux distincts (1).

Je me suis déjà arrêté longtemps aux sceaux des deux cavaliers, et pourtant les observations sur lesquelles je désire appeler plus particulièrement votre attention leur sont étrangères. Elles concernent deux types que M. de Wailly a le premier signalés, et qui dépendent d'actes de 1171 et 1255, conservés aux archives, dans les cartons S. 2115, J. 198 (2).

Le sceau de 1171 n'a qu'une empreinte, rappelant ou représentant le temple de Jérusalem par une coupole élevée au-dessus de deux arcades ; c'est le même sujet qui se trouve, bien mieux exécuté, au revers de la bulle de plomb de 1221. Le travail du coin de 1171 est extrêmement grossier, et le dessin de l'image si incorrect que le dôme, confondu avec son soubassement en arcades, semble former un globe ; mais c'est bien incontestablement une coupole, la grande coupole du Temple, et par suite le Temple même, que le graveur a voulu figurer sur le sceau.

On sait que, dans la sphragistique, la particularité saillante de l'objet ou de la pensée que l'on veut rappeler équivaut à sa représentation complète. La Tour ou le Donjon est le signe du château et de la seigneurie ; la Porte ou le Beffroi, le signe de la cité ; par l'application de la même idée, la Coupole, qui est l'objet le plus apparent des édifices réunis dans le grand espace qu'on appelait le Temple, où se trouve aujourd'hui la mosquée d'Omar à Jérusalem, cette Coupole avait été adoptée et placée sur les sceaux par l'ordre du Temple, comme le signe qui indiquait le plus naturellement son nom, son origine et sa première résidence. Les chevaliers de Saint-Jean de l'Hôpital figuraient de même sur leur sceau conventuel un malade alité, en souvenir du but primitif de leur communauté.

(1) Au moins dès le douzième siècle. Voy. *Nouv. traité de diplomat.*, tom. IV, p. 352.

(2) *Éléments de Paléographie*, tom. II, p. 239.

Puisque l'occasion s'en présente ici, je dirai un mot du Temple de Jérusalem, et je m'arrêterai même à quelques particularités de sa description, afin de nous prémunir contre l'autorité de plusieurs écrivains [du savant éditeur du *Procès des Templiers*, par exemple (1)], qui ont confondu ce monument avec le Saint-Sépulcre. Ces explications préliminaires me seront d'ailleurs utiles dans la discussion où j'aurai à entrer plus loin au sujet des sceaux de l'ordre, décrits par M. de Wailly.

Le Temple de Jérusalem s'appelle, dans son ensemble, *El-Haram*, la *Maison de Dieu*, dénomination antique que les musulmans ont religieusement conservée, et qu'ils n'ont donnée qu'à un seul édifice autre que celui-ci, à la grande mosquée de la Mecque. Le Haram de Jérusalem est situé sur le mont Moria, vis-à-vis de la montagne des Oliviers, dont il est séparé par la vallée des Tombeaux et le Cédron, sur l'emplacement même où s'élevait autrefois le temple construit par Salomon avec les bois du Liban, renversé par les soldats de Nabuchodonosor, reconstruit par Hérode et détruit pour la dernière fois par Titus. C'est là que Marie avait présenté le Sauveur à sa naissance, que Jésus devenu enfant avait étonné les prêtres de sa sagesse précoce; c'est des degrés de cet édifice qu'il chassa les marchands, et c'est le voile dont le Saint des Saints y était couvert qui se déchira après la passion du Golgotha.

Le Temple, indépendamment de la vénération qui s'y rattachait comme monument des rois de l'Ancien Testament, avait donc pour la piété des chrétiens un caractère plus auguste encore; il avait été fréquenté par Jésus, il avait été sanctifié par sa présence et celle de sa mère. Aussi les écrivains chrétiens l'ont-ils souvent appelé le *Temple du Christ*, comme les Templiers étaient quelquefois nommés les *chevaliers du Christ*, bien que le tombeau du Rédempteur ne fût pas renfermé dans son enceinte. Le Saint-Sépulcre est situé à l'autre extrémité de la ville, près de la route de Jaffa, et n'a rien de commun avec le Temple, ni par son histoire ni par son architecture. L'église du Saint-Sépulcre est toute chrétienne, le Temple est d'une construction entièrement arabe.

L'El-Haram, ainsi que l'ancien temple hébraïque, forme dans Jérusalem un quartier à part, composé de mosquées, de cha-

(1) Dans son *Hist. de France*, t. III, p. 129, et dans son étude sur les Templiers, *Revue des Deux Mondes*, 1837, t. II, pag. 284.

pelles, d'écoles, de maisons, de cours et autres dépendances, renfermées dans une vaste enceinte en parallélogramme, qui rappelle la disposition même du tabernacle portatif des Israélites errants dans le désert.

Les Arabes musulmans, devenus maîtres de la ville de David, dès le premier siècle de leur ère et le sixième de J. C., laissèrent aux chrétiens les églises qui s'y étaient élevées depuis la conversion de Constantin; mais ils se réservèrent l'emplacement du Temple auquel se rattachaient les traditions de l'Ancien Testament, acceptées et consacrées par Mahomet dans sa religion nouvelle. Omar jeta en ce lieu, couvert encore de ruines au sixième siècle, les fondements de la mosquée qui porte son nom; les califes, ses successeurs, élevèrent les divers édifices qui l'entourent, et notamment la *mosquée de la Roche* ou de la *Sakhra*, dont la grande coupole recouvre la pierre vénérée où Jacob reposait sa tête, lorsqu'il vit en songe l'échelle mystérieuse communiquant de la terre au ciel.

Au onzième siècle, les croisés, en occupant tous ces lieux, se bornèrent à y faire les changements que nécessitaient le culte chrétien et la nouvelle destination donnée à quelques édifices. Cela résulte du témoignage concordant des historiens chrétiens et des chroniqueurs arabes (1).

Au treizième siècle enfin, les musulmans, rentrés à Jérusalem, rétablirent au Temple les ministres et les emblèmes de l'islamisme. Mais à travers toutes ces révolutions, l'El-Haram resta, dans son ensemble, ce qu'il avait été dès les premiers califes et ce qu'il est encore aujourd'hui, sauf quelques additions faites par les Turcs.

Dans le nombre de ces édifices, deux surtout sont remarquables : ce sont la mosquée d'Omar, qu'on appelle aussi *El-Aksa*, ou *Mosquée d'occident*, relativement à celle de la Mecque, et la mosquée de la *Sakhra*, quelquefois nommée le Dôme ou la coupole *Sakhra* (2). Les anciens voyageurs ont souvent réuni

(1) Cf. Guill. de Tyr, t. I, p. 324 et suiv., p. 392. Jacques de Vitry, ap. Bongars, p. 1066, 1079 et suiv. M. Reinaud, *Chroniques arabes*, p. 12, 214, 215. La seule dégradation que l'auteur arabe d'une histoire de Jérusalem reproche aux chrétiens, c'est d'avoir détaché un fragment de la roche sacrée de Jacob. Voy. les extraits de l'*Histoire de Jérusalem et d'Hébron*, par Medjired-din-El-Alemi, traduits en français et publiés par M. de Hammer dans les *Mines de l'Orient*, tom. III, p. 125.

(2) El-Alemi, *Hist. de Jérusalem*, p. 158, 162.

ces deux monuments sous le même nom, et j'en crois à peine mes yeux, en voyant que le savant auteur de la *Palestine*, M. Munck, a reproduit sans correctif leur relation (1), bien qu'il ait ailleurs soigneusement séparé l'El-Aksa de la Sakhra (2). Il est en effet essentiel de bien distinguer les deux édifices, si l'on veut d'abord se représenter exactement le Temple tel qu'il est, et en second lieu, se rendre compte de certaines dénominations employées fréquemment dans les chroniques et les chartes du temps des croisades.

En portant les yeux du dehors sur le vaste enclos du Haram, où nul chrétien ne peut pénétrer sans s'exposer pour le moins à l'abjuration, mais que l'on peut très-commodément examiner de la montagne des Oliviers, et mieux encore de la terrasse du gouverneur de la ville, contiguë à l'enceinte; en voyant ainsi le Haram, ce qui frappe surtout les regards, c'est la mosquée de la Sakhra, isolée sur une plate-forme, au milieu d'une vaste cour, et couronnée par une superbe coupole, qui domine tout l'enclos. On est naturellement porté à croire que cette mosquée, ainsi disposée, est le monument principal du lieu; et c'est là, je pense, ce qui a trompé le voyageur anglais Robinson, cité par M. Munck, et l'illustre auteur de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, très-fidèle, en général, dans sa description de la ville sainte. Toutefois, et si majestueux que soit son emplacement, la Sakhra n'a dans la liturgie musulmane que le rang de chapelle; ce n'est qu'une dépendance de la mosquée d'Omar, comme les baptistères de Pise et de Florence, dont elle rappelle la forme, dépendent des églises voisines. Son diamètre est de quatre-vingt-dix pieds hors d'œuvre, d'après Badia, qui, à la faveur de son déguisement, put la visiter plusieurs fois. El-Aksa, la grande mosquée, la vraie mosquée, est un vaste vaisseau à sept nefs, de deux cents pieds de long sur cent cinquante pieds de large à l'intérieur, et termine le Haram vers le sud (3).

Nous retrouvons, pendant les croisades, les mêmes distinctions établies sous des désignations particulières et précises, entre les monuments dont je viens de parler.

L'enclos, avec tous ses bâtiments, s'appelait communément le

(1) *Palestine*, publiée par M. Didot, 1845, p. 662, a, et pl. 50.

(2) *Ibid.*, p. 614.

(3) *Voyages d'Ali-Bey*, t. III, chap. 6, atlas, pl. LXXI et LXXII.

Temple; mais il avait conservé aussi son autre nom antique de Maison de Dieu, *Domus Dei* (1), adopté successivement par les juifs, les musulmans et les chrétiens. La mosquée El-Aksa, c'est le *Temple Salomon*; la Sakhra, c'est le *Temple Dominus* ou *Temple Domini*, noms qui reviennent si souvent dans Guillaume de Tyr, dans Jacques de Vitry, dans le cartulaire du Saint-Sépulchre, et dans le code diplomatique de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, publié par Paoli.

La Sakhra avait été convertie en une église, que desservait un chapitre de chanoines; son chef prenait le titre de prieur du Temple ou d'abbé du Temple Domini; El-Aksa, et ses dépendances, transformé en palais, était devenu la résidence des rois de Jérusalem. Guillaume de Tyr nous donne sur ces faits des renseignements très-positifs, que je citerai dans la rédaction latine et dans la traduction française, parce qu'ils précisent un point essentiel de la topographie de Jérusalem sous nos princes croisés, auquel le silence des anciens voyageurs me semble donner quelque intérêt. « Dans mes promenades au milieu de Jérusalem, écrivait « l'un des auteurs de la Correspondance d'Orient, en avril 1831, « je cherche les palais des rois francs, j'interroge toute chose « pour savoir où fut leur demeure; mais rien ne me répond dans « cette cité morte, où tout est muet, les hommes comme les « ruines (2). »

Heureusement l'archevêque de Tyr nous l'apprend dans le chapitre 3^e du VIII^e livre de son histoire. Après avoir décrit le Golgotha et le mont Sion, l'historien ajoute, au sujet du mont Moria, dont il fait connaître les monuments : *In altero vero monte, qui in parte est orientali, in declivo ejus, Templum Domini est ab austro vero domum habet regiam, quæ vulgari appellatione Templum Salomonis appellatur* (3). Le traducteur français connaissait Jérusalem, car il a très-exactement rendu toute cette description . . . : « El pendant, siet li Temples que « la laie gent apele le *Temple Dominus*, là où David acheta place « por mettre l'arche nostre Seigneur et Salomon i fist le temple,

(1) Cf. Concil. Trecens., Labbe, tom. X, col. 929. Mansi, tom. XXI, col. 365. S. Bernardi opera, édit. Gaume, tom. 1, part. 1, col. 1261. *De Laude novæ mil.*, cap. 5.

(2) Cent-dix-huitième lettre, M. Poujoulat à M. Michaud. *Correspondance*, t. V, p. 162.

(3) Guill. de Tyr, lib. VIII, cap. 3, t. 1, p. 325.

« par le commandement Dame Dieu ... Devers midi siet la meson
« reaux que l'on apele le *Temple Salomon*, etc. »

C'est donc là, dans la mosquée El-Aksa, dans le Temple Salomon, qu'habitait, comme ses prédécesseurs, le roi Baudouin II, quand, en l'année 1118, il céda à la confrérie militaire de Hugues de Païens une partie de son palais, et quand les chanoines du Temple Domini, établis probablement à la Sakhra comme chapelains de la demeure royale, louèrent aux frères, pour leurs dégagements, une cour située près du temple. Telles sont les circonstances qui firent donner aux nouveaux religieux le nom de Chevaliers de la milice du Temple, ou Chevaliers du Temple : *Qui, quoniam juxta Templum Domini, ut prædiximus, in palatio regio mansionem habent, fratres militiæ Templi dicuntur* (1).

D'après Emal Eddin, secrétaire de Saladin, il paraît que les Templiers occupaient l'étage inférieur, le rez-de-chaussée du palais royal; car cet historien, en faisant connaître les purifications effectuées dans les édifices de la ville de Jérusalem, reprise aux chrétiens par le sultan son maître, rapporte que les Templiers avaient élevé un mur devant le *mihrab* de El-Aksa (2), c'est-à-dire, devant la niche qui est pratiquée dans la nef de la mosquée, comme dans tous les autres temples musulmans, pour indiquer aux fidèles la direction de la Mecque, que doivent suivre leurs regards et leurs prières.

Jacques de Vitry décrit encore le Temple en ces termes : *Templum autem Domini sanctum, quod in monte Moria a Salomone constructum est, inter loca sancta nullatenus est prætereundum. In hoc loco supra rupem, quæ adhuc in eodem loco consistit, dicitur stetisse et apparuisse David exterminator angelus ... inde Saraceni Templum dominicum usque hodie Rupem* (3) *appellant.* Et plus loin, après avoir rappelé les divers prodiges opérés dans ce lieu, il ajoute : *Est præterea Hierosolymis templum aliud, immensæ quantitatis et amplitudinis, a quo fratres militiæ Templi, Templarii nominantur, quod templum Salomonis nuncupatur, forsitan ad distinctionem alterius quod specialiter Templum dominicum appellatur* (4).

Dans un tableau des événements d'Orient au treizième siècle,

(1) Guill. de Tyr, lib. XII, cap. 7, t. I, p. 521.

(2) M. Reinaud, *Chroniques arabes*, p. 215.

(3) *Rupis* est la traduction même de *Sakhra*, mot arabe qui signifie *Roche*.

(4) Jacques de Vitry, *Hist. orient.*, cap. 62. Ap. Bongars, p. 1080 et 1081.

qui semble extrait d'une lettre, et que l'on attribue aussi à l'évêque de Saint-Jean d'Acre, se trouvent ces détails, d'où les citations précédentes reçoivent encore plus de précision : *In Templo Domini abbas est et canonici regulares. Et sciendum est, quod aliud est templum Domini, aliud templum militiæ. Isti clerici, illi milites* (1). Je n'ajoute plus qu'une citation, et je donne ce texte, parce qu'appartenant à l'époque où Jérusalem était définitivement retombée au pouvoir des musulmans, il nous montre les mêmes dénominations conservées à la fin du règne des rois francs, comme nous les avons trouvées dès les premiers temps. Il est emprunté à la description de Jérusalem que vous avez publiée, Monsieur, dans le second volume des Assises : « Entre le mur de la cité, dit « le narrateur, et le mur des portes Oires (2) si estoit li Temples. « A mein destre, si come en issoit de ces portes, estoit li *Temples* « *Salomon*, là où li frère du Temple manioient. A la droiture des « portes Précieuses et des portes Oires estoit li moustiers du « *Temple Domini*. Et si estoit en haut, si come il monta aus degrez haus (3). Et quant en montoit ces degrez, si trouvoit on « moult large ; et cis pavement aaloit tout entour le moustier du « Temple. Li moustiers dou Temple estoit tout rons (4). »

Les lieux sont encore exactement comme les représente ce chroniqueur anonyme, qui paraît avoir écrit dans la seconde moitié du treizième siècle. L'édifice octogone de la Sakhra, l'ancienne église du Temple Domini, à laquelle il affecte plus particulièrement le nom de Temple, paraît en effet *tout rond*, comme il le dit ; et la mosquée El-Aksa, ou Temple Salomon, a bien les vastes proportions qu'indiquent ces mots de Jacques de Vitry : *Immensæ quantitatis et amplitudinis templum*.

Après ces détails, peut-être trop longs, j'espère que la traduction de la légende du sceau de 1171, qui nous occupe toujours, ne laissera plus d'incertitude. L'inscription est composée de ces mots : + MIL. TEMPLI SAL., que M. de Wailly pense avoir la signification de : + *Militia Templi Salutis* (5). Le Temple du

(1) Martène, *Thes. anecdot.*, tom. III, col. 277.

(2) Portes dorées ; porte à l'est de la mosquée El-Aksa, et murée dès le temps des rois francs.

(3) Ces mots semblent faire allusion à l'expulsion des marchands du Temple par Jésus-Christ.

(4) *Assises de Jérusalem*, tom. II, append., not., p. 532, 533.

(5) *Éléments de Paléographie*, tom. II, p. 239.

Salut, ce serait le Temple de la Résurrection, l'église du Saint-Sépulchre, où les frères de l'ordre de Hugues de Païens n'eurent jamais rien à prétendre; mais il s'agit évidemment ici du Temple même qu'habitaient ces chevaliers, et dès lors je crois devoir lire *Militia*, ou *Milites Templi Salomonis*. Les frères tenaient à honneur de conserver ce nom glorieux qu'ils avaient adopté dès la création de leur ordre. En 1128, Honorius II les appelait dans leur première constitution : *Pauperes commilitones Christi, Templique Salomonici* (1); l'article 30 désigne la communauté sous le nom de *Domus Dei Templique Salomonis* (2). La règle en français, rédigée plus tard par l'ordre même, leur donne aussi ce nom : Art. 47 : « Ils sont chevaliers en la meson de Dieu et du temple » Salomon.... Art. 48 : A tous les chevaliers seculiers qui desirant, o pur corage, servir a termine à Jhesu-Crist et à la meson dau temple Salomon, nos commandons achiter fealment » cheval convenable (3). » Une pièce du cartulaire de Champagne, de 1177, citée par du Cange, les appelle aussi *fratres militiæ Salomonis* (4).

J'arrive enfin, Monsieur, au sceau de 1255 (Archiv. J. 198. B. n° 100), qui offre plus de difficulté que tous les autres.

L'acte auquel il pend est muni de deux sceaux dont les sujets sont semblables, sauf quelques modifications dans les légendes, à ceux du flan de 1221.

La charte de 1221 et celle de 1255 sont scellées du type particulier des grands-maîtres et du type général de l'ordre du Temple, ou sceau aux deux cavaliers, que les documents désignent quelquefois sous le nom de *sigillum consuetum*. Sur l'acte de 1221, dressé en Syrie, les empreintes sont contre-apposées aux deux revers du sceau qui est en plomb, suivant un usage très-fréquent dans les chancelleries du midi de l'Europe et des états francs d'Orient; sur la charte de 1255, rédigée en France, les deux types sont séparés et appliqués chacun sur une rondelle de cire sans revers. Ce sont, du reste, de part et d'autre, les

(1) *Concil. Trecens.*, ap. Labbe, tom. X, col. 923. Mansi, tom. XXI, col. 359. Cf. Paoli, *Codice*, t. I, p. 37, etc.

(2) Labbe, col. 929. Mansi, col. 365.

(3) *Règle et statuts secrets* (sic) *des Templiers, publiés d'après les manuscrits inédits*, par M. Maillard de Chambure, conservateur des archives de Bourgogne, p. 239. Paris, 1840, in-8°.

(4) *Gloss. lat.*, v° *Templarii*.

mêmes emblèmes, et je réunis à dessein la description de ces monuments, pour montrer leur connexité évidente. Au droit du plomb de 1221, nous voyons les deux cavaliers montant le cheval unique; autour le commencement de la légende : SIGILLVM MILITVM; au revers, la coupole du Temple, avec la fin de la légende : DE TEMPLO CRISTI (1). Sur les sceaux de 1255, celui du grand-maître offre de même l'emblème des deux cavaliers; mais ce type étant destiné à servir sans contre-sceau, sa légende a un sens complet : SIGILLVM MILITVM XPISTI; le deuxième sceau, type de la communauté, pareil au revers du sceau de Paoli, représente le Temple avec cette inscription dont je reproduis fidèlement les signes d'abréviations : S'. TVBE. TEMPLI
 Ω
 XPI.

La coupole du Temple ne s'offre plus ici, comme dans le sceau de 1171, sous une forme grossière et presque méconnaissable; c'est un beau dôme moresque, élevé au-dessus de quatre pans en arcades qui rappellent évidemment le pourtour octogonal du monument de la Sakhra. La mosquée de la Roche était surmontée d'une croix, à l'époque où elle se nommait le Temple du Seigneur ou le Temple du Christ (2), la croix figure sur nos sceaux à son sommet, et sert en même temps de sigle initial aux légendes. Tout s'explique donc aisément dans l'emblème; et il ne nous reste plus qu'à trouver la signification de la légende.

Si, comme le pense M. de Wailly, elle doit se lire ainsi : *Sigillum tumbe Templi Christi*, elle aura le sens de ces mots : *le sceau du tombeau du Temple du Christ*, ou bien *le sceau de l'église du tombeau du Christ*. Dans les deux cas, l'édifice mentionné serait incontestablement le Saint-Sépulcre, et je crois pouvoir conclure, de nos précédentes observations, qu'il faut absolument écarter le Saint-Sépulcre de l'interprétation des monuments de l'ordre du Temple. Les seuls personnages qui eussent le droit de placer sur leurs sceaux le tombeau du Christ dans le royaume de Syrie étaient les chanoines du Saint-Sépulcre, préposés à sa garde, ou le patriarche de Jérusalem, qui demeurerait dans ses dépendances et qui prenait quelquefois

(1) Ainsi, dans la planche de Paoli, tab. V, n° 5. Il y avait probablement à l'original : DE TEMPLO XPISTI, comme sur le sceau des archives.

(2) El-Alemi, *Histoire de Jérusalem*. Mines d'Orient, tom. III, p. 158, 162.

le titre de *patriarche de l'église de la Résurrection* (1). Nous connaissons les sceaux de ce dignitaire, ceux des chanoines et du prieur du Saint-Sépulchre : ils représentent en effet, les uns et les autres, le tombeau de Jésus-Christ, figuré tantôt comme une simple cuve funéraire qu'entourent les anges témoins de la résurrection (2) ; plus souvent comme un édicule à coupole, isolé sous le dôme d'une église (3), imitation de l'intérieur de l'église du Saint-Sépulchre, avec ces légendes en abrégé : *Sigillum Wilhelmi patriarche* ; au revers : *Sepulcrum Domini nostri Jehsu Christi* ; *Willelmus Patriarcha*, et le même revers ; *Sigillum canonicorum sanctissimi sepulchri* ; *Sigillum Petri prioris Domini sepulchri* ; etc.

Ces emblèmes ne peuvent, en aucune manière, s'appliquer au Temple, et c'est dans l'histoire de l'ordre ou du monument du Temple même qu'il faut nécessairement chercher l'explication de cette inscription curieuse : *Sigillum tube templi Christi*.

M. Jal, auteur d'un mémoire relatif aux croisades de saint Louis, lu dans une séance de l'Académie des inscriptions, a cité deux documents provenant des registres d'un notaire de Gênes, des années 1250 et 1253, dans lesquels il est question de chartes de l'ordre du Temple, scellées, dit le tabellion, *sigillo tubæ domus Templi*, ou *sigillo tubæ Templi* (4). Ces sceaux, dont l'interprétation forme une note étendue du mémoire (5), étaient évidemment pareils à celui qui scelle notre document de 1255 des archives de Paris. M. Jal, après avoir signalé ce rapprochement, éloigne, et je crois par de bonnes raisons, les diverses explications que l'on a données au sujet de *Tube*.

M. Quatremère, pensant que ce mot doit se lire *turbe*, et lui donnant le sens de *militia*, explique ainsi la légende du sceau : *Sigillum turbe Templi*, « le sceau de la milice du Temple (6). » Mais

(1) *Amalricus, sancte Resurrectionis ecclesie patriarcha*. Sceau et charte de 1177. Paoli, *Codice diplom.*, t. I, p. 63, pl. III, n° 35. Le revers du sceau représente la résurrection de J. C., à la différence des autres sceaux, où est figuré son tombeau.

(2) Paoli, t. I, pl. II, n° 13.

(3) Paoli, t. I, pl. II, n° 14 ; pl. III, n° 36 ; pl. V, n° 53.

(4) *Mémoire sur quelques documents génois relatifs aux deux croisades de saint Louis*, par M. Jal ; lu à l'Académie des inscriptions dans les séances des 11 et 18 février 1842. Extrait des *Annales maritimes*, mai 1842, in-8°, Paris, 1842, p. 28 et 62.

(5) Mémoire de M. Jal, p. 61—68.

(6) Mémoire de M. Jal, p. 67.

turba avait-il bien le sens de *militia*, au moyen âge ou dans l'antiquité? Les deux mots ne représentaient-ils pas, au contraire, des idées opposées de corps réguliers et de foule désordonnée? D'ailleurs, il n'y a aucun signe d'abréviation au-dessus du mot TVBE, ni dans le sceau de 1255 ni dans les copies des documents de Gênes, et cette circonstance, qui ne paraît pas être fortuite, s'oppose aussi bien à la lecture de *sigillum turbe templi Christi*, proposée par M. Quatremère, qu'à celle de *sigillum tumbæ templi Christi*, proposée par M. de Wailly. Il est difficile d'admettre en effet que le graveur ait placé un signe d'abréviation au-dessus de ce monogramme si connu du nom du Christ : $\overline{\text{XPI}}$, où il n'était pas nécessaire, et qu'il ait négligé de l'indiquer, quoiqu'il en eût la place, au-dessus d'un terme peu usité et employé ici dans un sens exceptionnel.

Il faut donc nous en tenir au mot TVBE, tel qu'il est écrit sur les monuments, et chercher à l'expliquer comme il se trouve, sans changement, sans addition, derniers moyens d'interprétation auxquels on doit recourir.

M. Jal a proposé les diverses explications de *trompette*, *héraut*, *coupole*, et quelques autres qu'il a rejetées comme ne lui paraissant pas satisfaisantes (1). Je ne les discuterai pas toutes; mais j'en reprendrai une en mon nom, espérant démontrer qu'elle renferme seule la solution de la question qui nous occupe.

Je crois que TVBA a le sens de *coupole*, et il me semble que ce terme est venu, légèrement altéré par la prononciation, du radical qui a cette signification dans plusieurs idiomes d'Orient.

(1) « Je me suis demandé si le sceau en question était celui du trompette de l'ordre (*tuba* pour *tubator*, du Cange); mais pour cela il aurait fallu que ce héraut fût un des grands fonctionnaires de la maison du Temple.... La *tuba templi* est-elle un symbole? C'est possible; mais comment saint Bernard n'aurait-il point parlé d'une figure mystérieuse qui aurait eu une telle importance? Si *tuba* signifiait trompette, et si cette trompette était symbolique et sacramentelle, la figure de l'instrument n'aurait-elle pas été gravée sur le *sigillum tube*. Au lieu de l'instrument, que voit-on? Un édifice avec son dôme, un temple, probablement le temple de Jérusalem. Est-ce à l'édifice ou seulement à sa coupole que se rapporte *tuba*? Ce mot désigne-t-il le temple qui est représenté sur le sceau, et le sceau est-il le *sigillum TYPi templi Christi*? ou bien *tuba* est-il synonyme de *tholus*, signifiant coupole?... J'ai dû chercher si *tuba* n'est pas la latinisation d'un mot arabe adopté par les premiers chevaliers pour désigner ou le temple ou sa coupole; j'ai su que l'arabe n'a aucun radical dont on puisse raisonnablement inférer *tuba*... J'ai épuisé toutes les conjectures sans oser m'arrêter à aucune. » Mémoire de M. Jal, p. 64, 65.

Je ne sais rien de la langue arabe, Monsieur ; mais une circonstance nécessaire à rappeler, pour le besoin de la cause, m'en a appris un mot que j'ai eu toujours depuis présent à ma mémoire.

Nous étions partis depuis dix jours de Gaza pour nous rendre par terre en Égypte, et il nous semblait que le Caire, vers lequel nous nous dirigeons, reculait toujours devant nous ; nous avions depuis longtemps dépassé l'oasis de Belbeis, où Amauri 1^{er} rendit sa célèbre assise sur le service militaire, où je me rappelai avec bonheur mes travaux sur les croisades et votre bienveillante direction, qui sera toujours pour moi si utile et si flatteuse ; quand enfin, quelques heures après, Hanka, un de nos guides, en apercevant le premier les grands tombeaux qui précèdent le Caire vers l'orient et les mosquées qui dominent ses murs, se met à genoux en criant de joie, car il était aussi fatigué que nous-mêmes de notre rapide voyage : *Coba, Coba, Massr!* « les coupoles, les coupoles, voilà le Caire! » J'avoue que je fus loin de songer alors à Hugues de Païens ou à son ordre ; mais je n'ai jamais oublié ni le tableau splendide que nous avions sous les yeux, ni l'exclamation de notre scheikh, et en revoyant aujourd'hui les sceaux de l'ordre du Temple, je fais un rapprochement d'où me paraît sortir le mot de notre légende. *Coba*, qui désignait les coupoles des mosquées du Caire, ne s'appliquerait-il pas aussi à la coupole de la Sakhra, et par conséquent à la coupole de notre sceau ? Et *tuba*, qui, prononcé plus correctement, devait être *cuba*, ou *couba* (1), ne serait-ce pas le nom de ce dôme sous une forme arabe ?

Si la légende portait CVBE au lieu de TVBE, le sens en serait bien plus facilement rendu sensible ; mais, quelle que soit la confusion qui s'établit souvent dans les textes du moyen âge entre le C et le T, je suis forcé de conserver intact le mot TVBE, car les lettres en sont toutes bien distinctes et parfaitement lisibles sur le sceau de 1255. Remarquons, toutefois, que les

(1) On voit à Palerme les ruines d'un ancien palais arabe nommé *Cuba* ou *Kouba*, peu éloigné de la *Ziza*. Fazello et d'autres antiquaires siciliens pensent que ces noms ont été d'abord ceux de deux filles d'un roi maure (*De rebus siculis*, Catan. 1749, t. 1, p. 331) ; quelques savants ont voulu chercher leur origine dans les mystères de Cérès (*ib.*, p. 381) ; mais Amico a montré le vide de ces conjectures. (Notes à Fazello, même édit., notes 23 et 24, p. 360-361). Je suis porté à croire que le nom du palais de la Cuba vient de quelque pavillon remarquable qui décorait ses jardins, ou de quelque coupole de ses appartements, peut-être de l'une de celles qui existent encore.

copies des documents de Gènes portent tantôt *tubæ*, tantôt *jubæ*, ce qui semblerait indiquer que la première lettre n'était peut-être pas un T dans les rédactions originales, dont les registres conservés aujourd'hui à Gènes ne sont que des copies.

Quoi qu'il en soit, et en respectant le mot de TVBA, je crois qu'on ne peut l'expliquer d'une manière satisfaisante qu'en le considérant comme un emprunt fait aux Arabes, d'abord sous la forme de CVBA ou COBA, qui s'est conservée dans plusieurs langues modernes, et d'où nous avons fait nous-mêmes *alcôve*, *cou-pole*, etc.; altérée ensuite et transformée en TVBA (1), par un accident de prononciation facile à comprendre, car les lettres T, D, C, permutaient souvent entre elles dans les langues néolatines, avant que l'usage n'eût fixé l'articulation définitive de leurs mots.

L'on disait ainsi en italien et en français *tarsenal* ou *darsenale* pour *arsenal*, qui seul est resté chez nous; en latin, *targa* et *darca* pour bouclier; *torcimanus* et *drogmanus*, pour drogman; *tarterium* et *carterium*, pour un quart ou un quartier (2); on a dit en français, *tarquais* et *tarquois*, avant d'avoir dit *carquois*. Les deux derniers mots nous offrent un exemple de transmuta-

(1) DUBA me semble avoir encore le même sens et la même origine. Ce mot qui manque, comme *cuba*, au *Glossaire de la basse latinité*, se trouve dans deux fragments inédits relatifs à l'église collégiale de Loches, que me communique mon confrère, M. Salmon. Le premier est extrait d'une charte-notice de la fin du douzième siècle, transcrite dans les Mss. de Dom Housseau (carton XII, n° 6145—6148, Bibl. nation.); le second est copié d'un nécrologe de N.-D. de Loches, Ms. du seizième siècle appartenant à M. Salmon :

I. « Vicens Thomas quod cœlum mediæ ecclesiæ pictis compactuno asseribus trabes et lignamina vetustate putrefacta jam minarentur ruinam, medium ecclesiæ quod est inter duo campanaria, remotis veteribus trabibus et lignis et asseribus mira textit opertura, duabus scilicet turriculis quas nos *dubas* appellamus, arcus quoque lapideos et columpnas quæ sustentant *dubas* fecit fieri... » — II. « Hic... inter duo tympanalia hujus ecclesiæ duas votas lapideas quas nos *dubas* vulgariter appellamus, edificari fecit; nam ecclesia ista primitus fuit lignea et asseribus cooperta et nocte quadam fulgure combusta. »

Les deux tours dont il est ici question seraient, d'après une ancienne description de l'église de Loches, *deux pyramides en pains de sucre*. Je ne sais si cette forme remonte à la construction du douzième siècle, mais dans ce cas-là même, et bien que ces tours n'eussent jamais affecté davantage dans leur sommet la rondeur d'une coupole, on peut croire que le nom de *duba* qui leur est donné, provient de *cuba*, et de la *coba* arabe. Le mot restait souvent, même quand l'objet auquel il avait été une fois attribué, variait dans ses formes; mais le second passage semble indiquer que ces *dubas* se terminaient, au moins à l'intérieur, en coupole ou en voûte surélevée.

(2) Voy. les glossaires des anciens mots latins et italiens.

tion des lettres *t* et *c* parfaitement analogue, quoique inverse, à celui de *cuba* et *tuba*. *Carquois* est, en effet, une altération de *tarquois*, et ce mot, d'après le savant éditeur de l'Histoire des sultans mamlouks, est la traduction incontestable du mot *tar-kasch*, des langues orientales (1). Il est à remarquer que les Italiens ont retenu dans leur mot *turcasso*, signifiant aussi carquois, le *t* du radical tartare.

Si je suis parvenu à démontrer la commune origine que me semblent avoir les mots *cuba* et *tuba*, si j'ai établi que le dernier de ces mots n'est qu'une déformation de l'autre, et que tous les deux ont la même signification, j'ai résolu le nœud principal des difficultés que j'avais à expliquer. Il ne me reste plus qu'à prouver la signification donnée à *cuba*; ce qui me sera facile.

Ce mot, qu'on peut ajouter au Glossaire de du Cange, était en effet passé dans la latinité du moyen âge, et les sources où nous le trouvons indiquent bien sa provenance arabe.

André Dandolo rapporte en ces termes, dans la Chronique de Venise, qu'en 1252, le doge Morosini enrichit d'une mosaïque la grande coupole de l'église Saint-Sauveur, sa paroisse : *Idem pius et devotus CVBAM majorem Sancti Salvatoris parochiæ suæ, opere mosaico depingi fecit* (2). En 1354, l'envoyé de la république de Pise conclut à Tunis un traité de paix et de commerce, dont le texte latin se termine par ces mots : *Acta, facta, composita et firmata sunt scripta omnia, ut supra per omnia continentur, in CVBA mediocri viridarii, Restabbi, scripti domini regis positi juxta Tunicium* (3); ce qui doit se traduire ainsi : « Lesdites conventions, telles qu'elles sont toutes contenues ci-dessus, ont été arrêtées dans le petit pavillon du verger royal, appelé Restabbi, et situé près de Tunis. »

Nous voyons ici que *cuba*, ainsi que l'arabe *coba*, signifiait non-seulement un dôme, mais toute construction en dôme, comme les kiosques, les pavillons et les tombeaux à coupole que les musulmans élèvent dans leurs jardins ou à l'entrée de leurs villes.

Les langues vulgaires avaient adopté le nouveau mot, peut-

(1) Voy. Quatremère, *Histoire des sultans mamlouks*, traduite de Makrizi, in-4°, tom. I, p. 13, note 14.

(2) Muratori, *Script. ital.*, tom. XII, col. 360, §. 6.

(3) Archives de Florence, dites *Archivio delle Riformagioni*, aux Offices. *Cartapecore*, regist. XXII, pièce n° 14, original.

être même avant qu'il ne fût passé dans le latin. Sanuto le jeune, rappelant la juste fin d'Ottobono Terzi, dictateur de Parme, massacré à la Rubbiera, en 1409, dit que son corps fut partagé entre les villes de Modène et de Crémone, et que sa tête, fixée au haut d'une pique, fut placée sous la coupole de la cathédrale de Ferrare : *la testa fu messa sopra una lancia nella CVBA della chiesa di Ferrara del duomo* (1). Dans les villes d'Italie, le dôme, on le sait, c'est toujours la cathédrale du lieu ; la *cuba del duomo*, ici, ne peut être évidemment que la coupole de Saint-Georges de Ferrare, belle église en croix grecque et en rotonde. Le mot se trouve également dans l'espagnol, où le *b* de *coba* s'est transformé en *p*, pour conserver la prononciation ferme du radical *coba*. *Copa*, qui veut dire dans cette langue « verre à pied, coupe, » désigne aussi le sommet arrondi d'une montagne, le haut d'une coiffure hémisphérique ; *copado* se dit encore d'un arbre dont la cime touffue forme un dôme, etc.

Je ne puis citer que ces exemples ; mais je ne doute pas qu'une recherche plus suivie dans les anciens auteurs italiens et castillans n'en fit retrouver beaucoup d'autres. Ceux-là me paraissent suffire, toutefois, pour établir l'origine du mot *cuba*, et sa signification dans les textes du moyen âge.

Coba ou *cuba*, c'est la coupole du Mokattam au Caire ; c'est le dôme de Saint-Sauveur de Venise, de Saint-Georges de Ferrare, de la Sakhra de Jérusalem et de notre sceau de 1255 ; *Tuba*, qui est, je crois, le même mot, mal ou différemment prononcé, doit avoir absolument le même sens. Je traduis donc ainsi la légende : s'. TVBE. $\overset{\Omega}{\text{TEMPLI XPI}}$: « sceau de la coupole du Temple du Christ, » c'est-à-dire du Temple de Jérusalem.

Voilà, Monsieur, l'interprétation que m'a suggérée le cri de mon chamelier ; si elle vous paraît fondée, ce ne sera bientôt plus une conjecture.

(1) Murat., *Script. ital.*, tom. XXII, col. 841.

SUPPLIQUE D'UN CHEVALIER

CONTRE UN DÉNI DE JUSTICE.

(XIII^e SIÈCLE.)

Nous publions ici deux petites pièces inédites qui nous ont paru offrir de l'intérêt pour l'histoire des mœurs et de la procédure au treizième siècle. Elles sont toutes deux adressées au roi, et relatives à un procès suivi contre un chevalier qu'on accusait d'avoir battu un clerc et de lui avoir dérobé deux chevaux.

C'est une lamentable histoire que celle de ce chevalier, du moins à croire le récit qu'il en fait lui-même. C'était un chevalier du comté de Beaumont-sur-Oise. Il demeurait au Mesnil-Aubry, et se nommait Pierre Pillart, nom fâcheux par lui-même et qu'il semble n'avoir que trop justifié. Après tout, c'était un brave. Il avait suivi saint Louis dans ses deux croisades; il avait combattu sous Charles d'Anjou, au siège de Marseille (1). Mais, malheureusement pour lui, de retour dans ses foyers, il s'attaqua à un ennemi plus redoutable que les Sarrasins, à un clerc, et dès lors ses lauriers ne le protégèrent pas contre la foudre. Un beau jour, comme il était tranquillement occupé à ses semailles, il se voit mandé par le prévôt de Beaumont-sur-Oise. Ce magistrat s'était fait en même temps amener un cheval qu'on trouva dans la maison de Pillart et que l'on disait avoir été volé à un clerc. Le chevalier obéit, et, comme le dit naïvement l'auteur de la première pièce, sitôt arrivé,

(1) En 1262, Marseille s'était révoltée contre Charles d'Anjou, alors son seigneur en sa qualité de comte de Provence. Elle en fut sévèrement punie. Voy. Guillaume de Nangis.

li prévôt a emprisonné le cheval et le chevalier. On attend le bailli. Il arrive enfin, à la grande impatience du chevalier, qui espère bien, après quelques mots d'explication, se voir mettre en liberté. Mais loin de là, li baillis a agrevé le chevalier de prison. Bientôt il li ennuie au chevalier, qui s'adresse au parlement et obtient une ordonnance portant qu'il sera jugé, selon la loi du pays, par quatre chevaliers du comté de Beaumont. Là-dessus il est mené en prison à Clermont dans une voiture couverte; et quoique l'enquête faite par le prévôt sur le vol du cheval eût pleinement démontré son innocence, il resta en vilaine prison depuis la mi-carême jusqu'à Noël. A cette dernière époque, il était toujours attendant qu'on le jugeât suivant l'ordre du parlement, lorsque la femme qui lui servait de geôlier lui apprit qu'il allait bientôt changer de séjour, car on se préparait à le mettre en une prison perpétuelle. Ici la charte prend un accent touchant en vérité, malgré la grossièreté habituelle à la langue du moyen âge, malgré sa sécheresse et son peu d'aptitude à émouvoir. « A ces nouvelles, » y est-il dit, « le chevalier se mit à pleurer de l'angoisse qu'il eut. Il devint d'agereusement malade, et il se réjouit de la maladie, car il aimait mieux mourir qu'être toujours en prison, puisque droit était mort pour lui ! » En vain demanda-t-il à se confesser et à communier; cette consolation suprême lui fut aussi déniée. Alors, si on l'en croyait, le danger de mourir de chagrin en restant dans sa prison, et le danger plus grand d'y mourir en état de damnation puisqu'on lui refusait les secours spirituels, le portèrent à s'évader et à se réfugier dans l'église Notre-Dame de Clermont. Le prévôt et le bailli, après maint pourparler (1), le décidèrent à rentrer dans son cachot, en lui promettant l'appui de tout leur

(1) Ces pourparlers sont à remarquer pour le caractère de confiance réciproque et de loyauté qu'ils révèlent dans la pratique judiciaire du treizième siècle. On en est frappé à la simple lecture de la pièce : « Il mit son corps en sûreté en l'église de la mère de Dieu. Là, vint à lui le prévôt du lieu et lui demanda pourquoi il était issu de sa prison. — Pour ce qu'il ne pouvait obtenir jugement, dit-il. — Le prévôt dit : Si on consentait à vous juger, rentreriez-vous en la prison du roi? — Le chevalier répondit : Oui, très-volontiers, pourvu que je sois quitte de l'amende que j'ai encourue pour m'être enfui de prison. — Mais comment serons-nous sûrs que vous rentrerez comme vous le dites? — Je suis prêt à le faire de suite, et j'y resterai si le bailli me déclare qu'il veut promptement me faire juger par les chevaliers de cette châtellenie, mais s'il s'y refuse, vous me replacerez dans mon asile de l'église. — Je ne ferai pas cela, reprit le prévôt, car j'aurais peur de ne pouvoir vous replacer ici; mais si vous voulez on mettra avec vous un homme qui vous sera lié par un anneau auquel il tiendra par un pied et vous par l'autre. — Le chevalier se récrie contre cette proposition, mais il finit par rentrer dans sa prison, sur ce que le bailli lui fait dire qu'il soit certain qu'on le fera volontiers passer en jugement et que lui-même il l'aidera de son crédit. »

crédit pour obtenir qu'il fût jugé. Mais Pierre Pillart, au bout de plusieurs mois, attendait encore ce jugement de ses pairs, auquel il avait droit, et gémissait toujours dans sa prison. C'est alors qu'il tenta d'en appeler par une supplique à la justice et à la pitié du roi.

Tels sont du moins les faits rapportés dans les deux pièces qu'on va lire, et qui sont, l'une un récit des iniquités subies par Pierre Pillart; l'autre sa supplique, à laquelle le récit se joint comme pièce justificative. Mais ni l'une ni l'autre de ces pièces ne paraît mériter une confiance entière; car elles sont l'œuvre d'un accusé et très-probablement d'un coupable qui cherche à pallier la vérité. Aussi est-il fort difficile aujourd'hui de se rendre un compte exact de ces documents, dont il serait cependant très-intéressant de bien pénétrer le sens. Comment expliquer l'obstiné déni de justice dont le chevalier paraissait avoir à se plaindre? Était-ce injustice pure? Était-ce que la qualité cléricale de l'adversaire du chevalier eût suscité un conflit de juridiction avec quelque autorité ecclésiastique, et que les officiers du roi ne fussent pas libres de faire rendre le jugement qu'il demandait? Était-ce simplement qu'on eût pour le retenir en prison d'autres bonnes raisons que celles qu'il expose? Nous n'en pouvons rien savoir.

Ces deux pièces ne sont pas datées, si ce n'est par le caractère de leur écriture, qui est de la seconde moitié du treizième siècle; et d'ailleurs on voit par un passage de la dernière que c'est à Philippe le Hardi qu'elle s'adresse. L'une et l'autre se recommandent par le style, et pour emprunter une de leurs expressions, par la *gentillesce*.

I.

Guillaume Savouré, prevot de Biaumont, a mandé mesire Pierre Pillart, chevalier, du Ménil (1), que il viengne à li. Li chevalier i vint. Li prevot a mandé I cheval en sa meson. Li prévot a enprisonné le cheval et chevalier, et tient deques à la venue le balli (2). Li chevalier devant le bailli s'aparet, et demande reson por qu'oy il est enprisonné. Li bailiz dit: por I cler que vous eez batu, si comme il dit, et tolu II chevas, d'où li I est trové seur vous. Li baillis fet venir le cheval devant le chevalier en la présensse assez de bones gens. Li baillis demande

(1) Le Mesnil-Aubry, qui faisait partie du comté de Beaumont-sur-Oise.

(2) On va voir plus bas qu'il s'agit du bailli de Clermont-en-Beauvoisis.

au chevalier ce ce cheval fu trové en sa meson. Li chevalier dit : oil. Li baillis li demande d'out il li vint. Li chevalier dit : vous tenez en vostre prison Simon de Monci (1) qui le me loa I sestier de blé, por fère mes mars; si le quonoit bian, mest si le nie, si sui-ge prez du prover par bones gens. Après ces paroles distes, li baillis a agrevé le chevalier de prison. Il li ennuie au chevalier. Adrecierent à celi qui le cheval li avet baillié, et menerent les serjans lo Roi avesques eus (2). Devant eus il requonut le cheval a son (3), et dit que il le garantiret devant toz homes. Li amis au chevalier adrecierez (4) à la court (5), et requidrez le chevalier à avoir, ou escrous (6) ou par plesges; avoir ne le purez (7). Il requierez que droit li feut fet en prison tenant. Mesire Jehan d'Acre (8), qui estoit en liu des mestres (9), quomanda au bailli que il ajornait les parties et fait dret au (10), par les chevaliers. Li baillis les ajorna, et vint, là où li chevalier estoit (11), li et IIII chevaliers, ne nien plus. Là fit li cler sa clemmeur seu le chevalier, et dit que il avet mengnié (12) et tolu ses chevas, et offre à prover que le cheval qui fu trové

(1) Mouchy-le-Chatel, en Beauvoisis.

(2) Le sens de la phrase est celui-ci : « Les sergents du roi allèrent à la recherche de celui que Pillart indiquait comme lui ayant loué le cheval et l'amènèrent avec eux; en leur présence, il reconnut en effet le cheval pour sien et dit... »

(3) *Ad suum*.

(4) *Adrecierez*. Il n'y a pas moyen de lire autrement ce mot dans l'original. C'est pour *adrecière*, d'après ce principe incontestable que, dans les monuments en français de ce temps, il faut toujours s'en rapporter uniquement au son.

(5) *A la court*, c'est-à-dire, au parlement.

(6) Ce mot, et l'emploi qui en est fait ici, expliquent mieux que les citations rapportées par du Cange dans son *Glossaire*, les expressions *Excredere* (3°) et *Excreditus*, dont il donne cette définition qui s'applique très-bien, du reste, ici : *Eximere captivum a vinculis, sponsione data*.

(7) *Avoir ne le purent*. C'est toujours la même orthographe.

(8) Jean de Brienne, dit d'Acre, fils de Jean de Brienne, roi de Jérusalem et empereur de Constantinople, et de Bérengère de Castille. Il fut bouteiller de France, et mourut en 1296. On trouve dans les *Olim* (tom. II, pag. 348) la note suivante, qui est du greffier : *Ut hec me docuit dominus Johannes de Acon, Francie buticuliarius*.

(9) Délégué par les maîtres des requêtes ?

(10) *Au pour à lui ?*

(11) A Beaumont.

(12) *Que il avet mengnié*. Il faut lire, d'après le principe dont nous avons parlé plus haut, que *il l'avet mengnié*, c'est-à-dire, qu'il l'avait maltraité et qu'il lui avait enlevé ses chevaux.

seu le chevalier, est son (1), par bons tiegmoiz. Li chevalier nie le fet, et offre à deffendre soi, si il est nul qui plus en voille fère. Li cler dit que il n'en veut fère que le paller (2). Li baillis demande au chevalier : que dites vous de ce cheval qui a esté trové en vostre meson? Li chevalier dit : je trove mon garant du cheval, par quoy je voil estre cuiste ou droit. Ce droit li est vée (3). Li baillis prent le serement du chevalier, ou voille ou non, et du cler, et des tiemoiz que li cler a amené por fère le cheval à son. Li chevalier demande au bailli ce ce est contre li que il veut oir ces tiegmoiz. A ce ne respont nient li baillis. Li baillis remest le chevalier arères en prison; il ennavia le cler cuistes (4), et enmeine les tiegmoiz avesques li. De chose que li tiegmoiz diez, le chevalier ne set nient. Li baillis quomande au prévôt que il meste le chevalier en une cherrette encortinée (5), et qui l'envoie à Clemont (6), et il le fit san austre jugement. Le baillis quomanda au prévôt que il meint le cheval en la vile au cler, et let le cheval aler en l'entrée de la vile; si va en la meson au cler, et li cler a I tiegmoin que il set son (7) en la vile, si li let le cheval comme soen. Li prévôt lesa le cheval aler en l'entrée de la vile. Li cheval n'i ala pas, quar il n'i s'i quenut en riens que il n'i avet onsques entré. Li prévôt manda les bones gens de la vile, et demanda par leur serement ce ce cheval avet onsques esté au cler. Il direz que nennin, ce leur est avis; mès il a là I garson qui fu longuement à li, cil vous en dira la vérité. Li garson fu mandé, et vit le cheval, et dit par son serement : « Ce cheval ne fu onsques au cler; » et dit porquoi : « Li cheval au cler estoit grant, cit est petit; li cheval au cler anbloit sautter, li cheval au cler estoit vieus, cit « est jeuneus; le cheval au cler avoit une horesle (8) fendue, et « en cel oresle avoit une tache. Qui quiconque die que ce cheval « feut au cler, il faut à voir dire. » Li chevalier atent le droit,

(1) *Est son*, pour est sien.

(2) *Que le parler*, c'est-à-dire, que le chevalier offre le combat et que le clerc le refuse.

(3) *Refusé, vetitum*.

(4) Il renvoie le clerc quitte.

(5) Une charrette garnie de rideaux.

(6) Clermont de Beauvoisis.

(7) Et que le clerc ait dans la ville un témoin qui reconnaisse le cheval comme lui appartenant...

(8) Une oreille fendue.

si comme misire Jehan d'Acre l'avoit quomandé. Li baillis mit le chevalier en vilaine prison, de micaresme deques près de Noel. Lor li dit la fame qui le gardoit, qu'il ne seroit pas longuement en ceste prison. Il demanda, où donc? la fame dit : en prison jurée. I chevalier demanda : comment est-elle jurée? elle dit : à torjors. Li chevalier, oï ces novèles, plureus fiez de l'angoisse que il eut ; devint griès malade, et fu lie de la maladie, quar il voloit mieus morir que estre torjor en prison, puis que droit estoit mors por li. Il requit confecion, et le cors nostre Segnor à avoir. Tot ce li fut vée. Adonques ot-il pour de perdre l'ame après le cors. A plus tot que il pot, il mit sen cors à sauveté en l'esglise de la Mère-Dieu. Là vint le prévôt du liu à li, et li demanda pourquoi il estoit ésu de la prison. Il dit : por ce que il ne povet avoir droit, et si l'avoit quomandé Mesire Jehan d'Acre. Li prévôt dit : s'en vous voloit fère droit, rentarez vous en la prison lo Roi? Li chevalier dit : oïl, moult volentiers, mès que soie cuiste de la prison brisée par amende d'argent. Li prévôt dit : comment seron nous seurs que vous ce voloit fère? Li chevalier dit : je sui près et apareslié de rentrer en la prison en tel menuire, que, ce li baillis mande que il me voille fère hatif droit par les chevaliers de ceste chastelerie, que je demeure en la prison por le droit atendre, et se li baillis ce ne veut fère, que vous m'i remetoiz. Li prévôt dit : ce ne vous feré pas, quar je araie pour (1) que je ne vous peeusse ici remestre se vous en aviez mestier ; mès si vous plet, sofrez que il est céens I home, en I ennel par I pié (2), et vous par l'austre. Li chevalier dit : en soies le soufarè-ge que je desirete ne moi, ne mes enfans. Li baillis mande au chevalier que seurs et certain soit-il que volentiers (3) ces resons contre ces aversares, et volentiers le fera passer par jugement de chevaliers ; et dit li baillis, que volentiers li eidera envers lo Roi à son pover. Et li chevalier entré en la prison, en ce droit atendant I en ou plus, avoir ne le puet. Li chevalier requiert au Roi de France, por Dieu, que il voille qui viengne pardevant li por soi espurgier de ce fet et de toz austres, tant que cuiste puit demorer, si n'ez ; quar chevalier doit estre, de toz fez, que li Roi est merci de li por Dieu, et ce cen

(1) Pour, peur. On trouve, jusque dans des actes de la Normandie, *commandoour*, *commandour*, pour *commandeur*.

(2) Enchaîné par un anneau.

(3) On oïra. Il semble nécessaire d'ajouter ces mots.

ne puet fère, il done plain pover au Roi de fère de li sa volente, san soi mesfère en riens.

II.

A nostre grant hautesce très gentieus rois de France, Je, Pierres Pillart, du Ménil, chevalier de la terre de Biaumont (1), requier merci por Dieu. Sire, por Dieu, resgardez se jé tant atendu merci, que je la doie avoir, et sachiez que ma douleur est si peine que enuiiz enquerreiz moi ne autrui; et si comença en micharesme ot I en. Sire, por Dieu, voloiz que ceste douleur prengne fin, et, si ne vous plet que j'aie repos, et si me changiez ceste paine à une austre, si vous plet. Et, si ne vous plet, por Dieu, quomandez que droit me soit fet. Sire je le vous requier, comme cil qui de chose qui, à tour, à mustre, ne à laresin, ne à rap (2), ne doute ne Dieu, ne droit, en riens. Sire, por ce, je vous requier, por Dieu, que, vous, ceste eunour me faciez, qui vous plesse que je viengne pardevant vous, por moi espurgier de toz ces fez. Sachiez, sire, que je en feré eunour à toz ceus qui de gentillesce s'oseront reummer; et, si vous plect que toz les gentieus homes de la conté de Biaumont, povres et riches, i soies, je vous offre tant à fère et à dire divant aus, que vous vous tendrez à païé de moi. Et, ce ces choses ne vous plesses, si vous requièr-ge que vous enquerroiz à chevaliers et à bones gens qui m'ont veu, et conneu mes euvrez, en vostre riaume, et dehors l'au (3). Je sui vous et vos anceseus en l'alé que en n'ala à Damieste, et que en ala en Sesile, et au siège à Marselles (4) et au siège de Tunes (5). En toz ces lius, trovarant chevaliers et bones gens qui m'aront veu et quonneu mes euvres. En la présure de tieus gens me metroi-ge volentiers; et feissez ceus qui me heez leur pover de moi nuire, quar je cuit pas de niers i eusses mestier (6).

(1) Le comté de Beaumont-sur-Oise avait été acquis par Philippe-Auguste, en 1223.

(2) A tort fait (à méfait), à meurtre, à larcin, ni à rapt.

(3) Dehors l'eau, en Terre Sainte.

(4) En 1262. — (5) En 1270.

(6) Et que là, ceux qui me haissent fassent tous leurs efforts pour me charger d'accusations; je ne crois pas avoir besoin de rien nier.

(Archives nationales, Suppl. au Trésor des Chartes J., carton 1024, pièces n° 80.)

INVENTAIRE

DES VIEILLES ARMES

CONSERVÉES AU CHATEAU D'AMBOISE

DU TEMPS DE LOUIS XII.

(Septembre 1499.)

Voici un document qui pourrait servir de préface à l'histoire de notre Musée d'artillerie. Il constate l'usage déjà ancien de faire collection des armes ayant appartenu aux guerriers illustres. On y voit mentionnées quantité d'épées de provenance royale. Nous les reproduisons dans l'ordre chronologique. Avant de mettre sous les yeux du lecteur cet inventaire de *l'armurerie du château d'Amboise*, il est nécessaire d'en signaler les principaux détails.

La plus ancienne pièce qu'on y conservât était la hache du roi Clovis [24] (1). Venaient ensuite l'épée de Dagobert [5]; la dague de Charlemagne [1]; deux haches du roi saint Louis [20-21]; l'épée de Philippe le Bel [12]; celle du roi Jean [13]; deux épées de Charles VII [4-11]; quatre épées et une dague de Louis XI [7, 9, 10, 15, 19]; deux autres épées que Charles VIII portait à la bataille de Fornoue [28-29].

Les numéros 6, 16, 22 et 26 font mention des épées et des haches d'armes ayant appartenu, soit au roi de France qui tua un géant à Paris dans l'île Notre-Dame, soit à ce géant lui-même. Cette désignation rappelle un trait fabuleux de l'histoire de Paris, et prouve la popularité de cette tradition que le libraire Corrozet, le premier qui essaya de faire une histoire suivie de notre capitale, rapporte en ces termes : « Aucuns recitent (toutesfois je ne l'ay trouvé en autheur certain) que, regnant le dit empereur Charles le Grant, Paris fut assiégée d'un géant

(1) Les numéros entre crochets qui suivent chaque article sont ceux de l'inventaire.

« nommé Ysoire, contre lequel l'empereur envoya plusieurs de
 « ses courtisans et chevaliers, lesquelz furent vaincus par le
 « géant. Finablement Isoire fut occis par Guillaume d'Orenge
 « surnommé au Court nez, et délivra la ville de la persécution
 « du siege (1). » Un peu plus loin le même auteur ajoute, sous
 l'année 978 : « Durant le règne dudit Lotaire fut la ville de
 « Paris assiegée par un prince danois nommé Haastendames
 « acompagné de XV mil hommes, entre lesquelz estoit un géant
 « nommé Betelguphus de grandeur merveilleuse, lequel venir
 « par chacun jour deffier et provoquer au combat les cheva-
 « liers françois. Le roi Lotaire estant dans Paris assiégé avec
 « sa noblesse, sans son sceu Geoffroy, comte d'Anjou, venant
 « à Paris au mandement du roi, se trouva où estoit le géant,
 « lequel il combatit et lui trancha la teste (2). »

Auquel de ces deux récits les armes mentionnées dans notre inventaire ont-elles rapport? A l'un et à l'autre, je le crois; seulement il faut remarquer le changement qui s'est opéré dans la tradition. Ce ne sont plus des paladins du roi de France qui ont tué le géant, mais c'est le roi lui-même par la main de qui s'est accompli cet exploit.

Doit-on regarder comme apocryphe la désignation de quelques armes qui, d'après notre inventaire, auraient appartenu à des rois de la première et de la seconde race? Pour la hache du roi Clovis, il n'y a pas à hésiter. Quant à l'épée de Dagobert (si c'est lui que l'inventaire désigne sous le nom du roy qui *fonda Saint-Denis*), il peut y avoir un doute; chacun sait que plusieurs objets ayant appartenu à ce prince, étaient conservés dans le trésor de l'abbaye qu'il avait fondée. Outre le fauteuil célèbre dont chacun a entendu parler (3), dom Germain Millet, dans son *Trésor sacré de Saint-Denis*, fait mention d'un « aigle d'or enrichi de rubis, saphirs, et autres pierres précieu-

(1) *Les Antiquitez, histoires et singularitez de Paris, ville capitale du Royaume de France*, etc., 1550, in-8°, fol. 43 r°.

(2) *Ibid.*, fol. 45 r°.

(3) Félibien, dans son *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, dit en parlant du fauteuil de Dagobert : « On montre encore dans la même salle du trésor un cabinet où sont quelques pièces curieuses..... Au-dessus de ce cabinet est une chaise de cuivre doré, qu'on croit avoir servi de trosne à quelqu'un des rois de la première race, et peut-estre à Dagobert mesme, comme l'a cru l'abbé Suger, qui la fit redorer de son temps. » Ce fauteuil avait été déposé en 1792 à la Bibliothèque nationale, dans le cabinet des antiques. En 1843 il a été rendu au trésor de l'abbaye de Saint-Denis.

« ses laquelle servoit d'agraffe au manteau du roi Dagobert. « Dans l'estomach de cet aigle on voit un saphir des plus beaux « qui se soient jamais veuz (1). » La *dague Saint-Charlemagne* n'a pas plus appartenu à ce prince que cette fameuse épée dont la garde, la poignée et le pommeau étaient d'or, qui servait au sacre des rois de France, et que l'on montrait dans le trésor de Saint-Denis (2).

Les deux haches d'armes du roi saint Louis peuvent avoir eu toute l'authenticité désirable, et j'en dirai autant au sujet des autres armes provenant des rois ses successeurs. Ces deux haches n'étaient pas les seules armes du saint roi qui fussent conservées comme des reliques. On voyait dans le trésor de l'abbaye de Saint-Denis une longue épée qu'il rapporta de son premier voyage en terre sainte, et avec laquelle il combattit toujours contre les infidèles (3). Je trouve encore dans l'inventaire des armures du roi Louis Hutin, dressé en 1316, cette mention : « un cousteau à manche de fust et de fer qui fu S. Louys, si « comme l'on dit (4). »

L'une des épées de Louis XI provenait d'un roi d'Écosse, qui fut fort hardi. Louis XI l'avait reçue de Marguerite Stuart, sa première femme, qu'il perdit n'étant encore que dauphin. Cette épée avait sans doute appartenu au fameux Robert Bruce, mort en 1329, dont la fille porta le trône dans la maison des Stuarts. L'autre épée de Louis XI, aux armes du pape Calixte III, lui avait été envoyée sans doute avant celle qui est indiquée sous le numéro 15, et qui rappelle un fait important de sa vie : je veux parler de l'abolition de la pragmatique sanction. Le pape Pie II, entre autres dons par lesquels il voulut témoigner sa gratitude

(1) *Le Trésor sacré ou Inventaire des saintes reliques et autres précieux joyaux qui se voyent en l'église et au trésor de l'abbaye royale de Saint-Denis en France*, etc., etc.; Paris, 1645, in-18, p. 134. — Voyez aussi Félibien, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, in-fol., p. 539, planche II, R.

(2) Félibien, *Histoire de l'abbaye*, pag. 543. — Millet, dans son *Trésor sacré*, en donne la description suivante : « L'espée royale de saint Charlemagne, roy de France et empereur, laquelle sert au sacre et couronnement de nos roys ; la lame de cette espée est très-belle et de bonne trempe, le pommeau, la poignée et les branches d'icelle d'or massif enrichies de pierres précieuses ; le fourreau est de velours violet enrichy de perles. » P. 135.

(3) D. Germ. Millet, *Trésor sacré*, etc., p. 135. — Félibien, *Hist. de l'abbaye*, etc., p. 541, planche III, M.

(4) *Glossaire de du Cange*, au mot ARMATURA, t. I, p. 398 de l'édition nouvelle in-4.

à Louis XI, « lui envoya une épée benite, avec quatre vers latins « gravés sur la lame, pour en relever le prix. Louis reçut avec « grand appareil ce présent, par les mains du nonce Antoine de « Nocetis ou de Noxe, et cette frivole cérémonie fut toute la ré- « compense qu'il tira du sacrifice qu'il faisoit au pape (1). »

Voici les quatre vers qui complètent l'article de notre inventaire :

Exserat in Turcas tna me, Lodoice, furentes
 Dexterâ, Graiorum sanguinis ultor ero.
 Corruet imperium Mahumetis et inclÿta rursus
 Gallorum virtus te petet astra duce.

L'épée de l'article 10 est indiquée comme étant celle que portait Louis XI quand il triompha *premier des Suisses*. Sans nul doute, il est question ici de la victoire que ce prince remporta, le 26 août 1444, à Saint-Jacques, sur les cantons suisses réunis.

La description des deux épées que Charles VIII avait à la bataille de Fornoue, qui fait l'objet des articles 28 et 29, doit s'ajouter aux détails que Philippe de Commines et Brantôme nous ont donnés sur le danger que ce prince courut en cette circonstance, sur la bravoure dont il a fait preuve, sur le cheval qu'il montait et la cotte d'armes dont il était revêtu. On peut lire dans Commines (chapitres XI et XII du livre VIII) la description de la bataille. Voici comment Brantôme s'exprime au sujet de Charles VIII : « Nostre diet roy Charles faict ce jour « de sa main incroyables faicts d'armes, monté sur un cheval « noir et borgne qu'on appelloit *Savoye*, que M. de Savoye luy « avoit donné, le quel servit bien ceste fois son maistre, qui « estoit armé de toutes pieces; et sur son harnois très-riche « avoit une très-riche jaquette (ainsi l'appelle l'histoire que nous « appellons cotte d'armes) à courtes manches, de couleur blanc « et violet, semée de croisettes de Jérusalem faictes de fines bro- « deries, et enrichies d'orfeuvrieres. Son cheval estoit bardé de « mesmes, son habillement de teste très-riche et superbe : bref « il n'avoit rien qui ne fust d'un bon et vray gendarme, dit « l'histoire (2). »

Aux armes des rois de France se trouvaient mêlées, dans la

(1) Duclos, *Histoire de Louis XI*, t. I, p. 224.

(2) *Vies des hommes illustres et capitaines françois*, tom. II, pag. 8 des *Œuvres complètes*.

galerie de Louis XII, celles de plusieurs guerriers célèbres, français et étrangers. Voici les plus remarquables : l'épée de Lancelot du Lac [2] ; celle de Jean de Brezé [8] ; le couteau de saint Pierre de Luxembourg [14] ; la hache du grand Turc [23] ; la hache à trois pointes de diamant de Bertrand du Guesclin [25] ; celle d'un Allemand qui se distingua au siège de Neuss [27] ; l'armure de la Pucelle d'Orléans [31] ; la brigandine de Talbot [32].

A propos de l'épée de Lancelot du Lac, le rédacteur de l'inventaire a eu soin d'ajouter : *Et l'on dit qu'elle est fée*. L'emploi des armes enchantées est attribué à presque tous les guerriers fameux pendant le moyen âge. Telle était l'épée d'Alexandre, l'*Escalibor* du roi Arthur, la lourde *Joyeuse* de Charlemagne et la *Floberge* (1) du roman des Quatre fils Aimon. Toutes ces armes, travaillées par *Veland le Forgeron* ou les Elfes ses successeurs, étaient douées d'une puissance magique (2) ; on a, dans les temps plus historiques, attribué cette vertu au glaive du Cid, qui, sous le nom de *Tizon*, joue un grand rôle dans le *Romancero* de ce paladin célèbre. Les mêmes qualités devaient appartenir à l'arme de *Lancelot du Lac*, l'un des plus fameux chevaliers de la Table Ronde.

Jean de Brezé, qui mérita par ses exploits que son épée (mentionnée au n° 8) fût conservée dans le palais des rois, n'avait cependant que le simple titre d'écuyer. En 1441, il fut envoyé par Charles VII, avec le connétable de France et un chef de partisans nommé Floquet, au secours de la citadelle de Poissy, menacée par Talbot et un corps de l'armée anglaise. Le chroniqueur Gilles le Bouvier, dit Berry, héraut d'armes de France, parle ainsi de la mort de ce capitaine, qui arriva dans le cours du printemps de 1442 : « Il y eust entre Evreux et « le Neufbourg une rencontre entre les François et les Anglois ; « les François gagnèrent, mais un escuyer et capitaine des ditz

(1) Du nom donné à cette épée vient le mot *flamberge*.

(2) Voy. sur les armes enchantées : Reiffenberg, « *Introduction à la chronique de Philippe Mouskès*, 2^e partie, Bruxelles, 1837, in-4°, pag. C. Nomenclature des épées célèbres dans les romans de chevalerie. » — M. de Reiffenberg a publié une seconde fois son travail avec des augmentations, tom. XII des *Mémoires de l'Académie royale de Bruxelles*. — Voyez aussi *Veland le forgeron*, etc., etc., par G.-B. Depping et Franc. Michel, Paris, 1833, in-8°. — Alf. Maury, *les Fées au moyen âge*, Paris, 1843, in-8°, p. 81-83.

« François, nommé Jean de Bresay, du pays d'Anjou, y mourut, qui estoit un vaillant escuyer, dont ce fut très-grand dommage (1). »

En lisant dans les *Vies des Saints*, de Baillet, la notice détaillée des actes de Pierre de Luxembourg, on verra que l'admiration que ses contemporains avaient pour lui était bien méritée, et que le couteau qui lui avait appartenu comptait avec raison au nombre des reliques les plus précieuses (2).

La mention d'une hache d'armes à pointes de diamant ayant servi à Bertrand du Guesclin est d'autant plus curieuse, qu'elle se trouve dans cet inventaire pour la première fois. Quant à celle d'une hache en fleurs de lis provenant d'un Allemand qui s'était distingué au siège de Neuss, en 1474, il est assez difficile d'en déterminer précisément le propriétaire. Jean Molinet a cependant consacré les vingt et un premiers chapitres presque tout entiers de sa chronique au récit du siège de Neuss, petite ville du Rhin, devant laquelle Charles le Téméraire vit échouer toute sa puissance et commencer cette suite de revers qui devaient lui coûter l'honneur et la vie. Il cite le nom de plusieurs chefs d'origine allemande qui se sont distingués à ce siège; mais des guerriers allemands combattaient dans les deux camps. Molinet, au chapitre 22, parle d'une rencontre qui eut lieu entre les Bourguignons et les assiégés. « Plusieurs gentils reistres d'Allemagne furent rompus et defaicts, dit-il, entre lesquels fut recueilli occis et tué de coup de main le noble comte de Quierburch (3). » Est-ce à lui qu'appartenait la hache d'armes à fleurs de lis?

Tous les détails relatifs à Jeanne d'Arc sont curieux à recueillir; ceux que nous donne le numéro 31 de l'inventaire le sont d'autant plus, qu'ils se trouvent en rapport avec un monument relatif à cette femme célèbre, mis depuis peu seulement en lu-

(1) *Histoire de Charles VII, roy de France*, etc., etc., édit. de Denys Godefroy, Paris, 1661, in-fol., pag. 419. — Le père Anselme dit : Jean de Brézé, qui rendit de grands services à Charles VII, se signala à la prise d'Evreux en 1442; s'étant précipité témérairement lorsque les Anglais vinrent pour la reprendre, il fut tué au premier choc. (*Histoire généalogique*.)

(2) *Les Vies des saints, composées sur ce qui nous est resté de plus authentique*, etc., etc.; Paris, 1701, in-8°, t. VII, mois de juillet, p. 163.

(3) Chroniques de Jean Molinet, publiées pour la première fois, etc., par J. A. Buchon; Paris, 1827, in-8°, t. XLIII de la *Collection des chroniques nationales*, p. 138, 2^e partie.

mière. Antoine Dufour, confesseur et prédicateur de Louis XII et d'Anne de Bretagne, fut chargé par cette princesse de composer en français une histoire des femmes célèbres. Dans le manuscrit sur vélin qui contient son ouvrage, chacune des notices est précédée d'une miniature représentant la personne à laquelle est consacrée la notice qui suit. La quatre-vingt-onzième notice concerne *Jeanne de Vaucouleurs*. La miniature représente Jeanne d'Arc sur un cheval blanc, revêtue d'une armure toute dorée, et qui se rapporte complètement à l'indication de notre inventaire. Si l'on réfléchit que l'ouvrage d'Antoine Dufour a été composé pour Anne de Bretagne, on comprendra comment le peintre chargé d'exécuter le manuscrit des femmes célèbres a pu avoir à sa disposition l'armure qui était précieusement conservée dans le château d'Amboise (1).

La brigandine de Talbot, indiquée au n° 32 de l'inventaire, est-elle la même que celle dont était revêtu ce guerrier célèbre, quand il fut tué en 1453 dans l'expédition de Guyenne? Le chroniqueur Mathieu de Coucy, qui raconte la mort de Talbot avec d'assez longs détails, parle de la *brigandine* que portait le capitaine anglais. « A cette sortie, dit-il, fut tué ledit sieur de Talbot, lequel étoit armé d'une brigandine couverte de velours vermeil, etc. » (2). Comme on le voit, la couleur du velours indiquée par le chroniqueur n'est pas la même que celle de notre inventaire. Cette différence, toutefois, est peu importante, et il est permis de reconnaître dans le harnois de guerre cité dans notre inventaire celui qui fut conquis sur le capitaine anglais, d'autant qu'il résulte du récit de Mathieu de Coucy que le corps du capitaine fut complètement dépouillé sur le champ de bataille.

Après avoir lu cet inventaire, dont chaque article renferme un fait historique de quelque intérêt, on se demande quelles peuvent avoir été les causes de la dispersion du précieux musée qui s'y trouve décrit, et s'il est possible aujourd'hui de reconnaître la trace des pièces qui le composaient. En 1499, l'année même dont cet inventaire est daté, le château d'Amboise fut presque

(1) Voir cette armure reproduite dans *les Femmes célèbres de l'ancienne France*, mémoire historique sur la vie publique et privée des femmes françaises depuis le cinquième siècle jusqu'au dix-huitième; édit. in-fol., t. I, planches.

(2) Math. de Coucy, *Histoire de Charles VII*, pag. 646 du *Recueil de Godefroy*, 1661, in-fol.

abandonné par Louis XII, qui préférait celui de Blois. De 1501 à 1506, une bonne partie des meubles que Charles VIII avait réunis dans sa demeure habituelle fut transportée à Blois. Peut-être la collection d'armes suivit-elle le nouveau roi, et l'inventaire qui en fut dressé me porterait à le penser. François I^{er} et son fils Henri II firent au château d'Amboise quelques séjours passagers; mais la conspiration fameuse à laquelle ce château qui en fut le théâtre a donné son nom, fut cause que les rois de France n'y firent plus aucune résidence. Peut-être quelques débris de cette collection se retrouvaient-ils encore dans le cabinet du roi Louis XIII, où on admirait une belle collection d'armes, dont parle l'un des favoris de ce roi dans ses mémoires. Le marquis de Montpouillan, en racontant les événements qui précédèrent le meurtre du maréchal d'Ancre, dit, à propos des Luynes : « Ils appréhendoient beaucoup que l'on « ne découvrit leur dessein, qui étoit que le marquis d'Ancre « venant chez le roi, il falloit que Sa Majesté l'obligeât à aller « voir son cabinet où il y avoit plusieurs sortes d'armes et sur- « tout de beaux fusils, que monsieur de Montpouillan auroit la « commission de l'y conduire, et qu'y allant seul et étant là il « tâcheroit à s'en défaire (1). »

Mais ce ne sont là que des indications bien vagues; le monument élevé par nos rois dans leurs palais, aux guerriers qui avaient bien mérité de la patrie, n'existe plus. En publiant l'inventaire des pièces qui le composaient, j'ai l'espoir de venir en aide aux antiquaires et aux artistes qui seraient assez heureux pour en découvrir quelques débris.

Cet inventaire se trouve dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale, inscrit sous le numéro 49 du fonds des Blancs-Man-teaux. C'est un volume in-folio, en papier qui provient du monastère de Saint-Melan de Kyedan.

Meubles estans en l'armurerie du chasteau d'Amboise, en laquelle sont les anciennes armeures qui de tout temps ont esté gardées et fait garder par les Roys deffuncts jusques à présent. Extraictz sur ung inventoire faict à Amboise, le xxiii^e jour de septembre, l'an mil miii^e

(1) *Mémoires authentiques de Jacques Nompar de Caumont la Force, maréchal de France, et de ses deux fils les marquis de Montpouillan et de Castelnaut, etc., etc., recueillis, mis en ordre et précédés d'une introduction, par le marquis de la Grange, Paris, 1843, in-8°, 4 vol. ; t. 1V, p. 24.*

iiii^{xx} dix-neuf. — Signé, R. de Dezest, desquelz la déclaracion s'ensuit.

PREMIÈREMENT.

1. Une dague enmanchée de licorne, la poignée de cristalin nommée *la dague saint Charlemaigne*.

2. Une espée enmanchée de fer, garnie en façon de clef, nommée *l'espée de Lancelot du Lac*; et dit-on qu'elle est fée.

3. Une espée d'armes garnie de fouet blanc; et au pommeau a une Nostre-Dame d'un costé, et ung souleil de l'autre, nommée *l'espée de la Victoire*.

4. Une espée d'armes garnie de fouet blanc; et au pommeau une Nostre-Dame d'un costé, et ung souleil de l'autre, nommée *l'espée du roi Charles VII, appelée la Bien-Armée*.

5. Une autre espée d'armes la poignée de fouet blanc, et au pommeau y a une Nostre-Dame d'un costé, de l'autre costé ung souleil, nommée *l'espée du Roy qui fonda Saint-Denis*.

6. Une espée d'armes la poignée couverte de fouet blanc, et au pommeau a une Nostre-Dame d'un costé, et ung saint Michel de l'autre, nommée *l'espée du roy de France qui fist armes contre ung géant à Paris et le conquist*.

7. L'espée aux armes du pape Caliste; le fourreau garny d'argent doré, et ung chapeau de veloux cramoisy garny et semencés de perles que le Roy que Dieu pardoinct fist mettre en son armerurye.

8. Une espée d'armes, la poignée de fouet blanc; au pommeau d'un costé a Nostre-Dame, et de l'autre costé ung saint Michel. Et fut à Jehan de Brezé, lequel en couppa le poing à ung homme d'armes, avecques le canon et le gantelet.

9. Une espée la poignée de fouet blanc, au pommeau une Nostre-Dame d'un costé, et saint Michel de l'autre, nommée *l'espée du roy d'Escosse qui fust fort hardy*, laquelle fut donnée au feu roy Loys, quant il espousa madame la Dauphine.

10. Une espée la poignée de fouet blanc, le pommeau long, d'un costé une Nostre-Dame, de l'autre costé ung saint Martin, nommée *la bonne espée du roy Loys qu'il avoit à la conquete qu'il fist premier sur les Suysses*, nommée *Estrefuze*.

11. Une espée la poignée de fouet blanc, ung pommeau long en façon de cueur esmaillé blanc et rouge, nommée *l'espée du roy Charles Septiesme*, qu'il portoit sur son courset.

12. Une espée la poignée de fouet blanc, le pommeau en façon d'un cueur où il y a quatre lozenges, deux d'un costé et deux de l'autre, nommée *l'espée de Philippe le Bel*.

13. Une espée garnie de fouet blanc, la poignée sans esmail, nommée *l'espée du roy Jehan*.

14. Ung cousteau en façon de semeterre, nommé le *cousteau de saint Pierre de Luxembourg*.

15. Une espée le foureau blanc, la poignée garnie de boys, au pommeau une Nostre-Dame d'un costé, et un saint Martin de l'autre, nommée *l'espée du pape qu'il envoya au roy Loys*.

16. Une espée garnie de cuir rouge à long pommeau, nommée *l'espée du Géan qui fust conquis par ung roy de France en l'isle Nostre-Dame*.

17. Une espée longue rabatue à creusetz pendans, qui fut au conte de Vistambert (1).

18. Une espée la poignée de cuir rouge, nommée *l'espée qui fut trouvée en ung fondement de boulevard de la porte neufve de Tours*. Et fut trouvé au piés une beste dont la teste tenoit cinq au six seaulx d'eaue.

19. Une dague à rouelle de boys, emboestée en ung estuy de cuir que feu roy Loys faisoit tousjours porter quant et luy.

20. Une hache à une main qui fut au roy saint Loys.

21. Une autre hache à deux mains autresfois esmaillez de fleurs de lix, qui fut audit roy saint Loys.

22. Une hache à deux mains qui estoit à ung roy de France qui conquist le Géan en l'isle Nostre-Dame à Paris.

23. Une hache en façon de coignée, le manche long, nommée la *hache du Grant Turc*.

24. Une hache ouvrée, nommé la *hache du roy Clovys, premier roy christian*.

25. Une hache à trois poinctes de dyamant, nommée la *hache de messire Bertrand de Clasquin*.

26. Une hache couverte toute de fer, nommée la *hache que ung roy de France conquesta sur un payan à Paris*, qui fut trouvé au Louvre à Paris.

27. Une hache à deux mains, en façon de fleurs de litz, nommée la *hache d'un Allemant qui fist tant d'armes à Nuz*.

28. Une espée d'armes le fourreau de veloux noir, qui fut audit feu

(1) Furstemberg.

roy Charles Huitiesme, laquelle il avoit à l'arson de sa selle à la journée de Fornauve.

29. Une autre espée le fourreau de veloux noir, que ledit feu roy Charles Huitiesme avoit en sa main à ladiete journée de Fornauve.

30. Ung fer de lance court à trois guerres tranchans.

31. Harnoys de la Pucelle garny de gardebraz, d'une paire de mytons, et d'un abillement de teste, où il y a ung gorgeray de maille, le bort doré, le dedans garny de satin cramoisy, doublé de mesme.

32. Une brigandine de *Tallebot*, couverte de veloux noir tout usé, et sa sallade noire couverte d'un houlx de broderie fait sur veloux noir, tout usé.

33. Unes vieilles brigandines longues, couvertes d'un vieil drap d'or rouge, le haut fait en façon de cuirasse et le bas en lemmes (lames) d'assier, et ung bort de sade fermé à boucle au costé gauche.

34. Une autre vieille brigandine assise sur veloux noir, vieille, usée, le haut du devant en façon de curasse et le demourant de lemmes.

35. Item environ quinze ou seize sallades et bassinets à la mode antique, sans savoir ne déclairer à qui ilz ont servy.

36. Item cinq ou six habillemens de teste faiz de boys, les aucuns couvers à bandes de fer et de cuir, le tout de petite valleur et sans aucuns titres à qui ilz ont esté.

Et en la fin du dit inventaire y a escript en deux articles ce qui s'en suit :

Nota. Que j'ay les belles testes de cerf apportez de Meun sur Yèvre et d'autres testes de par deça.

Et aussi les orgues apportez de Naples, que j'ay voulu bailler à Jacques l'organiste par plusieurs foiz, pour ce que la Royne le m'avoit commandé.

Et oultre le receveur Briçonnet donna au feu Roy que Dieu pardoinet! une table de Flandres paincte, lequel après qu'il eut veue me dist que c'estoit pour ung marchand, et qu'il n'en vouloit point, et qui la me donnoit; et de fait la me donna.

Fait (à) Amboise, le xxiiij^e jour de septembre mil iiii^e iii^e xix.

Signé : R. DE DEZEST.

LE ROUX DE LINCY.

UNE LETTRE FAMILIÈRE

DE LOUIS XI.

Brantôme ne parle pas de Louis XI qu'il ne l'appelle un *bon rompu* ; mais ce gazetier de cour est trop disposé à voir malice en toute chose , et il rapporte , comme preuve de la subtilité du vieux roi , des lettres qui ne la prouvent pas le moins du monde. Qu'aurait-il dit s'il eût tenu les deux pièces que nous publions ci-après ?

La situation est telle :

La mère de Louis XI était à Tours , sa femme à Amboise. Peut-être ne s'étaient-elles pas encore vues ; car on était tout au commencement du règne de Louis , qui , s'étant marié dans l'exil , n'avait vu l'exil finir pour lui qu'à la mort de son père. Or dans cette conjoncture , la belle-mère et la bru n'étant qu'à huit lieues l'une de l'autre , le roi avise qu'elles ne doivent pas se rencontrer. En conséquence , il donne ses instructions à un confident. « Empêcher ma femme d'aller à Tours , faites en sorte que ma mère ne vienne pas à Amboise ; si vous ne parvenez pas à l'en détourner et que vous la voyiez disposée à s'installer à Amboise , emmenez ma femme à Melun , vous servant pour cela d'une lettre que je vous envoie. Si pourtant ma mère ne reste que deux ou trois jours , laissez-la et jetez la lettre au feu. » Est-ce assez de diplomatie pour une affaire de ménage ?

Nous compléterons les données nécessaires pour l'intelligence de nos lettres , en rappelant que Louis XI témoignait à sa mère la plus respectueuse déférence , tandis que sa femme était de sa part l'objet d'assez de dédains. Voilà pourquoi la ligne de conduite tracée au confident à l'égard de l'une et de l'autre de ces dames diffère essentiellement : pour rien au monde la reine ne devra bouger ; mais la reine mère , il faudra *essayer de la retenir par bons moyens et sans faire semblant*.

A propos du peu d'état que le roi faisait de sa femme , Claude de Seys-

sel en a parlé bien crûment dans le réquisitoire qu'il a écrit contre Louis XI mort pour Louis XII vivant :

« Envers sa femme Charlotte de Savoye, il ne fut pas plus humain
 « ne plus courtois qu'envers les autres ; car oultre ce que pour un bien
 « long temps et tant qu'il fut en aage victorieux il lui tint bien mau-
 « vaise loyauté de sa personne, il la tint toujours petitement accompa-
 « gnée et acoustrée, la plus part du temps en quelque chasteau, où il
 « l'alloit voir quelque fois plus pour desir d'avoir lignée que pour plai-
 « sir qu'il prinst avec elle. Et pour la crainte qu'elle avait de luy et
 « par autres rudesses qu'il luy faisoit souvent, est bien à croire qu'elle
 « n'avoit point grans voluptez ne grant passe-temps en sa compagnie ;
 « mais, qui pis est, à la fin de ses jours il l'envoya au Dauphiné, et
 « deffendit expressément qu'elle ne fust point auprès de son fils quant
 « il seroit roy. »

Tout cela sent un peu la diatribe. Commynes parle des mêmes affaires plus posément, et il me semble avec plus d'autorité :

« Des dames, il ne s'en est point meslé du temps que j'ay esté avec
 « luy : car à l'heure de mon arrivée, luy mourut ung filz, dont il eut
 « grant deuil, et fit lors vœu à Dieu, en ma présence, de jamais ne tou-
 « cher à femme qu'à la royne, sa femme ; et combien que ainsi le deb-
 « voit faire selon l'ordonnance de l'Eglise, si fut-ce grant chose, à en
 « avoir tant à son commandement, de persévérer en ceste promesse,
 « vu, encores, que la royne n'estoit point de celles où on devoit pren-
 « dre grant plaisir ; mais au demourant, fort bonne dame. »

Les deux lettres de Louis XI, celle pour empêcher la rencontre de sa femme avec sa mère, et l'autre pour abrégier l'entrevue, en cas qu'elle fût inévitable, sont copiées d'après les minutes originales conservées à la Bibliothèque nationale (1). Le personnage à qui elles sont adressées était un gentilhomme dauphinois, appelé de son nom Aimar de Puisieux, grand ami de Louis XI, qui avait mangé avec lui le pain de douleur, et qui jouissait de toutes les faveurs depuis que la fortune avait changé. Cadorat [c'est-à-dire *tête dorée*] est un sobriquet que les gendarmes gascons lui avaient donné, dans son enfance, parce qu'il était du plus beau blond. A douze ans, il avait déjà eu l'honneur de se distinguer sous les yeux de la Pucelle, en se battant à coups de pierre au siège d'Orléans avec les petits pages de l'armée anglaise.

(1) Mss. Gaignières 374, f. 69.

I.

De par le roy

Cadorat , nous avons sceu que la royne vient à Tours. Et pour ce essayez par bons moyens et sans faire semblant , qu'elle ne viengne point plus avant et qu'elle n'aille point à Amboyse ; aussi que ma femme n'aille point devers elle à Tours , pour rien qui soit ; et se d'aventure la royne venoit à Amboyse et que vous ne peussiez trouver moyen honneste pour l'en garder et que vous cogneussiez qu'elle nous y vouldist actendre et y estre ne x ne xv jours , amenez ma femme à Melun et avec elle la dame de Chasteauneuf , la dame de Saint Priet et Françoÿse et les femmes de la ditte dame de Chasteauneuf pour les servir , et lessez la femme de Rollant pour gouverner tout le demourant ; et dictes que nous ne nous en povons si tost aller pour aucuns grans affaires qui nous sont seurvenus. Et vous envoyons unes lettres que nous escripvons à ma femme , contenant qu'elle viengne devers nous , lesquelles vous lui baillerez pour les monstres à la royne et pour vous en ayder , ou cas que vous ne pourriez trouver autre remède honneste de renvoyer la royne. Aussi si elle n'y vouloit estre que deux ou troys jours , vous ne vous en ayderez point et les gecterez ou feu. Cadorat , vous entendez assez nostre entencion. Et pour ce , ne vous en escripvons autrement.

II.

Ma femme , je ne m'en puis si tost aller que je pensoye pour pluseurs grans affaires qui me sont seurvenus à Paris. Et pour ce venez vous en à Melun et n'amegnez que la dame de Chasteauneuf , la dame de Saint Priet et Françoÿse , et ordonnez la femme de Rolant pour demourant avec le seurplus. Et adieu. Escript de ma main.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

MÉMOIRES DE L'INSTITUT DE FRANCE, tome *XVII*, I^e partie, 1847, in-4° de 407 pages, 7 planches.

Ce volume contient d'abord deux mémoires de M. Letronne, l'un « sur la civilisation égyptienne depuis l'établissement des Grecs sous Psammichus jusqu'à la conquête d'Alexandre » (74 pages), l'autre « sur la découverte d'une sépulture chrétienne dans l'église de Saint-Eutrope à « Saintes » (26 pages). Vient ensuite le travail le plus considérable du volume, intitulé : « Questions de l'histoire de l'art discutées à l'occasion d'une inscription grecque gravée sur une lame de plomb et trouvée dans l'intérieur d'une statue antique de bronze », par M. Raoul-Rochette (209 pages).

Une inscription phénicienne gravée sur une dalle détournée à Marseille, au mois de juin 1845, a fourni à M. de Saulcy la matière d'une dissertation dont la première partie avait déjà paru dans la Revue des Deux-Mondes du 15 décembre 1846. Ce précieux monument d'une antiquité des plus reculées fut signalé d'abord à l'attention des savants par M. Nicoly Limbéry, secrétaire interprète de la cour royale d'Alger, qui crut y reconnaître le texte d'un traité de commerce conclu entre les Marseillais et les Carthaginois. Cet orientaliste a rendu service à la science par la brochure dans laquelle il a fait connaître cette découverte, mais il paraît s'être complètement égaré dans l'interprétation qu'il a donnée de l'inscription. Au lieu d'un traité entre Carthage et Marseille, c'est une ordonnance qui renferme le tarif des différents prix des sacrifices dans la religion punique. Telle est du moins l'opinion de M. de Saulcy et de plusieurs autres savants, M. Judas, M. Bargès, et en Allemagne M. Movers, qui se sont emparés de leur côté de l'inscription phénicienne pour la soumettre à leur examen. M. Judas a fait de ce travail un chapitre de son ouvrage intitulé : *Étude démonstrative de la langue phénicienne et de la langue libyque* (in-4°, Paris, 1847). M. l'abbé Bargès, professeur d'hébreu et de chaldaïque à la Sorbonne, s'abandonnant à la séduction des conjectures, a publié un petit écrit intitulé : *Temple de Baal à Marseille*, dans lequel il reproduit et commente l'inscription, en lui assignant pour date le septième ou le huitième siècle, au moins, avant J. C., et en assurant qu'elle prouve l'existence, déjà soupçonnée, dit-il, d'un temple de Baal dans cette ville antique. Le nom de Marseille n'est rappelé nulle part dans l'inscription, et rien n'indiquait dans l'endroit où on l'a trouvée qu'elle fût partie d'un monument; mais elle est gravée sur une pierre calcaire dont le gisement existe dans le voisinage, et l'on peut en conclure, en effet, que c'est bien un monument local. Quant à l'ouvrage du professeur de Breslau, le docteur F. C. Movers, qui s'est rendu célèbre par

ses travaux sur la langue punique, il ne contient (1) guère que le résumé des travaux précédents, qui, du reste, diffèrent peu au fond quant à l'interprétation. Ce concours d'efforts montre l'importance attachée à ce texte par ceux qui sont le plus en état de l'apprécier. Nos lecteurs seront peut-être curieux d'en avoir la traduction : voici la leçon donnée par M. de Saulcy, que nous préférons, parce que sa publication dans le *Recueil de l'Académie* est une sorte de sanction :

« Baâl le suffète, fils de Bedtanit, fils de Bed. le suffète, fils de Bedachmoun, fils de Kallatzbaâl, et. »

« Pour un bœuf prescrit ou d'action de grâces ; ce sacrifice rapportera
« aux prêtres 10 sicles d'argent pour chacun ; le sacrifice sera payé en sus
« de cette redevance, et selon les prescriptions (la chair) sera dépecée et
« brûlée ; la peau, les entrailles, les pieds et les restes de la chair reviendront
« au maître de l'animal sacrifié. Pour un veau auquel les cornes ne sont pas
« encore poussées (?), mais à qui elles pousseraient (?) ou pour un cerf (ou
« une biche), sacrifice prescrit ou d'action de grâces ; ce sacrifice rapportera
« aux prêtres 5 sicles d'argent (pour chacun, le sacrifice payé en sus) de
« cette redevance ; on prendra de la chair un poids de 150 miscals ; elle sera
« dépecée et brûlée ; la peau, les entrailles, les pieds (et les restes de la
« chair reviendront au maître de l'animal sacrifié). Pour un béliér ou pour
« une chèvre, sacrifice prescrit ou d'action de grâces ; ce sacrifice rapportera
« aux prêtres 1 sicle d'argent étranger pour chacun (et selon les prescrip-
« tions la chair sera dépecée) et brûlée ; et la peau, les entrailles, les pieds
« et les restes de la chair reviendront au maître de l'animal sacrifié. Pour
« un agneau ou pour un chevreau, ou en temps de calamité (?) pour un
« béliér, sacrifice prescrit ou d'action de grâces ; ce sacrifice rapportera aux
« prêtres trois quarts de sicle étranger (pour chacun. . . . et le sacrifice sera
« payé en sus) de cette redevance ; elle (la chair) sera dépecée et brûlée ; et
« la peau, les entrailles, les pieds et les restes de la chair reviendront au
« maître de l'animal sacrifié. Pour un bouc (?) (ou un oiseau) protecteur (?)
« ou un. . . en action de grâces, sacrifice imprécatoire ou pour conclure
« un traité (ou divinatoire) ; il rapportera aux prêtres trois quarts de sicle
« étranger pour chacun et la chair. . . . Pour un bouc (ou un oiseau), soit
« offrande consacrée, soit sacrifice. . . , soit sacrifice oint d'huile ; ce sacri-
« fice rapportera aux prêtres. . . sicles pour chacun et (?) selon les préceptes,
« ce que l'on portera (ou celui qui portera) sera aux prêtres ; il sera dépecé
« et brûlé et selon les préceptes. . . Pour les libations et l'offrande de lait
« et l'offrande de lait (*sic*) et l'offrande de tout sacrifice. . . Pour tout sacri-
« fice qu'offrira un pauvre, soit d'une bête de troupeau, soit d'un bouc (ou
« d'un oiseau), il n'y aura rien pour les prêtres. Tout. . . et tout domestique

(1) Cet ouvrage (allemand) a pour titre : *Les Sacrifices chez les Carthaginois. Commentaire d'une inscription punique relative aux sacrifices et conservée à Marseille*. Breslau, 1847, in-8° de 138 pages.

« *malade séquestré*, et tous les..... qui feront un sacrifice..... Les.....
 « une redevance pour chaque sacrifice, comme surcroît de rétribution de
 « six (pièces?) selon la loi..... Toute redevance qui rapportera ces six
 « (pièces) de surcroît, sera donnée suivant les prescriptions de l'impôt....
 « — Ont signé Khallatzbaâl et ses collègues. Tout prêtre qui percevra
 « l'impôt mettra à part (ou gardera seulement) les six (pièces) de ce sur-
 « croît, et..... »

On est frappé des rapports qu'offre ce document avec les premiers chapitres du Lévitique.

Le volume de l'Académie contient encore deux mémoires, l'un de M. Lajard, intitulé : « Observations sur l'origine et la signification du symbole appelé la Croix ansée, qui figure sur les monuments de l'Asie et de l'Égypte » (31 p.); l'autre de M. de Wailly, portant pour titre : « Examen de quelques questions relatives à l'origine des Chroniques de Saint-Denis » (31 pag.).

MÉMOIRES ET DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE. *In-8° avec planches. Tomes I, II, III, IV, V (1^{re} livraison) et VII. Lausanne, librairie de G. Bridel, 1838-1846.*

Laborieuse comme sa voisine et sa rivale de Genève, la société historique de Lausanne a publié plusieurs volumes qui méritent d'être signalés à nos lecteurs. Ces volumes forment une collection de mémoires et documents pleine de recherches très-estimables et d'utiles matériaux relatifs à l'histoire de l'Helvétie occidentale.

Le premier d'entre eux est un mémoire de M. Fr. de Gingins la Sarraz, sur le *Rectorat de Bourgogne* (202 pages). Qu'est-ce que le Rectorat de Bourgogne? Peu de personnes le savent. Rodolphe III, le dernier roi de Bourgogne, étant mort en 1032 sans héritier direct, l'empereur Conrad II, surnommé le Salique, époux de l'une des nièces du défunt, réunit la Bourgogne à l'empire en qualité d'héritier le plus proche. Pendant tout le règne de Conrad et celui de Henri III son successeur, ce pays manifesta son indépendance par l'opiniâtreté avec laquelle les grands seigneurs se roidirent contre la suzeraineté de l'Empire. Ce fut seulement après la mort de Henri, en 1057, qu'un officier impérial, Rodolphe de Rheinfelden, décoré du titre nouveau de *Dux Burgundiorum*, fit reconnaître son autorité dans toute la Bourgogne transjurane. C'est ce titre de duc, exprimé quelquefois dans les textes par le mot *Rector*, dont on a fait la dignité du *Rectorat*.

Le pouvoir à peu près souverain des sires de Rheinfelden passa après eux dans la maison des célèbres ducs de Zähringen, avec qui le Rectorat dura jusque vers l'an 1225. M. de Gingins procède dans son travail en traçant chronologiquement la biographie de chacun des personnages qui furent revêtus de cette dignité, en approfondissant sur son passage les difficultés historiques, en effleurant, avec moins de succès il faut le dire,

les questions obscures que soulève l'examen des institutions du moyen âge et en puisant à pleines mains dans les documents originaux.

Voici les travaux qui suivent l'histoire du Rectorat de Bourgogne :

Statuts de Pierre, comte de Savoie (qui régna de 1263 à 1268), *sur la procédure et les notaires dans le comté de Savoie* (sans date). Petite pièce de treize pages, intéressante pour les amis de notre ancienne jurisprudence ; elle se divise en dix-neuf alinéa, dont les rubriques sont les suivantes : « *Préambule. — De causis rusticorum. De causis impotentium terminandis. De causis in quibus libellus non offertur. De causis in quibus offertur libellus. De exceptionibus dilationis non admittendis. De injuriis dictis coram iudice. De litis contestatione. De officio advocatorum. De pignorationibus. De spoliationibus et injuriis. De injuriis. De notariis. De redditione cartarum et instrumentorum. De perjurio. De notariis quantum debent recuperare pro scriptura. De expensis datarum. De redemptione instrumentorum. De redditione pignorum.* »

Notice historique sur le comté et les premiers comtes de Gruyères, par le pasteur P. J. Bridel (44 pages). Histoire de cette famille célèbre, depuis ses origines jusqu'au commencement du quatorzième siècle.

Recueil historique sur l'origine de la vallée du lac de Joux et l'établissement de ses premiers habitants, avec un récit des événements arrivés dans ce petit coin de pays pendant l'espace d'environ six cent quarante ans, qui commencent à l'an 1140 ; le tout extrait des documents et des traditions, par J. D. Nicole (212 pages). Les membres de la société d'histoire de la Suisse romande ne sont que les éditeurs de cet ouvrage composé vers l'année 1780 ; c'est moins un traité historique qu'une chronique de famille empreinte de la bonhomie des siècles passés.

Annales de l'abbaye du lac de Joux, depuis sa fondation jusqu'à sa suppression, en 1536, par M. de Gingins la Sarraz. Ce travail occupe, à lui seul, toute la seconde partie du tome I^{er}, c'est-à-dire 509 pages, dont les deux tiers sont consacrés à un recueil de pièces justificatives.

Le tome II (706 pages) a été accordé tout entier par la société à M. J. J. Hisely, professeur honoraire à l'Académie de Lausanne. Il commence par une longue dissertation intitulée : *Essai sur l'origine et le développement des libertés des Waldstetten : Uri, Schwitz, Unterwalden, jusqu'en 1332*, suivie de l'examen d'un mémoire du docteur Heusler (de Bâle) sur les *commencements de la liberté d'Uri*. C'est la tradition, chez les Suisses, que la liberté fut toujours vierge dans leurs montagnes, et qu'avant l'oppression de l'Autriche les pâtres des Alpes, oubliés dans leurs pauvres retraites, avaient toujours joui de l'indépendance. Cette croyance fut peut-être une sauvegarde pour les anciens Suisses ; c'était encore il y a peu de temps, pour leurs descendants, un article de foi auquel personne parmi eux n'eût osé porter atteinte, et leur grand historien Jean de Müller, qui n'est mort qu'au commencement de ce siècle, l'a consacrée encore dans son *Histoire de la confédération helvétique*. M. Hisely s'attache, dans sa dissertation et

dans l'examen du travail de son compatriote M. Heusler, à ramener les esprits à la vérité et à démontrer en détail par les documents la fausseté de cette tradition, qui semble à priori n'avoir jamais pu être acceptée par ceux qui savent quels ont été les procédés et l'histoire de l'humanité dans notre Occident. — M. Hisely donne ensuite un supplément à sa dissertation, sous ce titre : *Les Waldstetten : Uri, Schwitz, Unterwalden, considérés dans leurs relations avec l'empire germanique et la maison de Habsbourg*. Enfin, il complète ce volume par l'ouvrage suivant : *Recherches critiques sur l'histoire de Guillaume Tell*; écrit dans lequel il examine la question de l'existence de ce héros national, fortement attaquée et toujours défendue depuis l'année 1607 jusqu'à nos jours. L'historique de ce débat, la liste et la critique de tous les auteurs qui y ont pris part jusqu'à l'an 1842, le texte des chartes et des passages de chroniques sur lesquels on fonde la réalité du personnage de Tell, le récit des traditions scandinave et anglo-saxonne qui rapportent la même histoire, enfin la publication de plusieurs des chants populaires dans lesquels on a célébré l'adroite archer, donnent beaucoup de prix au travail de M. Hisely, qui termine en éclectique par cette conclusion, que Guillaume Tell a réellement existé, mais que les circonstances dont on a orné sa vie sont fabuleuses.

Le tome III est consacré à l'histoire de la célèbre abbaye de Romainmotier, située dans le canton de Vaud. Il contient d'abord un mémoire de M. Fréd. de Charrière, intitulé : *Recherches sur le couvent de Romainmotier et ses possessions* (384 pages); puis une *Notice sur un monument sépulcral du quatorzième siècle découvert à Romainmotier* (20 pages et 2 pl.), par M. de Gingins; une édition complète du *Cartulaire de Romainmotier*, par le même; enfin un *Recueil de pièces justificatives faisant suite au cartulaire de Romainmotier*, publié et accompagné d'observations par M. Fréd. de Charrière. Ces deux dernières publications sont importantes; elles comprennent deux cent quarante-cinq pièces, la plupart antérieures au quatorzième siècle, et remontant jusqu'au dixième; elles remplissent, à elles deux, 514 pages.

Bien différent des précédents, le tome IV est la simple publication d'un ouvrage mystique, *le Mirouer du monde*, qui nous paraît être de la fin du treizième siècle, quoique l'éditeur, M. Félix Chavannes, le croie d'un siècle moins ancien. Comme tous les livres écrits à cette excellente époque littéraire, celui-ci se recommande par la grâce et la netteté du style, mais il ne contient pas le moindre renseignement historique. Les notes de l'éditeur, et surtout sa préface, sont d'une extrême faiblesse.

Les deux cent six premières pages du tome V sont occupées par le mémoire suivant : *Recherches sur les sires de Cossonay et sur ceux de Prangins issus de leur famille*, par M. Louis de Charrière. Cette histoire, qui commence à l'an 1096 et finit aux approches du quinzième siècle, est faite presque exclusivement avec des documents tirés des archives du pays (canton de Vaud), et imprimés par l'auteur à la suite de son travail; ils sont

au nombre de cinquante-quatre, des années 1096 à 1381, et avec les notes dont ils sont accompagnés, forment 175 pages. La seconde partie du tome V doit contenir une *Histoire de la commune de Cossonay*; mais elle n'a pas encore paru.

Il en est de même du *Cartulaire de Lausanne*, monument qui renferme les documents les plus anciens qu'on possède sur le pays de Vaud, et qui doit être l'objet du tome VI encore sous presse.

Il ne nous reste plus à parler que de la première partie du tome VII, contenant un *Recueil de chartes, statuts et documents concernant l'ancien évêché de Lausanne*, publié par MM. de Gingins la Sarraz et Fr. Forel (480 pag.). Les évêques de Lausanne, sauf la suzeraineté à peu près illusoire de la couronne impériale, furent indépendants et maîtres d'une partie du pays de Vaud jusqu'à l'année 1536, où ils furent chassés par les armes de Berne et la Réformation. Les chartes relatives à ces riches prélats, qui se trouvaient, au douzième siècle, au nombre des plus puissants de la chrétienté, contiennent à peu près l'histoire du pays lui-même, et méritent à ce titre toute l'attention des savants de la Suisse occidentale. La publication de MM. de Gingins et Forel nous paraît, à nous-même qui n'y avons point d'intérêt patriotique, tout à fait digne de remarque. Elle ne contient pourtant qu'une faible partie des pièces qui concernent l'évêché de Lausanne; les plus anciennes de ces pièces sont dans le cartulaire dont il est parlé dans l'alinéa précédent; celles postérieures au quatorzième siècle seront publiées plus tard: MM. de Gingins et Forel ne donnent, dans cette première partie du tome VII, que les actes compris entre le XI^e et la fin du XIV^e siècle. Peu d'églises ont sur leur ancien état, et particulièrement sur la constitution temporelle qu'elles avaient adoptée, d'aussi complets renseignements que ceux qui se présentent dans ce recueil pour l'église de Lausanne. Les premiers que l'on ait, connus sous le nom de *Reconnaissances du prévôt Arducius*, remontent à l'année 1144 environ. En un très-petit nombre d'articles, y sont établis et consignés les droits fondamentaux de l'évêque, de ses principaux officiers, du chapitre et des bourgeois de Lausanne. Nous croyons faire utilement, comme d'ailleurs la pièce est fort courte, en la mettant intégralement sous les yeux du lecteur:

« Quoniam jus exigit et consuetudo dictat ut in sua jurisdictione domino sua jura recognoscantur et consuetudines, talis facta est recognitio a clericis, baronibus, militibus et burgensibus episcopo Lausannensi, quod tota villa Lausannensis, tam civitas quam burgum, est dos et alodium beate Marie et ecclesie Lausannensis.— Canonici liberam habent electionem episcopi et debent regi processiones et orationes tantum.—A rege tenet regalia dominus episcopus Lausannensis. Regalia vero sunt strate, pedagia, vende, nigre jure (1), moneta, mercata, mesure, feneratores manifesti,

(1) On lit ailleurs : Nigræ juræ, *noires joux*; c'est le nom qu'on donne aux montagnes boisées qui font encore aujourd'hui la richesse du pays. Il s'agit probablement ici de droits sur l'exploitation des forêts de sapins du Jura.

banni veteres vel de communi consilio constituti, cursus aquarum, fures, raptores.—Propter hec, est episcopus obnoxius regi in hoc quod si propter negocia episcopii sive civitatis vocatus venit, in sero et in mane debetur ei procuratio. Nichil amplius juris vel exactionis habet rex in villa Lausannensi; ejus expensasolvere debent burgenses extra muros civitatis manentes et tres curtes episcopi Aventica, Curtiliacum, Bullum; eandemque procuracionem debent emere duo de familia episcopi cum duobus burgensibus et in aliis debet episcopus servire sicut regi.—Advocatus vero de manu episcopi tenet advocaciam extra muros civitatis et in predictis curiis episcopi Aventica, Bullo, Curtiliaco, pro qua livius (1) homo episcopi debet esse. Ad jus advocati pertinet tertia pars bannorum in burgo Lausannensi et in tribus curtibus notatis. In escheitis nullam habet portionem advocatus.—Burgenses ad arma ferenda ydonei debent sequi al fuereri (2) majorem vel senescalum vel psaltarium sub pena banni trium solidorum, ita quod eadem die domum revertantur, nisi de communi consilio necesse sit majorem moram facere. Si vero episcopus in propria persona vel ejus nuncius de communi consilio ierit contra hostes ecclesie, qui non fuerit eum secutus in banno erit L solidorum.—Si vero dominus episcopus pro negocio ecclesie et de consilio meliorum ville sue ad regem perrexerit vel si rex eum ad curiam denunciata vocaverit, duo burgenses vel tres quos secum voluerit ducere debent ei providere expensas in eundo et redeundo quas ipse debet eis reddere. Has autem expensas debet accipere in burgo Lausannensi et in tribus curtibus nominatis.—Burgenses debent juvare dominum episcopum in acquisitionibus (*sic*) et in aliis negociis. Preterea debent ei burgenses in victualibus et ferratura credentiam usque ad XL diem, ita quod per ejus aliquem ministerialem sint securi; si vero XL^o die debitum non fuerit solutum, pignus pro debito reddatur, quod usque ad annum et diem debet invenditum custodiri. Canonicis et militibus debetur credentia XV dierum supra pignus suum in victualibus et ferratura.—Propter hec et alia servicia debet dominus episcopus burgenses et eorum bona tam materiali quam spirituali gladio defensare. Pro falsatione mensure, ponderis, ulne debentur LX solidi. Pro violatione civitatis debentur LX libris. In civitate omnes debent esse securi præter fures, falsarios et proditores. In burgo pro effusione sanguinis defluentis vel pro extractione gladii extra domum,

(1) Pour *ligius*.

(2) Expression locale qui manque à du Cange, et dont les éditeurs vandois donnent les explications suivantes : « *Al-fuer-cri*, au cri de fuer, foris, dehors. — *Ad affourtrery*, pour tirer dehors, de *four*, dehors, et *trery*, tirer, trahere (Ms. de la ville de Lausanne). — *Affourterus major*, quartier-maitre général (J. de Müller, trad. de Monnard, III, 160). — Concedimus insuper quod cives nostri Lausannenses (dit l'évêque dans une charte de l'an 1344)..... dictum dominum Ludovicum..... juvare debeant et teneantur... dummodo ipse dictus Ludovicus premissa intimet dictis civibus, si sit pro foreresio sive forcri per unam diem et si sit pro cavalcatis per duos dies ante. »

vel cultelli vel lancee vel alterius generis armorum debentur LX solidi. — Canonici et familia capituli et servientes canonicorum, familia episcopi, clerici et milites et servientes eorum in propriis domibus sunt exempti a communi lege. — Si quis pascua occupaverit, legem debet sicut recognoscitur in placito generali, nec debet eum defendere episcopus vel advocatus.

«Has recognitiones fecerunt de consilio canonicorum, baronum, militum et burgensium : Arducius episcopus Gebennensis et praepositus Lausannensis, qui in praepositura sedit octoginta annis, et Girolodus Carbo et Petrus Bovo et Willermus de Orsenens. Arducius in praesentia Amedei episcopi ; Girolodus Carbo in praesentia Landrici episcopi ; Cano praepositus in praesentia Bertoldi episcopi ; idem Cono in praesentia Gyrardi electi ; idem Cono praepositus in praesentia Willermi episcopi. — Fuerunt etiam et alia multa recognita in presencia cujuslibet episcopi que non sunt hic scripta. — Idem Cono praepositus in praesentia Bonefacii episcopi. »

Cet acte fut très-souvent confirmé par les évêques des temps postérieurs, et probablement augmenté à chaque confirmation. La première d'entre celles-ci que l'on ait conservée est celle qui porte le nom de *Plaict général de Lausanne*, de l'année 1368 ; elle se compose de cent soixante-douze articles, dont les dix-sept premiers sont la reproduction littérale de l'acte de 1144. MM. de Gingins et Forel ont également donné cette pièce intéressante, où sont développés le droit civil du pays, sa constitution politique, ses institutions municipales ; et à la suite, ils ont publié un *Commentaire anonyme* de ce document de 1368, commentaire qui augmente singulièrement la valeur de l'original. Ils supposent que cet ouvrage reçut sa forme définitive au commencement du quinzième siècle, tout en le regardant comme antérieurement conçu et comme remanié à diverses reprises. Cette opinion nous paraît bien fondée ; mais quoi qu'il en soit à cet égard, le *Commentaire anonyme* est un livre de prix, et nous ne connaissons pas d'autre ville que Lausanne sur qui la science possède une mine aussi féconde et aussi sûre de renseignements concernant les institutions du moyen âge. Chaque article de la charte de 1368 y est repris dans un ordre différent, que l'auteur a peut-être cru plus méthodique ; puis il est expliqué, développé, motivé, et ces explications détaillées sont d'autant plus précieuses, que celui qui les donne est plus rapproché des temps anciens. Ce n'est pas qu'elles soient d'un grand secours pour bien faire comprendre les *Reconnaissances du prévôt Arducius* ; sous ce rapport, nous croyons au contraire qu'on ne doit nullement se fier à elles, parce que leur auteur donne dans ses définitions la clef de ce qui avait lieu de son temps, et non de ce qui se passait en 1144. C'est ainsi qu'a toujours procédé la critique du moyen âge. Mais pour ce qui est des usages et des doctrines du quatorzième et du quinzième siècle, on en trouvera dans ces commentaires, souvent fort longs, un recueil très-utile à méditer. Les éditeurs ne l'ont pas chargé de notes ; ils se sont bornés à quelques explications des mots difficiles et des expressions locales ; mais ils ont rempli avec grand soin la partie prin-

cipale de leur tâche, la correction du texte. Le *Commentaire anonyme* occupe 162 pages.

Outre celles que nous venons de citer, le volume de MM. de Gingins et Forel contient encore soixante-douze pièces, dont les plus importantes sont relatives à l'histoire des municipalités du pays de Vaud. On y remarque la translation (en 1234), dans un lieu éloigné, d'un village situé sur les bords du lac de Genève, à cause des ravages que ses habitants avaient à souffrir des habitants de la rive opposée (Faucigny); les franchises de Villette, de l'an 1283, où il est question des Trois-États (*trium statuum*); les conventions de 1357 et 1360 relatives au village de Lutry, dans lesquelles on trouve, avec un exemple des complications infinies qui résultaient au moyen âge du mélange des juridictions, une solution fort précise de nombre de questions que ces conflits pouvaient faire naître.

Nous avons rendu compte avec grand soin, dans les volumes précédents, des publications modernes dues à la société savante de Genève. On voit que celle de Lausanne n'est pas restée en arrière, quoiqu'on s'étonne de n'y point trouver les noms d'historiens connus, comme MM. Monnard et Wullemmin. Nous parlerons plus tard de ce qui s'est fait en travaux du même genre à Neuchâtel et à Chambéry. H.-L. B.

COMMENTARI DELLA GUERRA DI CIPRO e della lega dei principi cristiani contro il Turco, di Bartolomeo Sereno, ora per la prima volta pubblicati da ms. autografo, con note e documenti per cura de' Monaci della badia Cassinese. Pe' tipi di Monte Cassino. 1845. Un vol. grand in-8 de XLVI et 436 pages.

Les religieux bénédictins du Mont-Cassin, après avoir publié l'histoire de leur illustre abbaye, dont l'un de nous a, en partie, rendu compte dans le présent volume de ce recueil (page 177), ont formé le dessein de faire connaître au public les documents inédits les plus intéressants de leurs archives et de leur bibliothèque. Ils ont commencé l'exécution de ce projet par l'édition des mémoires de Barthélemi Sereno, homme d'armes d'abord, puis religieux au Mont-Cassin, où il acheva sa vie. Ces commentaires, quoique étendus, renferment seulement l'histoire de quatre années de la guerre de Venise et de la chrétienté contre les Turcs; mais ces années furent remplies par la conquête de l'île de Chypre, la bataille de Lépante et les négociations de la paix de 1573. Il n'est pas d'événements du seizième siècle qui aient été l'objet de plus d'écrits que ceux-ci; l'imprimerie en vulgarisa un grand nombre; les bibliothèques publiques en renferment peut-être autant encore en manuscrits. Mais les écrivains de la valeur de Sereno se comptent un à un et se placent à part. Contemporain, souvent témoin oculaire des événements qu'il raconte, homme d'expérience et de jugement, habile écrivain, véridique bien trop ami des harangues, Sereno a terminé dans sa paisible retraite de l'Apennin des mémoires qu'il faudra désormais consulter comme une des sources principales de l'histoire des luttes de l'Italie et de

l'Europe contre les Ottomans , et qui mettent son auteur, par leur mérite historique, à côté de Graziani, de Bizaro, de Paruta et de Calepio. Quant au style, mérite dont un étranger peut si difficilement se rendre compte, les Bénédictins n'hésitent pas à considérer l'ouvrage de Sereno comme digne d'être mis en comparaison des meilleures compositions du siècle où écrivirent Bembo et Varchi.

Barthélemi Sereno naquit à Rome, d'une famille noble, vers l'an 1520. Chevalier et voué aux armes, il courut longtemps les compagnies et les camps en Italie, en France, et peut-être en Espagne. En 1569, il servait dans l'armée du maréchal de Tavannes et du duc d'Anjou à la bataille de Montcontour; peu après on le trouve sur la flotte chrétienne équipée pour la défense de Chypre, puis à la bataille de Lépante, où il commandait une galère nommée la *Grifona*. Il attaqua et prit dans cette journée deux galères turques, dont l'une était montée par le redoutable corsaire Kara Kodgia. Il suivit ensuite Don Juan d'Autriche en Afrique, et prit part à la conquête et à l'occupation momentanée de Tunis. Échappé à la mort quand les Turcs rentrèrent en possession de cette ville, il résolut de passer le reste de ses jours loin du bruit et du monde. Retiré au Mont-Cassin à la fin de l'année 1574, il y reçut l'habit religieux en 1576.

« Notre abbaye florissait alors, disent les éditeurs de sa chronique, par la rigueur de sa discipline et les vertus de ses habitants. Agrégée depuis peu à la congrégation de Sainte-Justine de Padoue, elle avait réparé les dommages que lui avaient occasionnés les commanditaires et s'était rajeunie par de nouvelles constitutions. L'amour des lettres et des arts, propagé par les Médicis, dirigeait les religieux du Mont-Cassin, qui, grâce à une meilleure administration de leurs riches revenus, embellissaient leur vaste monastère de belles constructions, de sculptures et de peintures, dues aux grands artistes de ce temps si fortuné pour les arts. L'abbé du Mont-Cassin était alors le digne Angelo da Faggis, dit le Sangrino, homme savant et poète. Il accueillit le brave soldat de Lépante, qui apportait dans l'abbaye, avec la renommée d'un valeureux chevalier, les mémoires des guerres auxquelles il avait pris part, mémoires que nous publions aujourd'hui. Il le dépouilla lui-même de ses habits de chevalier et le revêtit du sayon monastique, changeant son nom de Barthélemi en celui de Zacharie, suivant l'usage des bénédictins, qui, en entrant dans l'ordre, prennent un nouveau nom pour indiquer la rénovation complète qui doit s'opérer chez eux. »

Sereno vivait encore en 1604 ; il parvint à un âge fort avancé, partageant son temps entre ses devoirs de l'église et ses goûts littéraires. Il dut alors revoir et parfaire la rédaction de ses mémoires. On a encore de lui la description des honneurs funèbres rendus à Naples à Philippe II roi d'Espagne, mort en 1598, et l'oraison publique qu'il prononça à cette occasion en cette ville. Ces deux derniers écrits se trouvent dans les Mss. de la Bibliothèque nationale à Paris, et nous espérons pouvoir en envoyer un jour une copie aux religieux du Mont-Cassin, qui les ont signalés (page xli de la préf.), en

regrettant de ne plus les posséder. Le ms. autographe des mémoires du frère Sereno porte le n° 672 dans leur bibliothèque. M.-L.

DELLE ISTORIE PISANE LIBRI XVI, di Raffaello Roncioni, con illustrazione di Francesco Bonaini. Firenze, 1844-45. 3 vol. in-8.

Nous croyons devoir revenir sur cet ouvrage, dont nous avons déjà dit un mot (t. VI, p. 476) et dont la fin ne nous est pas encore parvenue. Il forme le tome VI de l'*Archivio storico italiano* publié à Florence par M. Vieusseux. Il est divisé en deux parties, et chaque partie en deux livraisons ou volumes de 200 à 500 pages. La 1^{re} partie renferme l'histoire même de Roncioni, avec les annotations de M. Bonaini, l'un des professeurs les plus savants de l'université de Pise. Le 1^{er} volume de la 2^e partie est un recueil de chroniques originales de la République, dont M. Bonaini donne une première ou une meilleure édition. La pièce la plus importante de ce volume est la vieille chronique pisane de Marangone, écrite au douzième siècle, et publiée pour la première fois d'après le précieux manuscrit de la bibliothèque de l'Arsenal de Paris. La suite de la publication doit renfermer un choix et des extraits des chartes ou pièces détachées relatives à l'histoire de Pise.

Quel que soit le respect qu'il est juste d'accorder à Roncioni, il faut regretter que M. Bonaini n'ait point refait en entier son œuvre. Roncioni, comme la plupart des écrivains ses contemporains du quinzième siècle, a écrit les XVI livres de son histoire sans citer aucune source, sans donner à l'appui de son travail un seul document. Revoir en sous-œuvre la rédaction de l'historien, vérifier chacune de ses assertions au contrôle des documents originaux, le redresser quand il s'est trompé (ce qui n'est pas fréquent, il faut le reconnaître), ajouter à son récit quand il laisse une lacune sensible en respectant fidèlement sa rédaction ; rétablir dans toute son étendue l'histoire de Roncioni sur les témoignages authentiques fidèlement cités d'après les meilleures éditions ou les manuscrits, telle est la tâche longue, difficile et trop modeste que l'amour de son pays a imposée à M. Bonaini. Le projet une fois arrêté de publier le texte même de cette histoire, dont M. le chevalier Roncioni, officier supérieur de l'armée de Napoléon, puis podestat de Pise, possède le manuscrit, le savant professeur de l'université a résolument entrepris sa tâche sur le plan le plus large. Il a visité les archives de la plupart des grandes villes qui ont eu des relations avec la république de Pise : Gênes, Venise, Lucques, Parme, Florence, Sienne, Rome, Naples et Palerme. Il n'a pas négligé les archives de Narbonne, mais n'a pu visiter les archives de Montpellier, circonstance à rappeler pour la honte des esprits étroits qui l'en ont empêché. On comprendra sans peine qu'en six années de voyages et de travaux M. Roncioni ait ainsi réuni une quantité considérable de documents nouveaux, tels que des traités de paix ou de commerce, des

bulles, des diplômes, des lettres et des chroniques sur l'histoire de la république de Pise et ses relations avec l'Orient, l'Afrique et toutes les grandes villes commerçantes de l'Europe méridionale; de telle sorte qu'il n'est pas une circonstance un peu marquante de l'histoire de Pise sur laquelle l'éditeur ne possède quelque document contemporain. C'est dans ce riche arsenal que M. Bonaini puise les matériaux de ses savantes annotations et de ses additions à l'œuvre de Roncioni.

M.-L.

CHRONIQUE.

Mai-Juin 1848.

M. Libri a fait imprimer et distribuer récemment à Paris une brochure intitulée : *Réponse au rapport de M. Boucly publié dans le Moniteur universel du 19 mars 1848*. Nous ne dirons rien, quant à présent, de la valeur des arguments par lesquels M. Libri cherche à repousser les accusations portées contre lui; la justice est saisie et fait toutes les recherches utiles à la manifestation de la vérité. Il y a, toutefois, dans la réponse de M. Libri une série d'imputations, contre l'École des chartes, qu'il est de notre devoir de ne pas laisser subsister.

M. Libri, s'il faut l'en croire (§ 12 de sa brochure), serait en butte à la *jalousie*, à l'*animosité* des professeurs et des anciens élèves de l'École des chartes, parce que le ministre de l'instruction publique, en 1841, l'a désigné, à l'exclusion de ceux-ci, pour faire partie de la commission chargée de publier le catalogue général des manuscrits de la France. Cette exclusion, mal à propos attribuée à son influence, dit-il, lui aurait valu des attaques très-vives dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, pour laquelle on lui avait primitivement demandé des articles. « Le changement de ton de ce journal à mon égard, ajoute-t-il, fut remarqué par les gens qui s'occupent de ces matières. Tant qu'on espérait de moi quelque chose, je fus, même en fait d'érudition, un de ces hommes dont le nom se met sur la couverture pour donner du crédit à une revue. Quelques mois après, je n'étais qu'un ignorant incapable de rien comprendre aux mystères de la paléographie. Plus tard enfin, je suis devenu un étranger arrivé en France pour amasser une bibliothèque énorme par les moyens les plus infâmes. »

Tout cela est un récit fait à plaisir.

M. Libri avait promis sa collaboration à la *Bibliothèque de l'École des chartes*; nous avons mis son nom sur la couverture de notre recueil. Nous l'avons ensuite supprimé lorsque, après une année d'attente, nous avons jugé que nos lecteurs pourraient trouver étrange qu'une promesse toujours renouvelée ne se réalisât jamais.

M. Libri a tort de dire qu'il y a, et cela depuis 1841, un parti pris contre lui dans l'École des chartes. Nous n'avons jamais rien su des

motifs ni des influences qui, lors de la création du comité chargé de diriger la rédaction du catalogue général des manuscrits, ont déterminé le ministre dans les choix qu'il a cru devoir faire, et c'est de M. Libri que nous en recevons aujourd'hui les premières nouvelles. Nous n'avons donc pu, au sujet de cette affaire, garder aucun ressentiment contre lui. Bien plus, l'École des chartes, spécialement désignée par le ministre pour la rédaction des catalogues, loin de songer à se plaindre de cette part modeste qui lui était assignée, en exprima ainsi sa satisfaction : « Quant à la part que M. Villemain » a bien voulu nous réserver dans l'entreprise, nous ne saurions lui en témoigner assez de reconnaissance, puisque à la fois il nous appelle à concourir à une œuvre méritoire et nous donne un témoignage de son intérêt » pour l'École des chartes. » (*Biblioth.*, 1^{re} série, t. II, p. 583.) Il y a enfin une réponse suffisante dans ce fait, que l'ordonnance par laquelle fut créée la commission du catalogue des manuscrits est datée du 3 août 1841 et que c'est au mois de septembre suivant que nous commençâmes à inscrire sur nos couvertures le nom de M. Libri.

Mais ce qui nous paraît surtout étrange dans le récit de M. Libri, c'est qu'il se soit vu l'objet d'attaques très-vives de la part de la *Bibliothèque* et que le changement de ton de ce journal, à son égard, ait été remarqué. Où donc M. Libri a-t-il lu que nous l'ayons taxé d'ignorance et d'incapacité en fait de paléographie, et quand nous a-t-il vu changer de ton à son égard ? Nous n'avons jamais proféré son nom dans la *Bibliothèque*, si ce n'est dernièrement, lors de la vente de ses manuscrits en Angleterre.

Ces quelques mots rectifient ce qu'il y a de personnel pour nous dans la *Réponse* de M. Libri, et en même temps ils donnent une idée de la vérité de son auteur.

— Dans sa séance du 2 mai 1848, la société numismatique de Londres a admis parmi ses membres correspondants notre confrère M. Duchalais.

— La société des antiquaires de la Morinie, dont le siège est à Saint-Omer, avait mis au concours pour 1847 la biographie de Robert de Fiennes, connétable de France sous le roi Jean et sous Charles V (Voir la *Bibl. de l'Éc. des ch.*, t. VII, page 383), et qui joua un rôle important dans les guerres de cette époque (1337-1370). M. Édouard Garnier, élève de l'École des chartes (2^e année), a traité ce sujet et a obtenu une médaille à titre de mention honorable, ainsi que le titre de membre correspondant de cette société, qui va faire imprimer la biographie de Robert de Fiennes, dans ses *Mémoires*.

— Une récente disposition du ministre de l'instruction publique vient de suspendre avant son complet achèvement la publication des *Olim du parlerment de Paris*. Ce bel ouvrage, qui occupait depuis près de huit années la science et le zèle désintéressé de M. Beugnot, aidé de la collaboration

d'un de nos confrères, M. de Mas-Latrie, et antérieurement de M. Douet-d'Arcq, était arrivé à la fin du quatrième volume et de la partie des registres du parlement qui contient les *Olim*. Mais M. Beugnot se proposait, pour rendre sa publication complète, d'y joindre plusieurs pièces importantes qui devaient former un volume de supplément. L'absence de ces pièces additionnelles, dont l'impression n'est pas autorisée, va laisser dans l'ouvrage une lacune regrettable. Espérons qu'elle ne tardera pas à être remplie.

— Un savant étranger, animé du plus louable zèle pour les études historiques, et toujours prêt à favoriser l'union intellectuelle de son pays avec la France, M. de Reiffenberg, de l'Académie royale de Bruxelles, a fait présent à l'École des Chartes, pour sa bibliothèque, de près de cinquante volumes, en tête desquels on remarque le beau *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Bourgogne*, en trois volumes in-folio.

— Voici, concernant les bibliothèques, plusieurs arrêtés déjà un peu anciens de date, mais encore en vigueur :

La commission que M. de Salvandy avait nommée le 26 septembre 1847, pour l'organisation des bibliothèques publiques, a été révoquée et recomposée par un arrêté de M. Carnot. Les membres actuels de cette commission sont : MM. Taillandier, président ; Natalis de Wailly, de l'Institut ; Littré, de l'Institut ; Ravaisson, inspecteur général des bibliothèques ; Taschereau ; Ferdinand de Lasteyrie ; Lascoux ; Brunet ; Génin, chef de division au ministère de l'instruction publique. (15 mars 1848.)

En vertu d'un arrêté de M. le ministre de l'intérieur, la bibliothèque du ministère de l'intérieur est particulièrement destinée à la conservation des monuments écrits ou gravés qui intéressent l'histoire de l'art, ainsi qu'à la conservation des documents imprimés, manuscrits ou gravés de l'histoire de la révolution française. Elle continuera à recevoir un exemplaire des diverses productions littéraires, artistiques ou historiques auxquelles il sera souscrit, et une épreuve des médailles qui pourront être frappées sur les fonds de ce département. Il y est également déposé, comme par le passé, une épreuve des gravures et un exemplaire des morceaux de musique provenant des trois exemplaires du dépôt légal. (Avril.)

Les bibliothèques de l'ancienne liste civile, savoir : la bibliothèque du Louvre, celles des Tuileries, de Fontainebleau, de Compiègne, de Versailles, de Trianon, de Saint-Cloud, de Meudon, de l'Élysée, du Palais-National et du château de Pau, sont rattachées au département de l'instruction publique. Les archives dites de la Couronne rentreront également dans les services du même département. (30 mai.)

— Nous accueillons avec plaisir la rectification demandée, par la lettre suivante, à l'auteur d'un des articles de notre dernière livraison :

Monsieur,

A la suite d'un article sur le *Ménagier de Paris*, conçu dans des termes dont je vous suis fort reconnaissant, il est dit, dans le dernier numéro de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, que la Société des Bibliophiles a cessé d'exister. Je vous prie de vouloir bien annoncer à vos lecteurs que cette nouvelle est inexacte. Fondée en 1820, dans un but entièrement littéraire et désintéressé, la Société n'a jamais eu d'autre ressource que les cotisations de ses membres, et n'a, par conséquent, rien à craindre ni rien à espérer des bouleversements politiques. Les événements qui ébranlent les fortunes particulières peuvent amener la dispersion de quelques bibliothèques, mais il s'en formera certainement de nouvelles, et il se trouvera sans doute toujours en France vingt-quatre amateurs de beaux et bons livres heureux de se réunir dans l'intérêt de leur goût commun.

Agréez, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

JÉRÔME PICHON,

Président de la Société des Bibliophiles français.

— Les examens de fin d'année auront lieu, à l'École des Chartres, au mois d'août prochain. Nous prévenons les jeunes gens de Paris et des départements qui désirent suivre les cours de l'École comme élèves, qu'ils devront se présenter dans les premiers jours de novembre au secrétariat de l'École, aux Archives, pour s'y faire inscrire. La seule pièce dont ils aient à se munir est leur diplôme de bachelier ès lettres.

GAULUET

OU

LE SIRE DE GAULES.

(1380-1423.)

« Je suis noble chevalier ; j'ai noblement servi le roi , et dès « ma jeunesse ; je l'ai servi avec le connétable de Sancerre pendant vingt-quatre ans. » Voilà ce que le sire de Gaules disait à ses juges , en 1415 , dans un procès qu'il eut à soutenir devant le parlement de Paris (1). A ce compte , le connétable étant mort en 1402 , le sire de Gaules aurait commencé à servir vers 1380 , ce qui fait croire qu'il était né en 1360 ou environ.

On l'appela pendant longtemps , pour le distinguer de son père (2), messire Pierre de Mornay *le jeune*, et lui-même s'intitulait ainsi ; mais au commencement du quinzième siècle , il acquit la seigneurie de Gaulnes ou de Gaule , et dès lors on le nomma indifféremment le sire de Gaules ou Gauluet. Pour lui , il s'habitua si bien à ce surnom de *Gauluet*, qu'il le prit toujours dans les actes , et n'eut point d'autre signature (3).

(1) En la cause de messire Robert de Chalus , d'une part , et messire Pierre de Mornay dit Gauluet , d'autre part , qui dit qu'il est noble chevalier et a servi le roy moult noblement et dès sa jeunesse , qu'il a servi le roy avec le connestable de Sancerre par xxxii ans. (Archives nationales , section judiciaire , *Matinées* , reg. VIII , lundi , 10 juin 1415.)

(2) Pierre de Mornay l'ainé , sénéchal de Carcassonne , etc.

(3) Il reste de lui plusieurs actes originaux signés ainsi : GAULUET , avec paraphe.

Gauluet donc, pour nous servir du nom qu'il semblait affectionner, fut un vaillant chevalier. C'est le témoignage que rend de lui l'archevêque de Reims, Jouvenel des Ursins (1); témoignage précieux, car lorsque Gauluet mourut, en 1422, le prélat avait trente-quatre ans, et par conséquent, il avait pu le connaître et l'apprécier personnellement. De plus, le père de Jouvenel, le célèbre prévôt des marchands, connaissait fort bien la famille de Gauluet. Il avait été en relation d'affaires avec plusieurs membres de cette famille, à cause de la belle seigneurie de Trainel, qu'il avait acquise après la mort de Jean de Mornay; et sans doute aussi la sanglante querelle des Bourguignons et des Armagnacs l'avait mis en rapport avec le sire de Gaules, l'un des principaux capitaines du parti orléanais. Un autre contemporain, le religieux de Saint-Denis, ce chroniqueur si grave et si impartial, a parlé aussi de Gauluet dans les mêmes termes que Jouvenel (2), et tout ce que l'on sait, d'ailleurs, de la vie de ce chevalier vient confirmer le témoignage des deux historiens de Charles VI.

Dès sa tendre jeunesse, Gauluet avait entendu résonner autour de lui le bruit des armes. Il pouvait avoir huit ou dix ans lorsque son père levait bannière, en 1369, et se mettait aux champs contre les Anglais. Pendant les années qui suivirent, il ne le vit que rarement, et presque toujours sous le harnais, l'épée au côté, et rassemblant sa compagnie, au sortir d'une expédition, pour en recommencer une nouvelle. En attendant que l'enfant pût à son tour ceindre le baudrier, sa mère, Jeanne de Vendôme, lui racontait sans doute les belles aventures et les grandes prouesses de messire Bertrand du Guesclin et des autres chevaliers du temps, l'élevait dans la crainte de Dieu, dans la haine de l'Anglais et dans l'amour du sage roi Charles V, qu'il devait servir bien peu de temps, s'il le servit. Ce fut, en effet, vers l'époque de la mort de Charles V que le jeune Pierre de Mornay quitta le château de la Ferté-Nabert, où il avait été élevé, pour suivre son père en Aquitaine. Là, il vécut pendant vingt ans de la même vie que lui, servant avec lui sous le maréchal de Sancerre, courant le pays, faisant la chasse aux gens

(1) Le seigneur de Gaules, vaillant chevalier. (Hist. de Charles VI, coll. Michaud et Poujoulat, t. II, p. 469, 1^{re} série.)

(2) *Dominum de Gaulles, strenuum utique militem.* (T. III, p. 334.)

des compagnies, aidant à les assiéger et à les déloger de leurs repaires ; aujourd'hui en Périgord, quelques jours après en Limousin, en Poitou ou en Saintonge, et plus tard dans le Languedoc, dans la sénéchaussée de son père. Quelques documents épars çà et là sont restés pour attester ses services : ce sont des quittances, des revues, des articles de comptes, qui se réfèrent surtout aux deux années 1387 et 1388, pendant lesquelles il ne fut pas moins actif que son père. Plusieurs de ces documents, datés de Niort, de Poitiers, de Saint-Jean d'Angely, font connaître le nombre et les noms des hommes d'armes de sa compagnie, qui se composait alors de lui, d'un autre chevalier-bachelier et de trente et un écuyers, presque tous Orléanais (1). Mais l'époque de sa vie à laquelle ces pièces se rapportent n'en est pas la plus importante.

C'est avec le quinzième siècle que commence pour lui une existence bien plus agitée, bien plus orageuse, et aussi plus digne d'intérêt. L'époque est critique ; la couronne de France est sur la tête d'un fou, et à la faveur de la démence royale s'agitent toutes les ambitions, toutes les convoitises, toutes les passions. Orléans et Bourgogne ne sont pas encore en guerre ouverte, mais se haïssent déjà, et déjà s'attaquent sourdement. C'est le commencement du drame qui va bientôt se dénouer par un meurtre et par la lutte acharnée de deux grandes factions. L'Église est comme l'État : divisée, déchirée par le schisme, elle a aussi ses Bourguignons et ses Armagnacs. Ce n'est partout que désordre et bouleversement. Naguère, on a entendu de l'Orient la voix de Bajazet l'*Éclair*, menaçant l'Europe et la chrétienté, se vantant de faire manger l'avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre de Rome ; et la journée de Nicopolis fait encore verser des larmes. Une autre catastrophe vient de frapper tous les esprits de stupeur ; c'est la révolution d'Angleterre : le gendre de Charles VI, l'ami de la France, Richard II, renversé en quelques jours, a fait place aux Lancastre, et sa chute prédit à la France un sinistre avenir.

Il n'est pas aussi indifférent qu'on pourrait le croire de suivre la destinée d'un homme, d'un seul homme, au milieu de tous

(1) Bibl. nationale, cabinet des titres, recueil des titres scellés, vol. 79, — montres provenant du cabinet de Gaignières, — extraits des comptes de Jehan le Flament, trésorier des guerres, etc.

ces grands événements ; c'est une recherche pleine d'intérêt, qui aiguise vivement la curiosité et qui excite la sympathie. On voudrait savoir ce que pensait, ce que sentait cet homme, comment il respirait dans cette atmosphère orageuse ; on le plaint d'avoir vécu dans ces malheureux temps, et l'on se demande avec une sorte d'anxiété : Que va-t-il faire ? Sera-t-il Bourguignon ou Armagnac ? Va-t-il prendre la croix de Saint-André ou porter la bande blanche ? Soutenir la cause de l'assassin ou celle de l'assassiné ?

Gauluet fut un des capitaines du parti d'Armagnac, on le sait déjà ; mais il faut voir comment les circonstances l'attachèrent au service de la maison d'Orléans. Nommé sénéchal de Carcassonne et de Béziers par lettres patentes du 3 juin 1400 ; il succéda dans cet office à son père, que l'âge, les fatigues de la guerre, et peut-être aussi la tendresse paternelle, décidèrent au repos (1). Pourvu de cette importante charge, il épousa quelques mois après Robine de Saint-Brisson, veuve de Robert d'Estouteville, seigneur du Bouchet, et fille de Jean de Saint-Brisson, seigneur de la Ferté-Hubert (2). Cette alliance donnait pour un temps à Gauluet le titre de seigneur d'Estouteville, comme ayant le bail et la garde noble du mineur Jean d'Estouteville, fils de sa femme (3) ; et c'était une bonne fortune pour le sénéchal de Carcassonne que de réunir au nom de Mornay, si bien recommandé en Languedoc par son père et par lui, ce nom d'Estouteville, qui devait alors être populaire dans le pays (4). Tout

(1) Dominus Petrus de MORNAYO, miles, instituitur senescallus Carcassone, per litteras regis datas Parisius, 3 junii 1400. (Extrait du V^e livre des mémoires de la chambre des comptes, coté E, fol. 74. — Gaignières, extr. de comptes, Ms. de la Bibl. nationale 272, fol. 18 v^o.)

(2) Le contrat de mariage, dont l'original subsiste encore, est daté du 28 octobre 1400, et fut dressé à Cléry pour l'époux, et pour l'épouse, dans la ville de Meung-sur-Loire. (Voy. Biblioth. nationale, cab. des titres, boîte Mornay.)

(3) Messire Pierre de Mornay, chevalier, seigneur du Boschet et d'Estouteville, tant en son nom que comme ayant la garde et le bail de Jean d'Estouteville, fils de feu messire Robert d'Estouteville, chevalier, et de dame Robine de Saint-Briçon, sa femme, et à présent femme d'icelui messire Pierre, étoit en procès avec le prieur et les religieux de Lancé, pendant lequel procès ledit Jean d'Estouteville décéda, etc. (Analyse d'un titre de l'abbaye de Marmoutiers, prieuré de Lancé. — D. Villevieille, Trésor généalogique, à la lettre M.)

(4) L'un des trois réformateurs généraux nommés par Charles VI pour administrer le Languedoc après la destitution du duc de Berry, était un Estouteville.

semblait donc le favoriser et lui promettre une longue et heureuse administration ; mais une intrigue détruisit cette espérance et le lança dans la grande lutte qui se préparait. Le connétable de Sancerre , ce brave compagnon d'armes de du Guesclin et de Clisson , ce vieux chevalier qui avait vu naître Gauluet , qui l'avait vu faire ses premières armes , qui était l'ami de son père et le sien , et qui sans doute avait beaucoup contribué à faire donner au père et au fils la sénéchaussée de Carcassonne , le connétable mourut , et cet événement laissa Gauluet sans autre appui que le souvenir de ses services , méchant appui auprès des princes , qui oublient vite. Ce fut alors qu'un chevalier d'une ancienne maison d'Auvergne , Robert de Chalus , convoita l'office de Gauluet , et jugea le moment favorable pour le faire *dépointer* ou *désappointer* , comme on disait. Il fit sa cour , se faufila auprès des amis et des serviteurs du duc de Berry , qui était redevenu lieutenant-général du roi en Languedoc , et manœuvra si bien qu'il réussit à supplanter le sénéchal de Carcassonne (1). Voici du reste comment Gauluet racontait lui-même sa déconvenue :

« Mon père en 89 (2) fut sénéchal de Carcassonne , et il exerça
 « cette charge jusqu'en 1400 , que le roi me la donna. Je rem-
 « plis noblement mon office ; mais en 1404 ou environ , Sancerre
 « trépassa , et alors Chalus s'insinua auprès d'aucuns serviteurs
 « de monseigneur de Berry , et fit tant que je perdis ma charge :
 « lui , Chalus , l'obtint , et moi je demurai *sans office et sans*
 « *maître*. Je fis sonder pour savoir si l'on voudrait m'en-
 « tendre , et je sentis que non , et tout , grâce aux intrigues de
 « Chalus (3). »

(1) Gauluet fut remplacé par Robert de Chalus dans le courant de l'année 1403. Il était encore en fonctions le 12 janvier de cette année , comme le prouve un acte d'hommage , daté de cette époque et qui porte son nom. — Voyez l'analyse de cet acte et de sept autres , depuis 1400 jusqu'à 1403 , dans la collection de Doat , Ms. de la Bibl. nationale , t. IV , *passim*. — Voyez aussi dans le recueil des *Ordonnances des rois de France* , t. VIII , p. 557 à 570 , les statuts des cordonniers , savetiers , ressemelleurs du bourg de Carcassonne , approuvés par Gauluet , le 8 août 1402.

(2) Il faut se placer à l'époque où il parlait : 89 voulait dire 1389.

(3) Dit que son père , m^{xxx} et ix , fut sénéchal de Carcassonne , qui exerça jusques à cccc , que le roy lui donna. Si a servi et exercé ledit office moult noblement. Et après , l'an cccc iii ou environ , Sancerre trespasa , et , après ce , Chalus se trahi devers aucuns serviteurs de monseigneur de Berry , et fit tant qu'il fu deschargé , et l'eut Chalus , et demoura sans office et sans maistre. Si fit sentir se l'en le voudroit oïr et senti que non , et tout au pourchas de Chalus. (Arch. nationales , section judiciaire , *Matinées* , registre déjà cité.)

Gauluet ne tarda pas à retrouver un office et un maître. Il était héritier de la Ferté-Nabert, et par là vassal du nouveau duc d'Orléans, « qui le reçut avec lui, disait-il plus tard, et ne le « *laissa pas oiseux* (1). » Ce prince lui donna d'abord la capitainerie du château de Baugenci, dans le courant de l'année 1402, et alors qu'il était encore sénéchal de Carcassonne (2); mais cet office, de cinquante livres parisis, n'était pas fait pour le dédommager, lorsqu'il eut perdu sa sénéchaussée, ce qui arriva vers le commencement de l'année 1403 (3). Aussi, dès le mois de décembre suivant, il figure dans un acte en qualité de *chambellan et maréchal de monseigneur le duc d'Orléans* (4). L'année d'après, le roi lui adressait un mandement commençant en ces termes : « A nostre amé et féal chevalier et chambellan, Pierre « de Mournay, dit Gauluet, gouverneur du duché d'Orliens « pour nostre très-cher et très-amé frère le duc d'Orliens. » Il s'agissait de la levée d'une aide destinée à réparer les fortifications de la ville; le roi en avait chargé précédemment Jean Prunelé, alors gouverneur; mais, ajoute le mandement, « ledit Prunelé « ne peut de présent vaquer en cette besoigne, pour ce que nages « gaires nostre dit frère l'a deschargé dudit office de gouverneur, « et l'a pourveu ailleurs, et depuis avez esté mis et institué audit « office de gouverneur (5). » En même temps qu'il était gouverneur du duché, Gauluet était aussi capitaine de la ville d'Orléans, comme le prouve l'article suivant, qu'on lit encore dans un compte original conservé à la bibliothèque de cette ville :

« A noble homme, monseigneur Pierre de Mournay, dit Gauluet, chevalier, seigneur de la Ferté-Nabert, chambellan du « Roy nostre sire et de monseigneur le duc d'Orliens, gouverneur du duché et cappitaine de la dite ville d'Orliens, pour « ses gaiges ordinaires d'estre cappitaine pour ung an, en com-

(1) Le feu duc d'Orléans le receut avecques lui et ne le lascia pas oiseux. (Arch. nat., section jud. *Matinées*. Registre déjà cité.) — *Le feu duc*, c'était Louis d'Orléans, qui ne vivait plus lorsque ces paroles furent prononcées.

(2) Biblioth. nationale, cabinet des titres, pièce du 10 novembre 1402.

(3) Gauluet était encore sénéchal le 12 janvier 1403. (Collect. Doat.)

(4) Nous Pierre de MORNAY, dit Gauluet, chevalier, chambellan et mareschal de monseigneur le duc d'Orliens, et moy, Macé Héron, secrétaire de mondit seigneur, certifions à tous qu'il appartiendra, etc. (Bibl. nationale, cab. des titres, cartons *Orléans-Valois*.)

(5) « Donné à Paris, le 17^e jour d'octobre, l'an de grâce 1404. » (Compte de forteresse, Ms. conservé à la bibl. d'Orléans, années 1403 et 1404, fol. 2 r^o.)

« mençant le XIII^e jour du mois de septembre, l'an mil cccc et IIII,
 « et finissant le XIII^e jour de septembre ensivent
 « IIII^{xx} livres (1). »

Il y avait alors plus d'un siècle qu'un Mornay avait exercé dans ces mêmes lieux un pouvoir bien différent, et gouverné avec la crosse là où son arrière-neveu gouvernait par l'épée; mais il y eut cela de commun entre eux, qu'ils résidèrent peu l'un et l'autre au siège de leur autorité, entraînés ailleurs par le courant des événements et par les luttes de leurs temps.

A peine installé dans ses nouvelles fonctions, Gauluet accompagna le duc d'Orléans en Languedoc, à Carcassonne, à Beaucaire, et de là à Avignon, où ce prince alla visiter le pape Benoît au mois d'octobre 1403, pour traiter avec lui des affaires de l'Église de France (2). Le duc revint à Paris vers la fin de février 1404, sans avoir pu arracher la moindre concession au souverain pontife; et Gauluet retourna à Orléans, où Pierre de Saint-Mesmin, son lieutenant, remplissait, en son absence, les fonctions de gouverneur (3). Peu de temps après, il s'éleva un conflit entre lui et l'échevinage, qui, ayant fait reconstruire la porte de Bourgogne, avait fait placer les armes de la ville au-dessus de cette porte avec celles du roi et du duc d'Orléans. Gauluet le trouva mauvais, et donna l'ordre de faire effacer l'écusson, soit qu'il prétendit mettre les armes de sa maison à la place de celles de la ville, soit parce que les échevins avaient agi sans son autorisation. Les bourgeois ont toujours eu deux endroits sensibles : leur bourse et leur vanité, mais leur vanité surtout, qui se dilate autant que l'autre se resserre, quand on fait mine d'y toucher. Pour avoir blessé mal à propos l'un de ces deux endroits, quand l'autre était déjà le point de mire de son maître, Gauluet fut désavoué par le duc, auprès duquel les habitants se pourvurent, et qui jugea en leur faveur, reconnais-

(1) Compte de forteresse; Ms. de la bibl. d'Orléans; ann. 1403 et 1404, fol. 17 v^o.

(2) Le duc avait le projet de pousser plus avant son voyage et d'aller *ès parties de Lombardie et d'Italie*. Gauluet devait l'y accompagner. Le 25 octobre 1403, il donna quittance de 100 livres tournois au nom de cinq écuyers, qui devaient aussi être du voyage, *pour eulx aidier à habiller*. Il reste de lui deux autres quittances relatives au même objet.

(3) Il s'intitulait : « Pierre de Saint-Mesmin, lieutenant général de noble homme monseigneur Pierre de Mornay, dit Gauluet, chevalier, seigneur de la Ferté-Nabert, chambellan du roy nostre sire et gouverneur du duchié. » (Ms. de la bibl. d'Orléans.)

sant volontiers que l'usage accordait aux bonnes villes le droit de mettre leurs armes au-dessous de celles du roi et des seigneurs (1).

La guerre était le fait de Gauluet plutôt que l'administration et la politique : aussi le duc, aimant mieux le voir aux prises avec les Anglais et leurs adhérents qu'avec ses échevins d'Orléans, l'envoya à Brantôme dans le courant de l'année 1405 (2). Brantôme, forte place du Périgord, était au pouvoir des Anglais, qui infestaient le pays d'alentour. Sur la prière des habitants, le connétable d'Albret et le comte d'Armagnac, qui faisaient alors la guerre en Aquitaine, et qui avaient déjà enlevé soixante villes closes et places fortes aux ennemis, résolurent de prendre encore celle-là. Ils y réussirent, mais à grand' peine et avec l'aide d'une grosse troupe qu'on envoya de Paris à leur secours, lorsqu'on sut que les assiégés devaient aussi recevoir du renfort. La troupe était conduite par un chevalier de grand renom, messire le Bouteiller, qui était au service du duc d'Orléans ; les comtes d'Alençon et de Clermont, cousins du roi, le suivirent avec trois mille hommes d'armes. Gauluet, pour son compte, emmena dans cette expédition une compagnie de cinquante-trois écuyers. Les assiégés étant secourus de leur côté par deux capitaines du parti anglais, Pierre le Béarnais et Archambaut de Raussac, gens déterminés et rompus à la guerre, il y eut bataille, et si bien menée de part et d'autre, qu'après avoir longtemps combattu, on ne savait à qui attribuer l'avantage, lorsque la retraite de Pierre le Béarnais décida l'affaire en faveur des Français, et amena la reddition de Brantôme (3). Ce fut bien en 1405, comme l'affirme le religieux de Saint-Denis, et non en 1406, comme l'a cru Jouvenel des Ursins, que cette place tomba au pouvoir des Français ; car Gauluet fit montre de ses cinquante-trois écuyers, le 25 août 1405, devant la Roche-Chalais (4) non loin de Brantôme, et le lendemain il donna quit-

(1) Guion, histoire d'Orléans.

(2) Le duc d'Orléans ne le laissa pas oiseux et le mena avec lui à Carcassonne. puis l'envoya à Brandomme et ailleurs. (Reg. du parlement cité plus haut.)

(3) Voyez le religieux de Saint-Denis, t. III, p. 365 et suiv. — Jouvenel des Ursins, sous l'année 1406.—Il faut combiner les deux récits pour en avoir un complet.

(4) D. Villevieille, *Trésor généalogique*, d'après le titre original qui faisait partie des archives du duc de Saint-Aignan.—Parmi les cinquante-trois écuyers de la compagnie de Gauluet se trouvaient Jean, Hervé et Geoffroi de Beauvillier.

tance au trésorier des guerres de sept cent cinquante-cinq livres tournois , sur ses gages et ceux de ses hommes d'armes , « des-
 « servis et à desservir ès parties de Guyenne , en la compagnie
 « et soulz le gouvernement de Monsieur le connétable de
 « France (1). » A cette époque , l'expédition était terminée , et
 Gauluet se hâta de revenir auprès du duc d'Orléans , qui avait
 grand besoin alors de tous ses serviteurs.

A son retour, Gauluet apprit les graves événements qui s'étaient passés durant son absence : le duc d'Orléans , de concert avec la reine , avait tenté d'enlever de Paris secrètement monseigneur de Guienne , dauphin de France , ainsi que ses frères et les enfants du duc de Bourgogne , qui alors était en Flandre. Le frère de la reine et le maréchal Boucicaut , chargés de cet enlèvement , avaient réussi à sortir de Paris , et étaient en route pour aller rejoindre à Pouilly le duc et la reine , qui avaient pris les devants , lorsque le duc de Bourgogne , arrivant à propos , s'était élancé à leur poursuite , les avait rejoints à Juvisy , et avait ramené les princes à Paris. Gauluet apprit encore que la reine et le duc d'Orléans , craignant tout du duc de Bourgogne , s'étaient réfugiés à Melun. Il y courut , et là il trouva son maître en grand émoi , entouré d'une armée qu'il venait de réunir pour se venger du duc de Bourgogne , et communiquant à tous les siens l'ardeur de son ressentiment.

Ce n'est pas une question de savoir si Gauluet fut bien accueilli par le duc. Il prit aussitôt dans l'armée le rang qui lui appartenait , et le 20 septembre 1405 , il remplissait son office de maréchal dans la plaine de Melun , où le prince passa en revue ses hommes d'armes. Il alla ensuite s'asseoir à un splendide festin , sous une tente richement ornée , où étaient réunis les principaux capitaines , que le duc exhorta vivement , avec son éloquence habituelle , à soutenir sa cause et celle de la reine , aussitôt que l'occasion s'en présenterait.

« Le lendemain , dit le religieux de Saint-Denis , le duc d'Orléans chargea le vaillant chevalier , *Messire Jean de Gaules* (2) , gouverneur d'Orléans , de passer la Seine avec une troupe

(1) Titre original. (Biblioth. nationale, recueil de titres scellés, vol. 78.)

(2) *Jean de Gaules*. — Il est à peine besoin de relever cette petite erreur de nom ; le sire de Gaules ne s'appelait pas *Jean* , mais il était *gouverneur d'Orléans* , comme le dit le chroniqueur , et dès lors l'identité de Jean de Gaules et de notre personnage n'est pas le moins du monde douteuse.

« d'arbalétriers et cinq cents hommes , armés de pied en cap ,
 « pour s'emparer de Charenton. On crut que son intention était
 « de se rendre maître de Paris , quand on vit qu'il envoyait si
 « près de la ville les gens les plus déterminés de son armée (1). »

De son côté , le duc de Bourgogne se préparait aussi activement à la guerre. Le jour même où Gauluet prenait position à Charenton , l'avant-garde bourguignonne , forte de trois mille hommes , s'emparait d'Argenteuil et de tout le pays d'alentour. De part et d'autre , on s'attendait à livrer bataille le lendemain , 22 septembre ; mais l'espérance des gens de guerre fut trompée , et le 23 le duc d'Orléans , qui n'avait pu obtenir l'entrée de la ville de Meaux , céda aux représentations d'une ambassade que lui envoyèrent les conseillers du roi. A quelques jours de là , il fut publié par la voix du héraut , au parlement et au Châtelet , que , grâce à Dieu , les princes avaient résolu de vivre désormais dans une parfaite union. Ils licencièrent leurs gens d'armes , se donnèrent le baiser de paix , et continuèrent si bien à se haïr , que l'année suivante on fut obligé de les séparer , et de détourner leur haine contre les ennemis de la France.

Le duc de Bourgogne alla à Calais , et le duc d'Orléans du côté de Bordeaux ; ce fut pour Gauluet une nouvelle occasion de quitter son gouvernement. Le duc se mit en route , aux approches de l'hiver , avec cinq mille hommes d'armes qu'il avait rassemblés de tous les points du royaume , et à son arrivée dans le Bordelais , il mit le siège devant la ville de Blaye ; puis il abandonna cette entreprise commencée pour aller assiéger l'importante place de Bourg , bien défendue par un chevalier gascon qui avait eu le soin , avant l'arrivée du duc , de renforcer sa garnison et de se pourvoir abondamment de vivres , d'armes et de machines. Ce fut donc en vain que le duc d'Orléans fatigua , épuisa sa troupe autour de cette place pendant une saison rigoureuse ; ce fut en vain qu'il harcela les assiégés par des assauts continuels , depuis la veille de la Toussaint jusqu'au milieu de janvier : la garnison résista à tous ses efforts. Cet insuccès se compliqua d'une défaite navale : dix-huit navires chargés de

(1) Die eciam sequenti , gubernatorem Aurelianis , dominum *Johannem de Gaules* , strenuum utique militem , cum multis balistariis ac quingentis ad unguem loricatis dux Aurelianis ordinavit , qui Secane fluvium transmeantes , villam de Charentonio occuparent. (T. III, p. 334 , édit. et trad. de M. Bellaguet.)

vivres , qu'il avait envoyé chercher à la Rochelle et ailleurs , furent pris en grande partie , après un sanglant combat. Enfin le mauvais temps , la dysenterie , le manque de vivres , jetèrent un tel découragement parmi sa troupe que la plupart des chevaliers résolurent de se retirer ; ni ses promesses , ni ses menaces , ni ses prières ne purent les retenir : « Monseigneur , lui dit l'un « d'eux , nous avons enduré toutes sortes de fatigues et de maux , « supporté les veilles , la faim , la soif , le froid pour rendre votre « nom illustre entre tous. Depuis très-longtemps , vous le savez , « nous sommes sans solde et nous vous avons accordé tous les « délais que vous désiriez ; mais aujourd'hui nous ne pouvons « plus attendre , nos forces , nos ressources , sont épuisées. Nous « prenons donc congé de vous et nous nous retirons (1). »

Le duc s'aperçut bientôt qu'il lui fallait renoncer à son entreprise , et il ne tarda pas à rentrer en France sans avoir rien fait. Quelques chevaliers restèrent en Aquitaine , et sous la conduite de Robert de Chalus , qui était toujours sénéchal de Carcassonne , ils s'emparèrent du fort château de Lourdes , en Béarn , réputé imprenable jusque-là. Gauluet , moins heureux que son ancien rival , revint avec le duc d'Orléans , après cette expédition sans gloire , mais non sans souffrance , à laquelle sa participation nous est attestée d'une façon très-indirecte , quoique très-certaine , et voici comment. Un écuyer nommé Geoffroi Foireteau , compagnon d'armes de Gauluet , étant au siège de Bourg , reçut du trésorier des guerres , le 12 décembre 1406 , une somme de cent cinquante livres tournois , dont il lui donna une quittance , qui subsiste encore , et qui est scellée en cire rouge , aux armes de Mornay. Cette quittance se termine ainsi : « Escript devant « Bourg , sous le scel messire Pierre de Mornay dit Gauluet , emprunté en l'absence du mien (2). »

Une autre pièce , datée du 6 décembre , compléterait cette preuve , s'il en était besoin ; c'est aussi une quittance , où l'on voit que Gauluet , avant son départ , avait institué pour procureur un écuyer nommé Huet de Pertes , lequel reçut en cette

(1) Religieux de Saint-Denis , t. III , p. 456.

(2) Biblioth. nationale , rec. de titres scellés , vol. 183. — Un mois auparavant , le 12 novembre , Gauluet avait déjà prêté son seau pour un semblable usage à un chevalier nommé Randon , sire de Saint-Jonsore , qui mentionna également , au bas de sa quittance , l'emprunt fait par lui à *monseigneur Pierre de Mornay , seigneur de Gaulles*. (Ibid.)

qualité une partie des gages auxquels Gauluet avait droit chaque année comme capitaine de Baugenci. C'était à regret que le duc d'Orléans avait pris le parti de revenir à Paris. Il savait bien qu'il y serait mal reçu. Victorieux, il aurait pu se faire pardonner beaucoup ; après cette malheureuse expédition, la première qu'il eût entreprise, tout le monde, le duc de Bourgogne aidant, devait se tourner contre lui : on pouvait le prédire à coup sûr ; mais ni lui ni personne sans doute n'appréhendait ce qui arriva quelques mois après, le mercredi 23 novembre 1407. Ce jour-là, Louis d'Orléans fut lâchement assassiné en sortant de l'hôtel Barbette, où il avait soupé avec la reine ; mais non pas assassiné à demi, comme son ami Clisson. Le Normand Raoul d'Auquetonville avait la main plus sûre que le Breton Pierre de Craon, et l'on s'en aperçut bien le lendemain au jour, en ramassant dans la boue la main mutilée et la cervelle du prince. On ne sut d'abord d'où partait le coup ; on l'apprit bientôt de la bouche même du vrai meurtrier, du duc de Bourgogne, Jean sans Peur, qui, en effet, n'avait peur de rien, même d'un crime.

Grande fut l'émotion et grande la douleur que souleva cet horrible attentat. Amis et ennemis, peuple et noblesse, tout le monde pleura Louis d'Orléans. Il ne faut pas demander quels furent dans ce cruel moment les sentiments d'un serviteur aussi brave, aussi dévoué que Gauluet ; quelles durent être sa peine et son indignation lorsqu'il accompagna à Paris la veuve de son maître, la belle et malheureuse Valentine, qui vint inutilement demander justice, entourée de ses enfants et de ses serviteurs. Ce fut le 10 décembre, dix-sept jours après le crime, que le cortège en grand deuil entra à Paris, et que la duchesse alla descendre à l'hôtel Saint Paul, où elle se jeta aux pieds du roi, de ce pauvre fou, qui ne sut faire autre chose que pleurer avec elle. Il lui permit cependant de garder ses enfants, auxquels il accorda la jouissance des biens et des domaines de leur père. Puis elle se sauva en toute hâte au château de Blois, à l'approche du duc de Bourgogne, qui arriva bientôt à Paris et y fit son entrée en appareil de guerre, « comme s'il venait, dit un contemporain, de remporter quelque victoire sur les ennemis du royaume. »

Gauluet retourna à Blois avec la duchesse, qui fit réparer la ville et le château, les approvisionna de vivres et d'armes, et s'y établit. Elle avait de grands devoirs à remplir, et s'en acquitta courageusement. D'abord, elle reconstitua l'administration du

duché, et par lettres du 8 février 1408, Gauluet fut confirmé dans son office de gouverneur. Il devint en outre chambellan du jeune duc Charles, fils aîné de Louis d'Orléans, et fut l'un des capitaines préposés à la garde du château de Blois (1). C'était chose sérieuse alors que cette garde, et l'on s'en acquittait, dit le religieux de Saint-Denis, comme si l'ennemi eût été dans le voisinage. Le château, en effet, renfermait tout l'espoir du parti d'Orléans. Il renfermait aussi un enfant qui devait un jour être cher à la France, un enfant de cinq ans, que Valentine avait pris avec elle, qu'elle aimait, et dont elle disait souvent : « Il m'a été volé ; nul mieux que lui ne saura venger son père (2). » Cet enfant était le futur *restaurateur de la patrie*, le bâtard d'Orléans, Dunois !

Au mois de novembre 1408, Gauluet quitta un moment le château de Blois, par ordre de la duchesse, pour aller à Orléans recevoir le roi, la reine, le dauphin, les ducs de Bretagne et de Bourbon, et les seigneurs de leur compagnie, qui séjournèrent dans cette ville pendant deux jours, le dimanche 11 et le lundi 12 novembre. Le gouverneur d'Orléans, chargé d'aller avec la ville au-devant de ces illustres hôtes, et de faire tout ce qu'il jugerait nécessaire pour leur réception, s'acquitta de ce soin avec un zèle que l'on peut encore apprécier aujourd'hui. Il fit faire à la hâte, tant à l'hôtel de la duchesse qu'à l'hôtel de la recette du domaine, diverses réparations dont le détail, certifié par lui-même, est assez curieux à lire (3). On y voit, entre autres choses, que dans la salle de réception de l'hôtel ducal, il y avait un siège fixe, « où par moy, dit-il, et par les autres gouverneurs a esté accoustumé de seoir. » Il le fit enlever pour cette circonstance et rétablir ensuite. On voit encore ailleurs (4)

(1) C'est la monstre des gens d'armes estans ou chastel de Blois, pour la garde d'icelui, pour le mois de février mil cccc et huit... et leurs gaiges tauxés par la manière qui ensuit. Premièrement :

Messire PIERRE DE MORNAY..... xxx l. tournois.

Michiel Charnier, son écuyer..... xx l. tournois.

Messire Raoul de Saint-Remy..... xxx l. tournois, etc.

(Bibl. nationale.—Gaignières, montres originales.)—On conserve, en outre, cinq quittances de Gauluet relatives à la garde du château de Blois, pendant les mois de juillet, de novembre et de décembre 1408, et pendant les mois de janvier et de février 1409.

(2) Jouvenel des Ursins, sous l'année 1408.

(3) Voyez Pièces justif., n° 1.

(4) Pièces justif., n° II.

qu'il fit prendre au cellier de Guillot Boileau, bourgeois d'Orléans, deux queues et demie de vin vieux et deux poinçons de vin nouveau, lesquels furent « despensez par la royne, monseigneur de Guienne, monseigneur de Bourbon et autres seigneurs, durant les deux jours qu'ilz furent loigez à Orléans. » Rien, du reste, dans les documents inédits où se trouvent ces petits faits, ne laisse soupçonner le but du voyage qui faisait passer par Orléans cette royale compagnie ; ce sont les chroniqueurs qui nous apprennent que, précisément à cette époque, le roi fut enlevé de Paris et conduit à Tours, par ordre de la reine (1). On disait généralement, et avec vraisemblance, que les princes avaient conseillé ce brusque enlèvement, de peur que le roi n'accueillit favorablement le duc de Bourgogne, qui approchait de Paris, et ne prit plaisir à l'entretenir. Ce motif fait comprendre à merveille l'accueil empressé que les voyageurs reçurent à Orléans par les soins de Gauluet, et suivant les ordres de Valentine.

Ce fut à peine, du reste, si Gauluet put rendre compte de sa mission à cette infortunée princesse. Elle mourut de douleur, le 4 décembre suivant, sans avoir pu obtenir ce que désirait si ardemment son cœur d'épouse et d'Italienne, justice et vengeance. C'est bientôt après cette mort que s'engage énergiquement une des luttes les plus dramatiques dont l'histoire ait conservé le souvenir. Voici d'un côté Jean sans Peur, qui revient tout sanglant de la bataille d'Hasbain (2), où il a massacré vingt-cinq mille Liégeois. Voilà de l'autre Charles d'Orléans et le comte de Vertus, deux enfants, deux orphelins, qui pleurent et demandent justice contre lui. On essaye d'abord d'un accommodement, d'un traité honteux ; on stipule qu'une fille de l'assassin épousera le comte de Vertus, le second fils de la victime ; mais rien que la guerre ne peut lasser la haine de ces implacables ennemis, et elle s'apprête au milieu de la désolation du royaume.

(1) Le religieux de Saint-Denis dit que le roi fut enlevé du palais le 10 novembre, dans l'après-midi. Jouvenel des Ursins prétend qu'il quitta l'hôtel Saint-Paul le 3 novembre, et que la reine et les princes partirent le 5 : ce qui s'accorde mieux avec la date de leur séjour à Orléans, rapportée par Gauluet. — Jouvenel ajoute « qu'ils s'en allèrent tous jusqu'à Gyen, et à Gyen se mirent sur la rivière de Loire et s'en allèrent à Tours. » Il ne parle pas, non plus que le religieux, du séjour à Orléans.

(2) Livrée le 23 septembre 1408. — Le duc arriva à Paris le 24 novembre.

Autour du jeune duc d'Orléans vinrent se ranger le comte d'Armagnac, qui donna son nom au parti ; le duc de Bretagne, les comtes de Clermont et d'Alençon, enfin les ducs de Berri et de Bourbon. Ce fut dans la ville de Gien que ces princes s'allièrent, au mois d'avril 1410. Gauluet, qui était alors conseiller, chambellan et maréchal du jeune duc, l'accompagna à Gien suivi de vingt-neuf gentilshommes, dont les noms nous ont été conservés (1). Mais il avait pris auparavant une tout autre part à cette grande affaire ; c'était lui qui avait conclu l'alliance du duc avec le comte d'Armagnac. Il était allé en Gascogne pour cet objet, et c'est par lui-même qu'on sait qu'il était parti de Blois le 31 octobre 1409, et qu'il y était revenu le 21 novembre, après avoir terminé, comme il disait, « certaines besongnes grandement touchant son seigneur (2). »

Tandis que Gauluet négociait cette alliance, qui, en effet, touchait grandement son maître, le comte de Saint-Paul menageait au duc de Bourgogne des alliés d'une autre espèce : c'étaient les Legoix, les Saintyons, les Tibers, de la boucherie de Sainte-Geneviève et de la Grande-Boucherie ; c'était l'écorcheur Caboche, de la boucherie de l'Hôtel-Dieu ; le chirurgien Jean de Troyes ; enfin tout ce que Paris renfermait de tueurs et d'assommeurs, de gens aux bras rouges, habitués à couper la chair et blasés sur la vue du sang.

Après la conférence de Gien, les princes alliés se séparèrent pour aller réunir leurs hommes d'armes. Suivant l'ordre du duc

(1) « Messire Pierre de Mornay, seigneur de Gaule, à luy, pour le payement des gages de 29 gentilshommes, qui ont servi ledit duc par xxiii jours, au mois d'avril, au voyage qu'il fit à Gien, à raison de xv livres par mois, c'est à savoir : Jean de Courtenay, Jean de Grassay, Jean de Beauvillier, Pierre de la Ferté, Louis Boyaux, Jean le Verdier, Pierre Boyaux, Jean de la Ferté, Mathon de Montisambert, Jean Saince, Jean de Chartres, Giraut le Chat, Jean le Chat, Michau Charnier, Lemoine Chartier, Guillaume Guéret, Jacques Guéret, Guillemain Augier, Jean l'Enfornet, Guillaume d'Alenville, Troussebois, Guillaume Boyaux, Jean le Boutillier, Louis de Braguemont, Robert de Meun, Guillaume de Théligny, Foucault de Saint-Martin, Guillot de Beauvillier et Philippe Desvignes, dont quittance du dernier avril. » (Compte des recettes et des dépenses faites par ordre du duc d'Orléans, depuis le 1^{er} octobre 1409 jusqu'au dernier septembre 1410, cité par D. Villevieille, Trésor généalogique.) — « Reçu donné par Pierre de Mornay, *conseiller, chambellan et maréchal* de M. le duc d'Orléans, de 333 livres 10 sols, pour la solde de 29 gentilshommes, qui ont servi le duc dans son voyage de Gien, 1410. » (Catalogue imprimé des archives de M. de Joursauvaut, t. I, p. 43.)

(2) Voyez les Pièces just., n° III.

d'Orléans, Gauluet parcourut immédiatement tout le duché pour visiter et faire réparer les forteresses, et disposer toutes choses sur le pied de guerre. Il fit expédier des lettres closes aux gentilshommes de la province, afin qu'ils eussent à se tenir prêts, montés et armés suffisamment, pour venir servir le duc quand ils seraient mandés (1). Il reçut les montres d'un grand nombre d'entre eux (2). Enfin, il fut chargé de lever une aide destinée aux frais de la guerre, qui s'apprêtait « pour le bien, honneur et »
« prouffit de monseigneur le roy, de tout son royaume et de la »
« chose publique (3). »

La paix de Bicêtre (1^{er} novembre 1410) suspendit un moment l'effet de ces dispositions; mais cette paix, comme les précédentes, n'était pas même une trêve. « Toujours y avoit gens »
« d'armes sur les champs, qui faisoient maux infinis, » dit un chroniqueur; et, d'autre part, on aperçoit des trames secrètes; on voit le duc d'Orléans, de l'avis de son conseil, faire délivrer à Gauluet une somme de cent livres tournois « pour départir à »
« plusieurs escuiers, archiers et autres, pour un voyage où nous »
« les envoyons secrètement en sa compagnie, dit le duc, pour »
« aucunes choses dont nous n'en voulons autre déclaration estre »
« faicte, ne que nostre dit chambellan soit tenuz d'en bailler la »
« distribution d'icelle somme (4). »

Enfin l'orage éclate. Des deux points les plus opposés, du midi et du nord, on voit fondre sur Paris les Armagnacs pour Orléans, les Brabançons pour Bourgogne. Les Armagnacs, qui formaient l'avant-garde de l'armée orléanaise, prirent position à Saint-Denis, où ils se logèrent dans la ville et dans l'abbaye; le reste s'établit dans plusieurs villages des environs de Paris. Le sire de Gaucourt, Orléanais, s'était emparé habilement de Saint-Cloud, et par là tenait la Seine. Pour Gauluet, « qui avoit grandes charges, » c'est-à-dire qui commandait une troupe nombreuse, il s'était posté avec ses gens sur les hauteurs de Montmartre, d'où il faisait le guet, et observait les mouvements de

(1) Août 1410. (Bibl. nationale, cab. des titres.)

(2) Titres de la Bibl. nationale.

(3) Vidimus du bailli de Blois, en date du 15 janvier 1411, contenant la commission donnée à Gauluet, et qui porte la date du 3 octobre 1410. (Bibl. nationale, cab. des titres.)

(4) Bibl. nationale, titre du 28 janvier 1411, auquel est jointe la quittance de Gauluet, datée du même jour, et scellée de son sceau.

Paris, qui était au duc de Bourgogne, comme l'on sait (1).

C'est à cette position de Gauluet qu'un chroniqueur attribue une mésaventure qu'essuya le comte de Saint-Paul, gouverneur de Paris. Comme il y avait chaque jour des escarmouches entre ceux de la ville et les Armagnacs, et souvent à l'avantage de ces derniers, le comte de Saint-Paul se mit en tête de faire une sortie, avec bon nombre de gens, de repousser les Armagnacs jusqu'à Saint-Denis, et d'aller à l'improviste attaquer quelques-uns des villages où logeaient des détachements de l'armée d'Orléans. Mais Gauluet, qui de sa station élevée « pouvoit aucument voir quand assemblée se faisoit dedans la ville (2), » avertit les Armagnacs, qui se séparèrent en deux bandes, et s'embusquèrent derrière Montmartre, dans des fossés, du côté du gibet, tandis que les escarmoucheurs allaient voltiger devant les Parisiens, avançant, reculant, amorçant l'ennemi, tant et si bien qu'ils l'attirèrent dans l'embuscade. Le comte de Saint-Paul, bien qu'avec des forces six fois supérieures, prit la fuite et rentra au plus vite par la porte Saint-Honoré; mais il n'en resta pas moins deux ou trois cents des siens sur la place, « qui fut « chose piteuse, dit le chroniqueur, laquelle enaigrit et irrita fort « ceux de Paris (3). »

Ils étaient si fort *aigris* qu'il suffisait de dire, si l'on avait quelque ennemi, « Voilà un Armagnac ! » pour le faire mettre à mort sur l'heure. Tous les dimanches au prône on foudroyait le parti d'Orléans en ces termes : « On vous dénonce excommuniés, « Jean de Berry, Charles d'Orléans, Charles de Bourbon, Jean « d'Alençon, Bernard d'Armagnac et Charles d'Albret avec leurs « alliés et complices aidans et favorisans. » Mais les excommuniés n'en tenaient compte, ceux d'Armagnac surtout. Ces Gascons étaient des impies qui ne respectaient rien, buvaient dans les calices, préféraient les reliquaires aux reliques, et s'habillaient avec des ornements d'église. Par ces excès et d'autres, ils firent grand tort au parti d'Orléans.

Ce parti, où l'on respectait si peu la religion, était accusé de ne pas respecter davantage la royauté. « Ils veulent faire un

(1) Si estoit le seigneur de GAULES, vaillant chevalier, qui avoit grandes charges à Montmartre, où il y avoit guet. (Jouvenel des Ursins, sous l'année 1411.)

(2) Jouvenel des Ursins, *ibid.*

(3) *Id.*, *ibid.*

« autre roi ! » disait le duc de Bourgogne ; il le disait, l'écrivait aux bonnes villes, le faisait répéter par le roi, par l'Université, par le peuple. C'était le cri de tout le monde, et qui trouva un écho jusque dans le parti d'Orléans. En effet, dit le religieux de Saint-Denis, « le duc d'Orléans apprit de source certaine que « messire Vinet d'Épineuse, chevalier picard, l'un de ses familiers, décapité la semaine précédente pour avoir pillé le faubourg de Pontoise, avait déclaré, avant de mourir, que le duc « permettait le pillage à tous les siens, et que les princes ses « alliés n'avaient d'autre but que de se partager les seigneuries « de France et de l'élever sur le trône(1). »

Le duc s'émut de cette odieuse calomnie : il invoqua, pour la repousser, le témoignage des seigneurs qui l'entouraient, et voici la lettre, à peu près inconnue jusqu'à ce jour (2), que les principaux capitaines, au nombre de vingt-cinq, et Gauluet, entre autres, adressèrent au roi, le 9 octobre 1411, au nom du parti tout entier :

« A vous, notre souverain seigneur le roi, nous, vos très-humbles, loyaux sujets et serviteurs ci-dessous nommés, pour tous les autres ici assemblés, lesquels, et nous, nous recommandons à vous autant et aussi humblement que nous le pouvons. On vous a rapporté, à vous et à notre très-redouté seigneur, monseigneur de Guienne, que monseigneur d'Orléans et autres seigneurs de votre sang, qui ont fait alliance, avaient eu et ont encore le dessein d'attenter à votre seigneurie, chose qui jamais n'a été pensée ni dite. S'ils avaient eu une telle pensée, et si nous l'avions su, nous ne serions pas restés un seul moment avec eux ; nous ne les aurions pas servis. Mais, voyant le grand forfait qui a causé la mort de monseigneur d'Orléans, votre frère, père de celui qui est à présent votre fils et neveu, forfait qui a porté une telle atteinte à votre couronne et seigneurie que tous vos vrais sujets devraient crier à haute voix : Vengeance, punition et justice ! Voyant aussi le droit qu'a monseigneur d'Orléans, votre fils et neveu, de venger la mort de monseigneur son père ; qu'il a pris la voie de fait par faute de justice, et que cette faute de justice est le fait d'aucuns de vos conseillers,

(1) T. IV, p. 492.

(2) Le religieux de Saint-Denis, qui nomme tous les auteurs de cette lettre, et Gauluet dans ce nombre, s'est contenté d'en analyser le contenu en deux ou trois lignes.

instruments et fauteurs de celui qui vous a tant offensé, nous sommes venus le servir ; car nous savons que cette entreprise est faite pour vous tirer de servage, relever votre seigneurie et venger la mort de son père. Nous le savons, et tous ceux qui vous donnent à entendre le contraire et qui l'ont publié sont faux, mauvais et déloyaux envers vous ; car nous sommes et serons, tant que nous vivrons, vos vrais sujets et obéissants. Notre souverain seigneur, nous prions le Fils de Dieu qu'il vous ait toujours en sa sainte garde et vous donne très-bonne vie et longue. Écrit à Saint-Ouen. »

Vingt-cinq sceaux pendaient à cette lettre, dont un double, également scellé, fut adressé aux recteur, maîtres et suppôts de l'Université de Paris (1). Le prévôt des Essarts, à qui elle fut remise, renvoya les messagers avec des injures, et les menaça de les faire décapiter, s'ils se chargeaient une seconde fois de pareille mission.

Cependant le duc de Bourgogne avait appelé à son secours l'étranger, l'Anglais, l'éternel ennemi du royaume, comme disent déjà les chroniqueurs du temps. Il était à Pontoise avec le comte d'Arondel. A cette nouvelle, les Orléanais tinrent conseil. Le comte d'Armagnac posa la question, demanda si on irait assiéger le duc dans Pontoise, ou si l'on se bornerait à lui couper le chemin de Paris. Les opinions furent très-partagées. Les plus jeunes des chevaliers qui se trouvaient là, fatigués de leur inaction, furent d'avis qu'on adoptât les deux partis. « Si le duc voit
« que nous allons à lui, disaient-ils, pour lui barrer le chemin,
« il abandonnera Pontoise, n'osera point, nous l'espérons, venir
« en aide aux Parisiens ; alors la ville privée du chef qu'elle attend, agitée et déchirée comme elle l'est, perdra espoir et courage, et c'est ce que nous souhaitons. » Mais Gauluet, le sire des Fontaines, Guillaume le Bouteiller et les plus âgés de l'assemblée émirent une opinion contraire (2). Suivant eux, il était impossible d'assiéger le duc dans Pontoise, à cause de la rivière qui les séparait de la ville. « D'ailleurs, ajoutaient-ils, il
« ne faut point diviser notre armée ni aller à la rencontre du duc.

(1) C'est ce double qui subsiste encore aux Archives nationales (section historique), et que je publie.

(2) *Viam alteram domini de GAULIA, de Fontibus, cum Guillelmo Buticularii et senioribus ceteris assistentibus tenuerunt.* (Le religieux de Saint-Denis, t. IV, p. 524.)

« S'il entre à Paris, vous n'aurez plus qu'un ennemi au lieu de
 « deux, et vous pourrez plus librement que jamais courir au loin
 « la campagne. Croyez bien aussi que les Anglais et les Français
 « ne vivront pas longtemps en bonne intelligence dans la ville.
 « C'est une chose notoire que Paris ne peut être soumis par la
 « force des armes ni par des assauts. Mais le duc de Berri arrive
 « avec deux mille chevaliers et écuyers ; il bloquera la partie de
 « la ville qui n'est pas assiégée, lui coupera les vivres et la ré-
 « duira à capituler. »

Cet avis n'était pas le meilleur : car tandis qu'on attendait le duc de Berri, qui ne vint point, le duc de Bourgogne sortait de Pontoise, et trois cents bourgeois l'introduisaient dans Paris, en grand honneur, par la porte Saint-Jacques. Dès lors les Orléanais perdirent tout espoir de se rendre maîtres de la ville, et Gauluet eut la douleur d'entendre répéter de tous côtés : « Les
 « ducs, les comtes et les barons, en laissant entrer l'ennemi dans
 « Paris, ont été trompés par les anciens du conseil. » Quelques-uns même, comme il arrive toujours en pareil cas, soutinrent que l'avis de Gauluet et des autres anciens cachait une trahison.

L'armée orléanaise, obligée d'abandonner Paris, alla s'enfermer dans Bourges, où le duc de Bourgogne vint l'assiéger avec les Anglais, avec le roi, avec le dauphin. Mais les Armagnacs tinrent bon, et le siège, qui fut long, se termina, le 15 juillet 1412, par une paix aussi mensongère que les précédentes. Gauluet, qui s'était distingué pendant ce siège, reçut du duc d'Orléans six tasses d'argent, en récompense de ses bons services (1). Au mois de septembre suivant, il était à Baugenci, où il recevait une aide octroyée au duc d'Orléans par les habitants de cette ville et ceux de la paroisse de Villarceau.

Tout semblait apaisé, et l'on s'occupait de réformes. Mais quelle paix et quelles réformes ? Les bouchers, les tripiers, les écorcheurs continuèrent à régner à Paris, comme ils savaient régner. Cela dura jusqu'au mois de septembre 1413 ; puis, le parti d'Orléans eut son tour. Jusqu'à cette époque, où Gauluet vint à Paris avec les princes, il était resté à Orléans ou avait accompagné le duc en divers lieux. Le 3 juin 1413, il donnait

(1) Reconnaissance de Pierre de MORNAY, chambellan du duc d'Orléans, qui déclare avoir reçu de ce prince six tasses d'argent en récompense de ses services au siège de Bourges. (Catalogue des livres et documents historiques faisant partie de la bibliothèque de M. de Courcelles, p. 39.—In-8°, Paris, Leblanc, libraire, 1834.)

quittance de soixante livres tournois pour payer six gentils-hommes que le duc avait ordonné estre et demourer en la ville d'Orléans, en la compagnie de son maréchal, pour le bien et sûreté d'icelle ville (1). On lit dans un autre acte de la même année l'ordre donné à Jacques de Montenay de faire les montres et revues des gens d'armes, en l'absence du sire de Gaules, pendant le voyage que le duc d'Orléans se proposait de faire à Paris, pour l'honneur et prouffit de ce royaume, pardevers monseigneur le roy et monseigneur de Guienne, avecques ses très chiers et très amés le roy de Cécile et les ducs de Bourbon et conte d'Alençon (2).

Une fois à Paris (3), où son parti dominait, Gauluet songea à user du crédit que lui donnaient ses services pour recouvrer l'office important qu'il avait perdu dix ans auparavant. Il y réussit, et fut nommé, une seconde fois, sénéchal de Carcassonne et capitaine de Giroussens par lettres patentes du 26 octobre 1414 (4). Robert de Chalus fut donc désappointé à son tour, et avec lui bien d'autres officiers, « dont aucuns des plus « notables gens de Paris n'estoient pas bien contens, dit un « chroniqueur ; car il n'en pouvoit venir que haines particulières. Mais les aucuns aussi disoient que ceux qu'on désappointoit, en avoient désappointé d'autres (5). » Réflexion fort juste, que cependant Robert de Chalus ne goûta point. Il mit opposition à la réception de Gauluet, et l'affaire fut portée devant le parlement. Là, chacun fit valoir ses raisons, et ce fut une cause fort curieuse.

(1) On lit dans les *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, à la date de 1412 : « Le gouverneur Pierre de Mornay et quelques citoyens commandaient une garde à cheval, laquelle parcourait la ville depuis la chute du jour jusqu'à minuit, et à cette heure, une autre division, commandée par le prévôt Jehan Barbelier et un procureur échevin, reprenait le service jusqu'au jour. » (P. 180. Lottin père, in-8°, 1836.)

(2) Catalogue de la bibliothèque de M. de Courcelles, déjà cité, p. 40.

(3) Messire Pierre de Mornay, dit Gauluet, sire de Gaules, ix escuiers, reçus à Paris, le dernier janvier m. cccc. xiii (1414, nouv. style). — Extrait du sixième compte de Simon Raguier, trésorier des guerres. (Bibl. nationale, cab. des titres.)

(4) Messire Pierre de Mornay, dit Gauluet, chevalier, ordonné sénéchal de Carcassonne et capitaine de Giroussains en ladite sénéchaussée, au lieu de messire Robert de Chalus, chevalier, par lettres du roi du 26 octobre 1414. (Biblioth. nationale, Ms. de Gaignières 272, fol. 54 v°.)

(5) Jouvenel des Ursins.

Robert de Chalus disait qu'il était très-noble et *chevalereux* chevalier, qu'il avait toujours hanté l'état de chevalerie, et avec grand honneur, notamment du temps de messire Bertrand du Guesclin, avec qui il était toujours et en toutes besognes ; qu'on n'avait aucun reproche à lui faire ; qu'il avait gouverné la sénéchaussée en question aussi bien et même mieux que personne ; qu'on ne devait pas, en conséquence, lui retirer son office. Aussi s'opposait-il et voulait-il être reçu à opposition (1).

A quoi Gauluet répondait que lui aussi était noble, qu'il avait servi sous le connétable de Sancerre ; et il racontait sa destitution, comme on l'a vu plus haut. Le duc d'Orléans l'avait tant occupé jusqu'alors, ajoutait-il, qu'il n'avait pas eu le loisir d'aller courir après son office (2). Mais à présent que les débats étaient apaisés, le duc de Berry, bien informé, était intervenu, avait désappointé Chalus, et l'avait appointé, lui, ce qui était justice. « En effet, disait-il encore, quand je perdis cet office, « je faisais bien mon devoir, comme Chalus a fait le sien : il n'y « avait nulle plainte contre moi. Ce n'est donc ici qu'une resti- « tution de mon droit. »

Le procureur du roi était favorable à Chalus : « Chalus est « vaillant, disait-il ; il est renommé ; on ne se plaint pas de lui ; « je requiers qu'il ne soit pas désappointé. Sans doute, Mornay « est aussi un bon et vaillant chevalier ; mais désappointer ainsi « un serviteur dévoué sans l'entendre, c'est chose grave (3). »

Puis vinrent les répliques, les dupliques, les tripliques. Chalus se défendait d'avoir intrigué naguère contre Gauluet, et prétendait que celui-ci avait été désappointé de son consentement. Puis, il en revenait encore à ses services, qui étaient réels ; il ne manquait pas de rappeler la prise du château de Lourdes et de seize autres châteaux, recouvrés grâce à lui (4). « D'ailleurs, di- « sait-il encore, Gauluet est maréchal du duc d'Orléans, gou-

(1) En la cause de messire Pierre de Mornay, chevalier, d'une part, et messire Robert de Chalus, d'autre part, qui dit qu'il est moult noble et chevaleureux chevalier, qui a hanté l'estat de chevalerie tout son temps et en moult grant honneur, par especial du temps de messire Bertran du Glesquin avec qui toujours et en toutes besoignes estoit. (Arch. nationales, section judiciaire, *Matinées*, reg. viii, mardi 27 novembre 1414.)

(2) Il n'eut pas loisir d'aler ne poursuir son dit office. (*Ibid.*)

(3) Si est aussy Mornay bon et vaillant chevalier ; mais ainsi despoimettier un bon serviteur de son estat, est grief, sans le oir. (*Ibid.*)

(4) Voy. ci-dessus, p. 451.

« verneur d'Orléans, en quoi il est bien assez empêché : il ne
« peut laisser ces offices pour aller résider à Carcassonne (1). »

Gauluet avait beau jeu à réfuter ces arguments. « Quand Chal-
« lus eût mon office, ce ne fut pas de mon consentement, répon-
« dait-il, et je ne fus point entendu. On m'envoya dire de me
« taire, et je n'osai dire mot; car mon maître était mort (2). On
« sait d'ailleurs que je fus fort empêché en diverses expéditions. »
Quant aux services allégués par Chalus, Gauluet répliquait fiè-
rement que ses *vaillants faits*, à lui, étaient assez notoires, et
qu'il lui suffisait de rappeler que le connétable de Sancerre le
faisait toujours son lieutenant. Enfin, de ce qu'il était gouver-
neur d'Orléans, il ne voyait rien là qui l'empêchât de ravo-
ir son office, sauf à se démettre, si bon lui semblait, quand il serait
réintégré. Et Chalus lui-même n'était-il pas du grand conseil,
et au service du dauphin?—Telles étaient les réponses de Gau-
luet aux attaques de son adversaire, qui essaya de tous les
moyens, même du sentiment. « De tant que Mornay est plus
« vaillant, disait-il, de tant se doit-il mieux garder de faire ou
« laisser faire tort à autrui, comme de le faire désappointer (3). »
Le procès dura plus d'un an (4); mais Gauluet avait été, par
provision, admis au serment, et, en définitive, il fut main-
tenu (5).

(1) Oultre dit que Gauluet est mareschal d'Orliens et gouverneur d'Orliens, en quoi
est assez empeschiez, et ne les laisseroit pas pour aler résider à Carcassonne. (Registre
cité.)

(2) L'en lui envoya dire qu'il se teust, si n'osa dire mot; car son maistre estoit
mort. (*Ibid.*)

(3) Textuel.

(4) Voy. le reg. VIII, *Matinées*, années 1414-1415, *passim*.

(5) Le 6 mars 1415 il reçut un hommage. (Doat, t. IV, Inventaire des archives de
Carcassonne.)—Voy. aussi t. IX, p. 164 de la même collection, un *vidimus* du 31
mars 1416, commençant en ces termes : « *Noverint universi quod nos Petrus de
Mornayo, dictus Gauluet, miles, dominus de Feritate Naberti, cambellanus do-
mini nostri Francie regis, ejusque senescallus Carcassonne et Biterris, vidi-
mus, etc.* »—Le R. P. Bouges, religieux des Grands-Augustins de la province de Tou-
louse, auteur d'une *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et diocèse de Car-
cassonne*, in-4°, publiée en 1741, a donné (p. 466 et suiv.) une liste fort inexacte des
sénéchaux de Carcassonne, où il a oublié Pierre de Mornay l'aîné, père de Gauluet. —
Voici un extrait de cette liste :

1372. — Arnaud d'Espagne, seigneur de Montespan.

1384. — Roger d'Espagne, *idem*.

1391. — PIERRE DE MORNAY.

Le sire de Gaules assista, peu de temps après, à la terrible défaite d'Azincourt (25 octobre 1415), comme son grand-père assistait à celle de Crécy : tout le parti d'Orléans était là, malgré l'avis prudent du duc de Berry (1), et personne dans ce parti, excepté pourtant le comte d'Armagnac, ne put dire plus tard, comme le fils du duc de Bourgogne, Philippe le Bon, que son père avait retenu avec lui : « Je ne me console point de n'avoir pas été à Azincourt pour vivre ou mourir. » La présence de Gauluet à cette bataille est attestée par un contemporain bien informé, par le religieux de Saint-Denis. « Entre la neuvième et la dixième heure du jour, dit ce chroniqueur, on lança en avant, pour la seconde fois, sous les ordres de l'amiral de France, messire Clignet de Brabant, de messire Louis Bourdon et du sire de Gaule, un escadron de mille combattants, des mieux armés et des mieux montés, pour charger les archers anglais, dont les forces commençaient à s'épuiser. Mais cette troupe, assaillie par une nuée de flèches vigoureusement dardées, perdit courage, et, à son éternelle honte, abandonna ses chefs avec un petit nombre d'hommes (2). »

Gauluet était-il avec le duc, son maître, au nombre des quinze cents prisonniers épargnés par les vainqueurs, ou fut-il assez heureux pour s'échapper, sans rançon? On l'ignore : ce qui est certain seulement, c'est qu'il ne reparait que deux ans après, en 1417. Mais, prisonnier ou non, il dut ressentir doublement le coup terrible qui frappait son pays. Il avait vu Louis d'Orléans

1393. — Robert de Chalus.

1414. — PIERRE DE MORNAY, pour la seconde fois.

Il faut corriger et lire ainsi :

1372. — Arnaud d'Espagne.

1384. — Roger d'Espagne.

1390. — PIERRE DE MORNAY, *l'ainé*.

1400. — PIERRE DE MORNAY, *le jeune*.

1403. — Robert de Chalus.

1414. — *Pierre de Mornay, le jeune*, pour la 2^e fois.

(1) Le vieux duc voulait qu'Orléans et Bourgogne envoyassent seulement cinq cents lances chacun.

(2) Inter horam diei nonam et decimam iterum cum admirallo Francie, domino Clugneto de Brebanto, Ludovico Burredon, domino de GAULIA, mille electos pugnatores, ad unguem loricator, et qui equos velociores habebant, præmiserunt, qui sagittarios hostium, jam emissos viribus, perturbarent. (Copie de Baluze, Ms. de la Bibl. nationale, 6194, fol. 949 v^o.—M. Bellaguet n'a pas encore publié cette partie.)

mourir assassiné, sa veuve mourir de douleur, et voilà que le jeune héritier de cette maison, à laquelle il s'était dévoué corps et biens, était entre les mains des Anglais, lui, et combien des siens ! Gauluet put prévoir bientôt qu'il ne le reverrait jamais !

Ce grand événement ne ralentit pas son ardeur : loin de là. Pendant sept années encore, et quelles années ! il continua cette vie d'orages, d'agitation et de périls qu'il avait déjà menée pendant trente-cinq-ans. On ne le suit pas bien depuis la bataille d'Azincourt ; mais on ne le perd pas de vue. En 1417, pendant que les Armagnacs sont encore maîtres de Paris, il s'occupe de la défense des places qui vont bientôt devenir un refuge pour ceux de son parti qu'aura épargnés la fureur bourguignonne ; il fait placer des hommes d'armes dans les châteaux de Fréteval, d'Yèvre, de Châteaudun, etc. (1). Le 23 octobre de la même année, il visite les murs et les fortifications d'Orléans, à l'intérieur et à l'extérieur, accompagné des échevins, de plusieurs maçons, charpentiers, serruriers, et de Naudin Bouchart, célèbre Orléanais, fondeur de canons et fabricant de poudre. Il arrête dans cette inspection tous les travaux nécessaires pour mettre la place en bon état de défense, et ordonne de commencer par la construction de boulevards, en avant de toutes les portes de la ville (2). C'était là sans doute son dernier acte comme gouverneur d'Orléans ; car, le 17 mars de l'année suivante, il cessa d'exercer cet office, qu'il vendit, pour une forte somme d'argent, à André Marchand, chambellan du roi (3).

En 1419, après la rentrée des Bourguignons à Paris et le massacre des prisonniers armagnacs, Gauluet levait bannière à Baugenci (4) « pour servir le roy et monsieur le régent le « royaume, daulphin de Viennois, à la garde, seurté et deffence « des pays de Guienne et de Poictou, à l'encontre des Anglois, « leurs anciens ennemis et adversaires et autres leurs sujets, à

(1) Le sire de Gaule, maréchal du duc d'Orléans, fait placer des hommes d'armes dans les châteaux de Fréteval, d'Yèvre, de Châteaudun, etc., 1417. (Catalogue des archives de Joursanvault, t. II, p. 144.)

(2) Lottin, *Recherches hist. sur la ville d'Orléans*, t. I, p. 184. In-8°, 1836.

(3) *Ibid.*, p. 186.

(4) La monstre de messire Pierre de Mornay, dit Gauluet, chevalier banneret, et de vingt escuiers de sa chambre et compagnie, receuz à Baugenci, le premier jour d'avril, l'an mil cccc et dix-huit, avant Pasques. (Bibl. nationale, rec. des titres scellés, vol. 183.)

« eux désobéissants et rebelles, en la compagnie de monseigneur le comte de Vertuz, lieutenant et capitaine général pour le roy et nostre dit sire le régent (1). »

A cette époque, le jeune dauphin, qui, trois ans plus tard, fut proclamé roi sous le nom de Charles VII, n'était encore que le drapeau du parti orléanais; mais il devint bientôt le chef d'un grand parti national, qui résista seul à l'étranger, alors que Paris, dégradé par le malheur, saluait avec joie Henri V, roi de France et d'Angleterre, et accueillait comme un bienfait l'ignominie du traité de Troyes (décembre 1420). Ce fut dans les rangs de ce parti que Gauluet combattit jusqu'à son dernier jour, à côté du célèbre Tanneguy-Duchâtel, qui l'appelait *son frère* et lui accordait toute sa confiance (2); à côté du brave Barbasan, de Lahire et de Saintrailles, dont il vit les premiers exploits, et de tous ces gentilshommes qui abandonnèrent la cause de Bourgogne pour défendre celle de la France. Le 7 juillet 1422, il reçut encore une récompense du dauphin « pour ses bons services en guerre (3). » Le dernier acte qu'on ait de lui, et qui porte sa signature originale, est une quittance de ses

(1) Mandement des maréchaux joint à la montre, et quittance de Gauluet du 8 avril 1419. (Bibl. nat., recueil des titres scellés., vol. 183.)

(2) Tanguy du Chastel, chevalier, conseiller et mareschal de monseigneur le régent le royaume, dauphin de Viennois, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que nous confians à plain de la loyauté de nostre très cher et très aimé frère, messire Pierre de MORNAY, dit GALUET, mareschal de messeigneurs les ducs d'Orléans et compte de Vertus, iceluy en nostre absence, pour et en nostre lieu, avons ordonné et commis, ordonnons et commettons par ces dites présentes à recevoir toutes montres, venues et reveues de gens d'armes et de traittes venans et estant au service de mondit seigneur le régent ès pais de Poitou et de Xaintonge pour le fait de l'armée estre mise sus contre le sire de Partenay et aultres désobéissans pour iceulx réduire en l'obéissance de monseigneur le régent; et audit messire Pierre de MORNAY avons donné et donnons tout ou tel et semblable pouvoir comme il a pleu audit monseigneur le régent en office de mareschal nous donner. (Extrait du compte d'Estienne Courtet, trésorier général du comte de Vertus, du 14 avril 1419 au dernier aoust suivant. (Biblioth. nationale, cabinet des titres.) — Autre extrait du même compte : « Pierre de MORNAY, conseiller, chambellan et mareschal de monseigneur le comte de Vertus, receu à Mirabeau, le 24 avril 1419, à la Bressendière, le 27 may et le 24 juillet, pour ses gaiges desservis au siège de Partenay, etc. » — Messire Pierre de MORNAY, sire de Gaules, banneret, II chevaliers, XX escuiers, XII archers. 5 mai, 5 juin, 5 juillet. (*Ibid.*)

(3) Le sire de Gaules, 7^e juillet, v^e livres pour ses bons services en guerre. (Extrait du compte de maître Guillaume Charrier, du dernier décembre 1422.) (Bibl. nationale, cab. des titres.)

gaiges ou pension de cinq cents livres tournois par an, comme conseiller, chambellan et maréchal du duc d'Orléans. Cette pièce est datée du 3 novembre 1422.

A peu de temps de là, le 3 mai 1423, Gauluet mourut à la Ferté-Hubert, à l'âge de soixante ans ou environ. Il mourut endetté, ruiné par son dévouement à la maison d'Orléans ; si bien que le lendemain, 4 mai, pendant qu'il était encore étendu sur son lit de mort, sa veuve, Robine de Saint-Brisson, déclara renoncer à la communauté, et, suivant les formes solennelles en usage à cette époque, elle déposa aussitôt la bourse et les clefs sur le corps du défunt, en présence de l'évêque d'Orléans et de plusieurs témoins, ce dont elle demanda acte, qui lui fut délivré (1). C'était une triste et honteuse cérémonie que cette renonciation à la communauté, telle que l'avait faite le droit du moyen âge ; à tel point que les plus pauvres femmes, dit un chroniqueur, ne s'y résignaient qu'en rougissant (2). On avait vu cependant la duchesse de Bourgogne, Marguerite, veuve de Philippe le Hardi, recourir à cet expédient pour laisser intactes les possessions de ses enfants. La veuve de Gauluet suivit ce grand exemple ; mais la honte, s'il y en eut, n'atteignit qu'elle, et laissa intacte la mémoire de son époux, dont la ruine n'avait qu'une cause honorable.

Ce ne fut pas, en effet, pour ne point aimer à payer, comme le duc de Bourgogne, que Gauluet laissa beaucoup de dettes ; mais lui-même ne fut pas toujours payé, ou le fut très-mal, de ses services et des avances qu'il fit pour son maître. Il nous en reste encore des preuves, et notamment celle-ci : « Nostre amé
« et féal conseiller, chambellan et mareschal, messire Pierre de
« Mornay », dit le duc d'Orléans dans un acte du 30 septembre 1415, « nous a exposé dès le mois de mars derrenierement passé
« que comme tant à cause de ses gaiges ou pensions qu'il a et
« prent de nous chascun an, c'est assavoir, à cause dudit office
« de chambellan trois cens livres tournois, et à cause dudit
« office de mareschal cinq cens livres tournois, qui font par
« an huit cens livres tournois, comme de plusieurs chevaux,
« haubergons et autres choses qu'il nous a livrées, et aussi pour

(1) Je cite presque textuellement l'extrait de Robert Cousin, lieutenant de la Ferté-Hubert, rapporté dans le *Trésor généalogique* de D. Villevieille.

(2) Quod abjectissimis et pauperculis mulieribus, extrema necessitate positis, non famen sine summo opprobrio contigit. (Le religieux de Saint-Denis, t. III, p. 148.)

« le reste à lui deu, à cause des gaiges de lui et de plusieurs gens
 « d'armes et de trait qu'il a par longtempz tenuz en nostre ser-
 « vice, nous soyons tenuz à lui en grant somme de deniers, en
 « nous suppliant que des parties dessus dites le voulussions faire
 « paier et contenter, comme raison est, nous, par l'advis et dé-
 « libération de notre conseil, tant pour lesdiz gaiges comme pour
 « toutes les choses dessusdictes et autres quelxconques....Avons
 « composé avec nostre dit conseiller, chambellan et mareschal à
 « la somme de deux mille livres tournois (1). »

De tels règlements de comptes n'étaient point faits pour enrichir Gauluet ; aussi, longtemps avant sa mort, éprouvait-il une grande disette de deniers, comme on disait alors, ce qui n'arrêtait point son dévouement et sa générosité à toute épreuve. Il est vrai que si son maître ne le payait ni exactement ni complètement, c'est qu'il se trouvait, proportion gardée, dans la même gêne que lui ; en sorte qu'on ne saurait accuser ni l'un ni l'autre, mais bien plutôt le temps et les événements (2).

Quoi qu'il en soit de ces questions d'argent, Gauluet n'en fut pas moins un homme éminent, mêlé par malheur à d'affreuses discordes, mais fait pour briller sur une plus noble scène, digne d'une époque plus chevaleresque, digne surtout d'une biographie, qu'il n'avait pas encore obtenue, et pour laquelle il restait cependant un grand nombre de documents originaux, dont quelques-uns, on peut le dire, intéressent en même temps l'histoire générale (3).

(1) Titre orig. provenant des archives de M. de Joursanvault et appartenant à M. H. Bordier, archiviste paléographe. — A ce titre est jointe une quittance de mille livres signée par Gauluet. — Il existe encore d'autres documents de ce genre, dont un de 1411, appartenant au *Collège héraldique*, où l'on voit que le duc d'Orléans avait fait composer avec son chambellan à mille écus d'or, *tant pour son estat du voyage par lui nagaire fait devant Paris, en la compagnie de monseigneur de Berri, comme pour autres choses.*

(2) Il faut dire, d'ailleurs, que Gauluet reçut quelques dons à diverses époques, soit de Louis d'Orléans, soit de Valentine, soit de Charles d'Orléans : en 1404, 2,000 livres tournois, et 200 francs d'or ; en 1407, 200 livres tournois ; en 1408, 300 livres, et en 1410, 1,000 livres tournois. (Biblioth. nationale, cab. des titres.)

(3) Nous n'avons pas cité, à beaucoup près, toutes les pièces qui concernent Gauluet, et qui sont conservées çà et là, mais surtout à la Bibliothèque nationale.

PIECES JUSTIFICATIVES.

I.

1408. — GAULURT REÇOIT A ORLÉANS LE ROI, LA REINE, LE DAUPHIN ET LES PRINCES QUI LES ACCOMPAGNAIENT.

Je, Pierre de Mournay, dit Gauluet, gouverneur du duchié d'Orléans, certiffie à touz que comme madame la duchesse d'Orléans me eust envoie de Blois à Orléans ou mois de nonvembre derrenierement passé, pour la venue du roy nostre sire, de la royne, de monseigneur de Guienne, de messeigneurs les ducs de Bretagne et de Bourbon et d'autres seigneurs en leur compaignie, pour aler à l'encontre d'eulx avec la dicté ville d'Orléans, et présenter vivres et autres chosses, et avec ce m'eust chargé madicte dame de certaines lettres clouses de par elle adrecens aux receveurs de demaines et des aides dudit Orléans, affin que par eulx feust fait et acomply tout ce que par moy seroit regardé et advisé de faire pour l'onneur de ma dicté dame, auquel lieu d'Orléans, pour lors, estoit très grant neccessité de faire plusieurs euvres et réparacions en l'ostel de ma dicté dame et en l'ostel de la recepte du demaine, auquel hostel de madicte dame, à la venue de la royne, furent loigiés la royne et monseigneur de Guienne, et en l'ostel de la recepte du demaine furent logées mesdames de Guienne et de Charrelois, avec leurs dames et damoiselles, par l'advis de leurs fourriers; auxquelx hostelz de ma dicté dame et de ladite recepte furent faiz, par mon commandement et ordonnances, plusieurs ouvraiges et réparacions, c'est assavoir, en l'ostel de madite dame, carreler et appareillier les murs, les estables, menjouères et rateliers à chevaux; appareillier tables et tréteaux, faire huis, fenestres et serrures, et huis desdictes estables et ailleurs; nettaier l'ostel par tout, oster le siege ou par moy et les autres gouverneurs a esté acoustumé de seoir en la salle, et icelui siege remettre après leur département, avec plusieurs autres menues choses oudit hostel et en la halle au lain, où la fourrière de la royne fu ordonnée; Et en l'ostel de ladicte recepte du demaine, falu faire une huisserie en laviz de plastre par dehors, embas, à l'entrée dudit hostel, pour monter mesdictes dames tout droit ès chambres d'amont, quant elles arriveroient, senz entrer par la salle basse, où mesdites dames de Guienne et de Charrelois mengeoient, eulx estant et séjournant oudit hostel, et aussi pour porter leurs coffres amont par la-

dicte huisserie, sans passer par ladicte salle. Avec ce fu ordonné à faire une enchevesture de degrés de bois, au dessus des viez degrés, estans sur le porche de la salle basse de ladicte recepte, par devers les prisons, pour monter et descendre lesdites dames de Guienne et de Charrelois plus aisiément et clèrement, pour l'oscureté de ladicte viez de plastre de ladicte salle. En la chambre haute, dessus icelle salle, avec ung porche servant pour dressouer en ladicte chambre et le treillis qui fait clousture. Item fu ordené de abeissier et faire une allée et descendue derrière, oudit hostel de ladicte recepte, par où l'en a acoustumé descendre les vins en la cave, pour porter par ladite descendue toutes provisions, neccessités de cuisine et autrement pour mes dites dames et de y faire des rateliers et menjouères, emprès ladicte allée, pour loger des chevaux par bas, et une cloison de bois environ la cave et au long de ladicte allée, et reffaire et agrandir une grant fenestre qui est... (1) cuisine sur l'uisserie, et recarreler à noef l'ostel de ladicte recepte. Item fu ordené à faire deux cloisons de bois et greniers..... fut fait ung pertuis audit hostel de la recepte pour tirer l'eau du puis dudit hostel par mi ledit grenier pour servir lesdites dames, ... avec deux auges et une heuse pour agouter l'eau emmi la rue, sanz empirer ledit grenier; et l'autre cloison devant le grenier au foing; entre laquelle cloison fut fait ung autre pertuis pour getter le foing embas pour les chevaux; lesdites deux cloisons faictes et ordenées affin que les gens de la court ne autres ne alassent devers les advenues dudit grenier. Item fu ordené à planchoier de bois la salle basse dudit hostel de la recepte avec les maçonneries aus choses dessus dictes nécessaires, toutes lesquelles choses dessus dictes je certiffie avoir esté faictes par mon commandement et par vertu des dites lettres clouses de madite dame. En tesmoing de ce j'é scellée ces présentes lettres de mon scel le x^e jour de nonvembre, l'an mil quatre cens et huit.

(Bibl. nationale, cab. des titres.)

II.

1408. — PIÈCE RELATIVE A LA RÉCEPTION DU ROI, DE LA REINE ET DES PRINCES A ORLÉANS.

A tous ceuls qui ces présentes lettres verront, Pierre de Mournay dit Gauluet, chevalier, chambellan du roy nostre sire et de monseigneur le duc d'Orliens, et gouverneur du duché, salut. Savoir faisons

(1) Ici, un trou au parchemin.

que par vertu des lettres de madame la duchesse d'Orliens, ausquelles ces présentes sont ataichées, ... nous avons pris et fait prandre, de par madiete dame, ou celier de Guillot Boilleve, bourgeois d'Orliens, deux queues et demie de vin viez et deux poinssons de vin nouveau, qui ont esté despensez dimenche et lundì derrenierement passez par la royne, monseigneur de Guienne, monseigneur de Bourbon et autres seigneurs estans en leur compaignie, à leur venue et durant les dis deux jours qu'ils ont esté loigez à Orliens..... Iedit Guiot Boilleve doit avoir, par marché à lui fait et par taux et pris sur ce faiz par Guillaume Baudry et Jehan Hate, qui sont experts et gens en ce congnoissans, c'est assavoir : pour lesdites deux queues et demie de vin viez, vingt et trois livres dix solz tournois, et pour les dis deux poinssons de vin nouvel, dix livres tournois, valent lesdites parties trente troys livres dix soulx tournois. Sy donnons en mandement au receveur dudit duché que audit Guiot Boilleve il paie la diete somme de trente trois livres dix soulx tournois en prenant quictance de lui et icelle mette en ses comp-tes. Donné à Orliens, soubz mon scel, le mercredi XIII^e jour de novembre, l'an mil quatre cens et huit.

(Bibl. nationale, cab. des titres.)

III.

1409. — QUITTANCES RELATIVES AU VOYAGE DE GAULUET EN GASCOGNE.

Je, Pierre de Mornay, seigneur de Gaules, conseiller et chambellan de monseigneur le duc d'Orléans, confesse avoir receu de maistre Pierre Sauvage, secrétaire et garde des coffres de mondit seigneur, la somme de deux cens escuz en or, laquelle m'a esté délivrée par l'ordonnance de mon dit seigneur et de son conseil, pour mon voyage d'aler devers monseigneur le comte d'Armignat, ou pais de Gascongne, pour les affaires et besongnes de mon dit seigneur. De la quelle somme de cc escus je quitte ledit maistre Pierre et tous autres, tesmoing mon scel cy-mis. A Blois le dernier jour d'octobre, l'an mil cccc et neuf. (Scellé en cire rouge.)

Je, Pierre de Mornay, sire de Gaules, conseiller et chambellan de monseigneur le duc d'Orléans, confesse avoir receu de maistre Pierre Sauvage, secrétaire et garde des coffres de monseigneur le duc, la somme

de dix-huit livres tournois pour le paiement de mes gaiges de xviii jours commençant mon paiement le xx^e jour d'octobre derrenier passé, au pris de xxx livres tournois par mois, c'est assavoir que je servi oudit mois d'octobre xi jours jusques au dernier jour d'icellui que je parti pour aler devers monseigneur d'Armignat, et en ce présent mois de novembre sept jours, depuis le xxi^e jour d'icellui que je vins devers monseigneur jusques au xxvii^e jour dudit mois que je m'en parti pour aler en mon hostel. De laquelle somme, etc. A Blois, le xxvii^e jour de novembre, l'an mil cccc et neuf.

Je, Pierre de Mornay, seigneur de Gaules, conseiller et chambellan de monseigneur le duc d'Orléans, confesse avoir receu de maistre Pierre Sauvage, secrétaire et garde des coffres de mondit seigneur, la somme de cent livres tournois, pour le paiement d'un voyage d'aler de Blois en Gascongne par devers monseigneur le comte d'Armignat, pour certaines besongnes grandement touchans mondit seigneur. De laquelle somme de cent livres tournois dessus dicte, je quicte ledit maistre Pierre et tous autres, tesmoing mon saing et scel cy-mis. A Blois, le xiiii^e jour de février, l'an mil cccc et neuf. — Signé : GAULUET, et scellé en cire rouge.

(Bibl. nationale, cab. des titres.)

IV.

1411. — LETTRE ÉCRITE AU ROI PAR LES PRINCIPAUX CAPITAINES DU PARTI D'ORLÉANS, PARMI LESQUELS FIGURE PIERRE DE MORNAY DIT GAULUET.

A vous, nos très chers seigneurs et espécialx amis, les recteurs, maistres et suppos de l'université de Paris, nous, cy-dessoubz nommez, pour tous les autres cy-assemblez, escrivons au roy nostre souverain seigneur en la manière qui s'ensuit. A vous, nostre souverain seigneur le roy, nous, vos très humbles, loyaulx subgiez et serviteurs cy des-soubz nommez, pour tous les autres cy assemblez, lesquielx, et nous, nous recommandons à vous, tant et si très humblement comme plus porrons; et vous plaise savoir, nostre souverain seigneur, que nous avons entendu que aucuns ont rapporté à vous et à nostre très redoubté seigneur monseigneur de Guienne, que monseigneur d'Orléans et noz au-

tres seigneurs de votre sang, qui sont ensembles, ont eue et ont entencion et voulenté d'ocupper et empescher vostre seigneurie; laquelle chose ne fu oncques pensée ne dicte, et si nous avions congneu en quelque estat que ce feust, qu'ilz eussent une pensée ou voulenté à ce, n'eussions un seul moment arresté ne demouré avecques eulx, ne les servis; mais, nostre souverain seigneur, nous, congnoissans le grant oultrage fait de la mort de mons^r. d'Orléans vostre frère, père de mons^r. d'Orléans, qui à présent est vostre filz et neveu, par laquelle mort vostre couronne et seigneurie sont tant blecez que touz voz vraz subgiez devraient crier à haulte voix : vengeance, pugnycion et justice soyent faictes de ceulx qui tant se sont forfais envers vous et qui tant vous ont navré et eulx en mettre en fait. Nous, congnoissans aussi le droit que mons^r. d'Orléans, vostre filz et neveu, a de vouloir venger la mort de mons^r. son père, lequel a pris la voie de fait par faulte de justice, laquelle faulte de justice a esté et est par aucuns de voz conseillers et servans, menistres et favorables de celui qui tant vous a offensé, le sommes venuz servir; car nous savons que pour vous oster de servage et radressier vostre seigneurie et pour vengeance de la mort de son père ilz ont emprisé ce fait, et tous ceulx qui vous donnent à entendre le contraire et qui l'ont publié sont faulx, mauvais et desloiaux envers vous; car nous sommes et serons, tant que nous vivrons, voz vraz subgiez et obéissans. Nostre souverain seigneur, nous prions le benoit filz de Dieu qu'i tousjours vous ait en sa sainte garde, et vous doint très bonne vie et longue.

Escript à Saint-Oyn, souz les seaulx de nous, Jehan. conte de Roussy et de Braine, Jehan, sire de Hangest, maistre des arbalestriers de France, Geffroy le Meingre dit Bouciquaut, le seigneur de Montbason, Amé de Sarrebruche, Guillaume le Bouteiller, Gadiffer de la Sale, Geffroy de Malestrait seigneur de Combour, Jehan sire de Fontaines, Guillaume sire de Braquemont, Hue d'Amboise sire de Chaumont, François d'Aubistort, François de l'Ospital, le Baudrain de la Heuse, Guillaume Bataille, Robert de Bonay, Loys de Culant, Loys de Bourredon, Jehan de Dreux, le Galois d'Achy, Raoul sire de Gaucourt, Guillaume de Trie, PIERRE DE MORNAY, DIT GAULUET, et le sire de Guitry. Sy porrez voir et congnoistre, et aussi fait chascun, nostre bonne voulenté et propos. Escript audit lieu de Saint-Oyn, le 1x^e jour d'octobre, l'an mil cccc et onze. — Jehannet de Garencières et Mansart de Sire.

Arch. nationales, sect. historique, J.

F. GUESSARD.

LE LIVRE

DE

GETA ET DE BIRRIA

OU

L'AMPHITRYONÉIDE,

Poème latin du XIII^e siècle composé par un auteur inconnu nommé Vitalis, et publié d'après cinq manuscrits de la Bibliothèque nationale.

Le poème dont on vient de lire le titre a déjà été recueilli par le cardinal Angelo Mai, dans le cinquième volume de sa précieuse collection latine (1). Depuis lors, M. Saint-Marc Girardin l'a indiqué dans une de ses leçons; mais comme il ne l'a fait qu'en passant, et que la publication italienne est assez rare en France, ce poème peut passer pour à peu près inconnu. Il a cependant pour nous un intérêt tout particulier; car nous devons être curieux de tout ce qui touche aux origines et à l'histoire d'une donnée nationalisée par notre Molière. Ce seul motif, tout important qu'il soit, n'aurait peut-être pas légitimé à mes yeux une nouvelle édition, si la première eût été complète; mais un scrupule vraiment exagéré a retranché, avec quelques détails assez peu regrettables, deux scènes entières, les plus vives peut-être et les mieux traitées de toute l'œuvre. De plus, les manuscrits de la Bibliothèque nationale, en fournissant le moyen de combler ces lacunes, donnent, avec le nom de l'auteur, des leçons souvent préférables à celles des deux manuscrits consultés par l'éditeur italien (2). Ce sont surtout ces dernières raisons

(1) *Classicorum auctorum e vaticanis codicibus editorum tomus V.* Romæ; typis vaticanis, MDCCCXXXIII, in-8°.

(2) Dans le passage de sa préface qui regarde notre poème : *Carminum christianorum florilegium*, § 6, il n'en cite qu'un manuscrit sur parchemin du quatorzième

qui m'ont déterminé à publier de nouveau le texte de l'*Amphitryonéide* du moyen âge (1).

Malgré les nombreuses différences de mise en scène, la suppression de plusieurs des personnages de Plaute et l'introduction de nouveaux, malgré surtout la différence du but, elle vient de la comédie latine. C'est une des nombreuses étapes de ce sujet dans un voyage qui n'est peut-être point encore fini, et, à ce titre, il est curieux, puisque celle-ci est moins connue, de s'y arrêter uniquement. Ce n'est pas ici le lieu de faire la longue généalogie des *Amphitryons* dramatiques et de montrer ce thème traité jusque dans l'Inde, comme presque tous les contes qui ont défrayé le moyen âge et qui sont encore loin d'être usés. Un pareil examen pourrait donner lieu à de longs développements de critique littéraire; mais ici je me borne à ce qui concerne directement le poème de Vitalis.

La fable de Plaute se transforme sous la plume de l'imitateur. Elle reste comique, mais ce n'est plus des mêmes choses qu'elle se raille; la vieille donnée y prend le caractère d'une satire contre les formes scolastiques du raisonnement, ou plutôt contre les résultats étranges et ridicules de la philosophie, travaillant un esprit vulgaire qu'elle rend comme ivre, et chez qui elle annihile le sens commun. C'est ici le valet d'*Amphitryon*, cette fois philosophe et non plus général, qui a le rôle du pédant, c'est-à-dire le premier rôle, tandis qu'un valet d'*Alcmène* représente le simple bon sens, matériel et grossier, mais supérieur à toutes les divagations d'une dialectique absurde. Ils sont eux deux les personnages principaux; car les autres, malgré leur place dans l'action, ne lui donnent pas son caractère: il faut dire aussi qu'on les remarque moins, parce qu'ils nous sont déjà connus, et que la partie nouvelle et originale doit nous frapper davantage. On comprendra mieux ce que je viens de dire, par l'analyse du poème.

Comme dans Plaute, Jupiter est amoureux d'*Alcmène*, et profite d'une absence d'*Amphitryon*, qui étudie aux écoles d'Athènes.

siècle, où il se trouve entre une églogue de Théodule et la *Psychomachie* de Prudence; mais quelques variantes marginales avec l'indication *alius codex* montrent bien que le cardinal Maï a eu au moins un autre manuscrit entre les mains.

(1) Ces suppressions et les vers donnés seulement par les Mss. de Paris font que ce poème a ici 70 vers de plus. Notre édition en a 538 alors que l'autre en offrait seulement 468.

nes. C'est un détail qui sent son moyen âge, où l'on était encore sur les bancs longtemps après la jeunesse. Jupiter revêt donc la forme du philosophe, et fait prendre à Mercure celle du valet, qui s'appelle ici Geta. Le dieu arrive à point, car Alcèmène attend son mari, et après s'être parée pour son retour, envoie à sa rencontre Birria, ce personnage créé pour servir de pendant à Geta. Birria part à contre-cœur, car il a peur de tout ; aussi, en garçon ingénieux, trouve-t-il en chemin mille bonnes raisons de revenir, la nécessité par exemple de savoir ce que fait sa maîtresse, et de s'assurer si elle ne l'a point renvoyé pour tromper Amphitryon. L'idée part d'un excellent serviteur et n'est pas à ce moment si sotté ; pourtant comme il voit, à découvrir le secret d'Alcèmène, plutôt des coups de bâton qu'autre chose, il se détermine à continuer. Mais c'est un autre danger : il rencontre Geta, qui précède son maître, et comme il ne veut pas voir passer une certaine charge de livres des épaules de Geta sur les siennes, il se cache dans une caverne. C'est le vrai valet des comédies, peureux, dormeur, paresseux, gourmand, finaud, et railleur s'il en fut.

Mais Geta l'a vu, le poursuit dans sa retraite, le découvre, et le charge du fardeau que Birria avait donc bien raison de craindre. Dans cette scène, la parodie philosophique a déjà commencé ; et ce n'est pas là qu'elle a le plus de bonheur, mais lorsque Geta est aux prises avec Mercure, lorsque enfin se développent les scènes du moi. Il y a là des détails assez vifs et comiques dans le dialogue et aussi dans la belle description que Geta fait de lui-même. On voit par elle qu'il est au moins tout aussi bon valet que son camarade ; il le méprise pourtant : c'est sans doute qu'il a les défauts de deux métiers, tandis que l'autre se contente de ceux d'un seul. Enfin le pauvre Geta, à force de syllogismes et malgré tout son désir de n'en rien croire, se prouve qu'il n'est rien, et s'en retourne par suite fort tristement. On comprend ce qui arrive. Amphitryon furieux s'arme et accourt ; mais Jupiter est parti, et c'est en vain qu'on le cherche. Alcèmène s'étonne de voir son mari revenir ainsi armé ; ce n'est pas le costume du philosophe, qui, si on le pressait, pourrait bien répondre comme Sganarelle :

C'est un habillement que j'ai pris pour la pluie.

Elle l'apaise, le désarme ; mais Geta qui survient, et qui est brave,

maintenant qu'il est sûr de ne rien trouver, traite son maître de lâche pour céder ainsi aux caresses d'une femme. La querelle renaît, et comme Alcèmène commence à deviner, elle prend vite son parti et s'en tire en femme d'esprit. Elle a rêvé sans doute, car elle rêvait souvent pendant les longues nuits de l'absence. Birria qui doit pourtant, et plus que jamais, être de son vieil avis, mais qui a horreur du bruit, fait écho et trouve aussi que tout cela n'est que songe. L'avis prévaut : tout le monde est content, Jupiter d'abord et aussi Mercure, bien que le régal soit plus mince, puis Alcèmène et Amphitryon, par des raisons, je crois, différentes ; Geta surtout, parce qu'il est assuré d'être resté quelque chose, et Birria parce qu'il peut retourner en paix à la cuisine, et non pas certainement pour la faire. Voltaire eût été content de cette fin ; il eût trouvé sans doute, comme il l'a dit de la rédaction indienne, *plus de sagacité dans le dénouement de l'aventure que dans celui de la grecque*. Alcèmène, il faut l'avouer, sait, mieux encore que le seigneur Jupiter, dorer la pilule. Il y a là une finesse et une malice qu'on n'aurait pu attendre de l'homme qui a écrit certains détails niais ou grossiers que j'ai dû ne pas même indiquer dans cette analyse. Je n'ai pas besoin de dire qu'il n'est nullement question d'Hercule, et qu'il est retranché ainsi que l'éclat et l'adoration des amours du dieu qui, dans la fin de Molière, est bien et sans intention formelle, peut-être, un peu copié de Louis XIV.

S'il faut juger ce poème, je dirai qu'il a quelques mérites, de composition surtout. Le sujet est assez bien ordonné et coupé, les suspensions bien placées et bien reprises, les contrastes assez habilement posés. La mise en scène fréquente des personnages par le dialogue et même le monologue (ce qui est moins heureux), donne au récit de la vivacité. L'auteur ne manquait certainement pas d'habileté, et certains vers ont du trait, plutôt, du reste, dans la pensée que dans l'expression. Quant au dessin des personnages, Jupiter et Amphitryon sont nuls ; mais Alcèmène, bien que seulement indiquée, ne l'est pas sans grâce, et Birria et Geta, dont Mercure a un moment l'importance, ont des parties assez heureuses, l'un comme comique grossier, l'autre comme parodie. La pièce, du reste, toute satirique qu'elle veuille être, est encore bien sérieuse. On sent que celui qui a écrit cela ne raillait que par moments, pouvait être tout aussi scolastique qu'un autre, et s'en savait très-bon gré. Il y a du

respect sous la forme grave des raisonnements absurdes de Geta ; ce n'est pas calcul , mais si le poëte a compris et essayé de rendre le ridicule , il n'était pas assez détaché pour l'atteindre. Il semble être gêné et arrêté , et les conclusions de Geta seraient bonnes , qu'elles n'auraient pas un autre tour. Cela a bien la marque du temps , comme aussi bien d'autres choses tellement évidentes à la lecture , qu'il est inutile de les relever. En somme, cela est plutôt curieux qu'autre chose , et curieux surtout pour se rattacher à une donnée aussi vivace. Un poëme d'une valeur égale sur un sujet créé par son auteur , et depuis non reproduit , serait fort peu intéressant. Plaute et Molière nous trompent sur celui-ci , et sont pour beaucoup dans l'intérêt qu'il peut inspirer.

Il a pourtant eu un certain retentissement , bien que le texte latin soit resté dans l'ombre jusqu'à nos jours ; car une traduction vulgaire et écrite en octaves en a été plusieurs fois imprimée en Italie à la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième. Ce n'est pas , à vrai dire , une traduction , puisqu'elle est , comme en général toutes celles de ces temps , beaucoup plus longue que l'original. Au lieu de cinq ou six cents vers , elle en a plus de deux mille. C'est plutôt une rédaction nouvelle. Par les développements qu'elle doit avoir ajoutés et les libertés qu'elle a dû prendre , elle serait d'autant plus intéressante à comparer à son modèle ; mais comme je n'ai pu me la procurer à Paris , je suis réduit à analyser les auteurs assez nombreux qui en ont parlé. C'est , du reste , à l'honneur qu'elle a eu de passer pour un ouvrage de Boccace qu'elle doit les recherches dont elle a été l'objet. Le nom de Boccace se trouve en effet sur des manuscrits et sur des éditions. Ainsi un manuscrit de la bibliothèque Ricciardienne de Florence , et un second qui a appartenu à l'abbé Antoine-Marie Salvini , portaient ce nom illustre , et d'après eux ou d'autres ayant la même mention , deux éditions le reproduisent. Une édition in-octavo , sans frontispice , le donne dans cette strophe finale :

Incliti e venerandi cittadini
Miser Zuane Bochazo homo luminoso
Infra li altri poeti fiorentini
Quest' opera compose il viro famoso
Vulgarizando di versi latini
Con l'ajuto d'Apollo glorioso

Ed io Lovuzo Amalagiso fratre
Stampare l' ho fatto perche piacer n'abbiate.

Et une édition postérieure (Venezia per Gio. Antonio e fratelli di Sabio, 1516, in-8°) indique encore Boccace comme l'auteur du même ouvrage. Aussi l'abbé Quadrio (1), tout en trouvant cette production commune et insipide, ne songeait pas à la contester à l'auteur du *Décameron* et de la *Thébaïde*, et Marcheselli (2) appuyait même cette opinion d'un passage de son *Amorosa visione*. Mais l'abbé Méhus, cité par le comte Mazzuchelli dans l'*Annotation 16 de la vie de Boccace* (3), le comte Mazzuchelli lui-même (4), et Bandini (5), prouvent sans réplique, et d'après des manuscrits, que Ghigo Brunelleschi et Domenico da Prato sont les véritables traducteurs. En effet, un manuscrit de la bibliothèque Laurentienne (*Pluteus XLII, codex XXVIII, § IV*, manuscrit sur papier in-4° du quinzième siècle) offre, après l'octave 161 et le vers

E sapro si so' nulla, o qualche cosa,

l'annotation : « Insino à qui traslatò e mise in rima Ghigo d' Ataviano Brunelleschi. Quello che segue apreso ne la facia seguente e poi come segue insino a la fine traslato e mise in rima Ser Domenico del maestro Marco da Prato Notaio (6). » Un second

(1) *Storia ed Ragionamenti d' ogni poesia*, t. IV, p. 363.

(2) *Nuovo raccolta d' opusc.*, t. XX, n. 8, p. 48.

(3) P. xvii des *Vite dei uomini illustri fiorentini de Villani*, qu'il publia pour la première fois à Venise en 1747, avec des remarques, petit in-4°, 36 pages et cu.

(4) *Scrittori d' Italia*, t. II, part. III, § 43 des ouvrages faussement attribués à Boccace, p. 1368; Bresciano, 1762, in-4°.

(5) *Catalogus codicum Bibliothecæ Laurentianæ*, tom. V, Florence, 1778, in-folio.

(6) Ce Ms. a, du reste, quelques vers de plus que d'autres. Il commence comme eux par le vers :

Caro signor per cui la vita mia.

Mais au lieu d'avoir pour ligne finale :

Gl'inganni quanto piu veder lui crede,

il offre encore quatre octaves et se termine par le vers :

A lei mi racomando e tuto dono.

Le catalogue de la Bibliothèque Laurentienne indique encore deux autres manuscrits sans noms d'auteurs : *Pluteus XLI, codex XLIII, § XVII*, Ms. sur papier in-4°, quinzième siècle; — et *Pluteus LXXXX, codex CIII, § II*, Ms. sur papier in-fol., quinzième siècle, à miniatures et à lettres. J'ajouterai qu'un des manuscrits connus par

manuscrit in-8° à la bibliothèque Ricciardienne de Florence, un troisième vu par Salvini chez le chevalier César de Ricasoli (1), indiquent les deux mêmes auteurs auxquels Salvini veut en ajouter un troisième, Giovane Acquettini. Quoi qu'il en soit de cette dernière opinion, sur laquelle il ne nous appartient pas de prononcer, les deux noms de Brunelleschi et de Domenico da Prato sont incontestables. Ils ont, du reste, été reproduits dans deux des éditions (2). Ainsi le volume du duc de la Vallière, *El libro del Birria et del Gieta*, qu'on croit imprimé en 1476 (3), et qui commençait aussi par

(c) Haro signor per chui la vita mia,

se terminait par cette mention :

finiseie ellibro delbirria et delgieta compo
sto i rima da filippo brunelleschi eda ser
domenico da Prato Laus Deo.
amen.

Et l'édition possédée par M. Libri (4) offre une mention analogue : « Finito el libro del birria et del giera (ce doit être une faute d'impression du catalogue) composto in ottava rima da fil. Brunelleschi e da ser Domenico da Prato (5). »

Pour finir cette longue préface, il me reste à décrire les cinq manuscrits de la Bibliothèque nationale qui m'ont servi à établir le texte. Ce sont les numéros de l'ancien fonds latin 8207, 8247, 8413, 8430 et 8509 A. J'en vais parler dans l'ordre de

Méhus indique ainsi les auteurs : Pippo di Ser Brunellesco et Domenico di Ser Antonio da Prato Notajo.

(1) Méhus donne un autre nom, celui de Bargiocchi ; c'est sans doute un propriétaire antérieur au chevalier.

(2) On voit par là que les éditions n'ont pas été faites les unes sur les autres, mais sur des manuscrits différents. Leur collation et celle des manuscrits permettraient, en Italie, de donner une curieuse édition complète de ce vieux roman en vers.

(3) In-4°, 32 feuillets à longues lignes, 24 par page, sans chiffres ni réclames, mais avec des signatures ; catalogue, t. II, p. 506, n. 3612 ; vendu 195 fr.

(4) N. 1413 de son catalogue, in-4° gothique à deux colonnes, 12 feuillets sous les signatures *a* et *b*, sans lieu ni date, mais qu'on croit publiée à Florence vers 1500 ; achetée 123 fr. par Payne pour l'Angleterre.

(5) On peut voir sur ces éditions Brunet, Manuel, III, 128, et les auteurs qu'il cite ; — Paitoni, III, 118 ; — Ebert, 17242, — et Fossi ou plutôt Folini, Catalog. Magl. III, page xxiii.

leur valeur. Tous sont des recueils de pièces réunies ensemble avec fort peu de raison. Je ne parlerai que de celles qui ont été écrites avec le poëme qui nous occupe.

Le manuscrit sur parchemin 8509 A est celui que j'ai pris comme fondement du texte. C'est le plus ancien et le meilleur ; l'écriture gothique, laide et lourde, est du quatorzième siècle, et peut-être même du treizième ; elle est très-fréquemment abrégée, renferme des formes orthographiques anciennes, et certaines parties en sont très-difficiles à lire, parce que l'encre a disparu par places et n'a laissé qu'un sédiment jaune. Le commencement du volume, qui a appartenu à Mazarin, contient d'un seul contexte les fables latines qu'on désigne habituellement sous le nom de l'anonyme ancien, et qui se trouvent réimprimées dans la *Mythologie Ésoopique* de Nivelet ; un poëme intitulé *Doctrina Magistri Joannis faceti*, et le commencement de *Pamphylus*, élégie amoureuse en vers pentamètres. Celle-ci est interrompue au bas d'une page, et c'est à la suite qu'on a ajouté notre poëme, qui commence sans aucun titre et occupe les feuillets 20 à 27. Chaque page contient sur une seule colonne de trente à trente-six vers, et le total de ceux contenus dans ce manuscrit est de cinq cent trente. A la fin on lit ce vers :

Dextera scriptoris cum Christo vivere posseit.

Avant lui le distique final :

Carmina Vitalis fert fama parentibus alis ;
Ipso defuncti vivi quoque psallite cuncti,

qu'on trouve seulement dans ce manuscrit, nous apprend que l'auteur se nommait Vitalis ; mais nous n'en sommes pour cela guère plus avancés. Quel était-il, à quelle époque a-t-il écrit ; où était-il né ? Ce sont autant de demandes insolubles dans l'état de la question. Fabricius, qui ne connaissait pas son ouvrage, n'enregistre pas même son nom. On peut conjecturer qu'il était Italien, puisque son ouvrage a été traduit seulement en Italie ; mais la raison est loin d'être très-concluante : toujours est-il qu'en Italie même on n'a pas conservé la trace de son nom ; car les manuscrits connus du cardinal Maï ne le donnent pas, et l'on a vu par le vers de la strophe que j'ai citée,

Volgarizando di versi latini,

que si l'on connaissait l'existence de l'original latin, on ignorait

le nom de son auteur. Quant à l'époque, on peut dire avec certitude, par le tour du style, l'âge des manuscrits et l'époque de la traduction, qu'il est au plus tard écrit au treizième siècle, sans savoir s'il ne faudrait pas le reporter un peu plus loin. J'ai désigné ce manuscrit par la lettre A.

Le manuscrit 8430, écrit sur parchemin au quatorzième siècle en gothique et sur deux colonnes, est un recueil comme tous ceux dont j'ai à parler; mais il a été écrit par une même main, et n'est pas seulement le fait du relieur, comme le précédent et le suivant. L'écriture est nette et le texte assez pur. Le manuscrit, qui porte au bas de la première page la signature de Jacques Mantell, et celle de Nicolas Heinsius à qui il l'avait donné, contient les poèmes suivants : *Palpanista sive de vita privata et aulica Bernardi Geystensis*; ff. 1-8.—Une main moderne, sans doute celle de Heinsius qui avait mis en tête le mot *contuli*, a ajouté la note : « De hoc poemate bis typis edito vide Fabricium. Med. et inf. lat.; t. I, p. 627. » — *Dares frigijs*, 9-16. — *Ilias a magistro Symone ab Aurea capra*; 17-24. — *Ovidius, de arte amandi*; 25-43. — *Ovidii amores*; 44-60. C'était sans doute pour ces poèmes d'Ovide que Mantell l'avait donné à Heinsius; car sur la première page on lit de la fine et élégante écriture de celui-ci : « *Contuli cum vulgatis editionibus ovidiana*. — Des vers plus que léonins; ff. 60-1, qui commencent ainsi :

Pergama flere volo fato Danaïs data solo
Solo capta dolo capta redacta solo, etc.

Pamphylus, cette fois complet; 62-67. — Notre *Amphitryonéide*, 67-71, — et un poème également anonyme, qui semble faire pendant à *Pamphylus*, et qui a pour titre : *Maximianus*; 72-77.

Je reviens à la partie qui nous intéresse. Chaque colonne pleine ayant 33 vers, la première en ayant 11 et la dernière 16, ce manuscrit a un total de 352 vers. Cette fois le poème a un intitulé; on lit au commencement : *Incipit Geta*, et à la fin :

Explicit hic Geta liber ridiculosus
Finito libro sit laus et gloria Xpo.

Cette indication finale est encore suivie de deux distiques se rapportant aux deux formes attribuées à *Amphitryon*; l'un prouve qu'un chevalier seul, et l'autre qu'un clerc seul peuvent aimer. Les voici :

probacio quod solus miles amat.
 Militat haud alius nisi miles; militat autem (1)
 Omnis amans; ergo non nisi miles amat.
 probacio quod solus clericus amat.
 Nullus nisi arte sagax clericus; ergo decenter
 Solus amat, cum sit arte regendus amor.

J'ai désigné ce manuscrit par la lettre B.

Le ms. 8207 sur parchemin, provenant de la bibliothèque de Colbert, se compose d'abord d'un premier recueil écrit d'une seule main, et de manuscrits distincts, mais réunis par le relieur. C'est dans le premier que se trouve notre poème; par suite, c'est de cette partie seule que nous avons à nous occuper. Si ce n'est le plus précieux, parce qu'il est moins ancien que les deux premiers, il est écrit avec intelligence et correction, et, de plus, c'est de beaucoup le plus joli; l'écriture gothique du quinzième siècle a ce caractère fin et aigu qui n'est pas sans élégance. Il commence par des poèmes attribués, par le copiste, à Virgile, dont les uns sont admis jusqu'à un certain point, et les autres ne sont que des productions scolastiques; on les reconnaît à leur titre : *Scopa vel Coppia*; — *poema de Et et Non*; — *Justificatio boni et sapientis viri*; — une pièce sur la naissance des roses commençant par : *Ver erat et blando mordentia frigora sensu*; — *Moretum*; — *Priapeia*; — *Culex*. A la suite des poèmes anonymes : *De amore Gallatee*, — *De contemptu carnis*, — *Somnium Ovidii*, — *Distigium magistri Cornuti*, — *Doctrina magistri Johannis Faceti*, — des vers moraux; — enfin notre poème, au commencement duquel une main du seizième siècle a écrit : *Amphytrieidos liber*. Je n'indique pas la pagination, parce qu'il n'en existe pas, mais le poème occupe 57 pages pleines de 27 vers; et par suite en offre 459, dont le dernier répond seulement au 467^e de notre édition. En effet, la suite de ce manuscrit a été malheureusement perdue, et la fin du poème manque; lacune d'autant plus regrettable qu'elle porte ici sur la fin où nous aurions pu trouver de nouveau les vers du manuscrit A ou d'autres donnant le nom de Vitalis et peut-être quelque autre renseignement. Le poème y est aussi accompagné de gloses interlinéaires comme toutes les pièces

(1) On reconnaît l'imitation du fameux vers d'Ovide, dans l'expression :

Militat omnis amans.

que j'ai énumérées, mais elles sont purement verbales. J'ai désigné ce manuscrit par la lettre C.

Le ms. 8247, ainsi que le suivant, est beaucoup moins correct que les trois premiers. Ce sont tous deux des copies très-rapidement et très-incorrectement faites ; certains vers, surtout dans celui-ci, sont absolument inintelligibles, et bien des mots tout à fait estropiés ou même sautés. Ce manuscrit, sur papier, dont la première page porte la signature de Jacques-Auguste de Thou et qui a appartenu à Colbert, est un recueil de copies diverses faites par un certain frère Bertrand Gineste, de l'ordre des frères mineurs, qui a écrit son nom sur plusieurs de ces copies et deux fois une date, celles de 1466 et 1467. Quoique le poème de Vitalis ne porte pas de semblables indications, il est facile de voir qu'il a de même été transcrit par lui, ce qui reporte cette copie vers les mêmes années. Du reste, l'écriture est cette disgracieuse, fatigante et peu lisible cursive gothique de la fin du même siècle. Notre poème se trouve la troisième pièce du volume qui n'est pas paginé ; il y occupe 29 pages pleines contenant chacune 18 vers ; la dernière n'en a que 7 ; de sorte que le total des vers qu'il contient s'élève à 530. Les douze premières pages seulement ont quelques gloses interlinéaires, mais peu nombreuses et bientôt abandonnées, et la fin est suivie de la mention : *Explicit Amphy(triei)dos liber.*

J'ai désigné ce manuscrit par la lettre D.

Le ms. 8413 est encore un recueil sur papier fait avec autant de rapidité et de négligence ; le texte, quoiqu'il soit peu différent, est assez bon et utile à consulter ; mais le défaut de ce manuscrit est d'offrir des transpositions perpétuelles, et qui ne sont pas dues à la manière dont les feuilles sont pliées, puisqu'elles commencent et finissent, non pas en haut, mais au milieu des pages. Le manuscrit sur papier est écrit en cursive, et a été fait en Italie vers la fin du quinzième siècle, ou peut-être un peu plus tard. Car, si l'une des pièces du volume, une partie de traduction en vers d'Homère et écrite en gothique, est datée du 7 avril 1483, je crois le reste plus récent. Notre poème occupe dans le volume les feuillets 33 à 44 ; les pages pleines, qui sont au nombre de vingt, ont 23 vers, la première 17, la seconde 21, la dernière 24, ce qui donne un total de 522 vers. Au commencement se trouvent deux mentions, qui se complètent par celle qui termine une autre copie du même vo-

lume, et que je citerai d'abord : « Ego Petrus Celanensis (c. à d. de Celano, petite ville du royaume de Naples) de nocte festinanterque scripsi. Laus Christo Optimo. Amen. Jesus Christus filius marie. » Voici maintenant les deux mentions :

Incipit opusculum Gete, Amphitrionis et
almene; et birria est servus. dicit n. ita
quidam Joannes. P. cognomiāt9.

Je ne vois pas au juste ce que veut dire : « Dicit enim ita quidam Joannes Petrus cognominatus. » Ce n'est que le copiste, et il parle comme s'il était l'auteur. Cela serait inutile à dire. A la fin on trouve, après la mention *Finis*, les mots :

Celanensis velociter.
Die xii^a aprilis cum voluntate et spe etc.

Il tenait à sa rapidité, car il ajoute encore : *Raptim cursimque*.

Ce manuscrit, quoique très-fautif, est cependant, avec le manuscrit A, le seul qui nous donne le nom de Vitalis, et cela par deux autres vers que voici :

Explicit hic Geta deceptus ab Archade summo.
Vitalis flexus explicit Amphitryon.

Le mot *flexus* est une correction que je propose : car le manuscrit porte incontestablement *blexus*, qui est incompréhensible, tandis que le seul changement de la première lettre en une qui lui est analogue, donne un sens très-acceptable. Je désigne ce manuscrit par la lettre E.

La Bibliothèque nationale possède encore, sous le n° 8498, un autre manuscrit sur parchemin de ce poëme, qui date aussi du quatorzième siècle; mais je n'ai pu le collationner, parce qu'il ne se retrouvait pas, ce qui est fâcheux, parce qu'il serait très-probablement au nombre des quatre meilleurs.

[AMPHITRYONEIDOS ARGUMENTUM I.]

- Grecorum studia nimiumque diuque secutus,
 Amphitryon aberat, et sibi Geta comes.
 Intrat ad (1) Alchmenam (2) ficto Saturnius ore,
 Cui comes Archas erat (3). Credidit esse virum.
 5 Geta redit tandem promissus (4) ab Amphitryone.
 Archadis (5) ille dolis se putat esse nichil.
 Se dolet esse nichil, et ab Archade lusus abibat.
 Visa reffert domino; vir dolet; arma parant (6).
 Letus abit socio Pater Archade. Queritur illis
 10 Mechus; abest; gaudent; lis cadit; ira tepet.

[ARGUMENTUM II.]

- Carmina composuit, voluitque placere poeta (7);
 Fallitur hoc studio; carmina nulla placent;
 Carmina nulla placent (8); queruntur seria cunctis;
 Quemlibet immodicus alligat eris amor;
 15 Vincit amor census, et nummis carmina cedunt:
 Multa licet sapias, re sine nullus eris.
 Si quem scripta juvant (9), istis tamen invidet ille;
 Et laudans veteres nescit amare novos.
 Utilius tacuisse foret quam scribere versus;
 20 Scriptor enim precio scriptaque laude carent.
 Quem iuvat iste labor, solum (10) sibi scriptitet ille,
 Et sibi pulcher eat (11), et sua solus amet.

(1) A. C. M. In.

(2) C'est l'orthographe du plus grand nombre de manuscrits; les autres donnent *Alcmena*, *Almena*, *Algmena*. Plaute disait *Alcumena*, plus près en cela du grec *Ἀλκυμένη*.

(3) Écrit aussi Arcas. — (4) M. (c. à d. edit. Mai) Præmissus. — (5) Archados.

(6) B. M. Parat. — (7) M. Poeta videri. — (8) B. E. Fabula n. placet.

(9) C. s. q. s. juvent. E. Si cui s. placent.

(10) E. Soli. A. Sibi soli.

(11) D. Erit. E. Et sua pulcher emat.

[GETÆ ET BIRRIÆ LIBER

SIVE

AMPHITRYONEIS.]

- Ardet in Alchmenam Saturnius atque beatum
 Amphitryona (1) probans, se dolet esse Jovem.
- 25 « Ecquid (2), » ait, « superum cetus Jove patre superbit?
 « Jam (3) superum pater est Amphitryone minor. »
 Exierat Patri caducifer obuius; ibat
 Nuncius : « Optato (4), » Jupiter inquit, « ades.
 « Uror in Alchmenam; nec eam tamen uro, sed uror (5).
 30 « Tempore, sponsus abest, utar et ipse loco.
 « Jupiter Alchmene thalamo studeat; vir Athenis
 « Phylosophetur : amet Jupiter, ille legat :
 « Disputet Amphitryon, et (6) fallat Jupiter : artes
 « Hic colat, Alchmenam Jupiter ipse suam.
- 35 « Jam parat hic reditus. Ergo, precor, indue Getam :
 « Induet ipse tuus Amphitryona pater. »
 Sustinuere Dei mortales sumere vultus (7).
 Fit Pater Amphitryon, Getaque natus erat.
 Nunciat Alchmene variis rumoribus acta
 40 Fama viri reditum, famaue iuvit eam.
 Ad reditum domini domus exultare jubetur (8).
 Atria vestit ebur, purpura lata (9) thoros;
 Arridet thalamus, positoque refulgurat auro.
 Absentis surgunt Amphitryonis opes.
- 45 Gaudia testatur domine (10) nitor, atque superba (11)
 Significat domui veste redire virum.
 Arte jacent crines, auro quoque dextra superbit;
 Pingit et hec vultus, juvet (12) ut arte (13) decor.

(1) Tous les manuscrits donnent *nem*.

(2) A. Ut quid. B. Quidquid. D. Nunquit. M. Et quid.

(3) M. Nam. — (4) A. D. E. « Optatus ». — (5) M. Utar.

(6) E. Sed. — (7) M. Dii m. s. formas. E. mortalem s. formam.

(8) E. dominum d. e. videtur. — (9) C. Lecta. E. Leta. — (10) A. Domini.

(11) D. . . superbum — Significans dominum velle redire suum.

(12) A. C. M. Vivat. E. Ut juvet. — (13) B. Ore.

- Sic alias vincit , sic a se vincitur ipsa (1).
- 50 Fit nova, fitque decens : plus placet ergo Jovi.
 « Nunc (2), age, nate, veni , » clamat (3) Saturnius, « ecce (4)
 « Quanta sit Alchmena, quam bona, quamque decens,
 « Quam melior Junone meâ ; mea (5) sidera vincit,
 « Præradiat stellis (6), obtenebratque diem.
- 55 « Sic placet illa michi ; sic exeat obvia nobis,
 « Inque suo subeat Amphitryone Jovem (7). »
 Deseritur celum. Vernali mitis odore
 Respirabat (8) humus ; sensit adesse Deos.
 Gaudeat Alchmena ; vir adest suus ; ecce recurrens (9)
- 60 Ingeminaus fama (10) jurat adesse rates.
 « Ecce meus redit Amphitryon ; cito, Birria (11), surge. »
 Dixerat Alchmena ; clamat, at (12) ille tacet.
 Birria sic secum : « Clamet licet illa , taceto :
 « Hec vigilet, dormi ; cursitet illa , jace.
- 65 « Hos habeat ludus, labor hos ; te, Birria, sompnus.
 « Quitquit agant alii , sit labor iste tuus. »
 Sic iterum Alchmena : « Propera, mi (13) Birria, surge. »
 Nil valere preces ; addidit ergo minas.
 Paruit ille minis, cui sic hera : « Littus adito ,
- 70 « Vela notato, naves prospice, visa refer ;
 « Vanane sit, sed vera utinam (14), ne falsa sit, oro,
 « Fama, redire probans Amphitryona meum. »
 Sic hera. Sic servus : « Ha , Birria, quanta juberis.
 « Audaces etiam territat unda maris.
- 75 « Littore dum stabo , refugisne (15) fluctibus , unda (16) ?

(1) A. Illa. E. Una. — (2) D. Huc. — (3) D. Dicit.

(4) C'est la leçon des manusc. Il vaudrait peut-être mieux le remplacer par *ercle*, que les manusc. consultés par l'éditeur italien donnent plusieurs fois là où les nôtres donnent *hercle*. — (5) D. Nam.

(6) Le cardinal Mai donne *stellas*, en ajoutant à la marge *malim stellis* ; c'est la leçon de tous les manusc. de Paris.

(7) Les vers 55 et 56 ont été, on ne sait trop pourquoi, retranchés par le cardinal Mai. — (8) Respiravit.

(9) B. Revertens. — (10) M. Ingeminat fama.

(11) D'autres manusc. donnent Birrea ; mais j'ai adopté Birria, parce que c'est la forme la plus fréquente et celle qui a passé dans la traduction italienne. L'éd. Mai imprime Byrrhia : c'est la forme du nom de l'esclave de l'Andrienne.

(12) E. et. — (13) Modo. — (14) M. Sed verax ut, nec falsa. — (15) C. In.

(16) Ce vers manque dans les manusc. A et D.

- « Ne ferat in præceps, ipse cavebo michi.
 « Birria, tunc ires, nulli plorandus, in equor,
 « Quid tunc Amphitryon : « (1) Birria nullus erat. »
 « Ve pedibus laterique meo : gravis est via ; longum
 80 « Est iter ; ad naves (2) irrediturus eo.
 « Seu vadam (3) seu non, Almena, audito, redibit
 « Amphitryon noster (4) si rediturus adest. »
 Ingeminans (5) irata minas, eat inperat : « Ibo, »
 Inquit, « at ut redeam, queso, precare Deos. »
 85 Hic abiit, hec orat : « Assis (6), bone Jupiter, » inquit.
 Cui, Getam simulans, intulit Archas : adest.
 Intrat hic in (7) Getam, subit alter in Amphitryonem.
 « Salva sit Almena, » Jupiter inquit ovans (8).
 — « Salvus et Amphitryon » sic Almena subintulit « esto. »
 90 Oscula multiplicant ; dant, iterantque dant.
 Temperat Alchmena, castigat et oscula blandit (9),
 Et sua virgineo verba pudore domat.
 Luxuriat Deus ; ore premens os lambit hyulco,
 Et mecum sapiunt oscula blanda Jovem.
 95 Dependet (10) collo Jovis illa, premitque beato
 Pondere colla Jovis (11) ; sic amat ille premi.
 « Non equidem mage leta Jovem complectier ipsum, »
 Dixerat, atque Jovem comparat illa Jovi.
 Oscula confundunt (12). Jam Jupiter acrius ardet :
 100 « Claude fores, Getha, » dixit « et adde seram.
 « Naute si veniunt, hominum genus acre (13) repelles ;
 « Nemo fores subeat (14) ; janua limen amet (15).
 « Nos habeat thalamus secretior. » Annuit Archas.
 Hos recipit thalamus ; obserat ille fores.
 105 Ipsa loci (16) facies invitat ad oscula quemque.
 Jam mora nulla placet ; jungit utrumque thoros.

(1) En glose : *dicet*. — (2) M. Pontum—non rediturus.

(3) A. B. C. M. Redeam. — (4) C. Vester.

(5) B. Tunc geminans. C. Congeminans. M. Cum geminans. D. In geminas.

(6) E. Adsis. — (7) M. Induit hic G.

(8) L'édition italienne saute les dix-huit vers suivants et reprend seulement au vers 107 : *Birria carpit iter*, etc.

(9) E. Blande. — (10) D. Impendit. — (11) A. C. Dei.

(12) C. Multiplicant. — (13) E. Omne repellas.

(14) G. Intref. — (15) A. Habet. — (16) A. Jovis.

- Birria carpit iter, lento pede claudus iniquus (1),
 Atque graves queritur asperitate vias.
 Imputat ille vie quod sit piger : « Heu michi ! » dixit,
 110 « Auferet ecce meos hec via longa (2) pedes.
 « Ad mala natus ego (3), crucior dum cuncta quiescunt.
 « Ve tibi femineo subcubuisse jugo (4).
 « Femina vult sudare (5) suos, didicitque jubere.
 « Pena tenet famulos ; innovat illa cutem (6).
 115 « Mechus ut intro eat (7), mentitur adesse maritum.
 « Ne videas mechos (8), Birria, pulsus abis.
 « Jam redeam ; queram quid (9) agat. Deprensa timebit ;
 « Supprimet illa timens verbera, verba, minas. »
 Sic ait, atque redit ; dubitat, deliberat, heret.
 120 Sic iterum secum : « Non sapienter ago.
 « Crimina dant animos ; odium deprensa fovebit.
 « Birria, quitquid agas (10), semper iniquus eris.
 « Credulus uxori vir erit. Mala femina ! ficto
 « Crimine dampnabor (11) ; sic cruce visa luam.
 125 « Propositum repetatur iter (12) ; labor instat : Eundum (13)
 « Est mihi ; secretam (14), Birria, perge viam.
 « Hac iter ; hac ito, ne Geta sit obuius ille,
 « Qui mea letifero pondere colla domat (15).
 « Geta, precor, pereat. Homo natus pondera ferre ?
 130 « Pondera portet equus ; Birria vivat homo. »

Intrarat (16) portus ventis ereptus et undis
 Amphitryon letus, littora tuta (17) tenens.
 Regnat amor castus in pectore conjugis illi.
 Geta vocatus adest : « I cito, » dixit ei,
 135 « Tolle libros, præcurre (18) domum ; salvere iubeto
 « Alchmenam, reditu gaudeat illa meo.
 « Pars est salva mei ; salvetur ut (19) altera queso ;

(1) C'est ici que se termine la lacune de l'édition Mai.

(2) E. Dura. — (3) C. Sum natus.

(4) A. C. D. M. Ve t. f. quisquis adacte jugo. E. es. — (5) D. M. Suadere.

(6) D. Crucem. — (7) A. Intus eat. C. Intro ieat.

(8) D. Mechum. — (9) Les manusc. : quitquit. — (10) D. Agat s. i. erit.

(11) D. Dampnabit. — (12) Alius codex : opus (note de l'éd. italienne).

(13) D. Labor instat eundi. — (14) Securam. B. carpe.

(15) D. Premat. — (16) Intrabat. D. Intravit. — (17) D. Nota.

(18) Les manusc. : percurrere. — (19) D. Et.

« Pendet ab illius nostra salute salus. »

Geta favet, tollitque libros. Prenuncius ibat.

140 Birria carpit iter, Geta videtur ei :

« Heu (1), Geta est, » inquit, « perii, quodcumque verebar

« Accidit. Heu quantum quam bene portat honus.

« Pondere sub tanto sudaret maximus Athlas.

« Hocque meis humeris (2) impositurus erit (3).

145 « Ecce caverna subest; lateam dum transeat ille.

« Post iter aggrediar. » Dixerat atque latet.

Previdet hunc Geta qui pigrum (4) noverat illum (5).

Quo lateat, notat hic, dissimulatque tamen (6).

Substitit ad caveam (7); furca subeunte bicorni

150 Dum sustentat honus, sic ait ille sibi :

« Ve scopulis humerisque meis (8). Ne (9) pondere pressa (10)

« Colla fatigat honus, et via longa pedes,

« Sed quid in occursum non venit (11) Birria Gete?

« Penderet (12) collo sarcina nostra suo.

155 « Fasse (13) sub hoc caderet jam Birria (14). » Birria secum :

« Profuerat (15) multum sic latuisse tibi (16). »

Continuat Geta : « Veve michi ! » dixit. « Athenis

« Dicere longa mora est quam (17) mala quotque (18) tuli.

« Me frigus, me longa fames, sitis aspera, sompni

160 « Nocte breves (19), miseri perdomuere cibi.

« Non primo vivebat herus, sed pane secundo ;

« Qui me pascibat, vix quoque (20) quartus erat.

« Sed precium pene miranda sophismata porto

« Jamque (21) probare scio quod sit asellus homo.

165 « Dum mihi redduntur patine, focus (22), uncta popina (23),

(1) D. En. — (2) A. C. M. Hoc humeris nostris. — (3) M. Erat.

(4) B. M. Longe. C. Non male. E. Pulcre.

(5) D. p. h. g. Magnifeste viderat illum. — (6) D. Locum.

(7) C. Foveam.

(8) D. Ve pedibus scapulisque meis sub pondere tanto. C. Ve scapulis pedibusque.

(9) M. Ve. — (10) C. M. Presso. B. Fesso.

(11) C. M. Exit. — (12) D. Penderetur. M. Pendeat in.

(13) Fasse. D. Fuste. — (14) Hercle. » Sic.

(15) C. Profuerit. — (16) Michi. — (17) M. Quæ.

(18) A. Quanta. B. Quæve. M. Quotve. — (19) E. Leves.

(20) M. Bene. — (21) D. Namque.

(22) A. Domus. M. Dum. — (23) E. Unctaque coquina.

- « Hos asinos, alios (1) esse probabo boves.
 « Sum logicus; faciam quevis animalia cunctos.
 « Birria, qui nimis est lentus, asellus erit. »

Birria sic secum : « Qui Birria fiet asellus ?

- 170 « Quod natura dedit, auferet iste michi ?
 « Birria sic Gete, quecumque problemata ponit (2),
 « Respondebit : erit (3) Birria semper homo. »
 — « Hoc etiam didici quod res nequit ulla perire.
 « Quod semel est aliquid, non nihil esse potest.
 175 « Cui semel esse datur, nunquam non esse licebit,
 « Sed faciem mutat, et novat esse suum (4).
 « Sic nequeo nichil esse. » — Sic tunc Birria : « Geta
 « Vivat in eternum, si modo vera refert. »
 — « Omnia mors tollit. Doctum cecidisse Platonem
 180 « Atque ipsum Socratem subcubuisse ferunt.
 « Fama mei vivet (5) ; sed et hec quoque morte peribit ;
 « Omnia mors delet, omnia morte cadunt. »
 — « Dissidet iste sibi. Modo fine carere probabat
 « Omnia ; cuncta modo morte perire docet. »

185 — « Ibo. Sed heus, quid in hoc strepit et submurmurat antro ?

- « An (6) lepus est ? Herele, preda decora viro.
 « Utar ego (7) saxis, quia non sunt (8) recia præsto :
 « Furcula pro rethi (9), sint vice saxa canum.
 « Exeat an (10) lateat, saxis nunc (11) preda peribit.
 190 « Ditabit mensam preda reperta meam. »
 — « Quis dedit hoc Gete lapidare latentia queque.
 « Luna latet dum vult, Birria quando potest (12).

(1) C. E. Illos.

(2) D. Geta quæque problemata solvet. E. Sofismata. A. E. M. Solvat.

(3) D. Respondebis : eris.

(4) L'édition italienne donne ces trois derniers vers dans cet ordre 175, 176, 174.

(5) D. Et nunquam. — (6) A. Heu. B. C. E. En.

(7) C. In hunc. D. Enim.

(8) M. Mihi. E. Non sunt mihi. D. Saxis ; nec enim mihi retiap.

(9) E. Rete. — (10) D. Auf. — (11) D. Mea.

(12) Ces deux vers sont peut-être ceux qu'on trouve placés le plus différemment. Dans les manusc. A. B. E. et dans l'édition Māi ils se trouvent après le vers 212. Dans le manusc. D, après le vers 206. Le manusc. C les donne seul à cet endroit, où ils paraissent le plus à leur place.

- « Ve (1) mihi qui latui. Mortem vitare volebam ;
 « Jam morior : volui vivere ; vita fugit :
 195 « Jam (2) volui tutus nimis esse ; perhenne latebo ,
 « Et fiet tumulus ista caverna michi.
 « Ve mihi (3) ! cur latui. Nunc a me perditus (4) ipso ,
 « Ne moriar timeo qui bene tutus eram. »
- Geta premit saxis ; inculcat et (5) ictibus ictus ,
 200 Et (6) veniam timida Birria voce rogat .
 « Birria sum , mi Geta ; precor , tua dextera parcat (7).
 « Nulla viro laus est sic lapidare suum (8).
 « Geta , teneto manus ; tuus est hic Birria. » — « Non est (9)
 « Birria , » Geta refert. Jurat hic , ille negat ;
 205 Instat et hic clamat : « Non mentior , hercule ; notus
 « Sum tibi ; me sola noscere voce potes.
 « Birria sum , mi Geta , tuus ; tua saxa repone ,
 « Vivat ut obsequio Birria , Geta , tuo. »
 — « Ergo caput prefer. » — « Jam profero ; saxa remittas
 210 « Ne caput hic pereat ad (10) tua saxa meum. »

- Cessat hic ; hic exit (11) ; cui Geta : « Quid (12) ergo latebas ?
 « Posset ab incauto mors tibi sæva dari.
 « I citus ad naves , et quæ modo pondera restant ,
 « Tolle. Manent humeros (13) pondera magna tuos ,
 215 « Vel mea , si mavis (14) hec tantula pondera ferre. »
 — « Tantula ! Quis tanta pondera ferre queat. »
 — « O quanto majora feres , qua fasse (15) premeris »
 Et fassem ostendens (16) : « Hoc leve pondus » ait ,
 « Cum leve vel nullum pondus tu (17) ferre queraris.
 220 « Cur ea non defers viribus apta tuis ?

(1) A. Hei. — (2) A. C. E. Ha.

(3) M. Ve quia. E. Vel quia. E. M. Non tacui. D. Ve qui non tacui.

(4) C. Traditus. — (5) D. Inculcans. — (6) E. Sed.

(7) A. Jam precat amico. E. Jam parat : amicum. M. Mihi parcat amicus. D. Modo rogo ; precat amicus.

(8) D. Virum. — (9) D. Non es. — (10) D. Hoc pereat per.

(11) C. E. Exit et hic. — (12) M. Cur.

(13) B. Humeris p. m. tuis. — (14) Paucillaque pondere.

(15) E. Quo fasce. D. Si fuste. — (16) D. Fustem monstrans.

(17) M. Te pondus. B. C. E. Pondus deferre.

- « Dixerat Amphitryon mihi maxima ferre volenti :
 « Accipito (1) pondus hoc leve, Geta, tibi.
 « Birria magna feret (2), quem reddunt ocia fortem ,
 « Nam grandes humeros grande decebit honus. »
 225 — « Birria cogetur montes transferre (3) ! Teneto
 « Ergo meum quod fers tu tibi pondus. » — Habe. »
 — « Si nequeam vitare (4), valet (5) defferre (6) laborem. »
 Discedunt; lictus hic petit, ille domum.

- Geta domum pergit (7) ; gaudet loca nota tenere.
 230 Gaudia dinumerans sic breve reddit iter (8) :
 « Gaude, Geta; tui (9) jam preteriere labores.
 « Occia jam veniunt (10); jam tibi parta quies.
 « Assurgent (11) Gete redeunti Sannio, Sanga (12),
 « Davus (13), et applaudet cetera turba tibi (14).
 235 « Acrescet mihi nomen; dicar Geta magister;
 « Terrebit cunctos nominis umbra mei.
 « Magnus, et in tota venerabilis ipse (15) popina,
 « Jam liber, seruos multa docebo meos.
 « Sed quid in occursum non est Alchmena? Quid autem ?
 240 « Janua clausa mihi est, et silet ipsa domus.
 « Ad primam vocem pandatur janua Gete,
 « Vel minimo digito jam reserabo fores.
 « Multa fero quibus ipsa placet sibi femina : peplum
 « Mittitur Alchmene, zona, monile, clamis (16).
 245 « Cultu forma nitet (17); hac femina dote superbit.

(1) D. Accipias. M. Accipies.

(2) Feres. — (3) B. E. Transire.

(4) D. Vivere si nequeo.

(5) B. Jurat. D. Valuit. E. Libet. — (6) M. Differre.

(7) D. Properat. E. Properans.

(8) Le manusc. E. continue ici au vers 293, et les vers suivants, 230 à 292, s'y trouvent intercalés entre 168 et 169.

(9) D. Gaudet Geta cui jam. — (10) B. C. Redennt. — (11) A. Asurgunt.

(12) Ces noms sont écrits très-diversement. A. *Saugia*, *Sauga*. C. *Sanreio*. E. *Sania*. M. *Santia*. D *sompnia long*.

(13) A et C donnent : *Damvis*; D, dans *ac applaudens*.

(14) D. M. Comes. E. Canes.

(15) E. *Ipsa*. M. *Uncta* : avec cette note marginale : *Longa pro brevi et contra alibi. Ejusdem etiam vocabuli syllaba modo breviter usurpatur, modo producte*.

(16) M. Chlamys. — (17) D. Hoc cultu gaudet.

« Hac placet ipsa sibi, plus placet ergo viro. »

Accedit, pulsatque fores, clauseque quiescunt.

Obstupet; ille domus atria voce replet :

« Exeat Alchmena; pandatur janua Gete;

250 « Exeat et videat Amphitryon suum. »

Archas adest foribus. Getam mentitur, eratque

Persimilis Gete corpore, voce magis :

« Jam thalamos (1) tenet Amphitryon; tenet hostia Geta :

« Quisquis es, » inquit, « abi. » Dixerat; ille stupet.

255 Terruerat Getam simulata professio (2) vocis.

Abstitit a foribus, et sibi mestus ait :

« Qui mecum loquitur voce est et corpore Geta.

« Voce loqui Gete quis, nisi Geta, potest.

« Sed logici memorant quod vox erit (3) una duorum

260 « Atque duos nomen significabit idem. »

Dixerat, atque domum circospicit undique clausam.

Omnia clausa videt; omnia (4) clausa silent.

Ammirans stetit ante fores, et : « Quisquis es, » inquit

« Pande fores (5), reseras (6) hostia; Geta redit (7). »

265 — « Jam rediit Geta; » Deus intulit, « Amphitryonque

« In thalamo gaudet conjugis esse (8) sue.

« Birria jam (9) rediit, quem dum latitaret in antro

« Terruerantque mine saxaque missa manu.

« Supprime clamorem; sine nos (10) requiescere fessos.

270 « Fessis post honera sit mage grata quies. »

Geta suum nomen novit; non (11) clausa recludit;

Ad nomen Gete janua clausa silet (12).

Obstupuit retroque pedem tulit : « Heu mihi ! » dixit (13),

« Hunc Getam verum factaque voxque (14) probant.

275 « Nunquid oberravi (15) ? Nunquid modo Birria missus.

« Vel cicius rediit, vel (16) brevior via ?

(1) Talamum. — (2) B. C. M. Probatio. D. Prolacio. E. Relatio.

(3) B. E. M. Est. D. Sit vox. — (4) D. Cunctaque.

(5) Domum. — (6) B. Reserans. D. Reseres. — (7) B. Venit.

(8) M. Dormit conjugis ecce. — (9) D. Non. — (10) D. Jam. — (11) M. Nec.

(12) A. C. E. M. Limina clausa tibi. C. M. Silent. E. Sibi. D. Janua nulla patet.

(13) A. Dicens. D. Hoc mihi dicent. M. Et sibi dicens.

(14) E. Dicta. — (15) A. Aberravi. — (16) A. M. Aut. . . aut.

- « Est ego (1) qui mecum loquitur? sed nescio fiat (2)
 « Qua ratione duo qui prius unus erat.
 « Omne quod est, unum est. Sed non sum qui loquor unus :
 280 « Ergo nichil Geta est, nec (3) nichil esse potest.
 « Unus eram clara cum primum limina (4) voce
 « Intonui; sed me reddidit iste nichil.
 « Respondine (5) michi? Vocemne per echo relata,
 « Ut solet in silvis, reddidit ipsa domus?
 285 « Janua me dudum reserato cardine cepit.
 « Qui loquor (6), ut subeam — proh dolor (7) — intus ego,
 « Accedam; queram quo sit pede, dente, capillo,
 « An si sit voce, corpore, sicut ego (8),
 « Queram de factis, de moribus. Est metuendum (9).
 290 « Non leve si (10) Geta sit duo sive (11) nichil. »

Instat, et, ut frangat ferrata repagula porte (12),
 Concuteit irata limina clausa manu.

Clamat: « Ades, qui voce refers et corpore Getam.

- « Postibus apositas (13), queso, repelle seras
 295 « Ut videam, non ut subeam, fore semireclusâ (14),
 « Emula si tibi sint (15) vultibus ora meis.
 — « Non sic, » Archas ait (16); « non est leve fallere Getam.
 « Viribus intrare cum nequis, arte paras (17). »
 Hic rogat, ille negat; hic instat, at (18) ille repellit.
 300 Viribus utuntur; forcior Archas adest.

(1) M. Hic ego. D. Et nunc. — (2) M. Fiant.

(3) D. Et.

(4) B. Voce cum primum limina clausa. C. M. Clausa dum primum l. v. D. Cum primum clausa l. v.

(5) B. Respondeto. — (6) E. M. Quid loquor?

(7) Præferor. M. Proh furor.

(8) A. C. E. M. An sicut v. c. sic sit ego D. Aut similis v. c. si sic ego.

(9) A. Et.

(10) A. C. M. Non leve ne. B. nec. D. Non l. est ve. E. n. l. sit si.

(11) D. Sitve.

(12) D. Illata repagula posti.

(13) D. Oppositis. E. Oppositas. M. Oppositam q. r. seram.

(14) Foribus semiclausis. D. Sit semireclusa. E. Tene semireclusam.

(15) B. Sintne tibi. D. Omnia si. . . sint. E. Tuæ sint.

(16) D. Cui sic Archas ait.

(17) Qui nunc. E. Cui licet. M. Cuilibet intrare vi nequis, arte queris.

(18) D. Et.

Jurgia commiscunt, postique innixus (1) inanes
Fondit in oppositum tristis uterque minas.

- Clamat Geta : « Seram posti ni dempseris ultro ,
« Pessime, jam vires noveris (2) hercle meas.
305 « Deme seram posti (3) celer; improbe, ni cito demas
« Protinus opposito janua fuste cadat (4).
« Turpe mihi cumulare preces qui cogere possim.
« Quid facis, Alchmena? Surge, reclude domum;
« Turpe est (5) uxori non occursare marito ,
310 « Dum redit; ecce tuus limina Geta tenet.
« En tuus Amphitryon; jubeas cito (6) clausa recludi.
« Introitum Gete furcifer iste negat. »
— « Exagitant (7) male me superi, si turpe quid audes.
« Ni sapias, Geta, quid queas (8)! » Archas ait.
315 — « Janua fuste cadet. » — « Ergo cadet et tua cervix.
« Effuge terribili reddere voce minas.
« Mene putas terrere minis? Injuria porte
« Facta redundabit in caput, hercle, tuum. »

- Geta timet ponitque minas. Ope Geta minandi
320 Lusus, ad assuetas (9) confugit inde preces :
« Dic, » ait, « oro, tibi quis sit modus et color oris ;
« Et membris proprias omnibus adde notas.
« Singula percurrere (10) que multum scire laboro,
« Quisquis (11) preter me si fore possit ego ? »
325 Archas ait (12) Gete : « Dicam modo, namque precaris ;
« Non verbis tumidis, sed prece vincor (13) ego.
« Principio, ut sapias, Getam te credere noli,
« Nec puto quod credas ; sed cito crede michi.
« Non alium Getam preter me Grecia novit.

(1) D. Et. — (2) Senties. — (3) A. Scelus est; male. D. Scelus improbo.

(4) E. Cadet.

(5) A. C. Sit. M. Fit. — (6) E. Tua. — (7) M. . . Exagitant.

(8) Ni sapias Geta quid queat.

(9) A. Insuetas. — (10) D. Percurro quia. — (11) M. Quisquam.

(12) D. A. a : « Cur d. E. A. Ait contra : d. M. Ar. enim contra.

(13) M. Victus.

- 330 « Fallere me credis (1) nomine nempe meo.
 « Solus ego Geta (2). Nunc accipe quis color (3), et que
 « Membra (4) mihi, quo sint singula facta modo.
- « Totus inaudita fedaque nigredine dampnor,
 « Atque color membris omnibus unus inest (5).
- 335 « Sum velut Etiopes aut quales India mittit :
 « Eterna (6) scabie scinditur (7) atra cutis.
 « Hirsutum caput est, et cinctum (8) crine caprino,
 « Frons brevis et naris longa. Rubent oculi.
 « Menta genasque tegit et obumbrat silva pilorum ;
- 340 « Collaque longa michi sunt, humerique breves (9).
 « Sic tumeo ventre quod dicar ydropicus esse,
 « Et stomachus parvum nescit habere modum.
 « Zonaque nulla potest hunc castigare tumorem,
 « Cum pane absortis dum tumet (10) alvus aquis.
- 345 « Deest spatium lateri, deest renibus. Hispida crura
 « Sunt mihi, que scabies ut sua regna tenet.
 « Mens mihi de (11) crebro singultu colligit (12) iram (13).
 « Ad curvum (14) menta (15) tenditur usque genu (16).
 « Tibia curta mihi, sed grossa, pedesque recurvi,
- 350 « Ut pedibus solea nulla sit apta meis.

(1) D. Queris. — (2) M. Sum. — (3) M. Quid loquor.

(4) E. Adest. — (5) D. Forma. — (6) B. Assidua.

(7) A. M. Ceditur. D. Cingitur. E. Leditur. — (8) M. Comptum.

(9) Ces deux vers manquent dans l'édition Mai, sans qu'il y ait indication de lacune.

(10) C. Contumet.

(11) E. Dum. — (12) E. Collit et. — (13) A. Umbram. — (14) A. B. Curtum.

(15) B. C. Venter. E. Muto.

(16) Ces deux vers sont remplacés par des points dans l'édition de Mai. Il est curieux que ce passage soit tout à fait dans le sens d'une tradition antique. Winckelmann (*Monuments inédits*, 90. Roma, 1767) donne un vase peint à figures de couleur, alors en la possession du peintre Mengs, et d'Hancarville (collection d'Hamilton, t. IV, 195) un vase à figures rouges, dont la composition identique est une caricature de la scène de Jupiter se rendant avec Mercure chez Alcène. Jupiter, gras et ridicule, marche en portant une échelle à travers les barreaux de laquelle il a passé sa tête. Mercure, qui porte le caducée et un petit chapeau attaché sous le menton, est dans une attitude obscène et digne des vers auxquels se rattache cette observation. Au fond, Alcène, qui n'est nullement défigurée, se montre à une fenêtre. Cf. sur ce singulier monument le curieux commentaire de Winckelmann. Il en parle encore : *Histoire de l'Art*, tome I, p. 206-8. Anyt. 1776. On y trouve, p. 195, la composition développée, et p. 216, le dessin du vase.

- « Cuique sat est me nosse semel ; Getamque videntes (1)
 « Fastiditi abeunt, nec repetisse juvant (2).
 « Est quevis turpis Gete que gaudet amari (3) :
 « Scire velis causam ; turpis et illa quidem (4).
 355 « Causa subest melior ; numquam placata (5) priapo
 « Semper inest rabies ; est venus absque modo.
 « Ut merum fatear (6) , non Geta , sed inguen amatur.
 « Si qua meos vultus non amat , inguen amat.
 « Quas hostes vultus , inguen mihi reddit amicas.
 360 « Inguen amat enim , et sua jura tenet (7).
 «
 « Sic ut totus amer , pars facit una mei. »

Miratur Geta qualis sit ; spectat et audit

- Hunc (8) sibi persimilem ; se putat esse nichil ;
 365 Singula (9) prospiciens , se talem prospiciebat (10) :
 « Qualis et es , Geta es (11) ; sum quoque talis ego.
 « Dic , age , quo pacto , quibus artibus Amphitryonem
 « Fallis et ut factus (12) sis ego , simque nichil. »
 — « Furta dolosque meos audi (13) , » Caducifer inquit ,
 370 « Ut jures (14) Getam me fore , teque nichil.
 « Fallo senem ; minuo commissa (15) ; recondita servo.
 « Furtivis (16) opibus Tayda pasco meam.
 « Nulla manus (17) Gete tenuit sera ; dissipo queque
 « Prodigus et larga non mea dona (18) manu.
 375 « Lenio muneribus quas vultu terreo turpi ;

(1) M. Cuique semel satis est me noscere ; namque videntes.

(2) B. E. M. juvat. D. Volunt.

(3) E. « Sit quevis Geta turpis tamen audet amari. »

(4) Le développement que je place ici est , dans tous les manuscrits , entre les vers 370 et 371. Dans l'édition Maï , il est remplacé par des points jusqu'à 362.

(5) B. Placanda. E. Satiata. — (6) D. Ut verum fatuum.

(7) Ce vers manque dans B. C. E. Le vers suivant manque dans tous les manuscrits que j'ai consultés ; le m. D. range les deux vers précédents dans un ordre inverse.

(8) Nunc. — (9) Perspiciens videt et se taliter esse.

(10) Ces deux vers ne se trouvent que dans le ms. E et l'édition Maï.

(11) B. C. E. Quisquis es , Geta est. M. Quisquis is est Geta est , sumque ego talis. E.

« Nam quicumque es , Geta sum ego talis , » ait.

(12) A. B. M. Factis sis ego. A. B. Factus sic ego. E. Sis Geta.

(13) C. Audito. — (14) D. Credas. M. Unde scias. — (15) E. Concessa.

(16) E. M. Furtivisque. — (17) M. Manum. — (18) D. Dono.

- « Si dare multa potes, quitquit avebis (1) habes.
 « Accipe nunc iterum que gessi nuper Athenis,
 « Ut fore me Getam per mea facta probes.
 « Amphitryona scole, Getam sua Tays habebat (2).
 380 « Dum muto patriam, Tayda posco novam.
 « Taydas exquiro quarum bona copia Gete (3).
 « Vinco (4) muneribus; munere vincit amor.
 « Dumque sopore gravatur herus (5), castigo crumenam,
 « Et nummum minuo; sic tumet illa minus.
 385 « Sepe crucem merui, merui quoque sepe chatenas.
 « Aspera sepe tuli verbera, sepe minas.
 « Nuper ego — sed ades, ne forte quis audiat illud —
 « Incolumi (6) cista bina talenta tuli.
 « Clavis adulterio (7) fecit mea furta silere (8);
 390 « Est leve deliros fallere posse viros (9).
 « Si (10) mea me fallit fraus, et deprendar (11) in actu,
 « Nota nego, testor numina, juro Deos.
 « Nec dubito super hos (12) falsos adducere testes :
 « Nil audet magnum qui putat esse Deos (13). »
 395 — « Jam satis est. Geta es; » respondit Geta stupetque.
 Dicta recognoscit (14) et fore nota dolet :
 « Sic ego » respondit, « modo sum nichil; » atque recedit.
 Quaque via letus venerat ante, redit.
 Tristis (15) abit; secum queritur : « Veve michi, » dixit,
 400 « Ve michi qui fuero, qui modo fio nichil.
 « Geta, quid esse (16) potes? Es homo. Non, hercule : namque
 « Si quis homo Geta est, quis nisi Geta foret.
 « Sum Plato; forsitan artes me fecere Platonem.
 « Geta quidem non sum, Getaque dicor ego.

(1) D. Amabis. Je mettrais après ce vers les vers 381 et 380.

(2) D. Amabat.

(3) D. Thayda posco novam quarum hæc est copia grata. A. Thaydas exquiro quarum mihi copiam gratam.

(4) M. Vincio. — (5) Dumque gravatur herus sompno. — (6) D. In domini.

(7) D. Adulteria. E. M. Adulterii. — (8) A. B. C. E. M. Latere. — (9) D. Senes.

(10) D. Sed. — (11) D. Deprendor. — (12) A. B. Superos.

(13) Ces deux vers manquent dans le ms. E. et dans l'édition Mai, qui n'indique pas de lacune.

(14) C. Recognoscens. — (15) D. Solus.

(16) D. potest? homo non est Hercule n. M. potest? es Hercule non homo n.

- 405 « Si non sum Geta, non debeo Geta vocari;
 « Geta vocor; si non, quod modo nomen erit?
 « Nomen erit nullum quia sum nichil. Heu michi! nil sum.
 « Jam loquor et video; tangor et ipse manu.»
 Seque manu tangens sic inquit: « Et (1), hercule, tangor;
 410 « Quodque valet tangi non erit hercle nichil.
 « Est aliquid. Quodcumque fuit non desinit esse (2).
 « Est etiam semper cui datur esse semel.
 « Sic sum, sic non sum. Pereat dyalectica per quam
 « Sic perii penitus. Nunc scio, scire nocet.
 415 « Cum didicit Geta logicam, tunc desiit esse;
 « Queque boves alios, me facit esse nichil.
 « Sic in me gravius experta sophistica (3), mutat (4)
 « Tantum alios, michimet abstulit esse meum.
 « Ve logicis, si sic est, omnibus. Heu redit ecce
 420 « Amphitryon. Miror an (5) sit et ipse nichil.
 « Et (6) venit, et nichil est; poteritne, quod est nichil, ire (7)?
 « Hercule, cuncta suas deseruere vias.
 « Reddidit insanum de me dyalectica stulto.
 « Geta sit an non sit, Geta probare potest.
 425 « Sum si me salvere iubet sub nomine Gete:
 « Si taceat, nil sum (8). » Dixerat, itque citus.

Amphitryon relegebat iter; sequitur preeuntem

Birria, sub nimiâ vix quoque fasce gemens (9).

Dum videt hic Getam: « Proh, maxime Jupiter, » inquit,

- 430 « Quid sibi vult Geta? qua ratione redit?
 « Significat dampnum Gete citus iste recursus.
 « Fac, bona Juno, precor, nunciet ille bonum,
 « Non mortem nati, non casum conjugis egre
 « Afferat. Hoc vereor (10). Ora dolentis habet.
 435 « Turbor in aspectu. Date (11), numina (12), ne sine prole

(1) D. Intulit.—(2) Desiit.

(3) D. Miranda sophistica. B. experta sophismata.

(4) B. E. M. Mutans. A. Invitans. D. Portans.

(5) D. Si — (6) E. En.

(7) D. Quod vivit semper pedibus poterit nequit ire.

(8) D. Perii.

(9) D. Vix quoque sub nimio Birrea fuste gemens. C. Gemit.

(10) D. Afferat hic; vereor. B. Afferat hic veniens.

(11) C. Rogo. — (12) D. Turbor in asp. tenebroso.

- « Dicar, et in magna parte perisse mei.
 « Quid taceo ? queram. » Sic inquit et occupat illum :
 « Die age, die, Geta, quid mea cura facit ?
 « Stamus an occidimus ? periine in conjuge fida,
 440 « Aut vivit quod amo ? » Geta rogatus ait :
 — « Hercule, sum Geta, quia Getam me vocat iste.
 « Quod non est aliquid, nomen habere nequit.
 « Jupiter hunc fallat qui me nichil esse probavit,
 « Et michi vendictam tribuat alta regens (1). »
- 445 Hec secum tacitus ; adjecit protinus : « Hercle,
 « Nuncio mira ; diu est quod sumus ambo domi.
 « Hercule, non sumus hic. Rediit jam Birria, jamque
 « Amphitryon thalamos, hostia Geta tenet.
 « Vera quidem, vera nimium loquor ; ast ego felix (2)
 450 « Si quecunque loquor omnia falsa forent.
 « Si sis Amphitryon a te dimissus abibam.
 « Inveni rigidis hostia fulta (3) seris.
 « Insisto foribus. Me Geta recedere cogit,
 « Amphitryona probans jam rediisse domum.
 455 « Me michi descripsit ; mea facta recensuit ille,
 « Quodque foret Geta, multa dedere fidem. »

Birria subridens : « Accepit Grecia sanos

- « Hos ; » ait, « insanos illa remisit eos.
 « Insanire facit stultum dyalectica quemvis.
 460 « Ars ea sit nunquam, Birria, nota tibi.
 « Arte carere bonum est, quia per fantasmata quedam
 « Aut asinos homines, aut nichil esse facit.
 « Sit (4) logicus quivis ; tu, Birria, sis homo semper (5).
 « Hiis studium placeat, uncta popina tibi. »
 465 Geta relata refert, et, vix sibi credulus ipsi,
 Miratur ; movit Amphitryona (6) dolor :
 « Falleris, » inquit ei, « qui te nichil esse vereris (7). »

(1) Ces deux vers se trouvent seulement dans le manuscrit E.

(2) A. Vera quidem, vera, verum loquor. O, ego felix. D. Vera fatebor enim ; nimium felix loquor ego.

(3) D. Clausa. — (4) D. Sis. — (5) E. Sed, Bir. semper homo sis.

(6) ... trionque.

(7) Ici s'arrête le manuscrit 8207, dont les derniers feuillets manquent.

- « Mechus habet thalamos cui bene notus eras.
 « Assint arma michi ; gladio preeingere, Geta ;
 470 « Birria, tela cape : nos lucra multa (1) manent.
 « Quos nichil esse probat, aliquid (2) jam sentiet esse. »
 Jussis Geta favet, et prior arma capit (3).
 Ambo parant arma (4). Movet hunc injuria lecti ;
 Hic parat ut gladio se neget (5) esse nichil.
 475 Birria dissimulat (6) : « Satis hec, » ait (7), « hereule, noram.
 « Cum petii naves (8), intus (9) adulter erat ;
 « Hinc mutabar ego (10). Nullus te, Birria, fallit ;
 « Hos agit insanos ad sua dampna furor.
 « Hii si bella gerant (11), nichil est ad prælia tutum.
 480 « Si potero, nunquam Birria Marte cadet. »
 Increpat, instat herus, clamans : « Cape, Birria, tela (12). »
 — « Hoc me tardat onus ; vos sequar, » inquit, « ego (13). »
 — « Projicito pondus, cadat ut (14) deprensus adulter. »
 — « Projiciam. Dampnis addere dampna nocet.
 485 « Non sumus, herele, pares. Plures sunt forsitan intus.
 « Non sine vi magna pressus (15) adulter erit.
 « Arma ferunt mechi (16) ; vos subsequor ; ite priores.
 « Ad bellum vires cominus ensis habet :
 « Eminus assistam quia funda saxa rotabo ;
 490 « Improvisa magis vulnera sepe nocent. »

Tela manu vibrant (17) ; abeunt, et multa minantur,

Inque Jovem auxilium querit uterque Jovis.

Birria ridet eos : « Unde hec audacia ? » dixit ;

« Quis furor ! o utinam nosset adulter eos.

(1) D. Magna. — (2) D. Aliquos. — (3) A. E. Parat.

(4) B. M. Arma p. ambo. D. Arma movent ambos.

(5) A. Negat. E. Probet esse aliquid. — (6) M. Dissimulans.

(7) D. Bir. Subridens : « istud satis, Hercule n. »

(8) D. Peterem lictus. — (9) B. Secus.

(10) D. Huc mittebar. — (11) E. Seu belligerant.

(12) E. Cape tela perito. B. Proito.

(13) Ce vers manque dans Mai, qui donne à la place ces deux vers, avec cette indication : « *Hunc ego supplevi versiculum* :

Dum sic proponit, loquitur, dum Byrrhia secum.

Increpat, instat herus : « Vos sequor, » inquit, « ego ».

(14) D. Fiat. — (15) D. Captus. — (16) D. Arma mihi non sunt.

(17) B. Vibrant, et multa superba minantur.

- 495 « O faciles dare terga viri ! Si Grecia tales
 « Mississet quondam, nunc quoque, Troia, stares.
 « Birria, si sapias, fugias prior, ultimus instes.
 « Nil poterit (1) timido tucius esse fuga (2). »

Jam minus ardebat lenito (3) Jupiter igne.

- 500 Oscula jungebat jam moderata magis :
 « Me vocat officium ; naves in littore liqui
 « Incustoditas. Geta, paretur (4) iter. »
 Dixerat ; Archas adest ; gaudetque suo Jove celum.
 Ridet terra minus ; sentit (5) abesse deos.

- 505 Stabat inornata, positoque Alchmena decore
 Utque jam placuit ; hostia queque patent.
 Amphitryon armatus adest ; expavit ad arma
 Femina, et assurgit territa sponsa viro.
 « Est quid opus gladio ? Non arma, sed oscula sume. »
 510 Inquit ; « non fueram sic adeunda tibi. »
 Lenia verba placent : « Armatus ad oscula venis (6) ? »
 Jamque manu mucro labitur ; ira tepet.

Geta subit ; reserata modo stupet hostia ; mechum
 Querit ut inveniatur, sed reperire timet.

- 515 Et, quia mechus abest, fit Geta audacior inde ;
 Exit et in tumidas nil metuendo minas :
 « Amphitryon, quo mechus abit ? satis oscula sumes (7).
 « Mecus ubi est ? gladio jam cadet ille meo.
 « Dicat et Alchmena cur hostia clausa negabant (8)
 520 « Introitum Gete. » Ridet et illa refert :
 « Hostia servabas, et per te clausa patebant,
 « Et mox ad nutus clausa fuere tuos.
 « Amphitryona meum thalamis amplexa fovebam. »

(1) D. Poteris.

(2) Ici commence, dans l'édition Mai, une lacune de trente vers jusqu'à 528 et reprend au milieu de la scène : *Vos equidem vidi.*

(3) D. Cedato.

(4) A. Peretur. D. Petamus. — (5) D. Sensit.

(6) D. Venit. E. Tendit.

(7) B. Sumens. — (8) Tenebat.

Hee ad verba dolor Amphitryona movet.

525 Oscula rumpuntur; succedunt verbera pæci;

Quas modo lambebat, nunc secat ille genas.

« Heu mihi ! » clamabat; « recto modo calle venimus.

« Hercle, mechus erat. » — « Non erat; » illa refert :

« Vos (1) equidem vidi, vel vos vidisse putavi (2).

530 — « Luserunt animos sompnia sepe (3) meos. »

— « Sompnia sunt certe; » subjecit Birria, « Geta

« Insanit, factus stultior arte sua.

« Jurgia sint insana (4) procul. Succedo coquine;

« Gaudeat Amphitryon, Getaque fiat homo.

535 « Letetur sponsa Amphitryon, nitore (5) popine

« Birria, Geta hominem se fore. Queque placent. »

Carmina Vitalis fert fama parentibus alis.

Ipso defuncti, vivi quoque psallite cuncti (6).

(1) C'est à ce vers que recommence l'édition de Mai.

(2) A. Putabar. E. Putabam. M. Videbar.

(3) D. Vana. — (4) E. Semota. (5) M. Nidore.

(6) Ces deux vers ne se trouvent que dans le manusc. A. Ils sont remplacés, comme nous l'avons dit ci-dessus (p. 485), dans le manusc. E par ces deux-ci :

Explicit hic Geta deceptus ab Archade summo ;

Vitalis flexus explicit Amphitryon.

L'impression de cet article était déjà terminée lorsque j'ai eu connaissance de deux éditions postérieures à celle du cardinal Mai, celle de M. Osann, à Darmstadt en 1826, et une de M. Thomas Wright dans : *Early mysticis and other latin poems of the 12th and 13th centuries* (1838, in-8°). Si je les avais connues, je n'aurais pas entrepris peut-être une publication qui ne sera sans doute pas supérieure aux leurs. Mais un poème qui a eu trois éditions peut bien en avoir une quatrième, et j'aurai encore chance de le faire connaître à des gens qui l'ignorent ; mon regret est d'avoir connu trop tard ces éditions. Je remarquerai seulement que M. Osann a publié ce poème avec un autre du même auteur, intitulé *Aulularia*—notre poète s'adonnait à travailler sur Plaute — et que les deux éditeurs font suivre son nom de la qualification de Blesensis. Je pense que cela vient du *blexus* du manusc. E, qu'on peut lire *blexns*, ce qui serait l'abréviation de *blexensis*. J'avais songé à cette leçon, mais je ne l'avais pas adoptée parce que

Vitalis blexensis explicit Amphitryon

n'est pas un vers, que *blexus* se lit plutôt que *blexns*, qu'il n'est surmonté d'aucun signe abrégatif, et que ce manuscrit en a toujours sur les mots abrégés. Le lecteur jugera.

ANATOLE DE MONTAIGLON.

EXTRAITS

DU

TRÉSOR DES CHARTES.

III.

UN PROCÈS POUR OUTRAGE AUX MŒURS EN 1470.

En annonçant à nos lecteurs une suite de pièces détachées tirées des registres du *Trésor des Chartes* (1), nous avons dit que ces registres étaient une sorte de *Gazette des Tribunaux* du temps; la pièce que nous donnons ici ne justifiera que trop cette assertion, car on y trouvera du scandale et un tableau bien cru d'une brutalité qui malheureusement n'est pas particulière au moyen âge. Il s'agit d'un cas d'outrage aux mœurs; la victime est une jeune Allemande, vivant pauvrement à Paris de son métier de couturière, et succombant aux menées odieuses d'une autre femme. Bien entendu, nous n'analyserons pas une telle pièce, pas plus, au reste, que nous ne nous excuserons de la publier. Comme la science de l'homme physique, la science de l'histoire doit avoir ses privilèges. Un amphithéâtre n'est ouvert qu'à ceux qui ont droit d'y entrer, et l'étude sérieuse a droit d'entrer partout.

Après la lettre de rémission qui contient le récit du fait, nous donnons l'instruction du procès qui en avait été commencé au parlement. On y trouvera des détails intéressants sur un conflit de juridiction élevé à cette occasion entre le prieuré Saint-Martin des Champs et le Châtelet. En droit commun, la connaissance du crime appartenait au Châtelet; mais comme il avait été commis rue Saint-Martin, dans la justice du prieuré, celui-ci en réclamait la connaissance.

Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, savoir faisons à tous présens et advenir, nous, avoir receu l'umble supplication des parens et amys charnelz de Jehan Regnard, povre homme tonnellier, et Katherine sa femme, aagée de xxxii ans ou environ, contenant :

(1) Voy. ci-dessus, p. 257.

Que depuis ung mois ou cinq sepmaines en cà, une jeune fille, nommée Jehanne Lalemande (1), ala coudre en l'ostel desdis Regnard et sa femme, assiz à Paris en la grant rue Saint Martin, et pendant quelle y cousoit, icelle Catherine, femme dudit Jehan Regnard, ala parler à Oudart Moyenson, marchant, demourant en ladite rue Saint Martin, son voisin, et lui dist que ladite Jehanne cousoit en sa maison, et que quant yl voudroit qu'il la yroit veoir; en disant, par ladite Katherine oudit Oudart, telles parolles : « Cuidez vous quelle a beaux cheveulx? Se vous y voulés venir après disner, Jehan Regnard ny sera point. » (Pour ce quil besoignoit (2) sur Thevenin Guiart.) A quoy ledit Oudart respondi : « Je yray doneques après disnés. » Et y ala, et entra dedans la maison et cuisine, et trouva la fille, qui cousoit, et lui dist : « Dieu gard la belle fille! » Laquelle respondi : « Dieu vous gard sire! » Et lors ledit Oudart dist à ladite Catherine : « Dya! Catherine, vous avez tousjours de belles cousturières. » Et celle respondi : « Je crois bien; » en disant : « Donnez nous pincte de deux deniers. » Et ledit Oudart respondi : « Et! vrayement, belle dame, nous en aurons pincte d'un blant. » Et adont tira ledit Oudart ung petit blant. Et ladite Catherine dit à ladite fille : « Jehanne, va quérir pincte de vin en sa maison. » Ce qu'elle fist. Et quant elle fut retournée, et mis ladite pincte sur la table, ladite Catherine print le chapperon et la choiffe (3) de ladite Jehanne et la descoiffa, et dit oudit Oudart : « Avisez! sont ilz beaux? » Et ledit Oudart respondi que ouy. Et lors ledit Oudart print ladite Jehanne par les cheveulx, et la baisa; et ce fait, lui dist qu'elle se recoiffa. Et quant elle fut recoiffée, ledit Jehan Regnard ariva en ladite cuisine, et dist : « Dieu gard! Dieu gard! Estez vous cy Oudart? » Et icellui Oudart respondi audit Regnard par serment : « Jehan oy. Venez boire. » Lequel beut; et ce fait se partirent, ledit Oudart et ledit Regnard, dehors de l'ostel, et dist, ledit Regnard audit Oudart, telz motz : « Avisez Oudart, je me fye en vous. Je suis petit compaignon et ne veul que honneur en ma maison (4). »

(1) C'est-à-dire, native d'Allemagne.

(2) C'est-à-dire qu'il travaillait de son état de tonnelier chez Thévenin Guiart.

(3) *Le chapperon et la choiffe*. Le chaperon était à cette époque une espèce de bonnet qui recouvrait la coiffe ou serre-tête.

(4) Il ne faut pas perdre de vue que toutes ces lettres de rémissions sont des espè-

A quoy ledit Oudart respondi qu'il aymeroit mieulx avoir perdu sa robe que d'avoir fait deshonneur en l'ostel dudit Regnard. Et lesdictes parolles ainsi dictes, ledit Regnard dit qu'il s'en alloit sur Thevenin Guiart. Et ce voiant ledit Oudart [retourna] en ladite maison, où il trouva ladite Catherine et ladite fille, et là se esbatit à deviser. Et adont ladite Catherine dist oudit Oudart et a ladite Jehanne : « Se vous voulez aller en hault vous deux, Jehan Regnard ne revendra à piece. » Et adont les dessusdis Oudart et Jehanne y allerent, et, eulx estans en hault, ledit Oudart eust la compaignie charnelle de ladite fille, deux fois, sur un bant, bien et doucement, et de son gré et consentement, et après dormirent ensemble environ demye heure. Et après ce, retournèrent ensemble en ladite cuisine dont ilz estoient partis, et, eulx estans en icelle cuisine, ledit Oudart tira deux gros et les bailla à ladite Jehanne, laquelle lui respondi : « Tenez les ! vous les me garderez ; car, se ma mère me les trouvoit en ma bourse, elle voudroit savoir qui les me auroit baillez. » Et ledit Oudart respondi : « Que bien ; » et lui demanda qu'elle vouloit que ledit Oudart lui en acheta. Laquelle respondi qu'elle vouloit avoir une sainture à trousser et que le tissu fust de pers (1). Et ledit Oudart respondi que quant il yroit au Palais, que il lui acheteroit. Et après ces choses, ladite Catherine, femme dudit Jehan Regnard, dit oudit Oudart : « Ne vous bougez encore pour l'amour de Dieu, car vella vostre femme et vostre frère qui vous espient. » Et se tint ledit Oudart bien une heure qu'il n'osoit partir de ladite maison. Et après se partist, et s'en alla en sa maison. Et le lendemain après disner, ledit Oudart s'en alla sur ledit Regnard, où il trouva ladite Catherine et ladite fille dessusdite, qui estoit en la cuisine. Et quant il fut là, ladite Catherine leur dist : « Se vous voulez aller en hault, despechiez vous, car vous ne mectrez pas tant à faire. » Et lors y allerent, et eust ledit Oudart la compaignie charnelle de ladite Jehanne, sur le coffre, et mirent la robbe de Jehan Regnard dessoubz eulx deulx. Et ce temps,

ces de plaidoyers d'avocats. Assurément, ce maître Regnard tenait plus au profit qu'à l'honneur de sa maison.

(1) C'est-à-dire une ceinture à relever la robe, d'un tissu bleu foncé. Ces sortes d'objets se vendaient au Palais, où, comme on sait, il y avait une galerie de merciers.

pendant qu'ilz estoient en hault, ledit bastart de Mailly vint (1) et entra dedans la maison dudit Regnard, et commença à hucher (2) : « Oudart ! Oudart ! où estes vous ! » Et adont ladite Catherine monta en hault, et dist audit Odart et Jehanne : « Fermez l'uys. Allas ! je suis perdue, le bastart vous a veuz et ouys. » Et adont ledit Oudart ferma l'uys et renvoya ladite fille par une montée, en bas, en ladite cuisine, et se descendi ledit Oudart par la montée du coulombier et s'en alla en sa maison, où il trouva ledit bastart qui lui dist : « Par le sang Dieu ! maistre, vous venez de chevaucher le Petit-bien. » En disant telles parolles ouït Odart : « Je vous eusse bien prins sur le fait se je eusse voulu » ; et que par le sang Dieu ! que ledit Oudart et maistre Jehan Cornu s'en repentiroient et que ladite fille seroit une fois ladresse comme sa mère, et qu'il eust (3) pieça chevauchée, n'eust esté la cause. Et le lendemain ledit Oudart se party pour aller à Compiengne pour aucuns ses affaires, où il fut xv jours, et revint le mardi de devant la saint Laurens. Et le lendemain, mercredi, environ heure de deux heures, ladite Cath-

(1) *Ledit bastart de Mailly*. Il n'en a pas été question jusqu'à présent, et l'arrivée ici de ce personnage serait inintelligible, si l'on n'en trouvait la raison dans d'autres lettres de rémission données, pour le même fait, à Oudart Moyenson. En voici le prologue, qui est digne, au reste, de la pièce. « Comme depuis deux ou troys mois en ça le vicaire de Sainte-Cornille de Compiengne et grant celerier de Saint-Martin des Champs vint en cested. ville de Paris et y fu lors quatre ou six jours, et en l'un desd. jours ala en la maison dud. Odart, en laquelle il souppa avec icelluy Ordart, et avec eulx le prieur de Pas, le bastart de Mailly. Et après soupper allèrent en la court Saint-Martin des Champs, contre l'eschelle, où ils devisèrent. Et ainsi qu'ils devoient, Colin de l'Espine arriva et parla à eulx et les salua en disant : « Dieu vous gard ! monseigneur et la compagnie. » Et ledit célerier respondi : « Dieu te gard ! Colin », en lui disant : « Comment se porte l'en en ce quartier ? tu gouvernez tout ; se tu scez riens, si le diz à tes voisins. » Et lors ledit de l'Espine respondi : « Avant ! avant ! Il en y a qui cudent avoir le Petit-bien tous seulz, mais, par la mort Dieu ! j'ay eu sa compagnie charnelle », en disant le vilain mot qui emporte la substance, « tout mon soul, et sur les degrez, debout, et sur le bout de la couchete et nu à nu..... » Et dit plus ledit Colin que maistre Jehan Cornu y avoit besoigné, et lui avoit cousté deux escuz, mais qu'il n'en auroit pas les gans, et qu'il avait eu la compagnie de Jehanne Lalemande, nommée Petit-bien long temps devant luy ; en disant que c'estoit lors une des honnes petites filles qui fust à Paris et qu'elle n'avoit cure de son fiancé. Pour lors et huit jours après lad. Jehanne alla coudre en l'hostel de Jehan Regnard, etc.... » (T. reg. 196, n. 301.) Suit le récit du fait, semblable à celui de la pièce que nous donnons.

(2) *Comença à hucher*, à crier.

(3) *Il faut lire et qu'il l'eust*. Nous avons déjà dit qu'il ne fallait se guider que par le son pour la lecture de ces vieux textes.

rine vint parler audit Odart qui estoit sur sa forme (1) à son huys, et lui dist : « Oudart, vous soiez le très bien. Jehanne se regarde à vous. Je ne seay quel deable s'est. Elle vous aime terriblement, car, incontinent qu'elle a sceu que vous estiez revenu, elle s'en est revenue dessus son parrin. » Et ledit Odart lui respondi qu'elle ne faisoit que mentir. A quoy ladite Catherine respondi : « Or actendez un peu ; je m'en voys en sa maison ; » et qu'elle le lui feroit veoir par sa fenestre. Et adont ladite Catherine y alla, et incontinent vist ledit Oudart ladite Jehanne qui estoit en sa fenestre et ledit Oudart à son huys. Et après ladite Catherine retourna en sa maison, et incontinent retourna parler audit Oudart, qui estoit demeuré joingnant d'elle, et lui dist que ladite Jehanne yroit coucher en la maison d'icelle Catherine et dormiroit le lendemain jusques à huit heures, et par ainsi qu'il la yroit bien veoir s'il vouloit, et parce que ledit Regnard son mari yroit ledit jour de lendemain besongner sur Jaquet Bellehoye, et que ladite Jehanne devoit refaire le corset de ladite Catherine. A laquelle heure du matin ledit Oudart n'alla point, mais y alla après disner, et monta en la chambre dudit Regnard. Auquel lieu estoit ladite fille qui cousoit et estoit assise sur le planchés, emprès l'uy de la viz. Et se assist ledit Oudart sur le bout d'une forme, devant elle. Et incontinent ledit Regnard monta en hault. Et quant ledit Oudart vist ledit Regnard, il dist à ladite fille : « Dieu gard la belle fille ! » Et elle dist : « Dieu vous gard, sire ! » Et adont ledit Oudart lui demanda se elle estoit cousturière. Laquelle respondi : « Saint Jehan ! oy, sire. » Et lors ledit Oudart lui demanda se elle vouloit aller coudre en sa maison. Laquelle respondi que non, et qu'il avoit une fille qui estoit cousturière. A quoy ledit Odart respondi que sadite fille n'y savoit riens. Et pendant et durant lescrites parolles ledit Jean Regnard monta à son colombier et descendi et s'en alla en son ouvroir. Et pour ce que le plancher de la chambre est persé, et y a ung petit trou aux fenestres par où on regarde à l'ouvroir, ledit Oudart et ladite fille regardèrent parmy le trou dudit plancher, et virent que ledit Regnard parloit à Estienne Gibert et à des autres gens. Ilz s'en allèrent ensemble sur le coffre de ladite chambre, et là, eurent la compaignie charnelle l'un de l'autre une fois, et puis.

(1) Ce mot signifie *banc*.

ouvrirent les huys qu'ilz avoient fermez et se mirent chascun en leurs places afin que on ne se doubast de riens. Et ce fait, la femme dudit Jehan Regnard monta en hault et demanda oudit Oudart, s'il avoit riens fait. Lequel respondi que non. Et dist oultre à ladite Catherine qu'il estoit tout malade et qu'elles s'en alassent toutes deux embas, et qu'il vouloit ung peu dormir sur le coffre. Et adont ledit Oudart se coucha sur ledit coffre, et lui bailla ladite Catherine ung couvreschef pour mettre sur sa teste, en disant, « Vous l'aurez », et qu'elle en avoit bien encore une ^{xii}^{ne} en une pièce. Et ce fait, ladite Catherine et fille se descendirent toutes embas, et demoura ledit Oudart tout seul. Et ung peu après ledit Regnard vint à son colombier, et, en passant pardevant ladite chambre, dist oudit Oudart : « Estes vous encores là ? » A quoy ledit Oudart respondi que oy, et qu'il estoit tout mal disposé. Et adont ledit Regnard s'en alla sur ledit Bellehoye. Et incontinent ladite fille remonta en hault où elle trouva ledit Oudart couchié sur ledit coffre, et luy dist : « Avez vous meshuy assez dormy. » Et incontinent ladite Catherine monta en hault, et dist : « Se vous m'en croyez vous dormirez tous deux sus ceste couchecte, car Jehan Regnard ne revendra à pièce. » En disant à ladite Jehanne : « J'ay dit à vostre mère que je vous ay envoyé aux halles achecter à soupper. » Et ce faict et après lesdictes parolles, ladicte Catherine print ladicte Jehanne et la gecta sus ladicte couchecte, en la présence dudict Regnard, son mary, qui estoit retourné en ladicte chambre, et ladicte Jehanne estant sus icelle couchecte, ledict Oudart se print à, ladicte Catherine présent, ladicte Jehanne, laquelle commença à crier. Et ce voyant, ladicte Catherine print le bout du chapperon de ladicte Jehanne, et lui estouppa la bouche, et lui tenoit les bras, pour ce que la mère de ladicte fille estoit ou jardin et hostel de ladicte Catherine, qui sarceloit ledict jardin; et ledict Jehan Regnard lui tenoit les piez, tant que ledict Oudart eust fait. Et eust, ledict Oudart, sa compagnie charnelle, et après, les laissèrent là et fermèrent l'uy. Et depuis, ladicte Jehanne s'est plainte à justice, de force. Au moyen de laquelle plainte, et de certain appel interjecté en nostre court de parlement (1), lesdicts Jehan Regnard et Katherine, sa femme, ont esté constituez prisonniers ès prisons de ladicte conciergerie de nostredict Pa-

(1) Voyez la pièce suivante.

lais. Esquelles prisons iceulx Jehan Regnard et sa femme, sont en voye de misérablement finer leurs jours, etc. (1). A noz [amez] et féaulx conseillers les gens qui tendront nostre parlement à Paris, et les présidens et conseillers de nostredict parlement, icellui vacant (2), et à tous, etc. Donné à Falaise où mois de septembre, l'an de grace mil CCCCLXX, et de nostre règne le dix^{me}. Ainsy signé : *Par le roy*, le sire d'Achon et autres présens. *Meurin*.

(Archives nationales. *Trésor des Chartes*, J, registre 196, n° 304.)

Du jeudi pénultième jour d'aoust, mil CCCCLXX, en la tournelle criminelle, Bolengier président.

Entre les religieux, prieur et couvent de Saint Martin des Champs, demandeurs, et requérans Odart Moiensson, Jehan Regnard, et Katherine, sa femme, leur estre renduz comme leurs subgeetz et justiciables, d'une part, et lesd. prisonniers appellans du prévost de Paris ou son lieutenant, d'autre part, et Ysabeau Lalemande, comme ayant l'administracion de Jehanne sa fille, et le procureur du roy, défenseurs et intimez, d'autre part.

Bataille (3), pour lesd. religieux : dit qu'ilz ont toute justice haulte, moyenne et basse, au moyen de laquelle ilz pevent congnoistre de raison, faulx monnoiers et de meurtres, et en ont joy de tous temps, et fait plusieurs jugemens et exécucions. Or, dit que Odart et ses complices sont demourans en la terre et haulte justice desd. religieux, et y ont commis le cas pour lequel ilz sont de présent détenuz prisonniers. Par ce, requiert qu'ilz lui soient renduz pour faire leur procès.

Du Drac, pour Ysabeau Lalemande et sa fille : dit que par trois moyens lesd. Odart et ses complices ne seront renvoyez à Saint Martin, par ce qu'il y a céans appellacion interjectée, qui n'est encores vuidiée. 1° Qu'il est question de rapt, qui est matière privilégiée dont n'appartient la congnoissance à la justice de Saint Martin (4). Et 2° par ce qu'il y a dénégation de justice.

(1) Les abréviations sont dans le texte.

(2) *Icellui vacant*. Le parlement de cette année finit au 7 septembre.

(3) C'est le nom du procureur.

(4) N'en déplaise à M^e Du Drac, il se trompe fort ; les cas de viol appartenaient si bien à la justice de Saint-Martin des Champs, qu'en voici un exemple fort remarqua-

Car, le jour du cas advenu et lendemain, Lalement se plaignit à la justice de Saint Martin, qui n'en tint compte; par ce, se tira devers le lieutenant du prévost de Paris, qui y a pourveu par

ble que nous trouvons sous l'année 1333, dans un registre des exploits de la justice de Saint-Martin des Champs. (Archives nationales, S. 1336, n° 1.)

« Mardi après la translacion de S. Benoit — (17 juillet) amenée en nostre prison, Jaqueline la Cyrière, chandelière, par Noël Boule-Mote, nostre sergent, prinse et amenée a la dénunciacion de Guillaume Billeheuse et Jehannette, sa fille, de l'aage de dis ans ou environ, si comme il disoit, disans et dénunçans contre ladicte Jaqueline, que le merquedi après la S. Père en juing, derrenièrement passé, ladicte Jehannette, entre tierce et midi, ladicte Jehannette estoit à l'uis de son père, en la rue Michel le Conte, là où elle se seoit; et là vint ladicte Jaqueline, qui la prist par la main, et lui dist: « Vien! si me soufle mon fen, et laveras mes escuelles. » Laquelle Jehannette y ala aveques ladicte Jaqueline. Et quant elle fu venue liens, elle trouva un lombart, dont elle ne sceit le nom, qui la prist par la main, et la mena en une chambre, et la geta sur un lit, et s'esforça de gésir aveques lui, et entra entre ses jambes. Et pour ce que il, seul, ne pot faire son vouloir, et que elle estoit trop fort, ladicte Jaqueline vint en la chambre et lui lia les mains derriers le dos, et adonques ledit Lombart la geta jus, et entra entre ses jambes et hurta contre sa nature, et s'esforça de entrer en lui. Et lors ladicte Jehannette cria moult fort, si comme elle disoit. Et pour estaindre ce cri, ladicte Jaqueline mist en la bouche de ladicte Jehannete un estesillon de fer, et aveques ce, afin que ladicte Jehannete, qui crioit, ne feust (ouïe), mist sus sa bonche un corbillon. Et ce fait, ladicte Jaqueline bailla à boire à ladicte Jehannete, en un guodet, buvrage vert, ne sceit quel buvrage; lui demonra in jours dedens le corps, et le rendit tout noir, par la bouche. Et pendant ce, elle ne pot mengier, si comme elle disoit. Et disoit enquore ladicte Jehannete, que depris ce, ladicte Jaqueline lui dist que se elle estoit si hardie que elle révélast ce, elle lui donroit d'un coustel parmi le corps où premier lien que elle la pouroit trouver. Présens à celle denuncia-cion, faicte à nous des diz père et fille, en la présence de ladicte Jaqueline, Simon et Thibaut d'Espone, Guillot le Pelletier, Thibaut, Marguerite de Gonnesse, Gantier de Buyment, Vivien de Croy, Jehannin portier de la porte moienne, Thassete la Mau-garde, Ade, fame mestre Pierre du Temple, Emengart fame Berce de Cazelet, Jehan-not le barbier, Maiote la çavetière, de Tremblay, Mahiet Lermite, Estienne de Maffiers, Jehan Courtois, Mabillete Beuf, et plusieurs autres. »

Raport, fait sur le fait dessus dit, des matrones jurées de S. Martin dessus dit, présens les dessus nommez, l'an et le jour dessus diz (17 juillet 1333).

C'est assavoir, Mabilite la Ventrière, Emmeline Diex-la-voie: « Dient et rapportent par leurs seremens en jugement, que elles ont veue, visitée, tastée, resgardée et maniée, bien et diligemment, en la manière que il appartient en tel cas estre fait. Jehannete, fille Guillot Billeheuse, par tous les lieux là où il appartient à garder et visiter, laquelle Jehannete elles trouvèrent desflorée et percée tout oultre, et si villainement appareilliée que c'est, et estoit, orrible chose à resgarder; et estoit corrompue tout oultre, et lesdement bléciée, et dessirée entour sa nature. »

Au reste justice et justice sévère fut faite de cette infâme. Elle fut brûlée vive. En

justice. Dit que le vicaire et cclérrier de Sainct Martin, depuis led. cas commis, a favorisé Odart et ses complices, s'est efforcé produire céans tesmoings pour leurs justifications, et moustrer que la fille estoit corrumpee par avant le cas advenu et a esté en la Consiergerie parler aux prisonniers. Et, par avant le cas, par la justice de Sainct Martin, l'uis de l'ostel de Ysabeau avoit esté séellé pour avoir argent qu'on lui demandoit, ou pour parvenir à autre fin, et a, le prévost de Paris, prévenu. Si dit par ces moiens, en implorant le bénéfice de la court, cognoistre dud. cas, par main souveraine, et n'en fera aucun renvoy.

Ganay, pour le procureur du roy : dit qu'il semble que, se la court par ung expédient vuidoit la matière, ce seroit bien fait. C'est assavoir que, l'appellacion mise au néant, le tout fust renvoyé pardevant led. prévost de Paris, pardevant lequel, Sainct Martin pourroit requérir son renvoy. *Aliàs*, que jusques qu'il soit discuté dud. appel, il ne peut riens dire.

Bataille, pour lesd. religieux : dit qu'ilz sont haults justiciers fondez de droit commun, par ce, auront led. renvoy, à ce qu'il est question de rapt, et par ce ne sera rendu. Dit qu'il en peut cognoistre, et sera moustré que autrefois en ont cogneu. A ce que les religieux ont dényé justice et sont favorables aux prisonniers, dit que *nichil est*. Et, quant les prisonniers auroient congnoissance à l'un desd. religieux, ce n'empesche que lesd. religieux n'ayent leur renvoy. A ce que, le prévost de Paris a prévenu, dit que *nichil est*; car avant l'adjoinement des trois briefz jours fait par le prévost de Paris, et le samedi, à midy, ledit Odart estoit prisonnier de Sainct Martin; et n'empesche, l'appel pendant céans, le renvoy desd. religieux, qui doivent cognoistre du principal. Et est content que le renvoy soit fait par devant le prévost de Paris, pourveu qu'il soit réservé ausd. religieux de pouvoir ilec (1) requérir le renvoy desd. prisonniers, c'estassavoir, que led. Regnart, qui estoit prisonnier où Chastelet luy soit rendu par led. prévost comme leur hoste et justi-

effet, on lit à la marge après la note suivante : *justiciée par le conseilg et par le procès, qui est devers Mons. de S. Martin*, ce mot terrible *arsse*. Quant au Lombard, il paraît que ce misérable échappa à la justice, car il n'est pas question de lui. Ces Lombards étaient, en général, des gens riches et puissants, mais mal famés. Etrangers et s'occupant de trafics de toute sorte, ils avaient souvent maille à partir avec les gens de loi.

(1) *Ilec*, c'est-à-dire devant le prévôt; au Châtelet.

ciable (1). Et au regart desd. Odart et Katherine qui estoient prisonniers au temps dud. appel leur soient renduz et remis en leursd. prisons comme leurs hostes, par ce qu'ilz ont délinqué en leur juridicion. Et conclut comme dessus.

Emery, pour Odart et ses complices, dit : Depuis certain temps en ça, à l'instigacion et poursuite d'aucuns leurs hayneux, on les a voulu charger dud. rapt. Et pour ce que eulx, estans ignocens, et saichans que on les serchoit pour emprisonner, ce sont renduz prisonniers à Sainct Martin, le xi^e jour du présent moys, ce non obstant, pour led. cas, et eulx estans prisonniers, le prévost de Paris les a fait appeller à ban. Ce, saichans lesd. appellans, ont fait remoustrer aud. prévost, que pour led. rapt ilz estoient detenuz prisonniers à Sainct Martin, que, par ce, ne povoient comparoir; en le requérant que fist cesser lesd. proclamacions; à quoy led. prévost n'a voulu obtempérer; dont les appellans ont appellé. Si conclut qu'il a esté mal appointé par led. prévost, et mal exploicté, et bien appellé; requiert que, l'appellacion mise au néant, ilz soient renvoyez par la court où elle verra estre à faire; offre prouver; demande despens.

Du Drac, pour Ysabeau et sa fille intimées : dit que lad. fille n'est aagée que de XIII ans, est fiancée (2) et cousturière; dit que le jour devant la veille Sainct Laurens, derrenier passée, la Regnarde, saichant son père estre absent de Paris, se transporte devers la mère d'icelle fille, à laquelle elle prya que luy baillast sad. fille pour aller coucher avec elle, afin de besongner pour elle. A laquelle requeste lad. mère ne vult obtempérer, disant que sad. fille ne coucheroit ailleurs que avec elle. Ce non obstant, lad. Regnarde fist tant à sad. mère, qu'elle luy promist de la [lui] envoyer en son hostel sad. fille, le landemain, à cinq heures du matin; ce qu'elle fit. Ouquel hostel sad. fille fut violée, comme peut apparoir par les confessions desd. mère et fille, le contenu desquelles il employe pour briefveté. Dit que après led. cas commis, et icellui venu à la congnoissance

(1) *Comme leur hoste et justiciable.* La condition d'hôte entraînait celle de justiciable. Assurément les *hospites* du onzième siècle étaient tout autrement dépendants de leurs maîtres que ceux du quinzième. Mais on voit que ces derniers l'étaient encore autant alors, en ce qu'ils subissaient la compétence judiciaire de leur seigneur.

(2) *Est fiancée.* Les fiançailles se faisant devant l'Eglise, cette circonstance aggrave ici la position du coupable.

de lad. mère, elle se transporta incontinent devers la justice de Sainet Martin, à laquelle elle requist réparation dud. cas luy estre faicte; dont les officiers d'icelle justice ne tindrent compte. A ceste cause, lad. mère se transporta devers le prévost de Paris, auquel fit sa plainte, qui ordonna faire informacion sur led. cas. Ce saichant, Odart, il s'absenta, doubtant estre pris: led. Regnard se rendit en franchise, et lad. Regnarde ala à l'ostel Dieu (1). Ce venu à la congnoissance dud. prévost de Paris, il les fit proclamer à ban; dont ilz ont appellé. Dit que le lendemain dud. cas, Odart se trouva en ung hostel, ouquel, luy et autres, firent venir lad. mère, laquelle ilz requièrent de composer pour la réparation dud. cas; à quoy elle ne vult obtemperer. Dit que les appellans ne seront tenus comme appellans, et, quant à ce, employe le stile gardé céans. Aussi y a crime de rapt en ceste matière, informacion précédent, raport dud. cas, et l'absence et fuite desd. appellans; par ce, y avoit bien matière de les appeller à ban. A ce que, par avant lesd. proclamacions, lesd. appellans estoient prisonniers, dit que *nichil est*, et ne croit que Sainet Martin puisse cognoistre dud. cas; et ne fait riens ce. Partie allegue que l'évesque de Paris en cognoist, car Paris a privilège autre que Sainet Martin, car il a droit venant de partaige de France. Et requiert, veu la povreté et pitié de la fille, que la court cognoisse de la matière comme par main souveraine, et sur ce implore le bénéfice de la court. Car, qui la renvoyroit à Sainet Martin, ce seroit la renvoyer devant ses parties adverses, et de la renvoyer devant le prévost de Paris, jamais n'en auroit le bout (2), et demouroit tousjours lad. povre fille vitupérée, sans réparation.

Emery, pour les répliques desd. appellans: dit que, veuz que estoient prisonniers à Sainet Martin, ne povoient comparoir par-devant le prévost de Paris; par ce, ont eu cause d'appeller. A ce que lesd. prisonniers ont commis rapt, dit que ne sera trouvé que y ait eu aucun rapt. Et conclut comme dessus.

Appointé est à mettre devers la court et au Conseil.

(Archives nationales. Registres du Parlement. Reg. 36 du criminel, coté X. 8868.)

(1) *Lad. Regnarde ala à l'ostel Dieu.* Cette particularité est à noter. Fut-ce en se faisant passer pour malade, ou bien comme dans un lieu de refuge?

(2) *Jamais n'en auroit le bout.* Ces paroles déposent contre la longueur des procédures devant le Châtelet.

EXAMENS

DE

L'ÉCOLE DES CHARTES.

Année 1847—1848.

Le cadre de la nouvelle organisation de l'École des Chartes , rempli pour la première fois cette année d'une manière complète , a amené devant le jury d'examen trois promotions d'élèves. Selon le mode précédemment usité , chaque promotion a été soumise à deux épreuves , l'une orale et l'autre écrite. Le conseil de perfectionnement n'a pas cru que la thèse imposée à la sortie de l'École dût dispenser de la composition écrite les élèves de troisième année. Il a été arrêté en conséquence que trois questions tirées au sort seraient posées tour à tour à chacun des élèves pour l'épreuve orale , que trois autres questions , délibérées en conseil , serviraient de thème à l'épreuve écrite.

Une modification importante avait eu lieu dans la composition du jury d'examen. Par un arrêté , dont on verra les termes dans notre Chronique (1) , le Ministre de l'instruction publique avait décidé que les répétiteurs de l'École y prendraient place. Augmentée de cet élément , dont l'équité réclamait l'adjonction , la commission a fonctionné pendant toute la première semaine du mois d'août.

Les épreuves orales ont eu lieu en public. Pour les élèves de première et de troisième année , elles ont été , sinon brillantes , du moins satisfaisantes ; mais nous avons vu avec peine la seconde promotion apporter devant le jury l'aveu d'une grande faiblesse. Les élèves qui en font partie ont , sans doute , des excuses très-valables à alléguer. Ayant été formés en vertu de l'ordonnance du 31 décembre 1846 , leur première année d'études n'a été que de trois mois : c'était un premier désavantage

(1) Voyez ci-après , p. 530.

qui s'est aggravé de tous les dérangements causés par les événements politiques de cette année. Il faut noter encore que l'enseignement des professeurs de seconde année, fondé uniquement sur la théorie, a laissé de côté les exercices de lecture et de pratique, sans lesquels il est impossible de former de véritables paléographes. Tant de circonstances défavorables n'ont pu se réunir qu'une fois. Les élèves qui en ont souffert nous ont paru d'ailleurs assez intelligents pour que leur troisième année d'études fasse oublier, s'ils l'emploient bien, la faiblesse de leur instruction première.

Après ce que nous venons de dire, il serait à propos, ce nous semble, de provoquer une modification de l'ordonnance constitutive de l'École, modification commandée d'ailleurs par l'esprit des institutions républicaines. Les huit pensions affectées à huit des élèves par les articles 15 et 16 sont, bien plus que des bourses quoiqu'on leur ait improprement donné ce nom, des primes d'encouragement. Pourquoi ces primes, qui se gagnent au concours, ne peuvent-elles pas se perdre une fois acquises? Deux élèves tout frais émoulus sur l'histoire, qu'ils ont apprise au collège, sont admis les premiers à l'École, et gratifiés pour cela de la bourse. Rien de mieux; mais que pendant trois ans ces mêmes élèves conservent le même avantage, sans qu'on tienne compte de leur travail ultérieur ni de la figure qu'ils feront aux examens, il y a là quelque chose qui choque la justice et paralyse l'émulation. A la vérité, l'ordonnance saisit le conseil de perfectionnement du droit de prononcer un jugement qui, approuvé par le ministre, pourrait amener la déchéance du boursier. Mais n'est-il pas visible que l'appareil dont on a entouré cette disposition, fera qu'elle ne sera presque jamais exécutée? Il serait bien plus commode pour le conseil de perfectionnement, et bien plus salulaire pour les progrès des élèves, que les bourses fussent attachées aux premières places de chaque promotion, par conséquent gagnées à la suite de chaque concours.

Telle est la mesure dont le moment nous semble arrivé, et que nous serions heureux de voir le Conseil de l'École proposer à M. Vaulabelle. Le ministre se hâterait, à coup sûr, d'en faire l'objet d'un arrêté.

Pour en revenir à nos examens, voici les matières proposées aux élèves de chaque promotion :

Épreuve orale. 1° Quelles ont été les différentes acceptions géographiques du mot *Francia*?

2° De l'institution des grands baillis et de leurs fonctions.

3° Des formes des sceaux, de leur décoration, et des figures qui y ont été gravées le plus communément.

Épreuve écrite. 1° A quelle occasion y eut-il lieu de faire les trois premières applications de la loi salique, relativement à l'hérédité de la couronne? La décision rendue reposait-elle, en effet, sur le code des Saliens? (*Institutions et géographie de la France.*)

2° Le genre gothique, ses caractères, son origine et son développement. (*Archéologie.*)

3° Des relations primitives de l'évêque avec son clergé, et de l'origine commune des cardinaux, des chanoines et des curés. (*Éléments du droit féodal et du droit canonique.*)

Examen oral. 1° Que signifie la formule *Vacante cancellaria*, et en quel siècle la trouve-t-on le plus dans les Chartres? Quels étaient les grands officiers qui souscrivaient les diplômes? Faire connaître sommairement leurs attributions.

2° Connaissances technologiques propres à l'archiviste. Étude et application de la circulaire n° 14 du ministère de l'intérieur.

3° Lecture et traduction de la pièce dont suit le texte, qui est une charte de non-préjudice, en raison d'une faveur accordée par Louis VIII au Chapitre d'Orléans. La faveur consiste en ce que les serfs et serves du Chapitre, domiciliés hors de ses terres, auront à recevoir leur affranchissement au nom du roi et dudit Chapitre, ou bien à se laisser tailler selon leurs facultés, dès que leur servitude aura été constatée par la seule formalité de jurés produits, sans recourir contre eux à l'épreuve du combat judiciaire.

Septembre 1224.

Ego Lebertus, decanus Aurelianensis, notum facio omnibus quod ego, pro me et pro capitulo meo, cujus mandatum habeo, recognosco quod dominus noster Ludovicus, rex Francorum, fecit nobis gratiam quam ad consequentiam trahere in posterum non poterimus, videlicet super eo quod nobis concessit, ad exemplum progenitoris sui, ut ser-

vos nostros et ancillas nostras , extra terram capituli commorantes , ubicumque inventi fuerint , auctoritate sua et nostra manumittamus , tali modo quod , si de servitute eorundem hominum inter nos et ipsos quos de servitute impetemus , oriatur contentio , per juramenta legitimorum hominum , sine duello , eos servos approbemus et manumittantur. Si autem idem homines noluerint manumitti , pro modo facultatum suarum tallientur. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quarto , mense septembri.

Épreuve écrite. Transcription , traduction et commentaire de la Charte ci-dessous , qui constate l'échange d'une tenure en censive contre une tenure en fief , les deux tenures relevant de deux seigneurs différents , auxquels les contractants transportent réciproquement les devoirs qu'emportait leur tenure respective. Contractants : l'abbaye d'Hermières au diocèse de Paris , et Pierre de Neuilly-sur-Marne , chevalier ; seigneur de la censive , Étienne , dit Raillard , de Coupvray ; seigneur du fief , Hue de Châtillon , comte de Saint-Pol.

Le nom de l'abbé P. (sans doute *Petrus*) comble une lacune laissée par les auteurs du *Gallia christiana* , dans la liste des abbés d'Hermières , entre Thomas , mort en 1247 , et Guillaume , élu en 1261.

Septembre 1246—1247.

Omnibus presentes litteras inspecturis , P. Dei patientia Hermeriarum dictus abbas et ejusdem loci conventus , in Domino salutem. Notum facimus quod , cum haberemus circiter triginta et tria arpenta terre arabilis apud Ebeli , que tenebamus ad censum de domino Stephano , dicto Rallart , de Copevres , et in censiva ejus , que antecessores dicti Stephani dederunt ecclesie nostre de Hermeriis in elemosinam ; et cum predictae terre parum essent nobis utiles quia remote erant nimis a nobis ; et dominus Petrus de Nualliac , miles , haberet similiter circiter triginta et tria arpenta terre arabilis que proxima erant domui nostre de Ebeliac , et ipsi predicto militi essent parum utiles quia nimis remote erant ab ipso et a domo sua de Lesches ; quas terras dictus P. tenebat de feodo nobilissimi viri H[ugonis] de Castellione , comitis Sancti-Pauli : Nos vero , considerata diligenter utriusque partis utilitate , in unum convenientes et concordantes , voluimus quod predictus P. et heredes sui in perpetuum haberent et possiderent in excambio predicta triginta et tria arpenta que tenebamus de censiva domini Stephani Rallart , sicut dictum est ; et ipse Petrus , de consensu et voluntate Johanne ,

uxoris sue, spontanee, non coacte, voluit et concessit quod nos teneamus et possideremus in perpetuum illa triginta et tria arpenta terre que tenebat de feodo nobilissimi viri H[ugonis] de Castellione, comitis Sancti Pauli. Et ne aliquis dominorum feodi vel censive aliquod dampnum propter dictum excambium incurreret, nos terras quas predictus P. tradidit nobis in excambio, posuimus in censiva domini Stephani Rallart cum tali censu, et tali die, et tali loco, quibus census de terris quas antea tenuimus, solvere solebamus. Predictus vero P. terras quas recipit a nobis in excambio, posuit in feodo nobilissimi comitis Sancti Pauli; et tale servitium reddet dictus Petrus predicto comiti pro terris quas a nobis recipit, quale solebat pro terris quas nobis in excambio commutavit. In cujus rei testimonium, presens scriptum sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Datum anno M. CC. XL. sexto, mense februario (1).

PREMIÈRE ANNÉE.

Épreuve orale. 1^o Charte latine. Cession au roi d'un fief sis en Auge, en retour de l'extinction d'une rente à lui due sur un autre fief des environs de Pontaudemer; les droits, gardes et redevance de ce dernier, restant dans l'attribution royale, selon la coutume de Normandie. Contractants : maître Richard du Fay et le roi Philippe le Hardi.

Mars 1284—1285.

Noverint universi presentes pariter et futuri, quod ego, magister Richardus de Fay, quendam feodum qui vocatur feodus de Mesnillo, situm juxta forestam Bone-ville in Algia, valentem octo libras turonenses redditus annualis, dedi et concessi in excambium domino regi cum omnibus pertinentiis spectantibus ad feodum predictum, pro octo libris turonensibus redditus, quos (sic) debebam eidem domino regi pro feodo seu firma de Blacarvilla, sita juxta Pontem Audomari; retentis ipsi domino regi, in feodo de quo reddebam annuatim predictas octo libras, juribus, gardis et omnibus redevantiis que de consimili feodo in Normannia est eidem domino regi fieri consuetum. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum meum apponere dignum duxi. Actum anno Domini M. CC. octogesimo quarto, mense marcii (2).

2^o Charte française. Quittance de 280 livres parisis, prix de la vente d'une rente de 50 livres, assise sur le trésor du roi au Temple. Vendeur, Simon de Dargies, chevalier beauvaisien;

(1) Archives nationales. J. 383, n^o 20.

(2) *Ibid.* J. 221, n. 3.

acheteur, Charles de Valois, frère de Philippe le Bel; payeur, Monchet le Lombard, varlet du roi. Dialecte picard.

11 mars 1290—1291.

Je Simons de Dargies, chevaliers, fas a savoir a tous chiaus qui ches lettres verront et orront que j'ai eu et receu par le main de Monchet le Lombart, varlet lou roi, pour tres noble prinche Charle fil du roi de France, comte de Valois, d'Angau et d'Alencon, quatorre vins livres de Parisis, pour le vente des chieunequante livres de rente par an, que je prennoie chascun an au jour des octaves de Toussains, au Temple, à Paris; lesqueles j'ai vendu perdurablement et à tous jours audit noble prinche mon segneur Charle et a ses hoirs. Et me tieng bien a paiés d'iceles quatorre vins livres, et en cuite bonement et à tous jours ledit mon segneur Charle et ses hoirs, et prames que encontre cheste quit-tanche je n'irai ne aler ne ferai par moi ne par autre, ou temps a venir. En tesmong de che, j'ai ches lettres seellées de mon seel, qui furent faites en l'an de grace mil deus chens quatre vins et dis, ou mois de mars, le vendredi devant les brandons (1).

Épreuve écrite. 1° Charte latine. Promesse de réparation en cas de dommage pour un répondant devant fournir garantie d'une chose vendue mais non livrée. Répondant : Thibaud le Chausonnier, comte de Champagne; vendeur, Gautier de Chap-pes; acheteur, le couvent de l'Arivour, au diocèse de Troyes.

Mai 1232.

Ego Galterus de Capis, notum facio universis tam presentibus quam futuris, quod, cum vendidissem ecclesie et fratribus de Ripatorio quatuor modios bladi percipiendos in grangia que vocatur Bellus-Mons: karissimus dominus meus Th[eobaldus], Campanie et Brie comes palatinus, erga dictos fratres se pro me plegium constituit de legitima guarentia dictis fratribus portanda, super dicta venditione. Volui autem et concessi quod, si dictus comes de dicta plegeria dampnum aliquod incurreret, illud ei bona fide penitus restaurarem. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini M°. CC°. tricesimo secundo, mense maio (2).

2° Charte en langue romane. Endenture pour le partage de deux serves entre un homme et une femme, qui se garantissent

(1) Archives nationales. J. 171, n. 13.

(2) *Ibid.* J. 195, n. 68.

réciroquement la possession de leur lot. Dialecte de l'évêché de Toulouse.

1206.

ABC

DEF

GHI

KLM

Aiso es carta de partidas que fero entre lor la dona na Lombarda ab Peire d'Auriag, de las filas d'en Pons Jaule, qui fo, e de n'Arzen. E a nom la una na Gilelma, et l'autra na Brunensens. He veng a part de la dona na Lombarda la sobredita na Gilelma, per sa part partida; he veng a part d'en Peire d'Auriag sobredit, la sobredita na Brunensens, per sa part partida. De rescabs Peire d'Auriag, ab sa bona voluntad, asols e dezampareg a la sobredita na Lombarda e al seu ordein, per tots terminis, na Gilelma sobredita e tota la noiritura de lei isida et isidoira; hel ne deu el ne coveng esser girents bos e ferms de tots amparadors qui, per lu ni debes part de lu, re ampareso ni li demandeso. De rescabs la dona na Lombarda, ab sa bona voluntad, asols e dezampareg al sobredit Peire d'Auriag et al seu ordein, per tots terminis, na Brunesen sobredita, he tota la noiritura de lei isida et isidoira; hel ne deu el ne coveng esser girents bona e ferma de tots amparadors qui, per lei ni debes part de lei, re li ampareso ni li demandeso. Hujus rei sunt testes : W. Unalds. En W. Bernads Unalds. En Galalards Esteves. En Ramons Amels qui cartam istam scripsit, in mense junii, feria tertia, Philippo rege Francorum regnante et Raimundo Tolosano comite et Fulco episcopo, anno Christi M. CC. VI (1).

(1) Arch. nat. J. 123, n. 51. Il n'est pas inutile de joindre à ce texte la traduction littérale en français :

« Ceci est charte de partage que firent entre eux la dame M^e Lombarde avec Pierre
« d'Auriag, des filles de feu M. Pons Jaule et de M^e Arsène. Et a nom l'une M^e Guil-
« lemine et l'autre M^e Brunissende. Et vint dans la part de la dame M^e Lombarde la
« susdite M^e Guillemine, pour sa part respective; et vint dans la part de M. Pierre
« d'Auriag susdit, la susdite M^e Brunissende pour sa part respective. Derechef Pierre
« d'Auriag de sa bonne volonté céda et quitta à la susdite M^e Lombarde et à ses
« ayants-droit, pour toujours, M^e Guillemine susdite et toute sa progéniture issue et
« à issir; et il doit et lui convient être bon et ferme garant contre tous réclamants
« qui, par lui ou en son nom, viendraient à elle rien reprendre ou redemander. De-
« rechef la dame M^e Lombarde de sa bonne volonté céda et quitta au susdit Pierre
« d'Auriag et à ses ayants-droit, pour toujours, M^e Brunissende susdite et toute sa
« progéniture issue et à issir; et elle doit et lui convient être bonne et ferme garante
« contre tous réclamants qui par elle ou en son nom viendraient à lui rien reprendre
« ou redemander. De ce sont témoins : Guillaume Unaud; M. Guillaume Bernard
« Unaud; M. Galalard Estienne; M. Raimond Amiel, qui a écrit cette charte au mois
« de juin, le mardi, régnant Philippe, roi des Français; Raymond, comte de Tou-
« louse, et Foulque, évêque. L'an de Jésus-Christ 1206. »

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

LES MANUSCRITS FRANÇAIS DE LA BIBLIOTHÈQUE DU ROI, *leur histoire et celle des textes allemands, anglais, hollandais, italiens, espagnols de la même collection; par A. Paulin Paris, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, etc. Tome septième. Un vol. in-8° de 478 pages.* Paris, Techener, 1848.

M. Paris continue, avec une louable persévérance, son immense travail sur les manuscrits français confiés à sa garde. Le volume que nous annonçons, livré au public peu de temps avant la révolution de Février, est le septième de l'ouvrage commencé il y a douze ans. C'est beaucoup, pour l'auteur d'un livre aussi spécial, d'en être venu à ce point avec ses propres ressources.

Les manuscrits analysés et décrits dans ce nouveau volume sont renfermés entre les numéros 7224-2 et 7310 de la Bibliothèque nationale; ils contiennent plus de trois cents ouvrages dont M. Paris a donné la notice littéraire, autant qu'il ne l'avait pas fait précédemment. La nature de ces ouvrages est assez homogène : les livres dévots et traités de morale religieuse sont en majorité; viennent ensuite, en moins grand nombre, des recueils de poésies en toutes langues et de tous les siècles. Des romans, des mystères, des chroniques, des traités de science apparaissent, çà et là, à travers les deux catégories précédentes, *rari nantes in gurgite vasto*.

Le fameux recueil des Minnesinger, publié par Vander-Hagen, est de ceux dont le septième volume des *Manuscrits français* donne la description. Deux volumes de troubadours qui ont servi aux travaux de M. Raynouard y figurent également. Les personnes qu'intéresse davantage l'histoire littéraire de la renaissance, ne liront pas sans la plus vive curiosité les indications tirées par M. Paulin Paris des manuscrits 7228-3-3, 7237-2, 7237-3-3, 7275-4. Le premier de ces volumes est un recueil d'opuscules moraux et poétiques du fameux ligueur Louis Dorléans ou d'Orléans. Les vers consistent en sonnets et élégies, adressés aux illustres du temps ou composés sur des sujets de circonstance. Il y a un horrible impromptu fait à Montfaucon en présence du corps pendu, *sans chef, sans mains, sans bras*, de l'amiral Coligny. Le ms. n° 7237-2 est un recueil fait au commencement du dix-septième siècle. Beaucoup des pièces qu'il renferme ont été imprimées, soit dans le *Cabinet satyrique*, soit dans les ouvrages analogues du règne de Louis XIII; mais il y a aussi quantité d'épigrammes et de stances, les unes sans nom d'auteur, les autres attribuées à Motin, Maynard, Harlay, des Yveteaux, etc., que M. Paris n'a pu retrouver nulle part ailleurs. Des vers très-bien tournés, parmi les anonymes, portent la marque de la reine Marguerite, première femme d'Henri IV, puisqu'elle seule pouvait s'exprimer ainsi :

Cher pays, belles tours, riche Louvre que j'aime,

Où mon ayeul, mon père, et mes frères ont tous
 Aians le sceptre en main porté le diadème :
 Superbes tours, hélas ! ne me connoissez-vous ?

Il n'est pas si certain qu'on lui doive ces beaux vers sur la mort de Gabrielle d'Estrées :

Ce tombeau que la France honore de ses larmes,
 Pour qui tant d'Apollons profanent tant de larmes,
 Pour qui la cour emprunte une face de deuil :
 C'est le fatal tombeau d'une impudique Flore
 Qui, vivante, esbranloit la France d'un clin d'œil, etc.

Le vers qui termine la stance n'est qu'une plate redondance qui la gâte au lieu de l'orner.

Jean Passerat est l'auteur des poésies qui remplissent le ms. n° 7237-3-3. Le recueil de ses œuvres, publié en 1606, pourrait être corrigé et considérablement augmenté d'après ce volume.

Enfin, le ms. 7275-4 contient de la prose et des vers d'un prêtre rouennais, compagnon du puy de Rouen et ami de Guillaume Postel. Cet auteur, nommé Vincent Cossart, paraît avoir été un homme singulier. Ses élucubrations sont datées principalement des années 1576 et 1577. Quoique catholique, il ne paraît pas avoir porté grand amour à la cour de Rome.

Le nom de Vincent Cossard n'est pas le seul dont le septième volume des *Manuscrits français* enrichisse notre histoire littéraire : plusieurs autres, également inconnus, sont signalés pour les temps plus anciens. Nous citerons un Jean Wauquelin, auteur d'une compilation en prose sur Gérard de Roussillon, écrite pour Philippe le Bon, duc de Bourgogne (ms. 7224-3-3) ; Jean Lefèvre de Ressons, près Compiègne, procureur en parlement sous Charles VI, traducteur du poème de *Vetula*, faussement attribué à Ovide (ms. 7235) ; Antoine de Levis, comte de Villars, qui, vers 1460, traduisit pour la duchesse de Bourbon le traité de Pierre Thomas pour la défense de l'immaculée conception (ms. 7307) ; enfin, Jean Massue, natif d'Haizecourt en Picardie, *clerc solu* et domestique de la maison de Chabannes, lequel nous a laissé, sous le titre de *Marguerites historiques*, un ouvrage analogue à ceux qu'on fait encore aujourd'hui sous le titre de Beautés de l'histoire. Malheureusement, cette compilation roule presque exclusivement sur l'antiquité ; l'auteur ne parle que de trois ou quatre personnes de son temps, et encore est-ce pour en médire. Le prologue porte la date de 1497 (ms. 7292).

Le manuscrit de Jean Massue présentait autrefois, sur l'une de ses gardes, une note enlevée depuis par la reliure, mais dont M. Paris a heureusement conservé le texte, l'ayant copiée avant la réparation du volume. Cette note est un trait pour l'histoire de la Bibliothèque nationale : « Mémoire « que le président de Nully, durant la ligue et durant la tresse (1593), s'est

« saisi de la librairie du roi, environ la fin du mois de septembre; ayant
 « fait rompre la muraille pour entrer en ladite librairie; laquelle il a pos-
 « sédée jusques environ la fin du mois de mars 1594, qui sont six mois;
 « durant lequel temps on a coupé et emporté le premier cayer du présent
 « livre,... Davantage l'évesque de Senlis (Rose) et un docteur de Sorbonne,
 « nommé Pegenac, ont fait ce qu'ils ont pu pour posséder la dicte librai-
 « rie; mais feu de bonne mémoire le président Brisson, à ma requeste et
 « sollicitation, a empêché leur intention, etc. »

Le système de catalogue adopté par M. Paris a essuyé dans le temps de très-vives critiques. On ne peut disconvenir cependant qu'un ouvrage ainsi conçu offre cent fois plus d'intérêt et de ressources pour les travailleurs qu'un inventaire sec et aride. Il est vrai que la publication n'en peut être que fort lente, ce qui n'assure au public qu'une possession tardive des trésors contenus dans le fonds français de la Bibliothèque; il est vrai encore que les occasions d'erreur sont multipliées en raison de la quantité d'ouvrages de toute nature sur lesquels l'auteur est appelé à dissertar. Ces inconvénients sont réels; mais on peut répondre, quant au premier, que c'est bien le moins que celui qui se charge à lui seul d'un travail si vaste, le fasse suivant son goût; et pour ce qui est des erreurs, comme elles sont, dans une pareille matière, non pas seulement possibles, mais immanquables, M. Paris se soustraira à tout reproche s'il ne pèche qu'à de rares intervalles. Nous lui signalerons, pour notre part, deux fautes de bibliographie qu'il a commises sous les numéros 7278-2 et 7301. Le premier de ces volumes contient les statuts de la grande confrérie des bourgeois de Paris, que l'auteur donne comme inédits, tandis qu'ils ont été publiés récemment par M. le Roux de Lincy dans les mémoires de la Société des Antiquaires de France; pareillement, les pièces sur Jeanne d'Arc, contenues dans l'autre manuscrit, ont toutes été publiées par M. Buchon, une première fois dans sa Collection des chroniques nationales, et une seconde dans le Panthéon littéraire.

REVUE DES ARCHITECTES DE LA CATHÉDRALE DE ROUEN *jusqu'à la fin du seizième siècle*, par A. Deville. — Rouen, Lebrument, 1848. In-8° de 95 pages.

Cet ouvrage se recommande, comme tous ceux de l'auteur, par le nombre des faits et par l'heureuse manière dont ils sont présentés.

De longues recherches ont fait découvrir à M. Deville les noms de seize maîtres architectes ayant travaillé à la cathédrale de Rouen. Non content d'une sèche énumération, l'auteur, s'appuyant sur les caractères des différentes parties de l'édifice et sur les textes, a indiqué avec une rare sagacité les travaux qu'on doit attribuer à la plupart de ces artistes. Nous reproduirons ici les noms qu'il a mis au jour.

1° Ingelran, après avoir été le maître de l'œuvre de la cathédrale actuelle, fut choisi, en 1214, pour bâtir l'église du Bec; — 2° Durand paratt

avoir construit la voûte de la nef ; — 3° maître Gautier de Saint-Hilaire, ainsi désigné dans un acte de 1251 : *Magister Galterus de Sancto-Hilario, cementarius, magister operis scilicet ecclesiæ Rothomagensis* ; — 4° Jean Davi, maître de l'œuvre en 1278, bâtit le portail du nord, et peut-être la chapelle de la Vierge ; — 5° et 6° Guillaume de Baieux et Jean Vassal, en 1359 ; — 7° Jean Périer prêta serment devant le chapitre, en qualité d'*apparitor*, le 12 octobre 1362 ; il travailla au tombeau de Charles V et à la rosace du grand portail ; — 8° Jean de Baieux lui succéda en 1388 ; il remplit en même temps les fonctions de maître des œuvres de la maçonnerie de la ville ; — 9° Senson Salvart prête serment en 1398, refait en 1407 la décoration du grand portail, et, en 1430, agrandit les fenêtres supérieures du chœur. Henri V le chargea de lui construire un palais à Rouen (1) ; — 10° Jean Roussel remplaça probablement J. Salvart vers 1447 ; — 11° Geoffroi Richer (1452-1462) exécuta la fontaine de l'autre de l'église ; — 12° Guillaume Pontifz (1462-1496) décore le portail de la calende, jette les fondements de la tour Saint-Romain en 1463, bâtit la bibliothèque en 1477, renouvelle la clôture du chœur et de la sacristie en 1480, et enfin élève en 1487 la célèbre tour de Beurre ; — 13° Jaques le Roux (1496-1508) achève cette même tour ; — 14° Roullant le Roux, l'architecte du grand portail, du tombeau du cardinal d'Amboise, et peut-être du Palais-de-Justice ; — 15° Simon Vitecoq (1527 — v. 1548) décora l'extérieur de la chapelle de la Vierge. De son temps, Robert Becquet construisit la flèche en charpente qui a subsisté jusqu'en 1822 ; — 16° Pierre Vitecoq, qui termine la série des architectes passés en revue par M. Deville.

Cette liste ne présente guère de lacunes ; il n'y a peut-être pas une cathédrale en France pour laquelle on en ait rédigé d'aussi complète notice. Espérons que l'exemple de M. Deville sera suivi.

La *Revue des architectes* se termine par quelques pièces justificatives sévèrement choisies parmi un plus grand nombre. Nous y signalerons un mémoire du 30 novembre 1542, dans lequel Robert Becquet défend le plan qu'il avait proposé pour la fameuse flèche en bois.

En terminant ce compte rendu, nous indiquerons les noms de deux architectes qui auraient peut-être autant de droit de figurer sur la liste de M. Deville que Guillaume de Baieux et Jean Vassal, admis par l'auteur, bien qu'il ne les ait trouvés désignés que comme *maçons et plâtriers* ou *maçons jurés de la ville et du duc de Normandie*. Ces noms sont Jean Camelin et Jean de Marescot.

Le 7 mars 1317-8, le roi donna à Jean Camelin, bourgeois de Rouen,

(1) Outre la lettre du 6 mai 14. ., traduite par M. Deville d'après le texte publié par Rymer, nous en connaissons une autre, du 24 février 1421, par laquelle le roi permet à Jeanson Salvart, maître du nouvel œuvre de son palais de Rouen, de transporter où il voudra dans le duché de Normandie une certaine quantité de denrées. Copie de cette patente se trouve à la Bibliothèque nationale, dans la collection de Brequigny, *Normandie*, t. IX, à la date du 24 février.

l'office du grand poids de cette ville, pour en jouir sa vie durant. (*Arch. nat.*, T. des Ch., reg. LVIII, fol. 14 r^o.) Nous ignorons le motif de cette donation, qui, du reste, n'eut pas de suite; car, le même mois, cette place, que Louis X avait donnée à vie à Guillaume du Petit Celier, fils de Thomas, fut assignée en héritage à Pierre des Essarts, bourgeois de Paris et valet du roi. (*Ibid.*, reg. LVI, n. IX^{xx} VII.) Pour dédommager J. Camelin, Philippe le Long, en juillet 1321, lui abandonna, à lui et à ses héritiers, le petit poids à laine de Rouen. Les lettres de cette concession nous en révèlent la cause. J'en extrais les lignes suivantes : *Consideratis diligenter et pensatis laboriosis sollicitudinibus multiplicibusque servitiis fructuosis que nobis et ecclesie nostre Beati Ludovici de Poissiaco, Johannes Camelini, civis Rothomagensis, videlicet circa opera regia et edificia nostra dicte ecclesie, ad nostram et ejusdem ecclesie, prout necessarium extitit; utilitatem non modicum providenda, et alias, impendere studuit, et adhuc incessanter impendit... ad instantem religiosarum mulierum dilectarum nostrarum priorisse et conventus dicti loci, premissa dicti Johannis obsequia perhibendum remuneratione regia fore digna, supplicationem, officium parvi ponderis ad lanam, etc.* (*Ibid.*, reg. LX, n^o VIII^{xx} III.)

Quant à Jean de Marescot, nous l'avons trouvé qualifié de *mestre macon de la baillie de Roan* en 1338. (*Arch. nat.*, carton J. 1024, pièce n. 28.) Il était alors accusé de malversations, ainsi que Raoul Godefroi, maître charpentier en la vicomté de Rouen, et Gilles Doulle, maître charpentier dans les vicomtés de Pont-de-l'Arche, Pont-Audemer et Auge. L. V. D.

LES FEMMES CÉLÈBRES DE L'ANCIENNE FRANCE; *Mémoires historiques sur la vie publique et privée des femmes françaises, depuis le cinquième siècle jusqu'au dix-huitième, par M. Le Roux de Lincy, pensionnaire de l'École des Chartes, 1^{re} série.* — Un vol. in-12, format anglais, de près de 700 pages. Paris, Leroi, 1848.

On peut dire que jamais pareil sujet n'a été l'objet d'autant de recherches. Nos monographies en l'honneur du sexe féminin n'ont guère été jusqu'ici que des replâtrages, soit des compilations scolastiques antérieures à la renaissance (le Miroir des dames vertueuses, la Nef des dames vertueuses, etc.), soit des ana de Brantôme, soit encore des panégyriques d'Hilarion de Coste. Les dames sauront gré à M. Le Roux de Lincy d'avoir rejeté loin de lui ces répertoires surannés, pour aller chercher dans le domaine de la pure érudition des matériaux plus dignes de leur histoire.

Le plan de l'auteur est de poursuivre son sujet depuis le commencement de la monarchie jusqu'à notre première révolution. L'ouvrage entier formera trois séries, dont chacune pourra être considérée comme un livre à part, ne tenant par aucun lien nécessaire à celui qui suivra. Chaque partie, avant d'être publiée dans le format in-12, sera tirée en in-folio, pour former un volume de luxe, avec portraits gravés et coloriés.

La première série, qui est celle que nous annonçons, embrasse l'histoire des femmes pendant toute la durée du moyen âge jusques et y compris le règne de Louis XI.

Comme pour ces temps reculés il n'y avait que fort peu de biographies capables de fournir des articles isolés, M. Le Roux de Lincy a fondu le plus souvent plusieurs sujets dans un seul chapitre. Par là il a été conduit à mettre ensemble les personnes de même condition, et à retracer ainsi le tableau des diverses sociétés qui composèrent pendant plus de mille ans ce que nous appellerions aujourd'hui le monde.

L'ouvrage commence par la légende de sainte Geneviève et par l'histoire de son culte. Viennent ensuite les femmes de la famille de Clovis, pour lesquelles les récits de Grégoire de Tours donnaient une mise en scène si dramatique. L'histoire plus aride des siècles suivants n'offre plus guère que des noms ou des fables dont l'auteur a tiré parti autant que possible, en réfutant les unes ou en accompagnant les autres d'utiles éclaircissements.

Un chapitre sur la condition des femmes au dixième siècle offre un résumé tout à fait neuf de ce qu'il y a de saillant sur ce point dans les plus anciennes chansons de geste, notamment dans celles de Garin le Loherain. C'est l'époque où faiblesse et servitude étaient synonymes; les femmes des barons ne sont guère mises en scène par les premiers trouvères que pour recevoir des injures ou des coups. La chevalerie substitue le respect à ces grossières façons. On regrette que les types d'Iseult et de Genièvre, créés par le progrès de la littérature et des mœurs, n'aient pas été opposés par M. Le Roux de Lincy aux dames de l'époque héroïque.

Les cours d'amour sont traitées avec un développement suffisant dans un autre chapitre, où figurent la fameuse Éléonore de Guienne et les princesses du douzième siècle. Les reines du treizième ont ensuite leur tour, en commençant par la tragique histoire d'Ingeburge de Danemark, et en finissant par l'infortune ou par le crime de Marie de Brabant. Jeanne de Navarre, les brus de Philippe le Bel, les légendes de la tour de Nesles, la loi salique si malheureusement imaginée pour les filles de France, le tableau des vertus domestiques de la reine Jeanne, femme de Charles V; enfin l'analyse du livre écrit par le seigneur de la Tour-Landry pour l'éducation de ses filles, sont autant de sujets qui remplissent d'une manière intéressante le quatorzième siècle.

Dans l'âge suivant, on remarque surtout les articles consacrés à Valentine de Milan, à Isabelle de Bavière et à Marie d'Anjou, femme de Charles VII. La vie privée de ces femmes célèbres a été retrouvée par l'auteur dans les documents financiers conservés aux Archives nationales.

Le chapitre consacré aux illustres bourgeoises est peut-être ce qu'il y a de plus travaillé et de plus neuf dans l'ouvrage de M. Le Roux de Lincy. Quantité de noms oubliés et de faits peu connus y sont évoqués pour corriger l'opinion fausse qu'on se fait généralement dans le public sur l'ancienne société bourgeoise. La richesse, le luxe, la considération des pro-

priétaires et riches marchands, tant de Paris que des autres grandes villes, y sont mises en évidence pour chacun des règnes qui se sont suivis depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XI.

Il y a encore dans *les Femmes célèbres* un chapitre pour les religieuses illustres, un autre pour les femmes guerrières, et tout à la fin vient la phalange des femmes savantes ou des lettrées.

Le livre se termine par des notes archéologiques et par des extraits textuels de ces mêmes documents que nous avons dit avoir servi à la biographie des reines du quinzième siècle.

CHRONIQUE.

Juillet — Août 1848.

— Les examens de l'École des Chartes, dont nous donnons plus haut le détail (voy. ci-dessus, page 517), ont eu lieu pendant la première semaine du mois d'août. Leur résultat n'est pas encore connu.

— Une mesure provisoire, qui, nous l'espérons, deviendra définitive, a été prise récemment par M. le ministre de l'instruction publique, relativement à la composition du jury d'examen de l'École nationale des Chartes. Voici le texte de l'arrêté qui consacre cette mesure :

Le ministre de l'instruction publique et des cultes, vu les articles 7 et 17 de l'ordonnance du 31 décembre 1846, sur la proposition de M. le directeur de l'École des Chartes, arrête :

Art. 1^{er}. Les professeurs auxiliaires ou répétiteurs de l'École des Chartes sont autorisés à assister cette année, avec voix délibérative, les membres du conseil de perfectionnement et les professeurs titulaires, dans les examens institués auprès de cette École pour l'admission et la sortie des élèves.

Art. 2. M. le directeur de l'École des Chartes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 juillet 1848.

Signé : VAULABELLE, et pour ampliation : LESIEUR.

Il y a, dans la rédaction de cet arrêté, une lacune à l'égard des professeurs titulaires qui ne font pas partie du conseil de perfectionnement. Sans doute, dans l'esprit du ministre, ils doivent faire aussi partie du jury d'examen. Cela aura besoin d'être spécifié lorsque l'arrêté recevra la forme nouvelle qu'il ne peut manquer de recevoir bientôt.

— M. Eugène Jolly, élève de première année à l'École des Chartes, blessé aux journées de juin dans les rangs de la garde nationale, et signalé pour

sa belle conduite à l'attaque des barricades du faubourg Saint-Denis, vient de recevoir la décoration de la Légion d'honneur.

— Par un arrêté du 15 juillet dernier, M. le ministre de l'instruction publique a institué une commission chargée de reviser le programme de l'enseignement de l'histoire dans les lycées de la République, et de préparer un nouveau programme qui comprendra l'histoire de la Révolution française. Les membres de cette commission sont MM. Letronne, président; Naudet; Michelet; Chabrier, inspecteur de l'Académie en retraite; H. Martin, chargé du cours d'histoire moderne à la faculté des lettres de Paris; Julien Quicherat, répétiteur général à l'École des Chartes.

— On a signalé depuis longtemps l'existence d'un bas-relief qu'à tort ou à raison on appelle *la Diane*, bas-relief encastré dans une partie des vieilles murailles de Tours, qui fait face au petit séminaire de cette ville. M. Salmon, ancien élève de l'École des Chartes, nous mande qu'en fouillant le pied de la muraille, on a trouvé, gravés sur deux pierres qui forment l'appui du bas-relief, les fragments d'inscriptions que voici :

CADIV	...A IVLI BENIG..
!THOCC	..MNIBUS ORNA..
MMAVIT	FILIA ET HERES V..

TABLE

DES ARTICLES CONTENUS DANS CE VOLUME.

	Pages.
Fragments des mémoires inédits de Dubois, gentilhomme servant du roi, valet de chambre de Louis XIII et de Louis XIV; publiés par M. Aubineau.....	1
Notes d'un voyage archéologique dans le sud-ouest de la France (Périgueux-Bordeaux), par M. Marion.....	46
Examens de l'École des Chartes.....	75
Notice sur Jean Boutillier, auteur de la <i>Somme rurale</i> , par M. Alph. Paillard de Saint-Aignan.....	89
Notice sur les églises de Verneuil-sur-Seine et de Médan (Seine-et-Oise), par M. Marion, p. 144.—Rectification relative à cet article..	280
Notes et documents pour servir à l'histoire de l'École des Chartes, par M. Vallet de Viriville.....	153
Des droits de justice et des droits de fief, par M. Bordier.....	193
Le rat, employé comme symbole dans la sculpture du moyen âge; par M. Duchalais.....	229
Charte de nolisement de l'année 1264, pour un voyage de Pise à Bougie; publiée par M. de Mas-Latrie.....	244
Extraits du Trésor des Chartes, publiés par M. Douët-d'Arcq.—II ^e article, p. 257; III ^e article (un procès pour outrage aux mœurs en 1470).....	506
De la juridiction exercée par la cour féodale du roi sur les grands vassaux de la couronne pendant les onzième, douzième et treizième siècles; par M. Pardessus.....	281
Inscriptions grecques et latines découvertes à Vaison ou dans les environs; publ. par M. Deloye.....	305
Notice sur un traité inédit du douzième siècle, intitulé <i>Miracula ecclesiarum Constantiensis</i> , par M. Delisle.....	339
Institutions et géographie de la France. — Leçon d'ouverture du cours de troisième année, professé à l'École des Chartes par M. Guérard (novembre 1847).....	361
Lettre à M. Beugnot sur les sceaux de l'ordre du Temple et sur le temple de Jérusalem au temps des croisades, par M. de Mas-Latrie....	385
Supplique d'un chevalier contre un déni de justice; pièces du treizième siècle, publiées par M. Douët-d'Arcq.....	405
Inventaire des vieilles armes conservées dans le château d'Amboise, du temps de Louis XII (septemb. 1499); publ. par M. Le Roux de Lincy.....	412

	Pages.
Une lettre familière de Louis XI.....	423
Gauluet ou le sire de Gaules (1380-1423); par M. Guessard.....	441
Le Livre de Geta et de Birria, ou l'Amphitryonéide, poème latin du treizième siècle, composé par un auteur inconnu nommé Vitalis, et publié d'après cinq manuscrits de la Bibliothèque nationale par M. de Montaiglon.....	474
Examens de l'École des Chartes (août 1848).....	517

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Armorial des maires de la ville de Tours, par M. Lambron de Lignim.	183
Catalogue des manuscrits français de la Bibliothèque du roi (t. VII), par M. P. Paris.....	524
Collection des documents inédits relatifs à l'histoire de France; publiée par les ordres du roi et les soins de M. le ministre de l'instruction publique.....	85
Collection générale des documents français qui se trouvent en Angleterre, recueillis et publiés par Jules Delpit.....	79
Commentari della guerra di Cipro e della lega dei principi cristiani contra il Turco, di Bart. Sereno; publicati per cura de' monaci della badia Cassinese.....	434
Delle istorie pisane libri XVI, di Raffaello Roncioni, con illustrazione di Francesco Bonaini.....	436
Description des objets d'art qui composent la collection Debruge-Duménil, par Jules Labarte.....	355
Dissertation sur de nouveaux documents trouvés dans les archives du département du Nord, concernant l'église de Brou; par J. C. Dufay.	82
Études sur le passé et l'avenir de l'artillerie, par le prince Napoléon-Louis Bonaparte.....	261
Histoire de saint Léger, évêque d'Autun, et de l'église des Francs au septième siècle; par le R. P. dom J. B. Pitra.....	266
Histoire des mœurs et de la vie privée des Français, par M. de la Bédollière.....	276
Histoire des révolutions du langage en France, par M. Fr. Wey.....	275
Le chevalier au Cygne et Godefroy de Bouillon; poème historique publié par M. le baron de Reiffenberg.....	185
Le Ménager de Paris, traité de morale et d'économie domestique, composé vers 1393 par un Parisien pour l'éducation de sa femme; publié par M. Pichon.....	353
Les Femmes célèbres de l'ancienne France, par M. Le Roux de Lincy.	528
L'interprétation des Institutes de Justinien, par Est. Pasquier.....	269
Mémoires de l'Institut de France, t. XVII, 1 ^{re} partie.....	426
Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, t. I, II, III, IV, V et VII.....	428

	Pages
Monographie de l'église royale de Saint-Denis, par M. le baron de Guilhermy.....	270
Notice historique sur la vie et les écrits de Jacques le Lieur, poète normand du seizième siècle; par T. de Jolimont.....	274
Notice sur la cathédrale de Metz, par le comte de Coellosquet.....	85
Notice sur l'ancienne ville de Crèvecœur et l'abbaye de Vaucelles, par M. A. Bruyelle.....	84
Notice sur un cachet d'oculiste romain, par M. Ch. Dufour.....	81
Périgueux et les deux derniers comtes de Périgord, par M. Dessalles.	354
Publications et travaux historiques de M. L. Polain, archiviste de Liège.....	272
Revue des architectes de la cathédrale de Rouen, par A. Deville.....	525
Storia della badia di Monte-Casino, illustrata di note e documenti di dom Luigi Tosti.....	177
Zeitschrift für die archive Deutschlands. Revue des archives de l'Allemagne, par Friedemann.....	356

CHRONIQUE.

Archives. Mesure funeste aux archives de l'Aube, prise par le conseil général de ce département, p. 88. — Porte de Clisson aux archives nationales.....	279
Bibliothèques. Arrêtés divers concernant les bibliothèques, p. 440. — Bibliothèque du roi ou nationale; changements dans le personnel de l'administration, p. 187, 280. — Bibliothèque de la Société royale de littérature islandaise à Copenhague.....	191
Changements (des) dans les établissements littéraires de la France par suite du changement de gouvernement.....	277, 278
Découvertes archéologiques. Fausseté de la tradition attribuant au portail de Notre-Dame de Paris un escalier de douze marches, p. 188. — Inscriptions antiques trouvées à Sens.....	531
École des Chartes. Réceptions du directeur et des professeurs de l'École au ministère de l'instruction publique, p. 187, 280. — Place de l'École dans le cortège funéraire du 25 février, p. 279. — Demande, pour l'École, du titre d'École des Chartes et de l'histoire de France, p. 280. — Sur l'admission des anciens élèves de l'École au service des bibliothèques publiques, 359. — Modification temporaire dans le personnel de l'École, p. 359. — Don fait à la bibliothèque de l'École par M. de Reiffenberg, p. 439. — Examens des élèves, août 1847, p. 187 et 188; août 1848, p. 440 et 522 (voy. aussi p. 75 et 515). — Nominations et distinctions diverses obtenues par des élèves de l'École des Chartes. 88, 438	
Écoles et lycées. Commission nommée pour examiner s'il y a lieu de modifier le costume des élèves des écoles et lycées de la République, p. 359. — Commission nommée pour faire entrer l'histoire de la	

	<i>Pages</i>
Révolution française dans l'enseignement des lycées.....	530
Libri (M.). Du catalogue de ses manuscrits, p. 88. — Accusation soulevée contre lui, p. 279. — Commission nommée pour examiner ses livres et papiers, p. 358. — Réponse aux imputations portées par lui contre l'École des Chartes.....	437
Manuscrits. Du catalogue des manuscrits de M. Libri, p. 88. — Manuscrits remarquables de la vente des livres de M. de Coislin, p. 191. — Manuscrits disparus des bibliothèques publiques de Cambrai et de Douai, p. 190; de la bibliothèque de la Faculté de médecine de Montpellier.....	278
Monuments historiques. La salle du jeu de paume à Versailles.....	360
<i>Olim</i> (des) du parlement de Paris, publiés par M. Beugnot.....	438
Prix proposés : par l'Athénée de Beauvais, p. 192; — par la Société des antiquaires de la Morinie.....	1b.
Société de l'École des Chartes. Renouveau de son bureau et de ses commissions.....	360
Société des antiquaires de France. Composition de son bureau pour 1848.....	190
Société des bibliophiles français.....	440
Souscriptions (des) accordées par le gouvernement aux ouvrages de littérature et d'art.....	360
Statue équestre érigée à Jeanne d'Arc à Orléans.....	189



LISTE DES SOUSCRIPTEURS

A LA

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES¹,

POUR L'ANNÉE 1847-1848.

S. M. LE ROI DE SARDAIGNE.
S. M. LE ROI DE HANOVRE.

Monsieur DE NEMOURS.
Monsieur DE JOINVILLE.
Monsieur D'AUMALE.
Monsieur DE MONTPENSIER.

LES ARCHIVES NATIONALES, à Paris.
LES ARCHIVES de la ville de MARSEILLE.
LES ARCHIVES générales du département
du NORD.
LES ARCHIVES de la ville de STRASBOURG.
LES ARCHIVES du département du TARN.
LES ARCHIVES du département de VAU-
CLUSE.
LES ARCHIVES DE LA COUR, à Turin.

L'ATHÉNÉE, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de l'ARSENAL, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE du LUXEMBOURG, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE du COLLÈGE ROLLIN, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE de l'ÉCOLE DE DROIT, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE de l'ORDRE DES AVOCATS, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de PARIS.
LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (département
des manuscrits), à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE FRANCE, à la Sorbonne, à Paris.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de BLOIS.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de CAHORS.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de COLMAR.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de FOIX.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de MEAUX.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de REIMS.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de ROUEN.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de TOULON.
LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de TOURS.
LA BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE GAND
LA BIBLIOTHÈQUE CANTONALE de LAUSANNE
(M. Reckly, bibliothécaire).
LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE de STOCKHOLM.
LA BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE TURIN.

¹ Ceux de MM. les souscripteurs dont les noms seraient mal orthographiés, les titres omis ou inexactement imprimés, sont instamment priés de vouloir bien adresser leurs réclamations à M. DUMOULIN, libraire, afin que les mêmes fautes ne puissent se reproduire dans la dixième liste de nos souscripteurs, qui sera publiée, suivant l'usage, à la fin du cinquième volume (seconde série) de la *Bibliothèque*.

Le CERCLE AGRICOLE, à Paris.

Le CERCLE DES ARTS, à Paris.

L'ÉCOLE DES CHARTES, aux Archives nationales, à Paris.

L'INSTITUT DE FRANCE, à Paris.

La LISTE CIVILE (3 *exemplaires*), pour les Bibliothèques du Louvre, du Palais-National et de Versailles.

Le MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (60 *ex.*).

Les RR. PP. BÉNÉDICTINS DU MONT-CASSIN.

La SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN.

La SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE CAMBRAI.

La SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE DOUAI.

La SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE, à SAINT-OMER.

La SOCIÉTÉ DE LECTURE DE GENÈVE.

MM. ACHARD, conservateur des archives du département de Vaucluse.

AFFRY (d') DE LA MONNOYE, à Paris.

AGUERRE (d') D'OSPITAL fils, à Séville (Espagne).

ALEXANDRE, à Mennecy.

AMPÈRE, membre de l'Institut.

ANGLÈS, à Paris.

ANSART, inspecteur de l'Université, à Caen.

ANSEL, à Saint-Omer.

ARBAUD, percepteur des contributions, à Bourg-Argental (Loire).

ARNAUD (l'abbé), chanoine honoraire de Poitiers, prêtre-desservant de la paroisse de Verneuil-sur-Seine (Seine-et-Oise).

AUDENET, banquier, à Paris.

BACHELIER, substitut du procureur de la République, à Auxerre.

BARANTE (DE), membre de l'Institut, à Paris.

BARBOU, vice-président du tribunal de première instance, à Paris.

BARROIS, ancien député, à Paris.

BARTHÉLEMY (Charles), à Paris.

BARTHÉLEMY (Édouard), à Troyes.

BASTARD DE L'ESTANG (Auguste DE), à Paris.

BATAILLARD (Charles), avocat à la Cour d'appel de Paris.

BAUNY DE RECY, à Paris.

BEAUMONT (madame Amblard DE), au château de Saint-Aubin (Sarthe).

BÉGUIN, ingénieur en chef, à Alger.

BEAUREPAIRE (DE), à Paris.

BELLAGUET, chef de bureau au Ministère de l'Instruction publique.

BELLENCONTRE, notaire, à Falaise.

BELVAL (DE), à Paris.

BERGER DE XIVREY, membre de l'Institut, à Paris.

BEUGNOT, membre de l'Institut, à Paris.

BLACAS (de), à Paris.

BOCCA, libraire, à Turin (2 *exemplaires*).

BOISSERAND, à Châlons.

BOISSÉRÉ, libraire.

BONAPARTE (Louis-Napoléon).

BONNE (DE), à Bruxelles.

BONNECHOSE (Émile DE), bibliothécaire du château de Saint-Cloud.

BONNETTY, directeur des Annales de philosophie chrétienne, à Paris.

BONNIN, ancien notaire, à Évreux.

BORDIER (Léonard), à Paris.

BORLUNT DE NOORTDONCK, à Gand.

BORRANI, libraire, à Paris.

BOSSANGE, libraire, à Paris (5 *ex.*).

BOTTÉE DE TOULMONT, bibliothécaire du Conservatoire de musique, à Paris.

BOURDON, substitut du procureur de la République, à Bernay.

BOURQUELOT (Léon), à Paris.

BRANDOIS (DE), à Paris.

BREUILLY (E. DE), à Versailles.

BRIÈRE (DE), homme de lettres, à Paris.

CARTIER, à Amboise.

CASTELNAUD, conseiller à la Cour d'appel de Montpellier.

- CEYRAS (Charles DE), directeur des postes, à Castres.
- CHAMPIONNIÈRE (P.), avocat, à Paris.
- CHAMPOLLION-FIGEAC, professeur à l'École des Chartes, à Paris.
- CHAPOUTON, juge de paix, à Grignan.
- CHARBONNIER, avocat, à Lyon.
- CHASTEL, à Lyon.
- CHASTELLUX (DE), à Paris.
- CHASTENAY-LANTY (madame Victorine DE), à Paris.
- CHASTENAY-LANTY (madame DE), née DE LA GUICHE, à Paris.
- CHAUFFOUR (J.), avocat, à Colmar.
- CHENEVIÈRE (DE), à Paris.
- CHERBULIEZ, libraire, à Genève.
- CHÉRUEL (A.), professeur d'histoire au collège de Rouen.
- CIZANCOURT (Raymond DE), à Noyon (Oise).
- CLAUDE, employé aux manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.
- CLAUSADE (Gustave DE), avocat, à Rabastens.
- CLOS (J. DU), employé à la section judiciaire des Archives nationales, à Paris.
- COLIN, libraire, à Paris.
- COMBETTES LA BOURÉLIE (DE), à Gaillac (Tarn).
- CORNELY-PRUD'HOMME (DE), capitaine d'état-major, à Paris.
- CORNU (Sébastien), peintre, professeur à l'École d'administration, à Paris.
- CORPET, à Paris.
- COSTA (le marquis de), à Turin.
- COUSIN, membre de l'Institut, à Paris.
- COUSSEMAKER (DE), juge au tribunal de Hazeubrouck.
- CZARTORISKI (le prince Adam), à Paris.
- DAMASSE-ARBAUD, docteur-médecin à Manosque (Basses-Alpes).
- DAUSSIN, libraire, à Paris.
- DEFRÉMERY, à Paris.
- DELACHAUX, libr., à Amsterdam (4 ex.).
- DELALE, président du tribunal, à Mauriac (Cantal).
- DELILLE, à Paris.
- DELPIIT (Jules).
- DENIS (l'abbé), à Meaux.
- DÉRUVILLE, à Paris.
- DESCLOZEAUX, à Paris.
- DESNOYERS (Jules), bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle, à Paris.
- DÉTAPE, à Paris.
- DÉZÉ, préfet du département de l'Ain, à Bourg.
- DIDOT (Ambroise-Firmin), imprimeur de l'Institut, à Paris.
- DOUËT D'ARCQ (Jules), à Paris.
- DOUVRE, juge de paix du canton de Buchy, à Blainville-Crevon (Seine-Inférieure).
- DUBOSSE, libraire, à Saumur.
- DUMOLARD, à Milan.
- DUMONT (Édouard), à Fontainebleau.
- DUNCKER, libraire, à Berlin.
- DUPLÈS (H.), à Paris.
- DUPONT (M^{lle} Emilie), à Paris.
- DUSEVEL, correspondant des Comités historiques du Ministère de l'Instruction publique, à Amiens.
- ENGOY (D'), sous-préfet, à Lesparre (Gironde).
- ESCANDE, avocat, au château de Monrecourt (Dordogne).
- FLEUTELOT, à Paris.
- FOREST, libraire, à Nantes.
- FORTOUL, doyen de la Faculté des lettres, à Aix.
- FOURNERAT, ancien juge d'instruction, à Paris.
- FRANCK, libraire, à Paris (5 ex.).
- GACHARD, archiviste du royaume de Belgique, à Bruxelles.
- GADEBLED, chef de bureau au Ministère de l'Intérieur.
- GARNIER, à Paris.
- GARNIER (Jos.), archiviste de la ville de Dijon.
- GAUBAN, propriétaire, à la Réole (Gironde).
- GAULLE (DE), homme de lettres, à Paris.
- GAVELLOT, libraire, à Paris (3 ex.).

- GERMAIN, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Montpellier.
- GÉRUZEZ, professeur suppléant à la Faculté des lettres, à Paris.
- GERVAIS, à Paris.
- GERVILLE (DE), à Valognes.
- GIRARDOT (DE), conseiller de préfecture, à Bourges.
- GIRAUD (Charles), membre de l'Institut, à Paris.
- GIVENCHY (Louis DE), secrétaire perpétuel de la Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.
- GOBIL (l'abbé), vicaire de N.-D. de la Couture, au Mans.
- GOMONT (Henri), avocat, à Paris.
- GONCOURT (de), à Paris.
- GRACHET, secrétaire-général de la préfecture de Saône-et-Loire.
- GRANDVAL (DE), au château de Saint-Denis-Maisoncelles, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques (Calvados).
- GRÜN, rédacteur en chef du *Moniteur*, à Paris.
- GUILLAUMOT (Jules), à Paris.
- HARDOUIN (Henri), avoué à la Cour royale d'Amiens.
- HASE, membre de l'Institut, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- HATTU, libraire, à Cambrai.
- HÉRICART-FERRAND, à Paris.
- HÉRICOURT (Achmet b').
- HORNER, libraire, à Zurich.
- INBERDIS (André), avocat, à Amberg (Puy-de-Dôme).
- JAL, historiographe du Ministère de la Marine, à Paris.
- JOHANNEAU (Éloi), membre de la Société des Antiquaires de France, à Paris.
- JOLIMONT (DE), à Moulins.
- JOURDAIN, professeur de philosophie au collège Stanislas, à Paris.
- KEMINCK, libraire.
- LABOULAYE (Édouard), membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Paris.
- LACOUR (DE), ancien capitaine de cavalerie, à Saint-Amand-Montrond (Cher).
- LAFFERRIÈRE, inspecteur des études de droit.
- LAFFERRIÈRE, conseiller de préfecture, à la Rochelle.
- LAGRANGE (DE), à Paris.
- LAMBERT, bibliothécaire de la ville de Bayeux.
- LA PLANE (DE), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Sisteron (Basses-Alpes).
- LANIER, libraire, au Mans.
- LASTEYRIE (Ferdinand DE), représentant du peuple, à Paris.
- LE BAS, membre de l'Institut, à Paris.
- LEBRUN, juge de paix, à Avèze (Marne).
- LE CLERC (Victor), membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres, à Paris.
- LECOINTRE-DUPONT, secrétaire de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
- LEFÈVRE, docteur-médecin, à Paris.
- LEGÉ, professeur d'histoire au collège de la Flèche.
- LELEU, libraire, à Paris.
- LE MESLE, à Paris.
- LENORMANT, membre de l'Institut, conservateur des médailles à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- LE PREVOST (Auguste), membre de l'Institut.
- LEROY, bibliothécaire de la ville de Valenciennes.
- LETRONNE, membre de l'Institut, garde général des Archives nationales, à Paris.
- LEYMARIE (Achille), archiviste du département de la Haute-Vienne.
- LEZURIER, à Paris.
- LION (Alphonse), à Paris.
- LITTRÉ, membre de l'Institut, à Paris.
- LONGPÉRIER (Adrien DE), conservateur au Musée du Louvre, à Paris.
- LUDRE (DE), à Paris.

MAGNIN, membre de l'Institut, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.

MANOIR (Jules du), maire de Juaye (Calvados).

MANSUT, libraire, à Paris.

MARCIEU (DE), à Paris.

MARION, banquier, à Dijon.

MARION (Paul), à Fixin (Côte-d'Or).

MARTIN (Henri), homme de lettres, à Paris.

MARTIN (le R. P. Arthur), à Paris.

MARTY-LAVEAUX, à Paris.

MATHON, bibliothécaire de la ville de Neuchâtel (Seine-Inférieure).

MÉRIL (Edéstan du), à Paris.

MÉRIMÉE (Prosper), membre de l'Académie française, à Paris.

MÉRINVILLE (madame DE), à Paris.

MERLEMONT (de), à Paris.

MICHEL (Francisque), professeur de littérature étrangère à la Faculté de Bordeaux.

MICHELET, membre de l'Institut, à Paris.

MICHELSSEN (L.), libraire, à Paris.

MIGNET, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales, à Paris.

MIREPOIX (DE), à Paris.

MOLÉ, membre de l'Académie française, à Paris.

MONMERQUÉ, membre de l'Institut, conseiller à la Cour d'appel de Paris.

MONTALEMBERT (DE), à Paris.

MONTESPIN, à Frotez-lez-Vesoul (Haute-Saône).

MORELOT, à Dijon.

MOULLIÉ, substitut du procureur général, à Agen.

NAUDET, membre de l'Institut, directeur de la Bibliothèque nationale.

NISARD, à Paris.

PAQUET (Just), à Passy.

PARAVEY, conseiller d'État, à Paris.

PARAVEY (Édouard), à Grâville (Seine-Inférieure).

PARDessus, membre de l'Institut, à Paris.

PARIS (Paulin), membre de l'Institut, con-

servateur-adjoint à la Bibliothèque nationale, à Paris.

PATIN, membre de l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres, à Paris.

PELET (le lieutenant général), directeur général du Dépôt de la guerre, à Paris.

PELLETIER (l'abbé), prêtre-desservant de Pousseaux (Nièvre).

PERET (DE), chevalier de Saint-Louis, à Fons (Lot).

PÉRICAUD, bibliothécaire de la ville de Lyon.

PERTZ, historiographe de S. M. le roi de Hanovre.

PICARD, compositeur de l'imprimerie Firmin Didot.

PICHOT (Amédée), à Paris.

PIPERAY (Amédée DE), à Rouen.

PLÉ, avocat, à Paris.

PORTALIS (DE), premier président de la Cour de cassation, à Paris.

PRIoux, à Paris.

PUYMAIGRE (DE), au château d'Inglanges, près Thionville.

QUANTIN, archiviste du département de l'Yonne.

QUICHERAT (Émile), architecte, à Paris.

QUICHERAT (Louis), agrégé de l'Université, à Paris.

QUINZARD, greffier, à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).

RABUSSON, avocat, à Dôle.

RAMÉE, architecte, à Paris.

RAVAISSON, inspecteur des bibliothèques de France, à Paris.

RAVENEL, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.

RAYNAL, avocat-général, à Bourges.

RHORMAN, libraire, à Vienne en Autriche (3 ex.).

RICARD, avocat, à Montpellier.

RIENCOURT (DE), à Paris.

RIVES, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.

ROCHETTE (Raoul), secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, membre

- de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Paris.
- ROLAND-GOSSELIN (Louis), à Paris.
- RON (Gustave DE), à Paris.
- RONDIER, juge d'instruction, à Melle (Deux-Sèvres).
- ROUARD, bibliothécaire de la ville d'Aix.
- ROURE (Eugène DU), à Pierre-Brou (Seine-et-Oise).
- ROUY, docteur-médecin, à Paris.
- ROYER (Ernest), à Cirey-sur-Blaise (Haute-Marne).
- ROYER-COLLARD (Paul), doyen de la Faculté de droit, à Paris.
- RUSSEL-SMITH (John), libraire, à Londres (5 ex.).
- SAINT-AIGNAN (DE), à Paris.
- SAINT-AULAIRE (DE), ancien ambassadeur de France à Londres.
- SAINT-PRIEST (DE), à Paris.
- SALIS (DE), à Metz.
- SALVANDY (DE), ancien Ministre de l'Instruction publique.
- SARTICES D'ANGLES (le baron DE), à Bruxelles.
- SAUNIER, secrétaire des Archives nationales, à Paris.
- SENSIER, notaire, à Tours.
- SIRODOT, à Paris.
- SISTERNA (le prince de LA), à Paris.
- SOULTRAIT (Georges DE), à Paris.
- STRATEN (DE), à Metz.
- TACONET (Eugène), à Paris.
- TAILHAND, président à la Cour d'appel de Riom.
- TAILLANDIER, conseiller à la Cour d'appel de Paris.
- TAILLIAR, conseiller à la Cour d'appel de Douai.
- TARDIF, substitut du procureur général à la Cour d'appel de Paris.
- TARDIF (Ad.), avocat, à Paris.
- TASTU, bibliothécaire de Sainte-Geneviève, à Paris.
- TERRASSE, chef de la section judiciaire des Archives nationales, à Paris.
- TERREBASSE (DE), au Péage (Isère).
- THEURIER DE POMMIERS, juge au tribunal de 1^{re} instance de la Seine, à Paris.
- THIERRY (Augustin), membre de l'Institut, à Paris.
- THIERS, membre de l'Institut et Représentant du peuple, à Paris.
- TOURDONNET (Léon DE), à Paris.
- TREUTTEL et WURTZ, libraires, à Paris (7 ex.).
- TREVERRET (Jules DE), à Paris.
- TRPIER (Léon), garde des Archives de l'ancien *Domaine privé*, à Paris.
- TURENNE (DE), à Paris.
- VALADIER, professeur, à Clermont-Ferrand.
- VARIN, bibliothécaire de l'Arsenal, à Paris.
- VASSAL (DE), archiviste du département du Loiret, à Orléans.
- VENDEVURE (Gabriel DE), maître des requêtes, à Paris.
- VIEUSSEUX, libraire, à Florence.
- VILLEGILLE (DE LA), à Paris.
- VILLEMAIN, secrétaire perpétuel de l'Académie française, à Paris.
- VILLENEUVE (Tristan DE), à Paris.
- VIOULET-LEDUC, à Paris.
- VITET, membre de l'Institut, à Paris.
- WAILLY (Natalis DE), membre de l'Institut, chef de la section administrative des Archives nationales, à Paris.
- WALCKENAER, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Paris.
- WARENGHIEN (DE), à Douai.
- WRIGHT (Thomas), à Londres.
- YOUNG (le chevalier Charles), dit *Jarrettière*, roi-d'armes, à Londres.
- ZELLWEGER, président de la Société historique de la Suisse, à Trogen, canton d'Appenzell.

ERRATA POUR LE VOLUME PRÉCÉDENT.

Page 504, lig. 21 : « En nom Dé, dist-elle. » — Ouy, ma fille ; *lisez* : « En nom Dé, dist-elle, ouy. » — Ma fille.

Page 504, lig. 25 : Passoient a que tous armez ; *lisez* : passoient à gué tous armez.

Page 523, lig. 18 et 19 : Triomphé des tentatives ; *lisez* : triomphé des tentations.

ERRATA DU PRÉSENT VOLUME.

Page 1, lig. 1 : Collection de Mémoires de Petitot ; *lisez* : de Michaud et Poujoulat.

Page 77, lig. 24 : LXX. sol. de R(odez) ; *lisez plutôt* : de R(aymundins).

Page 78, lig. 12 : Monasterii de Periculo Dominarum ; *lisez* : monasterii de Parco Dominarum.

Page 101, lig. 6 en rem. : M. Derasse. (Herscap. t. II. . . ; *lisez* : Derasse—Herscap. (t. II. . .

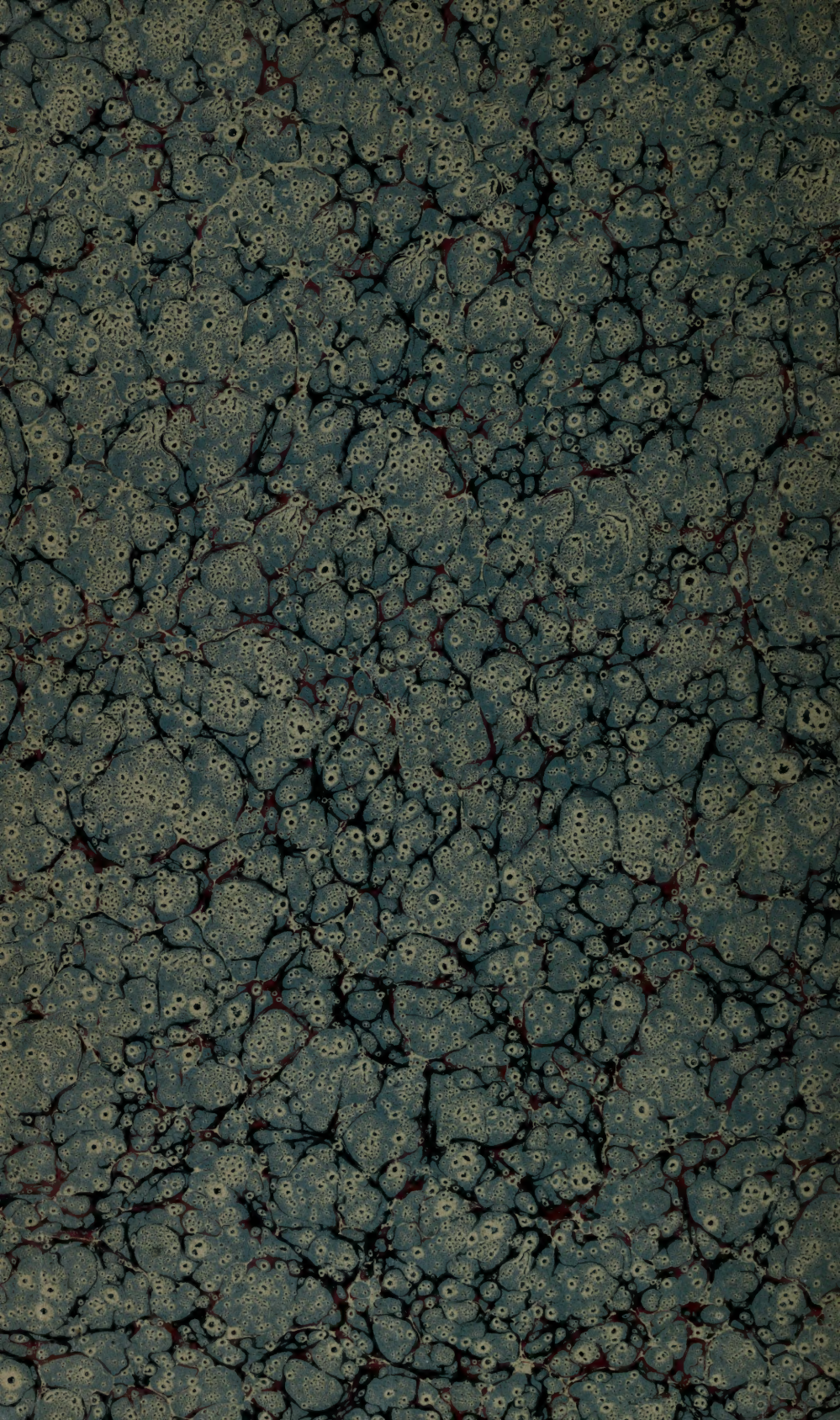
Pag. 434, lig. 3 en rem. : Bien trop ami des harangues ; *lisez* : bien que trop ami.

Page 436, lig. 2 en rem. : *au lieu de* M. Roncioni, *lisez* : M. Bonaini.

26/7/65

Je.





D
111
B5
t.9

Bibliothèque de l'École
des chartes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

